LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

23e séance	mercredi	9 février 2011
24e séance	jeudi	10 février 2011
25e séance	mardi	8 mars 2011

L'engagement politique: un must en démocratie

Échange de vues entre politologues et parlementaires.

Fin janvier, des politologues de l'Université du Luxembourg avaient présenté dans les locaux de la Chambre des Députés l'étude qu'ils ont réalisée sur les élections législatives et européennes de 2009.

Pour susciter le débat et communiquer au grand public les enseignements à en tirer, l'Université a invité le 18 février à une journée d'études au campus Limpertsberg. Ce fut aussi l'occasion de donner, au cours d'une table ronde, la parole aux présidents des groupes et sensibilités parlementaires pour commenter les constats dressés par les chercheurs.

Auparavant et en guise d'allocution, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, n'a pas manqué de souligner l'importance de la tenue régulière d'élections qui cimentent la vie démocratique.

Au passage, il a regretté le fait qu'en Occident, la jeunesse semble se désintéresser de plus en plus de la vie politique, «alors qu'en Tunisie et en Égypte, ce sont avant tout les jeunes qui sont prêts à risquer leur vie pour la démocratie».

Finalement, le Président a également insisté sur la nécessité de multiplier les efforts pour motiver davantage de femmes à entrer en politique.

Une nouvelle députée

Âgée de 40 ans, Mme Diane Adehm est la 13e femme députée à la Chambre. Aux élections législatives de juin 2009, elle se classa en 12e position sur la liste du Parti chrétien social (CSV) de la circonscription Centre.

Après la décision de M. Jean-Louis Schiltz de quitter les affaires politiques en février et son retrait comme chef de file du groupe parlementaire chrétien social à la Chambre, la jeune femme vient de prêter serment le 8 mars 2011.

Mme Adehm s'est engagée en politique dès 2005, où elle a fait son entrée au conseil communal de Hesperange. Un an après, elle fut nommée vice-présidente du comité national CSV, poste qu'elle abandonna en 2009 pour devenir présidente du comité des femmes chrétiennes sociales.

Économiste de formation, Mme Adehm a travaillé comme auditeur auprès d'une société de consultance, des P&T et de la Cour des Comptes. Elle a quitté ce poste pour raison d'incompatibilité avec le mandat de député.

Mme Diane Adehm lors de son début oratoire.

Laurent Mosar en Ukraine

Début mars, à l'occasion d'un déplacement officiel en Ukraine, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a pu rencontrer son homologue, M. Volodymyr Lytvyn, Président de la Verkhovna Rada, le Parlement d'Ukraine, ainsi que le Premier Ministre, M. Mykola Azarov, et le Ministre des Affaires étrangères, M. Kostyantyn Hryshchenko.

Accompagné par M. Xavier Bettel (DP), membre du Bureau, M. Laurent Mosar a également pu mener différents entretiens au niveau parlementaire.

Lors de ces nombreuses entrevues, deux sujets ont été abordés pour l'essentiel: l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne ainsi que l'approfondissement des relations économiques, commerciales et financières entre l'Ukraine et le Grand-Duché, notamment par le biais d'une convention tendant à éviter les doubles impositions.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accueilli à Kiev par son homologue ukrainien, M. Volodymyr Lytvyn (à gauche).

Convention des jeunes dans les locaux de la Chambre

«Du hues Recht-er» - c'est autour des droits de l'enfant et de la participation des jeunes au débat public que la Conférence générale de la Jeunesse luxembourgeoise (CGJL) a proposé une série d'ateliers au cours de sa Convention du 4 mars 2011. Les réunions se sont pour la plupart déroulées dans les locaux de la Chambre. Elles ont permis à des dizaines d'enfants et de jeunes, âgés entre 10 et 22 ans, de s'exprimer sur différents aspects comme la violence, les genres ou encore les notions de vie privée et vie publique.

Au cours de l'après-midi, les jeunes furent accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Dans la salle plénière et en présence de plusieurs députés, ils ont ensuite pu présenter, au cours d'échanges de vues très animés, les conclusions de leurs réflexions.

www.chd.lu

DANS CE NUMÉRO

Pauvreté et inégalités sociales	p. 296
Situation des personnes divorcées	p. 309
Gouvernance économique dans l'UE	p. 330
Sommaire des séances publiques nos 23-25	p. 339
Sommaire des questions parlementaires	p. Q130

La finance islamique à l'honneur

Il est peu fréquent que les délégations d'une assemblée parlementaire internationale se réunissent au Luxembourg. Ce fut chose faite le 17 février à la salle plénière de la Chambre des Députés où la Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) avait élu domicile. À l'ordre du jour de la réunion présidée par M. Xavier Bettel, vice-président de la commission, figurait la diffusion de la finance islamique dans le monde.

Pour situer le rôle joué par la place financière luxembourgeoise dans l'élaboration, la cotation et la distribution de services et produits financiers islamiques conformes à la charia, des représentants de la place issus de l'ALFI, Luxembourg for Finance, la Bourse de Luxembourg ainsi que du Ministère des Finances avaient fait le déplacement.

Les parlementaires de l'AP-UpM ont ainsi pu apprendre que:

- le Grand-Duché a été le premier pays à accueillir une compagnie d'assurance (Takaful), conforme à la charia;

- la Bourse de Luxembourg a été la première en Europe à enregistrer la cotation d'un sukuk (obligation islamique);

- la place financière luxembourgeoise est le premier centre en Europe pour les fonds islamiques. 39 y sont domiciliés pour le moment, ce qui représente environ 7% du marché mondial;

- le Luxembourg voit un fort potentiel de développement pour la finance islamique, en l'occurrence dans les domaines des fonds, obligations et de l'assurance, et qu'il entend contribuer à la diffusion de ses services et produits, notamment pour satisfaire les nombreux musulmans en Europe.

La réunion fut ponctuée par une intervention du Ministre de l'Économie, M. Jeannot Krecké, qui parla notamment de son vécu à l'occasion des missions économiques luxembourgeoises organisées dans les pays du Golfe et du Maghreb ainsi que des possibilités de coopération économique existant dans ces pays.

Des parlementaires de l'AP-UpM réunis à la Chambre des Députés.

L'éducation contribue au développement économique

Entretien des membres de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports avec Mme Barbara Ischinger (au milieu).

Des études comme PISA ou PIAAC ou des publications comme «Regards sur l'Éducation» montrent que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est également active dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Au cours d'une entrevue, le 17 février 2011, la directrice du département «éducation» de l'organisation mondiale, Mme Barbara Ischinger, a rencontré les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la Chambre des Députés.

Elle s'est montrée convaincue que l'éducation ne contribue pas seulement au développement économique d'un pays, mais sert aussi à atténuer les inégalités sociales.

Les résultats de l'étude PISA 2009 ont montré que des facteurs comme l'immigration ou l'origine socio-économique des élèves ont une grande influence sur leur parcours scolaire. Mme Ischinger a rappelé que les compétences de base évaluées par PISA sont celles dont doivent disposer les jeunes pour évoluer dans le monde du travail et compléter leur savoir-faire tout au long de leur carrière professionnelle.

Autre constat dressé par Mme Ischinger: «La société ne reconnaît plus assez le travail fourni par les enseignants, ce qui fait que nombre d'entre eux se sentent esseulés face aux problèmes rencontrés au quotidien dans leur travail.»

La définition des compétences dont doivent disposer les jeunes au niveau professionnel, le maintien dans la vie professionnelle des salariés âgés de plus de 55 ans ainsi que la motivation de vouloir se former tout au long de la vie ont constitué d'autres sujets abordés au cours de l'entrevue.

La délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux et M. Alain de Muyser (2e de droite).

Coopération Benelux

Début février, la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) a eu un échange de vues avec M. Alain de Muyser, secrétaire général adjoint du secrétariat général du Benelux. À cette occasion, M. de Muyser a présenté le plan annuel 2011 basé principalement sur le programme de travail commun 2009-2012 et dont l'objectif est de permettre une coopération efficace au sein du Benelux sur les trois thèmes de l'économie, du développement durable et de la sécurité, avec cette année un accent particulier sur la coopération avec les régions limitrophes.

Par la même occasion, les députés luxembourgeois ont pu découvrir le nouveau logo du secrétariat Benelux qui symbolise un nouvel élan et dont les couleurs reprennent celles des drapeaux des trois pays. Les deux parties ont également souligné l'importance de rencontres régulières entre les institutions du Benelux.

Union européenne: quel budget pour l'après-2013?

«Dépenser moins et mieux tout en comptant sur de nouvelles ressources»: tel pourrait être le leitmotiv de la Commission européenne lorsqu'elle esquissera avant l'été les grandes lignes du futur cadre budgétaire réformé dans lequel l'Union européenne (UE) est censée évoluer après 2013!

M. Marc Lemaître, chef de cabinet luxembourgeois du Commissaire européen, M. Janusz Lewandowski, chargé du budget et de la programmation financière, vient d'en débattre avec les députés des Commissions des Finances ainsi que des Affaires étrangères et européennes.

À l'expiration du cadre budgétaire actuel (2007-2013), l'UE devra avoir décidé des lignes directrices d'un nouveau budget apte à relever un certain nombre de défis:

- financer des politiques communautaires ambitieuses (notamment la politique agricole commune et la politique de cohésion) alors que ses 27 pays membres, encore éprouvés par la crise financière et économique de 2008, doivent faire des économies budgétaires à tout prix et rechignent à verser la moindre obole de trop dans les caisses bruxelloises;

- garder de l'argent sous le coude pour soutenir des projets d'avenir (projets énergétiques afin d'assurer à l'Europe une sécurité d'approvisionnement, investissements dans les énergies renouvelables, les réseaux transeuropéens et la mobilité des étudiants);

- trouver, dans l'esprit du Traité de Lisbonne, de nouvelles ressources (taxes sur les transactions financières de base, le trafic aérien et le rejet de dioxyde de carbone, impôt sur les sociétés, recettes en provenance du système communautaire d'échange de quotas d'émission) émanant de préférence de politiques communes et non de politiques nationales afin d'éviter qu'au nom du principe du juste retour, de nouvelles polémiques n'éclatent entre contributeurs nets et récipiendaires.

Restera aussi à déterminer la longévité du nouveau cadre budgétaire: alors que le cadre actuel couvre une période de sept ans, d'aucuns aimeraient le voir prolongé au nom d'une «paix financière durable» ainsi que pour des raisons de planification des différentes politiques à mettre en œuvre.

(de gauche à droite) M. Ben Fayot, M. Marc Lemaître, M. Michel Wolter.

Inspection d'un centre névralgique de l'État

Visite, par les membres de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, du Centre de Communications de l'État.

Pour se familiariser avec le fonctionnement du Centre de Communications du Gouvernement (CCG) et en vue de couler celui-ci dans un texte ayant valeur légale, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de la Chambre des Députés s'est rendue début mars au Château de Senningen.

Sis dans un domaine sécurisé jadis exploité par des meuniers, le CCG constitue une administration charnière dans le bon fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Il occupe une place prépondérante de par le rôle qu'il joue en matière notamment de gestion et d'exploitation des informations classifiées et non classifiées destinées au Gouvernement luxembourgeois ou générées à son niveau.

Le centre de Senningen est donc responsable tant de l'acheminement que de la sécurité des informations, que celles-ci transitent de et vers les organismes internationaux dont fait partie le Grand-Duché (OTAN, Union européenne, OSCE) ou à l'intérieur du réseau du Gouvernement.

À l'occasion de leur parcours à travers les différentes installations du site, les députés ont pu se rendre compte de la tâche cruciale incombant au CCG qui est de garantir le fonctionnement continu de ses systèmes et réseaux tout en essayant de détecter d'éventuelles failles et d'y remédier dans les plus brefs délais.

Ne reste donc plus qu'à définir les activités du CCG dans un texte créant une base légale pour son fonctionnement. Ce sera chose faite avec le projet de loi 6075 qui sera voté sous peu par la Chambre des Députés.

L'espace, puissant stimulant pour l'économie luxembourgeoise

L'espace et le Luxembourg: un mariage qui peut étonner. C'est au milieu des années 1980 que le Luxembourg a initié ses activités dans le secteur spatial par la création de la Société Européenne des Satellites (SES). Le lancement en 1988 du premier satellite de la flotte, ASTRA 1A, fut couronné de succès et c'est ainsi que SES a pu devenir en un peu moins de deux décennies le 1er opérateur mondial de satellites.

La formidable réussite de la société de Betzdorf a créé un besoin grandissant en matière de recherche et de développement dans le secteur spatial. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg a signé en 1999 un accord de coopération avec l'Agence spatiale européenne (ESA: European Space Agency). Toutefois, ce n'est que le 30 juin 2005 que le Grand-Duché est devenu officiellement le 17e État membre de l'ESA.

Début mars, M. Jean-Jacques Dordain, le directeur général de l'ESA, fut reçu par les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace de la Chambre des Députés. Au menu de leurs échanges figuraient notamment la participation du Luxembourg aux activités de l'ESA ainsi que l'évolution des politique et programme spatiaux européens.

À cette occasion, il fut encore une fois souligné que la politique initiée en matière spatiale par le Gouvernement luxembourgeois vise avant tout

- à contribuer à l'effort de diversification et de pérennisation des activités économiques;

- à consolider et mettre en valeur les compétences luxembourgeoises existantes dans le domaine des media et communications électroniques;

- à renforcer la position compétitive des entreprises et organismes de recherche luxembourgeois dans le secteur spatial

- et à développer les compétences dans le secteur et à amplifier l'intégration des acteurs spatiaux nationaux dans les réseaux internationaux.

Finalement, les députés ont évoqué avec leur hôte français les opportunités que pourrait présenter une éventuelle collaboration entre la SES, l'Université du Luxembourg et l'ESA.

Rencontre des membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace avec M. Jean-Jacques Dordain.

Région méditerranéenne

L'AP-UpM soutient les transitions démocratiques

L'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est réunie pour la 7e fois sous présidence italienne les 3 et 4 mars 2011 à Rome. Réunissant 270 députés des 27 États membres de l'UE, du Parlement européen et de dix États du sud de la Méditerranée, l'Assemblée parlementaire est la seule institution méditerranéenne à avoir travaillé en continu, contrairement au niveau exécutif.

Suite aux événements en Tunisie, en Égypte et en Libye, les députés ont souligné qu'ils se sont retrouvés à un moment historique alors même qu'un vent de changement souffle sur les rives sud de la Méditerranée. À côté des recommandations, la situation politique actuelle a été longuement débattue par les participants.

«Ce moment est historique pour l'Assemblée euro-méditerranéenne et il doit nous permettre de donner un souffle nouveau à sa mission initiale et d'affirmer ses ambitions», a déclaré le Président du Parlement européen et Vice-président de l'UpM, M. Jerzy Buzek. «Il est clair que l'Union pour la Méditerranée doit accomplir de réels progrès vers plus d'intégration économique et financière et des opportunités d'emploi favorisant une autonomie accrue, en particulier pour tous les jeunes frappés par le chômage. Les projets d'envergure pour les populations ne figurent actuellement que sur le papier; ils doivent être mis en œuvre. Nous savons, en Europe, que seuls les actes concrets peuvent faire naître la solidarité entre les peuples.»

La délégation luxembourgeoise à Rome: Mme Martine Mergen (CSV), M. Xavier Bettel (DP) et Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) (de gauche à droite).

La Chambre des Députés était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise et vice-présidente de la Commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens, Mme Martine Mergen, vice-présidente de la délégation luxembourgeoise, et M. Xavier Bettel qui assume la vice-présidence de la Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation.

«L'Union européenne a manqué de vision à long terme dans le passé, mais nous ne pouvons désormais plus ignorer les problèmes de la région méditerranéenne», a reconnu M. Gianfranco Fini, Président de la Chambre des Députés italienne, dans son discours d'ouverture.

Au nom de la présidence italienne de l'AP-UpM, M. Franco Frattini a ajouté que la déception engendrée par la paralysie qui avait marqué l'Union pour la Méditerranée dans le passé, devrait faire place à une aspiration profonde, vu les circonstances extraordinaires, pour désormais relancer le processus de coopération entre le nord et le sud de la Méditerranée.

Le Bureau de l'Assemblée a adopté une déclaration dans laquelle elle manifeste sa pleine solidarité avec les aspirations de liberté des peuples de la région méditerranéenne, en réaffirmant la valeur universelle de la démocratie qui est incarnée par la souveraineté populaire d'où les institutions politiques tirent leur légitimité. Les membres de l'Assemblée ont condamné fermement le recours à la violence et toute forme de répression des mouvements de protestation en Libye.

La mise en place d'un nouveau «plan Marshall» pour la région était également suggérée pendant les débats. Ce plan devrait permettre de renforcer les relations et le développement économiques, mais également d'améliorer la sécurité dans la région. «Nous demandons la mise en place d'un nouveau plan d'investissement dans la région, par la Banque européenne d'investissement, comme l'a fait l'Union européenne pour renforcer la stabilité dans les Balkans occidentaux dans les années 1990», a déclaré M. Franco Frattini.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Visite post-suivi à Monaco: de nombreux engagements restent à honorer

Mme Anne Brasseur reçue par S.A.S. le Prince Albert II.

«Malgré quelques avancées réalisées, des réformes dans de nombreux domaines se font attendre», a déclaré Mme Anne Brasseur à l'issue de sa visite dans la Principauté de Monaco les 21 et 22 février 2011 qu'elle a effectuée dans sa fonction de rapporteur dans le cadre de la procédure de post-suivi de l'APCE concernant Monaco.

Au cours de ses entrevues, elle a rencontré le Chef d'État, S.A.S. le Prince Albert II, le Président du Conseil National, M. Jean-François Robillon, le Ministre d'État, S.E. M. Michel Roger, et les membres de son gouvernement, les représentants de partis politiques représentés au Conseil National, la délégation monégasque auprès de l'APCE, des représentants des autorités locales et judiciaires, de la société civile et des syndicats, ainsi que des acteurs socio-économiques et financiers.

Mme Brasseur a noté avec satisfaction les avancées importantes réalisées dans le domaine de la justice et de la lutte contre le blanchiment, mais regretté que la réforme de l'organisation judiciaire ainsi que la révision du code pénal et du code de procédure pénale ne soient pas encore au point.

Elle a également invité les autorités monégasques à ratifier les instruments juridiques du Conseil de l'Europe.

Cette institution, implantée à Strasbourg, regroupe aujourd'hui avec ses 47 pays membres la quasi-totalité du continent européen.

Créé le 5 mai 1949, le Conseil de l'Europe a pour objectif de favoriser en Europe un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la Convention européenne des droits de l'Homme et d'autres textes de référence sur la protection de l'individu.

L'OSCE devra partager son savoir-faire

Les événements en Tunisie, en Égypte et en Libye, d'une part, et les récents développements en Bélarus, de l'autre, ont marqué les discussions des délégués de 53 pays lors de la réunion d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) qui s'est déroulée les 24 et 25 février 2010 à Vienne (Autriche). Les rapporteurs des trois commissions ont en outre présenté leurs projets en vue de la session annuelle qui se tiendra en juillet à Belgrade (Serbie).

Dix semaines après le Sommet de l'OSCE à Astana, les parlementaires ont analysé le rôle que cette organisation peut jouer dans le contexte international actuel, notamment en ce qui concerne les événements dans les pays du sud de la Méditerranée. Faire partager le savoir-faire en ce qui concerne l'organisation des élections et la mise en place d'institutions démocratiques sont des tâches d'une importance primordiale incombant à l'OSCE et qui doivent être préparées avant que la demande officielle ne soit prononcée, ont souligné plusieurs orateurs. Assurer la sécurité alimentaire et énergétique, l'État de droit et la liberté de la presse sont des objectifs qui doivent être réalisés en Tunisie et en Égypte pour ne pas mettre en péril le développement vers la démocratie qui se traduira également par le respect des droits de l'Homme et le partage équitable des ressources du pays parmi la population.

En ce qui concerne l'avenir de l'OSCE après le Sommet d'Astana, le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a souligné dans son intervention que l'instrument de l'OSCE est indispensable pour créer une communauté de sécurité en Europe. La nomination d'un nouveau Secrétaire général pourrait constituer un nouveau départ, sous condition que ce poste soit occupé par une personnalité politique chevronnée, selon le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. Petros Efthymiou.

(de gauche à droite) M. Raymond Weydert (CSV), M. Alex Bodry (LSAP), M. Félix Braz (déi gréng).

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Enquêtes parlementaires

5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires

Parmi les moyens de contrôle du Parlement sur l'action du Gouvernement figure le droit d'enquête. Cette prérogative traditionnelle du pouvoir législatif est formellement consacrée par l'article 64 de notre Constitution. L'exercice de ce droit est réglé par une loi du 18 avril 1911.

Le Règlement de la Chambre des Députés reprend dans son chapitre 20 relatif à la procédure des enquêtes parlementaires les dispositions de la loi.

La procédure prévue par la loi s'inspire de celle qui est suivie en matière judiciaire. Elle confère aux parlementaires des moyens d'action qui vont au-delà des instruments classiques de l'action politique.

Les commissions d'enquête constituent un moyen de collecte d'informations très efficace pour la Chambre des Députés. Elles disposent en outre de pouvoirs d'investigation très larges, voire coercitifs. Dans l'exercice de ses tâches d'enquête, le Parlement, respectivement la commission d'enquête, a des pouvoirs qui correspondent à ceux d'un juge d'instruction.

Dans le passé, c'est surtout la coexistence d'une procédure d'enquête parlementaire et d'une procédure judiciaire ordinaire qui a créé des problèmes épineux d'interprétation des textes. Les limites de l'instruction de la commission d'enquête ont dû être précisées en ayant recours à l'avis d'éminents experts en droit. Notamment, le nécessaire respect des droits de la défense n'a pas manqué de relever les imperfections du Règlement actuel des enquêtes parlementaires, particulièrement dans l'hypothèse d'une enquête judiciaire parallèle.

Le 5 septembre 2002, deux juristes belges, MM. Roger Lallemand et Francis Delperée ont suggéré dans leur avis adressé à la Chambre des Députés une réforme de la loi du 18 avril 1911 pour «*rencontrer un ensemble d'hypothèses qu'elle n'avait pas envisagé à l'époque où elle a été conçue*». Déjà vingt ans auparavant, Me Alex Bonn avait formulé le même souhait.

La proposition de loi du député Alex Bodry entend sortir le droit d'enquête parlementaire de son impasse et «*mettre fin à la confusion entre le caractère juridictionnel des pouvoirs attribués à la commission d'enquête et le caractère politique de sa mission*». L'auteur de la proposition de loi a esquissé les quatre axes de son projet de réforme:

1) l'assouplissement des règles de majorité en ce qui concerne la création d'une commission d'enquête;

2) le respect de la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de la commission d'enquête et la précision de son objet;

3) l'abandon de la référence générale aux pouvoirs d'un juge d'instruction, et

4) la primauté à accorder à l'enquête judiciaire par rapport à l'enquête parlementaire.

Dans sa formulation, la proposition de loi s'inspire en partie de la législation belge et surtout française. Son adoption entraîne l'abolition de la loi du 18 avril 1911 sur les enquêtes parlementaires. Le Règlement de la Chambre des Députés devra également être modifié en conséquence.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 22.04.2004
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):
04.03.2008 Examen de la proposition de loi

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):
19.03.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de la proposition de loi
16.04.2008 Continuation de l'examen de la proposition de loi
04.06.2008 Présentation d'un projet de rapport
11.06.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport
03.03.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État
10.03.2010 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
17.03.2010 Présentation d'une nouvelle proposition de texte
06.10.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 09.02.2011

Reconnaissance de jugements

6060 - Projet de loi relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne

1. Objectif poursuivi par le projet de loi

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national la décision cadre 2008/909/JAI du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne (ci-après la décision cadre 2008/909/JAI). Les auteurs du projet de loi sous rapport soulignent que la future loi a vocation à remplacer les dispositions disparates des différents textes internationaux[1] en matière de transfèrement et de simplifier la procédure par rapport au cadre législatif actuel.

Le projet de loi vise ainsi à introduire un nouvel instrument de reconnaissance mutuelle dans notre droit national qui permettra au Luxembourg, d'un côté, de reconnaître un jugement qui a prononcé dans un autre État membre de l'Union européenne une peine ou mesure privative de liberté à l'encontre d'une personne et d'exécuter sur son territoire la condamnation prononcée, ou, d'un autre côté, de demander à un autre État membre de l'Union européenne de reconnaître et d'exécuter un jugement de condamnation prononcé au Luxembourg.

Le projet de loi se situe ainsi dans la suite de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne (ci-après la loi du 17 mars 2004) et de la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires (ci-après la loi du 23 février 2010).

Enfin, les auteurs du projet de loi précisent que le texte proposé «*[…]revêt un intérêt certain pour le Luxembourg dont la population carcérale est composée en grande majorité de ressortissants communautaires […] et permettra ainsi aux personnes condamnées au Luxembourg et qui ont maintenu des liens avec leur pays d'origine, de subir leur peine d'emprisonnement dans leur pays d'origine*»[2].

2. Principes généraux de la décision cadre 2008/909/JAI

La décision cadre 2008/909/JAI a été prise sur l'arrière-fond de plusieurs textes de droit international partiellement ratifiés par les États membres. Ainsi, le Conseil de l'Union a constaté que tous les États membres ont ratifié la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement de personnes condamnées. Cette convention prévoit à l'article 3, lettres a) et d) qu'un transfèrement aux fins de la poursuite de l'exécution d'une peine ne peut être envisagé que vers l'État de la nationalité de la personne condamnée et le condamné doit consentir à un transfèrement. La décision cadre 2008/909/JAI quant à elle reconnaît que «*[i]l est certes nécessaire de fournir des garanties adéquates à la personne condamnée, mais il n'est pas opportun de continuer à accorder une importance prédominante à sa participation à la procédure en subordonnant dans tous les cas à son consentement la transmission d'un jugement à un autre État membre aux fins de sa reconnaissance et de l'exécution de la condamnation prononcée.*» La décision cadre 2008/909/JAI continue à considérer le consentement du condamné comme principe de base (article 6, paragraphe (1)), mais elle l'atténue en prévoyant que le consentement du condamné n'est pas requis «*[…] lorsque le jugement accompagné du certificat est transmis: a) à l'État membre de la nationalité sur le territoire duquel la personne condamnée vit; b) à l'État membre vers lequel la personne sera expulsée […]; c) à l'État membre dans lequel la personne condamnée s'est réfugiée ou est retournée en raison de la procédure pénale dont elle fait l'objet dans l'État d'émission ou à la suite de sa condamnation dans cet État d'émission.*»[3]

Qui est à l'origine d'une procédure de transfèrement et quel est l'objectif poursuivi par cette procédure?

Si la Convention de 1983 retient que la personne condamnée peut demander son transfèrement soit à l'État d'exécution, soit à l'État de condamnation (article 2, point 2 de la Convention), la décision cadre 2008/909/JAI place l'initiative d'une demande de transfèrement dans les mains des États membres (article 3 paragraphe (1) de la décision cadre). Ceux-ci peuvent en effet décider d'un transfèrement «*en vue de faciliter la réinsertion sociale de la personne condamnée, de reconnaître un jugement et d'exécuter la condamnation.*» La réinsertion sociale du condamné est donc le but principal poursuivi par la décision cadre[4] et les critères pour vérifier cet objectif sont notamment les suivants: l'attachement de la personne condamnée à l'État d'exécution, le fait qu'elle le considère ou non comme un lieu où elle a des liens familiaux, linguistiques, culturels, sociaux ou économiques et autres[5]. Ces éléments laissent d'ailleurs une place au choix de la personne condamnée, qui hormis les cas exposés ci-dessus, doit toujours consentir à la mesure de transfèrement (article 6, paragraphe (1) de la décision cadre 2008/909/JAI).

Enfin, il est insisté sur le fait que la décision cadre 2008/909/JAI respecte les droits fondamentaux et les principes reconnus par l'article 6[6] du Traité sur l'Union européenne et notamment ceux figurant dans la Charte des droits fondamentaux. Ainsi, la décision cadre 2008/909/JAI ne saurait être interprétée «*[…] comme interdisant de refuser d'exécuter une décision s'il y a des raisons de croire, sur la base d'éléments objectifs, que ladite décision a été rendue dans le but de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, de sa langue, de ses convictions politiques ou de son orientation sexuelle, ou qu'il peut être porté atteinte à la situation de cette personne pour l'un de ces motifs.*»[7]

Quant à la procédure de transmission des décisions de justice, celle-ci devra répondre aux impératifs de la rapidité et de l'absence de formalisme excessif; la décision est envoyée par l'État d'émission vers l'État d'exécution en passant par une autorité centrale. Elle sera accompagnée d'un certificat standard[8].

La décision cadre 2008/909/JAI spécifie par ailleurs une série de motifs précis de non-reconnaissance et de non-exécution, les plus importants étant l'absence de certificat complet et correct ou la violation du principe *non bis in idem* (article 9 de la décision cadre). L'État d'exécution est tenu à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du jugement de condamnation comme s'il s'agissait d'une décision nationale.

La reconnaissance des jugements de condamnation étant fondée sur une décision cadre, prise au titre des articles 31 et 34 du Traité sur l'Union européenne, et non sur un règlement directement applicable, il y a lieu de prévoir l'adoption de normes nationales de transposition.

[1] Parmi lesquels il faut citer la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983 et son protocole additionnel du 18 décembre 1997, la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 et la Convention des Communautés européennes du 13 novembre 1981 sur l'exécution des condamnations pénales étrangères.

[2] Doc. parl. 6060/00, page 14.

[3] Article 6 paragraphe (2) de la décision cadre.

[4] Ce but n'est d'ailleurs pas étranger à la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, dans laquelle les auteurs affirment vouloir «[…] favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées».

[5] Considérant (9) de la décision cadre.

[6] Cet article marque l'adhésion de l'Union à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000 et à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950.

[7] Considérant (13) de la décision cadre.

[8] Annexé à la décision cadre (Annexe I) et reproduit par le projet de loi.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.06.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

15.09.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.10.2010 Continuation des travaux
27.10.2010 Adoption d'une série d'amendements
01.02.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2011

Loi du 28 février 2011.

Mémorial A, 2011, n°44, p. 634

CTIE

6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État

Le projet de loi a pour objet d'intégrer le Service central des Imprimés et des Fournitures de bureau de l'État (SCIE) dans le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que le présent projet de loi remplacera le projet de loi n°6053 portant création d'une Administration des Imprimés et des Fournitures de bureau de l'État qui a été retiré du rôle de la Chambre des Députés le 18 février 2010.

La loi portant création du Service central des Imprimés et des Fournitures de bureau de l'État (SCIE) date du 14 juin 1969 et le règlement grand-ducal portant fixation de ses attributions et de son organisation du 21 février 1983. Depuis cette époque, le paysage national en matière d'imprimés et de fournitures de bureau a sensiblement évolué, notamment à cause de l'avènement de nouvelles technologies de l'information et de nouveaux moyens de communication, mais aussi de l'apparition de nouvelles structures au sein de l'appareil étatique. Tous ces changements, et les nouveaux besoins en découlant, ont entraîné au fil des années une adaptation progressive des missions effectuées par le SCIE ayant pour conséquence l'apparition d'un décalage avec les missions initialement prévues par la loi.

Avec la création par le Gouvernement d'un Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), une administration avec des attributions en partie proches de celles du SCIE a été mise en place. En effet, tout comme le SCIE, le CTIE joue un rôle d'administration centrale au sein de l'appareil étatique, et bien que les produits achetés soient différents, les processus administratifs sont souvent identiques. Ainsi, dans un but de simplification administrative et d'augmentation de l'efficience au sein de l'appareil administratif, un rapprochement entre ces deux administrations était devenu naturel.

Une fusion entre le SCIE et le CTIE aura pour résultat de créer des structures décisionnelles et organisationnelles capables de mieux répondre aux nouveaux besoins qui sont apparus au cours des dernières années.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 03.06.2010

Rapporteur: M. Félix Eischen

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

(Président: M. Norbert Haupert):

17.12.2010 Désignation d'un rapporteur
17.01.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
31.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2011

Circulation

6195 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Aux termes de l'alinéa 4 de l'article 14 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les fonctionnaires de la Police avaient, jusqu'à la modification de cet article par la loi du 5 juin 2009, compétence pour saisir provisoirement un véhicule en vue d'une confiscation ultérieure, à condition que cette saisie soit validée par le juge d'instruction dans le délai légal prévu.

Lors de la modification de la disposition en 2009, il avait été prévu de compléter ladite disposition pour préciser les modalités de notification et de validité dans le temps de l'ordonnance du juge d'instruction. Or, par inadvertance, le texte soumis au vote de la Chambre des Députés prévoyait malencontreusement que cette précision n'allait pas compléter l'alinéa 4, mais allait le modifier. De la sorte, le contenu de cet alinéa, en vigueur avant la modification de 2009, se trouvait supprimé, sans que cela corresponde aux intentions à la base de la modification concernée.

Le projet de loi se propose de redresser l'erreur intervenue en rétablissant le contenu de l'alinéa 4 de l'article 14 conformément à la forme dans laquelle aurait dû intervenir la décision du législateur en 2009.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.09.2010

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

18.10.2010 Désignation d'un rapporteur

15.12.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.02.2011

Réduction des émissions CO_2

6210 - Projet de loi portant exécution du règlement (CE) n°443/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers

Le projet de loi porte exécution du règlement (CE) n°443/2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers.

Ce règlement a pour objet d'établir des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves immatriculées dans l'UE, contribuant à la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers, tout en garantissant le bon fonctionnement du marché intérieur.

Le règlement communautaire étant d'applicabilité directe, le projet de loi 6210 comporte les dispositions nécessaires pour assurer son exécution. Il vise à identifier les autorités compétentes pour coordonner sa mise en œuvre et assurer la collecte et la mise à disposition des données sur les voitures particulières neuves et la communication à la Commission européenne de toutes les données et informations requises.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 18.10.2010
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):
27.10.2010 Désignation d'un rapporteur
15.12.2010 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.01.2011 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.02.2011

«Ciel ouvert»

6219 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 24 juin 2010 modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation du protocole, signé le 24 juin 2010, modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007.

Ce protocole constitue la seconde étape de l'Accord «Ciel ouvert» qui a été approuvé par la loi du 28 novembre 2009 portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007.

L'accord ouvre de nouveaux débouchés commerciaux et élargit le cadre de coopération sur des thèmes tels que l'environnement, la protection sociale, la concurrence et la sûreté dans le domaine de l'aviation. Les compagnies aériennes américaines et européennes pourront bénéficier de droits commerciaux supplémentaires lorsque les législations dans les deux ensembles géographiques auront évolué, notamment dans la direction d'une libéralisation réciproque des règles en matière de propriété et de contrôle des compagnies aériennes. Ainsi, à l'heure actuelle les participations étrangères à la propriété des compagnies aériennes américaines sont limitées à 25% des droits de vote. Si les États-Unis modifient leur législation à cet égard, l'Union européenne autorisera, par réciprocité, les ressortissants des États-Unis à détenir une participation majoritaire dans des compagnies aériennes de l'Union européenne.

L'accord, qui constitue une avancée substantielle en matière de convergence réglementaire et de libéralisation du trafic aérien entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique prévoit son application provisoire à partir de la date de signature entre parties en attendant son entrée en vigueur suite à l'accomplissement des procédures de ratification requises de part et d'autre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 12.11.2010
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):
03.12.2010 Désignation d'un rapporteur
12.01.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.02.2011

Patrimoine culturel

6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005

Le projet de loi vise à approuver la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005 (connue sous le nom de «Convention de Faro»).

La Convention de Faro traduit le passage de la question «Comment préserver le patrimoine et selon quelle procédure?» à la question «Pourquoi et pour qui le mettre en valeur?». Il part de l'idée que la connaissance et la pratique du patrimoine relèvent du droit du citoyen de participer à la vie culturelle tel que défini dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Ce texte présente le patrimoine culturel comme une ressource servant aussi bien au développement humain, à la valorisation des diversités culturelles et à la promotion du dialogue interculturel qu'à un modèle de développement économique suivant les principes d'usage durable des ressources. À cet égard, il s'inscrit dans les priorités d'action du Conseil de l'Europe fixées par le 3e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement en mai 2005.

La Convention de Faro entrera en vigueur dès que dix pays membres l'auront ratifiée. À ce jour neuf pays, à savoir la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Lettonie, la Moldavie, le Monténégro, la Norvège, le Portugal, la Serbie et la Slovénie, ont ratifié la convention. La ratification par le Grand-Duché de Luxembourg garantira donc l'entrée en vigueur de la Convention de Faro.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.11.2010
Rapportrice: Mme Martine Mergen

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):
18.01.2011 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.02.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2011

Enquêtes parlementaires

6240 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les enquêtes parlementaires

La proposition de loi de M. Alex Bodry sur les enquêtes parlementaires (voir doc. parl. 5331) remplacera sous peu la loi du 18 avril 1911. Étant donné que les dispositions de cette dernière avaient également été introduites dans le Règlement interne de la Chambre des Députés (chapitre 20 du Titre V), il y a lieu de remplacer le texte actuel du Règlement par des dispositions analogues à celles figurant dans la proposition de loi sur les enquêtes parlementaires.

L'article II de la proposition de modification du Règlement garantit une entrée en vigueur parallèle de la proposition de loi et de la proposition de modification du Règlement.

Pour l'examen quant au fond des dispositions du présent texte, il est renvoyé au rapport complémentaire de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Dépôt de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Lucien Lux, M. Laurent Mosar et M. Jean-Louis Schiltz, Députés, le 20.01.2011
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):
11.01.2011 Désignation d'un rapporteur
Discussions sur la modification du Règlement
20.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.02.2011

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. 6210 - Projet de loi portant exécution du règlement (CE) n°443/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Camille Gira*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg (suite)

- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

3. 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires

6240 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les enquêtes parlementaires

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de loi n°5331*

et

- *Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6240: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Lucien Weiler, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Alex Bodry*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

4. Interpellation de M. André Hoffmann sur l'évolution de la pauvreté et des inégalités sociales au Luxembourg ainsi que sur les politiques menées et à mener pour réduire cette pauvreté et ces inégalités

- *Exposé: M. André Hoffmann (dépôt de deux motions et d'une résolution)*
- *Débat: M. Mill Majerus, M. Eugène Berger, Mme Vera Spautz, Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion), M. Jean Colombera*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *M. André Hoffmann (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée), M. Jean Colombera (motive son abstention)*
- *Résolution 1: M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz, M. Jean Colombera*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Als éischte Punkt hu mir haut de Projet de loi 6210, eng Direktiv iwwert d'CO_2-Emissioune vu Gefierer. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Diederich a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Marcel Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

1. 6210 - Projet de loi portant exécution du règlement (CE) n°443/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi reit sech an déi Mesuren an, déi d'Europäesch Unioun an der Lutte géint de Klimachangement an de leschte Jore lancéiert huet. Et gëtt dat europäescht Reglement 443 vum 23. Abrëll...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, nozelauschteren!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

…2009 an nationaalt Recht ëmgesat. Mat dësem Reglement sollen d'CO_2-Emissioune vun den neien Autoe bis 2020 elo emol reduzéiert ginn, déi an der Europäescher Unioun immatrikuléiert ginn.

Dierf ech an deem Zesummenhang drop hiweisen, dass sech d'Europäesch Unioun d'Zil gesat huet, fir d'CO_2-Emissiounen am Joer 2020 ëm 20% par rapport zu dem Joer 1990 ze reduzéieren?

Duerch dës Mesure gi souwuel déi europäesch wéi och déi net europäesch Constructeuren dozou ugehalen, d'Entwécklung vun neien Automobiler an dës Richtung virunzedreiwen. Zur Informatioun soll gesot sinn, dass d'Autoe fir den Individualverkéier - dat sinn déi normal PKWen - ronn 12% vun den CO_2-Emissiounen an der Europäescher Unioun ausmaachen. De gesamte Verkéier dréit zu ronn 27% vun den europäeschen Emissioune bäi. D'Europäesch Unioun selwer ass awer nëmme fir 14% vun de weltwäiten Emissioune responsabel.

Och wann an de leschte Jore scho vill Reduktiounsefforten ënnerholl goufen, esou ass dach de Montant vun den CO_2-Emissiounen eropgaangen. Firwat? Ma well d'Zuel vun den nei ugemellten Autoe sech permanent erhéicht. A well d'Europäesch Unioun e Virreider an der Lutte géint de Klimachangement ass - dat huet si op der Konferenz zu Cancún d'lescht Joer bewisen am Dezember -, setzt si op eng Strategie mat dräi Achsen. Dat sinn: déi fräiwëlleg Engagementer vun den Automobilconstructeuren, fir d'Emissiounen erofzesetzen, d'Sensibiliséierung bei de Clienten nach méi ze pousséieren an d'Promotioun mat Hëllef vu fiskaleschen Incitatiounen duerchzeféieren, fir dass da méi ëmweltfrëndlech Autoe kaaft ginn, dat heescht, dass d'Verbesserung vun der CO_2-Bilanz gemaach ka ginn.

Dat ausgemaachtent Zil, fir dat...

M. le President.- Ech bieden Iech wierklech, nozelauschteren!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Ma et ass jo keen, dee mam Auto heibanne fiert,…

(Hilarité)

…déi fueren alleguer mam Bus, duerfir interesséiert dat kee Mënsch heibannen.

Dat ausgemaachtent Zil fir 2012 ass eendeiteg: Et sollen Autoen op de Maart kommen - den europäesche Maart -, déi nëmmen nach e Mëttelwäert vun 120 g CO_2 pro Kilometer ausstoussen. Well et nach vill Autoen am Individualverkéier gëtt, déi sécherlech méi wéi 120 g CO_2 pro Kilometer ausstoussen, ass als Objektiv festgehale ginn, dass fir dat nächst Joer mat engem Emissiounsmëttelwäert vu ronn 130 g CO_2 pro Kilometer ze rechnen ass. Dat ass e Goal!

Dëst Reglement applizéiert sech nëmmen un déi Autoen, déi an der Europäescher Unioun eng éischt Kéier ugemellt ginn an déi och net an engem anere Land ausserhalb vun der Europäescher Unioun ugemellt woren. Doriwwer eraus fixéiert d'Reglement d'Objektiv, dass den Automobilpark am Joer 2020, also an néng Joer, am Duerchschnëtt nach nëmmen eng Emissioun vu 95 g CO_2 pro Kilometer opweisen dierf. Dat heescht, et ass e wäite Schrëtt ze maachen.

Wat d'Reglement 443 ubelaangt, esou besteet dat aus zwee Voleten. Deen éischte Volet fixéiert d'Emissiounsnorm, an dat sinn, wéi gesot, 120 g CO_2 pro Kilometer. Dëse Wäert soll erreecht ginn, engersäits duerch d'Limitatioun vun den direkten Emissiounen op 130 g CO_2 pro Kilometer, an déi aner 10 g duerch den technesche Fortschrëtt bei de Pneuen, bei der Klimatisatioun, duerch d'Elektronik an duerch déi agesate Materialien an der Konstruktioun.

Et muss awer ënnerstrach ginn, dass dëse Wäert vun 130 g CO_2 pro Kilometer net als Riichtwäert fir den eenzelnen Auto ugewise gëtt. Villméi ass et e Referenzwäert fir déi gesamt Flott vun Autoen an der Europäescher Unioun. Jiddwer Constructeur muss a senger Fuerschung a Konstruktioun derfir Suerg droen, dass seng Palett vu verkaaften Autoen dëse Wäert als Zil huet.

Mir wësse jo awer alleguerten, dass d'CO_2-Emissioun vun engem Auto vu sengem Gewiicht a senger Leeschtung ofhängeg ass, an duerfir hunn déi eenzel Constructeuren et méi oder manner schwéier, dës Ziler ze erreechen. A well déi kleng a méi liicht Autoen dëse Wäert méi schnell wéi déi schwéier Autoen erreechen dierften, duerfir gëtt eng Differenz tëschent eenzelnen Autosconstructeure gemaach.

D'Reglement ënnersträicht, dass d'Constructeure vu liichten Autoen ee Wäert vun ënner 130 g CO_2 pro Kilometer, an déi Constructeure vu schwéieren Autoen e Wäert vun iwwer 130 g CO_2 pro Kilometer upeile sollen. Dee leschtgenannte Grupp, dee mat deene schwéieren Autoen, dierf sech duerfir an engem Pool zesummendoen - do sinn der dann, déi méi wäit scho sinn, anerer e bësse méi lues -, fir op dëse Wäert ze kommen.

Duerch dës Mesurë soll de Mëttelwäert vun 130 g CO_2 pro Kilometer bis d'nächst Joer erreecht ginn, wuelwëssend, dass d'Europäesch Unioun de Wäert vun 120 g duerch komplementär Mesuren erreeche wëllt.

Den zweete Volet gesäit Penalitéite fir déi Constructeure vir, déi dëse Wäert dépasséieren. Dat heescht, et ginn déi gestrooft, déi manner gutt schaffen um Terrain. Dës Penalitéite fléissen an den europäesche Budget. Si sinn ofhängeg, éischtens, vun dem Dépassement a Gramm CO_2 pro Kilometer; zweetens, der Zuel vu verkaaften Autoen, an drëttens, dem Präis vun dem iwwerschëssege Gramm CO_2. An dëse Präis erhéicht sech am Laf vun de Joren: d'nächst Joer 20 Euro pro Gramm, am Joer 2013 35 Euro, am Joer 2014 scho 60 Euro an 2015 scho 95 Euro. Et gesäit een also, do ass eng ganz staark Mesure ageholl ginn, fir eben e Schrëtt ze maachen, dass d'Autoe méi emissiounsfräi ginn.

Et gesäit een, dass d'Europäesch Unioun eng couragéiert Ëmweltpolitik am Beräich vun der Automobilkonstruktioun propagéiert an déi aner op der Welt domadder wäert festleeën.

Et gëtt des Weidere festgeluecht, dass am Joer 2012 ronn 65% vun den nei ugemellten Autoen déi ugepeilten CO_2-Emissiounen net dépasséieren dierfen. A bis zum Joer 2015, also a véier Joer, mussen dat dann 100% vun allen nei immatrikuléierten Autoe sinn. Dat ass eng Erausfuerderung fir d'europäesch Constructeuren.

Zur Informatioun: Am Joer 2010, also d'lescht Joer, sinn hei am Land 52.359 Autoen nei ugemellt ginn - tous confondus. Dovun hate ronn 32%, ëmmerhi 16.000 Gefierer, eng CO_2-Emissioun vu manner wéi 120 g op de Kilometer. Et beweist also, et gëtt e gutt Stéck virugaange schonn. Et gesäit een, dass déi finanziell Ureizer vun der Regierung, wéi „CAR-e", eng gutt Hëllef sinn.

E wichtege Punkt vun dem europäesche Reglement ass sécherlech dee vun der Öko-Konstruktioun, also ökologescher Konstruktioun vun Autoen. An hei setzt d'Europäesch Unioun an der Strategie 2020 ganz staark op d'Fuerschung an och op d'Innovatioun. Domat soll séchergestallt ginn, dass déi europäesch Constructeuren eng Nueslängt virun deenen anere Global Playere sinn a mir domat Automobiler bauen, déi ëmmer manner Emissiounen ausstoussen an domat och méi energieeffizient sinn an och e Stéck bäidroen zur Verbesserung vun der Nohaltegkeet.

Dat mécht Sënn, wann ee sech de Verbrauch vun Äerduelech pro Dag ukuckt: ëmmerhi ronn 88 Millioune Fässer pro Dag. A wann ee weess a gesäit, wellech gigantesch finanziell Investitioune gemaach musse ginn, fir ëmmer weider sichen ze goen, fir de wuessende Verbrauch ze decken, da weess ee jo, dass all d'Iwwerleeungen hei an déi richteg Richtung ginn.

Well d'Fuerschung an d'Innovatioun awer héich finanziell Engagementer verlaangen, ginn déi europäesch Constructeuren och ënnerstëtzt. Sou soll all Automobil, dat manner wéi 50 g CO_2 pro Kilometer ervirrifft - dat sinn ënner anerem d'Elektroautoen -, ab dem Joer 2012 fir ronn 3,5 energieeffizient an emissiounsaarm Autoe gëllen, am Joer 2014 nach fir 2,5 Autoen an ab 2016 nëmmen nach fir een Automobil.

Et geet een dovun aus, dass d'Enwécklung vun Elektroautoe ganz staark an den nächste Jore wäert virupousséiert ginn. Vläicht misst een hannerfroen, ob déi aktuell finanziell Subventioun vu ronn 3.000 Euro fir en Elektroauto nun dach par rapport zum Präis vu 40.000 Euro net misst eventuell gehéicht ginn. Ech huelen d'Beispill Japan: 10.000 Euro, a Frankräich 5.000 Euro. Vläicht missten déi staatlech Verwaltungen an eis Gemengen, déi esou ëmweltfrëndlech wëlle sinn, mat guddem Beispill virgoen.

(Interruption)

Merci fir den Awand.

Dat géif sécherlech och d'Produktioun vun nohaltegem Stroum hei am Land weider ënnerstëtzen, an an Europa och.

Ee Punkt awer, deen an der Chamberskommissioun fir nohalteg Entwécklung fir eng Diskussioun gesuergt hat, ass de Volet vun den Automobiler, déi mat Ersatzbrennstoffer, mat sougenannten Agri-Carburantë gefiddert ginn. Déi aktuell Autoen, wéi mir se haut fueren, gi jo zum gréissten Deel mat fossile Brennstoffer geliwwert a gefuer. D'Europäesch Unioun wëllt awer dee Schrëtt goen, fir Agri-Kraaftstoffer anzesetzen. Sou soll zum Beispill Ethanol aus Zockerrouer gewonne ginn an domat als Zousaz bäigemëscht ginn. Genau wéi Palmuelech. Mä doriwwer kéint een eng ganz Stonn diskutéieren.

Bis 2020 wëllt d'Europäesch Unioun ronn 10% vun de fossile Brennstoffer duerch sougenannten Agri-Carburanten ersetzen. Et ass awer gewosst an net nei, dass Agri-Carburantë vun der éischter Generatioun, déi aus Iesswuere produzéiert ginn, net agesat dierfe ginn. Et ka jo net sinn, dass mir eis den Individualverkéier nach ëmmer leeschte kënnen, wann aner Mënschen ons mat engem eidele Mo nokucken. Dat bréngt déi sécherlech zur Roserei.

Dierf ech ervirhiewen, dass vill Produkter fir d'Ernierung vun de Mënschen elo schonn an d'Produktioun vun Agri-Kraaftstoffer fléissen? Déi direkt Konsequenz ass d'Uklamme vun de Präisser fir dës Iesswueren an déi sozial Spannungen, wéi mer se schonn 2008 gesinn hunn an haut erëm erliewen.

Et soll duerfir - an d'Europäesch Unioun ënnerstëtzt dat jo och - villméi d'Fuerschung vun den Agri-Kraaftstoffer vun der zweeter Generatioun virugedriwwe ginn. Dat si Stoffer, déi aus de Reschter vun Iesswueren oder aus schnell wuessende Planze produzéiert ginn.

Fir dës ambitiéis Ëmweltziler am Beräich vun den Agri-Kraaftstoffer ze erreechen, dierfe sech awer déi europäesch Constructeuren an engem Pool zesummeschléissen, fir esou d'Fuerschung an d'Innovatioun virunzedreiwen a se besser ze koordinéieren. An dat schaaft jo och bestëmmt weider honnerten an dausenden nei dauerhaft Aarbechtsplazen.

De leschte Punkt vun dem europäesche Reglement gesäit Penalitéite vir, déi d'Constructeuren an den europäesche Budget bezuele mussen, wa si géint dës Virschrëfte verstoussen. Dës Penalitéiten hänke vun dem Dépassement iwwert déi festgesaten Norm of a wuessen am Laf vun de Joren.

Ouni an déi relativ komplex opgestallte mathematesch Formelen anzegoen, déi dës Penalitéite berechnen, sief drop higewisen, dass déi scho 95 Euro pro Gramm CO_2 am Joer 2019 bedroen. Dat heescht, d'Constructeuren hunn all Interessi, esou schnell wéi méiglech Autoen ze entwéckelen, déi manner CO_2 ausstoussen.

Fir dës Entwécklung awer seriö ze kontrolléieren, sinn déi eenzel Memberlänner opgefuerdert, och déi keng Constructeure bei sech hunn, e regelméissege Suivi vun den Acteuren um Terrain ze maachen an déi Resultater dann op Bréissel ze mellen.

Den Avis vum Statsrot vum 12. Oktober d'lescht Joer hat keng Objektiounen, esou dass de Rapport an der Kommissioun den 12. Januar dëst Joer ugeholl konnt ginn, majoritär.

A mat deenen Detailer hei, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wëll ech den Accord vun der CSV erabréngen a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Oberweis, Merci soe fir säin ausféierleche Bericht respektiv och seng puer Remarquen, déi en nach iwwert de strikten Text vum Reglement eraus gemaach huet. Ech wäert där och e puer maachen, a mir wäerten eis do net ze wäit aus de Féiss leien.

Ech mengen, wann een den Text vum Reglement kuckt, da kann ee sécher mat den Ziler d'accord sinn, déi drastinn. Et geet ëm d'Reduzéierung vun den CO_2-Emissioune bei den Autoen, déi jo an Europa an och weltwäit ee vun den Haapt-… oder de gréissten Deel, géif ech soen, vun den Zäregaser bäidroen. An déi Mesuren hei, déi reie sech an déi europäesch Efforten an am Beräich vum Klimaschutz. Meng Fraktioun kann also och prinzipiell den Accord zu dësem Projet ginn.

Ech wéilt awer dann och nach e puer Remarquen zu deem Text maachen. Op den éischte Bléck ass jo Lëtzebuerg net direkt vun dësem Reglement betraff, well et jo hei ëm d'Autosproducteure geet. Déi musse kucken, datt se hir Flotten, déi se produzéieren, esou bauen, datt se an der Moyenne an den nächste Joren 130, 120 Gramm CO_2 op 100 Kilometer sollen erreechen, a vu datt mir jo keng Autosproducteuren hei zu Lëtzebuerg hunn, si mer also och an deem Sënn net direkt concernéiert.

Trotzdeem soll eis den Dossier awer net egal sinn, well et hei jo ëm europäesch Beméiungen am Beräich Klimaschutz geet, wou mer jo do zesumme mat all deenen europäesche Länner an deemselwechte Boot sëtzen.

Bon, vu datt jo och Lëtzebuerg e Land ass, wou pro Kapp, oder proportional gesinn, ganz vill Autoe verkaaft ginn, wäerte mer also och an Zukunft op eng gewëssen Aart a Weis dovunner profitéieren, datt mer elo op dem Marché ëmmer méi ëmweltfrëndlech Gefierer wäerten ze kafe kréien.

An deem Kontext kann ee sech dann och froen, wéi sënnvoll et dann nach elo oder an Zukunft ass, fir Primë vum Genre „CAR-e" oder „CAR-e plus" auszebezuelen, wa jo kuerzfristeg déi meeschten Autoen déi Normen als Standard hunn, fir déi een also elo nach eng Prime wäert kréien. Do misst een dat dann also och iwwerdenken.

Well et ass jo och esou, d'Experten, déi hunn nogerechent, datt déi Primen aus der Siicht vum Ëmweltschutz am Endeffekt éischter negativ sinn a se primär eng wirtschaftlech Ennerstëtzung fir den Automobilssecteur sinn. Dat soll een dann och eigentlech kloer soen, an datt een dann u sech d'staatlech Bäihëllefen éischter als esou eng Hëllef gesäit, an net onbedéngt do de vermeintlech grénge Mäntelchen iwwert déi Primen ëmhänken.

Egal, wann een esou Primen ausbezuelt, Här President, da muss een awer virun allem och kucken, datt déi de Leit, déi dovunner ausginn, datt se esou Primë schnell ausbezuelt kréien, dann och mat Zäit ausbezuelt ginn an deenen Délais raisonnables. Et ass awer gewosst, datt mëttlerweil iwwer 3.000 Primen - ech weess de genaue Chiffer elo net; et kënnen elo scho vläicht 4.000 Primë sinn, oder 5.000 Primen - vum leschten Autofestival nach ëmmer net ausbezuelt sinn, an elo kommen erëm neier derbäi.

Dat heescht, mir kommen hei an eng Situatioun, wou immens vill Leit op hir Sue waarden, fir déi Prime, ob se elo ekologesch ass oder net, ze kréien. Et wier gutt, wann do ganz schnell Remedur géif geschafe ginn.

Ech hat och eng Question parlementaire an deem Kontext gestallt, wou ech nach keng Äntwert drop krut. Mir haten éischt Elementer an der Kommissioun kritt, an ech waarden da gespaant drop, fir genau d'Chifferen ze héieren, wéi vill Primen nach net ausbezuelt sinn, a wéi d'Regierung dee Mëssel an de Grëff wäert huelen.

Bon, och wann ee ka begréissen, datt d'Normen ëmmer méi streng bei den CO_2-Emissioune bei den Autoe ginn, muss ee sech froen, ob se am Endeffekt wierklech duerginn, fir effikass eppes géint de Klimawandel ze bewierken. Well wann op där enger Säit zwar d'Autoe méi streng Normen hunn, déi och kënnen erreechen, an op där anerer Säit awer ëmmer méi Autoe verkaaft ginn, dann hieft sech dat am Endeffekt e bëssen op. Dann ass et en Nullsummenspiel, wat d'CO_2-Emissiounen ubelaangt.

Ech mengen, déi méi streng Normen… Dat ass och e bëssen esou… Dat berouegt dann dat kollektiivt Gewëssen. Da seet ee sech: „Mir hunn eppes fir de Klimaschutz gemaach", mä et muss ee wëssen, datt dat awer net de leschten technologesche Stand ass, datt een do also nach muss weider dru schaffen, entweder fir déi Norme méi erofzekréien, respektiv datt een och drun denkt, fir awer an aner Technologië weider ze investéieren. Ech denken do besonnesch un den Elektroauto.

Och dierf esou en Erofsetze vun den Normen net dovunner oflenken, datt mer an Europa, hei zu Lëtzebuerg nach ganz vill Effortë musse maachen, zum Beispill am öffentlechen Transport. Och dierfe se hei zu Lëtzebuerg net dovunner oflenken, datt mer nach ganz vill Effortë musse maachen, fir eis Kyoto-Ziler ze erreechen. Well och do ass nach wie vor bei eis hei zu Lëtzebuerg den Transportsecteur deen Deel oder dat Element, wat am meeschten an eiser Bilanz nidderschléit.

Mir mussen awer och - dat wëll ech nach eng Kéier kuerz erënneren - versichen eis Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg ze maachen, amplaz zum Beispill Wandmillen a China oder Assainissementer vun Haiser a Lettland ze finanzéieren. Dat si schlecht investéiert Suen, well een domadder iwwerhaapt näischt fir de Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg mécht a well een domadder Handwierker am Ausland bezilt, amplaz déi Suen hei eise Betriber zoukommen ze loossen, fir datt mir hei och da kënnen eppes fir de Klimaschutz maachen.

Här President, mir bewegen eis bei dësem Reglement also am Kader vun den europäeschen Efforten am Beräich Transport, fir do d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. Duerfir wéilt ech nach eng lescht Remarque maachen, déi och an déi Richtung geet vun deem, wat den Här Oberweis gesot hat.

Dat ass jo dat: Op där enger Säit begréisse mer, datt Effortë gemaach ginn, fir méi reduktiounsaarm Technologien ze kréien; op där anerer Säit hu mer awer dann Initiativen op europäeschem Plang, mat deenen ee wierklech Schwieregkeeten huet, ënner anerem déi - et ass och scho virdrun erwähnt ginn -, datt do déi Virgab ass, fir mëttelfristeg - ech géif scho bal soen, kuerzfristeg, wann een d'Evolutioun vum Klima an dem Zäreneffekt ukuckt -, kuerzfristeg do dann eng obligatoresch Bäimëschung oder Consommatioun vun 10% vun deem sougenannte Biofuel wëllt erreechen.

Biofuel, dat ass gären an deene leschte Méint a Joren als Solutioun vum Transportberäich duergestallt ginn. Et ass awer éischter eppes, wat sech als Mogelpackung erweist. Ech hat schonns bei eisem Débat iwwert de Plang vun den erneierbaren Energië kuerz drop higewisen, einfach nëmmen, fir ze soen, datt de Biofuel no den neisten Erkenntnisser kaum, wierklech kaum positiv op de Klimaschutz awierkt.

Au contraire, duerch zum Beispill d'Ofholze vu grousse Bëschflächen haaptsächlech och an den Drëttweltlänner ginn do dann déi CO_2-Réservoiren zerstéiert. Et ginn Energieplanzen ugebaut.

An och virun allem muss een drun denken, datt sech do ganz vill negativ sozial Auswierkungen an den Drëttweltlänner bemierkbar maachen, well gewosst ass, datt déi méi prekär Landbevölkerung dann oft an deene Produktioune vun deene grousse Produzente schafft. Déi hu ganz schlecht Aarbechtskonditiounen. Déi ginn zum Deel ausgebeut. Dat ass also och kee Fortschrëtt am soziale Beräich, wou dann eigentlech och Problemer vum Klimaschutz op déi Drëttweltlänner ofgewälzt ginn.

Et wier also och néideg, an dat ass wierklech och den Opruff, Här President, un d'Regierung, wann deen Dossier zu Bréissel diskutéiert gëtt, datt do och déi lëtzebuergesch Regierung sech wierklech derfir asetzt, datt mer erofkomme vun där Schinn vum Biofuel an datt mer do aner Solutioune fannen.

Wéi gesot, dës Remarquë gemaach, kann ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Diederich agedroen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Wat ass mam Agrarcenter?

Une autre voix.- Mir sinn amgaang ze spueren.

(Interruptions)

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reglement vum Europaparlament a vum Conseil, dat duerch dëse Projet de loi an d'nationaalt Recht ëmgesat gëtt, schreift sech an de Gesamtobjektiv vun der Convention-cadre vun de Vereenten Natiounen iwwert de Klimawiessel an.

D'Strategie, déi um communautären Niveau ausgeschafft ginn ass, begräift den europäeschen Engagement fir d'Zäregasemissioune bis 2012 am Verglach zu 1990 ëm aacht Prozent ze reduzéiere souwéi d'Aktivitéiten an der Recherche souwéi an der Entwécklung ze verstäerken, wat d'Reduzéierung vum Verbrauch a vun den Emissiounen ubelaangt; besonnesch bei de Privatautoen, déi 12% vun allen CO_2-Emissiounen an Europa ausmaachen.

Aus dem Exposé des motifs geet ervir, datt trotz alle Beméiungen den Niveau vun den Emissioune gestiegen ass, duerch d'Uwuesse vum Fuerpark, wou mir hei zu Lëtzebuerg wuel dat beschte Beispill sinn.

Déi Initiative vun der Europäescher Kommissioun berouen op dräi Pilieren:

Éischtens, d'Autohiersteller sinn all beméit an engagéiert, de Verbrauch vun hire Modelle souwéi d'Emissiounswäerter ze reduzéieren, fir op dem europäesche Maart kompetitiv ze sinn; wou jo och bekanntlech d'Produzenten ausserhalb vun Europa eng grouss Konkurrenz fir si duerstellen. D'Informatioun vum Consommateur, dem potenzielle Client, muss nach verbessert ginn.

Haut scho sinn awer an de Garagen an an de Point-de-ventë fir déi eenzel Modeller Étiquettë virgesinn, déi Indikatioune liwweren iwwert de Spritverbrauch op 100 Kilometer an d'CO_2-Emissiounswäerter a Gramm pro Kilometer. Ausserdeem bidden d'Lëtzebuerger Kontrollstatiounen Informatiounsmaterial. Awer och an der Press an um Internet fënnt een all néideg Informatiounen.

All dës Beméiungen, fir de Consommateur objektiv ze informéieren, stoussen awer op eng ganz aggressiv Publizitéit, déi, iwwer all ökologesch an ökonomesch Iwwerleeungen eraus, de potenzielle Keefer mat aneren Argumenter ze iwwerzeege versicht. Den Auto gëtt duergestallt als e Spaassfaktor. Betount ginn d'PS-Zuel an d'Spëtzegeschwëndegkeet, d'Sportlechkeet vun eenzelne Modellen, wat besonnesch der Jugend gutt gefält. Den Auto kann duerch all méiglech Accessoirë ganz individuell ausgestatt ginn an ass fir vill Leit ee wichtege Statussymbol.

Net onwichteg sinn awer och déi finanziell Méiglechkeete vun de potenzielle Keefer souwéi déi allgemeng ökonomesch Situatioun am Land. Ass de Client an der Lag, sech säi perséinleche Wonsch ze erfëllen, ouni op finanziell Virdeeler ze uechten? Ech erënneren do un eng Publizitéit op Tëlee Lëtzebuerg, mengen ech, wou och een Auto virgestallt gëtt an da kënnt d'Koppel erëm no der Fahrt an da seet se: „Wat kascht en dann?" Da seet de Vendeur „esou vill", an da seet d'Madame: „Oh neen, nëmmen esou bëlleg! Dann ass et näischt fir eis." Ech mengen, dat ass d'Beispill, wat ech wollt soen, datt vill Leit net interesséiert sinn, wann den Auto net deementspriechend kascht.

Trotzdeem sinn déi fiskalesch Ureizer, déi de Stat bitt, wichteg an hunn de Prozentsaz vun deenen Autoen, déi dorënner falen, klamme gelooss. Bis den 31. Juli 2011 kann ee beim Kaf vun engem neien Auto d'Prime „CAR-e" vu 750 Euro kréien, bis zu engem Emissiounswäert vu maximal 110 Gramm um Kilometer. Datselwecht gëllt iwwregens bis 160 Gramm, och fir d'Familles nombreuses bei sechs Persounen, fir kierperlech behënnert Leit a fir Hybridgefierer a Gefierer, déi mat Gas bedriwwe sinn. Bei engem maximalen Emissiounswäert vun 100 Gramm pro Kilometer gëtt d'Prime verduebelt op 1.500 Euro.

Just eng Zuel iwwert de Prozentsaz vun den neie Ween bis 120 Gramm um Kilometer: Am Joer 2007 woren dat 11,9%; an am leschte Joer - 2010 - 31,7, also bal all drëtte Won. Den Ureiz vun de fiskalesche

Mesurë wäert sécher hei en Deel derzou bäigedroen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den Autofestival schéngt jo, éischten Aussoen no, gutt gelaf ze sinn. Mir mussen elo ofwaarden, a wat fir eng Richtung e sech entwéckelt huet. De Rapporteur ass a sengem schréftlechen a mëndleche Bericht op all déi wichteg Punkte vum Projet de loi agaangen, deen op communautärem Plang fir eng Reduktioun vun den Emissioune fir all Automobilproduzente suergt, souwéi op d'Exekutioun vun dëse Bestëmmungen och hei zu Lëtzebuerg agaangen. Ech wëll him do Merci soe fir seng Aarbecht.

D'LSAP-Sektioun begréisst all dës Bestriewungen am Hibléck op eng Verbesserung…

Une voix.- Fraktioun.

(Interruptions)

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- D'LSAP-Fraktioun begréisst all dës Bestriewungen am Hibléck op eng Verbesserung vun der aktueller Entwécklung am Automobilsecteur. An ech ginn heimat den Accord vun dëser Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, tatsächlech den Autofestival ass eriwwer. Wann een d'Echoen esou héiert, da war et jo anscheinend e super Joergang, vläicht souguer nach besser wéi de Rekordjoergang 2008. Mä net nëmmen dat, anscheinend net nëmmen d'Zuel vun de Verkeef ass an d'Luucht gaang, och d'Mëttelklassautoen, elo wou d'Kris eriwwer ass, zéien erëm un.

D'Garagisten an d'Autohändler freeë sech also. Dat ass och verständlech aus hirer Siicht an och legitim aus hirer Perspektiv. Mä eigentlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, däerft soss kee sech freeën. Oder freet et Iech, Här President, dass deemnächst nach méi Autoen nach méi CO_2 zu Lëtzebuerg wäerten émettéieren? Oder sidd Dir frou, dass nach méi Autoen d'Stroossen zu Lëtzebuerg verstoppe wäerten?

Oder kënnt Dir Iech freeën, dass nach méi Haushalter mat klengem Revenu dem Harcèlement publicitaire vun de leschte Wochen net widderstoe konnten a vläicht ze vill e groussen Auto fir hir Verhältnisser mat engem dach ganz bëllege Prêt finanzéieren, wat ganz oft - an dat confirméiere Leit, déi am soziale Secteur aktiv sinn -, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en éischte Schrëtt an d'Iwwerschëldung ass? Et passt also ganz gutt an d'Thema, wat mer herno haut de Mëtten nach wäerten debattéieren.

déi gréng, Här President, kënne sech also net freeën iwwert d'Evolutioun, déi bei dësem Autofestival war. A wann een dat objektiv kuckt, ass dat eigentlech eng Failliterklärung vun der Mobilitéitspolitik och alt erëm vun dëser Regierung. Well et muss ee jo da feststellen, wa sech déi Zuelen do confirméieren, de Message ass nach net usazweis bei de Leit ukomm, dass mer a Richtung vun enger anerer Mobilitéit musse goen.

Mä, Här President, wonnert dat Iech, dass dee Message bei de Leit nach ëmmer net ukomm ass? Wonnert dat Iech, wann ee gesäit, dass den Tram nach ëmmer net an dréchenen Dicher ass, wann d'Zich zu de Spëtzestonnen iwwerfëllt sinn, wann Busse mat den Autoen am Stau stinn a wann ee wuel 3.000 Euro fir en Elektroauto kritt, awer net een Euro fir en Elektrovëlo?

Wonnert dat Iech, Här President, wann, no enger zaghafter Reform vum Här Lux, wat d'Autosteier ubelaangt, näischt méi nokënnt, wann d'Regierungserklärung kee Wuert seet iwwert d'Besteierung vun de Betribsautoen?

Eng kleng Klammer: Déi Pressekonferenz, déi déi gréng virun een, zwee Joer emol gemaach haten, schéngt dann emol zumindest derzou bäizedroen, dass ee Phenomeen gestoppt gëtt, dass d'Leit no dräi Joer esou e Betribsauto fir en Apel an e Stéck Brout ofkafen an eigentlech net der Steierverwaltung de reelle Wäert erklären.

Mir hunn dat emol ausgerechent. A wa mer elo d'Zuele gesinn, déi d'Steierverwaltung un d'Fiduciairen erausginn huet, kann et sinn, dass mer eis hei während annerhallwem Joer an der Tripartite d'Käpp ageschloen hu fir 50 oder honnert Milliounen Euro, mä dass ee kann dervun ausgoen, wann een déi Zuele gesäit… Ech soen Iech eng Zuel: 2007 waren 43% vun allen ugemelltenen Autoen där doter Betribsautoen. A wann een dat héichrechent, wat d'Steierverwaltung elo un d'Fiduciairen erausginn huet, kann een eng theoretesch Rechnung maachen, dass eis do net wäit ewech vun honnert Milliounen Euro d'Joer verluer gaange sinn.

Ech wéilt Iech emol eng Kéier awer drun erënneren, Iech déi Zuel emol eng Kéier duerch de Kapp goen ze loossen. Da fanne mer et sozial net gerecht, dass op där enger Säit déi Reform vun der Autosteier gemaach ginn ass, an dat Verspriechen, wat op jidde Fall déi deemoleg Regierung gemaach hat, hannendrun eng Reform vun der Besteierung vun deenen doten Autoen ze maachen, net geschitt ass. A mir wäerten eis als Gréng och net ginn, bis mer déi do Ongerechtegkeet iergendwéi eng Kéier aus der Welt geschaf hunn.

Kee Wonner, Här President, dass de Message nach net ukomm ass, wa souguer kontraproduktiv Messagë vun dëser Regierung komm sinn. Mir hunn als Gréng déi Mesure ënnerstëtzt, fir ze soen: „Mir gi lues a lues erof", dass all Mënsch, ob en e Bus, en Zuch kritt oder net, seng Frais de déplacement integral kann ofsetzen.

Mir hunn et e richtege Schrëtt fonnt, emol mat der Halschent unzefänken. A mir hunn eng Propos gemaach, fir et wierklech ze reservéieren op déi Leit, déi dräi Schichte schaffen a wierklech kënnen noweisen, wéi et an der Zäit iwwregens emol war, dass se keen anere Moyen kënnen huelen, fir op hir Aarbecht ze kommen, wéi den Auto.

Beim éischten Opschrei vun de Gewerkschaften huet d'Regierung direkt déi do Mesure erëm zréckgeruff. Fir eis ass dat wierklech eng kontraproduktiv Mesure. Do ginn déi falsch Messagë weider un d'Salariéen. Et kann een also beileiwen net emol usazweis vun engem Paradigmewiessel schwätzen.

A wa mer da beim Klimaschutz sinn, et deet mer leed, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä dat Gesetz vun de Mëtteg wäert sécherlech och do näischt Wesentleches derzou bäidroen. Et ass emol keng Drëps op de waarme Steen, well et ass emol net dat, wat haut schonn technesch machbar gewiescht wier.

Ech wëll net nach eng Kéier an d'Detailer zréckgoen, wéi déi Direktiv do zu Bréissel entstanen ass. Dir kënnt Iech awer vläicht nach erënneren, dass d'EU-Kommissioun eigentlech wollt méi wäit goen a wierklech dat och elo schonn afuerderen, wat jiddwereen technesch ka maachen. Mä d'Madame Merkel huet dem Drock vun den däitschen Automobilbauer, déi net onbedéngt derfir bekannt sinn, fir déi klengsten Autoen an Europa ze bauen, noginn an huet et fäerdeg bruecht, hir Kolleegen a Kolleeginne Ministeren a Premierministeren och ze iwwerzeegen.

Alt erëm si mer der Autolobby op de Läim gaangen!

Kënnt Der Iech nach erënneren, wat se mam Katalysator eng opgefouert hunn? Wéi op eemol zu Bréissel de Katalysator décidéiert war, hat an Zäit vun e puer Méint all Modell de Katalysator drop.

Kënnt Der Iech nach drun erënneren, wat d'Pëtrolsfirmen hei an der Zäit eng opgefouert hunn, wéi et geheescht huet: „Kommt, mir maachen e flächendeckende bläifräie Bensin."? Dunn ass gesot ginn: „Mir brauche Joren, fir eist Tankstellennetz domat ze équipéieren." Wéi déi deemoleg Regierung eng ganz einfach Mesure geholl huet, nämlech d'TVA an d'Accisen - mengen ech, wann ech mech gutt kann erënneren - um bläifräie Bensin méi niddreg ze maachen, hei kuck do, op eemol no sechs Méint war et op all Tankstell méiglech, déi klengst am ganze Lëtzebuerger Land, bläifräie Bensin ze kréien! Et ass ëmmer deeselwechten Zeenario, an ëmmer erëm fält d'Politik drop eran.

An et gëtt genuch Experten, déi soen, dass déi zéng Gramm, déi mer dann elo vläicht an der Moyenne spueren, méi wéi opgefriess wäerte ginn doduerch, dass, wéi dann zu Lëtzebuerg och erëm um Autofestival, nach méi Autoe kaaft ginn, nach méi déck Autoe kaaft ginn an dass virun allem och nach an Zukunft méi Kilometere wäerte gefuer ginn.

Dir verstitt also, Här President, dass mer dëst Gesetz als Gréng net kënne stëmmen, zemools wann ee gesäit, dass mer alt weider an nach méi séier an d'Mauer vun der Uelechknappheet fueren.

Do ass awer gëschter en neie Moment, an ech mengen, keen onwesentleche Moment, an déi Diskussioun erakomm. Et ass jo interessant, dass mer iwwer WikiLeaks net nëmme gewuer ginn, wat den Här Asselborn um Canapé mat der amerikanescher Ambassadrice schwätzt, mä dass och eigentlech heiansdo nëtzvoll Découverten an deem Beräich erauskommen.

Dir kënnt am „Guardian" vu gëschter liesen, dass WikiLeaks véier Kabelen aus der Ambassade vu Riad publizéiert huet aus de Joren 2007 bis 2009, wou e fréiere Chefgeolog vun Aramco - dat ass déi national saudi-arabesch Uelechfirma - confirméiert, wat eng Rei aner Experte schonn an enger Rei Bicher geschriwwen hunn, dass mat grousser Wahrscheinlechkeet d'Uelechreserve vu Saudi-Arabien ëm bis zu 40% iwwerschat si ginn.

An elo brauch ech Iech keng Zeechnung ze maachen, wat dann an deenen nächsten zéng bis 15 Joer op eis duerkënnt. D'Saudi-Arabier hunn ëmmer gemaach, wéi wa si déi steigend Demande vun Uelech um Weltmaart kënnen onendlech équilibréieren.

Wann dat stëmmt, wat den Här Husseini hei dem amerikaneschen Ambassadeur zu Riad gesot huet, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et awer wierklech nach vill méi séier, wéi mir souguer geduecht hunn, a vill méi stramm an déi do Mauer eran, well dann ass kee Pardon méi, well d'Demande wäert steigen, souguer wa mir an Europa an an Amerika zréckschrauwen. Dat ass och längst bekannt.

D'Demande an Zukunft wäert vu China a vun Indien, vu Brasilien an anere Länner gezu ginn. An och an enger Diktatur wéi a China wäert et net méiglech sinn, de Leit ze soen: „Elo kaaft Dir keng Autoen!" An och a China wäert déi nächst 20 bis 25 Joer och nëmmen e klengen Deel Elektroautoe sinn. Maacht Iech näischt vir! Also, do ass elo wierklech awer déi nächst Katastroph virprogramméiert.

Et sinn an der Tëschenzäit och Leit, déi soen, dass souguer déi Finanzkatastroph vun 2008 eigentlech och schonn déiselwecht Ursaach hat, nämlech an Amerika, wou jo manner Taxen um Pëtrol sinn, steigend Pëtrolspräisser vill méi eng grave Konsequenz op déi reell Präisser hunn, an dass do eng ganz Rei Stéit, déi sech bis op d'Limite verschëllt haten, duerch déi steigend Pëtrolspräisser, fir hir Haiser ze hëtzen, mä virun allem, fir mat hire 4x4 an SUVen a wéi se all heesche kilometerwäit a meilewäit duerch Amerika ze kutschéieren, dat net méi gepackt hunn an dass se dowéinst hir Prêten net méi konnten zréckbezuelen.

Mir fannen dat ganz grave, wat do amgaang ass ze geschéien. A mir hunn eigentlech kee Versteesdemech derfir, dass déi do Gefor weder hei am Land nach an der Europäescher Unioun, déi an eisen Aen nach vill méi grouss ass wéi déi Finanzkris, déi mer gesinn hunn, och nëmmen usazweis erkannt ginn ass.

Wann et eng Kéier esou wäit ass, dann deet et eis leed, dass mer net alles gemaach hunn, fir mat Zäit hei déi richteg Messagen erauszeginn, an dann deet et eis leed, dass eis Regierung gesot huet: „Ma gitt roueg op Nenneg, op Arel oder op Elwen wunnen a schafft weider an der Stad! Fuert mat Ärem Auto dohin! Mir bezuelen Iech iwwert d'Frais de déplacement Är Fraisen."

Da wäerte mer staunen, wat d'Recettë vum Tanktourismus esou oder esou wäerten zréckgoen. Wann ech Iech soen, dass am Juli 2008, wéi de Pëtrol um Maximum war, a Frankräich an engem Joer 12,5% manner Sprit verkaaft ginn ass wéi dat Joer virdrun. Wann ee sech da virstellt, a wéi eng Beräicher d'Pëtrolspräisser wäerte goen, da wäerten och automatesch d'Recetten aus dem Tanktourismus erofgoen.

An da sti mer do mam Fanger am Mond. An dann ass dat Land, wéi d'OECD eis et och scho geschriwwen huet, wat am meeschten um Baxter vum Pëtrol hänkt - dat si mir -, am schlechste preparéiert. Dat ass wierklech en Zeenario, mengen ech, deen net iwwerdriwwen ass, wann dat sollt stëmmen, wat dann elo iwwer WikiLeaks erauskomm ass.

Dann deet et eis leed, dass mer net mat Zäit ëmgesteiert hunn, an dann deet et eis och leed, dass mer, fir bei deem Projet vun haut ze bleiwen, net zumindest dat do dragesat hunn, wat haut schonn technesch méiglech wär. Dofir wäerte mir eis op jidde Fall bei deem Projet hei enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Saache wëll ech soen. Fir d'Éischt dem Rapporteur an der Kommissioun villmools Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn. Ech mengen, zu deem alles, wat de Marcel Oberweis hei explizéiert huet, ass net vill derbäizefügen.

Ech muss soen, datt et sech hei jo ëm en Text handelt, wat en europäescht Reglement ass, wat mer hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. An do kann een diskutéieren, ob dat Reglement wäit genuch geet oder ze wäit geet. Bon, hei ass gesot ginn, datt et net wäit genuch geet. Mä och wa mir elo hei wéilten eppes anescht ëmsetzen, geet dat jo net, well mer genau deen Text hei mussen ëmsetzen, dee mer kruten, well et sech hei ëm europäesch Constructeuren handelt, déi sech un eng Rei Regele mussen halen.

Eise Rôle an dësem Text ass strictement ganz eleng deen, fir iwwert d'SNCT der Kommissioun matzedeelen, wéi d'Venten hei am Land vun eisen Autoe gemaach ginn, fir datt a sech eng Kontabilitéit kann zu Bréissel gemaach ginn op déi eenzel Constructeuren, fir ze kucken, ob déi eenzel Constructeuren europawäit déi Ziler, déi hei gesat sinn, erreechen oder net erreechen. Erreeche se se net, musse se Strofe bezuelen, Strofen, déi an den europäesche Budget abezuelt ginn.

Dofir sinn all déi Froen, déi sech elo gestallt ginn - ëm d'wäit oder net wäit Goe vun dëser Direktiv oder vun dem Reglement -, net Froen, déi hei hausintern ze stelle sinn, well et eben e Prozess ass, wou mir just d'Kontabilitéit maachen, déi mer weiderginn, a wou just duerch dëst Reglement elo fixéiert gëtt, wien da bei eis, d'Administration de l'environnement op där enger Säit, d'SNCT op där anerer Säit, responsabel ass, fir déi verschidden administrativ Akten ze maachen.

Ech wëll och elo keng Diskussioun - wat een zwar kéint maachen - weder mat deenen engen nach mat deenen aneren agoen iwwert d'Mobilitéitspolitik vun der Regierung, well ech selbstverständlech net d'accord si mat deem, wat den Här Gira hei gesot huet, an dat e wéineg anescht gesinn: Well déi Efforten, déi an deene leschte Méint a Jore gemaach gi sinn, fir hei den öffentlechen Transport ze prioriséieren, ob dat den Zuch ass, ob dat de Bus mat de Busspuren ass, ob dat och d'Weiderdreiwe vum Dossier Tram ass, dat si sécherlech Saachen, déi substanziell sinn a wou vill Energie, vill Aarbecht dropgaangen ass a wou och vill Finanzen an deene leschte Joren dragepompelt gi sinn.

Gär komme mer op enger anerer Plaz oder op dëser Plaz eng Kéier op déi doten Diskussioun zréck. Mä ech mengen, haut ass net den Dag, fir am Detail op déi Saachen anzegoen.

Verschiddentlech ass iwwer eis Primë geschwat ginn - d'„CAR-e"-Primen -, déi

iwwert den Environnement un d'Leit ginn, wa se CO_2-aarm Autoe kafen. Ech mengen, d'Resultater - an deen een oder deen aneren huet schonn e puer Zuele genannt -, d'Resultater vun deem, wat an de leschte Jore geschitt ass, si bei den Zuele relativ kloer. Ech wëll e puer aner Zuelen nennen, andeem ech soen, datt d'Emissioun vun deenen Autoen, déi 2010 immatrikuléiert gi sinn, eng Moyenne vun 146,8 hat. Dat ass 3,8% manner wéi 2009 an dat ass 11,5% manner wéi 2007.

Wann ech déi ähnlech Zuele kucken op den Ensembel vun den Autoen, déi haut zu Lëtzebuerg an der Zirkulatioun sinn, da stellen ech fest, datt mer den 1. Januar 2011 do eng Moyenne vun 163,9 Gramm hunn, dat ass 2,4% manner wéi 2010 an et ass 9,6% manner wéi 2005. Just, fir déi Zuelen ze nennen. Ech mengen, den Här Diederich an den Här Oberweis hunn e puer anerer och genannt. Just déi Zuelen, fir ze soen, datt awer d'Evolutioun vun deem, wat de Marché vum Auto haut ugeet, wat den CO_2-Ausstouss ugeet, sécherlech an déi richteg Richtung geet.

Elo kann ee soen: „Dat sinn net Är Primen!" Ech sinn och d'accord, fir ze soen, datt et sécherlech net déi Primen, déi d'Regierung gëtt fir den Akaf vun CO_2-aarmen Autoen, eleng sinn, déi d'Leit an déi dote Richtung dreiwen, datt et sécherlech och déi ekonomesch Situatioun ass, déi mer an de leschte Jore kannt hunn, datt et sécherlech och d'Evolutioun vun der Technologie ass an d'Ugebuet, wat am Autosmaart méi grouss ass.

Mä op där anerer Säit soen ech awer och, deen drëtte Punkt ass awer och déi Politik, déi gemaach gëtt: wou eben Ënnerstëtzung bei just esou Autoe kënnt. A wann een déi dräi zesummenhëlt, da kritt een déi Resultater. Ech revendiquéiere se net alleguer. Ech revendiquéiere just e klengen Deel dovunner. Mä dee revendiquéieren ech awer als Succès vun där Politik, déi an deene leschte Joren, säit enger Rei Jore scho vu mengem Virgänger hei op d'Bee gesat ginn ass.

Dat sinn déi puer Remarquen, déi ech wollt heizou maachen, zu deenen Aussoen a Froen, déi gestallt gi sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Nohaltegkeetsminister Merci. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6210 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 8 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

2. Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg (suite)

Motion 1

Ech wollt elo nach op d'Motioun vum Här Henri Kox iwwert d'Failliten zréckkommen, déi mer jo gëschter Owend wéinst eisem Système de vote, deen net fonctionnéiert huet, net konnten ofstëmmen. Mir géifen dës Ofstëmmung elo widderhuelen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen, bei 5 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Mir kommen dann elo zur Proposition de loi 5331 iwwert d'Enquêtes parlementaires souwéi zum Ännerungsvirschlag 6240 vum Chambersreglement, och iwwert d'Enquêtes parlementaires, déi mer elo zesummen an enger Diskussioun wäerte behandelen.

D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Weiler an d'Madame Polfer. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi 5331 a vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 6240, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

3. 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires

6240 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les enquêtes parlementaires

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de loi n°5331

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6240

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et gehéiert zu deene rare Satisfaktioune vun engem Deputéierten, fir däerfen de Rapport iwwer eng eege Proposition de loi ze maachen. Ech si frou, an dësem Fall hei kënnen ze sinn. Och wann d'Initiativ eigentlech scho relativ al ass, well den Dépôt vun der Proposition de loi, wou et drëm geet, fir eisen Droit d'enquête vum Parlament ze reforméieren, op d'Joer 2004 zréckgeet.

Mä ëmmerhin ass et fäerdeg bruecht ginn, och mat der aktiver Hëllef - dat wëll ech besonnesch ervirsträichen - vun de Membere vun der Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Révision constitutionnelle, fir deen heite Projet op e gutt Enn ze bréngen oder zumindest bis op d'Zilgerad ze féieren.

De Projet ass positiv aviséiert gi vu ville Geriichtsinstanzen; d'Friddensgeriicht vu Lëtzebuerg, vun Esch, och d'Cour supérieure de justice wéi och de Generalstatsanwalt hunn e positiven Avis ginn iwwert déi Proposition de loi. An och de Statsrot konnt sech mat der Zilsetzung vun där Proposition de loi hei ufrënnen.

Zum Fong: Ech mengen, d'Recht, fir eng Enquêtëkommissioun anzesetzen duerch d'Parlament ass eent vun de fundamentale Rechter, wat d'Chamber och hei zu Lëtzebuerg huet. Et ass am Artikel 64 vun eiser Verfassung verankert. Dës Kontroll gëtt dann awer preziséiert duerch d'Gesetz. Esou steet et an eiser Verfassung schonn an der Versioun vun 1868.

Et huet awer bis 1911 gebraucht, also en halleft Jorhonnert ass praktesch vergaangen, ier e Gesetz geholl ginn ass, wat et méiglech mécht, d'Prozedur ze definéieren, no där esou deen Droit d'enquête vum Parlament kann ausgeübt ginn. Et ass dat Gesetz vum 18. Abrëll 1911, wat och haut nach ëmmer déi Regele vum Droit d'enquête parlementaire bestëmmt. Mir hunn et integral iwwerholl an d'Chambersreglement. Et ass dat Gesetz, wat soll abrogéiert ginn an duerch en neien Text ersat ginn.

Wat war den Ausgangspunkt vun där Proposition de loi? Ma et war sengerzäit d'Feststellung, dass an deenen Enquêtëkommissiounen, déi d'Chamber an deene leschten dräi Jorzéngten eigentlech op d'Bee gestallt huet, sech ëmmer erëm ee Problem iergendwann an der Prozedur gestallt huet: Dat ass dee vun der Interferenz vun der parlamentarescher Enquête mat der Enquête, déi vun de Geriichtsinstanze gefouert gëtt zu deeneselwechte Faiten.

All Kéiers hu missen Avisë vun eminente Juristen ageholl ginn, fir eng Rei vu quokeleche Froen ze klären: fir ze klären, wéi wäit d'Kommissioun nach kéint weiderschaffen, wat fir eng Dokumenter dass se nach kéint kréien, wéi den Oflaf vun den Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun sollt sinn, wéi et mam Secret de l'instruction wier an esou weider an esou virun.

All déi Froen hu sech gestallt, an eminent Juriste wéi de Roger Lallemand, wéi de Francis Delpérée an och de Maître Alex Bonn hunn all Kéiers an hiren Avisen zu verschiddene Fäll drop higewisen, dass mer eis Gesetzgebung missten eigentlech klären, wat besonnesch déi dote Fro ugeet vun der paralleller Instruktioun vun engem Parquet oder engem Untersuchungsriichter op där enger Säit a vun enger Enquêtëkommissioun vum Parlament op där anerer Säit zu deeneselwechte Faiten.

Et ass also deen dote Punkt, deen eigentlech d'Haaptursaach ass, firwat déi Proposition de loi gemaach ginn ass. Et ass natierlech och proposéiert ginn, nach eng ganz Rëtsch vun anere Modifikatioune virzehuelen an deemselwechten Zesummenhang. An am Laf vun der administrativer Prozedur sinn och eng ganz Rëtsch vun zousätzleche Virschléi nach komm, sief et an der zoustänneger Chamberskommissioun, sief et och iwwert de Conseil d'État, sou dass mer et elo eigentlech mat enger Modifikatioun vun der Proposition de loi och ze dinn hunn.

Et geet also drëm, dass mer eng propper Trennung maache vun den Aarbechte vun der Chamber, déi e politescht Organ ass, an der Justiz, déi muss kënnen onofhängeg schaffen. Et geet net drëm, fir d'Enquêterecht vun der Chamber fundamental a Fro ze stellen, mä et geet drëm, fir et esou ze definéieren, dass et och ka spillen, ouni Problemer mat der Gewaltentrennung a mat engem normale Fonctionnement vun de Statsgewalte mat sech ze bréngen.

Déi zentral Neierung vun dem Text ass am Artikel 4 ageschriwwen, deen also Folgendes ausseet: D'Instructioun vun der Enquêtëkommissioun däerf net iwwer Faitë goen, déi och Géigestand vun enger geriichtlecher Instructioun sinn. Wann d'parlamentaresch Enquête amgaang ass, muss ënnerbrach ginn, bis d'Justiz hir Aarbechten zu deene Faiten ofgeschloss huet. D'Chamber gëtt iwwert de Parquet informéiert, ob esou eng Instructioun amgaang ass. Dat ass d'Haaptneierung, déi dran ass.

A selbstverständlech, wann d'Justiz hir Aarbecht gemaach huet, sief et, dass se d'Instructioun klasséiert huet, sief et, dass se definitiv zu enger Konklusioun komm ass, da kann natierlech och d'Chamber, wa se dat fir richteg fënnt, iwwer eng Enquêtëkommissioun hir Aarbechte weider ophuelen.

Ech sinn der Iwwerzeegung, dass d'Chamber als politescht Organ net am beschte gestallt ass, fir eng regelrecht Untersuchung ze féieren, wéi de Parquet dat ka maachen. D'Chamber ass net onparteiesch; si ass aus Parteien zesummegesat. D'Chamber ass och net neutral. Dat ass och net eigentlech hir Aufgab. Ass se onofhängeg? Och dat kann een eigentlech a Fro stellen.

Ech mengen also, dass et wichteg ass, dass een hei sech eng Regelung gëtt, an déi ass gréisstendeels vum franséische Recht inspiréiert - mer hunn awer och allerdéngs eng Rei vun Dispositiounen aus de belsche Bestëmmunge mat hei agebaut -, déi do eng kloer, propper Trennung mécht an déi eigentlech d'Enquêten, d'Aarbecht vun der Chamber op dat beschränkt, wou d'Chamber och kann a soll aktiv ginn.

Et bleift, dat weist och besonnesch déi Lëtzebuerger Praxis, dass d'Asetze vun enger Enquêtëkommissioun eng Ausnahmeerscheinung ass an der politescher Debatt. Ech mengen, d'Chamber, d'Parteien, d'Deputéierten hunn aner Moyenen, fir zu hirem Recht ze kommen, fir nozefroen, nozehake bei der Regierung, fir ze kontrolléieren, wéi onbedéngt d'Asetzung vun enger Enquêtëkommissioun.

An deene leschten 30 Joer si véier Enquêtëkommissiounen agesat ginn duerch d'Lëtzebuerger Chamber. Ech wëll se kuerz opzielen. Dat war déi sougenannten „Jorhonnert-Affär", et war déi sougenannten „Affär Mondorf", et war déi sougenannten „Wallissen-Affär" an et war d'Affär ronderëm den internationale Stroossentransport. Dat waren iwwert déi lescht dräi Jorzéngten déi véier Fäll, wou et zur Asetzung vun enger Enquêtëkommissioun duerch d'Lëtzebuerger Parlament komm ass.

An all Kéiers, dat hunn ech scho virdrun ervirgehuewen, ass et zu Interferenze komm mat der Justiz. All Kéiers ass et zu Blocagen, zu juristesche Froe komm, déi schwéierlech konnten enger satisfaisanter Äntwert zougefouert ginn. Ech ka mech erënneren, leschtens huet och de Parquet refuséiert, fir der Chamber eng Rei vun Dokumenter zur Verfügung ze stellen, well de Parquet sot, mir sinn amgaang eng Instruction judiciaire ze maachen, bei eis spillt de Secret de l'instruction och géintiwwer der Chamber a mir kënnen a wëllen Iech déi Dokumenter net zur Verfügung stellen. All déi Froen also bréngen et mat sech, dass hei eng Äntwert huet misse kommen.

Eng zweet wichteg Ännerung, déi mer mat agebaut hunn, dat ass d'Clarificatioun, wéi déi Kommissiounssitzunge bei enger Enquête oflafen. Do steet elo ganz kloer dran, a mir hunn eis do inspiréiert un den Texter, déi déi meescht aner parlamentaresch Demokratien hunn, dass am Prinzip d'Enquêtëkommissioun öffentlech tagt.

Dass et also net eng Geheimsitzung ass vun enger Enquêtëkommissioun, dass also net hei vu virera bei alle Sitzungen de Secret de l'instruction zu honnert Prozent spillt, wéi dat natierlech muss bei enger traditioneller Justizenquête de Fall sinn. Mä natierlech kann déi Kommissioun selwer décidéieren, de Huis clos ze verhänken, wa se dat fir néideg fënnt. Dat ass also eng wichteg Klärung, déi do gemaach gëtt, well dat war bis elo an den Texter ganz onkloer, wéi dat sollt lafen.

Déi drëtt Ännerung, déi gemaach ginn ass, déi besteet doranner, wéinst dem Prinzip

vun der Gewaltentrennung, dass et net méi méiglech ass, dass déi Kommissioun eng Rei vun hiren Instructiounsaarbechten un e Riichter ofgëtt. Dat ass wierklech haut an den Texter dran! Dat ass eng komplett Konfusioun. Do géif also e Member vun der drëtter Gewalt op eemol da chargéiert ginn, fir d'Legislativ Enquêten duerchzeféieren. Dat ass schwéierlech haut ze vertrieden.

Eng véiert Ännerung, déi mat dran ass, déi betrëfft déi, dass - nieft dem Fall - dat war haut schonn an den Texter dran -, wa sech Indizië fir eng Strofdot erginn, dass dann d'Kommissioun gehalen ass, déi Donnéeën un de Parquet weiderzeginn - elo awer och zousätzlech drakomm ass - an dat ass eigentlech eng Inspiratioun aus dem belschen Text -, fir ze soen, dass d'Aarbechten an alle Fäll mussen en Ofschloss kréie vun der Commission d'enquête. Si muss also an engem schrëftleche Rapport hir Aarbechten ofschléissen. An dee Rapport muss natierlech och en öffentleche Charakter hunn.

Et bleift awer, dass d'Enquêtëkommissioun déiselwecht Rechter huet praktesch wéi haut. Dat heescht, si kann Zeien héieren ënner Eed, si kann Expertisen ordonnéieren, si kann Experten ënner Eed och héieren a si kann och souguer Perquisitiounen a Saisien duerchféiere loossen, well am Artikel 4 steet, si kann am Fong all Instructiounsmoossnamen huelen, déi de Code d'instruction criminelle virgesäit. Also ass do déi ganz Panoplie vun Instructiounen an der Theorie méiglech. Natierlech an der Praxis ass et net evident, fir déi och esou duerchzezéien.

Dann hu mer och nach profitéiert, fir am Artikel 1 och eng Rei vu Prezisiounen ze ginn iwwert d'Definitioun vum Objet vun der Enquêtëkommissioun. Et muss sech ëm eng Fro vun öffentlechem Intérêt handelen, déi also an där Enquêtëkommissioun do gekuckt gëtt. An et ass iwwer eng Resolutioun vun der Chamber, wou souwuel d'Faiten, iwwert déi d'Enquête soll lafen, wéi och d'Missioun vun der Enquêtëkommissioun definéiert gëtt.

A virun allem hu mer och profitéiert, fir kloerzestellen, ënner wat fir enge Bedéngungen en Zougank zu Dokumenter, déi a Verwaltungen oder bei öffentlechen Institutioune leien, ka geholl ginn.

Ee Punkt vun der Initialpropositioun, dee mer net konnten an dësem Stadium ëmsetzen, wou awer d'Kommissioun eigentlech der Meenung war, dass een dat sollt an enger nächster Verfassungsreform berücksichtegen, dat ass d'Fro, ob ee sollt d'Bedéngungen oplackeren, wat d'Asetzung vun enger Enquêtëkommissioun ugeet, an deem Sënn - an eenzel Länner hunn dat scho gemaach -, dass et duergeet, dass eng staark Minoritéit vun der Chamber verlaangt, dass eng Enquêtëkommissioun agesat gëtt. Dat heurtéiert sech dem Prinzip vun engem majoritäre Beschloss, wéi en am Artikel 62, Alinea 1 vun der Verfassung festgeschriwwen ass.

Fir also kënnen do eng Oplackerung vun deene Konditiounen ze maachen, musse mer fir d'Éischt d'Verfassung änneren. An dat wëlle mer dann och probéieren ze maachen. Mä fir de Moment bleift et derbäi, dass d'Majoritéit vun der Chamber muss d'accord sinn, fir eng Enquêtëkommissioun anzesetzen.

Voilà, ech mengen, dat wieren déi wesentlechst Punkten hei, déi an deem heiten Text dra sinn, deen d'Kommissioun lech virschléit, fir ze stëmmen. Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass mer hei eng Aarbecht gemaach hunn, déi d'Regele vun der Enquête net op d'Kopp gehäit, mä déi awer am Respekt ass vun de Prérogativë vum Parlament, mä awer och de Prinzip vun der Gewaltentrennung a vun der Onofhängegkeet vun der Justiz respektéiert. An deem Sënn hoffen ech, dass se och kann eng breet Zoustëmmung hei am Parlament fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Alex Bodry. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Weiler agedroen. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verstinn, wann den honorabelen Här Rapporteur hei seet, dass dat hei eng Satisfaktioun fir hien ass, dass déi Proposition de loi, déi hie selwer abruecht huet, zu engem gudden Enn komm ass, an dass en déi och nach kann als Rapporteur hei virun der Chamber presentéieren.

Ech wëll awer doriwwer eraus soen, dass et fir d'Chamber selwer kann eng Satisfaktioun sinn, dass emol erëm eng Kéier eng Proposition de loi hei debattéiert gëtt an och zur Ofstëmmung kënnt. Dat ass jo u sech plutôt d'Ausnahm. Mat Ausnahm vun deene ville Propositions de loi, déi den honorabelen Här Meyers ëmmer am Numm vun der Commission des Institutions, wat d'Verfassung ubelaangt, hei erabréngt, ass et jo awer plutôt rar. An doriwwer solle mer alleguerten nodenken, dass mer hei d'Initiative vun de Parlamentarier net méi oft zum Droe kréien.

Jo, mir sollen hei d'Gesetz iwwert d'Enquête parlementaire reforméieren, e Gesetz vun 1911, wat u sech selwer deemools och eng Proposition de loi war, wat dunn e Gesetz ginn ass. An dem honorabelen Här Bodry seng Propositioun huet elo sechs Joer gedauert, wat awer iwwregens net seng Schold ass an och net der Kommissioun hir, well de Conseil d'État huet säin Avis ganz spéit ofginn.

Ech hu mer iwwerluecht, wann een do un déi sechs Joer nach zwee Méint drugehaangen hätt, dann hätt ee kënnen den honnertsten Anniversaire vun dem Gesetz iwwert d'Enquêtes parlementaires feieren. Mä ech muss awer op där anerer Säit och soen, et ass vläicht do net esou vill ze feieren, well mir sinn an enger ganz komplizéierter Matière.

Ech wëll soen, Här President, als een…

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Ech wollt soen, als een, deen an deene leschte 25 Joer d'Éier hat, bei all Commission d'enquête vun dësem Parlament sief et ze presidéieren, sief et als Rapporteur ze fungéieren - eng Éier, un déi ech mech net ëmmer aussergewéinlech gären erënneren, well et war ganz oft ganz komplizéiert -, denken ech awer, dass ech e puer Remarquë kéint maachen, déi zu dësem Débat bäidroen.

Ech wëll net an déi Ondugend verfalen, déi mer hei am Parlament heiansdo hunn, dass ech elo nach eng Kéier dat résuméieren, wat den honorabelen Här Bodry gesot huet. Hien huet gesot, wat an der Proposition de loi drasteet. Dofir denken ech, dass dat och heibannen elo gesinn ass. Ech denken awer och op där anerer Säit, dass een e puer Saache muss nuancéiert kucken.

Den Här Rapporteur huet virdrun dat hei gesot, en huet et och iergendwou - ech mengen, a senger Propositioun oder spéiderhin an engem Kommentar - geschriwwen, dass den Exercice vum «droit d'enquête reste fortement marqué par les clivages entre partis et les arrière-pensées politiques». Dat ass u sech richteg. Mä et muss een et awer nuancéiert kucken.

Vun deene leschten dräi Commissions d'enquête, déi mer hei haten, war eng derbäi, wou ech ganz sécher sinn, dass d'«arrière-pensées politiques» do méi matgespillt hu wéi de Fong vun der Saach selwer. Ech muss awer soen, bei deenen aneren, „Mondorf" respektiv d'Commission d'enquête iwwert d'Transports routiers internationaux, déi sougenannten „Kralowetz-Affär", ech weess net, wat déi eenzel Parlamentarier hei am Kapp haten, well ee jo glécklecherweis d'Gedanke vun de Mënschen net ka liesen.

Mä ech muss awer soen, dass, wann ech zréckkucken op d'Aarbechte vun deenen zwou Kommissiounen, sougutt d'Mondorf- wéi d'Kralowetz-Kommissioun, do awer bei deenen Aarbechten ëmmer erëm am Vierdergrond gestanen huet d'Suerg vun den Deputéierten, fir hei Dysfonctionnementer opzeklären, fir ze kucken: Wat war do lass? An och fir Solutiounen ze proposéieren, wéi mer dann aus enger Situatioun, déi mer als net gutt emfonnt hunn, aus engem Dysfonctionnement, wéi mer dorauser kéinte konkret Schrëtt leeden, fir eben deene Problemer do Einhalt ze gebidden. Sou dass een d'Fro vun den «clivages politiques» awer vläicht muss eng Grimmelche méi nuancéiert gesinn.

An dann ass et jo esou, dass dat Enquêterecht hei eent vun deene fundamentale Rechter, d'Kontrollrecht ass, wat d'Chamber huet. Mir exercéieren hei all Woch d'Kontroll par rapport zur Regierung. Mä den Droit d'enquête ass eent vun deene redoutabelsten Instrumenter, déi mer hunn, fir den Exécutif a seng Verwaltung ze kontrolléieren, de Fonctionnement vum Stat um Niveau vun den Institutiounen, vun der Administratioun, a fir den Intérêt général am A ze behalen.

Dat ass redoutabel op där enger Säit fir d'Regierung, well mir kënne vill méi wäit goe wéi an deem normale Contrôle politique, dee mer hei exercéieren. Mir kënnen hei richteg d'Decken ophiewen a kucken, wat lass ass. Sou dass all Regierung Intérêt huet, nëmmen ze évitéieren, dass esou eng Enquêtëkommissioun op se duerkënnt.

Op där anerer Säit ass dat awer och eng Arme à double tranchant, en duebelschneidegt Schwäert och fir d'Parlament. An dat aus deene Grënn, déi den honorabelen Här Rapporteur virdrun hei duergeluecht huet; déi Grënn, déi jo déi sinn, déi eis derzou gefouert hunn, dass mer zu enger Reform hei komm sinn.

Et ass déi Gratwanderung, déi eng Commission d'enquête parlementaire permanent muss maachen, fir op där enger Säit hir politesch Opklärungsaarbecht, hir Mission politique ze exercéieren, an op där anerer Säit net ze enquêtéieren op dat, wat eben d'Aufgab vum drëtte Pouvoir, vun der Justiz ass. An do si mer hei an engem Domän, wou déi zwee sech géintiwwerstinn a wou et ganz schwiereg ass, wa jiddweree seng Aarbecht wëllt maachen, dass et net zu Interférencë kënnt. Dofir eben déi Solutiounen, déi mer hei proposéieren.

An deem Kontext stellt sech d'Fro vun der Séparation des pouvoirs. Natierlech, d'Justiz soll hir Aarbecht maachen, mir sollen als Parlament eis Aarbecht maachen, an d'Regierung muss hir maachen. Schonn 1848, wéi d'Verfassung preparéiert ginn ass - d'Texter -, ass déi Problematik do gesi ginn. Mir schwätzen zwar haut nëmmen, dass mer Angscht hunn, mir kéinten interféréieren an de Pouvoir judiciaire, an deem seng Attributiounen.

Mä schonn 1848 gouf sech och d'Fro gestallt: „Jo, wéi ass dann d'Séparation des pouvoirs par rapport zum Exécutif? Awéiwäit kënnt Dir…", an dat kann een an deene Rapporten noliese vun deemools, „awéiwäit kënnt Dir Fonctionnairë convoquéieren? Awéiwäit kënnt Dir Dokumenter vun der Regierung froen, dass déi obligatoirement hei mussen déposéiert ginn?" An der Zwëschenzäit si mer glécklecherweis, wat d'Regierung ubelaangt, vun deem doten Niveau ewechkomm, an all Exécutif huet bis elo ëmmer hei plus ou moins korrekt kollaboréiert, wa mer eng Enquêtëkommissioun haten.

Et bleift, wat de Pouvoir judiciaire ubelaangt, dass mer do Schwieregkeeten haten, an et ass net fir näischt, wou mer ëmmer erëm hu missen Avisen ufroen. Well eben déi Commission d'enquête do déi vill Pouvoiren huet, u sech Pouvoire vum Juge d'instruction: fir Zeien ze héieren, ze assermentéieren, Enquêten, Perquisitiounen an esou weider, dat sinn extrem delikat Saachen. En Untersuchungsriichter, deen ass équipéiert, fir dat ze maachen. Mä e Parlament, wat net déi Experienz huet, do ass dat net esou, an dofir: ëmmer erëm froen, fir Avisen ze kréien, wéi mer eis kéinte korrekt erauszéien.

Ech muss soen, wa mer elo zu där Léisung kommen, déi proposéiert ginn ass, mir droen déi gemeinsam. Den Här Bodry huet eng Rei Propose gemaach, an d'Kommissioun huet gemeinsam déi heite Proposen ausgeschafft. Mir stinn hannert deenen a mir stëmmen déi och. Et bleift awer, dass eng Rei vu Froen opbleiwen. An déi nächst Enquêtëkommissioun, déi jo awer sécher iergendwann eng Kéier kënnt, déi bleift mat enger ganzer Rei vu Problemer konfrontéiert.

Fir d'Éischt emol, wann eng Enquêtëkommissioun kënnt an et leeft keng Enquête vun engem Parquet oder vun engem Juge d'instruction, da si mer jo total fräi ze maachen, wat mer wëllen. Da bleiwen all déi schwiereg Froen, déi mer bis elo ëmmer haten a fir déi mer Consultantë froe gaange sinn: „Wéi solle mer eis dann uleeën?", all déi Froe bleiwe bestoen, an eng nächst Kommissioun kritt sech erëm mat deene Froen auserneenzesetzen. Ënner wéi engen Ëmstänn héiere mer Zeien? Wat soe mer zu den Zeien? Wéi ass et mat Zeien, déi bei eis aussoen, déi riskéieren, iergendwann eng Kéier inculpéiert ze ginn? Wéi eng Influenze kritt dat?

Déi Froen, déi mer am Kader vun der Commission d'enquête gestallt haten, wéi mer déi Professere chargéiert hunn, fir en Avis ze maachen, wann ee sech déi Froen ukucke geet: sensibel, kriddelech juristesch Froen, déi bleiwen och fir nächst parlamentaresch Enquêtëkommissiounen am Fall, wou se hir Aarbecht maachen a wou keng Enquête pénale leeft.

Dann en zweetleschte Punkt vläicht: Den Artikel 4, dee mer hei virgesinn, dee consacréiert jo elo dee ganze Prinzip, wou mer versichen ze trennen tëschent eiser Aufgab an där vum Parquet a wou mer soen, mir halen op, wann de Parquet amgaang ass ze enquêtéieren. Dann ass et net un eis nach, fir dann och nach do dropzeleeën. Mir sollen dann dat ofwaarden, d'Resultater, déi beim Parquet erauskommen. Dofir ass et evident, wann eng Poursuite judiciaire oder eng Instruction judiciaire leeft zu engem Moment, wou mir sollen enger Rei…

M. le Président.- Här Weiler, Dir misst zwar lues zum Schluss kommen.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Jo, Här President, ech gi mer Méi. Den Här Rapporteur hat och e bësselche méi Zäit. Ech wëll just…

Une voix.- Ech ginn dem Här Weiler nach eis Zäit derbäi.

(Interruptions)

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Bon, ech muss soen, Här President, ech war e bëssen iwwerrascht, wéi ech gesinn hunn, dass bei dësem Projet, dass mer do de Basismodell geholl hunn. Et ass…

(Interruption)

Pardon?

(Interruptions)

Voilà, Här President, wann hei d'Fraktioune sech awer eens sinn, de Rapporteur och, da mengen ech, sollte mer elo vläicht hei net nëmmen op d'Auer kucken, well et geet awer hei ëm eng ureege Kompetenz vun dësem Parlament an enger ganz sensibeler Matière. An do sollt ee sech dann awer déi noutwendeg Zäit huelen!

Ech wëll just soen, dass et mer evident schéngt, den Alinea 2, dee virgesäit, wann eng Instructioun amgaang ass, dass mir net och nach hei ufänken ze enquêtéieren, dat ass dat Normaalst vun der Welt. Et bleift awer, dass - zum Beispill den Alinea 3 - d'Kommissioun hir Aarbechte weiderféiere kann, och wann eng Instructioun do ass iwwer Faiten, déi net direkt liéiert si mat dem Dossier pénal.

Bon, ech muss soen, ech weess an der Praxis net richteg, wéi dat kéint ausgesinn. Well wa mer eis Enquêtë kucken, déi mer an der Vergaangenheet haten, déi Faiten, déi do enquêtéiert gi sinn, dat ass eng Problematik, déi ass ëmmer zesummenhängend. Do sinn d'Faitë matenee verzahnt, deen ee Fait hänkt vun deem aneren of. Wa mir mussen do aus enger Enquête een Drëttel erausbriechen, well dee vum Parquet analyséiert gëtt, a mir sollen nëmme méi zwee Drëttel dervun analyséieren, jo, déi zwee Drëttel si mat deem aneren Drëttel verzahnt. Wéi soll een dat dann an der Praxis maachen?

Sou dass ech e bëssen d'Impressioun hunn, dass hei en fin de compte deen Alinea do Lettre morte bleift. Et gëtt näischt méi, dass, wann de Parquet bis enquêtéiert, mir niewendrun nach iwwer Faiten, wou si net enquêtéieren, selwer eist Dénge

maachen; also, ech hunn do e bëssen en ongutt Gefill. Ech mengen net, dass dat géif fonctionnéieren, an et ass dofir, dass dat heite Lettre morte wäert bleiwen.

E leschte Punkt ass: Mir kënne jo och Pièce beim Parquet ufroen oder déi Pièce inspizéieren. Da soe mer hei, déi kënnen inspectéiert ginn, «si cette inspection n'est pas de nature à compromettre le secret de l'instruction judiciaire». Wien appréciéiert dat dann, ob dat, wat mir vläicht froen, fir Inspektioun ze halen, elo de Secret vun der Instructioun préjudiciéiert oder compromettéiert? Wien appréciéiert dat? De Parquet, d'Autorité judiciaire jo wahrscheinlech! Also si mir total gebonnen un dat, wat si sech virstellen, wéi si de Problem gesinn, a wa si soen: „Neen!", dann ass et neen.

Sou dass och - Här President, dat wollt ech ofschléissend soen - déi heite Propositiounen, déi mir droen an déi Propositiounen an engem sensibelen a schwieregen Domän sinn, net problemlos sinn. Perfektioun an dësem Beräich gëtt et net! Mä et si Weeër a Pisten, déi eis erlaben, an Zukunft op méi eng korrekt, op eng besser Aart a Weis, wann et eng Kéier sollt zu enger Enquêtëkommissioun kommen - wann ech mech op Lëtzebuergesch däerf ausdrécken -, duerch de Bësch ze kommen. Heimat gëtt et méi einfach, wéi dat an der Vergaangenheet war. Mä wat ech virdru gesot hunn: Perfektioun gëtt et net!

Eis Noperen, d'Fransousen, d'Belsch, déi Däitsch siche gradesou laang wéi mir schonn no engem richteg gudden, gangbare Wee. Keen huet bis haut ee Wee fonnt, deen ouni Problemer wär. Deen hei bleift och net ouni Problemer, mä et ass awer eng Propositioun, déi, wéi gesot, eng Rei vu Problemer aus der Welt schaaft, an dofir stëmme mir déi ouni Regreten.

Ech wëll just deene soen, déi nogekuckt hunn, wat 1911 war, wéi d'Parlament deen éischte Projet gestëmmt huet, dat ass ganz interessant, wann een dat eng Kéier noliese geet, d'Aart a Weis wéi dat Parlament vun deemools diskutéiert huet iwwert déi Proposition de loi. Dat war e liewegen Débat hei an der Chamber tëschent dem President vun der Chamber, tëschent dem Rapporteur, tëschent de Spriecher vun deenen eenzelne Parteien, Fraktiounen, tëschent dem Statsminister, deen douewe gesiess huet, an hei an där Sitzung goufen Amendementen abruecht, diskutéiert, ofgestëmmt, ugeholl. Et war eng Diskussioun, wéi ee sech…

(Interruption)

Ech weess, dass de Parlamentarismus haut net méi esou einfach ass,…

Une voix.- Dat waren nach Zäiten!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- …mä et ass awer interessant ze gesinn, wéi mer evoluéiert sinn, wéi an der Zäit, virun 100 Joer, an dësem Parlament hei Politik gemaach ginn ass a wéi dat haut gemaach gëtt.

Ofschléissend, Här President: Mir stëmme jo normalerweis Gesetzer hei, fir dass se sollen applizéiert ginn. Hei ass e Gesetz, vun deem mer hoffen, dass et net brauch applizéiert ze ginn, a mäi Wonsch geet un d'Regierung, fir alles ze maachen an der Regierung selwer a mat hirer Verwaltung, dass d'Saachen esou fonctionnéieren, dass mer dat Gesetz hei net brauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Weiler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt och dem Rapporteur-auteur hei Merci soen. Den Här Bodry huet wierklech en détail seng Propositioun virgeluecht, an deem ass net vill bäizefügen. Et ass e ganz wichtege Sujet, en interessante Sujet, well et geet hei effektiv ëm eng essenziell Prérogative vun engem Parlament.

Sou wéi den Här Weiler et elo scho gesot huet, kann ech och hei soen, ech hat déi redoutabel Éier, an deene leschten 31 Joer zweemol an esou enger Enquête derbäi ze sinn, déi éischte Kéier an der Jorhonnertaffär an déi zweete Kéier an enger Affär, wou ech elo e bëssen erstaunt war, datt den Här Bodry se net opgeruff huet, déi vun den Dysfonctionnementer an der Santé '98.

(Interruption)

Eng Minutt, ech sinn nach net fäerdeg! Eng Kommissioun, déi vläicht sech dann net Enquête parlementaire genannt huet, mä déi awer absolut - déi da Commission spéciale genannt ginn ass -, déi awer absolut d'Aarbecht gemaach huet vun enger Enquête parlementaire, déi Zeie gehéiert huet, déi ënner Eed Zeie gehéiert huet. Ech hat, wéi gesot, dee redoutable Privileg, do dran ze sinn.

(Interruption)

Här Lux, Dir hutt ee Moment d'Présidence iwwerholl. Ech soen dat och guer net, fir op dat nees zréckzekommen, well dat war eng ganz laangwiereg, eng ganz traureg Geschicht, déi och mat der Demissioun vun engem Minister opgehalen huet. Wa mer se dee Moment net Enquête parlementaire genannt hunn, da war et schonn - an ech kommen dorop -, well eben eng Rei Problemer an der Definitioun an an de Missioune vun der Enquête parlementaire sech dee Moment gestallt hunn.

Wéi gesot, nach ass et, datt déi Aarbechten, déi déi Kommissioun gemaach huet, mat engem ganz grousse Bericht opgehalen hunn, an dat, wat mer elo hei proposéieren, an dat, wat mer elo - ech géif unhuelen - an der Unanimitéit unhuelen, versicht jo eben, déi Sujeten an d'Kompetenze vun deene Commissions d'enquête méi kloer ze maachen.

Mir sinn och domat d'accord, besonnesch, wou ganz kloer op d'Primautéit vum Pouvoir judiciaire a vun der Enquête judiciaire op d'Enquête parlementaire higewise gëtt. Dat kéint een - et kéint een - interpretéieren als eng Aschränkung vun de Rechter vun dem Parlament, well wann eppes an der Luucht ass, wou ee kéint mengen, et géif ee nawell gären eng Enquête parlementaire maachen, da wier et jo einfach, schnell eng Aktioun ze lancéieren, a sief et eng en diffamation, fir d'Parlament dervun ofzehalen, esou eng Enquête parlementaire ze maachen. Dat kéint sinn! D'Zukunft wäert eis weisen, ob, wéi gesot, dovun Abus gemaach gëtt oder net, oder ob d'Saachen hiren normale Wee lafen.

Mä: Et kann een och eng aner Analys vun deene Méiglechkeeten hei maachen. Et kann och esou sinn, datt d'Parlament, wann et sech saiséiert mat enger Enquête parlementaire, en Impuls gëtt fir de Pouvoir judiciaire, ebe just, fir sech enger Saach unzehuelen.

A mir haten an der ganz kuerzer Vergaangenheet, an deene leschten zwou Wochen, eng Kéier d'Geleeënheet, iwwer esou eng Affär hei ze diskutéieren, wou, wéi gesot, Analyse vum Parlament gemaach gi sinn, déi dee Moment op alle Fall vum Pouvoir judiciaire net esou gedeelt gi sinn, mä wéi gesot, wou ee kann driwwer diskutéieren. Ech maachen déi do Klammer zou. D'Zukunft wäert eis also weisen, wéi dat do gehandhabt gëtt.

Op alle Fall wëll ech awer och nach op eppes hiweisen a ganz kloer soen, datt dat fir eis awer eng Konditioun ass an datt ech dervun ausginn, datt, wa mer hei der Regierung an dem Parlament am Fong d'Vertraue maachen, datt se hiert Wuert hält!

Et ass jo an deene Propositiounen, déi den Här Bodry gemaach huet, ebe virgesinn, datt d'Méiglechkeeten, fir esou eng Enquête parlementaire anzesetzen, effektiv méi wäit gefächert ginn. Dat heescht, datt 20 Deputéierter kënnen eben d'Asetzung vun esou enger Enquête fuerderen. Dat kënne mer à ce stade net maachen, well eben dofir d'Constitutioun, den Artikel 64, muss ëmgeännert ginn.

Mä ech ginn dervun aus an ech wëll et ganz kloer soen: Fir eis ass dat awer eng Konditioun och a mir gleewen, datt dat Wuert, wat hei gi ginn ass, och agehale gëtt, datt mer wierklech dat maachen! Well soss ass den Équiliber vun deene Propositiounen, déi hei virgeluecht gi sinn, awer a Fro gestallt.

Nodeem ech dat gesot hunn an nach eng Kéier kloergemaach hunn, ginn ech natierlech den Accord awer vun eiser Fraktioun an ech drécken deen nämlechte Wonsch an d'Hoffnung aus wéi virdrun den Här Weiler: Ech hoffen, datt mer net oft mussen op déi Méiglechkeet, déi d'Parlament hei huet, zréckgräifen, well et ass ëmmer am Fong en Zeeche vun engem schlechte Fonctionnement vun eisem Stat, an dat wëlle mer jo net!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci. Als leschte Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun och dem Här Bodry fir säi Rapport a fir seng Initiativ Merci soen, well ech mengen, um Enn vun deenen Diskussiounen, déi mer gefouert hunn an der zoustänneger Kommissioun, hu mer haut en Text um Dësch leien, deen d'Schwächten an d'Falen an deem alen Text op eng wesentlech besser Basis stellt.

Natierlech wäert och deen Text awer iergendwann eng Kéier den Test vun der Praxis musse bestoen. Den Här Weiler huet net Onrecht, wann e seet, dass verschidde Saachen an der Application concrète nach ëmmer net kënnen onproblematesch sinn, notamment dee Passus, deen Der erwähnt hutt, vun den Enquête-parlementairen, déi kënne stattfannen och dann, wa schonn eng Enquête judiciaire amgaang ass, op Faiten, déi net directement viséiert wiere vun der Enquête.

Dat ass dënnt Äis, wou ee sech drop beweegt, mä ech mengen awer, dass et richteg war, déi Méiglechkeet opzeloossen an net nëmmen e Couperet falen ze loossen. Dat wier jo d'Alternativ gewiescht. Ech mengen, dat wier manner richteg gewiescht, wéi deen Artikel hei bäizebehalen, wëssend, dass et an der Applikatioun mat Sécherheet net evident gëtt.

Mä ech mengen, dass deen Text, dee mer elo hunn, op enger Rei Punkte méi prezis ass, ob dat op der Fro ass vun der Applikatioun kronkret vun der Gewaltentrennung, ob dat ass op Froe vun der Prozedur, ob dat ass, dass ënnerstrach gëtt, dass d'Aarbechte vun deene Kommissioune grondsätzlech public sinn, dass een dee Prinzip och ënnersträicht, och wann de Prinzip natierlech eng Ausnahm oder Ausnahme muss kennen. Mä et ass richteg an utile, déi Prezisiounen ze maachen.

Eng lescht Remarque, Här President. Do wëll ech och op dat insistéieren, wat d'Madame Polfer gesot huet. Den Här Bodry huet a sengem mëndleche Rapport de Punkt vun der Majoritéit erwähnt, déi noutwendeg ass, fir esou eng Kommissioun anzeberuffen. En l'état actuel vun der Verfassung bleift et bei den übleche Regele vum Parlament. An der Kommissioun war awer diskutéiert ginn, dass een et géif op 20 Deputéierte reduzéieren, wat enger grousser Minoritéit géif gläichkommen.

Mir hunn dat, fir dëst Gesetz net nach weider no hannen ze réckelen, à ce stade net gemaach. Den Här Bodry huet an deem Kontext gesot, wa mer am Kader vun der Verfassungsrevisioun eis Aarbechte kéinten zu engem Ofschloss bréngen, dass ee sech da mat der Modifikatioun vum Artikel 62 och nach eng Kéier misst beschäftegen. An e sot, da muss een dat berücksichtegen.

Ech wëll soe fir déi gréng Fraktioun, dass ech deen Term „berücksichtegen" ze schwaach fannen. Mäi Verständnis vun der Diskussioun an der Kommissioun ass, dass mer eis doriwwer eens sinn, dass dat geännert gëtt. Esou hunn ech all déi Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, verstanen.

Mir si mat der Madame Polfer d'accord, dass e wesentlecht Stéck géif feelen an den Équiliber vum Text net méi gi wier, wa mer déi Ännerung vun der Constitutioun net maachen, fir dass an Zukunft eng Minoritéit eng Enquêtëkommissioun kéint aberuffen.

Duerfir nach eng Kéier ganz kloer: Mir hunn als gréng Fraktioun grad wéi d'DP verstanen, dass mer eis eens sinn, dass mer dat maachen, dass doriwwer keen Zweifel méi besteet an dass mer dat net just wäerte berücksichtegen.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Den Här Bodry freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Vläicht kuerz, fir just nach op zwou Saachen anzegoen. Éischtens, fir, wat dee leschte Punkt ugeet, nach eng Kéier ze soen, dass ech selwer proposéiert hunn, et ze maachen. Et war net d'Kommissioun, déi et proposéiert huet, mä a menger Initialpropositioun ass dran, fir, geméiss dem däitsche Muster, net méi hei virzeginn zu Lëtzebuerg, dass muss eng Majoritéit d'accord sinn, fir eng Enquêtëkommissioun anzesetzen, mä dass et duergeet, wann een Drëttel vum Parlament dat esou décidéiert.

Also, ech sti selbstverständlech zu menger eegener Iddi. Wann aner Leit déi iwwerhuelen, tant mieux. Ech wëll awer d'Kolleegen drun erënneren, dass mer bei eiser Proposition de loi iwwert déi ganz nei Verfassung, déi global Verfassungsreform, eng Formulatioun virgeschloen hunn, fir deen Artikel - dat ass deen heitegen Artikel 62 (1) - ofzeänneren an deem Sënn, wat d'Enquêtëkommissioun ugeet, dass do d'Regel vun der Majoritéit net bräicht ze spillen.

Dat ass also, mengen ech, awer schonn e ganz staarke Geste, dee mer do gemaach hunn. Ech hunn natierlech Respekt virun der Constituante. Déi muss sech nach eng Kéier an dëser - ech denken; ech hoffen - Legislaturperiod dozou äusseren, dass se sech dann och deenen eegenen Iddien trei bleift, déi se an der zoustänneger Kommissioun formuléiert huet.

Zweetens wëll ech awer och nach soen, dass ech… Ech hunn op jidde Fall net vun der perséinlecher Erfahrung geschwat; ech kann och dovunner schwätzen. Ech war President vun der Kommissioun Mondorf, wou den Här Weiler sengerzäit Rapporteur war.

Ech muss awer soen, ech hu vläicht net déiselwecht Erënnerung wéi hien un déi Aarbechten do. Ech bleiwe markéiert vun deene Sitzungen do, déi ech als President ze presidéieren hat, wou ech dann natierlech och hu missen Zeien héieren. An ech si mat där Impressioun erausgaangen, dass awer keen esou richteg d'Parteikaart ofginn hat, ier en an déi Kommissioun do eragaangen ass, an dass och déi Froestellungen dach awer staark domadder ze dinn haten, ob een an der Majoritéit war oder ob een an enger Oppositioun war.

Ech mengen nach wie vor, dass et ganz schwiereg ass fir eng parteipolitesch zesummegesate Kommissioun, fir d'selwecht ze fonctionnéiere wéi en Untersuchungsriichter, fir wierklech neutral à charge et à décharge ze instruéieren. Ech menge schonn, ob ee wëllt oder net - ech wëll hei kengem eppes ënnerstellen -, dass et awer iergendwéi duerchfierft, dass nieft dem Interessi, vläicht d'Wouerecht erauszefannen, awer och nach e politeschen Interessi hannendrun ass.

Ech mengen, esou éierlech sollt een hei sinn, dass dat sécherlech och matspillt. An et ass och déi Erfahrung eigentlech, déi ech do hat, déi mech markéiert huet an déi mech derzou bruecht huet 2004 an enger net suspekter Zäit - do war näischt am Kommen -, fir déi dote Propositioun ze maachen, nodeems ech sengerzäit - wëll ech och soen - d'Commission du Règlement souguer vun der Chamber consultéiert hat, an déi gesot huet: „Dat do sinn déi Prinzipien. Do si mir och dermat d'accord. Du kanns op de Wee goen, fir an deem Sënn eng Proposition de loi eranzereechen."

Also, ech hat all meng Devantë geholl, dass u sech awer déi Iddien do vun enger Majoritéit vun der Chamber gedroe waren. An ech si frou, dat vläicht och herno kënne festzestellen.

Wat ech nach vergiess hat ze soen, dat war, dass mer jo och gläichzäiteg nach ofstëmmen iwwer eng Propositioun, fir eist Chambersreglement ëmzeänneren. Et ass elo d'Kapitel 20 vun eisem Reglement vun der Chamber, wat iwwert d'Prozedur vun den Enquêtes parlementaires schwätzt oder schreift. Dat sinn d'Artikelen 178 bis 190.

Den Zoufall wollt et, dass mer horgenau déiselwecht Zuel vun Artikelen elo an eisem neien Text iwwert d'Enquêtes parlementaires erëmfannen, esou dass mer déi kënnen nahtlos remplacéieren, déi eng mat deenen aneren. Mir brauche keng nei Numérotatioun virzehuelen.

Hei gëtt integral eigentlech proposéiert, fir den Text vun den Enquêtes parlementaires, deen neien, eent zu eent an eist Chambersreglement ze iwwerhuelen, wéi dat och scho mam Text vun 1911 de Fall war. An et gëtt och nach preziséiert, dass selbstverständlech dat neit Gesetz an d'Chambersreglement an där neier Versioun deeselwechte Moment a Kraaft trëtt.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi 5331 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Den Ännerungsvirschlag 6240 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Raymond Weydert), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Mëtteg d'Interpellatioun vum Här André Hoffmann iwwert d'Aarmut an déi sozial Ongerechtegkeeten. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Majerus, Berger, d'Madame Spautz, d'Madame Loschetter an den Här Colombera. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här André Hoffmann.

4. Interpellation de M. André Hoffmann sur l'évolution de la pauvreté et des inégalités sociales au Luxembourg ainsi que sur les politiques menées et à mener pour réduire cette pauvreté et ces inégalités

Exposé

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Här President, all Analyse weisen op de Phenomeen hin, weltwäit geet de Gruef vun Aarm a Räich ausenaner. Den Undeel vun de Léin geet erof, dee vun de Benefisser geet erop. E groussen Deel vun deene Benefisser gëtt net produktiv investéiert, mä féiert zu enger Akkumulatioun oft vun onverschimmtem privatem Räichtum an zu Spekulatiounen op de Finanzmäert, déi souwuel sozial wéi ekonomesch verheerend Konsequenzen hunn.

An an Europa? Niewent deene schéine Wierder vun der sozialer Inclusioun, geet et an der Realitéit monter weider, ënnert dem Schlagwuert vun der Kompetitivitéit Drock op Léin an Aarbechtsrecht a Sozialstat ze maachen an domat sozial Ongläichheete weider ze vergréisseren.

An zu Lëtzebuerg? Och hei sinn aus der Kris net déi richteg Lektioune gezu ginn, well ech kann am Krisepak vun der Regierung mam beschte Wëllen näischt entdecken, wat d'Aarmut oder déi sozial Ongläichheeten hei zu Lëtzebuerg géif ofbauen, am Contraire.

Da kucke mer eis d'Situatioun zu Lëtzebuerg also e bësse méi genau un. Et muss een allerdéngs direkt soen, dass d'Donnéeën iwwer Aarmut an Ongläichheet hei an eisem Land nach zimlech dürfteg sinn. Dofir ass meng éischt Fuerderung, dass mer eis en Instrumentarium schafen, iwwert déi, déi mer hunn, eraus - déi net duerginn -, fir d'Entwécklung op deem Feld, Aarmut a sozial Ongläichheeten, méi genau ze analyséieren, als Basis fir eng kohärent Strategie géint Aarmut a sozial Ongläichheet.

Dat ass de Géigestand vu menger éischter Motioun, déi ech ofginn hunn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'une stratégie de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales doit pouvoir s'appuyer sur une analyse approfondie, systématique et continue de l'évolution sociale;

invite le Gouvernement

- à préparer la création d'un Observatoire de la pauvreté et des inégalités sociales;

- à veiller à la multidisciplinarité, la qualité scientifique et l'indépendance de cet Observatoire;

- à le charger notamment de publier régulièrement des rapports sur l'évolution de la pauvreté et des inégalités et à élaborer des pistes et des scénarios pour la réduction de ces inégalités;

- à organiser, autour de ces rapports un débat public impliquant, outre la Chambre des Députés, la «société civile» et notamment les institutions et associations actives dans le domaine social.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, Félix Braz, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Aarmut a sozial Ongläichheete sinn natierlech komplex Realitéite mat villen Dimensiounen: materieller Dimensioun, sozialer Dimensioun, kultureller Dimensioun, an ëmmer - ëmmer! - verbonne mat der Fro vun der ongläicher Participatioun um gesellschaftleche Liewen. Dorunner musse mer ëmmer denken, och wa mer Zuelen nennen; well ech wäert där missen e puer nennen. An och ëmmer drun denken, dass hannert deenen Zuele Mënsche stinn an dramatesche Situatiounen, déi ganz Familljen, vill Kanner hei zu Lëtzebuerg betreffen an déi iwwer Generatioune kënne weidergedroe ginn.

Wéi kann een Aarmut iwwerhaapt moossen? Et gëtt ënnerschiddlech Methode mat ënnerschiddlechen Indicateuren. An da kommen natierlech ënnerschiddlech Zuelen eraus. Mir schwätze vun: subjektiver Aarmut, iwwer Ëmfroen; vu relativer Aarmut, Verglach vun Akommëssen; absoluter Aarmut, mat engem Wuerekuerf. Ech kommen drop zréck.

Awer wéi eng Method een och ëmmer hëlt, dränge sech fir Lëtzebuerg zwou Feststellungen op: éischtens, fir e räicht Land en erstaunlecht héicht Ausmooss vun Aarmut; an zweetens, d'Tendenz an deene leschte Joren däitlech steigend.

Nom leschte Rapport vum Statec iwwer Aarbecht a sozial Kohäsioun läit de Prozentsaz vun der Populatioun, déi an der Aarmut lieft, bei 15% am Joer 2009. Dat muss een erklären. Bei där offizieller europäescher Definitioun vun Aarmut gi mer vum sougenannte medianen Akommes aus. Median, dat heescht, dass eng Halschent vun den Akommëssen iwwer an eng aner Halschent ënnert deem Mëttelstréch läit. Dat ass also net datselwecht wéi den Duerchschnëtt, well den Duerchschnëtt ka verfälscht ginn duerch extrem Wäerter entweder uewen oder ënnen.

Als aarm gëllt een dann no där offizieller Definitioun, wann ee manner wéi 60% vun deem medianen Akommes huet. Zu Lëtzebuerg läit dee Seuil am Joer 2009 bei 1.580 Euro de Mount.

Domadder gëtt also wuelverstanen eng relativ Aarmut gemooss, déi vun den allgemengen Akommëssen an engem Land ofhänkt. Wat déi méi héich sinn, wat natierlech dee Seuil de pauvreté och méi héich ass. An dat ass richteg esou, well relativ Aarmut kann een effektiv ëmmer nëmmen definéiere par rapport zu enger gesamter gesellschaftlecher an historescher Situatioun. Mir vergläichen eis net méi mam Mëttelalter.

Déi relativ Aarmut miesst eben d'Verdeelung vun engem bestëmmte gesellschaftleche Räichtum an engem bestëmmte gesellschaftlechen an historesche Kontext. Mir kënnen eis also och hei zu Lëtzebuerg net einfach erausriede mat der Feststellung, an anere Länner - sief dat an der drëtter Welt, sief dat souguer an eisen Nopeschlänner - hätten déi Aarm nach manner wéi zu Lëtzebuerg.

Den Ekonomist an Nobelpräisträger Amartya Sen huet drop higewisen, wat et bedeit, an engem räiche Land aarm ze sinn. Hie geet aus vu sengem Begréff vun de Capabilitéiten. Domat ass gemengt - vereinfacht -, d'Méiglechkeeten, sech ze verwierklechen an um gesellschaftleche Liewe gläichberechtegt deelzehuelen.

An e seet: «Être pauvre en pays riche est en soi un handicap…», well «…une privation relative dans l'espace des revenus peut entraîner une privation absolue dans l'espace des capabilités. Dans un pays globalement riche, il est possible que l'on ait besoin d'un revenu supérieur afin d'acheter les biens suffisants pour accomplir le même fonctionnement social, par exemple „se montrer en public sans honte". Il en va de même de la capabilité de „prendre part à la vie de la communauté".»

Aarm an engem räiche Land. Dofir sinn och d'subjektiv Aschätzunge seriö ze huelen. Nom leschte Statec-Rapport äntwerten op d'Fro, wéi se d'Enner zesummebréngen, ëmmerhin am Joer 2009 23% vun de Leit zu Lëtzebuerg, dat wär fir si schwéier bis ganz schwéier. 2003 waren dat nach 19%.

Et kann een natierlech och probéieren, eng sougenannten „absolut" Aarmut ze moossen. Dat mécht de Statec och fir d'Éischt an deem leschte Rapport. Do muss dann eng Zort Wuerekuerf opgestallt gi mat wichtege Gidder a Servicer, mat enger Schätzung vum Präis. An aarm wär dann deen, dee sech mat sengem Revenu dee Wuerekuerf net ka leeschten.

Awer et muss ee betounen, och déi absolut - sougenannten „absolut" - Aarmut, dat ass nach ëmmer eng relativ Mooss. Well wann ee sech net einfach no reng biologesche Bedierfnisser riicht, dann ass jo d'Fro, wat een alles an dee Wuerekuerf do peekt. An dat hänkt selbstverständlech vun de bestëmmte gesellschaftleche Bedierfnisser an enger bestëmmter Gesellschaft op enger bestëmmter Plaz an enger bestëmmter Zäit of.

Wéi eng Alimentatioun? Wéi eng Kleedung? Wéi eng Wunneng? Mat wéi engen Ariichtungen? Wéi eng Vakanz an d'Ausland? Wéi laang? Wouhin? Wéi oft an de Kino oder an den Theater?

Am Statec senger Propositioun fir de Wuerekuerf fir déi sougenannten „absolut" Aarmut gesäit de Statec zweemol e Kinosbesuch vir am Joer an eemol e Muséesbesuch. Da kann ee sech emol de Kapp zerbriechen, ob dat da wierklech duergeet. Iwwregens ass och déi Definitioun vun der absoluter Aarmut net fräi vu Willkür. Well wie bestëmmt dann eigentlech doriwwer, wat noutwendeg ass fir e mënschewierdegt Liewen?

Ech kommen awer elo, fir d'Entwécklung ze kucken, zréck op déi relativ Aarmut nom leschte Statec-Rapport. Dee Prozentsaz vun aarme Persounen oder Haushalter zu Lëtzebuerg ass an deene leschte Joren däitlech gestiegen - dat ass déi éischt Feststellung, déi sech opdrängt -, vun 11 bis 12% vun der Populatioun ufanks 2000 bis also bal 15% am Joer 2009. No där neier Method vun der Europäescher Unioun am Kader vun „Europa 2020" leie mer mat aneren Indicateuren - muss een allerdéngs soen - souguer bei bal 18%.

D'Entwécklung vun der Aarmut gesäit natierlech bei verschiddene soziale Kategorien héchst ënnerschiddlech aus, an deelweis krass. An der Entwécklung vun 2008 bis 2009, also innerhalb vun engem Joer: bei jonke Frae vu 16% op 23%; bei Elengerzéier, dat si jo och meeschtens Fraen, vun 49% op 52%; bei de Kanner bis zu 17 Joer vu bal 20% op iwwer 22%.

Wichteg ass natierlech och d'Fro, wéi laang een an der Aarmut hänke bleift, dat heescht d'Ausmooss vun där sougenannter „pauvreté persistante". Dovunner si bei eis zum Beispill 12% vun de Kanner betraff, dat heescht, déi iwwer Joren a Joren aus där Aarmutssituatioun net erauskommen.

Wat d'Aarmut méi laang dauert, schreift de Statec zu Recht, wat et méi schwéier ass, doraus erauszekommen. A wann een nëmme kuerz Zäit doraus erauskënnt, dann ass d'Gefor grouss, erëm dranzefalen. Ech zitéieren: «L'accompagnement sur la durée des sorties de pauvreté…» - des sorties de pauvreté! - «…constitue donc un élément important de toute politique efficace de lutte contre la pauvreté.»

Da gëtt et aner Etüden, bei deene Lëtzebuerg eigentlech nach méi schappeg ofschneit. An enger rezenter vun der Bertelsmann-Stiftung ginn 31 OCDE-Länner verglach a puncto sozial Gerechtegkeet mat enger Rei vun Indicateuren, wou et - virun allem inspiréiert vum Amartya Sen - ëm d'Capabilitéiten, ëm d'Verwierklechungschancë vun de Persoune geet.

Do läit Lëtzebuerg: beim allgemengen Index fir sozial Gerechtegkeet op Plaz 15 vun 31; bei Kanneraarmut op Plaz 18; bei der Inclusioun iwwert d'Aarbecht op Plaz 22; beim Bildungszougang op Plaz 26. Ëmmer, wéi gesot, vun 31.

Eng aner rezent Etüd vun der Unicef mat dem Titel «Les enfants laissés pour compte» vergläicht d'Inégalitéiten a Bezuch op d'Kanner bis zu 17 Joer a 24 räiche Länner. Och do schneit Lëtzebuerg schlecht of. Bei der Fro vum materielle Wuelstand leie mer op Plaz 12, bei der Bildungsfro op Plaz 16, bei der Gesondheetsfro op Plaz 19, ëmmer vu 24.

Natierlech hänkt Aarmut virun allem mat Aarbechts- a Lounverhältnisser zesummen,

an et kann een och op d'Thema Aarmut net agoen, ouni dovunner ze schwätzen. Natierlech: Aarbechtslosegkeet, wuessend Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg ass eng vun den Haaptursaache vun der Aarmut. Awer och eng Aarbechtsplaz schützt net ëmmer do virdrun. 20% vun de manuellen Aarbechter leien hei zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz.

D'Ongläichheet bei de Léin, bei de Léin eleng - net bei de Revenuen, bei de Léin -, gëtt an deene leschte Jore méi grouss. Vun 1995 bis 2006 - dat sinn déi Chiffere vum Statec - sinn déi 10% héchst Salairen ëm 2,5% pro Joer gestiegen, déi 10% niddregst ëm 1,1%. 2,5 géint 1,1: Dat heescht, de Fächer geet also ëmmer méi wäit ausenaner, eleng bei de Léin.

De Statec bezeechent als niddreg Léin - „bas salaires" - déi, déi manner si wéi zwee Drëttel vum Salaire médian; Salaire médian, net Revenu. Dat waren am Joer 2006 1.850 Euro de Mount, an zu Lëtzebuerg waren dat 15% vun de Léin. Dat si Leit mat Vollaarbechtszäit, net Temps partiel. Et sinn - wie wonnert et? - virun allem Fraen, 25% bei de Fraen, 12% bei de Männer. Och dat ass méi wéi a vergläichbare Länner. Domat läit een däitlech ënnert der Aarmutsgrenz, jiddefalls dann, wa vun deem Salaire méi wéi eng Persoun muss liewen. Dat gëllt iwwregens och fir eise legale Mindestloun. Och dee läit ënnert der Aarmutsgrenz, jiddefalls dann, wa méi wéi eng Persoun dovu muss liewen.

Dann d'Deelzäitaarbecht, déi geet och zu Lëtzebuerg rapid an d'Luucht. Vun 52.000 neien Aarbechtsplaze fir Résidenten zënter 1996 sinn der méi wéi d'Halschent Deelzäitaarbecht, an et sinn natierlech erëm meeschtens Fraen. Wat dat fir Auswierkungen op Akommes, Aarmut an Altersrent huet, brauch ech eigentlech net ze beschreiwen. De Statec notéiert, vun där Deelzäitaarbecht wären 10% onfräiwëlleg. Dat wären der net vill. Ech mengen awer, dass een dat muss relativéieren, wann ee sech d'Grënn fir déi Deelzäitaarbecht e bësse méi genau ukuckt. Zum Beispill 25% soen, wéinst Betreiung vu Kanner oder Erwuessenen, 50% wéinst anere familiäre Responsabilitéiten. Da freet ee sech natierlech, wat do wierklech fräiwëlleg ass.

Déi verschidden Zorte vu prekären Aarbechtsplazen huelen och zou, zum Beispill d'Contrats à durée déterminée: vun 1996 bis 2009 dräimol méi.

Iwwer Ongläichheet beim Verméigen - bis elo ware mer bei Revenu, Salaire - wësse mer hei zu Lëtzebuerg ganz wéineg, am Ausland och net ëmmer alles, awer méi wéi hei. Sécher ass - an dat ass eigentlech de gesonde Mënscheverstand, deen engem dat scho seet, och wann ee keng Ziffere kennt -, dass d'Inégalitéite beim Patrimoine vill méi grouss si wéi beim Revenu.

De Statec versicht och an deem leschte Rapport opgrond vu partiellen Donnéeën eng Uwendung vum sougenannte Gini-Koeffizient, fir d'Ongläichheete beim Verméigen ze moossen. De Gini-Koeffizient - vereinfacht, ech sinn och net Spezialist - geet vun null bis eent, an eent wär d'total Gläichheet an null wär..., pardon, an eent wär d'total Ongläichheet, een huet alles; an null wär d'total Gläichheet, dat heescht, et ass alles perfekt gläich verdeelt. An anere Wierder, wat ee méi no bei eent ass, ass d'Ongläichheet méi grouss.

An do läit zum Beispill no deem Statec-Rapport bei de Finanzverméigen dee Gini-Koeffizent bei 0,85 vun eent a beim Immobiliëverméigen, wann et iwwert déi eege Wunneng erausgeet, souguer bei 0,92% vun eent.

D'Wunnengsfro ass natierlech e wichtegen Aspekt vun der Aarmutsproblematik. Fir een Drëttel vun den Haushalter ass d'Wunnen eng schwéier Charge, der Ëmfro vum Statec no souguer fir 40% vun de Locataïren. Dat heescht jo, et muss ee gesinn, dass Wunne souwuel eng Ursaach vun Aarmut ass, well d'Käschte fir de Logement e groussen Deel vum Akommes opfriessen, wéi och erëm eng Kéier ëmgedréit en Aspekt vun der Aarmut, well d'schlecht Wunnen eng vun den häertsten Épreuven ass, virun allem fir Kanner. A grad bei Elengerzéier ass d'Belaaschtung besonnesch héich.

Eng Wunnengspolitik géint d'Aarmut geet net ouni e substanziellen Ausbau vum soziale Mietwunnengsbau. Ech mengen, dass mer an enger Zäit vu véier oder fënnef Joer onbedéngt missten op e Prozentsaz vun 10% soziale Mietwunnenge komme vum gesamte Wunnengsbestand hei zu Lëtzebuerg, fir iergendwéi där Aarmutssituatioun, déi besteet, Rechnung ze droen.

Wéi sinn dann elo d'Ambitioune vun der Regierung an der Bekämpfung vun der Aarmut?

Am Kader vun der Strategie „Europa 2020" leet d'Regierung een nationale Programm vir, och a Bezuch op d'Inclusion sociale. Do muss een dann awer zweemol hikucken, fir ze gleewen, wat fir eng Ambitiounen dass d'Regierung sech stellt. Do steet als Zil bis 2020: Eng Persoun vu 24 soll aus dem Aarmutsrisiko erausgefouert ginn, eng vu 24! Et ass bal net ze gleewen!

Da gëtt als grousst neit Instrument vun der Aarmutsbekämpfung den neien Office social ugefouert. Dee soll garantéieren, ech zitéieren aus deem Programm Lëtzebuerg 2020, deen Office social soll garantéieren: «...un accompagnement social à court, moyen ou long terme, associé, le cas échéant, à une aide matérielle en nature ou en espèces.» Elo muss ee jo emol fir d'Éischt wëssen, dass den Office social op eng ganz Rei Domänen, déi mat Aarmut ze dinn hunn, iwwerhaapt keen Afloss huet, oder bal keen Afloss huet: Aarbechtsplaz, Loun, Logement, Bildungszougang an esou weider.

An dann, no deem neie Gesetz gëllt als Norm: fir 6.000 Awunner een Office social. Am éischten Entworf vum Gesetz waren et souguer 10.000 Awunner. 6.000 Awunner, an d'Norm gëllt och: fir een Office social eng Assistante sociale oder een Assistant social, fir 6.000 Awunner! Dat ass d'Norm! No eisen Indicateuren, no deene Prozentsätz wäre vun deene 6.000 Awunner der ëm déi 1.000 an der Aarmut oder direkt vun Aarmut bedreet. Also, eng Assistante sociale soll sech ëm 1.000 Persoune bekëmmeren! An ech widderhuelen: «...à court, moyen ou long terme...».

Wien dat schreift, dee weess net oder dee wëllt net wëssen, wat wierklech um Terrain lass ass! An et deet mer leed, Madame Ministesch, et ass elo net fir Iech perséinlech gemengt, mä ech kann esou eppes net anescht bezeechne wéi eng institutionaliséiert Hypokrisie.

Ëmmerhin heescht et och an deem nationale Programm Lëtzebuerg 2020, d'Regierung géif nach mat der Zivilgesellschaft diskutéieren. Ech mengen, dat misst och d'Chamber selwer maachen. Dofir proposéieren ech eng Resolutioun, wou mer décidéieren, hei an der Chamber en Hearing, also eng Audition publique ze organiséieren iwwert déi ganz Problematik Aarmut, sozial Ongläichheeten, mat den Acteure vun der Zivilgesellschaft, déi an deem Beräich aktiv sinn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant que

- la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales exige une étroite collaboration entre les institutions de l'État, des communes et surtout des acteurs de la «société civile»;

- le Gouvernement a exprimé l'intention de consulter la «société civile» sur le programme national de l'Europe 2020 qui inclut aussi la lutte contre la pauvreté et l'exclusion;

- la Chambre des Députés devrait s'impliquer dans ce dialogue avec les acteurs sociaux et les personnes touchées par la pauvreté;

décide

- d'organiser une audition publique («hearing») avec toutes les associations actives dans les domaines sociaux et socio-éducatifs;

- d'y associer aussi les personnes touchées pas la pauvreté;

- d'assurer le suivi de cette audition au sein des commissions parlementaires concernées;

- de veiller à ce que les conclusions de cette audition trouvent leur expression dans le programme national de réforme dans le cadre de la stratégie Europe 2020;

- de réunir les mêmes associations pour une première évaluation des travaux au plus tard un an après la première audition.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, Félix Braz, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Meng zweet Motioun, déi ech net méi ka résuméieren - mä Dir kënnt se alleguerte liesen -, enthält eigentlech d'Konklusioune vun den Ausféierungen, déi ech gemaach hunn, a vun der Situatioun, wéi se sech am Moment stellt. Net eng Rei vu Rezepter, mä eng Rei vu Pisten.

Motion 2

La Chambre des Députés,

estimant

- que la lutte contre la pauvreté dans ses multiples dimensions et contre les inégalités sociales exige une approche interdisciplinaire et pluriannuelle et doit être accompagnée d'une évaluation continue;

- qu'elle doit agir à la fois sur les causes et sur les effets de la pauvreté et des inégalités;

- qu'une telle approche exige une intervention cohérente et coordonnée dans différents secteurs de la politique, notamment la fiscalité, l'emploi, les salaires, le logement, l'éducation, et ceci à la fois au niveau national et au niveau européen;

invite le Gouvernement

à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie systématique de promotion des égalités sociales et des «capabilités» de toutes et de tous, visant notamment à:

- réduire significativement le nombre de bas salaires, d'emplois temporaires et précaires, à temps partiel non choisi;

- réduire significativement le chômage;

- allonger la durée de l'indemnité de chômage;

- sauvegarder et étendre les droits universels de la protection sociale;

- accentuer l'effet distributif de la fiscalité en renforçant la progressivité de l'impôt, notamment de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des collectivités;

- garantir l'accès à un logement convenable pour chacun(e) par une extension substantielle du logement locatif social, pour atteindre un seuil d'au moins 10% de l'ensemble des logements dans les cinq ans à venir;

- développer les services publics et en garantir l'accès indépendamment du revenu et du domicile;

- garantir l'accès aux biens nécessaires à une vie digne par une politique des taxes et des prix administrés orientée sur des critères sociaux;

- développer les services socio-éducatifs pour permettre à la fois la prise en charge et la promotion individuelle des enfants socialement défavorisés et une activité professionnelle des parents qui exclut le risque de pauvreté;

- assurer à la prévention de la pauvreté une priorité pour toutes les institutions

impliquées dans la politique sociale;

à s'engager énergiquement au sein de l'Union européenne pour la construction d'une

Europe sociale, notamment par:

- l'instauration d'un salaire social minimum européen;

- un mécanisme européen d'adaptation des salaires au coût de la vie;

- un renforcement de la protection sociale;

- une coordination de la fiscalité aux fins d'une redistribution sociale plus forte, notamment par une réhabilitation de la progressivité et une harmonisation vers le haut des impôts sur les hauts revenus, sur les bénéfices non réinvestis productivement et sur les fortunes.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, Félix Braz, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Mir brauchen onbedéngt souwuel op nationalem wéi op europäeschem Niveau eng nei Approche fir Preventioun an Ofbau vun Aarmut an Ongläichheeten.

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech kommen och lues a sécher zum Schluss, Här President. Eng nei Approche mat enger kohärenter Strategie, déi all Politikberäicher aschléisst a koordinéiert: Steierpolitik, Lounentwécklung, Aarbechtsrecht, Kannerbetreiung, Wunnengspolitik. Ouni esou eng multidisziplinär a koordinéiert Strategie kréie mer sozial Ongläichheeten net ofgebaut.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Mill Majerus ageschriwwen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Mill Majerus *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun eiser Fraktioun soen ech dem honorabelen Här André Hoffmann Merci fir seng Interpellatioun. Si gëtt eis d'Chance, fir zréckzekommen op een Débat, dee mer hei am Haus viru gutt engem Joer gefouert hunn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Mir hunn awer och haut d'Geleeënheet, fir de Bilan ze maache vum Europäesche Joer géint d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung 2010. Lëtzebuerg war do eent vun deenen 29 Länner, wat matgemaach huet.

„D'Aarmut ass déi schlëmmste Form vu Gewalt!", sot de Gandhi. Queesch duerch d'Länner vun der Europäescher Unioun liewe 84 Millioune vu Bierger am Aarmutsrisiko. Mir hunn Instrumenter, mat deene mer d'Aarmut an d'Ausgrenzung moosse kënnen. Si konfrontéieren eis mat Fakten, déi net passe bei eis politesch Ambitioune vu Gerechtegkeet, vu Solidaritéit a vu sozialem Fridden.

Zënter 1975 schwätze mer an de westleche Länner vu relativer Aarmut. Mat dem „Risque de pauvreté relative" hate mer en Instrument, fir d'Situatioun an eise Länner matenaner ze vergläichen. Et handelt sech ëm déi Matbierger, déi an hirer Gesellschaft keen Accès hunn zu engem akzeptabele Liewensstandard. Si si wirtschaftlech, sozial a kulturell benodeelegt. Hire Revenu läit, wéi de Virriedner et scho gesot huet, ënner 60% vum mëttleren Nettoakommes an hirem Land.

Zënter 2009 hu mer en neit Instrument: den „Risque de pauvreté et d'exclusion sociale". Dobäi ginn dräi Elementer berücksichtegt: engersäits de Risque de pauvreté relative. Dat sinn hei zu Lëtzebuerg fir d'Joer 2009 14,9% vun de Leit.

Zweetens d'Privation matérielle sévère: Betraff sinn déi Leit, déi am genannte Wuerekuerf bei op d'mannst véier Servicer ausgeschloss sinn. An dës néng Elementer sinn déi heiten: säi Loyer bezuelen, seng Wunneng anstänneg hëtzen, mat onerwaartenen Ausgabe fäerdeg ginn, wéinstens all zweeten Dag Fleesch oder Fësch kënnen iessen, sech eemol am Joer eng Woch Vakanz leeschten, en eegenen Auto hunn, eng Wäschmaschinn, eng faarweg Televisioun an en Tëlefon. Bei eis am Land falen 1,1% vun de Leit an dës Kategorie vun der schlëmmer materieller Privatioun.

Den drëtte Parameter ass d'Beschäftegung respektiv de Chômage. 2009 ginn zu Lëtzebuerg 6,3% vu betraffene Bierger erfaasst.

Wa mer dës dräi Elementer zesummenzéien an der Tatsaach Rechnung droen, dass se sech deelweis an de Gruppen iwwerschneiden, da komme mer op een Total vu 17,8%. Dës Zuel seet, dass bal ee Bierger vu fënnef am räiche Lëtzebuerg riskéiert, fir an eng Situatioun vun Aarmut a sozialer Ausgrenzung ze geroden. Dës Zuel däerf a muss ee kommentéieren:

Si steet a fält mat engem mëttleren Akommes, dat hei zu Lëtzebuerg am Verglach zu den anere Länner ganz héich ass. Si dréit virun allem och de Sachleeschtungen net Rechnung, déi d'Allgemengheet am Interessi vun de betraffene Familljen iwwerhëlt.

Drëttens: Mir kënnen eis mat där Zuel mat eisen Nopeschlänner vergläichen. An da leie mer an der Europäescher Unioun un der Plaz siwen, hanner Holland, mä viru Frankräich, Däitschland oder der Belsch.

Am europäeschen Aarmutsranking - iwwert deen een net houfreg muss sinn - verbessere mer eis mam neie Kritär ëm fënnef Positiounen.

Véiertens: Mir kënnen eis natierlech och mat eis selwer vergläichen. An da bleift de Bilan ernüchternd: 2003 louch de Risque de pauvreté et d'exclusion sociale bei 15,8%, am Joer 2009, wéi gesot, bei 17,8%.

Fënneftens: Am Verglach zu 2008 ass d'Joer 2009 an aller Hisiicht dat, wat Der kënnt ee Krisejoer nennen. Bei deenen dräi Bewäertungskritäre klëmmt den Aarmutsrisiko. Bei der relativer Aarmut ass et anner-hallwe Prozentpunkt. Beim Chômage gi mer vu 4,7 op 6,3. D'materiell Privatioun, déi bei eis am europäesche Verglach ganz niddreg ass: Do klamme mer ëmmerhi vun 0,7% op 1,1%.

«Les hommes politiques ne connaissent la misère que par des statistiques. On ne pleure pas devant les chiffres.» D'Zitat vum Abbé Pierre invitéiert eis, eis iwwert d'Zuelen eraus mat deene Leit ausenanerzesetzen, déi Aarmut am Alldag erliewen an erdroe mussen.

D'Aarmut huet vill Gesiichter. Et ass der Méi wäert, sech déi Lëscht vun den néng Elementer nach eemol genee unzekucken: Iessen, Kleeder, Wunnen, Aarbecht, Schoul, Gesondheet, Weiderbildung, Fräizäit - si betrëfft den Alldag mat all senge Facetten. Si betrëfft awer och d'Wäertschätzung an de Respekt, de Bléck vun de Matmënschen an och déi Aart, wéi ee sech selwer gesäit. „Einsamkeit und das Gefühl, unerwünscht zu sein, ist die schlimmste Armut", schreift d'Mutter Teresa.

D'Aarmut gëtt ganz dacks zu enger fataler Spiral vun Entwäertung, Ausgrenzung an Diskriminatioun. Nach ëmmer jugéiere vill Matmënsche ganz haart. Si sichen all Schold bei deene Betraffenen a mengen, d'Allgemengheet misst mat strenger Hand dertëschent goen. Nom Motto: „Jeder ist seines Unglückes Schmied!"

«Il ne faut pas faire la guerre aux pauvres, mais à la pauvreté!», fir nach eemol den Abbé Pierre ze zitéieren. Am Europäesche Joer géint d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung goufen zwee demokratesch Grondwäerter an de Mëttelpunkt gestallt: d'Gläichheet vun de Rechter an d'Gläichheet vun de Chancë fir all Bierger. Vun do aus rentéiert et sech sécher, fir nach eemol ze analyséieren, wéi eng Kategorië vu Bierger an eisem Land duerch den Aarmutsrisiko besonnesch betraff sinn.

Éischtens: Aus eiser Diskussioun vum leschte Joer wësse mer, dass d'Kanner besonnesch ausgesat sinn. Eleng bei der relativer Aarmut ass et ee Kand vu fënnef. Dëse Prozentsaz gëllt iwwregens och fir d'Gesamtheet vun der Europäescher Unioun.

Zweetens: Den Aarmutsrisiko klëmmt bei de Familllje mat méi Kanner.

Drëttens: E läit am Duerchschnëtt méi héich bei de Familllje vun den Netlëtzebuerger. Vun do aus si vill Comptoirsgespréicher terribel ongerecht, wou behaapt gëtt, Auslänner hätten hei am Land extra Privilegien.

Véiertens: Besonnesch am Fokus stinn d'Familllje vun den Elengerzéier. Do ass da bal ee Kand vun zwee betraff.

Fënneftens ass den Aarmutsrisiko och besonnesch héich bei Leit ouni Schaff. Bal d'Halschent vun hinne si relativ aarm.

Sechstens: Wa mer eis Chômagezuele kucken, dann erkenne mer zwou Altersgruppe vu Leit, déi beim Thema vun der Ausgrenzung net däerfe vergiess ginn. Fir d'Joer 2010 hu mer am Duerchschnëtt en Taux vu 6% Aarbechtslosegkeet. An den Alterskategorië vun - déi Mëttelkategorië vun…, hei steet meng Zuel falsch! -, an den Alterskategorië vu 24 bis 55 Joer sinn et 4%. Bei deene Jonke vun 18 bis 24 Joer sinn et 11%. A bei deene méi ale Beschäftegten ab 55 Joer klamme mer dann op iwwer 23%.

Et rentéiert sech, d'Chômagezuelen ënner engem anere Bléckwénkel ze analyséieren. Do geet et dann net ëm den Alter, mä ëm den Niveau de formation. Bal d'Halschent vun de Leit am Chômage hu ganz wéineg Formatioun. Een Drëttel huet e mëttleren Niveau erreecht, a bei ronn 15% sinn et der, déi eng Formatioun hunn iwwert de Secondaire eraus.

Schonns an eiser Debatt d'lescht Joer hate mer eis domadder ausenanergesat, wéi eng Politik mer eis am Kampf géint d'Aarmut an d'Ausgrenzung virstellen. Ech géif gär kuerz op déi zéng Orientatiounspunkte vun der CSV zréckkommen.

Éischtens: Mir wëlle keen op der Streck loossen. Dat net nëmme wéinst der Dignitéit an der Chancëgläichheet vum Eenzelnen. Et läit am Interessi vun enger attraktiver a kompetitiver Gesellschaft, dass jiddweree mat am Boot sëtzt an eng Hand mat upeekt.

Zweetens: Mir brauche ganz ënnerschiddlech politesch Instrumenter. Si betreffen d'Transfertleeschtungen, d'Aarbecht, d'Wunnen, d'Gesondheet, d'Éducatioun, d'psychosozial Berodung an d'Médiatioun. Hei sinn op allen Niveaue vun der Politik an der Sozialaarbecht global an transversal Aktiounskonzepter néideg.

Drëttens: Mir si gefuerdert, fir kuerzfristeg Äntwerten, awer am Kader vu laangfristege Programmer, ze entwéckelen. Et geet net duer, d'Symptomer ze behandelen. Et muss een och d'Ursaache vun der Ausgrenzung fannen an eliminéieren.

Véiertens: Mir brauchen individuell, awer och strukturell Léisungen. Wa mer feststellen, dass bestëmmte Kategorië vu Leit besonnesch betraff sinn, da brauche mer fir si och geziilt Preventiounsstrategien. Dat gëllt am Beräich vun der Wunnengspolitik, vun de Beschäftegungsmoossnamen, am Gesondheetsberäich a besonnesch och an der Schoulpolitik.

Fënneftens: Mir mussen alles maachen, fir déi transgenerationell Aarmutsspiral ze duerchbriechen. Duerfir ass et néideg a wichteg, fir fréi ze intervenéieren a betraffe Kanner geziilt ze förderen: gesondheetlech, motoresch, mental, psychesch a sproochlech.

Sechstens: Mir wënschen eis méi Sachleeschtungen am Interessi vun de betraffene Familljen. De Chèque-service accueil ass fir eis e positivt Beispill. An d'Fro sief gestallt, ob een hei net och am Beräich vum Loyer d'Familllje kéint aneschters ënnerstëtzen?

Siwentens: Ech kommen zréck op de Prinzip vun der sozialer Selektivitéit. D'Fro also, wat getässelt däerf ginn op méi breet an op méi schmuel Schëlleren. A Krisenzäiten ass et net ze veräntwerten, fir dës Fro auszeklameren, soss sinn déi Aarm déi éischt Affer vun der Rezessioun.

Aachtens: Am Kampf géint d'Aarmut an d'Ausgrenzung hu mir eng breet Palett vun Instrumenter an eng gutt opgestallten Trupp vu ville motivéierten Acteuren. Dat, wat mir verbessere mussen, dat ass e koordinéiert Zesummespill am Interessi vun de betraffene Bierger. An am Kannerberäich wënsche mer eis, dass den ONE dës Roll iwwerhëlt.

Néngtens: Et kann net sinn, dass mir fir déi betraffe Familljen intervenéieren, ouni dass mer dat och zesumme mat hinne géife maachen. Ech hunn d'lescht Joer op dëser Plaz op déi exemplaresch Aarbecht vun „ATD-Quart Monde" higewisen. En anert ganz positivt Beispill ass den Engagement vun der „Stëmm vun der Strooss".

Zéngtens: D'Solidaritéit ass net deelbar. Mir musse beim Thema Aarmut iwwer eis Grenzen erauskucken. Déi eis am nächste stinn, dat sinn déi 150.000 Leit, déi all Dag an eist Land schaffe kommen. Ouni si géif bei eis op ville Plaze villes net méiglech sinn. Dat net zulescht och a Kliniken, Alters- an a Fleegeheemer.

An eisem gemeinsamen europäeschen Haus sinn eng Rei Länner besonnesch betraff duerch d'Aarmut vun hire Bierger. A Rumänien an a Bulgarien zum Beispill läit de Risque de pauvreté et d'exclusion sociale tëschent 40 a 45%. Och, a just a Krisenzäite sti mer a fir eng nohalteg, fair a gerecht Kooperatiounspolitik. Länner wéi de Mali oder Burkina Faso sinn a bleiwen op eis Solidaritéit ugewisen.

Mir hunn an de leschte Méint an dësem Haus vill diskutéiert iwwer Spuermoossnamen a Krisenzäiten. Ech wëll dozou eng Rei Punkten ënnersträichen.

Éischtens: Et stoung ni zur Debatt, dass mir de Revenu minimum garanti, de Complément beim Pensiounspräis an den Altersheemer oder d'Assurance dépendance wéilte kierzen. Ech freeë mech doriwwer. Wa mer spueren, dann net op d'Käschte vun deenen, déi schlecht dru sinn.

Zweetens: Et stoung ni zur Debatt, dass mir den Index wéilten ofschafen. Bei allen Iwwerleeungen iwwer eng eventuell Indexmodulatioun gouf et ëmmer e breede Konsens, dass dobäi op kee Fall däerf méi eng schwéier Laascht op déi schmuel Schëllere getässelt ginn.

Drëttens: Mir hunn eng ganz Rei vun innovative Gesetzer, déi nach net oder eréischt ganz kuerz a Kraaft sinn. An der CSV-Fraktioun erwaarde mir eis heivunner all Kéier nei Impulser a wesentlech Stäipe fir d'Familljen. D'Gesetz vum 22. Oktober 2008 iwwert de Pacte logement. D'Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille vum 16. Dezember 2008 an d'Schafe vun engem Office national de l'enfance. D'Gesetz iwwert d'Aide sociale vum 18. Dezember 2009. D'Gesetzer iwwert d'Mesures temporaires pour l'emploi des jeunes vum 11. November 2009 a vum 17. Dezember 2010.

Aner Gesetzer sinn an der Maach, esou zum Beispill d'Gesetz iwwert de Surendettement oder d'Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Violence domestique. Wichteg Moossname goufen am Kader vun anere bestehende Gesetzer geholl. Dozou gehéiert d'Aféiere vum Chèque-service accueil. Op den 1. Januar 2011 waren iwwer 53.500 Kanner ageschriwwen. Dat si 70%. 1.950 Kanner hu vu besonnesch gënschtege Konditioune profitéiert, well si a Familllje liewen, déi Bénéficiaire vum RMG sinn, oder well hir Gemenge si identifizéiert hunn als Kanner, déi am Aarmutsrisiko liewen.

Ech si mer iwwregens net sécher, ob eis Gemengeresponsabel dëst Instrument an deem Mooss benotzen, wéi et am Interessi vun de betraffene Kanner wënschenswäert wier. Ech verweisen op dee méi wéi positive Bilan vun der Agence immobilière sociale, an datselwecht gëllt och fir d'Épiceries sociales.

Selbstverständlech däerf ee sech an engem Débat wéi haut de Mëtteg villes wënschen, wat all dat verstäerken an ausbaue géif, wat schonns besteet. Méi franséischsproocheg Filièren an eise Schoulen. Geziilt Efforten, fir jonk Schoulofbriecher opzefänken. Differenzéiert schoulesch Angeboter an eise Lycéeë fir Kanner mat spezifesche Problemer.

E bessere Respekt vun eisem Mietgesetz, méi Wunnengsraum fir Familllje mat ganz klengem Akommes, rémunéréiert Stagen a privaten Entreprisë fir jonk Erwuessener, eng flächendeckend a systematesch Offer vun Assistance à domicile fir Familllje mat Kanner am éischte Liewensjoer, den Ausbau vun therapeuteschen Angeboter fir d'Affer vu sexueller a schlëmmer physescher Gewalt.

Et si Beispiller ënner villen aneren. Aus mengem fréiere Beruff weess ech, dass d'Solidaritéitspolitik muss vernetzt gi mat villen aneren Optiounen a Prioritéiten. Dozou gehéiert, och wann et eis net gefält, ëmmer erëm och d'Fro vun dem finanziellen Invest, deen d'Gemeinschaft leeschte wëllt an och leeschte kann. Mir si gefuerdert, fir eis Solidaritéitspolitik esou ze gestalten, dass mer se och mëttel- a laangfristeg bezuele kënnen.

Dat verlaangt, dass ee sech Prioritéite gëtt. Dat verlaangt och, dass een a senger Sozialpolitik selektiv muss handelen. Am Kloertext heescht dat, dass ee bei de Spuermoossname bei deenen ufänkt, wou et manner wéideet.

Als CSV-Fraktioun wënsche mer, dass mer eis vill Moossname besser vernetzen. Mir hätten och gär, dass mer se vill méi systematesch evaluéieren. Erreeche mer all Kéier déi Ziler, déi mer eis gesat hunn? Wat sinn d'Ursaache vun deem, wat eis réusséiert, an och vun deem, wat dernieft geet? Wéi musse mer all déi Initiativen ëmmer erëm nei upassen, fir dass se der Entwécklung vun Aarmut an Ausgrenzung gerecht ginn?

Iwwregens, wann een Donnéeë wëllt, fir d'Politik seriö ze gestalten, dann däerf een d'Leit net dozou opruffen, fir bei Ëmfroen an Enquêten net matzemaachen!

Fir ofzeschléissen, wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun all deene Merci soen, déi sech au jour le jour hei zu Lëtzebuerg asetzen am Déngscht vun de Familljen, déi am Risiko vun Aarmut an Ausgrenzung liewen, hei am Land oder och iwwert d'Grenzen eraus. Dat sinn dausende vu motivéierte professionellen Acteuren. Et sinn der awer och gradesou vill, déi dat bénévole maachen, mat groussem Äifer an héijer Kompetenz.

Si all verdéngen eise Respekt an eis Unerkennung! Ech soe Merci mat engem Zitat vum Nelson Mandela: «On m'a souvent demandé: qui est votre héros? Et je réponds: Je ne choisis pas mon héros en fonction de la position qu'il occupe. Mes héros sont ces hommes et ces femmes qui se sont impliqués pour combattre la pauvreté où qu'elle soit dans le monde.»

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Majerus och Merci. An ech géif dann duerno dem Här Berger d'Wuert ginn. Här Berger, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass Aarmut? Haut de Mëtteg krute mer nach Zuelen duergeluecht, op eisem Pult hate mer eng Rei Statistike leien. Och meng Virriedner hunn eng ganz Rei Zuelematerial hei bruecht. An et sinn och dann Zuelen do, déi ee beandrocken. Zum Beispill eng, déi mech besonnesch impressionnéiert, ass déi, datt zu Lëtzebuerg en Aarmutsrisiko bei de Kanner vun 20% besteet! Et gëtt och gesot, datt hei zu Lëtzebuerg ee vu fënnef an de Risiko vun Aarmut ka rëtschen.

Mä dat si statistesch Gréissten an déi erlaben awer kaum ze verstoen, wat wierklech Aarmut hei zu Lëtzebuerg ass, wat fir ee Gesiicht datt dat huet. Well Aarmut, dat heescht och ëmmer erëm Eenzelschicksaler, Leit, deenen et schlecht geet, Kanner, deenen et schlecht geet an déi och net aus hirer Situatioun vläicht erauskommen. A mir sollen eis wierklech net täuschen a mengen, mir wieren hei zu Lëtzebuerg eng Wuelstandsinsel, wou et dat net géif ginn.

Ech hunn nach rezent vun engem ehemolegen Aarbechtskolleeg héieren, datt hie Kanner an der Schoul huet - an dat ass net onbedéngt am Minette, wou jo ëmmer gemengt gëtt, do wiere méi där Fäll -, wou de Wanter d'Kanner ouni adequat Kleedung an d'Schoul kommen, déi net, wéi all hir Kolleegen, e Computer oder och emol en Handy hunn, déi och ganz wéineg oder guer kee Spillgezei hunn. Dat sinn also Phenomeener an eiser Wuelstandsgesellschaft, déi een net soll vergiessen an där et der ëmmer méi a méi gëtt.

Ech muss och soen, datt ech eng gewëssen Hoffnung an d'Joer vun der Aarmut gesat hat, fir deem Phenomeen Aarmut e Stéck méi no ze kommen, respektiv och dee ganze Phenomeen e bësselche méi begräifbar ze maachen; datt mer et och fäerdeg bruecht hätten, eng adequat Analys ze maachen a Pisten opzeweisen, fir do erauszekommen, oder wéi een och kënnt d'Aarmut évitéieren.

Ech muss soen, datt déi Erwaardungen awer e bësselche bei mir enttäuscht gi sinn, obwuel mer jo och d'lescht Joer schonn en Débat haten, wou mer méi spezifesch iwwert d'Kanneraarmut diskutéiert haten. Bon, déi rezent Etüd vum CEPS an de Rapport iwwert d'Cohésion sociale vum Statec, déi sinn en timiden Ufank, fir opgrond vum Zuelematerial da vläicht och Pisten opzeweisen.

Mä nach ëmmer ass ze wéineg gewosst iwwert déi eenzel Facettë vun der Aarmut zu Lëtzebuerg, zum Beispill iwwert de Phenomeen vun den „working poor", wéi een dat esou nennt, oder och iwwert déi sougenannte Verierflechkeet vun der Aarmut. Dat gëtt et och. Ech kommen herno nach eng Kéier méi prezis dorobber zréck.

Et ass kloer, datt d'Politik méi muss maachen, fir d'Aarmut zu Lëtzebuerg ze bekämpfen. An et ass och d'Iwwerzeegung vun der DP, vun der Demokratescher Par-

tei, datt een eng Gesellschaft dorunner bewäerte muss, wéi se mat deenen am schlechtste Gestallten, mat deene Schwaache vun der Gesellschaft ëmgeet.

Genausou iwwerzeegt si mer awer och, datt eng Sozial- a Familljepolitik, awer och eng Wirtschafts- an eng Aarbechtsmaartpolitik dorunner muss gemooss ginn, wéi déi Politike verhënnere kënnen, datt d'Leit an d'Aarmut ofrutschen, a virun allem, ob se de Leit och d'Méiglechkeet ginn, de Wee aus der Aarmut erauszefannen.

Da wëll ech awer méi konkret ginn, well ech hat awer e bësselchen d'Impressioun, datt besonnesch och bei mengem Virriedner ganz vill Theorie ass, déi net falsch ass, ganz vill Zuele sinn, déi net falsch sinn, mä awer wierklech, fir ze kucken, wat dat da konkret bedeit hei zu Lëtzebuerg mat eiser Politik.

Eben eng fundamental Fro, déi mer eis musse stellen, ass, ob déi bestehend Mesuren hei zu Lëtzebuerg am soziale Beräich hir Ziler dann iwwerhaapt erreechen. Well mir gi säit Joren net midd, fir eng déif gräifend Analys vun eise Sozialtransferten ze froen, iwwer eng sougenannten „Matrice des transferts sociaux", fir eben erauszefannen, ob déi Suen - an et si jo vill Suen - och bei de Leit ukommen, déi se wierklech am dréngendste brauchen an deenen een da spezifesch kënnt hëllefen, fir de soziale Lift eventuell ze huelen.

Op der Basis vun deem, wat mer haut wëssen, muss een nämlech d'Effizienz vun den aktuelle Sozialleeschtungen hei zu Lëtzebuerg staark a Fro stellen. Lëtzebuerg huet laut Eurostat-Zuele vum November 2010, do läit Lëtzebuerg un absoluter Spëtzt an der EU, wat de Montant vu Sozialausgaben ubelaangt. Wann d'Chifferen, déi ech hei hunn, richteg sinn, also mat 15.081 Euro pro Kapp gëtt Lëtzebuerg méi wéi duebel esou vill aus wéi am EU-Duerchschnëtt!

Och nach wäit iwwert de Länner, déi méi bekannt sinn, och fir eng ganz - wéi soll ech soen? - generéis Sozialpolitik: Länner wéi Schweden oder Norwegen, och do leie mer nach driwwer. Et muss een awer op där anerer Säit soen, dës Länner stinn awer, wat den Aarmutsrisiko ubelaangt, wesentlech besser do wéi Lëtzebuerg. Et ass also dat déi kruzial Fro: Wéi sënnvoll, wéi effizient setze mer déi Suen an?

Huele mer emol dann e konkret Beispill, dat vum Kannergeld. Lëtzebuerg bezilt och dat héchste Kannergeld an der gesamter Europäescher Unioun. An trotzdeem läit den Aarmutsrisiko bei de Kanner bei eis mat 20% iwwert dem EU-Duerchschnëtt. Wéi ass dat ze erklären?

Duerfir gëtt et eng Rei Erklärungen. Ech mengen, déi 200, 400 oder och emol nach 800 Euro, déi d'Elteren zu Lëtzebuerg fir d'Kanner kréien, si séier verplangt, wann ee weess, datt se onmoosseg méi Sue brauchen, fir zum Beispill hir Wunneng ze bezuelen oder eng ganz Rei aner Saachen, déi ee muss bezuelen hei zu Lëtzebuerg, op engem relativ héijen Niveau de vie, fir d'Iessen, eventuell wann een en Auto brauch oder wann een och emol eng Kéier sech eng Vakanz wëllt leeschten.

Fir eis, also fir d'DP, wier et wichteg, eng Kéier genau ze analyséieren och, wat d'Explosioun vun de Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg an de vergaangene Jore fir eng Répercussiounen op eis Gesellschaft an op d'Familljen huet. Well de Käschtepunkt „Wunnen" gëtt ëmmer méi dee wichtegste Facteur beim Phenomeen Aarmut zu Lëtzebuerg!

Mir wëssen och, datt virun allem jonk Stéit, Familllje mat Kanner an Elengerzéier zu deene betraffene Gruppe gehéieren. An de Grond do läit jo offensichtlech da beim Käschtefacteur „Wunnen". Familllje mat Kanner brauche méi eng grouss Wunnfläch, normalerweis. A laut dem CEPS/Instead ginn an deene Familllje praktesch 40 oder méi Prozent vun hirem Gesamtrevenu fir d'Wunnen ausginn. An den Nopeschlänner ass dat och ganz vill manner.

Da weess ee jo och nach, mat engem klengen Appartement geet et dann net duer. Wann ee méi Kanner huet, da brauch een deementspriechend méi eng grouss Wunnfläch. Dat heescht, do gëtt dann och proportional, oder disproportional, géif ech scho soen, d'Wunne méi deier.

Bei Elengerzéier, do sinn och nach zwee Facteuren, déi spillen. Op där enger Säit geet ee Revenu oft net duer, fir sech eng Wunneng kënnen ze leeschten. Dann huet eventuell nach deen een, dee fir d'Kanner muss opkommen, oder an engem Scheedungsfall ass dat jo oft esou, datt dann och nach musse praktesch am Endeffekt zwou Wunnenge finanzéiert ginn, well jo jiddweree separat wunnt an awer dann och vläicht wéinst de Kanner deen Usproch muss hunn.

Och an deenen Dokumenter, déi mer haut de Mëtteg nach doleien hunn, do gëtt besonnesch gesot, déi Elengerzéier mat engem Kand oder méi, fir déi ass eigentlech d'Wunnen, wat se nennen, eng „Charge lourde" zu 67%. Also dat heescht, datt wierklech fir déi Ménagen do d'Wunne praktesch 67 bis 70% ausmécht vun der finanzieller Belaaschtung, wat enorm vill ass!

Här President, pardon, Madame Presidentin, ech muss soen, et ass een als Schoulmeeschter jo gewinnt, e bësselche méi ënner engem Geräuschpegel emol ze enseignéieren, mä ech muss soen, haut de Mëtteg ass et net einfach.

Mme le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, jo effektiv, ech géif Iech bieden, wann ech gelift, dem Orateur, dem honorabelen Här Berger, e bëssche besser nozelauschteren!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Jo, Madame Presidentin, d'Demokratesch Partei, déi hat sech also iwwert déi ganz Problematik vum Wunne schonns 2006 seriö Gedanke gemaach an déi war zur Konklusioun komm, datt een och misst an déi Richtung goen, datt ee sollt eist Kannergeld, eng Reform vum Kannergeld maachen, proposéieren. A vu eben, datt de Facteur „Wunnen" och bei de Familljen, déi Kanner hunn, datt dat déi ganz grouss belaascht, hate mir deemools als Demokratesch Partei e sozial gestaffelt Wunngeld proposéiert, datt dann akommesschwaach Familllje géife méi staark ënnerstëtzt gi wéi bis elo.

Op där anerer Säit géife mer dann d'Kannergeld zréckschrauwen, awer och méi direkt Servicer de Familllje mat Kanner fir hir Kanner ubidden. Dëst wier och eng Propos, déi verbonne wier mat manner finanzielle Répercussiounen am Endeffekt op de Statsbudget. A wann een eis Propos vun dem Wunngeld géif suivéieren, kënnt een eng sozial gerecht an effizient Strukturreform och an der Familljepolitik domadder ëmsetzen.

Ech ka mech leider nach allze gutt erënneren, wat d'Echoe waren dorobber. Den Här Bodry, ënner anerem, an och de Premier, déi eis do praktesch dann an e rietsradikalen Eck gedréckt hunn, a si woussten iwwerhaapt emol net, si hate sech guer net mat eiser Propos ausenanergesat. Si woussten net esou richteg, vu wat se do géife schwätzen. Dat ass schued. Weiderhi si mer der Meenung, datt esou eng Propositioun eng gutt Propos wier, eng gutt Alternativ wier, fir do aus deene Schwieregkeeten eng Pist erauszefannen.

Hei mécht d'Regierung op där anerer Säit... dës Regierung, déi huet op hir Aart a Weis um Kannergeld gefréckelt. Dat war jo elo rezent. Si huet dat kombinéiert mat enger Neiausriichtung vun de Studentesubsiden - a Klammeren: och iwwregens dem Ausschloss vun de Frontalieren, vun deenen hire Kanner -, mä op alle Fall, déi Mesure, och wann ee se eleng hei fir Lëtzebuerg kuckt, dat ass e Musterbeispill vun enger mësslongener Sozialpolitik!

Ech weess, d'Madame Ministesch ass elo eleng hei an et ass zwar och... eigentlech kënnt ee sech erwaarde bei esou engem Débat iwwert d'Aarmut, do geet et jo net nëmmen eleng ëm d'Aspekter vu Famill a Kanner, do geet et ëm Wunnen, do geet et ëm Aarbechtsmaart, do geet et ëm Wirtschaft. Et wier eigentlech méi flott an och méi richteg - duerfir muss d'Madame Ministesch elo vläicht e bësselche méi breet Schëlleren hunn, fir dann all déi Kritiken hei dann herno matzehuelen -, mä et wier eigentlech méi sënnvoll, méi richteg, wann do méi Departementer oder méi Regierungsmembere vertruede wieren, fir bei esou engem wichtege Sujet dann och herno kënnen dorobber ze äntwerten.

Op alle Fall, nëmme fir ze soen, dat ass jo dann eng Mesure, déi ënner anerem vum Här Biltgen an d'Weeër geleet ginn ass. Dat ass e Musterbeispill, an eisen Aen, vun enger mësslongener Sozialpolitik. An do muss ee sech jo och froen, déi béid Parteien, déi dat ëmgesat hunn, oder déi dat duerchgedréckt hunn an der Chamber, déi hu jo awer u sech den Usproch och an hiren Nimm fir sozial Gerechtegkeet. Mä mat där Reform ass déi sozial Gerechtegkeet an eisen Aen op der Streck bliwwen!

Ass et zum Beispill gerecht, datt ee jonken Erwuessenen, deem seng Elteren, ech soen emol 10.000 Euro zesummen am Mount verdéngen, déi och, ech huelen en extreemt Beispill, ech soen um Lampertsbierg och nach wunnen - si kéinten och vläicht zu Hollerech oder och nach mengetwegen zu Peppeng wunnen - an do d'Kanner op d'Uni.lu da ginn, datt déi also datselwecht kréie wéi e Jonken, deen an England studéiere geet, deem seng Elteren 3.000 Euro vläicht, oder 4.000 Euro am Mount zesummen hunn, an deen dann och nach muss dohannen eng Wunneng lounen an deen eng ganz Rei vill méi Fraisen huet?

Ech mengen, an deem enge Fall ass et esou, datt de Lëtzebuerger Stat do absolut minimal e jonke Mënsch ënnerstëtzt, deen nëmmen duerch Studië kann de soziale Lift huelen. Well et ass jo gewosst, datt een doduerjer da kann eventuell op e bessere soziale Level kommen. An och a ville Fäll ebe geet dës Hëllef nach net duer.

Op där anerer Säit gëtt awer de Stat dann engem Student, deen eigentlech awer iwwert d'Eltere genuch Moyenen huet, nach en agréabele finanzielle Surplus, deen en eigentlech net direkt fir seng Studië brauch. Wat mécht en domadder? E leet se vläicht op d'Säit. E keeft sech vläicht eppes, wou e laang dovunner gedreemt huet.

Mä ënnert dem Strëch heescht dat, d'Regierung mécht eng Sozialpolitik hei - un deem Beispill weisen ech -, déi weder bedarfsorientéiert nach sozial selektiv ass. Dat ass einfach nëmme Politik, wou een da mat der Strenz iwwert d'Land fiert. An dat ass net déi richteg Sozialpolitik. Dann ass et och esou, datt esou eng Politik jo och de Budget an Zäiten, wou muss gespuert ginn, belaascht. Déi Politik ass also sozial ineffizient.

Ech mengen, soulaang d'Regierung, oder dës Regierung, oder d'Regierungen, och schonn déi virdrun, wa se weiderfiert ebe mat der Strenz iwwert d'Land ze fueren, amplaz wierklech cibléiert Sozialpolitik ze bedreiwen, soulaang ass d'Regierung och net kredibel, wa se seet, datt se d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg wëllt seriö an differenzéiert bekämpfen.

Bon, ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, datt eng Sozialpolitik och dorunner gemooss muss ginn, ob se d'Ofrëtschen an d'Aarmut verhënnere kann. An dat, wat bal nach méi wichteg ass, ob se och kann de Wee eraus weisen aus der Aarmut, de Leit d'Moyenë ginn, fir ebe sech ze verbesseren, fir do erauszekommen.

Mir wëssen haut, et ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn, datt d'Aarbechtslosegkeet e wichtege Facteur ass, wat den Aarmutsrisiko betrëfft. Duerfir ass et evident, datt mer den Aarmutsproblem zu Lëtzebuerg hei och nëmmen an de Grëff kréien, wa mer d'Problematik vun der Aarbechtslosegkeet an de Grëff kréien.

Madame Presidentin, 17,6% - laut deene leschten Zuelen, déi ech hunn - hu mer hei zu Lëtzebuerg Jugendaarbechtslosegkeet. Dat ass eng Zuel, déi mer grouss Suerge bereet. Dëst si jonk Leit, deenen hir berufflech Zukunft sech mat all Dag verschlechtert, déi ëmmer méi an d'Aarbechtslosegkeet erarutschen, déi scho bal keng Zukunft méi hunn. Ëmmer méi ebe vun dëse jonke Leit fannen de Wee net zréck op den Aarbechtsmarché a si riskéiere wierklech direkt a schnell an d'Aarmut ofzerëtschen, wann net eventuell nach d'Elteren hinnen eng Zäit kënnen hëllefen.

Mir gi jo och net midd, d'DP gëtt jo och net midd, säit Joren, fir ebe grad eng Reform vun der ADEM ze fuerderen. D'ADEM muss onbedéngt méi proaktiv ginn. Si soll net nëmme verwalten, mä si muss individuell Solutioune fanne fir d'Leit, déi Aarbecht sichen.

Da wëll ech awer och soen, wann d'ADEM hire Missiounen net gerecht gëtt, ass dat sécherlech net d'Schold oder de schlechte Wëlle vun de Mataarbechter, déi einfach och vun der Quantitéit vun der Aarbecht total iwwerfuerdert sinn. Mir haten an de leschte Méint eng Kéier, bei enger Diskussioun hate mer jo och gekuckt, ech hunn elo d'Zuele leider net méi genau am Kapp, mä hei zu Lëtzebuerg ass ee Placeur op 100 oder méi Leit, an am...

Wat gelift?

Une voix.- Wier et nëmmen esou!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, oder et sinn der nach méi, an am Ausland huet een ee Placeur op vill manner Leit, déi sech also vill méi intensiv kënne mat de Leit beschäftegen.

Ech mengen, elo gëtt an deem Projet de loi, vun deem ee schonn héieren huet, do gëtt dann d'Zuel vun de Mataarbechter vun der Regierung gehéicht. Am Prinzip kann een dat jo begréissen, da kënne méi Leit sech ëm d'Demandeurs d'emploi bekëmmeren. Mä dat eleng geet wierklech net duer. Dat ersetzt net eng kohärent Approche. Dat ersetzt och net, wat een nennt eng aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik.

Mir wëssen, datt ebe vill Leit, déi an der ADEM ageschriwwe sinn, entweder iwwer eng schlecht, guer keng Ausbildung oder och heiansdo déi falsch Ausbildung verfügen, fir eng Plaz um Marché ze fannen. Duerfir froe mir jo och, datt d'ADEM zu enger Weiderbildungsagentur soll evoluéieren, déi de Leit da kann nei Perspektiven opmaachen a se och eventuell ëmschoulen.

Doriwwer eraus wësse mer awer och, wa keng Aarbechtsplaze geschafe ginn, da kënne mer och keng vermëttelen! Dat heescht also och, ouni wirtschaftleche Wuesstum wäerte mer och keng nei Aarbechtsplaze schafen, fir d'Aarbechtslosegkeet kënnen ze bekämpfen; ouni wirtschaftleche Wuesstum wäerte mer net déi néideg Suen och an de Statsbudget kréien, fir eis Sozialsystemer ze finanzéieren.

Zu enger kohärenter Strategie géint d'Aarmut gehéiert dofir och eng nohalteg Wirtschaftsstrategie. Och ënner anerem nohalteg, soen ech dat, well besonnesch och am Beräich vun den Ëmwelttechnologien eng Rei wierklech interessant Zukunftscréneaue leien. Wann ech bei der Wirtschaftspolitik...

(Interruption)

Här Braz, ech hu leider net meng gréng Krawatt un, mä Dir wësst awer, vu wat ech schwätzen.

M. André Bauler *(DP)*.- On ne construit pas un paradis social sur un cimetière économique, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Très bien, Här Bauler!

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech wollt awer, wann ech scho bei der Wirtschaftspolitik sinn, déi eben och Aarbechtsplaze soll kreéieren, da muss ech och soen ënnert deem Gesiichtspunkt, da fäerten ech, datt d'Bipartite-Ofkommen op där enger Säit, déi d'Regierung mat de Gewerkschafte gemaach huet an dunn och mam Patronat getraff huet, datt dat kee Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Beschtefalls si mer op der Plaz getrëppelt, wat d'Kompetitivitéit an d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen ubelaangt. An hei gëtt een d'Gefill net lass, datt zweemol einfach mam Scheckheft bezuelt ginn ass, amplaz datt noutwendeg Strukturreformen ugaange gi sinn. Wéi ech scho virdru gesot hunn, ass och hei am Endeffekt d'Konklusioun, datt hei d'Politik mat der Strenz gemaach gëtt.

D'DP hat an enger Ëmfro bei de Betriber zu Lëtzebuerg nogefrot, wéi d'Stëmmung do wier an de Betriber. An do ass gesot ginn, also bei méi wéi 75% vun de Betriber zécke se, fir nei Leit anzestellen. An

ëmmerhin en Drëttel denkt drun, Aarbechtsplazen ofzeschafen. Dat sinn also alarmant Zuelen!

Dat bestätegt eigentlech dat, wat ech virdru gesot hunn, datt eigentlech déi néideg Strukturreformen domadder net geléist sinn, respektiv déi Strukturproblemer net geléist gi si mat deene Solutiounen oder mat deenen Accorden, déi an der Bipartite ofgeschloss gi sinn.

Madame Presidentin, een Aspekt vun der Aarmut zu Lëtzebuerg mécht mer ganz besonnesch Suergen, dat ass deen, wat een nennt dee vun der Verierfbarkeet vun der Aarmut. Mir wëssen aus bestehenden Etüden an och vun der Analys vun de Phenomeener am Ausland, datt och hei zu Lëtzebuerg awer de Phenomeen oder dat, wat een nennt de soziale Lift schlecht oder net gutt fonctionnéiert. An och hei musse mer eis froen: firwat?

Aarmut ass also op eng gewëssen Aart a Weis sozial verierflech. Aarm Elteren, deenen hir Kanner, deene kënne se net esou vill natierlech materiell Offeren ubidden, mä och net materiell Offeren, Éducatioun an esou weider, manner ubidden. Do ass also och d'Tendenz, datt dat aarm Kanner sinn, déi och tendéieren aarm Jugendlecher ze ginn an déi herno am Endeffekt aarm Erwuessener sinn. Sou schléisst sech dann de Krees.

Et ass dat am Fong geholl eng Aart a Weis vu Verierfbarkeet. A mir wëssen, fir deem entgéintzewierken, fir eben do d'Weichen aneschters ze stellen, musse mer bei deene Jéngsten ufänken. An dat ass dat: Wou ginn eigentlech d'Weiche gestallt fir dat spéidert Liewen? Dat ass bei deene Klengsten, dat ass praktesch am Ufank vum Liewen, an deenen éischte Joren. Et ass also do, wou mer och musse ganz vill weider Effortë maachen, wa mer géint d'Aarmut oder den Aarmutsrisiko wëlle kämpfen.

Nëmmen als Beispill, fir ze illustréieren: D'Sproochentwécklung, déi fënnt tëschent dem éischten an dem drëtte Joer bei de Kanner statt. An et huet ee festgestallt, datt zum Beispill Kanner aus sozioekonomesch gutt gestallte Familljen duebel esou vill Vocabulaire beherrsche mat dräi Joer, wéi Kanner aus Familljen aus, wat een nennt, sozioekonomesch manner gutt gestallte Schichten.

Also méi generell, ech mengen, et ass kloer, och alleguerten déi, déi sech e bëssel che mat Pedagogie a Kannererzéiung ofginn hunn, wëssen, datt eben d'Fréiförderung enorm, enorm wichteg ass fir hir spéider Entwécklung. A mir wëssen, datt grad hei och nach vill ze maachen ass, an datt een also do nach muss verstäerkt an de Maisons relais, an der Éducation précoce dorobber zréckgräifen an och do adequat a wierklech gutt Servicer ubidden; datt et net nëmmen drëms geet, se ze versuergen, mä datt et och wierklech drëms geet, datt se do gefördert ginn.

Och hei muss ech awer soen, datt d'Politik vun der Regierung nach net gräift. An ech mengen, d'Familljeministesch huet jo selwer hei eng Kéier zouginn, also gesot, datt eben déi sozial schwaach Bevölkerungsgruppe wéineg bis guer net zum Beispill op d'Chèques-services zréckgräifen. Dat heescht also och, datt se dann net oder wéineg an d'Maisons relais ginn. An et si jo eigentlech grad déi, déi mer missten erreechen, fir och d'Aarmut ze bekämpfen.

Duerfir misste jo och Konsequenze gezu ginn. Gëtt elo de System vun de Chèques-services iwwerduecht, oder misste mer nei Offeren iwwerdenken? Bis elo gëtt do awer näischt gemaach. Also och do ass Handlungsbedarf. Et wier also absolut noutwendeg, méi konsequent an d'Fréiförderung ze investéieren, an zwar esou, datt och besonnesch d'Kanner aus de sozial manner bemëttelte Schichten dovunner profitéiere kéinten.

Bon, ech mengen, no der Fréiförderung an dann d'Betreiung kënnt natierlech d'Schoul, d'Ausbildung, wou och weiderhin eng Rei Defiziter zu Lëtzebuerg bestinn. Eng schlecht Ausbildung, kee schouleschen Ofschloss ass den Ufank vun der Aarmut. Duerfir musse mer och hei nach ganz vill Effortë maachen.

Ech wëll elo net weider op déi ganz Schouldiskussioun agoen. Do kéint een dat elo och ganz en long et en large diskutéieren. Nëmme just, fir ze rappeléieren: Ee Resultat vun der PISA-Etüd, där rezenter, ass jo awer och grad dat, souzesoen d'Kanner, déi net onbedéngt e Migratiounshannergrond hunn oder déi Ausländerkanner sinn, si benodeelegt, mä haaptsächlech déi Kanner, déi aus sozial mannerbemëttelte Familllje kommen, si benodeelegt. Also, och do ass nach ganz vill ze maachen.

Madame Presidentin, ech kommen zum Schluss. D'Zäit leeft mer fort. Nach ee Wuert awer, wann Der mer erlaabt, zu der aktueller Politik vun der Regierung, déi elo a Krisenzäiten op där enger Säit weiderhin a Bipartitë mam Scheckheft grousszügeg investéiert, schlecht investéiert, amplaz Suen ze spueren, an awer op där anerer Säit déi sougenannte breet Schëlleren ëmmer méi belaascht mat zousätzleche Steieren an anere finanzielle Belaaschtungen.

Déi éischt Effete vun där Steierbomm do, déi kënne mer jo elo schonn op eise Paiziedele gesinn. An da wäerte mer lues a lues am Laf vum Joer nach ëmmer méi bemierken, wat dat am Portmonni heescht.

Et sinn also elo déi breet Schëlleren, déi méi belaascht ginn, fir aus der Kris erauszekommen. Mä wat wëllt dat heeschen, déi breet Schëlleren? Ma dat sinn déi schaffend Leit aus der Mëttelschicht, jonk Familllje mat Kanner, vun deenen ech virdru geschwat hunn, déi also ëmmer méi belaascht ginn duerch dës Politik an déi also och an de Risiko kommen, an d'Aarmut ofzerëtschen, eben duerch déi Mesuren oder déi schlecht Politik, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Moment mécht.

Mme le Président.- Här Berger, Dir musst…

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech kommen elo wierklech zum Schluss. Merci, Madame Presidentin.

Ech wëll also soen - dat ass elo wierklech meng Konklusioun -, wa mer wëllen also kucken, den Aarmutsrisiko ze évitéieren, da solle mer net eng Sozialpolitik mat der Strenz maachen. Mir sollen eng sozial selektiv Politik maachen; mir mussen an d'Fréiförderung investéieren, an e bessere Schoulsystem investéieren; mir mussen nohalteg Aarbechtsplaze schafen; d'ADEM reforméieren; a virun allem och - dat ass da mäi leschte Saz -, mir brauchen och eng Politik, déi d'Leit net ëmmer weider zousätzlech mat Steiere belaascht, well dann herno och déi sougenannten „working class" riskéiert an d'Aarmut ofzerëtschen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem honorabelen Här Berger. Da géif ech der honorabeler Madame Spautz d'Wuert ginn.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Madame Ministesch… Elo ass déi och net méi do!

D'Interpellatioun vum Här Hoffmann iwwert d'Entwécklung vun der Aarmut an de sozialen Ongerechtegkeete kënnt zum richtegen Zäitpunkt. An de leschte Joren hu mir schonns e puermol iwwert dës Themen hei am Haus debattéiert. Dass iwwerhaapt zu deem Thema hei op dëser Plaz geschwat ginn ass, war meeschtens doduerch de Fall, dass en Deputéierten d'Regierung interpelléiert huet. Hei ass schonns méi oft gefuerdert ginn, dass d'Regierung selwer eemol am Joer e Bericht iwwert dës Thematik virleeë soll an dëst ressortiwwergräifend maache soll.

Wa mir iwwer esou e wichtegt Thema schwätzen, dat ëmmer méi Leit vun eiser Gesellschaft betrëfft, da misst dohannen déi Regierungsbänk eigentlech voller Ministere sëtzen.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Mëttlerweil ass se eidel. Se misst voller Ministere sinn. Op d'mannst kënnt d'Ministesch nach.

Déi Thematike sinn iwwergräifend. Dosëtze missten: d'Ministere vum Logement, Éducatioun, Ekonomie, Classes moyennes, Travail, Sécurité sociale, Finanzen - fir nëmmen déi ze nennen; et sinn der nach méi -, well dëst Thema betrëfft all d'Ministeren, all Ministèren, all Ressorten a kann nëmme vernetzt an iwwergräifend geléist ginn.

Mä déi Problematike kënnen och net nëmmen eleng vun eiser Regierung geléist ginn, och wann ech se heimadder net wëll aus der Verantwortung hei zu Lëtzebuerg loossen. Och um europäesche Plang musse Veränneruge virgeholl ginn.

An dass et genau do och iwwerhaapt net méi stëmmt, beweisen déi rezent Entwécklungen. Do fuerderen elo op eemol zwee Länner - Däitschland a Frankräich - ganz ongenéiert, un d'Adress vun deenen anere Mitgliedstaaten, si missten de Pensiounsalter an hire Länner an d'Luucht setzen, an an eisem Fall hei, fir Lëtzebuerg, den Index ofschafen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann dëst den zukünftege Wee vun der europäescher Politik ass, da si mir elo awer definitiv um falsche Wee ënnerwee! A wa mir dann och nach alleguerte wëssen, dass Bréissel, do, wou déi europäesch Politik fir all Memberstaten ausgetüftelt gëtt, majoritär vu Finanz- a wirtschaftlechen Experten, sougenannten Topmanager oder Lobbyisten, beroden a beaflosst gëtt, dann hunn a behalen alleguerten déi Recht, déi virun esou engem Europa gewarnt hunn a genau dat virausgesot hunn.

Esou en Europa, wat sech eng Stategie 2020 gëtt, nei Indicateuren zur Aarmut an Exklusioun mat ausschafft, fir dann awer op där anerer Säit, wéi elo am Fall vun Däitschland a Frankräich, alles drunzesetzen, fir dass e puer grouss Länner versichen, deenen aneren hire Wëllen opzedrécken, esou en Europa wëll ech net, an ech mengen, vill anerer heibannen och net!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- An de President vum Eurogroup ënnerstëtzt och nach deen…

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Als Deputéierten…

(Hilarité)

Mme le Président.- Also, eleng d'Madame Spautz huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Frankräich an Däitschland, dat ass net ganz Europa, Madame Spautz.

(Interruption)

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Merci.

(Interruptions)

Als Deputéierte fillt ee sech schonn zimlech ohnmächteg, fir hei eng Ried zum Thema Aarmut a sozial Ongläichheeten ze halen, obwuel et ëmmer erëm wichteg ass, dass mer de Fanger op d'Wonn leeën an ausdrécken an ausschwätzen, wou d'Problemer an d'Ongerechtegkeeten hierkommen a wou d'Léisungsusätz méiglech wieren, an dëst och hei, op dëser Plaz, eiser Regierung matzedeelen, och wann haut leider erëm eng Kéier nëmmen d'Ministesch eleng heibannen ass.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Awer net nëmmen.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Als Vertriederin vun der Regierung.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Jo.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- D'Joer 2010 war dat Europäescht Joer géint d'Aarmut a sozial Ausgrenzung. D'Joer 2010 war dat éischt Joer, wou d'Folge vun der sougenanntener Wirtschaftskris däitlech spierbar gi sinn. D'Joer 2010 war dat Joer, wou hei zu Lëtzebuerg de Chômage weider an d'Luucht geklommen ass, wou d'Energiepräisser staark ugeklomme sinn. An d'Joer 2010 war dat Joer, wou eis Regierung en Antikrisebudget zesummegestallt huet, dee fir vill Opreegung gesuergt huet.

D'Joer 2010 war dat Joer, wou d'Interessenskonflikter tëschent de Patronatsvertrieder an de Salariatsvertrieder, dat heescht de Gewerkschaften, sech an enger siele virdru gekannter Aart a Weis zougespëtzt hunn, dëst am Kontext vun den Diskussiounen iwwert den Antikrisepak an déi domat verbonnen Tripartitegespréicher.

D'Joer 2010, d'Joer zur Bekämpfung vun der Aarmut, huet vill Schierbelen hannerlooss; net fir déi grouss Wirtschaftslobbyisten a Finanzspekulanten. Déi kënnen elo schonns erëm Rekordbenefisser vermellen a se un hir Aktionären ausbezuelen. Neen, virun allem fir déi Leit, déi souwisou schonns um Rand vun eiser Gesellschaft stinn; awer net nëmme fir déi.

Ëmmer méi Leit - an dat ass och haut de Mëtteg scho gesot ginn - aus der sougenanntener Mëttelschicht kréien d'Enner net méi beieneen. Aus enger Etüd vun der Chambre des Salariés geet ervir, dass tëschent 1991 an 2008 déi héchste Paien hei am Land zweemol méi séier ugeklomme sinn, wéi déi klengsten ausbezuelte Paien.

A wann ee géif analyséieren, wou d'Benefisser vun de grousse Finanz- a Wirtschaftsboîten higinn, da ginn déi fir d'Alleréischt emol zréck an d'Banken an an d'Wirtschaft an un hir Aktionären, an net an d'Paie vun de Salariéen an de Rentner.

D'Verhältnisser stëmmen net méi. D'Schéier tëschent Aarm a Räich geet ëmmer méi wäit auserneen. D'Spekulatioun an d'Spekulanten hunn nach ëmmer fräi Hand. An d'Politik huet et net fäerdeg bruecht, fir deem e Rigel virzeschieben. Sozial gerecht Mesuren, wéi d'Aféiere vun enger Krisenofgab am Finanzsecteur oder op héijem Verméigen, oder e Spëtzesteiersaz op héijem Akommes sinn net duerchgezu ginn; vun der Finanztransaktiounssteier emol net ze schwätzen.

Den 1. Januar dëst Joer ass d'Gesetz vun der Reform vun dem Office social respektiv där neier Aide sociale a Kraaft getrueden. Beim Vote deemools zu deem Gesetz hunn ech och schonn heibanne gesot, dass et e Kompromëss vu villen ënnerschiddleche Meenungen an Approchë vun der Sozialpolitik war, dee sech an deem Gesetz widderspigelt.

Och wann déi Gesetzesreform wichteg war, esou weist se awer elo schonns op, wou d'Grenze vun dëser Reform sinn. An déi ginn ëmmer méi sichtbar. An deene verschiddenen Débaten, déi mir hei schonns an der Chamber zum Thema Aarmut haten, oder an Diskussiounen am Virfeld iwwert d'Gesetz vun der Aide sociale, dem «Pacte logement», dem Bail à loyer, déi mer gefouert hunn, ass ëmmer erëm festgehale ginn, dass eng ganz Rei Leit awer duerch de Raster vun dëse Gesetzer falen.

An dat ass och iwwerhaapt net verwonnerlech. Aarmut léisst sech net un engem bestëmmte Facteur festmaachen, mä et sinn ënnerschiddlech Facteuren, déi zesummespillen. Am Kader vun deem neien EU2020-Indikator iwwert d'Aarmut a sozial Ausgrenzung ass d'Berechnung vum Aarmutsrisiko vun der Bevölkerung zu Lëtzebuerg vu 14,9 op 17,8% geklommen.

Elo kann ee laang a breet doriwwer diskutéieren, wat esou Zuelen aussoen, a jiddweree ka se sech esou oder esou interpretéieren, wéi e wëllt. Fakt ass awer ganz einfach: Hei am Land ginn et schonns méi laang an ëmmer méi Leit a Familljen, déi um Rand vun eiser Gesellschaft liewen an op déi eng oder aner Aart a Weis ausgegrenzt ginn.

Ech hunn et och schonns gesot: Et ass schonn iergendwéi paradox, dass mir an engem Land, wat iwwer eng dach zimlech ausgeprägte sozial Gesetzgebung verfügt a sech als een, wann net dee Sozialstat gesäit, awer immens grouss Mängel hu bei der Bekämpfung vun Aarmut a soziale Benodeelegungen. An d'Zuel vun deene Betraffene geet ëmmer weider an d'Luucht.

Wéi gesot, d'Ursaache si villfälteg an eigentlech jiddwerengem bekannt. Wann een e sougenannt klengt oder mëttlert Akommen huet, da kann een niewent dem Ofbezuele vun engem Prêt fir en Haus oder dem Loyer fir en Appartement, dem Prêt fir en Auto, normal ufalend Onkäschten an engem Haushalt, net méi ausginn, wéi een huet. A wann een dat mécht, da fanne mer déi aner op där anerer Säit am Surendettement erëm. Vu Geld op d'Säit leeën oder spuere fir déi Leit an déi Familljen, ass an dësem Fall iwwerhaapt net méi ze schwätzen.

E weideren, besonnesch fir Lëtzebuerg ganz extreme Fall ass dee vum Logement,

vum Wunnen; a leider nach ëmmer. De Prozentsaz vun Aarmut bei de lëtzebuergesche Locataires ass mat deen héchsten a ganz Europa. Fir d'Éischt emol ass ee ganz oft Locataire hei zu Lëtzebuerg, well een net genuch Geld huet oder scho bal aarm ass. A well d'Loyeren esou extrem héich sinn, kann een net spueren, fir sech dann awer vläicht eemol en Appartement oder en Haus kënnen ze kafen. Also bleift een an deem ganze Krees stiechen a kënnt net méi eraus.

Une voix.- Richteg.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- An dësem Zesummenhang wëll ech nach eng Kéier un déi vill Diskussiounen hei an der Chamber erënneren, wou mir iwwert d'Wunnengs- an d'Wunnengsbausituatioun geschwat hunn an och ronderëm déi ganz Diskussioune vum Bail à loyer.

Déi bestehend Mesuren, mierke mer, gräifen net. Si si kuerzfristeg, si sinn net genuch duerchduecht a schoune weiderhin d'Spekulanten an d'Spekulatioun um Wunnengsmaart. D'Präisser um Wunnengsmaart sinn erëm esou héich wéi virun der Kris, wann net souguer méi héich.

Wéi gesot, den 1. Januar dëst Joer ass d'Gesetz vun der Aide sociale a Kraaft getrueden. D'lescht Woch hu mir zu Esch am Gemengerot de Budget vum Escher Office social gestëmmt. Ech schwätzen Iech vun deem, well ech deen am beschte kennen a well et dee gréissten am ganze Land ass.

Et geet ëm e Gesamtbudget vum Office social vu 5.300.000 Euro, vun deenen der 1.200.000 recevabel waren, déi sech dann de Ministère mat der Escher Gemeng deelen.

Wann ee sech den Detail vun deem Budget ukuckt, da fält engem op, dass déi gréissten Ausgabeposte fir d'Aiden, déi den Office social un hir Leit bezilt, déi si vun de Frais-alimentaires; dat heescht, liewensnoutwendeg Liewensmëttelen, less- an Hygiene-Artikelen.

En zweete grousse Posten ass dee vun de Garantië fir Loyeren, Avancen, fir iwwerhaapt kënnen nach Loyeren ze bezuelen, dass d'Leit net op d'Strooss gehäit ginn a se net am Foyer de nuit mussen ënnerbruecht ginn.

An deen drëtte ganz grousse Pak ass dee vun de Cotisation-socialen: Medikamenter, Weidermeldungen an der Krankekeess an esou weider.

Dëst waren an der Vergaangenheet, virum Gesetz vun der Aide sociale schonns ëmmer déi Posten, déi héich waren. An den Office social huet fir 2010 elo, opgrond vun deene Jore virdrun, Estimatiounen an de Budget ageschriwwen, déi ähnlech sinn. Opgrond vun der éischter Enveloppe, dem Fonds de roulement - wéi dat elo genannt gëtt -, sinn dann déi 50%, 300.000 Euro, vum Ministère un den Office social iwwerwisen, mat deenen et misst bis Juni duergoen.

Bon, ech kann Iech soen, dass de President vum Escher Office social gëschter ugeruff huet a gesot huet: „Mir deklaréiere Faillite hei. Mir hunn esou vill Leit hei, dass mir net méi wëssen, wéi mer nach sollen ausbezuelen." Et sinn einfach e puer Saachen, déi net gutt mateneen zesummelafen. Zënter kuerzem kommen d'Leit, déi den Tiers payant social kréien oder solle kréien, mat deene Facturen an den Office social, an déi sollen natierlech bezuelt ginn.

Eisen Office social, wahrscheinlech och anerer, soll dëst iwwerhuelen, mä wéi séier, vu wien a wéini dat Geld erëm zréck un den Office social bezuelt gëtt, steet am Moment nach an de Stären. Dat ass ze kuerz geduecht. Wa Gesetzer solle fir d'Gemenge gemaach ginn oder Gesetzer solle gemaach ginn, ech denken, da soll ee sech mat de Leit zesummesetzen, fir ze kucken, wéi een am beschten d'Situatioune regelt.

Am Virfeld an an den Diskussioune ronderëm d'Gesetz vun der Aide sociale hu mir och hefteg Diskussioune gehat, wéi eng Aidë bezuelt ginn, wéi eng net, wou de Ministère 50% bäileet, a wat niewent deene 50% u bestëmmte Leeschtungen och nach an d'Personal mat finanzéiert gëtt.

Och do ass et am Moment eng immens kritesch Situatioun, och bei eis. Et ginn Office-socialen hei am Land, déi hu praktesch nach keng Dossieren opgemaach. Ech muss Iech soen, bei eis gesäit dat e bëssen aneschters aus. An ech kann Iech versécheren, dass et fir eng ganz Rei aner Office-socialen am Süde wahrscheinlech wäert ähnlech sinn.

Et kann een awer elo scho soen: Mir sinn ënnerbesat, wat d'Personal ugeet, ënnerbesat, wat d'Finanzen ugeet. Och wann déi Evaluatioun kënnt - mir hunn ëmmer vun der Evaluatioun geschwat; et soll eng kommen -, mengen ech awer, dass ee muss op verschidde Krisesituatioune relativ séier reagéieren, fir déi Saach iwwert d'Ronnen ze kréien.

Mir hunn eng Ausso kritt vun engem Client, deen op den Office social komm ass an dee gesot huet: „Majo, ech si vun engem Office social aus dem Oste geschéckt ginn. Ech hu gesot kritt: Gitt op Esch, do hutt Der Wunnengen, do gëtt et Geld an Erfahrung. Déi hu Wunnengen. Mir wëssen net, wéi mer sollen eens ginn domadder. Mellt Iech do un an da kënnen déi Iech iwwerhuelen."

Ech mengen, dat ass net de Sënn an den Zweck vun enger kohärenter Sozialpolitik! Dat kann de Wee net sinn, deen eist Land wëllt maachen. Et weist awer natierlech erëm op d'Problematik hin, dass och do net genuch Wunnraum ass. Dat ass natierlech... Ech wëll deem elo vläicht kee Virworf maachen, mä et weist dorop hin.

(Interruption)

Am Rapport 2010 vun eisem Escher Foyer de nuit, dem „Abrisud", gëtt festgehalen, dass ëmmer méi Jonker an ëmmer méi Fraen ënner 26 Joer de Foyer opsichen. 32,2% Fraen an 20,5% jonk Männer am Alter tëschent 18 a 25 Joer waren déi am gréisste representéiert Bevölkerungsgrupp am Nuetsfoyer. 26 verschidden Nationalitéite sinn 2010 am Foyer opgeholl ginn, woubäi den Undeel vun de Lëtzebuerger dorunner nach deen am wäitaus héchsten ass.

E ganz groussen Deel vun deene Persounen, déi de Foyer opgesicht hunn, waren der, déi betraff ware vu Logementsproblemer; entgéint deem, wat och heiansdo aneschters gesot gëtt. E ganz groussen Deel vun deene konnten hire Loyer net méi bezuelen, hunn hir Aarbecht verluer, hate Gesondheetsproblemer, sinn dunn aus hire Wunnengen erausgeflunn, op d'Strooss gesat ginn. An do wiere mer dann erëm eng Kéier bei der Problematik Wunnen.

Enn 2009 ass d'Agence immobilière sociale ageweit ginn an huet bis elo fir ronn 50 Famillje Wunnengen fir en abordabele Loyere fonnt. Mëttlerweil ginn et an e puer Gemengen elo schonns Épicerie-socialen, wou een zu engem abordable Präis déi liewensnoutwendeg less- an Hygiene-Mëttelen akafe kann.

Déi zwee Projete sinn u sech gutt; ech wëll awer trotzdeem dozou eng kritesch Bemierkung maachen. Genau wéi an anere Länner si mir hei zu Lëtzebuerg amgaangen, eng Noutstands- oder Plooschterpolitik ze schafen; dëst am Beräich vun der Sozialpolitik. An dëst, well fir déi grouss Finanz- a Wirtschaftswelt nëmmen de Wettbewerb zielt. D'Käschte musse reduzéiert ginn. D'Paie ginn net méi ugepasst. D'Personal gëtt ofgebaut an de Betriber, an de Sozialstat soll op Wonsch vun deenen déif gräifend ëmgekrempelt ginn.

Ëmmer méi Leit komme mat hire Paien net méi iwwert d'Ronnen. Si, déi sougenannten „working poor", kréien, trotzdeem dass se schaffe ginn, hire Liewensënnerhalt net méi finanzéiert. A wa se dann och nach Kanner hunn, da sti si souwisou um Rand vun der Aarmut.

Ëmmer méi Leit hu just nach befristen Aarbechtsverträg oder souguer och nëmmen en Deelzäitvertrag, dat heescht, si hunn emol keng 40-Stonnen-Woch. Dëst alles, fir dass e puer Leit ëmmer méi räich ginn, an dat op d'Käschte vun de sougenannte klengen a mëttleren Akommes.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech wëll an dësem Zesummenhang op eng ganz rezent Ausso vum Generaldirekter vun der Arcelor, dem Här Wurth, gëschter virun der Press hiweisen. D'Arcelor huet weltwäit e Milliarden-Benefiss gemaach. Trotzdeem lafen am Hannergrond an de Chefetagen Diskussiounen, dass d'Wierker vu Rodange a Schëffleng net produktiv genuch sinn an eventuell 250 Leit ze vill wieren an ofgebaut solle ginn. An den Här Wurth huet gemengt: „Mir mussen de Wee vun der Profitabilitéit erëmfannen, d'Produktivitéit verbesseren an d'Käschte reduzéieren."

Dës Aussoe vum Här Wurth kléngen esou, wéi wann elo op eemol déi Aarbechter an deenen zwee Wierker selwer schold dru wieren, dass d'Arcelor net genuch oder net nach méi Benefiss am Joer 2010 gemaach huet. An dofir mussen d'Salariéë vun der Arcelor elo bludden. An da passéiert dat, wat mer da gewinnt sinn: Esou oder esou, et wäert ofgebaut ginn a massiv Aarbechte wäerte sous-traitéiert ginn. An domadder wäerten d'Aarbechts- an d'Lounkonditioune weider degradéiert ginn.

Ech wollt dëst Beispill nennen, fir drop hinzeweisen, wat déi grouss Konzerner aus dëser Kris eigentlech geléiert hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Léisungen, fir der Aarmut an de soziale Benodeelegungen entgéintzewierken, sinn net d'Ëmkrempelen an de schrëttweisen Ofbau vum Sozialstat.

Une voix.- Och net sozial selektiv Politik, well dat ass dat.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Well dat genau dat ass.

Neen! De Sozialstat muss an Zäite wéi elo ausgebaut ginn! D'sozial Gesetzgebung an d'Sozialnetz mussen nach méi engmascheg gemaach ginn, fir dass mir net weider an eng sougenannten Almosepolitik ofrëtschen, obwuel ech all déi Leit bewonneren, déi an deem Beräich eppes maachen.

D'Finanzen, d'Geld fir den Ausbau vum Sozialstat kann net bei deene klenge Revenuë geholl ginn, mä do, wou duerch d'Spekulatioun massiv Geld erakënnt, a bei deenen, déi verantwortlech fir dës Kris sinn.

Ech wëll ofschléissend just nach eng perséinlech Iwwerleeung an dësen Débat erabréngen. Et gëtt vill vu Politikverdrossenheet geschwat. Wann d'Leit d'Gefill kréien, dass mir hir alldeeglech Problemer a Suergen net eescht huelen, dann ass dat eng gefëierlech Entwécklung, déi gären zu Extremer féiert. Wann d'Leit dobaussen héieren, dass d'Chamber a Krisenzäiten och spuert, andeems bei engem Empfang oder anere Geleeënheeten hei just nach Crémant amplaz franséische Schampes gedronk gëtt, da fille sech eng ganz Rei Leit zimlech op den Aarm geholl,...

Une voix.- Et ass keen hei, fir ze schmaachen.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- ...a besonnesch déi, déi sech och de Crémant net leeschte kënnen.

Ech mengen, mir missten iwwert d'Ursaachen an d'Bekämpfung vun der Aarmut, d'sozial Ongerechtegkeeten, den Noutstand am Logement a vill domadder verbonnen a vernetzte Problematiken an Ursaache kuerzfristeg hei an der Chamber en Débat féieren. Net an enger Interpellatioun - dat sinn ëmmer wichteg Elementer -, mä mir mussen eis Zäit huelen, fir déi Diskussiounen ze féieren, an dat och ressortiwwergräifend mat alleguerten deenen anere Betraffenen. An dann, Madame Ministesch, hoffen ech, mat enger voller Regierungsbänk, wou dann och all déi aner betraffe Ministeren a Ministèren derbäi sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Spautz. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi leschte Kéier, wou mer hei an der Chamber iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg geschwat hunn, dat war effektiv viru genau engem Joer. An dat war och deemools d'Interpellatioun vun der grénger Fraktioun zum Thema Aarmut bei Kanner a bei Jugendlecher. D'lescht Joer hunn ech meng Interpellatioun zum Deel un d'Finanz- an d'Wirtschaftskris ugeluecht an d'Kris och als eng Chance ugesinn, fir eng Marschkorrektur an der Organisatioun vun onser Gesellschaft ze initiéieren.

Haut, e Joer duerno, schwätze mer vu Relance économique. D'Wirtschaft zitt un, d'Kris ass eriwwer, mir sollen erëm consomméieren, mir si mat engem klenge bloen - oder war et e schwaarzt? - A dovukomm. An d'Aarmut zu Lëtzebuerg, den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg, si mer och do mat engem bloen A dovukomm? Ass dat esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären? Geet et jiddwerengem méiglechst gutt hei zu Lëtzebuerg? A maache mir alles, fir de Wuelsi vu jiddwerengem ze garantéieren an d'Ofrutschen an d'Aarmut ze verhënneren?

Ech géif gären eng Bemierkung zu dëser Interpellatioun maachen, Här President, genau déiselwecht wéi déi, déi ech virun engem Joer gemaach hunn. Kloer ass et, datt d'Familljeministesch hei och stellvertriedend ass fir d'ganz Regierung. Kloer ass och, datt villes vun deem, wat hei geschwat gëtt, an hir Kompetenze fält. Onser Meenung no awer sprengt trotzdeem eng Diskussioun an dësen Zäiten iwwert d'Aarmut de Kader vum Ressort vun der Familljeministesch.

Iwwert d'Aarmut an den Zoustand vun der Aarmut 2011 an dësem Land ze diskutéieren, ass an onsen Ae vun esou enger prioritärer Wichtegkeet, datt eigentlech wäit méi Ressortministere missten hei net nëmme sëtzen, mä och nolauschteren.

Wéi sti mer zu Lëtzebuerg am Kontext Aarmut a wéi evoluéiere mer par rapport zur Aarmut an zum Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg déi lescht Joren? Et ass scho gesot ginn. Ech widderhuelen et. 2008 hate mer e Risque de pauvreté relative zu Lëtzebuerg vun 13,14%, gerechent op enger Médiane vu 60%. 2009, e Joer duerno, si mer bei 14,9, ronn 15% ukomm. Wa mer ons orientéieren no der Berechnung vun der EU, déi nieft der Referenz vum Revenu médian och nach déi materiell Komponent an de Beschäftegungsfacteur mat arechent, hu mer zu Lëtzebuerg en Aarmutsrisikofacteur vu 17,8%. Egal wéi d'Berechnung ass, musse mer feststellen, datt den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg konstant an d'Luucht geet, an dëst säit Joren! Ech erspueren Iech dann d'Opzielungen, déi si schonn e puermol hei widderholl ginn. Ech denken, jiddweree weess se.

Fir déi jonk Leit tëschent 15 a 24 Joer weist de Statec 30% op vun hinnen, déi op d'mannst ee Joer an der Aarmut gelieft hunn. 30%! Global kann ee festhalen, datt déi Jugendlech tëschent 18 a 24 Joer zu enger Risikogrupp gehéieren. D'Aarmut bei hinnen ass vu 15,5% am Joer 2008 op 21,2% am Joer 2009 eropgaangen. Ënnert hinne sinn et déi jonk Fraen, déi méi gefährdet sinn, mat 15,8% vun hinnen, déi am Joer 2008 aarm waren, erop op 23,8%. All véiert jonk Fra ass dem Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg ausgesat! Et sinn dës jonk Leit oft ouni Aarbecht oder ouni fix Aarbecht.

De Problem vun de Jugendlechen, déi aarmutsgefährdet sinn, ass en akute Problem an dem Aarmutsdossier. Si hu selwer keen Akommes, well se keng Aarbecht, keng Aarbecht, well se oft keng Qualifikatioun, keng Qualifikatioun, well duerch de Schoulsystem gefall. Si sinn entweder doheem zu Laaschte vun der Famill oder si si sech selwer iwwerlooss.

An dofir fuerdere mir d'Regierung op, an dat hu mer och schonn d'lescht Joer gemaach, iwwert d'Erofsetze vum Alter, fir den RMG ze kréien, nozedenken. Den RMG ass jo konditionéiert un enger Rei vu Bedéngungen, déi ee muss erfëllen, fir e Recht drop ze hunn. Et ass sécherlech eng Fléckmossnam, mä vläicht eng, déi de betraffene Jugendlechen eng zweet Chance kann ubidden.

Ech ginn aus Zäitmangel net op schoulesch oder berufflech Qualifikatioune vu Jugendlecher an, op hir Méiglechkeete respektiv Onméiglechkeeten, eng Ausbildung ze maachen an ofzeschléissen. Mä do wier vill ze soen a vill ze maachen. Näischt

Neies, näischt, wat net och schonn e puermol hei gesot gi wär. Eigentlech misst et just ëmgesat ginn.

D'Kanneraarmut bei de Kanner tëschent null a 14 Joer ass bei enger Period vun op d'mannst ee Joer eng dramatesch, also ee Joer, wou déi Kanner sech an enger Aarmutssituatioun befannen, ass eng dramatesch Hausse op 31% virzeweisen. Dat soen net ech, dat seet de Statec. Den Taux de pauvreté, den offiziellen Term, dee gebraucht gëtt, vu Kanner tëschent null a 17 Joer ass zu Lëtzebuerg am Joer 2009 op 22,3%.

D'Unicef, et ass schonn hei gesot ginn, huet viru kuerzem eng interessant Etüd publizéiert an Zesummenaarbecht mat der OECD iwwert d'Inégalitéiten am Wuelsinn tëschent de Kanner an de räiche Länner, wouzou mir ons och rechne kënnen. Dës Etüd fannen ech och dofir interessant, well se de Gruef opzeechent, den Delta, de gap tëschent deene verschiddene soziale Schichten, tëschent de räichen an oft den ieweschte Mëttelschichten an deenen anere Familljen.

Wahrscheinlech och - dëst kënnt zwar net aus der Etüd eraus, mä aus de Statistike vum Statec - tëschent de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger Matbierger. Den Titel vun der Etüd ass: «Les enfants laissés pour compte». Kuerz gefaasst, et war scho gesot ginn, ech résuméieren et nach méi plakatesch... plakativ, pardon,...

(Hilarité)

...plakativ, kuerz gefaasst. Zweemol läit dat räicht Lëtzebuerg ënnert der Moyenne, beim Bien-être sanitaire a beim Bien-être éducationnel, an eemol an der Moyenne, Bien-être matériel. Net eng Kéier, net eng Kéier, Dir Dammen an Dir Hären, läit dat räicht Lëtzebuerg, Zentrum vun der Finanzplaz, an der éischter Kategorie, déi iwwert der Moyenne!

Dës Etüd weist d'Virstuf vun der Aarmut selwer, vun där ons Kanner gefährdet sinn. Dës Etüd weist op den definitive Risiko hin, datt ons Cohésion sociale zu Lëtzebuerg a Gefor ass. Wéi laang huele mer esou Zoustänn nach hin, ouni ze reagéieren, ouni ze agéieren? Oder, anescht gefrot: Firwat sinn d'Regierung an hir zoustänneg Ministeren net méi proaktiv?

Et ass säit Laangem gewosst, datt et eng flagrant Ongerechtegkeet gëtt zu Lëtzebuerg, déi iwwregens an der Schoul ufänkt sech bemierkbar ze maachen, well d'Kanner net all déiselwecht Chancen hunn. Ech schwätzen hei net vun deselwechte gudden oder manner gudde Resultater, wéi verschidde Professere Statistike simplistesch interpretéiere kënnen. Ech schwätzen hei just vu jiddwer Kand déiselwecht Chancë ginn. Déiselwecht Chancë ginn, well mer an engem demokrateschen a räiche Land liewen.

Wa mer éierlech sinn, musse mer dës Situatioun a Korrelatioun setze mam Aarmutsrisiko, voire mat der Aarmut selwer. A mir musse weider den Aarmutsrisiko mat der Nationalitéit vun dëse Leit a Korrelatioun setzen. Well wa mer weiderhin d'Statistike vum Statec ënnersichen, musse mer feststellen, datt et bäi Wäitem méi déi net Lëtzebuerger Résidentë sinn, déi aarm sinn. Et sinn déi Kanner vun den net Lëtzebuerger Résidenten, déi ze vill oft d'Chancenongläichheet an der Schoul erliewen. 19,3% vun den Italiener, 29,1% vun de Portugisen, 10,8% vun de Fransousen an 8,2% vun de Lëtzebuerger, déi hei am Land liewen, waren am Joer 2009 an der Aarmut. Dat seet de Statec.

An do läit de Problem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! An dee Problem ass ons net mat der Finanzkris op de Kapp gefall. Et gëtt just vläicht méi siichtlech, wann ee sech allerdéngs d'Méi gëtt, drop ze kucken. Mir zillen ons selwer ganz Generatiounen erop, déi muer eng prekär Gesellschaft kënnen duerstellen.

Ech wëll awer och d'Situatioun vun de monoparentale Familljen zu Lëtzebuerg uschwätzen. Am Joer 2009, no der Ofrechnung vun de sozialen Transferten, fanne mer an onsen nationale Statistiken eraus, datt iwwert d'Halschent vun de monoparentale Familljen, dat sinn der 52,3%, dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Dës Zuele kënne mer definitiv net méi esou hinhuelen. Iwwer 80% dovunner si Mamme mat engem oder méi Kanner.

De Jean-Claude Juncker, onse Statsminister, huet virun dräi Joer a senger Ried zur Lag vun der Natioun op dës Problematik higewisen an en huet och an deem Sënn Moossnamen ugekënnegt. Déi sinn och ëmgesat ginn, awer an engem Modus, deen ongerecht bleift an deen dem Aarmutsrisiko an der Aarmut vun de monoparentale Familljen net entgéintwierkt. Ech erkläre mech.

De Statsminister sot am Joer 2008: „De Steierabattement fir Elengerzéier gëtt zu Konditiounen, déi mer nach musse festleeën, an e Steierkredit ëmgewandelt (...). Doduerch wäerten d'Elengerzéier, déi méi wéi anerer vun Aarmut a vum Aarmutsrisiko betraff sinn,..." - am Joer 2008 hu mer net vun 52% geschwat! - „...d'nächst Joer netto méi zur Verfügung hunn." Dat ass effektiv geschitt. Wat ass geschitt? Et ass geschitt, datt de Steierabattement fir monoparental Familljen, deen deemools 1.920 Euro war an deen iwwregens säit 1994 net méi adaptéiert ginn ass un den Niveau vun de Salairen an och net un de Coût vun der Vie, ëmgewandelt ginn ass an e Steierkredit vu 750 Euro.

Mir musse feststellen, trotz där Mesure, an déi Mesure, wou effektiv säit 1994 - dat do ass 2009 geschitt -, wou mer keng Adaptatioun gemaach haten, weder vum Abattement nach vum Steierkredit, musse mer feststellen, datt dat mat Sécherheet net deene monoparentale Familljen an der Aarmut, awer och net deene monoparentale Familljen am Aarmutsrisiko an deene monoparentale Familljen am Allgemengen entgéintkomm ass. Déi bleiwe benodeelegt, déi bleiwen diskriminéiert par rapport zu enger Koppel, déi net, oder zu enger Famill, déi net monoparental ass.

An et ass och dofir, Här President, wou ech hei am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun ofginn, déi genau dat freet. Nämlech, datt mer eng Etüd maachen iwwert d'Ursaachen, firwat einfach d'Familles monoparentales ëmmer erëm méi - an hei ass et méi wéi eng vun zwou, méi wéi d'Halschent - dem Risiko, dem Aarmutsrisiko an der Aarmut ausgesat sinn. An datt mer sollen och iwwer fiskal, familial, erzéieresch an och aarbechts-, beschäftegungsméisseg Moossnamen nodenken, fir genau deene monoparentale Familljen aus der Aarmut oder dem Aarmutsrisiko ze hëllefen, fir datt mer ënner eng Statistik vu méi wéi d'Halschent erëm kënnen zréckkommen.

Leschte Punkt, deen ech nach wollt uschwätzen am Kader vun der Aarmut zu Lëtzebuerg, dat ass eng nei Form vun Aarmut, déi an onsen Aen nach laang wäert ons beschäftegen an och vill ons wäert beschäftegen: d'Energieaarmut. An do sinn d'Statistike vum Fonds national de solidarité extrem opschlossräich a weise leider kloer en Trend no uewen. D'Zuel vun de Bénéficiairë vun der Allocation de vie chère - iwwregens parallell mam RMG - steige säit 2008 op eng drastesch Manéier.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- ...dat ass awer och net méi eis...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech kommen och dorop nach ze schwätzen, Madame Ministesch. Merci fir d'Bemierkung.

Ech schwätzen elo emol vun der Allocation de vie chère. 2008 hate mer eng Augmentatioun vun de Bénéficiairen, dat heescht zousätzlech neier, vu 46,43%. 2009 hate mer eng Augmentatioun vun de Bénéficiairë vun 22,55%, an 2010 hu mer nach eng zousätzlech Augmentatioun vun 10%, fir dann op 18.759 Bénéficiairen unzekommen.

Wat elo d'Allocation de chauffage ubelaangt, esou fanne mer am Budget rectifié fir 2008 en Zousaz vun 10%, well d'Dépensë vum Budget 2008 57% méi ware wéi geduecht. Am Budget rectifié vun 2009 fanne mer en Zousaz vun 100%, well d'Dépensen am Budget 2009 vun der Allocation de chauffage 136% ausgemaach hunn, fir dann 2010 bei ronn 33 Milliounen Euro unzekommen, eleng un Allocation de chauffage!

Ech ginn Iech e Verglach: 2007 ware mer nach an engem Budget vu 7,6 Milliounen Euro, 2007. 2010 si mer bei 33 Milliounen Euro ukomm! A Frankräich...

(Interruption)

Also, mir gi se awer aus. Okay, mir gi se aus, well et jo...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ah bon. Mä de Montant ass verduebelt vun der Allocatioun. An aus der Allocation de chauffage ass eng Allocation de vie chère ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo. D'Allocation de chauffage...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat erkläert awer, datt natierlech domadder ganz séier dunn de Budget eropgaangen ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Natierlech. Ech weise just drop hin, datt de Budget dramatesch eropgaangen ass an datt e mat Sécherheet och zum allergréissten Deel fir d'Heize gebraucht gëtt. A Frankräich war dëst en Thema, well si hu sech zumindest mat deem Thema beschäftegt, nämlech an dem „Grenelle de l'environnement". Si hunn dat benannt: «Les familles en situation de précarité énergétique.»

Dës Familljen oder dës Stéit si fir d'Éischt mat gesondheetleche Problemer befaasst, fir kënne weider ze hëtzen oder well si net méi gutt kënnen hëtzen. Aus dëse Gesondheetsproblemer, wéi schlecht Belüftung, inadaptéiert Material fir ze hëtzen, Krankheet, entsti sozial Problemer, kommen dann duerno, wéi net méi kënne gutt léieren, net méi kënne gutt schaffen, kee soziaalt, gesellschaftlecht Liewe méi hunn an esou weider.

Lescht Etapp ass ëmmer net méi kënne bezuelen an also net méi kënnen hëtzen. Do entsteet kloer Aarmut! Dat ass kee lëtzebuergesche Phenomeen. Dat do sinn elo Phenomeener, déi beschriwwe gi sinn am Rapport vun dem „Grenelle de l'environnement" a Frankräich. An dat trëfft déi aarm Leit natierlech éischter.

A Frankräich nach eng Kéier, esou am Rapport vun dem „Grenelle" ze liesen, sinn d'Energieonkäschten tëschent 2001 an 2007 vu 5,5% bis zu 15% vum Salaire vun engem klengen Akommes geklommen. Dat heescht, dat, wat ee verdéngt, do gëtt ee bis zu 15% säit e puer Joer aus fir d'Heizkäschten! Fir Stéit mat engem besseren Akommes maachen dës Onkäschten e méi klenge Prozentsaz aus, dee besser oder zumindest elo nach besser ze verschaffen ass.

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech kommen elo zum Schluss. Ech hunn awer meng fënnef Minutte vun der Motioun nach, déi ech Iech nach muss ofginn, mä wou ech awer nach d'Ënnerschrëft vum Här Gira brauch. Duerfir hunn ech Iech se nach net ofginn.

M. le Président.- Dann ass et gutt.

(Interruptions)

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que selon les données du Statec 52,3% des familles monoparentales vivent dans le risque de pauvreté alors qu'au niveau national ce taux s'élève à 14%;

- considérant que dans 80% des cas, ce sont les mères de famille qui prennent en charge les familles monoparentales;

- considérant que l'abattement monoparental, transformé en crédit d'impôt à partir de 2009, s'élève sans adaptation à l'inflation depuis 1994 à 750 euros;

- considérant que le crédit d'impôt monoparental est diminué de 50% du montant des allocations de toute nature dont bénéficie l'enfant, dans la mesure où elles dépassent le montant annuel de 1.920 euros, et que ce seuil n'a pas été adapté à l'évolution du coût de la vie et au niveau des salaires depuis 1994;

- considérant que cette situation expose les familles monoparentales à des situations de pauvreté inacceptables dans un des pays les plus riches du monde;

invite le Gouvernement

- à réaliser une étude visant à identifier les causes précises qui font que ce sont particulièrement les familles monoparentales qui ne réussissent pas à sortir du risque de pauvreté;

- à prendre des mesures supplémentaires dans les domaines de la politique fiscale, familiale, de l'éducation et de l'emploi pour limiter la pauvreté des familles monoparentales.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech kommen awer elo zu mengem Schlusssaz, an ech kommen zréck op d'Energieaarmut. D'Präisser vun der Energie kréie mer an Zukunft net méi erof. Pëtrol, Mazout a Gas wäerten déi nächst Méint schonn, an déi nächst Joren drastesch klammen. Firwat? Dat wësse mer heibannen alleguerten.

D'Léisung läit also virun allem an der Energieeffizienz vun de Logementer an natierlech och an den alternativen an erneierbaren Energien. Erneierbar Energien an Energieeffizienz ze förderen, ass net nëmmen, oder och elo net méi nëmmen eng ëmweltpolitesch Ugeleeënheet, mä et gëtt eng eminent wichteg sozialpolitesch Ugeleeënheet!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den Här Jean Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen dës Interpellatioun vum Kolleeg André Hoffmann, deen hei versicht huet, als Sproochrouer, an ech géif soen als Lobbyist - den Här Hoffmann als Lobbyist am positive Sënn vum Wuert -, dee versicht huet, hei vu Leit ze schwätzen, déi an der Aarmut liewen a fir opzezielen, wou déi grouss Lacunë sinn tëschent Aarm a Räich.

Souguer hei an engem Land wéi Lëtzebuerg, an enger räicher Gesellschaft, bestinn déck Ënnerscheeder. Ech wëll hei net gären iwwer Chiffere jongléieren. Ech schwätzen och net iwwer relativ permanent Aarmut, versteckt Aarmut, soziokulturell Aarmut, dat si Wierder, mat deene kann ee jongléieren.

Mä fir dat ganzt Phenomeen do ze verstoen, muss een eise Gesellschaftssystem als solchen analyséieren. Eise System ass ee geschlossene System, rigidë System, a wann ee moies opsteet an e beschléisst, ech wëll haut gär räich ginn, da muss een domadder rechnen, dass op enger anerer Säit ee méi aarm gëtt.

Wann ech zwee Stécker vun engem Kuch wëll iessen, ass ëmmer een do, deen dat Stéck, dat iwwerflëssegt Stéck, net kritt. Wann ech haut een Objet fir 100 Euro verkafen, muss ee mir 100 Euro ginn. A wann ech muer décidéieren, deeselwechten Objet fir 200 Euro ze verkafen, muss dee mer 200 Euro ginn. Dat heescht, wann ech beschléissen, fir méi räich ze ginn, ass automatesch een aneren do, dee méi aarm gëtt.

Da kënnt en zweete Phenomeen derbäi an deen ass Katalysator vum ganze System. Dat ass, wann ech...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Colombera opmierksam nozelauschteren!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Katalysator vum ganze System. Wann ech keng Suen hunn, fir een Auto ze kafen, wann ech keng Suen hunn, fir eng Wunneng ze kafen, muss ech déi Sue léine goen. Natierlech muss ech déi Suen dann zréckbezuelen. An ech bezuelen zum Beispill fir en Auto net méi 20.000 Euro zréck, mä 21.000 Euro zréck. Ech bezuele fir eng Wunneng net méi 200.000 Euro zréck, mä ech bezuelen 300.000 Euro zréck.

Dat heescht, Dir Dammen an Dir Hären, eleng fir datselwecht Produkt bezuelen ech, well ech net cash bezuelt hunn, bezuelen ech méi, wann ech aarm sinn,

well ech léine gaange sinn, wéi ee Räichen, deen d'Suen op engem héije Kont huet. An alleguerten déi Leit, déi hei Suen op der Bank hunn, déi verlaangen, fir dass hiert Geld schafft, een, zwee, dräi, véier Prozent wëlle méi ze kréien. Déi Leit musse rechnen, dass op enger anerer Plaz Leit een, zwee, dräi, véier Prozent méi musse bezuelen. An deen, deen dat hei net versteet, Dir Dammen an Dir Häre, dee muss sech Froe stellen.

Une voix.- Richteg!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ech wëll an deem Kontext vun der Aarmut spezifesch de Punkt vun der Gesondheet beliichten. Et ass bekannt, dass manner bemëttelt Leit, dass déi méi krank ginn.

Éischtens: Ech hu manner Zougang zur Informatioun, a meng Krankheet gëtt méi spéit diagnostizéiert...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Kuckt net alleguerten an de Buedem, wann den Här Colombera schwätzt!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Braz?

...oder als Schicksal ugesinn, zum Beispill Lepra.

Zweetens: Ech hu manner Zougang zu enger biologescher Liewensaart a -weis, bedéngt duerch ee Mangel vu Ressourcen. Ech muss an eng grouss Surface akafe goen. Ech muss bëlleg Produkter akafe goen, a keng héichwäerteg biologesch Nahrungsmëttelen. Eng Etüd an England mat 14.000 Kanner huet bewisen, dass den IQ ganz drastesch gefall ass bei Kanner, déi Zocker an déi Fett iessen.

Drëttens: Meng sozial prekär Situatioun féiert mech zu enger ongesonter Liewensaart a -weis. Ech ënnerbanne meng Suerge gäre mat Alkohol, mat iwwerdriwwe Fëmmen oder mat Kaffiskonsum.

Véiertens: Ech ka mir keng Wellnesswochen erlaben, keng Entspaanungsseminare matmaachen.

Fënneftens: Bei enger Krankheet hunn ech keng Medikamenter, déi op biologescher Basis déngen, déi méi gesond sinn. Ech ka mer keng Chiropraxisséancen, keng Osteopathie, keng Akupunktur, guer näischt leeschten. Deier biologesch, wierksam Medikamenter sinn een Tabuthema.

Sechstens: Ech kann net an d'Ausland bei ee Privatdokter goen, fir eng Zousaztherapie ugebueden an esou meng Krankheet besser an de Grëff ze kréien.

Siwentens: Ech ka mir keng Zännimplantater leeschten, fir méi effikass knaen ze kënnen.

Aachtens: Ech stinn a permanenter Angscht fir meng Aarbecht ze verléieren, haaptsächlech wann ech ze oft krank sinn. An esou stinn ech ëmmer ënner Spannung, wat d'Krankheete fördert.

Néngtens: Ech muss och ëmmer disponibel a flexibel sinn a kann esou keen Ausgläichsport ausüben.

Zéngtens: Ech hunn einfach keng Zäit an no engem schwéieren Dag keng Loscht méi, fir no mir ze kucken.

An eeleftens: Schlussendlech intervenéiere meng Genen och negativ op meng Gesondheet, well ech an der Aarmut liewen. De Professer Baker vun der schottescher Universitéit Dundee huet festgestallt, dass de Gen P53 duerch ee Mangel, bedéngt duerch e prekäert, also aarmt Liewen, beschiedegt ka ginn. Eng Kéier beschiedegt, verléiert dëse Gen d'Méiglechkeet, fir op eng signifikant Aart a Weis Kriibszellen ze zerstéieren. Dës Etüd gouf bei 246 Frae gemaach, an déijéineg, déi net vill Ressourcen haten, hunn éischter Broschtkriibs entwéckelt wéi déi aner, well de P53 beschiedegt wor.

Här President, op Basis vun dësem Constat ass et evident, virun der Krankheet si mer net alleguerte gläich. Krank gëtt haaptsächlech deejéinegen, deen um déifste Spross vun der Gesellschaftsleeder ass. An och, wann hien eng Aarbecht huet am Gruef, an der Schmelz, um Bau, an der Minière, hei sinn d'Aarbechtskonditiounen net roseg, fir Krankheeten ze verhënneren.

Wéi kënne mir also der Aarmut entgéintwierken? Et gëtt nëmmen eng Méiglechkeet: Et ass um Stat, un der Politik, fir d'Aarmut, déi systembedéngt ass, ze reduzéieren. An do stelle sech dann eng Rei vu Froen, well de Stat bekanntlech mat an deem System mat ugeschloss ass an agebonnen ass. De Stat muss nämlech déi finanziell Mëttelen, déi hien als Allocatiounen, Subventiounen, Bonus, Kannergeld oder Abattementer gëtt, iergendwou siche goen. Hie muss méi Taxe froen, méi Steieren anzéien, op Projete verzichten oder léine goen.

An hei si mer am Kär vun der Problematik, do, wou d'Differenz tëschent Aarm a Räich beschloss gëtt!

Fir engem Aarbechter eppes méi als Leeschtung ze ginn, zum Beispill de Mindestloun oder Index ze hiewen, muss de Stat dem Patron eppes méi ewechhuelen. Fir d'Aarmut ze reduzéieren an de Gruef méi kleng ze maachen, muss de Stat déi bessergestallte Leit méi unzapen. Déi Räich mengen awer, si géife schonns genuch ginn, well soss geet hir Kompetitivitéit erof. Wann en Aarbechter streikt a wann ee Patron streikt, muss de Stat sech entscheeden. D'Patronë wäerten an deem heitege System ëmmer gewannen, well déi soss indirekt mat Entloossungen droen, wat d'Aarmutsspiral natierlech méi no uewe géif dréien.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dass de Stat hei an enger onbequemer Situatioun ass, läit op der Hand. An hie muss, wann et seng Intentioun ass, fir d'Aarmut ze reduzéieren, Décisiounen treffen, fir de Räichtum ëmzeverdeelen, sou wéi de Kolleeg Hoffmann seet, vun uewen no ënnen. Op kee Fall däerf de Stat awer Décisiounen treffen, déi voll d'Aarmutssituatioun ënnerhalen oder förderen.

Sou wéi d'Regierung momentan handelt, ass awer falsch!

Éischtens: D'Cotisatioune bei der Gesondheetskeess a bei der Caisse médio-chirurgicale ginn an d'Luucht. D'Participatioune klammen. D'Fleeg muss zum Deel selwer finanzéiert ginn. Am Spidol ass de Bäitrag erhéicht ginn. De Patient gëtt praktesch gezwongen, bëlleg a méi geféierlech Kopië vu Medikamenter ze akzeptéieren, anerefalls muss en d'Differenz bezuelen.

D'Mammerent gëtt eréischt no 65 Joer ausbezuelt. De Waasserpräis geet erop op siwen Euro. D'Kannergeld ass net indexéiert. Déijéineg, déi keng Steiere bezuelen, hu keen Abattement zegutt. D'Héichschoulstudente wäerten am nächste Schouljoer d'Cotisatioune selwer bezuele mussen. Den Ajustement an de Pensiounen ass halbéiert ginn. Den Index a seng Ofschafung steet an der Diskussioun. An der Zukunft wäert d'TVA méi héich ginn, eng Steier, déi déi Aarm nach méi staark trëfft.

All dës Moossname sinn net geneigt, fir d'Aarmut ze ënnerbannen, mä au contraire fir nach méi Aarmut ze produzéieren. De Stat muss sech aneschters orientéiere mat engem Konzept, deen d'Aarmut ofspeist.

Éischtens: onbedéngt an d'Bildung investéieren. Zweetens: onbedéngt an d'Wunnengspolitik investéieren. Drëttens, ganz wichteg, Madame Minister: D'Negativ-Steier muss agefouert ginn. All déi Abattementer, un deenen déijéineg profitéieren, déi Steiere bezuelen, musse bei deenen, déi keng Steiere bezuelen, als Crédit d'impôt, als Negativ-Steier ugerechent ginn. Esou wéi beim Kannerbonus. Dat wär eng gutt Léisung, fir deene schwaache Famillje substanziell ze hëllefen a fir de Prinzip vun der Gläichheet tëschent Aarm a Räich ze garantéieren.

Véiertens, eis al Fuerderung: D'Mammerent soll erëm vu 60 Joer un ausbezuelt ginn. Fënneftens: eng méi grouss Ënnerstëtzung vun Elengerzéier. Dat ass haaptsächlech d'Fra mat hirem oder mat hire Kanner, déi no enger Scheedung an eng verzweifelt Situatioun kommen. Wa virun der Scheedung zwou Paien néideg woren, muss no der Scheedung den Elengerzéier mat enger Pai duerchkommen, wat extrem haart ass an d'Aarmut virprogramméiert.

An dat ass wichteg: D'Sue muss een do siche goen, wou se sinn!

Här President, et geet net duer, fir ze pléischteren, mat der Kreatioun vu sozial Épicerien, mat soziale Wunnengen, mat neien Offices sociaux, mat der Aféierung vu Chèques-services, déi haaptsächlech der ieweschter Schicht zeguttkommen. Och wann dës Mesurë luewenswäert sinn, däerf de Stat, an haaptsächlech net a Krisenzäiten, keng Austeritéitspolitik géint de klenge Mann praktizéieren,...

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...wann him d'Aarmutsproblematik um Häerz läit.

Eng Saach ass sécher: Wann d'Aarmut méi grouss gëtt, muss d'Regierung sech de Virworf gefale loossen, dass hir Politik versot huet an dass si hirer Roll als Médiateur net gerecht ginn ass, an do ass keng Excuse.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech wier ech gespaant, wa mer géifen aus alle Parteien den Owend emol d'Leit héieren, ob se all esou géifen denken, wéi déi jeeweileg Leit, déi haut hei geschwat hunn.

(Interruption)

Dat wier wahrscheinlech nawell interessant, fir dat da festzestellen.

(Interruption)

Dat ass ganz schwiereg, jo, dat ass richteg.

Ech muss soen, ech géif awer, selbstverständlech wëll ech mech awer och de Mercien hei uschléissen, fir datt mer eng Kéier méi och iwwert d'Aarmut geschwat hunn. Mir hunn dat an deene leschte Jore regelméisseg gemaach. Ech wëll net all Kéiers opzielen, wéini datt dat wor, mä ech denken awer, datt et och ëmmer erëm wichteg ass.

Dat, wat mer e bësselchen an eenzelne Fäll gefeelt huet, sinn am Fong déi konkret Propositiounen. Et ass villes, wat awer méi Generalitéite woren, mat deenen, mengen ech, der nach vill da konnten d'accord sinn. Mä awer sou wierklech eenzel Punkten, wou ee gesot hätt, dat do ass elo wierklech dann dat, wa mer dat géife maachen, wou mer dann och géife mat där Aarmut do dat ewechkréien.

Den Här Hoffmann huet iwwert d'Froe vum Statec Froen opgeworf, an et ass keen Zweifel drun, datt, wann déi Zuelen eropginn, dann och an der Realitéit mat Sécherheet jo eppes am Geschéien ass. Et ass net, datt ee ka soen, a priori sinn déi Ziffere alleguerte falsch. Allerdéngs muss een awer e bësselche relativéieren. Mir haten am Joer 2009 14,9%. Elo ass et 1,5% méi. A wann Der dann awer an dem Rapport vum Statec liest, e puer Zeilen ënnendrënner, da schreiwe si selwer, den Taux de risque de pauvreté kéint dorop berouen, datt just een Échantillon vun der Populatioun all Joer befrot gëtt, an dat géif een dann a Fachkreesser „erreur d'échantillonnage" nennen.

Ech gehéieren net zu deene Leit, déi mengen, wann et mir gutt an de Krom géif passen, wieren d'Zuele besser oder wiere se méi schlecht. Ech wëll nëmme just soen, wann een natierlech net ganz vill Leit dofir freet, dann ass, a besonnesch an engem klenge Land wësse mer och, datt et schwiereg ass, fir dat ëmmer alles richteg erauszekréien.

Mä mech huet selbstverständlech och interpelléiert, wéi ech gesinn hunn, den Aarmutsrisiko géif bei 17,8% leien, sou wéi dat do beschriwwe gouf. Wann een dann awer richteg kucke geet, gesäit een, datt dat, wéi gesot, mat Sécherheet net alles falsch ass, well déi Donnéeën, déi kréie jo all déi Leit, mä datt een awer da muss kucken, wat et heescht.

Perséinlech sinn ech eigentlech frou, datt mer déi nei Indicateuren derbäikritt hunn, well een domadder am Fong méi weess, wéi mat där Médiane. Eng Médiane ass eben ëmmer dat, wat se ass. Déi ass de Mëtteg dacks genuch hei erkläert ginn, ech wëll aus Zäitgrënn se net nach eng Kéier erklären. Mä do kommen awer Elementer derbäi wéi ebe just déi „privation matérielle". Datt een awer och matrechent a mat seet, wat a wien zu Lëtzebuerg... Wann een dann awer op 1,1% kënnt, da fannen ech jo awer, datt dat net schlecht ass. Wann ee sech déi fënnef Saachen oder déi zéng Saachen, déi do virgesi sinn, oder esou vill, da kann awer leeschten, dann ass dat awer eppes, wat positiv ass.

Op där anerer Säit wësse mer, an dat ass och de Mëtteg hei gesot ginn, datt eng ganz Partie vu Leit entweder Deelzäit schafft. Ob dat gewollt oder ongewollt ass, dat kann ech net vun hei soen, mä datt een awer dann natierlech manner Akommes huet, dat ass jo eppes, wat evident ass.

Op där anerer Säit muss een och wëssen, datt bei all deene Leeschtungen, déi mer och als Sachleeschtunge ginn, datt mer déi jo net ugerechent kréien. D'Chèques-services kréie mer net ugerechent bei deenen, well do ebe keng „prestations en nature" mat drakommen.

(Interruption)

Neen, dat ass richteg. Ech soe just, datt mer awer eng ganz Partie vu Sachleeschtungen hunn. Mir sinn an deene leschte Joren éischter op de Wee gaange vu Sachleeschtungen, well mer ebe fonnt hunn, datt et méi wichteg wier, fir de Leit Sachleeschtungen ze gi wéi Suen ze ginn, fir datt se dann och sollen op där richteger Plaz ukommen. Ech mengen nach ëmmer, datt dat richteg ass.

Risque de pauvreté, sote mer, wiere mer bei 1.588 Euro de Mount bei enger Famill, dat heescht engem Papp an enger Mamm mat zwee Kanner. Neen, neen, bei enger Persoun eleng. Bei enger Famill mat Papp a Mamm an zwee Kanner si mer bei 3.335 Euro de Mount.

Da kann ech mech awer net zréckhalen, fir awer ze soen, wéi vill dat an den Nopeschlänner ass: An der Belsch, ass een eleng an engem Stot an huet 966 Euro, ass en am Risque de pauvreté. Zu Lëtzebuerg 1.588! Eng Famill mat zwee Kanner zu Lëtzebuerg 3.335, an der Belsch 2.028, a Frankräich 2.075 an an Däitschland 1.952. Esou gewalteg, ka mer jo kee soen, datt awer den Ënnerscheed ass, deen dat ausmécht vu Lëtzebuerg bis an eis Nopeschlänner. Awer mir wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg eng Partie Facteuren hunn - an ech kommen nach op déi ze schwätzen -, déi selbstverständlech d'Liewen hei méi deier maachen.

Dat, wat mech dëst Joer awer nu wierklech fuchsdäiwelswëll gemaach huet - an ech hu mech gewonnert, datt do kee Mënsch drop reagéiert huet -, dat waren d'Aussoe vun der Chambre de Commerce, fir ze soen, et wier eng Sauerei, den RMG zu Lëtzebuerg wier méi héich wéi de Mindestloun. Et wier awer vläicht emol gutt, wann och esou Leit - déi awer wierklech gescheit sinn an deenen ech net ënnerstellen, datt se dat net wieren - awer vläicht emol géife kucken.

Den RMG fir eng Persoun läit zu Lëtzebuerg bei 1.251,95 Euro; den onqualifizéierte Mindestloun bei 1.757 Euro. Dat mécht genau 505,61 Cent (veuillez lire: Euro) Ënnerscheed aus. Also wier et vläicht emol gutt, wann een dat och emol zur Kenntnis géif huelen, wann een ëmmer erëm erziele kënnt, datt dat mécht, datt keen Attrait méi do ass, fir schaffen ze goen. Bei Leit, déi en Akommes vun 1.200 Euro hunn, maache 500 Euro vill aus! Duerfir, mengen ech, solle mer definitiv ophalen och nach op deem doten Niveau ze soen, dat wier net méi interessant, fir schaffen ze goen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Madame Ministesch!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wollt Iech soen, datt bei der Debatt iwwert de Mindestloun déi Saachen do och op där do Tribün richteggestallt gi sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da sinn ech frou.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wonnerbar! Mä ech wëll och soen, datt vläicht och heiansdo erëm...

(Interruptions)

Also, wann déi zwee Fraktiounschefen dat esou...

M. le Président.- Ech hätt elo emol gär, Dir géift der Madame Ministesch nolauschteren!

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll awer soen, datt et vläicht heiansdo wichteg ass - elo weess ech jo net, ob den Här Rapporteur deemools dat och derbäigesot hat -, datt jo och déi Leit, déi eng Famill hunn an déi de Mindestloun verdéngen a wou zwee Kanner do sinn, déi jo och de Complément vum RMG kënne kréien. Et ass also net, wéi wann déi net dovunner kéinte profitéieren. Och dat ass eppes, wat jo do virgesinn ass.

Datselwecht, wat och doranner muss gesot ginn, ass jo, datt den RMG net do ass, fir datt d'Leit ni méi brauchen ze schaffen. Et ass am Fong virgesinn, an et gëtt am Gesetz selwer eng ganz Partie vu Moossnamen, och justement fir déi Leit ze aktivéieren, fir kënnen erëm op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Ech hunn och net gären, wa se ëmmer esou beschriwwe ginn, déi Leit, wéi wann dat der all wieren, déi net schaffe wéilten, lauter Liddereger wieren a lauter esou. Dat ass och esou dégradant, och fir déi Leit, wa se ëmmer nëmmen esou duergestallt gi wéi wa se dat Lescht wieren. Och dat ass eppes, wou ech denken, datt sécher ëmmer Leit derbäi sinn, déi profitéieren, mä déi gëtt et op allen Niveauen. Duerfir ass dat doten näischt, wat nëmmen hei géif drënner falen.

Den Här Hoffmann huet och geschwat iwwer sozial, also kulturell Aarmut. Ech sinn och frou, datt am leschte Joer mat der ONG „Culture for all" d'Stad Lëtzebuerg, d'Kulturministesch a mir och derfir gesuergt hunn, datt mëttlerweil d'Leit, och déi mat niddregem Akommes, kënnen e Pass kréien, fir an d'Muséeën ze goen, fir a Concerten ze goen a fir vun all deene kulturellen Angeboter ze profitéieren. Laangfristeg ass d'Zil, net nëmmen de Leit eng Entréeskaart ze ginn, mä, wa se wëllen, och begleet ze ginn an och do kënne mat dervun ze profitéieren, datt se dat och richteg gesinn a kenne léieren.

Ech hunn de Mëtteg net hei héieren, datt ee gesot hätt, e wier frou driwwer, datt mer zu Lëtzebuerg keng Altersaarmut hätten. Och dat ass e Phenomeen, deen zu Lëtzebuerg ass, a wou mer eis sollen driwwer freeën, datt déi Kategorie vu Leit Gott sei Dank net an der Aarmut ass, an datt dat awer och...

(Interruptions)

Natierlech gëtt et an eenzelne Fäll och Leit, déi net... Mä, wéi gesot, prozentual, wa mer iwwer Prozenter schwätzen, musse mer soen, datt mer dat Gott sei Dank awer an deem Beräich do net hunn.

(Interruptions)

Une voix.- Den Här Colombera huet dat extra...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Lëtzebuerg huet sech och selbstverständlech engagéiert an där Strategie vun Europa. An do sinn och déi dräi, ebe justement och déi dräi Indicateure festgehale ginn. Mir wëlle selbstverständlech och, datt déi Ziler erreecht ginn, an datt mer och eng transversal Approche do hunn.

Duerfir hu mer am Dezember d'lescht Joer den interministerielle Comité erëm zesummegeruff, fir och ze weisen, datt mer net - och wann ech de Mëtteg eleng hei sinn, dann ass dat awer, wéi wann all déi aner derbäi gewiescht wieren, déi also och hir Beamte mat an deem Comité do dran hunn. Mir hunn och am Januar elo d'Zivilgesellschaft geruff, fir nach eng Kéier ze kucken, wat eenzel Punkte kéinte sinn, déi een zousätzlech ebe kéint maachen, fir eben d'Leit aus der Aarmut erauszekréien.

Mir hunn Acteure fonnt, mat deene mer dat an deene leschte Joren op ville Plaze konnte maachen, als Regierung, mat de Gemengen, mat de Sozialpartner, mat den Associatiounen an och de Professionellen um Terrain. An ech denken, datt dat och eppes ass, wat wichteg ass.

Hei sinn eng Partie vu Sujeten opgeworf ginn, déi ëmmer erëm och kommen als ee Facteur, fir an d'Aarmut ze féieren. Dat ass virun allem och de Logement. An do, mengen ech, ass keen, deen net domat d'accord wier, fir ze soen, datt dat effektiv eppes ass, wat zu Lëtzebuerg deier ass.

Wann een 1.000 Euro Loyer de Mount muss bezuelen, dann ass dat sécher fir vill Leit eng ganz grouss Charge. Awer do wëll ech och soen, a besonnesch wäert dat och de Kolleeg Fernand Boden freeën, datt mëttlerweil 103 Gemengen de Pacte Logement - dee jo net ëmmer gelueft gouf, och heibanne vun eenzelne Leit net gelueft gouf - awer ënnerschriwwen hunn, an datt ech domadder och dervun ausginn, datt an Zukunft eng ganz Partie Gemenge sech also mat do engagéieren an och kucken, datt dann an der Realitéit och dee Logement geschafe gëtt, dee mer brauchen, an deen net esou schrecklech deier ass, wéi dat bis elo op eenzelne Fäll (veuillez lire: Plazen) de Fall ass.

D'Agence immobilière ass ewell dacks haut de Mëtteg hei zitéiert ginn. Och dat ass eigentlech en Element, fir de Leit éischter Sachleeschtungen ze ginn a se awer ze responsabiliséieren, well och dat gehéiert do derzou. Bis elo huet eng Kéier, an engem eenzege Fall huet de Fong misse bezuelen, wou eben déi Leit, déi an deene Logementer sinn, net selwer bezuelt hunn. Mä vun all deenen aneren ass dat haut selwer gemaach ginn, wou ech och fannen, datt dat awer eigentlech eng flott Erfahrung ass.

Am Regierungsprogramm steet dran, datt de Logementsminister e Projet de loi géif maachen iwwert d'Allocation de logement an eng Allocation de loyer. De Marco Schank huet dee Projet hei déposéiert, wou et virun allem drëm geet, Leit, déi kuerzfristeg an eng schlecht Situatioun geroden, entweder de Loyer ze bezuele respektiv hinne bei dem Prêt ze hëllefen, fir datt se net an esou enger Situatioun och dann nach hiren Doheem verléieren.

Haut de Mëtteg ware mer zu e puer an dem Gottesdéngscht, deen d'Por vu Bouneweg organiséiert hat fir déi Leit, déi dëst Joer op der Strooss gestuerwe sinn. Dat ass jo fir mech nu wierklech awer dat Allerschlëmmst, wat mer an der Aarmut hunn. 38 Mënsche sinn dëst Joer zu Lëtzebuerg op der Strooss gestuerwen, 38! 31 sinn der gestuerwen dëst Joer bei Autosaccidenter. 38 sinn der op der Strooss gestuerwen, an engem Liewensduerchschnëtt oder an engem Alter vun ongeféier 46 Joer.

Wann Dir Iech elo vläicht nach frot, wat Der an där nächster Zäit nach kënnt dorëmmer maachen, dann, mengen ech, ass dat hei sécher eppes, wou och all Gemengen nach eng Kéier ugesprach sinn, an ech hunn ewell dacks den Appel och hei gemaach un d'Gemengen: Kommt hëlleft eis, datt mer déi Saach do kënnen dezentraliséiert maachen!

Et geet net duer, datt an der Stad e Foyer Ulysse ass, an et geet net duer, datt zu Esch den Abris Sud ass. Iwwer Land brauche mer méi kleng Strukturen, wou d'Leit kënne bleiwen a wou se kënnen uerdentlech versuergt ginn. Duerfir - dat maachen ech wierklech nach eng Kéier - probéieren ech ze soen: Hei, kommt hëlleft eis dach do an hëlleft och deenen anere Gemengen, och aus Solidaritéit vis-à-vis vun deenen! Dat ass jo awer nu wierklech eppes, wat fir mech net nozevollzéien an net matzemaachen ass, datt mir esou vill Leit hei hunn, déi wierklech op der Strooss stierwen!

Also, dat ass eppes, wou mer alleguerte mat gefuerdert sinn. Also, dat ass e Problem, dee wierklech och sécher nach a méi enger laanger Zäit bleift an et mierkt een och do, datt och ëmmer méi jonk Leit derbäi sinn. Eng ganz Partie natierlech, déi och an den Droge waren, mä dat ass awer nach kee Grond, datt een dofir da keen Ënnerdaach méi huet an datt ee muss op der Strooss do bleiwen.

Eng vun de Froen, déi de Mëtteg och ganz dacks hei opgeruff ginn ass, ass selbstverständlech och d'Aarmut an d'Bildung. Mir wëssen, datt dat e wichtege Phenomeen ass. A mir wëssen och, datt et en Däiwelskrees ass, deen ee muss ënnerbriechen, fir och kënnen aus deem Ganzen erauszekommen.

Net fir näischt ass jo och d'Schoulgesetz vun 1912 reforméiert ginn. D'Madame Delvaux ass amgaang, drun ze schaffen, fir och den Enseignement secondaire ze reforméieren a fir och domadder derfir ze suergen, datt och d'Leit an d'Kanner eng besser Chance hunn, fir op den Aarbechtsmaart ze kommen an do och kënnen eng Plaz ze kréien.

Datselwecht spillt och fir alleguerten déi, déi am Décrochage scolaire sinn, dat heescht, déi Schoulofbriecher, wou mer sollen op 10% erofkommen. Do sinn eng ganz Partie vu Moossnamen, déi eben och vun der Éducatioun geholl goufen, wéi zum Beispill och eng Formatioun, wou koordinéiert, verschidde Pilotprojeten - Neie Lycée, am Lycée Classes relais a Classes passerelles, fir eben dat och domadder ze verbesseren.

Dann zu engem Deel, wat och hei gesot gouf elo vun der Madame Loschetter, datt ganz vill auslännesch Kanner och dorënner falen an déi domadder selbstverständlech méi Schwieregkeeten hu wéi anerer. Mir hunn och an dem Service national de la jeunesse d'Capacitéit verduebelt, fir Jugendlecher opzehuelen, déi de Service volontaire d'orientation maachen, fir hinnen domadder och ze erméiglechen, entweder erëm zréck an d'Schoul ze goe respektiv fir op den éischten Aarbechtsmaart ze kommen.

Ouni Zweifel, an ech sinn och mat deenen all d'accord, déi de Mëtteg doriwwer geschwat hunn, ass och déi ausserschoulesch Betreiung e wichtegt Element an der Bekämpfung vun der Aarmut. An ech sinn och ganz domadder d'accord, wa gesot gëtt, datt een och do misst oppassen, datt dat och déi néideg Qualitéit misst sinn. Den Här Berger huet besonnesch och dorobber insistéiert, och bei deene Kanner vun null bis dräi Joer. Ech sinn absolut domadder d'accord.

Mir sinn och amgaang, am Ministère ze kucken, fir och net nëmmen Opfangstrukture fir Kanner ze hunn, där mer mëttlerweil an all Gemeng hunn. Ech wëll dat och eng Kéier hei soen. All Gemeng am Lëtzebuerger Land huet mëttlerweil Structures d'accueil fir Kanner, wat eppes ass, wat sécher wichteg ass, eng Kéier fir d'Vereenbarkeet vu Beruff a Familljen, an och fir den Taux d'employabilité vun de Fraen domadder eropzesetzen. Virun allem awer och, well mer wëssen, datt, wat méi Persounen an engem Stot schaffen, an dat ass jo ee vun de Grënn, firwat datt déi monoparental Familllje méi aarm sinn, dat ass, well nëmmen eng Pai do ass. Wann an deenen aneren zwou Paien do sinn, brauch ee keng grouss mathematesch Erfindungen ze maachen, fir erauszefannen, wann s de zwou Paien hues, datt s de méi liicht kanns liewen, wéi wann s de nëmmen eng hues.

Mä, wéi gesot, fir mech ass et och wichteg, datt mer net nëmmen déi Structures d'accueil hunn, mä datt och do an enger gudder Qualitéit geschafft gëtt. A wéi gesot, ëmmer erëm kritt ee gesot, datt dat och wichteg ass vun deene klenge Kanner vun null bis zwielef Joer.

Mir hunn d'Chèques-services ënner anerem agefouert, well mer gesot hunn, mir fannen et wichteg, datt d'Kanner an déi Betreiungsstrukturen do kommen. Wou mer och net gesot hunn, datt dat nëmme fir där Familllje wier, mä am Contraire, well mer fannen, datt d'Mixitéit wichteg ass, well och d'Kanner vunenee léieren, well och ëmmer méi geschwat och gëtt vun där non formaler Formatioun. An duerfir, denken ech, ass dat och fir déi Kanner enorm wichteg.

De Fonds de solidarité huet kierzlech zesumme mat dem SNAS nach erëm eng nei Campagne lancéiert fir déi Kanner, déi bis elo net dovunner profitéieren, fir nach eng Kéier den Elteren ze soen: Hei, Är Kanner kënnen an d'Maisons relais, an d'Crèchë goen, ouni datt Der musst derfir bezuelen. Et si mëttlerweil ongeféier 2.000 Kanner vu 4.000, wou mer soen, déi an där Situatioun sinn, déi dovu profitéieren. Mä wéi gesot, eis Effortë gi virun, fir datt och do an der Zukunft déi, déi elo net derbäi woren, och dovunner kënne profitéieren.

De Mill Majerus huet iwwert den ONE geschwat. Mir hoffen, datt mer och an deenen nächste Wochen den Avis vum Conseil d'État kréien, iwwert déi siwe Reglementer, déi an deem Gesetz dra woren, fir och domadder kënnen dann déi Hëllefen ze ginn, déi wierklech eng ganz Partie Kanner brauchen, déi se bis haut eben net konnte kréien, well mer keng Méiglechkeeten derfir haten.

Hei ass iwwer Aarmut a Gesondheet geschwat ginn. Mir wëssen, datt dat eppes ass, wat sécher ee grousse Problem ass fir Leit, déi aarm sinn, datt se net kënnen ëmmer sech dat alles leeschten, net gesond iessen, sech net bewegen. Mir hunn och doriwwer probéiert, Campagnen ze maachen. Mä ech denken, datt eent vun deene wichtegen Elementer ass, datt bei der Gesondheetsreform den Tiers payant social agefouert gouf, wou mer amgaang sinn, mat eise Servicer a mat och dem Gesondheetsministère an der Sécurité sociale an och op den Terrainen ze kucken, wéi déi Modalitéite sinn, fir datt dat dann och kann ëmgesat ginn.

Iwwert d'Épiceries sociales ass vill hei geschwat ginn. Et ass net nëmmen, datt een d'Liewensmëttel zu engem Drëttel vum Präis do ka kréien, mä wou awer och domat verbonnen ass, datt do awer och e Konzept hannendrun ass, wou d'Leit doriwwer opgekläert ginn, wat datt d'Liewensmëttel sinn, wéi een och ka geléiert ginn, fir ze kachen an aner Saachen. Dat, denken ech, ass och net onwichteg, net nëmme just, datt een dohinner geet an nëmmen eppes kritt, wat net deier kascht. Selbstverständlech sinn och bei deenen Initiativen d'Centbutteker zu Beetebuerg an hei an der Stad mat opgezielen.

Aarmut an Aarbecht, mir hunn och haut doriwwer vill geschwat. Et ass evident, datt mer och bei eis Leit hunn, déi schaffe ginn an trotzdeem aarm sinn. E Phenomeen, dee mer an de Joren eigentlech fréier net esou kannt hunn. Mä och dat gesi mer entweder do derduerch, datt d'Leit net esou laang schaffen, net esou vill Stonne schaffen oder och aneres. D'Reform vun der ADEM ass hei ugeschwat ginn.

Vläicht ass et awer interessant, fir och ze héieren, datt eng Etüd, déi de CEPS gemaach huet: 35% Rekrutement ass op Basis vu perséinleche Relatiounen entstanen, 23% iwwer Annoncen a just 7% iwwert d'ADEM. Ech denken, datt do dann nach Etleches ze maache bleift.

Dir wësst och, datt mer dëst Joer am Joer vum Bénévolat dra sinn. Ech wier frou, wa mer et fäerdeg géife kréien, datt eng ganz Partie vun deene Leit, déi, wa se an engem Moment net d'Chance hunn, fir an der Gesellschaft mat dran ze sinn, well se keng Aarbecht hunn, datt se och iwwert dee Wee d'Méiglechkeet géife kréien, sech kënnen ze beschäftegen an och domadder hir Employabilitéit erëm eropzesetzen.

RMG ass kloer, datt mer dat och an deenen nächste Joren, och wann dat heiansdo kritiséiert gëtt, mer frou sinn, datt mer dat hunn. Ech sinn och frou, datt mer dat neit Gesetz iwwert den Office social hunn. An ech sinn am Fong e bësselche verdross, datt d'Madame Spautz esou dat awer hei relativ negativ duergestallt huet, och wéi déi Ausféierungen do wieren.

Mir haten am Virfeld laang diskutéiert mam Syvicol, an et wor eng Preparatioun vun deem Gesetz, wou mer eis wierklech vill Méi gemaach haten, zesumme mat de Gemengen, sou datt, wann elo op eenzelne Plaze Problemer sinn, da soll ee kucken, datt een déi geléist kritt. An Dir kennt mech gutt genuch, datt dat bei mir normalerweis kee Problem ass, fir um kleinen Dienstweg ze kucken, wann do e Problem ass. Ech ka mer virstellen, datt deen um Office social zu Esch méi grouss ass wéi e vläicht bei eis an der Munzer Gemeng ass. Mä dat ass awer kee Grond, wann do e Problem wier, datt een dat och net géif kënne maachen.

Jiddefalls hu mer domadder e Recht geschafe fir d'Leit. An et ass eigentlech net méi normal, datt nach ee vun enger anerer Gemeng dohinner geschéckt gëtt, och wann deen da seet, mir hunn net d'Erfahrung do derfir. Mä ech denken awer och, datt een dat net esou kann hinhuelen, fir ze soen, ma dee kënnt elo hei bei lech an da kënnt Der kucken, datt Dir mat em eens gitt.

Här President, ech hätt nach esou vill ze soen, mä ech gesinn, datt Der ufänkt, mer hei rout Luuchten unzemaachen. Och déi Geschicht vum Här Hoffmann, dozou wëll ech awer just soen, fir erëm eng nei, ech weess net wat Unitéit ze schafen, fir d'Aarmut ze erhiewen. Mir hunn zu Lëtzebuerg de CEPS, deen eigentlech dofir ewell geschaf gouf, fir déi Erhebungen ze maachen. Mir hunn de Statec, mir hunn och nach d'Uni zu Lëtzebuerg. Ech weess net, ob et net wierklech awer duergeet mat all deenen Instrumenter, déi mer hunn. Et muss ee se vläicht richteg an aneschters asetzen.

An, Här President, zum Schluss wëll ech dann awer soen, duerch d'Transferts sociaux geet d'Aarmut zu Lëtzebuerg ëm 30% erof. Et ass also net esou, datt dat, wat mer maachen, alles Geld ass, wat ewechgehäit gëtt a wat net bei deene Leit ukënnt. Mä wéi gesot, an 20 Minutten ass et schwéier, fir alles ze soen.

Ech soe jiddefalls jiddwerengem Merci fir...

(Interruption et hilarité générale)

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun. Mir hunn...

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Här President!

M. le Président.- Den Här Hoffmann freet nach eng Kéier d'Wuert. Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Awer kuerz! Also, d'Madame Ministesch seet, an do kann een hir natierlech net a priori Onrecht ginn, dass e Prozentsaz, ee Prozent vun engem Joer zum aneren op enger statistescher Feelquot kéint berouen. Par contre, wann een awer d'Evolutioun vun deene leschte Jore kuckt, kontinuéierlech, da stelle mer awer fest, dat ass awer vun ëm déi eelef, zwielef op déi 15 eropgaang an dat berout also wuel net méi op statistesche Feelquoten.

Op där anerer Säit muss ech soen, all déi ënnerschiddlech Analysen, déi et iwwert d'Entwécklung vun der Aarmut zu Lëtzebuerg gëtt - an ech hunn der jo e puer zitéiert, an aner Intervenanten haut hunn nach anerer zitéiert -, déi lafen alleguerten op datselwecht eraus. Mir hunn am Verglach zum Ausland, egal wéi eng Indicateuren dass een hëlt, ob ee relativ Aarmut oder aner Indicateuren hëlt, hu mir an engem räiche Land, am Verglach zu vergläichbare Länner - also net Rumänien, mä mat vergläichbare Länner -, en erstaunlech héijen Taux, eigentlech en inakzeptabel héijen Taux.

An zweetens, all déi Etüden, déi mer kennen, soen och, d'Situatioun huet sech an deene leschte Joren net verbessert, mä verschlechtert, an net nëmmen an deem lwwergank vu viru Kris, no Kris. An ech wëll nach eng Kéier betounen, ech hunn och net den Androck, dass Är Moossnamen am Krisepak dozou eng Verbesserung bréngen.

Dat Zweet: Dir hutt natierlech Recht, wann Der drop hiweist, dass deen neien Indicateur um europäesche Plang, „Europa 2020", deen zitt zwee, zwee Indicateure mat, déi kee relative Charakter méi hunn, dat heescht, wou een also eng absolut Privatioun ka moossen. An da läit selbstverständlech de Prozentsaz méi déif hei zu Lëtzebuerg wéi bei deenen aneren Indicateuren. Firwat? Mä well bei eis ganz einfach natierlech déi allgemeng Akommessituatioun eng aner ass wéi an eisen Nopeschlänner.

Ech wëll dat awer nach eng Kéier betounen, deen Ënnerscheed tëschent enger absoluter... - déi ass jo ni absolut, gellt, dat géif ech och mengen, do brauch ech net drop zréckzekommen; eng absolut Aarmut moosse gëtt et guer net, well dat ass ëmmer relativ - mä den Ënnerscheed awer tëschent där sougenannter absoluter Mooss an där relativer Mooss ass deen - an deen ass fir mech immens wichteg, och wann ech weess, dass déi relativ Aarmut muss interpretéiert ginn -, deen Ënnerscheed ass deen, dass mer mat der relativer Aarmut e Verdeelungsverhältnis moossen, a mat enger absoluter Aarmut moosse mer kee Verdeelungsverhältnis, dat heescht, do moosse mer just, dee ka sech emol kee Brout kafen. Mir moossen awer net, dass op där anerer Säit vun der Leeder ee sech dräi Schlässer op der Loire ka leeschten. A mat dem relativen Indicateur, do moosse mer eng Verdeelung, well mer soen, do ass de medianen Akommes an esou vill drënner.

Ech mengen och, an den Här Colombera huet et am Fong geholl op eng ganz einfach, awer aliichtend Aart a Weis ausgedréckt, mir kënnen d'Aarmutsfro net trenne vun der Verdeelungsfro. Mir kënnen déi sozial Servicer, déi alleguerten hei ugeschwat gi si vun all méigleche Riedner, déi kënne mir net finanzéieren, wa mir eis net d'Moyenen hierhuelen, wa mir eis net d'Ressourcen hierhuelen, déi finanziell Ressourcen hierhuelen, an déi musse mer effektiv esou hierhuelen, dass et eng Redistributioun gëtt.

Dofir ass fir mech einfach deen Ëmverdeelungseffekt vun de Steieren immens wichteg, net nëmmen um nationale Plang, och um europäesche Plang.

Zweetlescht Remarque, dann ass souwisou meng Zäit ofgelaf, si ass souwisou ofgelaf: d'selektiv Sozialpolitik. Ech erënneren lech nach eng Kéier drun, och den Här Majerus, an d'Madame Ministesch, mengen ech, huet e wuelweislech net gebraucht. Am Almanach vun der Caritas, dat ass jo eng Organisatioun, déi dem Här Majerus net esou wäit ewech steet,...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Si steet lech awer och no!

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- ...steet,...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Si steet lech dach och no!

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Jo, um soziale Plang, Madame,...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Majo, gesitt Der emol!

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- ...um soziale Plang net esou wäit ewech.

(Interruptions diverses)

...steet, dat Wuert vun der selektiver Sozialpolitik wier en „Unwort" a mer sollen et fale loossen, well dat géif a Wierklechkeet drop erauslafen, de Sozialstat ofzebauen.

Am Office social, Madame Ministesch, nach eng Kéier, déi Aufgaben, déi den Office social misst iwwerhuelen, no deem, wat Dir op Bréissel schéckt, nämlech accompagnement... kann en net, kann en net! Dat ass net nëmmen zu Esch esou. Déi Leit, déi do schaffen, déi bréngen et esou just fäerdeg, dann déi Aide matérielle en nature et en espèces ze leeschten, mä wat se net kënne mat där doter Personalausstattung, dat ass wierklech eng preventiv Politik géint d'Aarmut, wéi se eigentlech misst sinn.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Här Hoffmann.

Domadder ass awer elo d'Diskussioun um Enn, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwer eng Rei vu Motiounen, déi souwuel den Här Hoffmann wéi och d'Madame Loschetter eraginn hunn. Mir géifen ufänke mat der éischter Motioun vum Här Hoffmann.

Motion 1

Wëllt nach een dozou eppes soen?

(Négation)

Da géife mer direkt mam Ofstëmmen ufänken.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 vum Här Hoffmann ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen, 21 Jo-Stëmmen an 2 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Raymond Weydert), Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Se sont abstenues: Mmes Lydie Err et Vera Spautz.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer zu der zweeter Motioun vum Här Hoffmann.

Motion 2

Do fänkt d'Ofstëmmen och elo direkt un.

Vote sur la motion 2

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Déi zweet Motioun vum Här Hoffmann ass verworf mat 46 Nee-Stëmmen, 1 Jo-Stëmm an 12 Enthalungen.

A voté oui: M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Louis Schiltz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ech ginn och dovun aus, datt hei kee wëllt seng Enthalung begrënnen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Dach, den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Här President. Merci, Här President. Déi Motioun vum Här Hoffmann ass eis ganz sympathesch, bis op zwee Punkten. Den Här Hoffmann seet „instauration d'un salaire social minimum européen". Ech verstinn dat net, Här Hoffmann, ech ka mer net virstellen, dass e Lëtzebuerger e Salaire minimal wéi ee vu Polen wëllt kréien, dat geet net.

Une voix.- Bulgarien.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Wann Der géift schreiwen, an all Land misst ee Mindestloun agefouert ginn...

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Jo, et ass esou gemengt.

M. Jean Colombera *(ADR).*- War dat esou gemengt?

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Et ass esou gemengt.

M. le Président.- D'Ofstëmmung ass awer eriwwer, Här Colombera.

(Brouhaha)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ech hätt awer nach eng Remarque, Här President, dat ass dee leschte Considérant, dass den Här Hoffmann wëllt gär Steieren hiewen, mä et wär besser, wann Der eis Propositioun géift huelen, Här Hoffmann, an eng Negativ-Steier géift aféieren. Dat géif kengem schueden a jiddwereen hätt eppes. Merci.

Résolution 1

M. le Président.- Gutt! Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun vum Här Hoffmann.

(Interruption)

Jo, Här Hoffmann. Ganz kuerz, well Dir hutt Är Zäit fir Motiounen a Resolutioune largement depasséiert!

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Mir haten hei en Hearing iwwert d'Klimaveränneru ng. Wa mer der Meenung sinn, dass d'Fro vun der Aarmut gradesou wichteg...

M. Eugène Berger *(DP).*- An een iwwert d'Juegd!

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- An een iwwert d'Juegd, seet den Här Berger souguer. Wa mer der Meenung sinn, dass d'Fro vun der Aarmut esou wichteg ass wéi d'Fro vun der Juegd oder méi wichteg ass wéi d'Fro vun der Juegd respektiv esou wichteg wéi d'Fro vun der Klimaveränneru ng, dann, mengen ech, kéint d'Chamber et sech erlaben, och en Hearing ze maachen, en öffentlechen Hearing zu där Thematik.

M. le Président.- Den Här Schiltz huet d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk), interpellateur.*- Soss maache mir e selwer!

Une voix.- Jo!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, dat do géif ech verstoen, wa mer an der Chamber eng total inaktiv Familljekommissioun hätten. Or ass déi Familljekommissioun ultra-aktiv a gëtt ugefouert vun engem hyperaktive President,...

(Hilarité et interruptions)

...deen zu Recht, opgrond vun deene seriöe Problemer, déi do traitéiert ginn, permanent am Dialog mat de Leit ass. Duerfir mengen ech, dass déi Motioun hei wierklech superfétatoire wier.

M. le Président.- Den Här Colombera huet d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Här President, ech sinn enttäuscht, wat den Här Schiltz elo hei gesot huet. Här Schiltz, et geet hei net nëmme fir d'Familljepolitik, mä et geet och fir déi aner Domänen. Do geet et och an der Gesondheet, am Environnement, do geet et iwwerall. An ech mengen, wa mer elo scho gesinn hunn, am Ausland, wéi d'Regimer kippen, well d'Aarmut ass eng Zäitbomm. Mir gesinn dat an Tunesien. Mir gesinn dat an Ägypten. An hei riskéiere mer och mat der Zäit eng Zäitbomm ze kréien, wou dee ganze System ka basculéieren.

An ech mengen, mir kënnen net heihinnerkommen a Sonndesrieden halen: eng Kéier am Joer, eng Kéier fir d'Kanneraarmut an eng Kéier fir déi aner Aarmut, an

da soen, okay, mir leeën alles ad acta. Dat doten ass net normal, Här Schiltz, an dofir ginn ech dem Här Hoffmann Recht fir déi Resolutioun, a mir wäerten déi matstëmmen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, keng Wuertmeldung méi?

(Négation)

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi Resolutioun.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun 1 vum Här Hoffmann ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen an 23 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Lydie Err et Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Louis Schiltz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Da komme mer zu där leschter Motioun, der Motioun vun der Madame Loschetter.

Motion 3

Freet nach een dozou d'Wuert?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géif ech proposéieren, datt mer och direkt doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Och déi Motioun ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen, 21 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

S'est abstenue: Mme Vera Spautz.

Ech ginn dovun aus, datt kee seng Enthalung wëllt begrënnen?

(Négation)

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

SÉANCE 24 JEUDI, 10 FÉVRIER 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Motion de M. André Hoffmann sur le soutien des forces luttant pour la démocratie en Égypte
- *Exposé: M. André Hoffmann (motion déposée le 8 février 2011)*
- *Discussion générale: M. Ben Fayot, Mme Lydie Polfer, M. Norbert Haupert, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

2. Motion de Mme Lydie Err sur le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo - Soutien de l'EULEX
- *Exposé: Mme Lydie Err (motion déposée le 8 février 2011)*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur (dépôt d'une documentation), M. Norbert Haupert, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

3. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la situation des hommes divorcés et, en particulier, des pères divorcés au Luxembourg

et

Interpellation de Mme Lydie Err sur la situation des femmes divorcées au Luxembourg
- *Exposés: M. Fernand Kartheiser, Mme Lydie Err*
- *Débat: Mme Christine Doerner, M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, M. Lucien Weiler*
- *M. Fernand Kartheiser (question d'ordre procédural), M. le Président*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*

4. Question avec débat n°16 de M. Jean Huss relative aux suites de l'affaire Mediator

et

Question parlementaire n°1227 de M. Jean Colombera relative aux suites de l'affaire Mediator
- *M. Jean Huss - M. Jean Colombera - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

5. 6219 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 24 juin 2010 modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6195 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zu der Motioun vum Här André Hoffmann iwwert d'Ënnerstëtze vun der Demokratie an Ägypten. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

1. Motion de M. André Hoffmann sur le soutien des forces luttant pour la démocratie en Égypte

Exposé

M. André Hoffmann *(déi Lénk), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären an Här Minister, ech si prinzipiell der Opfaassung - an ech mengen, dat wësst Der -, dass d'Entwécklunge vun Demokratie, vu Fräiheet, vu Mënscherechter a vu sozialer Gerechtegkeet aus dem Ënnere vun enger Gesellschaft musse kommen, fir erfollegräich kënnen ze ginn, an dass, wann ee probéiert, se vu baussen ze imposéieren, virun allem mat Gewalt, dat an der Regel zu ganz vill Leed a ganz oft zum Contraire vun deem féiert, wat een angeblech bezweckt huet.

Dat heescht dann natierlech awer och, dass mer demokratesch Bewegunge bannen an de Länner, bannen an de Gesellschafte mat eise Mëttele mussen ënnerstëtzen. Dofir mengen ech also och, dass mer déi demokratesch Bewegung an Ägypten mussen ënnerstëtzen - souwuel eis Regierung wéi och d'Europäesch Unioun -, dass mer mussen déi gewaltsam Repressioun, déi jo scho stattfonnt huet…

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Hoffmann nozelauschteren!

M. André Hoffmann *(déi Lénk), auteur.*- Merci, Här President. Ech kann och nach méi haart jäizen zwar, mä… Also, déi gewaltsam Repressioun, déi scho stattfonnt huet, dass mer déi och ganz hefteg an eendeiteg condamnéieren an dass mer fuerderen, eis Regierung soll fuerderen: e méiglechst schnellen Iwwergank zu engem demokratesche Regime, esou wéi an Tunesien, esou och an Ägypten.

Déi Bewegung an Ägypten, déi freet den direkte Réckzuch vum President Mubarak, an a menger Motioun, an där Fassung, wéi se elo virläit, steet och, d'Regierung an d'Europäesch Unioun sollen déi Fuerderung ënnerstëtzen.

Ech weess entre-temps duerch Gespréicher mat verschiddenen Deputéierten, dass en Deel vun der Chamber esou eng direkt Fuerderung net wëllt mat ënnerstëtzen, sondern léiwer méi eng allgemeng Formu-

léierung un där Plaz hätt. Méi eng allgemeng Formuléierung: also a Richtung vun engem méiglechst schnellen Iwwergank zu engem demokratesche Regime, ouni dass direkt d'Ënnerstëtzung vun där Fuerderung, d'Demissioun vum Mubarak, an der Motioun géif stoen.

Ech sinn och domadder d'accord, wann dat derzou féiert, dass mer an der Chamber fir d'Ënnerstëtzung vun där Bewegung eng Unanimitéit oder jiddefalls eng grouss Majoritéit kënne kréien.

Ech muss allerdéngs och soen, mir mussen aus deem, wat elo an der arabescher Welt geschitt, awer ganz seriö Lektiounen zéien. Am „Monde", an engem vun deene leschten „Monde" gëtt e franséische Proff zitéiert, dee kritiséiert Frankräich, andeem e seet, Frankräich hätt eng „diplomatie d'État" gemaach, an net eng „diplomatie des peuples".

Ech mengen, dat hunn eis Regierungen an der Vergaangenheet ganz vill gemaach, an net nëmme Frankräich, sondern och d'Europäesch Unioun: eng Diplomatie d'État. A bei enger Diplomatie d'État, do wësse mer, do falen da ganz oft déi geostrategesch, déi wirtschaftlech Interessen an d'Woschuel. An déi weien da méi wéi op där anerer Säit d'Demokratie oder d'Mënscherechter.

Dofir mengen ech och, dass mer aus deem, wat am Moment an der arabescher Welt geschitt, eis Lektioune sollen zéien an och net duerch eng iwwerméisseg Virsiicht probéiere sollen opzefalen. Natierlech wësse mer net, wéi déi komplex Situatioun évoluéiert. Natierlech wësse mer dat net, mä ech mengen, mir sollten awer einfach e Vertrauen an déi demokratesch Bewegung hei vun Europa aus däitlech demonstréieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Wie wëllt nach d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Fayot, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir drécken a Motiounen a Resolutiounen ons Begeeschterung doriwwer aus, dass d'Mënschen a verschiddene Länner an der arabescher Welt keng Angscht méi virum Polizeistat hunn a fir Fräiheet an Demokratie manifestéieren. Dat huele mer gär zur Kenntnis. Mir begréissen dat och a mir hoffen, dass an där Welt, wou vill Diktature waren a sinn, dass do d'Mënschen Demokratie a Fräiheet erëmkréien.

Esou Motiounen a Resolutioune ginn an all Parlamenter vun der Welt gemaach. Dat ass wichteg a richteg. Ech wëll dat och net a Fro stellen. Ech wëll just trotzdeem d'Fro stellen, wat elo, wat duerno geschitt.

Et ass net ze erwaarden, dass vun haut op muer - och net an Ägypten - eng lupenrein Demokratie entsteet, vun haut op muer. Ägypten brauch Zäit fir e friddlechen Iwwergank, deen en demokratesche Prozess an d'Wee leet. An dee Prozess wäert sécher net einfach ginn. E wäert laang a schwiereg sinn, well villes an de leschten 30 Joer ënnerdréckt ginn ass. Et muss also elo erëm politesche Pluralismus kommen. Et musse fräi Parteien a fräi Medien entstoen, Institutiounen, déi eegestänneg a richteg fonctionnéieren.

Wann dem Här Mubarak säi Regime zesummebrécht, bleiwen als Muechtzentren d'Arméi an d'Muslimesch Brudderschaft. Et ass virun allem ze hoffen, dass weder eng Militärdiktatur nach eng islamesch Diktatur entsteet. An et ass och ze hoffen, dass Ägypten net an de Camp vum Iran basculéiert, deen am Libanon an a Gaza extremistesch a gewalttäteg Mouvementer opgebaut huet an dee sech héicherfreet gewisen huet, dass an Ägypten nei Méiglechkeete fir en islamesche Gottesstat entstinn. Do steet och d'Existenz vun Israel um Spill, déi vun der politescher Stabilitéit an deem Deel vun der Welt ofhänkt.

D'Fro stellt sech also elo: Wéi soll sech Europa an och Lëtzebuerg a senger Politik vis-à-vis vun Ägypten behuelen?

D'Motioun vum Här Hoffmann zitt aus der Analys, déi e mécht, fënnef Schlussfolgerungen, vun deenen der zwou besonnesch relevant sinn.

Déi éischt ass déi, dass ons Regierung déi Kräften, déi fir Demokratie do kämpfen, ënnerstëtze soll. Dëst ass eng wichteg an interessant Fuerderung, déi mer selbstverständlech matdroen. Ech erënneren och drun, dass Europa dat ëmmer gemaach huet. Wéi d'Diktatur a Portugal zesummegebrach ass, a Spuenien schonn an de 70er Joren, och wéi d'Sowjetunioun zesummegebrach ass an endlech déi Länner an Osteuropa fräi gi sinn, huet Europa do gehollef, d'Demokratien nei opzebauen. An ech mengen, dat solle mer och hei an Ägypten hëllefen ze maachen.

Déi zweet Konklusioun, déi den Här Hoffmann wëllt zéien - an en huet dat jo och schonn ugedeit -, dat ass, dass ee soll den Départ vum Här Mubarak froen. Mir sinn der Meenung, dass dat eigentlech eng Saach vun den Ägypter selwer ass. Ob d'Manifestanten elo de Mubarak ewechkréien, wësse mer net, mä dass säin Départ eleng all d'Problemer géif léisen, mengen ech, kann ee bezweifelen.

Dofir schéngt et mer wichteg ze sinn, ganz kloer an där Motioun, besonnesch an deem drëtten Tiret vum Dispositif, ze soen, dass mer eng Transition démocratique verlaangen oder wënschen - esou eppes an deem Genre: «à réclamer et à soutenir la transition démocratique…» an «…et l'organisation d'élections libres».

Mir géifen also proposéieren, deen drëtten Tiret ze ersetzen duerch déi Formulatioun: «à réclamer et à soutenir la transition démoratique et l'organisation d'élections libres». Ech mengen, domat géife mer kloer zum Ausdrock bréngen, wat mer als Lëtzebuerger Regierung an och als Lëtzebuerger Land an Zesummenaarbecht mat deenen europäesche Länner wënschen. A mir géifen, mengen ech, och kloer soen, dass mer déi Transition démocratique wëllen ënnerstëtze mat deene Mëttelen, déi mer hunn, ouni ons an d'Interna vun deem Land anzemëschen, mä kloer soen, wat mer do wëllen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Wie freet nach d'Wuert? D'Madame Polfer? Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Här Minister, mir begréissen engersäits, datt mer och haut eng Diskussioun iwwer Ägypten hunn. Virun enger, zwou Wochen hate mer déi iwwert Tunesien. An dat, wat een hei feststellt, ass effektiv engersäits eppes enorm Erfrëschendes, eppes Optimistesches.

Well hei ass wierklech e Vollek, wat sech géint e Regime setzt, géint d'Ënnerdréckung an d'Korruptioun an engem Regime, a virun allem e Vollek, wat sech fir eppes asetzt: fir d'Fräiheet, fir seng Fräiheet a fir eben en anere Regime. E Regime, deen op anere Valeuren opgebaut ass. Dat kann een nëmmen ënnerstëtzen an et kann een et nëmme bewonneren!

Dofir, grondsätzlech kënne mir och mat där Motioun hei d'accord sinn, sauf eben och déi puer Remarquen, déi den Här Fayot schonn ugeschwat huet.

Ech mengen, et ass net un ons, fir dem ägyptesche Vollek ze soen, a wéi engem Timing dat muss oflafen. A wann d'Vollek, d'ägyptescht Vollek och d'Demissioun vum Mubarak freet, dann ass et a sengem Rôle. An esou wéi si et selwer soen: Fir si ass de Mubarak eben d'Symbol vun deem ganze Regime, dee se net méi wëllen.

Mä dat eent ass eng Revolutioun maachen, e Changement de régime, an dat anert ass natierlech och, nei Pilieren opbaue fir eben e richtegen, e besseren, anere Regime. An dat brauch Zäit. Dofir mengen ech och, et ass net un ons, elo ze soen, datt dat Éischt…, oder un ons ze soen, datt de Mubarak fort muss. Mä mir géife proposéieren, datt een ebe géif soen: «à soutenir toutes les initiatives visant à amener un changement de régime basé sur la démocratie et les droits de l'Homme».

Ech mengen, dat ass dat, wou mer all déi Forcen, déi dat dote wëllen, mussen ënnerstëtzen a wou mer d'Regierung och opfuerderen, dat ze maachen. An deem Sënn géife mir, wéi gesot, déi Motioun hei ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. An elo kritt den Här Haupert d'Wuert.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir si mam Här Hoffmann dermat d'accord, datt mer all Efforten, déi an der Welt geschéie vu Leit, déi fir de Respekt an hirem Land vun den individuelle Fräiheeten an och besonnesch fir d'demokratesch Institutioune vun de Mënscherechter a vum Rechtsstat antrieden, datt mer déi Beméiunge sollen an - ech géif souguer soen - mussen ënnerstëtzen.

Ech mengen, et ass awer och esou, dat, wat den Här Fayot gesot huet: datt esou e Wee zur Demokratie e Wee ass, dee laang ass - ech mengen, mir hunn et selwer erfuer - an deen een net einfach vu baussen eraus kann ënnerstëtzen. Ech mengen, dee ganze Prozess, dee muss vum Vollek aus kommen - dat, wat den Här Hoffmann hei och ënnerstrach huet -, an e muss och besonnesch vun dem Vollek gedroe ginn.

Dofir musse mer och mat alle Mëttelen, esou wéi den Här Fayot et och ënnerstrach huet, versichen, datt mer eng al Diktatur net duerch eng nei Diktatur ersetzen, mä datt mer wierklech zu demokratesche Institutiounen, zu demokratesche Verhältnisser an deem Land kommen.

Ech mengen, dofir soll eis Regierung och zesumme mat der Europäescher Unioun versichen, fir wierklech deem Land ze hëllefen, an d'Demokratie eranzewuessen, an - well d'Demokratie sech och oft iwwert d'Entwécklung mécht -, ech mengen, all Efforte maachen, fir datt d'Land sech weider kann entwéckelen.

Dofir géife mer och déi Motioun, esou, wéi den Här Fayot se hei proposéiert huet, ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Elo kritt den Här Félix Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Nodeems mer eng Motioun iwwert Tunesien hei an der Chamber zur Ofstëmmung bruecht hunn, maache mer och haut deeselwechten Exercice iwwer Ägypten. Mir hunn allerdéngs an dëser Chamber och béid Evenementer net virausgesinn.

Déi Géigend do vun der Welt huet nach aner Regimer, déi net eisen demokratesche Virstellungen entspriechen. A mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint ënner Ëmstänn nach där Motiounen hei an d'Chamber bréngen, allerdéngs ëmmer mat engem gewëssene Retard, well mer déi Evenementer net vun hei aus kënne virausgesinn.

Eng méi global Debatt wär vläicht och ubruecht. Ob dat awer vill ännert, steet dann op engem anere Blat.

Ech wëll dat just gesot hunn, well mer natierlech d'Motioun kënnen als gréng Fraktioun ënnerstëtzen, well mer Freed hunn ze gesinn, dass sech an där Géigend vun der Welt méiglecherweis eng Dier opmécht fir méi Demokratie, fir méi Respekt vu Mënscherechter. An dat kann een a soll een och onbedéngt ënnerstëtzen, och mat de Moyene vun der Europäescher Unioun, déi geziilt a richteg sollen agesat ginn.

Mä déi Ënnerstëtzung huet och hir Limiten. Déi Limiten huet den Här Hoffmann anescht ausgedréckt. En huet drop verwisen, dass dat, wat elo geschitt, aus dem Vollek kënnt. Wéi all grouss Evolutiounen oder Revolutiounen: Si kommen net vu baussen, mä si komme vu bannen a si gi vu banne gedroen.

Déi Ënnerstëtzung, denke mir, soll net d'Form vun enger Bevormundung unhuelen. Mir fannen et als gréng Fraktioun zum Beispill zumindest iwwerraschend, wann net souguer critiquabel, wat d'Administratioun Obama am Moment mécht, déi fir eise Goût däitlech ze offensiv ass, well se en Toun adoptéiert huet an der Fro vun Ägypten, deen e bëssen dem Toun vum Chef gläicht.

Et gëtt gefuerdert op eng Aart a Weis, dass de Prozess net respektéiert gëtt, deen amgaang ass, an deem Land do stattzefannen. An egal, wéi een zum President Mubarak steet - an ech mengen, mir sinn eis eens, wéi een zu deem senge Bilanen ze stoen huet -, ännert dat näischt drun, dass säin Départ en Deel vun deem Prozess ass, deen amgaang ass, an Ägypten diskutéiert ze ginn, wou vill Saache gläichzäiteg zur Diskussioun stinn a wou probéiert gëtt, eng Transitioun färdeg ze bréngen, déi ënnert dem Drock vun der Strooss awer op eng Aart a Weis stattfënnt, dass dorauser tatsächlech e besseren, demokratesche Regime entsteet.

Eng eesäiteg Fuerderung no enger virgezunnener Demissioun wär eng Zort Ingérence an dee Prozess, deen an Ägypten amgaang ass stattzefannen. E Prozess, wou d'Issue natierlech net sécher ass. Den Här Fayot huet déi zwou Optiounen, déi déi wahrscheinlechst sinn, opgezielt. Mä et sinn net déi eenzeg Optiounen, an et däerf een Hoffnung hunn, dass nach aner Optioune kënnen an deem Land zum Duerchbroch kommen.

Ech mengen, dass de Rôle vun der Europäescher Unioun a vun hire Memberlänner soll sinn, dee Prozess, deen an Ägypten amgaang ass, ze ënnerstëtzen an net onbedéngt Weeër oder Issuë virzeschreiwen oder eenzel Elementer aus deem Prozess virzeschreiwen. Dat wär an eisen Aen net onbedéngt dee richtege Wee.

Et soll ee Plaz fir déi schafen, déi d'Demokratie wierklech op hire Fändel geschriwwen hunn. Zum Beispill den Här El Baradei, deen e Rôle ze spillen huet, deen awer och riskéiert, vun den Evenementer iwwerholl ze ginn, wann déi sech géifen op eng Aart a Weis beschleunegen, wou déi Kräften, déi am Moment manner organiséiert sinn, wéi d'Militär oder wéi d'Muslimbridder, kéinte vun der Vitesse vun den Evenementer och iwwerholl ginn.

Dofir menge mer, dass déi Motioun, wéi se ëmformuléiert ginn ass…, mir hunn elo e puer Variante mëttlerweil um Dësch leien, mir missten eis just nach op eng vun deenen eens ginn. Mä ech mengen, si sinn alleguerten eigentlech gutt, well se dat Richtegt ausdrécken: dass mer d'Transitioun ënnerstëtzen. Mä ech denken, et ass wichteg, dass een de Prozess, deen amgaang ass, och dahingehend respektéiert, dass ee wierklech eng ägyptesch Léisung privilegéiert a keng, déi duerch geopolitesch Iwwerleeunge vu grousse Länner diktéiert wär. Dat ass an eisen Aen net déi bescht Solutioun.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An elo kritt den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Hoffmann e grousse Merci fir seng Initiativ, datt mer hei kuerz iwwer Ägypten kënne schwätzen an eis Ënnerstëtzung zum Ausdrock bréngen. Mir si mat deenen amendéierte Versioune vun esou enger Resolutioun d'accord. Och wann Är eenzel Theorien, Här Hoffmann, eng Diskussioun géife verdéngen, wéi zum Beispill déi Oppositioun tëschent „diplomatie d'État" an „diplomatie des peuples".

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Déi ass net vu mir!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mä Dir hutt se awer hei zitéiert. Dat kënnt een eng Kéier diskutéieren, dat wär och ganz interessant, mä elo ass net den Ableck dofir.

Wat mer awer wéilte soen, dat ass, datt mer, nodeems mer iwwert Tunesien an Ägypten hei geschwat hunn, awer net sollten d'Ae verschléisse virun Entwécklungen och op anere Plazen an der arabescher Welt, wéi zum Beispill der Gazaträif. Ech hu mech gefreet ze héieren, datt den Här Fayot elo zouginn huet hei, datt dat u sech en extremistesche Regime ass, deen ënner iraneschem Afloss steet.

Bis elo wore mer vun eiser Regierung gewinnt ze héieren, datt do ëmmer vun den „méfaits du Hamas" geschwat gëtt, datt dat e bësse schéigeriet ginn ass. Mä och an der Gazaträif gëtt et eng Zensur vum Internet. Et goufe Leit zerschloen, déi wollten op Demonstratioune goen. Et gëtt eng grouss Hoffnung, besonnesch am Jonktem am Gaza, op eng Ännerung. A mir vertrauen drop, datt, wann et elo och

am Gaza sollt zu ähnlechen Entwécklunge kommen, wéi mer se aus Tunesien an aus Ägypten kennen, dës Chamber dat dann och geneesou ënnerstëtzt, wéi mer et am Fall Tunesien an Ägypten elo gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'Éischt dem Här Hoffmann Merci soe fir déi Initiativ an ech mengen och der ganzer Chamber. Et weist, dass Regierung a Chamber - oder Chamber a Regierung besser - op enger Linn leien an dëser Fro, an ech mengen, dat steet eisem Land gutt zu Gesiicht.

An der Motioun gëtt jo ganz kuerz Tunesien erwähnt, net méi an de Konklusiounen. Mä ech mengen, Dir hutt Recht, Här Hoffmann, déi Nuance muss ee maachen an Tunesien. Wann näischt täuscht, ass ee scho méi wäit, wat d'Weichestellung ugeet, wéi an Ägypten.

An Ägypten ass d'Lag immens komplex. A muer, wou jo um Freideg sollen erëm riseg Demonstratioune sinn an Ägypten, do weess een net, wéi et muer den Owend do ausgesäit. D'Neutralitéit vun der Arméi ass bis elo jo plus ou moins garantéiert bliwwen. Mä mir musse wëssen, dass mer - ech si mat allen d'accord, déi hei gesot hunn, dass mir eis net däerfen do amëschen an Décisiounen huele fir d'Ägypter, oder dass mer gutt Rotschléi ze ginn hunn -, dass mer och net neutral ze sinn hunn. Neutral heescht hei: derlaanscht kucken. Dat kënne mer net als Lëtzebuerg, dat kënne mer och net als Europäesch Unioun.

Mir mussen also e puer Saache festhalen, an déi sinn an der Motioun och ugedeit, dass mer wëllen, dass Ägypten een neien Départ kann huelen. An en neien Départ huelen heescht, dass musse fräi a fair Wahle kënnen organiséiert ginn, wou all Ägypter dat aktiivt an dat passiivt Wahlrecht huet, an dass domadder eppes déclenchéiert gëtt, wat mir jo awer vun hei aus musse ganz staark appréciéieren.

Well dee Kreesch vun de Leit musse mer héieren, dass d'Leit eng aner Zort vu Participatioun an hirer Gesellschaft kréien, sief dat politesch, sief et ekonomesch, sief et sozial, sief et kulturell. Fir dat fäerdeg ze bréngen, gëtt et eng ideal Situatioun an et gëtt eng manner ideal Situatioun. Déi ideal wier jo, wa géif ënnert den Autoritéiten een Dialog gefouert gi mat der Société civile. An do gehéieren och derzou eben déi „Muslim brothers", mat deenen ass 50 Joer laang net geschwat ginn. Et ass 30 Joer laang an Ägypten regéiert gi mat Gesetzer, déi eigentlech Krichsgesetzer waren, Ausnahmegesetzer waren.

Ech hoffen, dass deen Dialog effektiv kann zu eppes féieren. Dat wier immens wichteg. An ech mengen, dat gëtt jo och vun der westlecher Welt appréciéiert an ënnerstëtzt. Ech hoffen, dass aus deem Dialog eppes erauskënnt, wat kann zu engem Changement vun der Verfassung féieren an och zu engem Changement féiere vum Wahlgesetz.

Déi manner ideal Situatioun ass natierlech, wann d'Saache sech géife verhäerden an et géif op deem Gebitt do kee Fortgank ze verzeechne ginn. Haut nach oder gëschter an der Stad Kharga - et muss ee wëssen, dat ass wäit ewech vu Kairo - si ganz staark a ganz bluddeg Ausenanersetzunge gewiescht, wou och mindestens fënnef Leit hiert Liewe gelooss hunn! Et muss een also en A drop behalen, wéi d'Evolutioun net nëmmen eleng zu Kairo ass, mä wéi se am ganze Land vir sech geet.

En général, Här President, mengen ech, dass mir als Europäer - wat richteg ass, wat hei gesot ginn ass vu jiddwerengem - net Professer ze spillen hu vis-à-vis vun den Ägypter, mä dass mer, wéi ech gesot hunn, dee Kreesch, dee gemaach ginn ass vun deene Leit an Ägypten, dass mer deen net däerfen ignoréieren.

D'Europäesch Unioun, déi finanzéiert de Moment am Duerchschnëtt Ägypten mat 150 Milliounen Euro am Joer. D'Halschent vun deene Sue si virun allem a wirtschaftlech Programmer gaangen. 40% dovunner sinn a Programmer gaangen: Environnement, Gesondheet an Éducatioun. An 10% ware fir d'Mënscherechter. Virun allem ass do a Programmer investéiert ginn, wat d'Gläichstellung vun de Fraen ugeet.

Dat muss weidergefouert ginn. Wéi gesot, déi Suen däerfen net op Regierungsplaze kommen, mä déi musse geziilt op d'Programmer higefouert ginn. Ech menge souguer, dass mer ee Konsens hätten an der Europäescher Unioun, dass een an deenen 200 Deeg, déi elo kommen - ongeféier 200 Deeg virun deenen nächste Wahlen -, dat och nach verstäerkt a weist: Hei, mir hunn Iech héieren, mir hëllefe mat.

Well et geet jo net duer, dass d'Europäesch Unioun herno e puer Wahlbeobachter dohinner schéckt a mengt, si hätt dann hiert gemaach. Mir mussen och logistesch hëllefen, fir effektiv den Ägypter, wa se eis dat froen, eben och ze hëllefen, wéi se kënnen hir Verfassung an hiert Wahlgesetz esou organiséieren, dass fräi a fair Wahle kënnen organiséiert ginn.

Bon, ech mengen, dass mer an der Europäescher Unioun selbstverständlech, ob mer grouss Länner sinn oder ob mer kleng Länner sinn, net an der Lag sinn - an déi Demut musse mer och hunn -, de Lead ze hu vun deem, wat an Ägypten geschitt ass a wat vläicht nach herno geschitt. Mä déi „diplomatie d'État", déi den Här Hoffmann zitéiert huet, an „diplomatie des peuples" mengen ech, war de Contraire, wat am „Monde" vun engem Professer stoung...

Ech kann nëmmen aus menger Erfahrung soen, dass et zum Beispill 2005, wéi mer d'Présidence haten - a mir hunn nom Doud vum President Arafat, wéi de President Abu Masen do war, gefrot: Wéi kënne mer de Friddensprozess relancéieren tëschent Israel a Palästina? -, dass et do zwee Regierungschefe gi sinn, oder Statschefe gi sinn, déi mer moderat genannt hunn: Dat war de jordanesche Kinnek an et war den Här Mubarak an Ägypten, a wou praktesch ëmmer duerch déi Kanäl alles gelaf ass, wat d'Relance vum Friddensprozess ugaangen ass.

Dee Mea culpa, deen ech schonn d'Geleeënheet hat ze maachen an deen een och muss, mengen ech, haut maachen an och fir d'Zukunft am A behalen, ass, dass mer méi d'Regimer gesinn hu wéi d'Vollek an de Regimer. Dat ass e Feeler, deen een net nach eng Kéier däerf widderhuelen. Et muss ee vun elo un och wëssen, dass et vläicht nach an aneren arabesche Länner eng Evolutioun gëtt, déi menger Meenung no manner eng Revolt ass, mä eng wierklech Revolutioun. An dass mer am A behalen, wat do geschitt!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Den Här Hoffmann als Auteur vun der Motioun freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk), auteur.*- Also fir d'Éischt emol Merci dem Här Minister fir seng Erklärungen, och fir d'Ënnerstëtzung eigentlech vun der Motioun mat deene Modifikatiounen, déi proposéiert gi sinn a mat deenen ech och averstane sinn. Ech sinn och d'accord domat, wann hei gesot gëtt, et sollt ee sech net amëschen an et sollt een de Wëlle vum Vollek respektéieren.

Ech sinn dann allerdéngs der Meenung, dass ee sech dat muss zu engem allgemenge Prinzip kënne maachen an dass een dat net à la tête du client kann uwennen. A fir elo net polemesch ze ginn, nennen ech keng Fäll. Mä däerf ech just dann de Macchiavelli zitéieren, dee sot: „De Fürst muss net éierlech sinn, mä et muss awer op d'mannst esou ausgesinn."

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Mir kéimen dann elo zu der Motioun zréck. Do sinn zwou Propositions d'amendement gemaach ginn, eng vum Här Fayot an eng vun der Madame Polfer, op deeselwechten Alinea, esou datt Der mer elo awer musst soen, wat fir eng mer sollen zréckbehalen.

Déi si ganz no beieneen, wann ech se hei liesen, an ech hätt eigentlech d'Tendenz fir ze soen, wa mer déi vum Här Fayot huelen, do ass och dat, wat d'Madame Polfer wollt soen, mat dran. Duerfir géif ech Iech vläicht virschloen, déi Propositioun, esou wéi den Här Fayot se hei gemaach huet...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Liest eis se wann ech gelift nach eng Kéier vir.

M. le Président.- Ech kann Iech se nach eng Kéier virliesen. Also den Här Fayot proposéiert ze soen: «à réclamer et à soutenir la transition démocratique et l'organisation d'élections libres», d'Madame Polfer seet: «à soutenir toutes les initiatives visant à amener un changement de régime basé sur la démocratie et à organiser des élections libres». Ech mengen, et ass datselwecht. Wa mer géifen dem Här Fayot seng Propositioun zréckbehalen, da kéinte mer dann déi Motioun esou ofstëmmen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que le peuple tunisien s'est soulevé avec succès contre le régime autoritaire du président Ben Ali en réclamant des libertés fondamentales et un État démocratique, libre et équitable;

- que le Conseil des ministres européens a exprimé à maintes reprises son soutien aux aspirations démocratiques des protagonistes de la «Révolution du jasmin»;

- que des centaines de milliers d'Égyptiens ont manifesté pendant les deux dernières semaines en Égypte dans l'esprit de la «Révolution du jasmin», revendiquant un État démocratique, libre et équitable;

- que des violences inacceptables contre les manifestants ayant provoqué des centaines de morts ont été exercées;

- que le régime du président Hosni Moubarak a bloqué les moyens de communication en Égypte;

- qu'il y a eu d'intolérables chasses à l'homme à l'encontre de journalistes,

invite le Gouvernement

- à condamner fermement la répression des manifestations en Égypte;

- à soutenir activement toutes les forces luttant pour la démocratie;

- à réclamer et à soutenir la transition démocratique et l'organisation d'élections libres;

- à s'engager au niveau européen pour que l'Union européenne prenne une position allant dans ce sens;

- à œuvrer dans leurs relations internationales à ce que les droits de l'Homme et les principes démocratiques soient respectés à tous les niveaux.

(s.) André Hoffmann, Félix Braz, Gast Gibéryen, Camille Gira, Jean Huss.

Vote sur la motion modifiée

Gutt, da géif ech déi Motioun zum Vote stellen. Wien ass mat där Motioun esou d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da géif ech Iech Merci soen, an domadder wier déi Motioun ugeholl. Dee Punkt ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Motioun vun der Madame Lydie Err iwwert d'Ënnerstëtzung vun der EULEX. Madame Err, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

2. Motion de Mme Lydie Err sur le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo - Soutien de l'EULEX

Exposé

Mme Lydie Err *(LSAP), auteur.*- Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi Motioun hei geet zréck op eng Initiativ vun der Lëtzebuerger Delegatioun am Europarot, déi d'virlescht Woch stattfonnt huet, a well mer fonnt hunn, zesummen an unanime, dass et Saache gëtt, déi do diskutéiert ginn, déi wierklech derwäert wieren, fir hei an eiser Chamber drop opmierksam ze maachen; besonnesch och dofir, well mer iwwer eng aner Motioun als national Delegatiounen den Optrag kritt hunn, d'Visibilitéit vun den Aarbechte vum Conseil de l'Europe ze verbesseren.

Déi heite Motioun schreift sech also an dee generelle Kader an. An ech mengen, et geet och ëm Faiten, déi derwäert sinn, se hei ze ënnersträichen. Et geet drëms, wat am Balkan, notamment am Kosovo geschitt ass virun ongeféier ronn zéng Joer, wéi militäresch Operatiounen do waren, un deenen och d'NATO bedeelegt war, an dass duerno d'international Communautéit sech wahrscheinlech net genuch ëm d'Organisatioun vun der Rechtsstaatlechkeet, mä méi ëm d'Uerdnung an deem Land do, an där Géigend do gekëmmert huet.

Et ass kloer, dass Velléitéiten do waren, fir Saachen opzedecken, déi kriminell an dramatesch waren. Dramatesch u sech ass et, dass 6.000 Leit op eemol verschwonne waren. Entre-temps sinn iwwert d'internationaalt Rout Kräiz 1.500 (veuillez lire: 1.400) Leit do - vun deenen - lieweg erëmfonnt ginn. 2.500-mol ass eng Läich fonnt ginn. A vun 3.000 (veuillez lire: 2.100) Leit wësse mer haut nach net, oder wëssen d'Leit virun allem dohannen och nach net, wat mat hinne geschitt ass.

Wat fir een Effet dat fir d'Victimen huet, dat wësse mer alleguerten. Mä wat kënne mer maachen, fir wéinstens déi Saachen do opzedecken? Net nëmmen, fir de Leit ze hëllefen, hiren Deuil ze maachen, mä och fir ze hëllefen ze weisen, dass et a kengem Land akzeptabel ass - besonnesch net an engem, wat d'Prétentioun huet, der Europäescher Unioun bäizetrieden -, fir esou grave Faitë stroflos ze loossen an d'Enquêten einfach schleefen ze loossen.

Sécherlech gëtt et no esou laanger Zäit net einfach, déi Enquêten opzedecken. Mä de Rapporteur aus der Schwäiz, den Här Marty, ass e ganz erfuerenen Ënnersuchungsriichter gewiescht an hien huet an Zesummenaarbecht mat der Madame Carla del Ponte a mat anere Procureuren, déi op der Plaz scho schaffen, verschidde Faitë scho kloergestallt.

Wann d'international Communautéit iwwert de Wee vun der EULEX déi Efforten, déi ënnerwee sinn, ënnerstëtzt, da kënne mer hoffen, dass déi meeschte vun deenen 3.000 ongekläerte Fäll opgekläert kënne ginn, och fir no baussen ze weisen, dass et a kenger Géigend vun der Welt fir d'international Communautéit akzeptabel ass, kriminell Organisatiounen a kriminell Faiten onbestrooft ze loossen.

Dat eleng geet sécherlech nach net duer, fir d'Kohesioun an där Géigend, fir net ze soen an deem Land do hierzestellen, an et kann een nëmmen hoffen - ob oder och net dat dote mat engem Geriichtsuerteel vun engem internationale Geriichtshaff endegt -, dass an deem Land do d'Intelligenz fonnt gëtt, fir dat ze maachen, wat an anere Länner stattfonnt huet, fir dramatesch Evenementer an engem Land opzeschaffen, notamment a Südafrika, fir d'Kohesioun vun deem Vollek do ze stäerken an domadder iwwert déi traumatesch Erliefnesser vun där dramatescher Situatioun am Kosovo ewechzekommen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Err. Wie wëllt nach Stellung zu där Motioun bezéien? D'Madame Anne Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll der Madame Err Merci soe fir déi Initiativ, déi se geholl huet, fir déi Motioun hei ze déposéieren, a si ass och ënnerschriwwe gi vun de Vertrieder vun dëser Chamber bei der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe.

Dee Rapport, dee mer presentéiert kruten am Plenum Enn Januar vum liberalen Deputéierten, Schwäizer Deputéierten Dick Marty, ass einfach schrecklech! Déi Atrocitéiten, déi am Kosovo geschitt si während den Evenementer, mä leider och nach duerno, sinn einfach onwahrscheinlech! An dee Rapport vum Här Marty huet och ganz grouss Éclaten an der internationaler Press fonnt. Mä en huet awer och Reaktioune fonnt bei deene Milieux concernés.

Et ass méi wéi wahrscheinlech, dass hei de Crime organisé ganz staark mat implizéiert ass a war. An et ass net nëmmen - an d'Madame Err huet d'Zuelen zitéiert vu Leit, déi verschwonne sinn, wou elo nach

1.800 Leit ronn sinn, wou een iwwerhaapt net weess, wat mat hinne geschitt ass -, et ass net nëmme Mënschenhandel bedriwwe ginn, mä och Handel mat Organer! An et sinn Allégatiounen do, et sinn och Témoinen do, mä déi Témoinen, déi liewen ënnert terribeler Angscht. Duerfir muss och eng Protection des témoins gemaach ginn, well soss kënnen déi op kee Fall aussoen.

Wat och ganz schlëmm ass, dat ass, dass apparemment ganz vill Länner Bescheed woussten iwwert dat, wat do virkomm ass. Mä fir d'Stabilitéit an deem ganzen Territoire ze garantéieren, hu se dat net révéléiert. Et kann awer nëmmen en dauernde Fridde geschaf ginn, wann alles opgekläert gëtt a wann d'Crimen, déi gemaach gi sinn, vu virdrun, wann déi opgekläert gi sinn.

Dat Ganzt baséiert jo op engem Buch vun der Madame Carla del Ponte, déi deemools hir Missioun net konnt zu Enn féieren, déi och keng Méiglechkeet hat, Témoinen ze héieren, an déi huet an hirem Buch 2008 eng ganz Partie Saache publizéiert. An déi sinn opgegraff gi vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, fir dass mer elo kënne mat den Aarbechte virufueren.

Fir dass ka virugefuer ginn, ass d'EULEX gutt placéiert, fir et ze maachen, fir dat kënnen ze maachen, fir déi Opklärung kënnen ze maachen, eng Opklärung, déi awer noutwendeg ass, fir dass mer endlech Rou kréien a fir dass och déi kollektiv Schold, déi nach bei ganz ville Leit besteet, fir dass déi och opgehuewe gëtt, fir dass jiddweree weess, wien de Schëllegen ass, an dass déi och condamnéiert ginn.

D'Impunitéit kënne mer op kee Fall akzeptéieren, esou wéi et am Moment ass. Duerfir sollt déi Motioun, esou wéi se vun der Madame Err proposéiert ginn ass, ugeholl ginn, well dat ass d'Verlängerung vun der Aarbecht vun der Assemblée vum Conseil de l'Europe.

Ech géif, Här President, dee Rapport vum Här Dick Marty, deen a menger Fraktioun am Conseil de l'Europe ass, ganz gären Iech hei iwwermëttelen um Bureau vun der Chamber, dass dat och als Dokument ka figuréieren. Well fir all déi, déi besonnesch un aussepoliteschen Dossieren interesséiert sinn, ass et der Méi wäert, wann déi dovu Kenntnis huelen.

(Mme Anne Brasseur dépose une documentation.)

Ech wier frou, wa mer hei als Chamber kéinten d'Unanimitéit kréien, fir dass mer d'EULEX kënnen ënnerstëtzen, fir dass endlech hei alles ouni Wenn und Aber - egal wien dohannert stécht, wat seng Originë sinn, wat säi But ass -, dass déi kënne vun engem internationalen Tribunal duerno condamnéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den Här Haupert gefrot. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Merci, Här President. Dee Rapport vum Här Marty, deen ass an dem Plenum vum Europarot hefteg diskutéiert ginn. Ech mengen, de Rapport, dee wërft vill schrecklech Vergoe géint d'Mënscherechter géintiwwer de serbeschen, awer och den albanesche Minoritéite während den Evenementer am Kosovo op.

De Rapport enthält awer och ganz vill Vermutungen, aus der einfacher Ursaach - dat, wat d'Madame Brasseur scho gesot huet -, well vill Zeien do sinn, déi iwwerhaapt net wëllen aussoen, oder wéinstens net virun den internationalen Autoritéiten; wou den Här Marty also eng Rëtsch vun Aussoen iwwert Drëttpersounen huet misse kréien. Dofir war et wierklech eng kontrovers Diskussioun.

Awer schlussendlech war et esou, datt déi Resolutioun, déi do geholl ginn ass, awer mat enger grousser Majoritéit ugeholl ginn ass. Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt e friddlecht Zesummeliewen, déi Kohesioun an deem neie Kosovo awer nëmme méiglech ass, wann déi Geschicht vun deenen Evenementer opgeschafft ka ginn, wann d'Wourecht iwwert déi Behaaptungen aus dem Rapport am Fong geholl op den Dësch geluecht ka ginn, a besonnesch, wann d'Acteure vun deene kriminellen Akten, wann déi am Fong geholl - oder déi Vergoe géint d'Mënscherechter - bestrooft musse ginn.

Dofir géif ech och d'Chamber invitéieren, fir wa méiglech déi Motioun vun der Madame Err hei unanime ze adoptéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. An elo hat den Här Félix Braz d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech wollt der Madame Err just Merci soe fir hir Initiativ. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt déi Motioun. Et ass duerch d'Virriedner schonn, mengen ech, alles gesot ginn.

Just dee leschte Saz vun eis: Dee Rapport ass immens explizit an en huet eng ganz breet Majoritéit am Conseil de l'Europe fonnt. Dofir ass et wichteg, dass d'Regierungen um Niveau vun der Europäescher Unioun deem Rapport och eng Suite ginn, dass dat net einfach bei engem Rapport bleift. Et ass eng Opfuerderung un eisen Ausseminister, sech dofir anzesetzen, well grad déi Missioune wéi d'EULEX-Missioune sinn an eisen Aen extrem wichteg Missiounen; och wa se net ëmmer iwwerall schonn deen Erfolleg haten, dee se kéinten hunn. Mä eng EULEX-Missioun ass fir eis e richtege Wee, fir sech international och anzebréngen, grad a Gebidder, déi méi komplizéiert sinn.

Dofir, wann ee virun esou Faitë gestallt gëtt, wéi de Rapport se beschreift, da muss dat eng Suite hunn! An d'Opwäertung vun der EULEX-Missioun huet op jidde Fall eis Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Da kritt d'Wuert nach den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'ADR begréisst ganz ausdrécklech déi Motioun, déi hei vun der Madame Err am Numm vun de Lëtzebuerger Parlamentarier beim Europarot hei presentéiert gouf. Mir si mam Contenu d'accord.

Et gëtt Formuléierungen, déi mir vläicht anescht bruecht hätten. Wann een zum Beispill seet, et soll keng «justice des vainqueurs» a keng «justice des vaincus» ginn, ass dat historesch eng Fro. Ech mengen, d'Nürnberger Kriegsverbrecherprozesse, dat wor eng «justice des vainqueurs». An ech mengen, mir sinn alleguer heibanne frou, datt et déi gouf an datt se den Droit international an enger ganz positiver Weis beaflosst a weiderentwéckelt hunn.

Just awer eng Bemierkung, Här President: Et ass bedauerlech - an d'Kolleegen heibanne kennen eis Suerg -, datt déi kleng Parteien hei staark benodeelegt sinn, notamment och, wat hir Vertriedung an den internationale Gremien ugeet. Et ass ëmmer gutt ze rappeléieren, wa mer vum Europarot schwätzen, datt weder déi Lénk nach d'ADR an deenen Delegatioune kënne vertruede sinn. Mir betruechten dat als eng Diskriminéierung vun deene klenge Parteien an als eng Entrave fir d'Lëtzebuerger Demokratie. Wa mer am Ausland wëlle fir d'Demokratie optrieden a Reklamm maachen, da sollte mer wann ech gelift ähnlech Moossstief och an eisem eegene Land hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser, an da kritt d'Wuert den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, mir ënnerstëtze selbstverständlech och déi Motioun a soen och der Madame Err Merci, fir se déposéiert ze hunn. Déi Motioun huet jo net nëmmen e juristesche Charakter. Si huet en eminent politesch-moralesche Charakter, wou et ënner anerem och drëm geet, fir an der Praxis ze dokumentéieren, dass an där komplexer Situatioun um Balkan a par rapport zu deene Verbriechen, déi do geschitt sinn, net mat zweeërlee Mooss gemooss gëtt.

Esou verstinn ech natierlech och deen Ausdrock vun enger «justice des vainqueurs», well Nürnberg… Wien d'Nürnberger Prozesser als «justice des vainqueurs» bezeechent, dee mengt domadder, do wär eigentlech Onrecht geschitt. Well ënner «justice des vainqueurs», esou ass den Ausdrock gemengt, versteet een normalerweis, eleng - eleng! - duerch d'Victoire géif ee Recht imposéieren.

An ech mengen, wat op den Nürnberger Prozesser geschitt ass, ass genau dat net, sondern do ass internationaalt Recht geschaf ginn, wat sech duerno nach a weideren internationale Konventiounen erëmfonnt huet. Duerfir fannen ech eben, och grad dee politesch-moraleschen Aspekt vun där Motioun kënnt an deem dote Begréff zum Ausdrock.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

(Interruptions)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Ech wëll och der Madame Err e grousse Merci soen, an och der Delegatioun vum Conseil de l'Europe, fir déi Initiativ hei.

Ech wëll et vläicht e wéineg ëmdréien: Aus der politescher Siicht hate mer am September, Oktober d'lescht Joer grouss Hoffnung no deem Vote vun der Resolutioun bei den Nations Unies, dass tëschent Belgrad a Pristina do wierklech een Dialog kéint zustane kommen an dass effektiv och déi Relatioun tëschent Belgrad an ebe Pristina kéint op eng aner Schinn gesat ginn. Well d'Effikassitéit vun der EULEX ass natierlech och Fonctioun dovunner, wéi déi zwou Haaptstied - wann ech esou däerf soen - matenaner ëmginn. Duerfir maache mer villes an der Europäescher Unioun - alles, wat mer kënne maachen -, fir deen Dialog unzekierpen.

Dir wësst, dass et no de Wahlen am Kosovo nach ëmmer net fäerdeg bruecht ginn ass, fir eng Regierung op d'Been ze kréien, wat och extrem, extrem schwiereg bleift. Dee Phenomeen hei, dee spillt effektiv och mat, an do ass de Punkt. Wann ee mat de Verantwortleche vun der EULEX schwätzt, da versteet ee ganz séier, dass, wa Blocagë sinn zu Pristina, dat natierlech och fir hir Effikassitéit schiedlech ass. Duerfir fannen ech et gutt, dass hei alles drasteet a wat mer och wëllen ënnerstëtzen, och wat den Här Braz gesot huet, dass ee muss dorobber zréckkommen.

Mä denkt drun, dass mer um politesche Plang wierklech mussen eng besser Kooperatioun fäerdeg bréngen. Well soulaang wéi déi Relatiounen net klappen, ass d'EULEX op schwaache Féiss. Do kënne mer an deenen eenzelne Staten esou staark an esou gutt och mathëllefen, mä dat ass de sprangende Punkt, an ech hoffen, dass mer dee vläicht an deenen nächste Wochen a Méint kënnen débloquéiert kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl an de Punkt ofgeschloss.

D'Chamber befaasst sech haut de Mëtteg mat zwou Interpellatiounen, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt wäerte ginn. Et handelt sech ëm d'Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi gescheete Männer an d'Interpellatioun vun der Madame Lydie Err iwwert déi gescheete Fraen.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Doerner, den Här Bettel, den Här Bodry, den Här Kartheiser an den Här Weiler. D'Wuert huet elo den Auteur vun der éischter Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

3. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la situation des hommes divorcés et, en particulier, des pères divorcés au Luxembourg

Interpellation de Mme Lydie Err sur la situation des femmes divorcées au Luxembourg

Exposés

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no laange Joren, wou d'Chamber sech all Kéiers, wa si sech mat Geschlechterfroe beschäftegt huet, bal exklusiv fir d'Problemer vun de Fraen interesséiert huet an déi dann och virun allem aus deenen hirer Perspektiv analyséiert huet, ass et haut fir d'Éischt, datt dëst Parlament sech och eemol méi spezifesch fir d'Männer interesséiert; net fir si - wéi soss ëmmer - eesäiteg unzekloen, mä fir sech och eemol fir hir Suergen ze interesséieren.

Et ass dofir bedauerlech, datt d'Problemer vun de Männer vun der Presidentekonferenz mat der Situatioun vun de gescheetene Frae vermëscht goufen. Net, datt dee Sujet vun deene gescheetene Fraen net och wichteg wär - en ass et -, mä an den Ae vun alle Parteien ausser der ADR schéngen d'Männer nach ëmmer keng eegen Diskussioun ze verdéngen.

Dobäi ass eng Perceptioun falsch, déi virgëtt, datt d'Männerproblemer d'Fraen net géife betreffen. Meedercher, déi hire Papp vermëssen; Fraen, déi mat gescheetene Männer eng nei Zukunft wëllen opbauen; Groussmammen, déi mat drënner leiden, datt hire Bouf, an also och si, d'Kanner respektiv d'Enkelkanner net méi ze gesi kréien: Alles dat sinn nëmmen e puer vu ville Beispiller, déi weisen, datt vill Frae mat um Misär vun deene gescheetene Männer leiden.

Och eis Fraerechtlerinne sollte sech also am Interessi vu ville Fraen emol méi mat de Suerge vun de Männer befaassen. Geschlechterfroe sinn eben dacks kee Géinteneen, mä e Mateneen.

Et ass leider och typesch fir dëst Parlament a bal all vun deenen hei vertruedene Parteien, datt mir haut nëmmen 20 Minutte kritt hunn, fir dës Problematik ze presentéieren. Mir haten der vill méi gefrot.

Jorelaang ass hei en eesäitegt, negativt Männerbild propagéiert ginn. De Fraeministère porträtéiert d'Männer systematesch, an dat elo scho 16 Joer laang, als inhärent ongerecht, machtgiereg, gewalttäteg, ouni datt dat hei ausser bei der ADR op Widdersproch gestouss wär.

D'Männerbild an der Gesellschaft ass duerch de Feminismus ëmmer méi schlecht gemaach ginn, mat katastrophale Konsequenzen, net nëmme fir d'Männer an d'Jongen, mä och fir eis Gesellschaft ganz allgemeng. Et gëtt Zäit, do dergéint virzegoen an d'Geschlechterfroen nees ausgeglach a gerecht ze betruechten.

D'ADR huet sech dofir zum Zil ginn, déi Partei ze sinn, déi d'Problemer vun de Fraen a vun de Männer gesäit an eescht hélt. D'Geschlechterpolitik ass fir d'ADR net eng Fro vun Eesäitegkeet a vun Ideologie, mä vu Gerechtegkeet, Ausgläich an Objektivitéit.

Här President, well mir vun de gescheetene Männer wëlle schwätzen, sollte mir vläicht fir d'Éischt e puer Wuert iwwert d'Bestietnis an d'Scheedung soen. Hautdësdags gi méi wéi d'Halschent vun alle Bestietnisser gescheet. Dat ass net grad eng Reklamm fir déi Form vum Zesummeliewen.

An trotzdeem halen nach ëmmer vill Leit um Bestietnis fest. Et ass déi traditionell wichtegst Form vun Zesummeliewen, vläicht souguer déi zentral Institutioun vun eiser Gesellschaft a virun allem och déi, déi de Kanner dat stabilst Ëmfeld gëtt. D'Famill ass d'Kärzell vun der Gesellschaft. Si besteet aus Mann a Fra, déi, doduerch datt si d'Kanner kréien, d'Iwwerliewe vun der Gesellschaft garantéieren. Dowéinst gëtt d'Famill och vun der Gesellschaft besonnesch geschützt a gefördert.

Haut huet d'Bestietnis awer Konkurrenz kritt duerch de Pacs, dee jo och vu villen heterosexuelle Koppele gewielt gëtt, oder einfach duerch dat fräit Zesummeliewe vu Mann a Fra. Eng vun den Haaptursaachen, wann net souguer déi Haaptursaach, firwat d'Zuel vun de Bestietnisser zréckgeet, an domadder och, firwat d'Gebuertenzue-

len esou niddreg sinn, sinn déi enorm komplizéiert, laang an deier Scheedungen. Fir d'Kanner sinn déi leider ëmmer dramatesch, mä eben dacks och fir d'Elteren. Wien deene Problemer a sengem Liewen net oder manner wëllt begéinen, dee bestit sech haut einfach net méi a verzicht dacks och op Kanner.

Anescht ausgedréckt: Wie wëllt d'Bestietnis als Institutioun retten an domadder eng vun deene wichtegste Stäipe vun eiser Gesellschaft, deen däerf d'Scheedung weder iwwerméisseg komplizéiert nach ze vill deier maachen, an dat net nëmmen a materieller Hisiicht.

Dat kléngt wéi e Paradox. Firwat muss een d'Scheedung erliichteren, wann d'Bestietnis vun enger Koppel mat Kanner jo sollt eng stabil Kärzell vun der Gesellschaft sinn? Mä et ass awer deen eenzege realistesche Wee, fir dem Bestietnis iwwerhaapt nach eng dauerhaft wichteg Roll an eiser Gesellschaft ze garantéieren.

Esou Iddien, wéi d'Regierung se nach ëmmer diskutéiert oder wéi se zum Deel och elo nees an hire Projet de loi iwwert d'Reform vun der Scheedung agefloss sinn - wéi zum Beispill de Splitting vun de Pensiounsrechter, deen zwar elo am Ableck net drasteet, oder déi sougenannten „Indemnité compensatoire" -, bewierken, datt ëmmer manner Männer sech iwwerhaapt nach wëlle bestueden. Ëmmer méi Elteren, Mamme wéi Pappen, roden hire Jongen, fir sech op kee Fall nach ze bestueden, fir datt si deenen héije materiellen an anere Risiken net méi ausgesat solle sinn.

Dat dréckt dann nach weider op eis Natalitéit an domat ganz allgemeng op d'Weiderbestoe vun eiser Gesellschaft. D'CSV-Iddië representéieren also déi Kéier de séchere Wee an eng Gesellschaft, déi fir d'Éischt vereelst an dann ausstierft. Ouni d'Immigratioun wäre mer jo dohinner schonn ënnerwee.

Niewebäi gesot, an dat alt nees besonnesch fir d'Kolleege vun der CSV: Dat zivilt Bestietnis muss ëmmer virun deem reliéise kommen. Wann et manner zivil Bestietnisser gëtt, gëtt et och manner reliéiser. Wat also am Ableck am Numm vun der Ofsécherung vun der Fra un Absolutisteschem am Scheedungsrecht diskutéiert a proposéiert gëtt, mécht dat zivilt Bestietnis an domadder och dat reliéist Bestietnis lues awer sécher futti.

Oder sollt et vläicht d'Zil vun enger CSV sinn, fir de Pacs géintiwwer dem Bestietnis an der Praxis esou ze privilegéieren, datt domat schlussendlech déi Erwuesse mat Kanner an d'Kanner selwer ëmmer manner gutt ofgeséchert sinn?

(Interruption)

Här President, et ass eng Fro, an eng berechtegt!

Här President, dës Chamber huet ëmmer nees op d'Problemer vun de gescheetene Mammen higewisen, besonnesch bei de Pensiounen. D'ADR huet dofir deen eenzege realistesche Wee proposéiert, fir dee Problem ze léisen: d'Aféierung vun engem Erzéiungsgeld fir déi Pappen a Mammen, déi doheem bleiwen, fir hir Kanner selwer ze erzéien. Dat Erzéiungsgeld géif den Opbau vun eegene Pensiounsrechter erméiglechen a gläichzäiteg d'Erzéiungsaarbecht vun den Eltere gesellschaftlech unerkennen an opwäerten.

D'ADR huet jo och proposéiert, fir de Beruffstitel vum „Parent-éducateur" anzeféieren. An eisen Aen ass déi Aarbecht vun den Elteren doheem net manner, ganz sécher net manner, mä op d'mannst gradesou vill wäert wéi iergendeen anere Beruff. Déi zäitlech Verschiebung vun der Mammerent ëm fënnef Joer, esou wéi d'CSV an d'LSAP mat Hëllef vun anere Parteien dat hei gemaach hunn, ass jiddefalls e falscht Zeechen.

D'Iddi vun engem Splitting vun de Pensiounsrechter muss definitiv écartéiert ginn, aus juristesche Grënn, well d'Kontributiounen an d'Pensiounskeesen ëmmer eege Rechter sinn an och well de Splitting keng ekonomesch Utilitéit huet. Amplaz ee materielle Problem ze léisen, schaaft een der mam Splitting zwee.

Här President, et ass net einfach, fir allgemeng iwwert d'Situatioun vun deene gescheetene Pappen ze schwätzen. All Fall ass anescht. An awer loosse sech eng Rei vu Charakteristika erausschaffen, déi, wann och net all, dann awer ganz vill Situatioune kënne beschreiwen. Iwwert déi lescht Generatioun ass d'Pappebild an eiser Gesellschaft ëmmer méi schlecht ginn, virun allem och duerch den Afloss vum Feminismus.

Loosse mer net vergiessen, datt déi feministesch Bewegung historesch aus verschiddene Stréimungen entstanen ass, dorënner och eng Rei vu militant männerfeindleche Mouvementer! Och gouf, wéi dacks bei deene lénken Ideologen, dat Privat zum Politeschen erkläert, an d'Roll vum Papp an der Famill gouf domat gesellschaftspolitesch op e sougenannten historesche Patriarchat iwwerdroen, deen, nodeem en erfonnt gouf, selbstverständlech och huet misse bekämpft ginn.

Och den CSV-Fraeministère ënnert der Madame Jacobs huet et net verpasst, zu Lëtzebuerg e Matriarchatskongress am September 2003 ze organiséieren. Ech kéint elo aus der Presseerklärung zitéieren, mä well d'Madame Jacobs als Familljeministesch et net fir néideg fonnt huet, heihinnerzekomme bei enger Diskussioun iwwert d'Scheedung an d'Familljen, loossen ech dat elo emol sinn.

Et ass awer schued, datt d'Madame Jacobs net hei ass.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- D'Kompetenz ass beim Justizminister, an duerfir ass de Justizminister hei, a loosst wann ech gelift déi aner Ministeren eraus.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här Biltgen, Dir sidd kompetent - ech mengen elo reng fachlech bestëmmt -, awer d'Madame Jacobs hätt och missen hei sinn. D'Madame Hetto hätt missen hei sinn. Mä si sinn net hei!

Dat ass elo fir ze soen, also ech loossen dann déi Matriarchatssituatioune sinn. Mä et weist, datt d'CSV…

Une voix.- Neen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- …datt d'CSV op jidde Fall eng Matverantwortung huet fir dat negativt Männerbild an der Gesellschaft.

En anert Beispill ass dat permanent an eesäitegt Ënnerstellen, datt d'Männer, a virun allem si…

(Hilarité générale)

Jo, elo ass d'Regierung guer net méi vertrueden!

(Interruption)

Et kéint ee vläicht eis Kamera froen, fir dem Lëtzebuerger Vollek dobaussen ze weisen, wéi d'Regierung vertrueden ass, wann iwwert d'Scheedung geschwat gëtt.

Ah, ee Minister ass do.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dir musst op Äre Réck oppassen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir sidd awer an der Definitioun vum Här Biltgen net kompetent, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Oh, wësst Der, am Prinzip sinn ech fir alles kompetent.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- En anert Beispill ass dat…

Une voix.- E muss bestuet ginn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- En anert Beispill ass dat permanent an eesäitegt Ënnerstellen, datt d'Männer,…

(Interruptions et brouhaha)

M. le Président.- Ech hätt elo gären, Dir géift dem Här Kartheiser nolauschteren.

(Interruptions et brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- …souguer nëmme si, Gewalt…

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir Dammen an Dir Hären! Bon, ech muss lech wierklech soen, ech mengen, ech hu jo näischt géint Tëscheriff an esou weider, mä wann ee bedenkt, wat fir ee Leed mat deenen heite Situatioune verbonnen ass, mengen ech, wär d'Chamber gutt beroden, e bëssen eescht ze bleiwen. Merci.

En anert Beispill…

(Interruption)

…ass dat permanent an eesäitegt Ënnerstellen, datt d'Männer a virun allem si, wann net souguer nëmme si, gewalttäteg wären.

Jorelaang huet eis Regierung, sief et de Fraeministère - seng Reklammen am Kino an op der Televisioun -, sief et d'Justiz oder och nach aner Ministèren, de Mann eleng als de Mobber, de Stalker oder de Kläpper doheem porträtéiert. Déi Debatten iwwert d'Gewalt doheem, d'Broschüre vum Fraeministère an och d'Positioune vu villen ONGe ginn dovun en trauregt Zeegnis. Et ass eréischt an allerjéngster Zäit, datt d'Regierung zougëtt, datt och Frae schloen. Hei am Land gëtt am Ableck vu 15% geschwat. An den USA an a Kanada weisen d'Statistiken awer scho laang, datt genausou vill Fraen doheem schloe wéi Männer.

Une voix.- Oh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- D'Männerbild vu Lëtzebuerg ass nach ëmmer ongerecht…

(Interruption)

…a géintiwwer den Erkenntnesser am Ausland jorzéngtelaang hannendran, wéi och eist Scheedungsrecht.

Firwat ass et wichteg, an dëser Interpellatioun op déi doten Aspekter ze insistéieren? Mä well a ville Scheedunge bewosst op dat negativt Männerbild kapitaliséiert gëtt, well sexuelle Mëssbrauch a Gewalt dacks behaapt ginn, och wann et weder dat eent nach dat anert gouf. Well dacks gelu gëtt, mat dem Wëssen an an där Zouversiicht, datt d'Police an d'Geriichter nëmmen allze liicht deene gleewen, déi d'Männer verdäiwelen, an dat mat dacks dramatesche Konsequenzen - net nëmme fir déi betraffe Männer, mä och fir hir Kanner.

Sécher gëtt et gewalttäteg Männer a Männer, déi hir Kanner sexuell mëssbrauchen. Leider! A si musse selbstverständlech bestrooft an och therapéiert ginn. Mä et gëtt och vill Männer a Pappen, déi eleng opgrond vun hirem Geschlecht de Viruerteeler vun enger Gesellschaft ausgeliwwert sinn, déi ewell an allem, wat männlech ass, eng Gefor mengt ze erkennen.

Wann haut esou wéineg Leit an eisem Land nach Vertrauen an eis Justiz hunn, dann hänkt dat vläicht och mat deene sëllechen an trauregen Erfahrungen zesummen, déi vill Männer an hir Famillje mat där Institutioun gemaach hunn.

D'Justiz soll sech och emol Froe stellen zum Beispill iwwert d'Onofhängegkeet a Glafwierdegkeet vu verschiddene Kanneraffekoten. An der Tëschenzäit wëssen ëmmer méi Leit hei am Land, datt et Schemata vu kommerzieller Kooperatioun tëschent verschiddenen Affekotenétuden an nominativ bekannte Kanneraffekote gëtt.

De Pappen an enger Scheedungssituatioun gëtt dacks eng Onofhängegkeet am Interessi vun de Kanner virgespillt, déi si net gesinn an net kënnen novollzéien an dowéinst och net kënne verstoen, bis si wëssen, wéi eng Étude wéi dacks mat wéi engem Kanneraffekot zesummeschafft. Mir hu leider vill ze dacks dach keng Justice, mä nëmmen nach e Semblant de justice!

Här President, eis Gesellschaft brauch nees e positivt Männerbild an e positivt Pappebild. Dat ass déi grouss Erausfuerderung, där mir eis musse stellen: de Männer hiert Selbstvertrauen zréckzeginn. Dozou gehéiert och, datt mir domat ophalen, systematesch vum Gender ze schwätzen, mä datt mir d'Geschlechterrollen an d'Eegenaartegkeet an d'Komplementaritéit vu Mann a Fra erëm voll unerkennen.

Här President, d'Scheedungen hunn aus ville Pappen näischt anescht gemaach wéi e sougenannten „Bezuelpapp", een, dee fir seng Kanner materiell opkënnt, ouni Rechter ze hunn. E Mënsch also, dee seng Kanner zwar heiansdo däerf gesinn, mä ouni se däerfen ze erzéien an ze zillen. Deen Elterendeel eben, deen net däerf Virbild sinn. Vill Kanner wuessen op, ouni jee e Mann als Erzéier erlieft ze hunn. Doheem net, well d'Mamm gescheet ass a vläicht souguer dem Papp säi Besuchsrecht verweigert, an och an der Schoul net, well jo de Schoulmilieu, besonnesch an der Spill- a Primärschoul, bal zu 100% weiblech ass. Dat huet fir d'Kanner, a besonnesch fir d'Bouwen, och negativ Konsequenzen.

Elo kann de Justizministère schéi Statistike produzéieren a soen, datt d'Pappen dacks keen Droit de garde hätten, well si en iwwerhaapt net gefrot hunn. Dat ass awer, wéi esou dacks, eng Verdréiung vun der Wourecht. D'Männer froe jo dacks keen Droit de garde, well hir Affekoten hinne schonn am Viraus soen, datt se praktesch keng Chance hunn, en ze kréien.

D'Wourecht ass déi hei: De Papp ass fir d'Kanner net manner wichteg wéi d'Mamm. D'Kanner brauchen déi zwee Rollebiller vu Mamm a Papp, fir sech als Mënsche kënne vollwäerteg ze entwéckelen. Si brauchen d'Virbild vun, de Vergläich mat an heiansdo och d'Konfrontatioun mat Mamm a Papp. Fir hir spéider Sexualitéit ze liewen, ass et eminent wäertvoll, fir déi komplementär Sexualitéit vun den Elteren ze erkennen an ze verstoen.

Vill Spezialiste soen eis ausserdeem, datt de Papp ëmmer méi wichteg gëtt, desto méi al d'Kanner ginn, an zwar speziell bei de Jongen. Mir mussen dofir ophalen, an enger Gesellschaft ze liewen, wou ëmmer méi Kanner ouni hire Papp mussen opwuessen.

D'ADR fuerdert dowéinst déi systematesch Aféierung vun der Autorité parentale conjointe, also ëmmer automatesch an absolut déiselwecht Rechter fir Mamm a Papp. D'Madame Doerner seet eis, dat wär am neie Projet. Et ass awer net dran. Nëmmen a ganz eeschten, gutt argumentéierten an och wierklech dokumentéierte Fäll misst et méiglech sinn, fir deem engen oder aneren Elterendeel dat Recht zäitweileg net ze ginn. An do geet et dann net méi duer, fir an engem Uerteel ganz allgemeng vum Intérêt supérieur de l'enfant ze schwätzen. Neen, d'Geriicht muss dat och glafwierdeg, novollzéibar an detailléiert beweisen.

Dat géif och emol dozou féieren, datt et vill manner Gestreits a Gelitts op de Geriichter géif ginn, wann et vu vireran a jiddwerengem misst absolut kloer sinn, datt ëm d'Garde vun de Kanner iwwerhaapt net ka gestridde ginn an datt och déi allerklengsten Ausnahm zu deem Prinzip enger strenger Bewäisflicht géif ënnerleien.

Am Ableck ass d'Situatioun vu ville Pappen nach ëmmer dramatesch, obschonns sech heiansdo just éischt Hiweiser op e liicht Ëmdenke weisen. Et muss awer endlech normal sinn, datt an alle Froen, déi mat Kanner ze dinn hunn, déi zwee Elterendeeler ëmmer genee déiselwecht Rechter hunn, ob et ëm d'Pabeiere geet, ëm Reesen a Vakanzen, ëm Congé fir krank Kanner, ëm Schoulzensuren, ëm wichteg Erzéiungsfroen, ëm medezinesch Froen oder ëm wat och ëmmer. Nëmme wann et Sträit tëschent den Eltere gëtt, soll e Geriicht kënnen décidéieren, mä dann awer och ganz séier, an net wéi bis elo, vill ze lues an dacks vill ze spéit.

Dacks kritt ee vun de Leit ze héieren, datt d'Autorité parentale conjointe net am Interessi vun de Kanner wär. Abee, dat si Leit, déi sech iwwerhaapt net bewosst sinn, wéi eng Abusen deen aktuelle System mat sech brëngt! Et gëtt leider och Elteren, déi d'Garde hunn, déi horrend Décisiounen huelen, géint de Wëlle vun deem aneren Elterendeel. An d'Geriichter stinn dann deene Leit, deem aneren Elterendeel, meeschtens dem Papp, net bäi.

Mir wëssen och alleguer, datt deen, deen d'Garde eleng huet, déi Muecht leider och ka mëssbrauchen, fir deen aneren Elterendeel ënner Drock ze setzen oder souguer riicht eraus ze erpressen. Och do eng Bemierkung: Dee Projet de loi iwwert d'Scheedungsreform, dee verschäerft, amplaz dat ze pacifiéieren, amplaz den Divorce ze pacifiéieren, verschäerft en nach éischter d'Situatioun doduerch, datt en un d'Garde vun de Kanner och nach den Usu-

fruit vun engem Logement hänkt, deen deem anere Partner eventuell och als Bien propre gehéiert. Dat ass nach eng Verschäerfung vun de Konfliktsituatiounen, amplaz eng Pacificatioun.

Här President, et gëtt keen Argument, firwat e gescheetene Papp soll op eemol no enger Scheedung e manner gudden a verantwortungsvollen Elterendeel sinn, wéi wou en nach mat der Mamm bestuet wor. Et gëtt keen Argument, fir wéinst engem Sträit tëschent Erwuessenen de Kanner en Elterendeel ewechzehuelen. An deene statistesch sielene Fäll vu Gewalt oder Mëssbrauch duerch d'Mamm oder de Papp ass dat jo selbstverständlech anescht. Do si mer eis jo och all eens. D'Autorité parentale conjointe muss awer onbedéngt en Automatismus ginn.

Iwwregens ass et besser, vun Autoritéit wéi vu Responsabilitéit ze schwätzen, well et kann ee jo net fir eppes responsabel sinn oder fir ee responsabel sinn, iwwert deen ee keng Autoritéit huet.

Här President, den Droit de visite et d'hébergement ass en anere Beräich niewent deem vun der Garde, op deem ganz séier a grondleeënd Änneruge musse kommen. Ideal wär ganz sécher en automatesche Hébergement alterné vun de Kanner beim Papp a bei der Mamm, an zwar fir eng absolut selwecht Dauer. Dat geet aus praktesche Grënn natierlech net ëmmer, zum Beispill wéinst der Schoul, mä nëmmen, wann et wierklech net geet, sief d'Ausnahm da begrënnt. De Prinzip sollt awer ëmmer dat alternéiert Wunne vun de Kanner bei der Mamm a beim Papp sinn. An anere Länner ass dat schonn esou. Och hei sollt et endlech esou ginn.

Kuerzfristeg muss awer virun allem d'Toleréiere vun der Non-représentation d'enfant duerch eis Regierung an eis Justiz ophéieren. Egal, wat si och ëmmer behaapten, si huelen dee Problem einfach net eescht. D'Affäre gi gezielt, regruppéiert an da klasséiert, mä bal ni poursuivéiert. Dat féiert zu enger Entfriemung vun de Kanner vun engem Elterendeel, där sougenannter „aliénation parentale", an dat féiert d'Geriichtsuerteeler iwwert den Droit de visite et d'hébergement ad absurdum. Et ënnergrueft d'Vertraue vun deene betraffene Pappen - ganz siele sinn et d'Mammen - an eis Police, eis Justiz an eise Stat ganz allgemeng.

Et ass en Trauma fir e Papp, dee seng Kanner opgrond vun engem Geriichtsuerteel wëllt ofhuelen, fir virun enger zouener Dier ze stoen a seng Kanner héchstens nach hanner engem Rideau ze erblécksen an dann ze mierken, datt en och nach vun eisen Autoritéiten am Stach gelooss gëtt.

Iwwregens däerf een an dësem Kapitel och d'Grousseltere vun de Kanner net vergiessen, déi jo meeschtens dann hir Enkelkanner och net méi ze gesi kréien, wann de Papp si net méi kritt, an och schrecklech dorënner leiden. Och dës Leit, déi jo direkt näischt mat der Scheedung ze dinn hunn, loosse Justiz a Regierung am Stach. Mir brauchen e geregelt Besuchsrecht, och fir d'Grousselteren.

Dir Dammen an Dir Häre, d'ADR fuerdert dofir eng grondsätzlech Reform vum Gesetz iwwert d'Non-représentation d'enfant, fir seng Applikatioun ze erliichteren. Mir denken un en Zwangsgeld amplaz vu Prisongsstrofen, en Zwangsgeld, wat automatesch agezu gëtt an ëmmer klëmmt all Kéiers, wann e Kand net representéiert gëtt. Dat gëtt et am Ausland, an Däitschland, do kann déi Strof klamme bis 12.000 a méi Euro, an op eemol klappt et dann och, an dee betraffenen Elterendeel, dee kritt dann och seng Kanner. Och an déi Richtung sollte mer hei am Land goen.

Här President, déi materiell Situatioun, net nëmme vun deene gescheetene Mammen, mä och vun deene gescheetene Pappen ass dacks ganz schrecklech. Fir unzefänke musse si meeschtens aus hirem Haus oder hirer Wunneng eraus, wou d'Mamm mat de Kanner bleift. An der Regel ass dee Logement awer nach net ganz bezuelt, sou datt si de Kredit weider ofbezuelen. Bis de Papp déi Suen eventuell bei engem zukünftege Partage vun de Saachen ugerechent kritt, kënne laang Jore vergoen. Bis dohi muss de Papp sech jo awer och en neit Doheem sichen, sou datt hien niewent dem Kredit op deen éischte Logement och nach muss e Loyer fir eppes anescht fir sech bezuelen.

Am Idealfall misst dësen zweete Logement jo och nach genuch Plaz fir d'Kanner bidden, wann de Papp da soll säin Droit d'hébergement kënnen exercéieren. Dat kënnen awer nëmmen déi mannst sech leeschten. De Papp bezilt jo derniewent dann och nach d'Pension alimentaire fir seng Kanner an, deemno wéi, och nach fir seng getrennt liewend oder scho gescheete Fra. Derbäi kommen och nach Affekotekäschten, iwwerdeems seng Fra, wa si keen eegent Akommes huet, vun enger Assistance judiciaire vum Stat ka profitéieren. Fir Gezei, Iessen, Transport oder Fräizäit bleift ganz ville Pappen an enger Scheedungssituatioun sou gutt wéi näischt.

De Stat verschäerft dës Situatioun nach doduerch, datt hien déi zwee Elterendeeler ganz ënnerschiddlech behandelt. Dee getrennt liewenden oder gescheetenen Elterendeel fält dräi Joer no der Trennung an d'Steierklass 1.

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, Här President,...

(Interruptions)

M. le Président.- ...hëlt en elo nach d'Zäit mat, well en ass och ageschriwwen nach eng Kéier mat zéng Minutten...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, ech huelen d'Zäit mat. An dann huelen ech nach vläicht déi néng Minutten, déi den Här Weiler gëschter iwwerzunn huet, an déi Minutten, déi de Moien e puermol, oder haut de Mëtteg schonn iwwerzu gi sinn, Här President, well mir fält op - ech si vläicht falsch, mä mir fält op -, datt bei der CSV gär kann iwwerzu ginn a bei der ADR net!

(Brouhaha)

M. le Président.- Oh, dat ass net richteg, Här Kartheiser, dat ass net richteg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Et ass gutt.

E getrennt...

M. le Président.- Fuert elo virun, well Dir sidd amgaangen, nach Zäit ze verléieren!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- ...liewenden oder gescheetenen Elterendeel fält dräi Joer no der Trennung an d'Steierklass 1.

(Interruption)

Hie gëtt also wéi e Jonggesell ouni Kanner besteiert, obschonns hie Kanner à charge huet doduerch, datt hie jo Alimenter bezilt. Analog gëllt dat och fir de Boni enfant. Et ass jiddefalls esou, datt den Elterendeel, deen d'Garde net huet, mä awer Pension alimentaire bezilt, steierlech a wat d'Familljenzoulage betrëfft vill manner gutt dosteet wéi deen, deen d'Garde huet. Dat gëllt och nach dann, wann een d'steierlech Moderatiounen an d'Abattementer matrechent.

Ausserdeem kann ee Gescheetene munches fir seng Kanner net vun de Steieren ofschreiwen, wat en als Bestuetenen nach konnt, zum Beispill den erhéichte Plaffong vun ofzéibare Scholdzënse beim Crédit immobilier. Mir hu jo scho gesot, datt dee getrennt liewende Papp dacks esou Kreditter fir seng Famill weiderbezilt, mä hie kann awer d'Montantë fir d'Kanner net méi steierlech - oder net méi ganz - ofschreiwen.

D'Kannergeld an d'Schoulgeld ginn am Ableck och just un deen iwwerwisen, deen d'Garde huet. Dat muss spéitstens dann nei geregelt ginn, wann d'Autorité parentale conjointe an den Hébergement alterné agefouert ginn.

Sämtlech Vergënschtegunge fir Erwuessener mat hire Kanner, zum Beispill am öffentlechen Transport, mussen endlech automatesch fir déi zwee Elterendeeler gëllen. Bis elo wor zum Beispill bei der Eisebunn d'Praxis déi, datt just de Parent gardien en Urecht op eng Verbëllegung fir eng Famille nombreuse hat, an der Regel also d'Mamm, net awer de Papp vun de Kanner, wann dee mat hinnen ënnerwee wor.

D'ADR hat hei viru Méint schonn den Här Minister Wiseler op déi Fro ugeschwat, an deen hat och hei feierlech eng Äntwert versprach, mä déi ass bis haut net komm. Dofir iwwerreechen ech déi Question parlementaire elo schrëftlech. Villmools Merci.

D'ADR verlaangt méi eng grouss finanziell a besonnesch steierlech Gerechtegkeet fir deen Elterendeel, deen d'Garde vun de Kanner net huet.

Här President, et ass leider wouer, datt et Männer a Pappe gëtt, déi d'Pension alimentaire net bezuelen. Dat hänkt awer dacks domat zesummen, datt si trotz hirem Besuchsrecht d'Kanner net kréien an op deem Wee da probéieren, Drock op d'Mamm auszeüben. Déi Method féiert awer meeschtens net zum gewënschte Resultat, well jo do, wou et méiglech ass, dann einfach eng Saisie op d'Pai gemaach gëtt. Mä och dee Problem vun deenen net bezuelten Alimenter ass e weidert Argument, fir géint d'Non-représentation d'enfant endlech vill méi haart an décidéiert virzegoen.

Och d'Längt vun de Pensions alimentaires à titre personnel misst deem ugepasst ginn, wat am Ausland, zum Beispill an der Belsch an an Däitschland, an deene leschte Joren décidéiert gouf. E gescheetene Mann muss och d'Chance hunn, en neit Liewe mat enger neier Partnerin unzefänken an dofir och nach genuch Suen ze hunn. Dofir kéint een zum Beispill un eng Spigelregelung denken, déi seet, datt d'Pension alimentaire à titre personnel fir dee gescheetene Partner maximal esou laang bezuelt gëtt, wéi déi effektiv Dauer vum matrimonialen Zesummeliewen an deem betraffene Bestietnis gedauert huet.

Et däerf och net méi sinn, datt e gescheetene Partner zu iergendengem spéideren Zäitpunkt nach ka materiell Fuerderunge stellen, déi aus engem fréiere Bestietnis kéinten ofgeleet ginn. Et muss eng definitiv Rechts- a finanziell Sécherheet mat der Scheedung antrieden. Veränneruge vun der Héicht vun der Pension alimentaire däerf et héchstens nach no ënne ginn, zum Beispill dann, wann déi finanziell Méiglechkeete vum Débiteur vun de Pensioune sech verschlechteren.

Här President, vill wär och nach ze soen iwwert déi automatesch Unerkennung vun auslännesche Geriichtsuerteeler, esou wéi d'Regierung dat wëlles huet. D'ADR insistéiert drop, datt déi net automatesch unerkannt ginn an datt et besonnesch keng Unerkennung vu Regelungen däerf ginn, déi et hei am Land entweder guer net gëtt oder déi ganz anescht geregelt sinn.

Elo kommen ech zum Schluss, Här President, well ech wëll mer nach wéinstens eng oder zwou Minutten halen, fir herno nach kënnen op d'Madame Err ze äntwerten. Ech soen all deenen, déi esou frëndlech woren - an et sinn der leider net vill heibannen, déi sech fir d'Männer interesséieren -, awer Merci, datt se nogelauschtert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an ech wëll nach eng Kéier bemierken, datt et net dem Reglement konform ass, hei Question-parlementairen eranzeginn.

Une voix.- Et ass awer och net verbueden, Här President!

M. le Président.- Neen! Et steet ganz kloer am Reglement, wéi d'Question-parlementairë sollen erakommen. An ech géif e bieden, wann ech gelift, eise Règlement interne ze respektéieren. Ech kann also déi Questioun esou net unhuelen. Ech géif e bieden, déi esou eranzeginn, wéi dat üblech ass a wéi dat an eisem Reglement steet. Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Gär geschitt, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zu där zweeter Auteur vun der Interpellatioun, nämlech der Madame Lydie Err. Madame Lydie Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech war d'Ufro oder den Titel vu menger Ufro eng gutt Dot, well et geet mir net drëms, hei eng Scheedung, wou mindestens zwee Leit an alle Fäll betraff sinn, aus der Siicht vun de Fraen exklusiv ze beliichten, mä fir d'Geleeënheet ze huelen, déi Scheedungsreform, mat där dës Chamber an och déi Legislatur virdru sech scho jorelaang auserneegesat hunn, ze analyséieren an ze probéieren ze weisen, wou et eventuell mat där neier wichteger Gesetzgebung kann higoen.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- Une fois n'est pas coutume. Lëtzebuerg huet en matière de divorce Statistiken a souguer Analyse vum Statec. Déi eng, déi heescht „Le divorce en droit et en chiffres", déi aner „Nuptialité et divorcialité". Et léiert een all Dag bäi, a sief et nëmme Wierder. Zwee Dokumenter, déi ech jiddwerengem géif recommandéieren, mä op déi ech haut net kann agoen, well d'Riedezäit relativ limitéiert ass.

Erlaabt mer awer trotzdeem, vum mënscherechtleche Standpunkt aus zwee Wierder a menger Aleedung ze verléieren. Nom Artikel 12 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun hunn, wann den Âge nubile erreecht ass, d'Männer an d'Fraen d'Recht, sech ze bestueden an eng Famill ze grënnen.

Sous-entendu, zu Lëtzebuerg, no hirem nationale Recht natierlech, sinn déi Regele fixéiert. Sous-entendu - wann net ganz prezis natierlech -, e Mann an eng Fra, och wann dat, wat den Divorce ubelaangt, natierlech och de Moment nach nëmmen esou ass.

Den Divorce gëtt an der Mënscherechtskonventioun natierlech och net mentionéiert. Et ass kloer, dass et en awer bal iwwerall gëtt, ausser de Moment an der Europäescher Unioun an Irland. Mä och an deem Land ass eng europäesch Jurisprudenz ënnerwee, déi Irland, dat d'Verbuet vum Divorce a senger Verfassung stoen huet, wäert derzou bréngen, minimal Konzessiounen ze maachen, fir eppes ze erlaben, wat menger Meenung no sécherlech och bal op e Mënscherecht erauskënnt.

Wat natierlech net heescht, dass, wann et keen Divorce an Irland gëtt, et keng Zweetfamillje gëtt, oder dass et keng Trennunge gëtt. Et gëtt natierlech Zweetfamilljen, an et gëtt Familles recomposées an Irland wéi iwwerall. Et gëtt allerdéngs keng zweet Famille légitime. An dat huet Konsequenzen, negativer Natur natierlech, fir eventuell Kanner aus där zweeter Relatioun.

Den Divorce existéiert zu Lëtzebuerg zënter dem Napoleon - 1803. Mir hu verschidde Reforme gehat, mä déi wichtegst dovunner war 1978. Ech wëll hei probéieren, ganz kuerz ze soen, wéi d'Situatioun de Moment ass a wou d'Problemer sinn, déi mer haut hunn an déi mer probéiere sollten, mat där neier Gesetzgebung ze léisen, déi ënnerwee ass.

Éischtens hate mer vun Ufank un de Consentement mutuel an den Divorce pour faute. De Consentement mutuel war awer ganz reduzéiert. Et huet ee beispillsweis misse 45 Joer al sinn, den Accord vun den Elteren a vun aneren eventuell en Accord hunn, an, bref, et war ganz schwiereg. Dat huet sech geännert an dat soll duerch dat neit Gesetz och nach vereinfacht ginn, dass een net méi brauch, wann ee sech wëllt am Gudde scheeden, zwee Joer bestuet gewiescht ze sinn an och nach ee Joer ze waarden, wann ee sech eens gemaach huet iwwer all Detailer vun der Séparatioun.

Zweetens hu mer de Moment, ausser dem Consentement mutuel eng Séparation de fait oder eng Constatation d'échec, wann Der esou wëllt. Dat heescht, dass een, wann een ausernee lieft zënter dräi oder fënnef Joer - en cas de démence -, kann d'Scheedung ufroen op Basis vun dëser Séparatioun. Mä et ass en Échec en fait et en droit, well eben d'Méiglechkeet virgesi war, eng Demande reconventionnelle ze maachen op dës Demande d'échec.

Dat bréngt mat sech, dass, wann eng Demande reconventionnelle kënnt, dann déi ganz Prozedur vum Feeler erëm mat doranner kënnt. An da gëtt, natierlech jee no

finanziellem Intérêt, déi Saach an d'Längt gezunn, esou laang, wéi et gewënscht ass. Esou dass Abusë kommen an der Durée, entweder aus Raisons de principe vun enger Oppositioun zum Divorce oder awer aus materiellen Ursaachen. An dësem Fall hu mer eppes virgesinn, wou ech herno wëll drop zréckkommen.

Déi drëtt wichteg Affär ass déi vun der Autorité parentale. Ech mengen, an et ass ee vun deene Punkten, wou ech mat mengem Virriedner d'accord sinn, dass et op deem Punkt do allerhand ze régléiere gëtt.

D'Garde partagée, d'Responsabilitéit an d'Autorité partagée en principe sauf exception, wann et net am Intérêt vum Kand ass, schéngt hautdësdags eng Evidenz ze sinn, fir all dat ze évitéieren, wat haut vun Excèsë geschitt, well Frust entsteet op där enger oder op där anerer Säit, wann d'Kontakter tëschent de Kanner mat deem Elterendeel, mat deem se net liewen, zur Diskussioun stinn.

Et ass net normal, dass Kanner et onméiglech gemaach kréien, hiren Elterendeel, bei deem se net méi liewen, hir Familljen, bei deene se net méi sinn, net méi kënne gesinn an och net méi kënnen drop agoen. An et ass och richteg, wann ee seet, dass hei e Punkt ass, wou en règle générale, besonnesch bei klenge Kanner, et esou ze si schéngt, wéi wann d'Frae privilegéiert wieren, fir déi Garde ze kréien, och wann dat - mä exceptionnel sécher - net ëmmer justifiéiert ass.

D'Penalitéite fir Non-représentation d'enfant hu sech als net hëllefräich erwisen. Wann een, deen d'Garde vun engem Kand huet, dat Kand net erausgëtt, dann ass déi Prozedur, fir dat ze erzwéngen, eng onméiglech Geschicht. Et muss een e Beweis hunn, dass dat net passéiert ass. Et muss een den Dierwiechter ruffen. Dat bedeit en Trauma vun de Kanner. Dat ass eng Prozedur, déi all Mënsch oder all Papp oder all Mamm aus gudde Grënn net wëllt goen. An ech wäert herno mat zwee konkrete Fäll dorobber hiweisen.

Et ass awer gradesou kloer, dass et keng direkt Penalitéite gëtt, déi hëllefe bei Leit, déi hir Pension alimentaire net bezuelen. An de Fait, dass ee kann usiche fir Abandon de famille an duerno dann esou laang waarden, bis dee Prozess eriwwer ass, dat hëlleft net iwwert de Bierg, wann déi Pension alimentaire, déi geschwat oder ofgemaach ginn ass, effektiv net bezuelt gëtt.

Ech hunn hei iwwregens en Ziedel, aus deem ervirgeet e Kont, dass de Stat am Joer iwwer 20 Millioune Recouvrement vu Pensions alimentaires finanzéiert, déi vun deene Schëldner vun deene Pensiounen net bezuelt ginn. An dat sinn an der Regel d'Männer. Se sinn also och net esou irréprochabel, wéi mäi Virriedner hei gemengt huet.

De véierte Problem, dee mer de Moment an där Situatioun hunn, dat ass d'Individualisatioun vun de Rechter vun den Elterendeeler, besonnesch vun deem Elterendeel, deen eng Zäitchen doheem bliwwen ass, fir sech ëm d'Kanner an de Stot ze bekëmmeren. A bei deenen handelt et sech an där grousser Majoritéit vun de Fäll ëm Fraen.

Ech kommen herno och hei mat engem konkrete Beispill, fir Iech ze erklären, firwat et a mengen Aen onbedéngt muss sinn, dass déi Individualrechter, Sozialrechter vun deenen zwee Elterendeeler assuréiert ginn, ob oder och net ee vun deenen zwee sech während enger Zäit berufflech fräi gemaach huet, fir sech ëm d'Kanner ze bekëmmeren.

E fënnefte Problem, Kolleeginnen a Kolleegen, ass deen, dass mer zu Lëtzebuerg kee Juge des affaires familiales hunn. Dat ass problematesch, well wann ee Problemer, déi mat der Famill zesummenhänken, um Geriicht huet, dann ass een eng Kéier beim Jugendriichter, eng Kéier beim Référésriichter, eng Kéier beim Scheedungsriichter an duerno erëm um Zivil. Dat mécht net ganz vill Sënn, well den Dossier, deen iwwert d'Familljeschwieregkeeten eng Kéier existéiert, eigentlech misst ëmmer vun deemselwechten - jiddefalls Typ - Geriicht behandelt ginn. Dat ass eng Fro, déi ugeschwat ass, déi sécherlech net onbedéngt heimadder ka geléist ginn, mä déi ech op jidde Fall awer wollt uschwätzen.

Eng sechst Schwieregkeet a mengen Aen ass, Dir Dammen an Dir Hären, déi folgend: Dass mer zwar e Service de renseignement juridique hunn, wou d'Leit sech kënne renseignéiere goen, wat hir Rechter sinn, wa se Schwieregkeeten hunn, besonnesch bei enger Scheedung, an dass deen och relativ vill benotzt gëtt, mä eigentlech misst dat e Service sinn, wou d'Leit missten higoen, ier se sech bestueden, an net ier se sech scheeden. Wa se nämlech en temps utile iwwert déi Saachen, iwwert déi Effeten do renseignéiert wieren, da kéint ee vläicht dee Service hei entlaaschten oder en ëmänneren.

Bei därselwechter Geleeënheet géif ech drop zréckkommen op dat, wat d'Egalitéitsministesch kuerz an engem Interview gesot huet. Hirer Meenung no misst et och eppes gi wéi en Elteréführerschäin. An déi Missioun kënnt vun deemselwechte Service iwwert d'Informatioun, iwwert d'Responsabilitéit, déi een huet, déi d'Elteren, déi Erwuessener iwwerhuelen, wa se Kanner kréien, vläicht fir déi och am Virfeld ze kennen. Ech weess net, ob et eppes géif notzen, mä schuede kéint et sécherlech näischt!

E siwente Punkt - an dat ass eppes, wat net direkt eppes mam Divorce ze dinn huet - wëll ech awer hei uschwätzen, an zwar d'Incidence vun deem neie Scheedungsgesetz op d'Partenariatsgesetz, an natierlech och vun deem Gesetz, wat elo kënnt, fir d'Bestietnis opzemaache fir homo- an heterosexuell Koppelen. Et kann net sinn, dass Diskriminatioune géifen entstoe bei enger Vereinfachung vun der Scheedungsprozedur wéi déi, déi mer elo hunn, an deenen anere Rechter, déi am Fall vun enger Scheedung bei engem Mariage ervirkommen, dass do grouss Similitudë wiere mam Pacs.

Et kann zum Beispill net sinn, dass Leit denken, et ass besser, sech ze pacsen, well do d'Scheedung net schwiereg ass. Da kann een elo soen, deen Handicap, deen hiewe mer eigentlech elo hei op, wann déi Reform hei duerch ass. Et bleift awer, dass aner Diskussiounen, déi steierlecher Natur sinn oder sozial oder sozialpolitescher Natur, eng Inzidenz kënnen hunn. An et kann net sinn, dass déi Similituden ze no beienee kommen!

Dat ass iwwregens eppes, wat d'Sozialistesch Partei vun Ufank u gesot huet, wéi mer d'Partenariat gestëmmt hunn. Et däerf een déi zwou - wéi soll ech dat elo nennen? - Uniounen, Verträg net ze vill no beienee féieren, well et ass net datselwecht!

Ech sinn zwar net der Meenung wéi mäi Virriedner, dass, wann de Mariage méi rare gëtt, doduerjer d'Populatioun, d'Gebuerterate géifen erofgoen, well et jo erwisenermoossen net nëmmen am Bestietnis ass, wou Kanner op d'Welt kommen. Mä et kann net sinn, dass déi Similituden, wéi se elo sinn, bäibehale ginn, wann d'Scheedungsrecht elo vereinfacht gëtt an op deem Punkt déi zwee Verträg do méi no beienee getruede sinn.

Et ass kloer: Et muss kloer getrennt ginn, net nëmmen, wat d'Scheedung, wat d'Trennung ubelaangt. Et muss kloer getrennt ginn, och wat d'Steierpolitik ubelaangt, wat d'Ierfrecht ubelaangt. An et muss kloer getrennt ginn, wat d'Communauté oder net d'Communauté de biens tëschent deene Partner ubelaangt.

Am beschte wier et op jidde Fall, an dozou mäi lescht Wuert hei, wann an deenen zwee Fäll, beim Partenariat a beim Bestietnis, jiddwereen obligatoresch - ob en oder net, Madame Presidentin vun der Commission juridique, e Contrat de mariage huet - misst obligéiert ginn, mat oder ouni Contrat de mariage, en Inventaire détaillé vun de Biens mobiliés vu jiddwer Partner ze hunn, fir dass et net nëmmen duergeet, duerno ze kucken, no wat fir enge Regele getrennt gëtt herno, mä no wat fir enge Prinzipien dat eent oder dat anert commun ass oder och net.

Als Complément zu deem leschte Punkt wollt ech vun all deene Punkten, déi ech elo opgezielt hunn - dat waren der siwen -, der zwee oder dräi méi genee traitéieren. Dat Éischt, extrem wichteg fir mech, ass d'Abolitioun vum Feeler, deen am Gesetz elo steet. Mäi Fraktiounskolleeg, den Alex Bodry, geet méi am Detail herno dorobber an. Mä et ass mir wichteg ze soen, dass mer eis musse bewosst sinn, dass, wann Exceptiounen zu dëser Ofschafung vum Feeler sinn...

Félix, kanns De e bësse méi no bei hie sëtze goen?

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, wann ech gelift, ech géif Iech bieden, der Madame Err nozelauschteren.

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- Firwat et wichteg ass, dass mer beim Prinzip do bleiwen, Dir Dammen an Dir Hären, ass Folgendes: Wa mer hei eng Exceptioun maachen, wéi vill Organisatiounen, verschidden Organisatiounen et dobausse froen, notamment de Conseil national des femmes luxembourgeoises, fir an exceptionnelle Fäll de Scholdprinzip bäizebehalen, da riskéiere mer an dësem Fall an dee Piège ze falen, an dee mer mam Divorce/Séparation gefall sinn, iwwert de Wee vun enger Demande reconventionnelle.

Da kréie mer bei all Divorce, dee soll plus ou moins automatesch goen, eng Demande reconventionnelle pour tort, déi dann erëm esou laang an d'Längt gezu gëtt, wéi et finanziell interessant ass, se an d'Längt ze zéien; a wou mer am Fong dann um Prinzip näischt geännert hunn!

Wa mer wëssen, dass an deene Fäll, déi gemënzt sinn, wéi zum Beispill déi vun der Violence domestique, et den Tribunal gëtt, dee speziell kompetent ass dofir, dann hu mer eng Plaz, wou esou wichteg Faitë kënne constatéiert, répriméiert a bestrooft ginn. Mir hunn also dee Moment schwaarz op wäiss vun engem Geriicht eng Décisioun, wiem säi Feeler eventuell déi Trennung oder déi Scheedung war.

Mir hunn eng Méiglechkeet am Kader vun deem Prozess a vum Scheedungsgesetz, eng Action civile kënnen ze intentéieren, fir materielle Schuedenersaz ze kréien. Mir brauchen also den Divorce net weider ze mëssbrauchen, fir Prozeduren an d'Längt ze zéien, wann een aus Prinzip oder aus finanziellen Ursaachen net wëllt, dass et virugeet.

Wa mer dat maachen, souguer exceptionnel, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt aus dëser grousser Scheedungsreform, op déi mer scho jorelaang schaffen - an zwar net nëmmen hei an der Chamber, mä en général -, keng Reform, mä eng „Reformette"!

An deemselwechte Kontext wéi d'Ofschafung vun de Feeler wëll ech agoen op d'Mediatioun, déi duerch dëst Gesetz agefouert gëtt, wëssend, dass en neie Projet vun der Regierung eréischt soll agefouert ginn. Ech wëll awer hei kuerz erklären, firwat d'Mediatioun do ass a wat déi Haaptbedéngunge sinn, déi an deem Gesetz, wat elo kënnt, d'Mediatioun muss erfëllen, fir dass d'Mediatioun och eppes bréngt.

Mir hunn nämlech d'Mediatioun schonn an engem Gesetz zu Lëtzebuerg, wou se näischt bréngt, well et e schlecht Gesetz ass! An ech mengen, dass mer dat mussen évitéieren an dëser Matière, wou, wéi ech gesot hunn, all Joer wéinstens dausend Leit betraff sinn.

Mä wat ass d'Mediatioun? D'Mediatioun ass dem Text no, an ech soen d'Wuert elo net, well mäi Kolleeg, den Här Weiler, dat Wuert net verdréit, dofir géif ech soen, d'Mediatioun ass e Mëttel, fir de Cauchemar vun enger Trennung op e Minimum ze reduzéieren an zu konstruktive Léisungen ze kommen, ouni dass déi Léisunge vun engem Riichter imposéiert ginn. Dat heescht, dat ass den Zweck dovunner.

Wat ass d'Mediatioun? Et ass e «moyen de communication...» - ech soen et op Franséisch, well ech hu probéiert, et ze iwwersetzen, dat gëtt eppes Onméigleches -, e «moyen de communication par l'intermédiaire d'un professionnel indépendant et impartial et sans pouvoir de décision», wéi de Riichter se huet, de Médiateur, «pour permettre aux médiés qu'ils acceptent de chercher et de trouver une solution individuelle adaptée à leur situation spécifique et à laquelle ils adhèrent à condition qu'elle ne soit pas contraire au droit».

Dat heescht also, d'Leit brauche sech net eleng ze débrouilléieren, fir en Arrangement ze fannen, wat si allen zwee d'accord sinn unzehuelen, mä si hunn e Professionellen derbäi, deen hëlleft, déi Diskussiounen ze organiséieren, deen hëlleft, déi Saachen, déi verschidden Aspekter, wou Differenze sinn, ze klären. Net aus der Welt ze schafen, mä ze klären!

Et ass kloer, dass an deem Prozess vun der Mediatioun dat ka passéieren, wat um Geriicht ni passéiert, well um Geriicht gëtt den Divorce nëmme gekuckt par rapport au droit. A mir wëssen alleguerten heibannen, déi gescheet sinn oder och déi aner, déi Affekot sinn oder och aner Beruffer hunn, dass eng Scheedung net haaptsächlech Droits-Problemer sinn, mä perséinlech Problemer, déi och eppes mat Gefiller a mat Emotiounen ze dinn hunn. All déi kënne sech hei ausdrécken, wann déi Mediatioun, déi am Gesetz am Prinzip drasteet, gutt ëmgesat gëtt.

D'Avantagë vun der Mediatioun par rapport zu engem Geriichtsuerteel sinn éischtens, dass den Dialog tëschent de Leit net soll ofbriechen, wann eng Trennung virun der Dier steet. Mir wëssen alleguerten, dass et à chaud schwéier ass ze diskutéieren an dass et heiansdo méi einfach ass, wann een Drëtten derbäi ass. Wann deen Drëtten dann nach dofir ausgebilt ass, fir do eng Hand unzepaken, da misst dat eigentlech goen.

Den zweeten Avantage ass, dass d'Responsabilisatioun vun de Leit an d'Luucht geet. An zwar sinn d'Leit do selwer gefuerdert, eng Léisung zu deene Problemer ze fannen, déi si selwer jo och gehollef hunn ze kreéieren, amplaz dass se einfach d'Léisung vun hire Problemer delegéieren un e Geriicht, un en Affekot oder esou weider.

Den drëtten Avantage ass, dass duerch d'Mediatioun keng DIN-A4-Léisunge kommen. Dat heescht, d'Garde vu klenge Kanner op d'Mamm, Droit de visite all zweete Weekend an dräi Wochen an der Schoulvakanz, vu sonndes owes oder vu samschdes mëttes bis sonndes owes. Dat hei erlaabt et engem, ganz individuell Léisungen ze fannen, déi och jiddwerengem sengen Usprëch kënne gerecht ginn.

Véiertens: Et geet méi schnell an et kascht manner wéi e Geriichtsuerteel, net nëmme fir d'Leit, mä och fir de Stat!

De fënneften Avantage ass, dass d'Exécutioun vun eppes, wat ee selwer ofgemaach huet, natierlech manner problematesch ass wéi d'Exécutioun vun engem Uerteel, mat deem ee sech muss offannen, och dann, wann een net d'accord ass.

Sechste Punkt: Et ass eng Technik, déi ee kann an anere Situatiounen uwennen, sief et bei der Ëmännerung vun deene Konditiounen, déi ofgemaach gi sinn, oder bei der Exécutioun vun deem Arrangement, wat een eng Kéier getraff huet.

Et entlaascht schlussendlech och eis Geriichtsbarkeeten, déi d'Mediatioun solle proposéieren, fir dass hausmaacher Léisungen - tëschent Klameren - zustane kommen, déi an engem Uerteel schlecht méiglech sinn, well se ze vill Zäit ewech géifen huelen.

Déi essenziell Elementer vun der Mediatioun, déi an engem Gesetz musse gekläert sinn, si folgend: D'Mediatioun, de Médiateur muss indépendant sinn. Dat heescht, e muss finanziell Indépendance hunn an institutionell Indépendance hunn. D'Mediatioun muss - an ech hoffen, dass Der mer do Recht gitt - volontaire sinn a muss volontaire bleiwen!

Et kann och net eppes aneschters an d'Gesetz geschriwwe ginn, och dann, wann ee sech ka virstellen, dass et gutt wier, wa jiddwereen, ier en en Divorce géif ufänken, misst an eng Informatiounssëtzung iwwer Mediatioun goen, fir eventuell en connaissance de cause sech fir dee Wee oder fir en aneren ze entscheeden.

Se muss confidentiel sinn, an dat muss och am Gesetz stoen. An et muss fir eng qualifizéiert Mediatioun natierlech en Agrément ginn, en Agrément, deen d'Formatioun kontrolléiert vun deene Leit, déi d'Mediatioun solle maachen, déi theoretesch, déi praktesch, déi continue, an och eng Supervisioun.

Et wier natierlech gutt, wann iwwert d'Qualifikatioun vun de Médiateuren dee-

jéinege Minister, huelen ech un, deen den Agrément soll ginn, op den Avis vu professionellen Associatioune géif zréckgräifen.

Et muss och esou sinn, dass...

M. le Président.- Madame Err, Dir musst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- Ei, ei, ei!

M. le Président.- Well den Här Bodry, deem musst Der och nach eng Chance ginn. Hien ass och mat 15 Minutten ageschriwwen.

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- D'accord! Wou si mer elo?

M. le Président.- Dir hutt schonn zwou Minutten iwwerzunn.

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- D'accord! Dat ass den Désavantage, wann ee keng ausgeschriwwe Ried huet, mä Stéchwierder, mat deenen ee sech muss débrouilléieren. Mä ech komme ganz schnell zum Schluss, Här President.

Ech war elo bei der Qualifikatioun, an dee Qualifikatioun seet, dee seet och Rémunératioun. Och doriwwer, mengen ech, misst e Barème sech afale gelooss ginn. An d'Aide juridictionnelle oder dat, wat Assistance judiciaire genannt gëtt, misst ëmmer virgesi sinn, am beschte Fall, wéi gesot, virum Divorce.

Och prozedural gëtt et Regelen, déi misste respektéiert ginn, mä ech hunn elo keng Zäit, fir dorobber anzegoen. Ech kommen an der Kommissioun dorobber zréck.

Dee leschte Rapport vum ORK, dee recommandéiert chaudement d'Mediatioun an e seet: «...extrêmement important et utile de rechercher dans le contexte de la séparation de fait». D'ALMA an d'Égalité-de-traitements-Kommissioun schwätze sech och dofir aus.

Ee Wuert nach just, an ech schwätzen - dann hunn ech leider keng Zäit méi, fir op deen zweete Punkt vum Splitting anzegoen - d'Autorité parentale conjointe, e Signe fir d'Garde partagée un, och wa se de Moment nëmmen an enger Hypothees am Gesetz steet, well et wichteg ass, dass jiddwereen Accès huet zu de Kanner an dass den Intérêt vun de Kanner an deene Prozeduren hei net ënnert d'Rieder geréit.

Et ass esou, dass Kanner ëmmer Recht op en eegenen Affekot hunn, a si musse sech kënne mat ausdrécken, well et och schliesslech ëm hiert Liewe geet, ëm de Kontakt mat hirer Famill an net nëmme mat hiren zwee Elterendeeler, mä eventuell souguer - an ech weiten do den Discours vu mengem Virriedner aus - net nëmme mat den Elteren, mat der Famill a mat de Grousselteren, mä och eventuell, bei enger Famille recomposée, mat deem Partner, dem Liewenspartner vun engem Elterendeel, dee sech och ëm d'Erzéiung vun de Kanner gekëmmert huet.

Zwee Fäll vun der Garde, ee Fall vum Splitting: Ech hunn elo keng Zäit méi! Ech soen Iech just ee Beispill an ech iwwerloosse jiddwerengem et, fir dorauser eng Konklusioun ze zéien.

Ech soen Iech e Beispill vun enger Fra, déi Fonctionnaire war, déi sechs Joer virun hirem Mariage geschafft huet, déi dann e Kand kritt, wat en handicapéiert Kand ass. Si ass dann am Congé de maternité an dann hëlt se ee Joer laang Congé sans solde. Si hëlt duerno, well se sech dat net ka weider erlaben, en Travail à mi-temps während engem Joer un, mä si gesäit, dass se dat net packt a si demissionéiert vun hirem Fonctionnairesstatut a si ass während véier Joer Mère au foyer, fir dat handicapéiert Kand do ze erzéien.

Natierlech ass et dee Moment mat de Finanze knapps. An déi Fra, déi wëllt dann hir Rechter, déi se an der Pensiounskeess opkaaft (veuillez lire „opgebaut") huet, zréckkafen - huet se gemaach, ka se haut net méi, mä huet se deemools kënnen -, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

M. le Président.- Madame Err, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Waart net den Här Bodry nach, Här President?

M. le Président.- Jo, net méi ganz laang. Kommt wann ech gelift, ech mengen, och aus Respekt virum Här Bodry!

Mme Lydie Err *(LSAP), interpellatrice.*- Ech soen Iech dat Beispill vun där heiter Fra.

(Interruption)

Ech soen Iech vun där heiter Fra nach just d'Resultat. Déi Fra, déi huet, well se en handicapéiert Kand, dat se zesummen natierlech kritt huet mat engem Mann, mat deem se net méi zesummelieft haut an hirer... Si ass condamnéiert, fir bis 70 Joer schaffen ze goen, fir als Pensioun dat erauszekréien, wat en fait op e Revenu mensuel garanti géif erauskommen. An dat ass e Skandal! Wa mer dorunner näischt änneren an dësem Gesetz, dann hu mer och déi heite Geleeënheet verpasst, fir wierklech e gutt Gesetz ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Err. An als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Christine Doerner ageschriwwen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem honorabelen Här Kartheiser an der Madame Err fir déi wäertvoll Interpellatiounen. Zu Recht kritiséieren d'Pappenorganisatiounen eisen aktuelle System, wou déi gemeinsam elterlech Suerg bei der Scheedung ophält. Mä d'Besserstellung vun dëse Pappen ass geplangt, an zwar an dem Projet iwwert d'Responsabilité parentale a selbstverständlech och an der Scheedungsreform.

An der Regel sollen elo déi gescheeten, awer och déi net bestueten Elteren hir gemeinsam Autorité parentale och bei der Trennung behalen. Fir d'Kanner ass et wichteg, dass si zu deenen zwee Elteren eng wierklech Bezéiung däerfen hunn an erliewen. Duerfir behale jo déi zwee Elteren hir Verantwortung, mat de Rechter an de Flichten, perséinlech Kontakter mat hire Kanner ze fleegen. Bei wiem d'Kand awer elo soll wunnen, dat mussen d'Elteren zesummen décidéieren. Wann net, ass et de Riichter, an dat ëmmer selbstverständlech am Intérêt vum Kand.

D'Elteren - dat ass ganz wichteg an dat steet an deem Projet de loi - mussen alles ënnerloossen, wat d'Verhältnis vum Kand zum aneren Elterendeel géif erschwéieren. Dëse Projet gesäit och vir, dass beim Wiessel vum Wunnsëtz vum Kand den abwesenden Elterendeel och muss informéiert ginn. An dann, bei Entféierungsgefor, kann de Juge des tutelles eng Interdiction de sortie vum Mineur op d'Passeportë vun deenen zwee Elterendeeler aschreiwe loossen.

Dës Rechter, mä och dës Flichte sollen de Männer méi Initiativ, awer och vläicht neie Courage ginn, sech méi staark bei der Erzéiung ze engagéieren an hirem Kand Autoritéit a Virbild ze sinn. Dat wëllt soen: e positive Papp sinn!

Dëst gemeinsamt Suergerecht ass awer manner e Recht vun den Elteren, mä haaptsächlech an un alleréischter Stell e Recht vum Kand selwer. E Kand muss kënnen all aner wichteg Kontakter vu sengem noen Ëmfeld oprechterhalen, wéi zum Beispill mat senge Grousselteren. Déi meeschten europäesch Länner kennen dës Regelung. An ech muss awer och nach soen, dass hei zu Lëtzebuerg ganz vill jonk getrennte Koppelen déi gedeelten Elterenschaft scho länger Zäit praktizéieren an harmonesch liewen.

Ech kommen awer och op de Punkt, dass eng Séparatioun kann och finanziell Konsequenzen hunn. Mat der Gläichstellung vun der Fra am Bestietnis, mä awer och domadder gläich hirem ausdréckleche Recht, e Beruff auszeüben, ass de Mariage eng partnerschaftlech, gläichberechtegt Liewensgemeinschaft ginn.

Et ass selbstverständlech d'Saach vun der Famill ganz eleng, fir ze décidéieren, ze entscheeden, ob d'Fra no der Gebuert vun hirem Kand weider schaffe geet oder net. Et gëtt vill méiglech gutt Argumenter a Grënn fir déi eng oder déi aner Variant. Am Fall elo - deen éischte Fall -, wou d'Koppel zu zwee géif décidéieren, weider schaffen ze goen, géif dat da bedéngen, dass sech de Mann bedeelege muss an der Kannererzéiung an och an der Hausaarbecht. Si iwwerhuele gemeinsam d'Chargë vun der Aarbecht, an zwar zu gläichen Deeler, wann ee vun der Koppel dat géif verlaangen.

Mä vill Männer, och wa se et net ëmmer soen, hu gär eng Hausfra als Fra. Fir esou Frae bedeit dat eng tatsächlech Unerkennung a Respekt vun hirer Aarbecht am Stot a bei de Kanner. De Respekt vun der Aarbecht dréckt sech an eiser Gesellschaft primär a Geld aus. Dësem typesch weiblechen Engagement muss also Rechnung gedroe ginn, wann de Mariage zu Liefzäite géif opgeléist ginn.

Schonn haut hunn eng Fra an e Mann d'Méiglechkeet, an engem Heiratskontrakt hir Bedéngungen ze stellen, Moossname virzegesinn, wann de Mariage net géif glécken. Esou Moossname kënnen hëllefen, ongewolltene Sträit bei der Trennung ze vermeiden. Mä esou Klausele ginn awer rare gebraucht. Duerfir ass et wichteg, dass e Wee fonnt gëtt, dass all Fra an all Mann am Fall vun enger Scheedung d'Chancen huet, Pensiounsrechter opzebauen. Dat ass am Fong e Grond méi, sech weider ze bestueden, an dann och definitiv et ze bleiwen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Doerner. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Erlaabt mer, dass ech den Titel vun eisem Ordre du jour vun haut virliesen: «Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la situation des hommes divorcés et, en particulier, des pères divorcés au Luxembourg» an «Interpellation de Mme Lydie Err sur la situation des femmes divorcées au Luxembourg».

Här President, et feelt mir an deene ganzen Débaten eng Partei, déi fir mech net fir d'Scheedung responsabel ass, an dat ass d'Situatioun vun de Kanner an enger Scheedung.

Deen ee freet fir d'Hären,…

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- …deen anere freet fir d'Fraen, an am Fong fir d'Kanner, déi net fir d'Scheedung responsabel sinn, dat huet kee vun deenen zwee gefrot.

Dofir, Här President, erlaabt mer, dass ech do emol ufänken. Wéi ass d'Situatioun vun engem Kand bei enger Scheedung? D'Kand huet bestëmmt d'Scheedung net ugefrot! Et ass eng Décisioun vun engem oder vun zwee Erwuessener. D'Kand ka gehéiert gi virum Riichter. Dat ass eng Dispositioun am Code civil. Haut muss d'Kand placéiert gi bei deen een oder bei deen aneren. Dat heescht eng Garde. Deen ee kritt d'Garde oder deen anere kritt d'Garde. An deen anere kritt dann en Droit de visite.

Als Fraktioun vun der Demokratescher Partei si mir der Meenung, dass eng Garde conjointe déi richteg Léisung wier - ausser selbstverständlech, wann et Situatioune gëtt, wou et net am Intérêt vum Kand wier -, mä dass dat d'Regel muss sinn, an net d'Exceptioun, dass d'Kanner kënne bei den zwee Eltere grouss ginn.

Well, wat ass d'Situatioun vun deene Kanner, déi meeschtens all zweete Weekend vu freides fënnef Auer bis sonndes owes oder bis méindes moies hir Wallis paken, fir vun deem engen Haus an dat anert Appartement, an dat anert Haus ze pilgeren, an do da probéieren, Lienen ze tisséieren, fir mam Papp oder mat der Mamm grouss ze ginn?

Da wësst Der, dass dat beim Divorce och da fixéiert gëtt, wéi den Droit de garde an den Droit de visite ass. An dat, wat d'Madame Err virdru gesot huet, ass mer net onsympathesch - mir hunn dat scho laang gefrot: Dir hutt de JAF, de Juge aux affaires familiales am Ausland; hei zu Lëtzebuerg gitt Der fir d'Éischt bei den Zivil, fir d'Scheedung ze maachen, a wann Der da wëllt Modifikatioune vum Droit de garde a vum Droit de visite vum Kand froen, musst Der bei de Juge de la jeunesse goen. Et wier gutt, wann ee Riichter sech ëm dat Ganzt géif këmmeren.

Wat ass dann iwwerhaapt eng Scheedung, Här President? Hei ass plädéiert ginn, dass mer elo eng Reform maache vum Scheedungsgesetz. Jo! A mir als Demokratesch Partei sinn derfir, dass eng Reform vum Scheedungsgesetz kënnt, well eng vun deenen Haaptursaachen, firwat een haut gescheet gëtt, gëtt hei zu Lëtzebuerg net unerkannt: Dat ass de Fait, dass een einfach deen anere Partner net méi gären huet.

Haut huet een entweder de Consentement mutuel - mä do mussen déi zwee averstane sinn - oder d'Faute oder en Zerrüttungsprinzip, mä einfach een deen aneren net méi gären hunn, ass keng Ursaach, fir gescheet ze ginn. An dofir si mir derfir, dass een eng Cause einfach seet, dass een een net méi gären huet, dass dat eng Cause dierf sinn, fir kënne gescheet ze ginn. Jo, mä da soll een dat bäifügen zu deene Scheedungen, déi et jo haut scho gëtt.

Mir als DP kënnen net akzeptéieren, Här President, déi Hypokrisie, déi dës Majoritéit probéiert, de Leit dobaussen ze verkafen: „Mir wëllen d'Pacificatioun vum Divorce, an dofir gëtt d'Faute ewechgeholl." Mä et kann een awer duerno Schuedenersaz froen!

Dat heescht am Fong, et huet ee just de Problem e bësse vertagt. D'Madame Err seet et selwer. Bei Violence domestique, do gëtt et jo awer och nach aner Instanzen, an do gëtt et nach e Procès pénal. Dat heescht, ech maachen eng Scheedung, ech maachen nach e Procès pénal, an dann duerno wäert ech nach eng Saisie musse maachen, fir Suen ze kréien. Ech sinn d'Victime, an ech sinn deen, deen duerno muss eng ganz Rëtsch vun administrative Schrëtter maachen, fir iwwerhaapt kënne meng Rechter anzekloen!

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei ass der Meenung, dass den Divorce pour faute soll bestoe bleiwe fir verschidde Situatiounen. Et gëtt verschidde Violencen an Injures graves, esou, wéi de Législateur et virgesinn huet, déi musse respektéiert ginn.

Eng Hochzäit ass e Consentement vun zwou Persounen, déi soen: «On est marié pour le meilleur comme pour le pire.» Ganz oft, wann et ufänkt, e bësse manner gutt ze goen, ass déi Situatioun, wou een da wierklech gesäit, ob déi Hochzäit esou gutt, esou stabil ass oder net, wann da méi schwéier Épreuvë kommen.

Mä firwat, wann een dann eng Injure grave huet, wann een doheem geschloe gëtt, dat heescht, dass ee seng Kraaft vis-à-vis vun deem anere Partner gebraucht: Dat soll keng Ursaach sinn, fir gescheet ze ginn? An da soll een op d'Geriicht goen a soen: „Jo, mir sinn net méi frou mateneen"? Neen! Do soll d'Méiglechkeet bestoen, fir dass ee kann en Divorce pour faute erareechen, an dass duerno och déi Condamnatioun fir d'Faute - op jidde Fall bei Violence-domestiquen - op d'mannst soll zréckbehale ginn.

Et huet keen, Här President - an dat ass dat, wat mech e bësse wonnert, well de Sujet ass d'Situatioun vun der Fra nom Divorce -, mir kruten hei vun deenen zwee Interpellanten e Referat gehalen iwwert dat, wat si vun deem neie Gesetz vum Divorce halen, awer ganz wéineg iwwert d'Situatioun vum Mann oder vun der Fra nom Divorce.

Wéi ass d'Situatioun? Kommt, mir diskutéieren déi. Dat ass eng Kéier eng Situation financière, déi sech ännert. Dat ass eng Situatioun am Logement, déi sech ännert. An ech wäert op déi verschidde Punkten agoen.

De Ceps huet eng Etüd gemaach d'lescht Joer, déi net oninteressant ass. De Ceps huet erausfonnt, dass zu Lëtzebuerg d'Scheedunge vun 1970, do hate mer 9,6% Scheedungen, bis an d'Joer 2003 op 47,7% eropgaange sinn. Mir sinn do an den „top rider" an Europa, an d'Evolutioun

geet weider. Mir sinn elo jo bal bei 50; also, mir sinn elo bei 50%! A wann ee kuckt, dass et Zuele gëtt vu verschiddene Länner, wou se 2003 eppes an déi 20 waren - 21 a Rumänien, bis de Rekord an der Belsch vu 56,1% -, mä mir sinn awer ganz wäit vir.

(Interruption)

Den Divorce par consentement mutuel hu mer och. Gott sei Dank gëtt de Gros vun de Scheedunge par consentement mutuel statuéiert. Dat heescht, 73% woren 2008 Divorces par consentement mutuel, 25% Divorces pour faute, an 2% fir Séparation de fait. Dat heescht, et ass awer e Véirels vun den Divorcen, deen en Divorce pour faute ass, an deen ass jo och do gesprach gi pour faute.

Ganz oft, an dat kënne jo och verschidde vun eise Kolleegen heibanne soen, gëtt en Divorce pour faute einfach ugesicht, well mer keng aner Méiglechkeeten hunn, fir en Divorce kënnen ze kréien. Well dat, wat ech virdru gesot hunn - een net méi gären hunn - net zielt. Da gëtt egal wat einfach zitéiert an enger Assignatioun, andeem ee weess, dass duerno pour faute partagée wäert d'Uerteel gesprach ginn, well een einfach eng Ursaach brauch, fir kënne gescheet ze ginn, wou leider dann awer doduerch och déi knaschteg Wäsch duerno um Geriicht gemaach gëtt.

Jo, et soll een dat évitéieren an et soll ee kucken, dass ee propper gescheet gëtt, an et soll ee kucken, dass e Consentement mutuel d'Regel bleift, mä akzeptéieren, dass et awer a verschiddene Situatiounen net méiglech ass an dass doweinster och soll den Divorce pour faute zréckbehale ginn.

Här President, et ass vill geschwat ginn, och iwwert dat neit Gesetz. Et sinn e puer Punkten dran, déi eis als Fraktioun vun der Demokratescher Partei einfach stéieren.

Firwat? D'Garde vun de Kanner gëtt elo mat ugeknäppt un den Droit de bail forcé. Dat heescht, dass deen, deen d'Garde vun de Kanner kritt, och d'Recht kritt, fir zwee Joer am Haus oder am Appartement ze bleiwen, och wann et deem anere Partner gehéiert. Ech maache mer just Suergen, dass et duerno drëms geet, wien d'Kanner kritt, méi fir d'Haus oder d'Appartement, wéi fir sech duerno ëm d'Wuel vun de Kanner ze këmmeren.

An ech insistéieren op deem Punkt, dass ech iwwerzeegt sinn, dass et esou Situatioune gëtt, wou et den Elteren egal ass, wat duerno mat de Kanner geschitt, mä Haaptsaach, si hu gewonnen. A gewannen an enger Scheedung ass dann eben net méi d'Faute, mä dann awer de Logement ze kréien. A wann een dann de Logement huet, huet een awer gewonnen, well deen anere muss erausgoen.

Dann haalt op, hypokritesch ze sinn an ze soen, mir géifen net méi vu Faute schwätzen, wann duerno selwer esou Décisioune jo gefällt gi bei der Garde vun de Kanner, déi eng ganz Ribambelle vu Répercussioune mat sech bréngen, ob dat beim Loyer ass oder ob dat och bei de Pensionalimentairen ass! Am Moment gesäit schonn den Artikel 214 vum Code civil vir: «Si l'un des époux s'acquitte de sa contribution par son activité au foyer, l'autre est obligé de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.»

Dat heescht, mir hu schonn en Text, dass, wann ee vun deenen zwee net schafft, deen anere verflicht ass, him alles ze ginn, wat zum Liewen noutwendeg ass, souwäit seng Mëttelen him dat erlaben. Dat heescht, mir hu schonn en Text. An déi Neierung, déi mer elo am Text kréien, ass am Fong, dass een no der Scheedung da muss kucken, fir fir d'Pensiounsrechter vun där anerer Partei opzekommen. Et steet dran, dass et eng Kompensatioun ass oder dass et op jidde Fall eng Transaktioun ka sinn.

Ech hunn dat och net gären, Här President. Meng Fraktioun ass och der Meenung, dass ee muss ganz gutt kucken, wat méi richteg wier: ob een net soll an der Rent e Splitting maachen, andeem ee seet, esou vill Jore wore se bestuet. Dat heescht, et kritt een esou vill Prozenter vun der Rent vun deem aneren, wou ee bestuet wier. Oder ass et besser, dass ee seet, hei mir estiméieren, dass et esou vill ass, an -batsch - kriss de op den Dësch esou vill, wéi mer der schëlleg sinn?

Ech stelle mer Froen. Ech weess net, ob mer duerno kënne vun der Regierung gesot kréien, wat dat kascht, wat de Minimum cotisable ass. A wann een 20, 25, 30 Joer bestuet war, wat een dann an enger Kéier zréckzebezuele kritt.

Dat, wat verschidde vu menge Kolleegen heibanne gesot hunn, ass net falsch. Et wier wichteg, de Leit ze soe virun der Hochzäit, wat d'Konsequenzen och vun enger Hochzäit sinn. Heiansdo, wann een als Officier de l'état civil Leit bestit, freet een: „Wéi laang kennt Der Iech da schonn?" Heiansdo kritt een als Äntwert: „Dräi Méint."

(Interruption)

Jo, dräi Méint, véier Méint! Da soen ech mer: „Hm!"

Ech weess, wann een dann direkt scho vu Scheedung schwätzt… Ech hunn ëmmer léiwer e gudde Contrat de mariage wéi duerno eng schlecht Scheedung.

De Problem, deen een huet, dat ass ganz oft: D'Leit bestuede sech, a wësst Der, an den Aen hu se nëmme Blummen an Häerzecher, déi esou duerch d'Léift bezeechent sinn. Si kucke sech ganz verléift, mä wann dann déi éischt Situatioun kënnt, wou et net méi esou geet, dann op eng Kéier ass aus deem Häerz an aus där Blumm eng Brennnessel an en Donnerwieder ginn.

(Interruption)

An do kritt ee vun deem aneren eppes virgeworf.

Also, ech kann net aus Erfahrung schwätzen, Här Gibéryen.

(Interruption et hilarité)

Mä ech kann Iech just soen, dass een als Affekot oft Situatioune gesäit, wéi ech dat virdru gesot hunn, wou et drëms geet, een deem aneren eppes virzewerfen. Wou een da probéiert, mat de Leit zesummen ze diskutéieren, an et bréngt een et fäerdeg, e Consentement mutuel ze maachen. Mä gleeft mer et, heiansdo ass d'Rage vis-à-vis vum anere Partner bestëmmt net déi, déi ee gemengt huet, wéi ee beim Officer de l'état civil esou schéin ënnerschriwwen huet, sech e Kuss op de Mond ginn huet an d'Réng getosch huet.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här Bettel, en obligatoresche Stage!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, elo fir e Stage virun der Hochzäit oder e Cours virun der Hochzäit… Ech soe just, dass et wichteg wier, virun allem, wann een duerno all déi Répercussioune kuckt, déi d'Hochzäit mat sech bréngt, dass een d'Leit richteg opkläert, wéi et geet.

Wann ee scho vun Hochzäit schwätzt, wier et och net oninteressant, iwwert de Mariage blanc eng Kéier ze diskutéieren. Ech héiere jorelaang, dass mer hei géife kucken, géint de Mariage blanc eppes ze maachen. Ech waarden nach ëmmer op en Text. Mir kënnen als Officier de l'état civil net vill soen zu de Leit, ausser: „Kommt d'nächst Woch zréck", fir ze kucken, ob se da wierklech nach erëmkommen.

Mä mir haten alleguerte schonn hei eng Kéier - déi, déi Officier de l'état civil waren - Hochzäiten, wou ee sech d'Fro gestallt huet: „Hunn déi sech esou gären?"

A leider hunn ech duerno schonn Tëlefone kritt vu Leit, déi mer gesot hunn: „Här Bettel, stëmmt dat, dass et no der Hochzäit eng Période d'essai gëtt, wou een da kann unilatéralement einfach soen, d'Hochzäit huet net stattfonnt?" Et si verschidde Leit, déi dat mengen. Dat gëtt et! Ech hunn de Leit gesot: „Dir hat eng Période d'essai vun 10, 15, 20 Joer virun der Hochzäit, mä wann Der bis ënnerschriwwen hutt, gëtt et keng Période d'essai méi." An dann ass d'Scheedung déi eenzeg Méiglechkeet, déi ee muss hunn.

Mir ënnerstëtzen och de Fait, Här President, dass ee beim Consentement mutuel elo net méi muss zwee Joer bestuet sinn. Stellt Iech emol vir, no sechs Méint mierkt Der, dass Är Fra oder Äre Mann net dee Richtegen ass, an da musst Der nach zwee Joer verbréngen, fir kënne gescheet ze ginn. Mir si frou, dass dat och supprimméiert gëtt, deen Délai.

Finalement, Här President, hunn ech Iech virdru vum Logement geschwat: Dat wäert mat deem neie Gesetz e groussen Débat ginn, e grousse Sujet, an ech maache mer just Suergen, ob wierklech den Intérêt vum Kand duerno nach priméiert, oder ob et net drëms geet, wien d'Haus kritt oder wien et net kritt.

Dann ass hei eppes - et muss ee jo éierlech sinn iwwert d'Situatioun no den Hochzäiten, also bei de Scheedungen -, et ass eng Etüd gemaach gi vum Ceps, déi seet: «Au Luxembourg, la comparaison des risques de pauvreté des personnes divorcées avec ceux des personnes vivant en couple confirme le constat de Bourreau-Dubois selon lequel les femmes observeraient une dégradation de leur niveau de vie suite au divorce tandis…» - an, Här Kartheiser, lauschtert gutt no. Ah, en ass net do! Mä, da wier ech frou, wann d'ADR-Fraktioun dem Här Kartheiser dat kéint matdeelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir maachen dat.

M. Xavier Bettel *(DP).*- «…selon lequel les femmes observeraient une dégradation de leur niveau de vie suite au divorce tandis que les hommes verraient leur niveau de vie augmenter. En 2005, le taux de pauvreté dans les couples atteignait 6%, 13%, 16% ou 21% selon le nombre d'enfants à charge du ménage: respectivement, 0, 1, 2 ou 3 et plus. Dans les ménages composés de femmes divorcées vivant sans conjoint (quel que soit le nombre d'enfants à charge), le risque de pauvreté s'élevait à 25%, soit un risque supérieur à celui de n'importe lequel des couples ayant des enfants à charge. Quant aux hommes divorcés vivant sans conjoint, le risque n'était que de 10%.»

Dat heescht, dat doten ass eng Etüd. Ech erfannen et net! Et ass eng Etüd, déi wierklech beweist, dass… An dat ass am Fong de Sujet, dee mer haut hätte missen alleguerten debattéieren, ausser, dass mer elo alleguerten iwwert d'Scheedungsgesetz geschwat hunn. Hei ass d'Situatioun!

Wéi ass d'Situatioun vum Mann oder vun enger Fra no der Scheedung? Mir gesinn hei, an et sinn Etüden, déi et soen - et ass weder d'Madame Err nach den Här Kartheiser -, dass et enger Fra meeschtens net gutt geet a méi schlecht geet no enger Scheedung wéi engem Mann.

Dat, wat een och huet: Et soll een net vergiessen, dass, wann ee sech ëm d'Éducatioun vun de Kanner gekëmmert huet an een e gewëssenen Alter huet, et och net einfach ass, fir vun haut op muer eng Aarbechtsplaz ze fannen. Mä dat zielt och fir e Mann. Ab engem gewëssenen Alter ass et schwéier, an eiser Gesellschaft haut en Job ze fannen. Wann ee seet, dass een déi zwee Enner net méi beieneekritt an dass een da kuckt, en Nieweverdéngscht ze kréien an eng Aarbecht ze sichen -ab engem gewëssenen Alter ass dat ganz schwéier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dofir gëtt et verschidde Situatiounen, déi een erlieft. Ech hat elo viru Kuerzem eng, wou een och gesinn huet, wéi eng Situatioun ka sinn. Eng Fra, wou de Mann eng Direktesch-Plaz hat op enger Bank, an deen ass du mat enger méi jonker Sekretärin fortgaangen an d'Fra souz mat zwee Kanner an engem Haus, wou se de Prêt muss zréckbezuelen, ouni ze schaffen. Déi Fra weess net, wéi se elo soll de Prêt zréckbezuelen. Si ass am Surendettement elo. Si weess och net, wéi si de Kanner kann hëllefen.

An do si mer frou, dass d'Gemeng Lëtzebuerg zum Beispill en Centbuttek huet, esou wéi och d'Gemeng Beetebuerg, wou een dann deene Leit kann ënnert d'Äerm gräifen an deene Leit dann op eng materiell Aart a Weis hëllefen, fir op d'mannst déi alimentaire Besoine vun de Kanner kënnen ze combléieren.

Här President, ech fannen, dass déi Debatt vun haut gefrot ginn ass, fir d'Éischt vum ADR, well se eis wollten erklären, wéi schwéier d'Männer et hätten an der Scheedung, da vun der Madame Err vun der LSAP, fir eis ze soen, wéi schwéier d'Fraen et hunn no enger Scheedung.

Ech muss just soen, eng Scheedung ass bestëmmt kee flotte Moment. Mä ech wier frou gewiescht, dass hei méi iwwert de Kanner hir Intérêten och geschwat gi wier, amplaz hei feministesch…

(Interruptions)

…feministesch oder maskulinesch…, oder vun de Vertrieder vun der AHL eis ze erklären, wéi schwéier et fir d'Männer ass, oder vun der Madame Err, wéi schwéier et fir d'Fraen ass. Ech mengen, dass esou e Sujet soll objektiv gekuckt ginn an net ee géint deen aneren, well soss hu mir och eng Scheedung heibannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. An als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass sech en Thema wéi deen heite wéineg fir parteipolitesch Polemiken eegent. Duerfir fannen ech et och e bëssen onverfruer, och vum Virriedner, sech hei an d'Broscht ze geheien an ze soen - zweemol! -, d'Majoritéit, d'Regierung wier hypocrite. Ech loossen d'Chamber gäre Juge, wien hypocrite ass: ob deen hypocrite ass, deen zu gewësse Positioune steet, iwwer eng Rei vu Joren, oder ob déi hypocrite sinn, déi net méi wëlle wëssen, dass si um Ursprong vun dem Gesetzesprojet vum Här Frieden stinn. Well all dat, wat elo hei am meeschte kritiséiert ginn ass vum Vertrieder vun der DP, dat ass voll dran am Projet vun 2003 vum Minister Frieden.

Ech ka mech eigentlech nëmme wonneren, well ech hat gemengt, 2003 wier eng CSV-DP-Regierung do gewiescht. An am Regierungsrot ginn awer esou fundamental Froen - hoffen ech, och déi Zäit schonn - diskutéiert. An do schéngt weder d'Madame Polfer nach den Här Berger nach den Här Wagner Problemer mat deenen hypocriten Ausriichtunge gehat ze hunn, déi de Regierungsprojet vun 2003 anscheinend huet.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir waart net an der leschter Juridique, Här Bodry, soss wiert Der elo ganz…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Entweder…

(Interruption)

Wann een esou déck Téin hei späizt, Här Bettel,…

(Interruption)

…da muss een och e bësse Kritik verdroen. Et kann een net alles hei verdamen, wat ee virun enger Rei vu Joren als Partei mat op de Wee bruecht huet. Dat kënnt Der net ewechsträichen!

(Interruption)

Dir hutt hei vun Hypokrisie geschwat. Dobausse soll jugéiert ginn, wien hei hypocrite ass!

Ech bleiwen derbäi, dass dat heite keng Fro ass fir Parteipolitik. D'Suerg, déi mer eigentlech alleguer missten hunn, ass, e méiglechst gudden Text ze kréien, dee versicht, méiglechst vill Situatioune gerecht ze behandelen. Well dat ass jo de genaue Problem, dee mer eigentlech bei der Scheedung hunn - wéi bei villen anere Froen -, dass ee Gesetz do ass, fir den Normalfall ze regelen.

Dass et awer a Froe vu Sträit an enger Famill, a Froe vun Zerwürfnis an engem Bestietnis, esou divers, esou mannegfalteg Situatioune gëtt, dass et schwéier ass, mat engem eegenen Text eng gerecht Situatioun fir all Fäll kënne virzegesinn: Et ass dorunner, wou mer musse schaffen!

Et huet sech och gewisen, dass eis aktuell Texter deem doten Usproch net méi gerecht ginn, dass sech och d'Gesellschaft verännert huet, dass sech d'Zesummeliewe verännert huet, dass sech eis Vuen iwwert d'Bestietnis och verännert hunn. Duerfir ass et noutwendeg, wéi aner Länner et virun eis gemaach hunn, fir eis Texter, déi zu engem gudden Deel nach op d'70er Joren zréckginn, nach un déi aktuell Gegebenheeten unzepassen.

Frankräich am Joer 2004, d'Belsch am Joer 2007 hunn och Reforme vun hire Législatioune gemaach. Mir sinn als LSAP der Meenung, dass et héich Zäit ass, dass mer och zu Lëtzebuerg deen dote Schratt maachen. Woubäi ee sollt ouni Préjugéen an esou eng Diskussioun eragoen, dass ee soll héieren, wat d'Argumenter an d'Géigenargumenter vun där enger oder anerer Ännerung sinn, dass ee soll ofweien, wat déi Léisung ass, déi fir den Normalfall, fir déi meeschte Fäll dann déi richteg ass, an dann och gutt Texter maachen, déi mer wa méiglech net erëm mussen an e puer Joer ëmänneren.

Duerfir ass et och, mengen ech, richteg, dass d'Chamber sech Zäit geholl huet a scho vill Zäit an déi heiten Diskussioun investéiert huet. A mir sinn nach net ganz um Enn vun eiser Wahrheitsfindung ukomm!

Hei geet et effektiv drëm, fir déi bescht Situatioun fir Mann, Fra a fir d'Kanner ze fannen. Mir mussen och déi Fro vum Bestietnis net lassgeléist gesi vun der Reform vum Mariage, vun der Reform vun der Filiatioun, vum Adoptiounsrecht, vun der Reform vum Partenariatsgesetz. Alles dat hänkt nämlech ganz enk zesummen.

Wa mer do un ee Riedchen dréie ginn, da musse mer och kucken, ob dat nach mat deem ganze Bild zesummenhänkt. Duerfir däerfe mer also déi Diskussioun net ze enk féieren, mä mir mussen ëmmer erëm gesinn, wéi sech déi situéiert mat aneren Aspekter vum Familljerecht, déi mer och wëlle reforméieren. Well dës Koalitioun huet sech effektiv d'Wuert ginn, dass se wëllt an dëser Mandatsperiod eng fundamental Moderniséierung vum gesamte Familljerecht duerchféieren. An déi meescht Projet-de-loië si jo och schonn an der Tëschenzäit um Instanzewee. Et ass d'Aufgab vun der Chamber, all déi Iddien zesummenzeféieren, fir derfir ze suergen, dass mer hei eng Politik am Familljeberäich aus engem Goss maachen.

Fir d'LSAP ass et kloer, dass mer der Meenung sinn, dass mer den Zerrüttungsprinzip sollen an de Mëttelpunkt vum Scheedungsrecht setzen. Dat war bis elo zu Lëtzebuerg net de Fall. Bis elo ass et nach ëmmer den Divorce pour cause déterminée, also wou eigentlech e Feeler an der Regel spillt, deen den zentrale Punkt vun eisem ganze Scheedungsrecht ass, och wa glécklecherweis de Consentement mutuel ëmmer méi staark ginn ass an haut d'Majoritéit vun de Scheedungen iwwert de Consentement mutuel lafen.

Et bleift, dass mer also mussen derfir suergen, dräi Kritäre bei där Reform ëmgesat ze kréien: Et muss zu enger Vereinfachung kommen; et muss zu enger Beschleunegung vun de Prozedure kommen, an et muss zu enger Dedramatiséierung vun de Scheedungsprozeduren hei zu Lëtzebuerg kommen. Dat sinn d'Grondkritären, déi mir wëlle bei enger Reform uwennen.

Et ass evident, dass fir eis Fraktioun den Interessi vum Kand an de Mëttelpunkt vun den Iwwerleeunge muss gestallt ginn. Do gëllt et, fir de Prinzip vun der Coparentalitéit als feste Bestanddeel vun eisem Familljerecht ze verankeren, och am Fall vu Scheedungen. Et soll net méi esou sinn, dass effektiv praktesch d'Kand am Regelfall just bei engem Elterendeel ugesiedelt gëtt.

E Kand huet zwee Elteren. D'Elteren hu Rechter an d'Kand huet Rechter. Och eng Rei vun internationale Konventioune verflichten eis als Lëtzebuerg, dee ganze Regime do ze iwwerdenken an derfir ze suergen, dass hei am Interessi vum Kand eng Léisung fonnt gëtt, wou u sech d'Noutwendegkeet, dat ass déi ganz Fro vun der Autorité parentale a vun der Responsabilité parentale, nei definéiert gëtt.

Mä do ass jo och schonn e Regierungsprojet ënnerwee, dee versicht, do déi Neierungen anzeféieren. An deem muss natierlech och bei der Reform vun eiser Scheedungsgesetzgebung Rechnung gedroe ginn.

D'Scholdfro - dat ass eis fest Iwwerzeegung - däerf net méi déi Bedeitung behalen, déi se haut an eisem Scheedungsrecht huet. Well Schold hunn a Schold bewise kréien, dat sinn zwou verschidde Saachen. Oft ass et esou, dass deen ee Beweismëttelen huet, déi en aneren net huet. An dovunner hänkt da schlussendlech den Ausgang vun engem Scheedungsprozess of.

Deen een huet direkt Zeien, deen aneren huet keng. Deen een hëlt e Meeneed op sech, deen anere mécht dat net. All déi Froen hänken och mat Scheedungsprozesser zesummen; leider nach ëmmer a vill ze vill oft. An duerfir si mir der Meenung, dass déi logeschst Konsequenz wier, fir déi Scholdfro ganz aus dem Scheedungsrecht erauszehuelen. Wéi iwwregens och de Projet de loi vun 2003 eigentlech d'Richtung virginn huet, fir dat doten ze maachen.

D'Diskussioun gëtt opgeworf, ob een da wéi an anere Länner nach sollt eng Form vu Scholdscheedung bäibehalen, am Allgemengen oder a spezifeschen, ganz gravë Fäll.

Do deelen ech d'Aschätzung vum Lydie Err, dass dat doten zwar alles gutt kléngt, mä wann dat awer zur Konsequenz huet, dass déi dote Form vu Scheedungsdemande all déi aner priméiert, also d'Prozeduren am Fong ofhängeg gi vun där doter Fro - fir d'Éischt muss d'Scholdfro gekläert ginn, ier d'Scheedung eigentlech ka gesprach ginn -, dann dréit dat sécherlech net zur Beschleunegung an och net zu der Vereinfachung vun de Prozedure bäi, mä dann ass dat eigentlech e Weiderspanne vun där Situatioun, wéi mer se haut weiderhin an eisem Scheedungsrecht kennen.

Duerfir sollt ee sech also besonnesch och déi Fro stellen, wann ee wëllt eng Form vu Scholdscheedung bäibehalen: Wat sinn d'Effeten dovunner? Déi Fro muss gläichzäiteg mat gekuckt ginn. An dovunner, mengen ech, misst dann och d'Äntwert ofhänken, déi een op déi dote Fro gëtt.

Eng aner wichteg Fro, déi ze diskutéiere bleift a wou mer eigentlech jo och an der Kommissioun nach keng Léisung fonnt hunn, dat ass natierlech déi vun den Alimenter respektiv haaptsächlech d'Fro vun de Scheedungsusprech vun den Ehepartner. Och do, onmëssverständlech, bekennt sech d'LSAP zum Rentesplitting. Dat muss d'Léisung sinn, déi mer ustriewen!

Mir wëssen awer och, dass mer dat net vun haut op muer kënne realiséieren, dass et och schwiereg wäert ginn, esou e Rentesplitting anzeféieren a Bestietnisser, déi haut scho bestinn, wou eng Scheedung géif kommen. Mir mussen awer eng Kéier den Zäitpunkt fannen, wou mer soen: Elo féiere mer de Rentesplitting an, an da spillt en. Quitte dass een dann Iwwergangsbestëmmunge fënnt fir ebe Bestietnisser, déi opgeléist sinn an déi eigentlech nach ënnert deem ale Regime ofgeschloss si ginn. Well e Bestietnis ass jo net nëmmen eng Institutioun, e Bestietnis ass och e feierleche Kontrakt tëschent zwee Leit.

Duerfir ass et kloer, dass mer also do mussen eng fundamental Ännerung maachen. Et muss virun allem séchergestallt ginn - bis dee Splitting do ass -, dass mer zumindest an der Iwwergangszäit eng Léisung fannen, wou dem ekonomesche Schued Rechnung gedroe gëtt, dee sech duerch d'Rolleverdeelung am Stot ergëtt.

An déi ass nun eben esou, wéi se ass. An déi kann een och net ewechrieden. Déi besteet an der Regel doranner, dass, wa Verzichter musse gemaach ginn, fir ebe besonnesch am Haushalt oder mat de Kanner sech ze beschäftegen, meeschtens d'Fra et ass, déi déi Verzichter ze maachen huet, an dass d'Fra et ass, déi un éischter Stell deelweis oder ganz hir Aarbecht opgëtt, fir eben an der Famill ze schaffen.

Dat ass am Regelfall net de Mann, an et wäert sech och vun haut op muer net radikal änneren. Duerfir ass et also wichteg, dass een där spezifescher Rolleverdeelung, déi besteet, Rechnung dréit an dass d'Fra net däerf gestrooft ginn, well se eben deen dote Choix getraff huet. Dee Choix huet se jo net eleng getraff. Deen huet se zesumme mat hirem Mann getraff. Deem muss och Rechnung gedroe ginn, wat d'Rentenusprech vun deem engen a vun deem aneren ugeet. Dat ass dat, wat mir als sozialistesch Fraktioun op jidde Fall an deem doten Zesummenhang wënschen.

Eng weider Fro, déi nach do ass, dat ass déi vun den Alimenter, wou ee sech dann och, mengen ech, misst trei bleiwen an der Iddi. Wann ee seet: Mir wëllen u sech déi Scholdfro aus de Scheedungsprozesser eraushalen, da kënnen natierlech och d'Alimenter, déi déi Zäit no der Scheedung betreffen, net e Caractère vun Indemnisatioun hunn. Déi mussen dann eigentlech en alimentairë Charakter behalen. Dat ass och d'Vue, déi de Conseil d'État ganz kloer festgehalen huet an déi och duerch eng lescht Reform bei der Scheedungsgesetzgebung esou festgehale ginn ass.

Ech wëll och nach eng Kéier betounen, wat…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Do kann een Dommage-intérêtë froen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll och nach eng Kéier betounen… Do wollt ech drop hikommen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bei der Affär vun der Scholdfro ass jo och déi Fro vun den Dommages-intérêts ganz wichteg. Dommages-intérêts och besonnesch awer opgrond vum Droit commun, Artikel 1382 vum Code civil haaptsächlech, wou also déi Méiglechkeet besteet, fir op der allgemenger Grondlag vun der Responsabilité civile, wann e Feeler virläit, dass een da ka Schuedensersaz froen.

Also, och selbstverständlech an eisen Aen: Wann d'Scholdfro soll aus der Scheedungsprozedur selwer erausgeholl ginn, verbaut dat selbstverständlech de Wee net fir deen, deen dee Wee wëllt goen, fir zivilrechtlech virzegoen, an natierlech och, wann déi Faute, déi sech am Bestietnis gedoen huet, e Fait pénal ass.

Selbstverständlech spillen dann eis Strofgesetzer. Selbstverständlech besteet d'Méiglechkeet, fir Plainte ze maachen, besteet d'Méiglechkeet, fir also eng Verueerteelung vun deem ze kréien, dee géint d'Strofgesetzer verstouss huet. Dat bleift also selbstverständlech feste Bestanddeel vun deem ganze System, och no der Reform.

Wichteg ass fir eis och - an d'Madame Err huet drop higewisen -, dass mer och op dat Instrument vun der Konfliktberengegung vun der Mediatioun zréckgräifen; eng weider Neierung, déi am Text virgesinn ass an déi kann derzou féieren, dass Konflikter ofgebaut ginn a souguer kënne verschwannen, besser wéi effektiv eng Rei vu Gesetzestexter dat kënne fäerdeg brëngen.

Ech kommen zum Ofschloss mat dem Widderhuele vu menger Aschätzung, déi ech scho ginn hunn. Et ass, egal wat fir eng Texter dass mer hei maachen, dass et nëmmen een Text ka sinn. Een Text, deen Usproch muss hunn, gerecht Léisungen erbäizeféieren, mä wou mer awer och wëssen, dass et ëmmer nach wäert Fäll ginn, op déi deen Text net honnertprozenteg passt, wou mer hoffen, dass sech dann och Geriichter fannen, déi hëllefen, dat esou wäit wéi méiglech un d'Situatioun unzepassen.

Mä et bleift, dass mer awer gefuerdert sinn, hei ze reforméieren. Et kann net sinn, och wa mer eis e bëssen onschlësseg sinn iwwert de prezise Wee, dee mer ginn, dass dann d'Konklusioun ass: „Mir bleiwe bei deenen alen Texter", wou mer wëssen, dass se der gesellschaftlecher Situatioun vun haut net méi entspriechen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. An als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Divorce souwuel wéi de Mariage sinn zwee Akten, déi mat staarke Gefiller besat sinn. Grad dofir ass et um Pouvoir législatif, derfir ze suergen, datt de Mariage an den Divorce kloer geregelt sinn, fir och kënnen herno kloer applizéiert ze ginn.

Zu der Ausaarbechtung vun de Gesetzer gehéiert en objektiv klore Kapp, dee sech net vun Emotiounen, och net heibannen - déi ëmmer subjektiv erlieft ginn, d'Emotiounen, och heibannen -, beaflosse léisst. Wichteg ass et allerdéngs, de mënschlechen Aspekt ze berücksichtegen an d'Konsequenze vun dësen Akten esou ze anticipéieren, datt sech jiddwer Eenzelnen an der Gesellschaft virun oder no engem Mariage oder engem Divorce erëmfënnt a ka weiderhin en integréierte Member vun der Gesellschaft bleiwen, an dëst mat all senge Rechter a Flichten.

Dofir begréisse mir och als gréng Fraktioun ausdrécklech, datt Bewegung an d'Reform vum Divorce-Gesetz ze komme schéngt, eng Reform, déi elo aacht Joer an der parlamentarescher Aarbecht ass. Well et besteet e grousse Besoin an der Gesellschaft, fir endlech kënne vun engem adaptéierten Divorce-Gesetz ze profitéieren.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Déi gréng Fraktioun begréisst och, datt d'Iddi vun der Reform vum Gesetz eng ass, déi eng grouss Vereinfachung an de Prozedure wëllt aféieren. Allerdéngs muss dann derfir gesuergt ginn, datt parallell - an ech ënnersträichen dat Wuert „parallell" - Moossname garantéiert ginn, fir deen Akt vum Divorce ze begleeden an domadder och déi méi schwiereg Aspekter, déi méi emotional Aspekter ze berücksichtegen. Och d'Accessibilitéit zu de rechtlechen Aspekter muss kënne fir se alleguerte garantéiert ginn oder garantéiert bleiwen.

Mir sinn awer am Kontext vum Divorce der Iwwerzeegung, datt mer fundamental och de Mariage musse reforméieren, mat deemselwechte Gedanke vu Vereinfachung, wéi et beim Divorce ugeduecht ass, mä och - och! -, fir de Mariage a senger gesetzlecher Festleeung erëm realitéitsno ze brëngen. Well de Mariage baséiert nach ëmmer op dem Code Napoléon mat senge patriarchaleschen Approchen, déi haut iwwerhaapt net méi der Realitéit entspriechen. D'Devoirs an d'Obligations vum Mariage mussen onserer Meenung no nei iwwerduecht ginn, fir datt se och erëm Sënn maache bei enger Koppel, déi sech wëllt bestueden.

Erlaabt mer, Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz op d'Institutioun Mariage anzegoen, well Mariage an Divorce enk matenee verbonne sinn. Et läit op der Hand ze soen, datt en Divorce nëmme kann esou gutt wéi méiglech prononcéiert ginn, wann de Contrat de mariage esou kloer wéi méiglech definéiert ass. An dat ass haut net méi de Fall.

De Pacs mat sengem Kontrakt a senge Konditiounen, fir dëse Kontrakt opzehiewen, weist an onsen Ae kloer de Wee. De Mariage muss méi wéi e Versprieche sinn, wat zwee Leit sech ginn, well se zu dësem Moment frou matenee sinn. An den Divorce kann net als Ursaach hunn, datt een net méi matenee frou ass.

Dës Elementer gehéieren zum Privatliewe vun enger Koppel. De Mariage muss en öffentlech-rechtleche Kontrakt ginn, deen och kann opgehuewe ginn, wann een dës Konditiounen net méi wëllt anhalen oder net méi anhält. Dofir muss an onsen Aen de Mariage kloer Indikatioune ginn, wéi d'Konditioune vum Mariage ausgesinn, an och, wéi d'Konditiounen no engem Mariage, dat heescht bei engem oder no engem Divorce, ausgesinn. Dës Konditioune mussen en amont kloer sinn. Zwee Leit mussen en amont wëssen, op wat se sech aloossen, notamment och, wann déi zwee Leit Eltere ginn am Mariage.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass mat Sécherheet eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge vun der parlamentarescher Aarbecht am Kontext Reform vum Divorce-Gesetz. Erlaabt mer dofir an dësem Kontext, konstruktiv vun dëser Interpellatioun Gebrauch ze maachen an d'Approche vun der grénger Fraktioun ze skizzéieren.

Zu den aktuellen Defiziter am Dossier Scheedung gehéiere fir ons zwou Haaptrichtungen: éischtens, d'Rechter vun de Kanner an d'Rechter vun der Mamm oder vum Papp musse besser geregelt a méi kloer ginn; an zweetens, d'Regelungen, déi déi zwee Conjointë musse verflichten, wéi si sech am Scheedungsfall organiséieren, wann deen een oder déi zwee duerch d'Organisatioun vun hirem Mariage keng - entre guillemets - „normal" Ofsécherungen hunn, wéi zum Beispill, wat mir haut Alimenter oder Pensioun nennen, déi Saache musse besser geregelt ginn, zum Deel anescht geregelt ginn.

Elo zu de Rechter vum Kand a vun deenen zwee Elterendeeler e puer Bemierkungen: D'Praxis haut beweist, datt, trotz zwee Drëttel vun den Divorcen, déi par Consentement mutuel geschéien, de Consentement mutuel ganz oft e Wee ass, fir méiglechst séier, méiglechst käschtegënschteg a méiglechst ouni ze vill zousätzlech Verletzungen duerch en Divorce ze kommen. Ganz oft ass e Consentement mutuel vu villen an heftege Ressentimenter awer begleet.

Dozou e puer Wierder zur Mediatioun. De Justizminister huet ons e Projet de loi fir de Mäerz ugekënnegt, deen déi professionell Mediatioun zu Lëtzebuerg regele soll. Mir begréissen dëst ausdrécklech aus e puer Grënn.

Éischtens: Et gëtt vill iwwer Mediatioun geschwat. Et gëtt och vill Mediatioun genannt, wat keng ass, an eng etlech Leit nenne sech Médiateur, ouni iwwerhaapt en unerkannten Diplom dofir ze hunn. D'Mediatioun setzt eng spezifesch an unerkannte Formatioun viraus.

Et gëtt haut schonns vill professionell Mediatioun ugebueden, ënner anerem am Centre de médiation, wou iwwer eng Médiation familiale en Divorce ka virbereet ginn. Fir ons ass dëst eng absolut wichteg a noutwendeg Komponent, fir en Divorce méiglechst friddlech ze vollzéien, virun allem, wann am Mariage och Kanner op d'Welt komm sinn.

Nëmmen e méiglechst friddlechen Divorce kann d'Liewensqualitéit vun alle Concernéierte verbesseren, an och nohalteg verbesseren. Dofir mussen déi concernéiert Mënschen d'Méiglechkeet selwer kréien an aktiv derzou bäidroen. Genau dat offréiert d'Mediatioun. Natierlech bleift se schlussendlech och op fräiwëlleger Basis a mam Averständnis vu béide Parteien, mä genau dat ass jo och d'Philosophie vun der Reform vum Divorce. Dofir ass eng garantéiert professionell Offer vu Mediatioun fir ons eng parallell Moossnam zum Divorce, déi garantéiert muss ginn.

Zweetens: E Wuert zur Autorité parentale conjointe. déi gréng ënnerstëtzen d'automatescht Aféiere vun der Autorité parentale conjointe, eng Autorité parentale conjointe d'office, esou wéi se notamment vum ORK revendiquéiert gëtt. Ons Nopeschlänner - an et ass schonns hei gesot ginn -, d'Belsch a Frankräich, Holland, weisen ons och do de Wee.

Et ass e Recht vun all Mamm, vun all Papp, och Papp oder Mamm ze bleiwen no engem Divorce. Et ass awer och en elementaart Recht vum Kand, seng Mamm a säi Papp als verantwortlechen Erwuessenen zur Säit stoen ze hunn. An domadder ënnersträichen ech och, datt am Fong geholl all Kand soll déiselwecht Rechter hunn, ee Kand par rapport zu engem aneren; e Kand, wat aus enger Famill kënnt, wou d'Eltere bestuet sinn, e Kand, wat aus enger Famill kënnt, wou d'Elteren net bestuet sinn, zesumme liewen, e sougenannten „enfant naturel", an e Kand, wat aus enger Famill kënnt, wou d'Eltere gescheet sinn.

Selbstverständlech musse souwuel d'Justiz wéi och de soziale Secteur derfir suergen, datt fir d'Kand an de Jugendlechen all Schutz garantéiert bleift, am Fall wou deen een oder aneren Elterendeel dëst net méi kéint assuréieren oder souguer géif gefährden.

Drëttens: E Wuert zum Matsproocherecht vun de Kanner als kleng Bierger. Et soll een d'Kanner net ënnerschätzen, och net déi kleng Kanner, an hirer Weltanschauung vun hirer Famill. Si kréie meeschtens vill méi mat, wéi déi erwuesse Leit hinnen zoutrauen. A si hu meeschtens och eng kloer Meenung, wéi si hiert eegent Liewe gesinn, wéi si mengen, sech kënnen oder wëllen ze organiséieren am Fall vun enger Scheedung vun hiren Elteren.

Dofir ass et fir ons wichteg, och do parallell Moossnamen ze garantéieren, déi d'Kand zu Wuert komme loossen a wou seng Aussoe berücksichtegt kënne ginn. Et ass dee Moment net einfach fir e Kand, sech auszedrécken, notamment um Geriicht. Et ass weder dem Kand säi gewinntent Ëmfeld, nach seng gewinnte Sprooch.

Et ass och net dem Riichter oder souguer dem Affekot hir beschte Kompetenz, sech Zäit ze huelen, fir de Kanner nozelauschteren, se a Confiance ze setzen, fir sech ze äusseren, hinnen eng gewëssen Neutralitéit par rapport zu hiren Elteren ze garantéieren a schlussendlech se wéi richteg Matbierger anzeschätzen. Och do hunn notamment les Professionnels de l'enfance - ech weess och do net, wéi een de Numm op Lëtzebuergesch kéint iwwersetzen -, notamment den ORK, eng ganz Rei vu Propositioune virleien, déi onserer Meenung no misste garantéiert ginn an der Offer. Eng Offer, déi genuch Moyene misst kréie fir hir Ëmsetzung!

Elo kommen ech nach zu de Rechter a Flichte vun de Conjointen, souwuel am Mariage wéi och nom Mariage, dat heescht bei engem Divorce. De Mariage misst schonns eng ganz Rei vun Obligatiounen a Rechter regele kënne respektiv déi zwee Conjointë verflichten, dës kontraktuell ze regelen.

Dozou gehéieren d'Rechter a Flichte vun deenen zwee Conjointen, wann deen ee vun deenen zwee vun hinne seng produktiv Aarbecht, dat heescht eng bezuelten Aarbecht, zugonschte vun der reproduktiver Aarbecht, dat heescht déi onbezuelten Aarbecht am Stot, temporairement oder definitiv opgëtt oder reduzéiert. Dat berout haut essentiellement op Basis vu Léift a Vertrauen, an dat däerft an Zukunft net méi deen eenzege Kritär sinn.

déi gréng ënnerstëtzen, an dëst säit méi wéi zéng Joer, d'Approche vun der Individualiséierung vun de Renten. Schonns am Joer 2000 louch e Projet fir d'Individualiséierung vun de Rente mat allen duerchkalkuléierten Optiounen, notamment och déi transitoresch Optiounen, vir, ausgeschafft vum Conseil national des femmes, ënnert der Opsiicht vum deemolege Ministère de la Promotion féminine. Mir bedaueren et, datt mer iwwer zéng Joer verpasst hunn, fir un dësem Dossier konstruktiv virunzeschaffen, an datt dësen Dossier fest an engem Tirang vun der Sécurité sociale zougespaart ass.

Et ass eigentlech schued, Madame Presidentin, datt keen nolauschtert!

Mme le Président.- Honorabel Membere vun der Chamber, ech géif Iech wierklech bieden, der Madame Loschetter nozelauschteren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An och net de Minister vun der Sécurité sociale, an dofir erlaabt mer, Madame...

M. Mars di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass net wouer, dee lauschtert ganz gutt no!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Erlaabt mer, Madame Presidentin, mer eng hallef Minutt nach ze froen, da géif ech deen dote Saz nach eng Kéier widderhuelen, datt de Minister vun der Sécurité sociale dat och matkritt.

M. Mars di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Oh, deen huet dat scho laang matkritt!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech widderhuelen: déi gréng ënnerstëtzen, an dëst säit méi wéi zéng Joer, d'Approche vun der Individualiséierung vun de Renten. Schonns am Joer 2000 louch e Projet fir d'Individualiséierung vun de Rente mat allen duerchkalkuléierten Optiounen, notamment och déi transitoresch Optiounen, vir, ausgeschafft och vum Conseil national des femmes, ënnert der Opsiicht vum deemolege Ministère de la Promotion féminine.

Dofir bedauere mir, Madame Presidentin, Här Minister vun der Sécurité sociale, datt mer iwwer zéng Joer verpasst hunn, fir un dësem Dossier konstruktiv virunzeschaffen, an datt dësen Dossier fest an engem Tirang vun der Sécurité sociale zougespaart ass. Voilà!

Zum Schluss wollt ech matdeelen, datt mir ons kënnen eng Reform vum Divorce ouni Faute virstellen. Statistike vun der Violence domestique beweisen ons leider, datt dëse Phenomeen net ofhëlt. Ech mengen domadder d'Violence domestique. An dofir ënnersträiche mir, datt mer wëllen an der parlamentarescher Aarbecht derzou bäidroen, fir datt dës Forme vu Verbrieche vläicht onofhängeg vun der Opléisung vun engem gemeinsame Kontrakt, sprich Divorce, gekuckt ginn.

Op alle Fall mussen dës Forme vu Verbriechen en Impakt hunn op d'Organisatioun vun engem Liewen no engem Divorce, dëst haaptsächlech zum Schutz vum Conjoint, dee Victime ass, a vun deenen eventuelle Kanner. Et kann net sinn, datt no engem Divorce dës Situatiounen onopgeschafft bleiwen an datt déi richteg Schutzmoossnamen, voire Sanktiounen, net applizéiert ginn. Am Fall vu Violence-domestique-Situatioune sti mir prinzipiell géint eng Mediatiounsapproche a wäerten ons och esou positionéieren, wa mer d'Adaptatioune vum Gesetz iwwert d'Violence domestique hei wäerte stëmmen.

Hei gëllt et, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, dës zwee Gesetzer openeen ofzestëmmen. Ech mengen domadder engersäits den Divorce an anerersäits d'Violence-domestiques-Gesetz, wat sécherlech net onméiglech ass an onseren Aen.

Dës Prezisiounen a Suggestioune gemaach, soen ech Iech Merci am Numm vun der grénger Fraktioun fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- An ech soen der Madame Loschetter och Merci. An, wéi gesot, déi Minutt, déi gëtt guttgeschriwwen. Ech géif dann als nächstem Riedner, wann ech dat richteg verstanen hunn, nees eng Kéier dem Här Kartheiser d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Madame President. Ech wollt kuerz umierken, datt ech herno nach eng Kéier d'Wuert froen, wann den Här President Mosar nees hei ass, iwwer eng reng prozedural Fro, wat d'Question parlementaire ugeet.

E puer Bemierkungen zu Non-représentation d'enfant a Juge des affaires familiales: Mir sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, datt mer d'Justiz sollen an engem Sënn reforméieren, datt mer e Juge des affaires familiales géife kréien.

Indemnité compensatoire: Do muss een awer soen, et gëtt ëmmer geschwat hei vun enger Décision du couple. Déi ass awer néierens aktéiert. Wann een op e Wee geet, fir ze soen, et ass eng Décisioun vum Couple, da muss dat och iergendwou aktéiert ginn. Well am Ableck ass et méiglech, datt ee vun deenen zwee, wien och ëmmer, décidéiert: „Ech halen elo op", an deen anere muss awer fir en opkommen, esou wéi dat an engem Bestietnis eben normal ass.

Wann also eng Décisioun vun engem vun deenen zwee Partner geholl gëtt, fir doheem ze bleiwen, sech ëm d'Kanner ze këmmeren oder einfach, wa keng Kanner do sinn, opzehale mat Schaffen an doheem ze bleiwen, da muss awer wéinstens den Accord vun deem aneren aktéiert ginn. Well et ka jo net sinn, datt deen herno eng Responsabilitéit, och financière, iwwerhélt an e wor vläicht guer net d'accord mat esou enger Décisioun.

Da muss een och vläicht soen, datt et bei der Non-représentation d'enfant awer vläicht richteg ass, Zwangsmoossnamen ze huelen. Dat ass e groussen Ënnerscheed tëschent eis an deem, wat d'Madame Err gesot huet. Well wann een eng Kéier gewisen huet, wéi seriö een et mengt, da kënnt dat einfach net méi vir. Et ass einfach wichteg, datt duerchgegraff gëtt, och am Interessi vum Kand!

A wann hei Leit soen, datt mer elo net am Interessi vun de Kanner geschwat hunn, dann hunn déi déi Diskussioun, mengen ech, net grëndlech matverfollegt. Well wa mer vun de Rechter vun de Mammen a vun de Pappe schwätzen, ass dat selbstverständlech kee Selbstzweck, mä et geet ëm d'Kanner un éischter Plaz.

Ech wollt awer hei, och am Numm vu menger Partei, op e Problem zréckkommen, deen eis jo all beschäftegt, dat sinn d'Pensioune vun de Mammen, déi doheem bliwwe sinn an déi dacks keng oder ganz wéineg eege Pensiounsrechter hunn. Do kéint de Stat selwer schonn Aktiounen huelen, fir do ofzehëllefen. En huet dat awer ni gemaach. A mir verstinn net, firwat!

Et gëtt eng Rei Moossnamen, déi mer wéilten emol proposéieren. Eng éischt ass - et ass schued, wéi gesot, datt d'Madame Jacobs net hei ass -, datt d'Chèques-services och géifen deene kënnen zeguttkommen, déi doheem bleiwen, fir hir Kanner selwer ze erzéien, fir domadder eege Pensiounsrechter opzebauen.

Et ass fir eis net anzegesinn, datt een zwar déi Saachen, déi Chèques-services ka fir Strukturen ausginn, fir Sport, fir Musek, fir Crèchen, datt awer deen, dee wäertvoll Erzéiungsaarbecht leescht an décidéiert, fir seng Kanner doheem ze bleiwen, déi Chèques-services net ka benotzen, fir Pensiounsrechter domadder opzebauen. Dat muss iergendeen eis erklären, deen dat versteet. Mir soen op jidde Fall, datt dat och misst méiglech sinn.

Eng zweet Moossnam ass, et gouf jo reell Fäll vun Diskriminatioun vu Fraen an der Vergaangenheet vu legaler Natur, déi eréischt herno geännert gi sinn. Et gouf zum Beispill e Verbuet fir Fraen, Fonctionnaire kënnen ze sinn, wa se bestuet sinn, an esou weider.

Et wär jo wierklech net schlëmm - déi Zuel vun deene Betraffenen ass jo net enorm grouss -, wann de Stat, deen dat jo och selwer applizéiert huet an der Vergaangenheet, géif higoen a géif soen: „Mir maachen eng Reconstitutioun vun de Pensiounsrechter vun deene Fraen, déi hu misse beim Stat ophalen, well se zum Beispill bestuet gi sinn, op der Héicht vun hirer Pai vun deemools oder vun enger anerer Gréisst, déi festzeleeë wär." Mä datt wéinstens fir déi Fraen, wou de Stat selwer mat verantwortlech ass, datt se keng Pensiounsrechter oder manner Pensiounsrechter hunn, d'Carrièrë kéinte reconstitutéiert ginn.

D'selwecht kéinte mer och drun denken, fir d'Babyjore méi wäit an d'Vergaangenheet zréckzerechnen. Ech mengen, d'Grenz am Ableck ass 1988. Näischt verhënnert, datt mer och fir déi Fraen, déi Kanner do virdrun haten, géifen do Moossnamen treffen, fir d'Babyjoren och do virdrun unzëerkennen an domadder och d'Situatioun vu ville Frae scho géife verbesseren.

Da gouf et och Situatiounen an der Vergaangenheet - dat alles kenne mer haut net méi -, wou de Mindestloun vun de Frae fir verschidden Aarbechte méi niddreg wor wéi dee vun de Männer. Dat ass et ginn! Et ass laang hier, dat si keng Situatiounen, déi mer haut kennen oder och géifen toleréieren, mä et gouf där Situatiounen.

An och do, wou mer dat kënnen dokumentéieren an novollzéien, gëtt et kee Grond, firwat mer net haut higinn als Chamber, als Regierung, a proposéieren, fir do, wou et an der Vergaangenheet en objektiven Ënnerscheed an der Héicht vum Mindestloun gouf tëschent Mann a Fra, dat ze reconstituéieren an och do déi Pensiounsrechter deenen erëmzeginn, déi dorënner gelidden haten, datt se eben net déiselwecht Lounméiglechkeeten haten; also deene Fraen, déi dovunner betraff woren.

Dat si just e puer Moossnamen, d'Babyjoren op virun 1988, de Mindestloun, d'Beruffsverbuet, alles dat si Moossnamen, déi mer kéinte maachen, wat eis net géif schrecklech vill kaschten a wat awer deene Betraffene mat Sécherheet géif hëllefen. Mir schwätzen also net nëmmen dervun, fir d'Rentesituatioune vun deene Fraen ze verbesseren, mä mir proposéieren heimadder ganz konkret Weeër, fir dat och ze maachen.

An dann, wann dat nach ëmmer net duergeet, da misste mer och kucken, ob mer net Complémentë fir d'Rente solle maachen, wann ee 40 Bäitragsjoren huet, ob mer d'Renten dann net solle fir déi Fäll op en Niveau eropsetze wéi zum Beispill e Mindestloun oder op d'mannst en RMG. Datt mer emol kucken, wou Häertefäll dann nach existéieren, wa mer all déi Moossname geholl hunn, an dann higinn als Stat an dat wierklech och ëmsetzen, wat mer ëmmer soen: nämlech d'Rechter vun deenen, déi Hongerrenten hunn - dat si jo meeschtens Fraen -, fir déi dann och wierklech ze verbesseren. Dann hätte mer

eng Rhetorik, déi hei vun alle Parteie gemaach gëtt, a konkret Aktioune fir déi Interesséiert ëmgesat!

Dat ass op jidde Fall dat, wat mir eis als ADR géife wënschen. Mir wéilten och ausdrécklech soen, datt mir derfir sinn, de System vun de Witwerenten och bäizebehalen. Et gëtt jo och do Tendenzen, fir dat ofzeschafen. Also mir schwätzen eis awer derfir aus, datt mer dee System och géife bäibehalen, an zwar am Interessi och haaptsächlech ebe vun de Fraen, déi dovunner betraff sinn. Voilà! Dat woren nach e puer Punkten, déi ech wollt soen.

Ech soen Iech Merci.

Wéi gesot, ech hale mer nach eng Minutt, Madame President, well ech wëll nach op déi Prozedur vun der Question parlementaire zréckkommen, wann den Här President Mosar erëm selwer presidéiert.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Très bien. Ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Hoffmann nach d'Wuert ginn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Madame Presidentin, noutgedrongenerweis ganz kuerz: Scheedung ass eng schwéier an eng dramatesch Situatioun fir déi Erwuessen, déi zwee, an an der Regel natierlech nach vill méi fir d'Kanner! Wann an déi dramatesch Situatioun och nach d'Scholdfro erakënnt, wéi dat am Moment jo nach ëmmer de Fall ass, da gëtt dat nach vill méi dramatesch, an och do net nëmme fir déi Erwuessen, déi zwee, sondern och fir d'Kanner.

Duerfir sinn ech domat averstanen, dass mer déi Scholdfro komplett eraushuelen, och ouni Exceptiounen, an dass, wa Feeler virleien, déi dann zivilrechtlech oder strofrechtlech verfollegt ginn. Dat geet jo.

Ech sinn och d'accord, dass et absolut nëtzlech ka sinn, eng qualifizéiert Mediatioun. Net nëmmen och erëm eng Kéier wéinst deenen zwee Erwuessenen, sondern haaptsächlech do och erëm eng Kéier wéinst de Kanner, wat herno mat de Kanner geschitt. Et muss och esou sinn, dass d'Kanner do hir Rechter kënnen ausdrécken an dass déi Rechter dann och respektéiert ginn!

Ech wëll vläicht awer eppes soen, wouriwwer hei elo net diskutéiert ginn ass. Ech mengen, dass mer einfach eng Rei vu Problemer, déi mer hei diskutéieren, guer net iwwer d'Familljerecht oder d'Scheedungsrecht kënne léisen. Kuerz, wat ech mengen: De grousse Problem, dee mat Scheedung verbonnen ass a mat deem, wat duerno geschitt, dee läit dorunner, dass d'ekonomesch Onofhängegkeet vun de Leit ënnerschiddlech ass. Dat ass esou!

Dat heescht, mir hunn hei an der Regel eng ekonomesch - an der Praxis, gell, et steet néierens an engem Gesetz, mä an der Praxis - eng ekonomesch Onofhängegkeet vum Mann, well en e Beruff ausübt, a bei ville Fraen hu mer déi ekonomesch Onofhängegkeet net!

Ech mengen, dass mer eng ganz Rei vun deene Problemer, déi mer hei diskutéieren, nëmmen definitiv iwwerwonne kréien, wann déi ekonomesch Onofhängegkeet fir déi zwee Partner déiselwecht ass. An dat geet jo net anescht, wéi dass mer alles maachen, alles favoriséieren, fir dass Mann a Fra kënnen e Beruff ausüben, gläichzäiteg, an dass se gläichzäiteg natierlech musse kënnen - an natierlech och musse wëllen - sech ëm déi Aufgabe këmmeren, déi an engem Haushalt ufale respektiv bei der Kannererzéiung ufalen.

Mir si selbstverständlech och d'accord - dat steet an eisem Programm - mat der Individualiséierung vun de Rechter. Mä nach eng Kéier, och dat léist d'Situatioun, esou wéi se elo läit, nach ëmmer net definitiv, bis dass déi ekonomesch Onofhängegkeet vu jiddwerengem ofgeséchert ass.

Duerfir géif ech jiddwerengem, deen d'Roll vum Officier de l'état civil emol ze spillen huet an e Mariage mécht, nodeem en deen Artikel 212 virgelies huet, wou awer eigentlech nach ëmmer e Rescht vun där aler Traditioun dran ass, esou implizit - ee geet schaffen an deen anere bleift doheem, dat läit esou implizit nach ëmmer dran - duerfir soll eigentlech all Officier de l'état civil sech virhuelen, a senger Ried anzebauen: „Wann ech gelift, allen zwee, gitt Äre Beruff net op, och d'Fra net, well Der wësst net, wat soss op Iech kann zoukommen, wann et eng Kéier net méi geet!"

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Hoffmann. An ech géif domat dann d'Wuert un d'Regierung weiderginn an ech mengen, deen éischten…

(Interruption)

Ah, Här Weiler, pardon. Entschëllegt! Honorabelen Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Ech kann awer och fir d'Regierung schwätzen.

(Hilarité et interruptions)

Et ass awer keen onbändegen Drang do fir dohinner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt, déi mer haut féieren, an déi Problematik, déi eis beschäftegt, dat ass eng héich politesch Problematik. Mä et ass keng Problematik, déi sech fir Parteipolitik eegent. Wann e Mariage an d'Bréch geet a Mann a Fra sech trennen, dann ass dat fir d'Fra schwiereg. Et ass fir de Mann schwiereg. Et ass virun allem fir d'Kanner schwiereg. An et geet drëm, fir Léisungen ze fanne genereller Natur, fir kënnen op esou Situatiounen ze reagéieren.

Ech gleewe kaum, dass d'Leit dobaussen, déi eis nokucken an nolauschteren an déi vläicht och gesinn, dass mer hei mateneen diskutéieren - an ech wëll dat Wuert streiden elo net gebrauchen, mä awer streiden am gudde Sënn - iwwert dee beschte Wee an iwwert déi bescht Solutiounen, dass déi vill Versteesdemech hätte fir hei parteipolitescht Geplänkel.

Duerfir bedaueren ech och e bësselchen - bei allem Respekt fir eng Rei vun Aussoen, déi den Här Kartheiser gemaach huet - d'Tiraden, déi hei virun allem och géint d'CSV lassgelooss gi sinn. Et sinn am Här Kartheiser senger Ried, wann ech dat d'Spill wéilt weiderdreiwen, eng Rei vu Saachen dran, wou ech elo kéint hei kräfteg attackéieren.

Ech denken net drun! Hei ass keng Thematik, déi sech fir Parteipolitik eegent. An duerfir hätt ech gären, dass mer streiden am gudde Sënn vum Wuert iwwert déi richteg Weeër, fir vill Misär a vill Nout, déi et an deem Land hei gëtt am Kader vun den Divorcen, op déi fir eis, aus eiser Optik beschten Aart a Weis ze léisen. Mir sollen ouni Préjugéen hei eragoen an déi Debatt.

Viru siwe Joer huet den Här Minister Frieden e Projet déposéiert, wou eng Rei vu Propositiounen dra sinn. An déi Propositioune sinn an eiser Fraktioun - ech denken, och an deenen anere Fraktiounen - diskutéiert ginn. A siwe Joer sinn an der Zwëschenzäit vergaangen a vill ass op deem Projet vum Här Frieden geschafft ginn, diskutéiert ginn an der Commission juridique ënnert der Madame Doerner a mat dem Engagement vun der Madame Err a vu villen aneren, déi an där Kommissioun waren; och mat deenen zoustännege Ministeren; och an dëser Regierungsperiod mam Minister Biltgen.

Ech hunn ëmmer fonnt, dass mer eng Diskussioun do haten, do ass net eng Kéier richteg gestridde ginn am parteipolitesche Sënn, mä ëmmer awer hefteg diskutéiert ginn iwwert dee richtege Wee, fir fir déi verschidde Punkten, déi verschidde Problemer - d'Madame Err huet an hirer Ried der siwen opgezielt, et kann een der och zéng draus maachen - einfach déi richteg Pisten ze fannen, fir Léisungen ze fannen zu deene Froen.

An ech muss soen, wann 2003 d'Demokratesch Partei de Regierungsprojet matgedroen huet, deen den Här Minister Frieden proposéiert huet, wou de Prinzip vun der Faute ofgeschaf gëtt, a wann d'Demokratesch Partei haut eng aner Approche zu där Problematik do huet, mä dann ass dat awer keng Onéier.

Hei geet et ëm Froen. Mir hunn zwou Solutiounen, op där enger Säit den Divorce fir Faute, op där anerer Säit den Zerrüttungsprinzip. Et gëtt gutt Argumenter, fir dat eent bäizebehalen, an et gëtt gutt Argumenter, fir dat anert anzeféieren. An duerfir soll een awer elo kee Cas dorauser maachen, wann d'Demokratesch Partei seet: „Mir sinn no laangem Iwwerleeën an zënter 2003 zu där Iwwerzeegung komm, dass deen Divorce pour faute awer ka seng Berechtegung hunn."

An ech wëll soen, a menger Fraktioun - dat ass jo nawell eng grouss -, do gëtt och doriwwer diskutéiert an do ginn d'Meenungen och auserneen. An dat soll een diskutéieren! A mir diskutéieren dat och mateneen. A mir kommen och zu Solutiounen, wa mer bei eis an der Kommissioun dann esou wäit sinn.

Ech si frou, dass an dëser Debatt, déi jo laut dem Intitulé e bëssen ënnert dem Zeeche vun de Männer op där enger Säit a vun de Fraen op där anerer Säit gestanen huet, d'Kanner trotz allem - déi jo awer am Mëttelpunkt stinn - net ze kuerz komm sinn. Déi eng Riedner hu se e bësse méi, déi aner e bësse manner hei ugesprach.

Ech wëll e puer Gedanken einfach soen, och aus der Praxis eraus, zu deenen eenzelne Propositiounen, déi virleien. Fir d'Éischt eng generell Remarque zu deem traditionellen Droit de garde, wéi mer e bis elo haten. Den Divorce gëtt agereecht, an et ass ee vun den Elterendeeler, deen d'Garde vun de Kanner zougesprach kritt, an deen anere kritt en Droit de visite. Dat gëtt normalerweis ënnert de Parteien arrangéiert.

Mä wann e Riichter et tranchéiert, dann, wann d'Parteie sech net eens sinn, dann ass et all 14 Deeg, wou deen ee Partner d'Kanner kritt während zwee Deeg. Et si vill vu menge Kolleegen, déi mer soen, dat ass keng aussergewéinlech gutt Solutioun. Notamment, wann een och gesäit, dass an der Zwëschenzäit d'Garde alternée ëmmer méi agefouert gëtt. Dat heescht, d'Kand ass dräi Deeg bei deem engen Elterendeel a véier Deeg bei deem aneren Elterendeel.

Déi zwou Situatioune sinn, praktesch gesinn, keng extrem glécklech. Et sinn och vill Psychologen an Assistantes sociales vum Terrain, wann Der mat deene schwätzt, déi dat confirméieren. Wann d'Kanner deen een Elterendeel 14 Deeg net gesinn hunn, da während zwee Deeg ununterbrochen beim Papp oder bei der Mamm sinn, an dann nees 14 Deeg näischt: Dat ass net gutt! Déi 14 Deeg sinn einfach ze laang. Dertëschent misst minimum een Dag sinn, wou deen Elterendeel, deen d'Garde net huet, d'Kanner misst gesinn.

An d'Fro vun der Garde alternée - dat heescht, dräi Deeg bei deem engen, véier Deeg bei deem aneren oder ëmgedréit -, do sinn an der Zwëschenzäit vill Psychologen, déi soen, dat ass nu wierklech déi schlechtste Solutioun. An der Zwëschenzäit, huet mäi Kolleeg mer gesot, gëtt et e «Livre noir de la garde alternée» - dat misst ee sech emol beschafen an driwwerliesen -, wou Psychologe soen, dat do ass onméiglech fir Kanner, speziell fir kleng Kanner, mä och fir déi, déi am pubertären Alter sinn: dräi Deeg do, véier Deeg do, néierens eng fest Attache, ëmmer erëm all puer Deeg eppes anescht. Dat ass fir d'Entwécklung vun engem Kand net gutt. Ech kann et net definitiv jugéieren. Mä ech ka mer awer virstellen, dass dat doten net déi Solutioun ass, op déi mer sollte goen.

D'Autorité parentale conjointe: Mir hunn eis engagéiert an der Konventioun vun 2000 oder 1999 iwwert d'Convention internationale des droits de l'enfant, fir d'Autorité parentale conjointe anzeféieren. Mir hunn déi ratifizéiert, also musse mer eis och conforméieren. All eis Nopeschlänner hunn et an et ass evident, a mir wäerten et och elo deemnächst eng Kéier maachen.

Ech wëll just soen, dass och, wa mer d'Autorité parentale conjointe hunn, dann awer d'Problemer nach laang net alleguerte geléist sinn. Mir kréien eng Partie Problemer um administrative Plang geléist. Opgrond vun esou engem Jugement oder engem Certificat ka jiddwer Elterendeel op d'Gemeng goe wéinst engem Certificat, bei den Dokter goen ouni Problemer, an d'Vakanze fueren an esou weider.

Um administrative Plang bréngt et ganz sécher Avantagen. Mä pour le reste, wat d'Kand selwer ubelaangt a wann Décisiounen iwwert d'Kand ze huele sinn, do muss ee jo gesinn, dass an 80%, 85% vun de Fäll d'Leit eens ginn. Déi brauche kee Gesetz. Déi gi ganz gutt eens. Déi arrangéiere sech. Déi décidéiere gemeinsam: „Mir loossen d'Kand do operéieren. Mir ginn et duer an d'Schoul. Dëst Joer geet et mat de Scouten an Amerika." Oder wéi et dann och ëmmer ass. Do ass kee Problem. 85% vun de Fäll, déi sinn an der Rei an déi brauche kee Gesetz.

An dann hutt Der déi aner 15%, déi dann iwwreg bleiwen, do, wou gestridde gëtt. Jo, och do, wou gestridde gëtt, soen ech Iech, Dir Dammen an Dir Hären: Mat deene beschte Gesetzer, déi mir elo hei hunn iwwert d'Autorité parentale conjointe, do bleiwen d'Problemer iwwreg!

Ech huelen e konkret Beispill. D'Madame Err huet virdrun och konkret Beispiller hei zitéiert. Ech hunn Elteren, déi gescheet sinn, an elo geet et drëm, d'Kand soll an de Lycée goen - Lycée classique. De Papp seet: „E geet op Wolz an de Lycée classique." An d'Mamm seet: „E geet op Dikrech an de Lycée classique." An d'Kand seet: „Ech wëll net an de Lycée classique, ech géif gären an de Lycée technique goen."

(Hilarité)

Voilà, da sti mer do! Da gi se sech net eens. Wat geschitt? Et gëtt natierlech eng Affär um Geriicht. Mir ginn op d'Geriicht, well anescht ass dat jo net ze tranchéieren. Et ass de Juge des tutelles, deen en fin de compte décidéiert, ob et op Wolz oder op Dikrech geet. An ech muss lech awer soen, dass dat do, déi Prozesser, déi elo hei erëm entstinn - grad just an deene 15 Fäll, wou et Leit sinn, déi ganz oft schwiereg ze räsonéiere sinn an déi och Schwieregkeeten hunn, fir vun hirem Conjoint iergendwann eppes ze akzeptéieren, do kënnt et zu kenge Solutiounen, a wann et zu kenge Solutioune kënnt, da geet et op d'Geriicht -, an ech wëll Iech soen, dann hëlt d'Geriicht eng Décisioun.

An dann ass an der Zwëschenzäit d'Kand awer schonn am Lycée zu Wolz. An de Riichter seet, et kënnt awer an de Lycée op Dikrech. Also, mir sollen eis keng Illusioune maachen. Och mat der Autorité parentale conjointe, fir déi ech sinn, vorbehaltlos, mir kréien d'Problemer nach de loin - de loin! - net alleguerten an de Grëff! De Gros si souwisou am Grëff, well d'Leit verstänneg sinn. An dee minimalen Deel, déi net am Grëff sinn, kréie mer och mat deem heite Gesetz ganz sécher net definitiv an de Grëff.

Ech wëll dann nach e Wuert soen, well ech bei de Kanner sinn. Dat huet elo net direkt eppes mam Text ze dinn, well deen hei net tangéiert ass, mä wann en Divorce ufänkt, ass dat Dréngendst, wat muss gemaach ginn, dat sinn d'Mesuren iwwert d'Kanner: d'Garde vun de Kanner an den Droit de visite. A wa mer wëssen, wéi dat da bei onse Geriichter fonctionnéiert: Duerch d'Bank klappt dat an engem éischte Stadium relativ gutt. Am Schnellverfahre ginn Décisioune geholl, an dann ass dat emol décidéiert.

Mä mir hunn awer och ganz vill Situatiounen, wou d'Elteren net d'accord si mat deem, wat décidéiert ginn ass, an déi Appel maachen. Den Appel dauert an der Zwëschenzäit an deenen doten Affären och seng sechs, siwe Méint. A wann eng Enquête sociale ordonnéiert ass, dann hutt Der minimum e Joer. Ee Joer, wou d'Fro vun där Garde vun deem Kand an der Luucht hänkt. Duerfir hunn ech mer ëmmer virgestallt, Här Minister, et wär einfach, fir elo ze kommen an ze soen: Stockt op! Mir hunn honnert Plazen am Stat, wou muss opgestockt ginn. An an der Justiz ass vill opgestockt ginn an deene leschte Joren.

Mä ech stelle mer d'Fro awer emol, ob et net kéint sinn, dass, wa mer musse mat deene Ressources humaines, déi mer an der Justiz hunn, eens ginn, een dat vun de Prioritéiten nach eng Kéier nei kucken an nei definéieren misst, fir dass dat, wat wierklech dat Urgentst ass vun allen Dossieren, déi op eise Geriichter leien, dat sinn déi Dossieren iwwert den Divorce, d'Mesures provisoires an notamment d'Garde vun de Kanner, fir dass déi all Prioritéite virun allem anere kréien.

Wann en Zivilprozess iwwert d'Responsabilitéit oder e Kommerzprozess duerch Commerçanten, dee souwisou zwee Joer dauert, wann deen zwee an en halleft Joer dauert, dann zwee an en halleft Joer dauert, hunn ech näischt dergéint, wann domadder déi Affären, wou et hei ëm d'Urgence geet an ëm den Intérêt vu Kanner geet, wa mer déi domadder e bësse virgezu kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Dann, Här President, wollt ech kommen zum Thema, wat jo awer e bëssen hei esou duerch d'Debatte gaangen ass wéi de roude Fuedem, dat ass d'Fro vum Abandon vum Divorce pour faute. A well d'Madame Err esou gentille war a gesot huet, si géif den Term net gebrauchen, well ech en net gutt ka verdroen,...

(Hilarité)

...gebrauchen ech en da selwer. Den Här Minister Frieden hat ënner anerem och als Begrënnung a sengem Projet, fir de Scholdprinzip ofzeschafen, gesot, dass dat zur Pacificatioun, dat heescht, zur Befriedung vun all deenen Divorce-Situatioune géif bäidroen.

Ech hunn d'Lescht an der Commission juridique dat eng Kéier duergeluecht. Ech wëll et awer och haut hei am Plenum nach eng Kéier soen, a virdrun ass et och hei ënnerstrach ginn. 75% vun den Divorcen, vun de Scheedunge sinn „par consentement mutuel". Dat heescht, den allergréissten Deel hu mer schonn ewech. Do ass sech näischt ze pacifiéieren, och näischt ze dedramatiséieren. Déi ginn am Gudden eens an dann ass de Problem gehalen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wann een dann déi aner 25% hëlt an et hëlt een do déi ewech, déi opgrond vun der Séparation vun dräi Joer gescheet ginn, et hëlt een den Divorce arrangé... Déi, déi heibannen Affekot sinn, déi wëssen, wat en Divorce arrangé ass; dat ass zwar ee pour faute, mä deen ass arrangéiert ginn, fir dass et da méi schnell geet.

Wann een déi ewechhëlt an dann hëlt een déi ewech, wou awer keng grouss Geschichte lafen a wou net vill knaschteg Wäsch gemaach gëtt, wéi dat esou am Volleksmond dobaussen heescht, mä wou awer esou e bësselche gestridde gëtt, wien d'Alimenter kritt, wéinst der Deelungsgeschicht an esou weider, wou awer u sech guer keng grave Geschichte sinn, dann hutt Der herno, wann et iwwreg bleift, nach eng - wann et schlëmm kënnt - 10%. Ech denken éischter, dass et bei 5% läit vun Divorcen, wat wierklech där ganz haarder, där ganz secer sinn, wou richteg „la guerre des roses" gemaach gëtt.

(Hilarité)

Or, Här President, Här Minister, wa mir den Divorce pour faute ofschafen a mir wëllen do pacifiéieren - ech hunn Iech bewise mat de Chifferen, dass mer bei 90%, 95% sinn, wou sech näischt ze pacifiéieren ass -, da bleiwen déi 5% do iwwreg. A wann et den Divorce pour faute net méi gëtt, de Krich tëschent deenen Ehepartner mat hire Kanner zesummen, dee geet weider! Dee geet riicht weider!

Ech hunn, oder e Kolleeg huet mer signaléiert eng Affär, do sinn d'Leit elo zënter zéng Joer divorcéiert. Do huet de Mann sech eng nei Aarbecht gesicht. An d'Fra hat soss näischt ze dinn - déi war dat gewuer ginn -, wéi fir bei deem neie Patron esou vill ze intervenéieren am negative Sënn, fir net dat gutt Lëtzebuerger Wuert ze gebrauchen, wat mer normalerweis dofir gebrauchen, dass de Mann d'Plaz net kritt huet. Déi Leit sinn zënter zéng Joer divorcéiert! Vu Pacificatioun a vu Fridden tëschent deenen zwee Exconjointen null, dräimol null!

Sou dass déi Fro an déi Begrënnung, déi hei invoquéiert gi war, fir den Divorce pour faute ofzeschafen: pacifiéieren, Fridden, Fridde bréngen, dass dat an der Praxis net vill, fir net ze soen näischt bréngt! Sou ass d'Realitéit net an esou fonctionnéiert et net! An och, wa mir elo hei deen Divorce pour faute ofschafen, da bleiwen déi do Fäll iwwreg, wou de Krich weidergefouert gëtt.

A virun allem dat, wat virdrun och hei gesot ginn ass vun alle Kolleegen: Mä déi kënnen, déi hu jo d'Méiglechkeet, op anere Weeër de Krich weiderzeféieren, virun anere Geriichter! Virum Strofgeriicht, wann et sech ëm Violence domestique gehandelt huet. Oder virum Zivilgeriicht. Am Artikel 1382, wou et einfach..., pour faute sichen ech un, an Dommages et intérêts. An do ginn déiselwecht Enquêtë gemaach, déiselwecht Zeie gehéiert, déiselwecht Faitë libelléiert, exactement datselwecht wéi dat, wat hei am Kader vum Divorce libelléiert gëtt.

An da froen ech: Wat hu mer da geschafft, wa mer d'Faute hei eraushuelen, se vun deem engen Teller erofhuelen a mer leeë se op deen aneren Teller?

Well an deene puer Prozent, vun deenen ech do schwätzen, dat sinn der, dat si Leit, déi kritt Dir einfach net räsonéiert. An ënnert deenen, déi Der net räsonéiert kritt, sinn der eng Partie derbäi, wat u sech awer och ganz korrekt Mënsche sinn, mä déi e Problem hunn. Et ass dat, wat d'Madame Loschetter virdru genannt huet, déi deen Divorce als Trauma erlieft hunn. Net den Divorce, pardon, d'Bestietnis als Trauma erlieft hunn. Déi während fënnef, zéng oder 20 Joer...

(Interruptions diverses)

Jo, den Divorce och!

Une voix.- Oh jo!

Une autre voix.- Dat eent schléisst dat anert net aus.

Une troisième voix.- Mariage forcé.

(Interruptions et hilarité)

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...de Mariage als Trauma emfonnt hunn, well et eben esou traumatesch war, aus ville Grënn, déi jiddweree fir sech kann imaginéieren, déi iergendwa musse bei sech selwer mat där Situatioun fäerdeg ginn. D'Madame Loschetter huet deen Term gebraucht vum Opschaffen: Déi Situatioune si fir déi Mënschen net opgeschafft. Déi sinn eréischt fir se opgeschafft, wann en Uerteel do ass, wou dra gesot ginn ass: Voilà, esou an esou war d'Situatioun. Dat Uerteel seet, wou d'Responsabilitéite geleeën hunn. Déi fannen eréischt hire Fridde mat sech selwer, déi fannen hir Rou eréischt, wann...

Där Leit gëtt et vill! Kuckt emol, wéi vill Affären hu mer, wou d'Leit higinn an eng Demande am Kader vun engem Prozess maachen an de symboleschen Euro froen. Wat ass dann de Sënn vum symboleschen Euro? Dat ass net, dass déi Leit gär Suen hätten. Da géife se jo e gewëssene Betrag froen. Déi froen de symboleschen Euro, well si an deem Uerteel mat deem symboleschen Euro endlech hir Rou kréien. Déi Affär ass fir si opgeschafft an déi Affär ass fir si domadder ofgeschloss.

An dofir, dat ass eng vun deenen anere Begrënnungen, firwat dass am Kader vun engem Divorce pour faute Leit kënne sinn, déi soen: „Mir wëllen dat, mir hätte gären, dass dat doten esou géif ofgeschloss ginn." An dann, wann ech mer dat dann ënnert dem Strëch ukucken, wat d'Plus-value ass, d'Plus-value, déi d'Ofschafung vum Scholdprinzip am Kader vun der Scheedung bréngt, dann hunn ech hei héieren, jo, dat wär eng Beschleunegung vun de Prozeduren.

Also, haut, fir en Divorce duerchzekréien, do mécht een eng Demande. An et gi jo an deene meeschte Fäll ewell keng Zeie méi gehéiert. Do ginn Attestations testimoniales verséiert, grad wéi eng aner Pièce, an dann hutt Der den Divorce esou schnell duerch wéi all anere Prozess, oder och wéi een Divorce, dee mer elo hei opgrond vum Zerrüttungsprinzip maachen. Sou dass ech net richteg spieren, dass dat kéint do méi schnell goen. Sou dass ech ënnert dem Strëch keng Plus-value dofir gesinn!

Et bleift awer, dass et, fir den Zerrüttungsprinzip anzeféieren, awer och eng ganz Rei vu stéchhaltegen Argumenter gëtt, déi ëmmer erëm hei invoquéiert ginn. Ech hunn do kee Préjugé. Ech wëll just soen, dass ech net gären hunn, dass mer theoretesch soen, dat dote bréngt elo déi grouss Befriddung, an déi grouss Befriddung ass iwwerhaapt net do!

Par ailleurs ass et och esou an de Consentements mutuels, deene 75%. Mengt Dir, do wär iwwerall nëmme Fridden? Aus enger Rei vu Grënn - wéinst de Kanner, wéinst finanzielle Considératiounen an esou weider -, mä do ass nach alles wéi kee Fridden! A villen ass et, mä awer nach laang net an allen! Sou dass ech net gären hunn, dass mer ëmmer mat esou schéine Slogane verschidde Saachen definéieren, a wann ee bis op de Fong geet an an d'Praxis kucke geet, da gesäit dat alles e bëssen anescht aus.

Ech muss Iech soen, ech kann domat liewen, dass deen Divorce pour faute ofgeschaf gëtt an dass mer den Zerrüttungsprinzip, esou wéi d'ailleurs vill Noperen en hunn, aféieren. Well déi Leit, vun deenen ech geschwat hunn, behale jo nach ëmmer déi Méiglechkeet, fir, sief et um Penal, sief et um Zivil, eng Actioun ze maachen. Mä méi normal wär et awer, dass ee se géif do maachen, wou ebe just d'Affär unhängeg ass.

Wou ech wierklech dergéint sinn, dat ass, fir ze soen, mir behalen den Divorce pour faute bäi fir verschidden Hypotheesen. Also, wann een dorunner awer géif denken, da misst een awer emol higoen an déi verschidden Hypotheesen definéieren. Oder „pour des affaires extrêmement graves". Wat heescht dann „extrêmement graves"? Wat fir deen een extrêmement grave ass, ass fir deen anere Peanuts, an ëmgedréit.

(Interruptions)

Sou dass dat mer alles e bësselchen ondefinéiert an e bësse schwammeg ass. Dofir fannen ech net, dass dat eng extrem gutt Léisung ass.

Dir Dammen an Dir Hären, elo hunn ech scho relativ laang geschwat. Et sinn nach eng Rei vu Froen, déi ech wollt opwerfen, mä ech wëll mech dann nach beschränken op ee Punkt, dat ass dee vun de Renten an de Pensiounen, déi och hei diskutéiert gi si vun enger Rei vu Virriedner.

Et wonnert den honorabelen Här Kartheiser net, dass ech déi Vuen, déi hien hei développéiert huet, net deelen. De Problem ass jo, fir et vereinfacht duerzestellen, Här Minister: Déi Fraen, déi während dem Mariage guer net geschafft hunn, respektiv déi, déi während enger gewësser Zäit hir Carrière ënnerbrach hunn, wéinst de Kanner, aus familiäre Grënn an, an, an - do si Rechter verluer gaangen, do ass net cotiséiert ginn, déi Zäit.

Da kënnt den Divorce. An herno sinn d'Leit am Pensiounsalter. Am Regelfall: De Mann sëtzt ganz bequem doheem an der schéiner Fotell a kann d'Äerm iwwert d'Broscht leeën, an d'Fra, déi kuckt dann, fir vun engem Sozialamt bei dat anert ze goen, vun der Gemeng bei den RMG, bei de Fonds de solidarité, fir da genuch zesummegekroopt ze kréien, dass se um Enn vum Mount duerkënnt. Dat ass eng Situatioun, déi net méi ze halen ass! An et gereecht der Politik am Allgemengen net zur Éier, dass dat bis haut net geregelt ass a mer och nach keng definitiv Solutioun de Moment um Dësch leien hunn, obschonns mer awer schonn eng Rei Pisten hunn.

An ech...

Här Minister, Dir wénkt esou mam Kapp. Ech wëll Iech awer soen, wat ons Meenung, an ech mengen, ech géif doriwwer erausgoen, och d'Meenung vun der Madame Err a villen aneren heibannen ass. Mir mussen eng Léisung hei fannen! An dëse Projet iwwert den Divorce, ech si radikal dergéint, dass mer dee stëmmen, ouni dass dee Problem vun de Pensiounsrechter vun deene gescheetene Frae geléist ass!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Entweder gëtt et alles oder et gëtt näischt! Dat muss am Kader...

(Interruption)

Jo, neen, neen! ...am Kader vun dësem Projet...

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech wëll net ausschléissen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mengt Der dann, d'Regierung hätt eng aner Meenung wéi Dir?

(Brouhaha et hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Bodry awer!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, da waart emol of! Ech soen Iech emol nach eppes dozou, Här Minister.

(Interruptions diverses)

Et ass d'Fro vum Splitting vun där Rent, déi während där Period do zesummen erwirtschaft ginn ass, vun der Rent selwer, oder awer de Partage vun de Renten, vun de Renterechter. Dat Ganzt ass selbstverständlech eng finanziell Fro. Et ass awer och eng Fro vu Gerechtegkeet an et ass eng Fro vun Dignitéit par rapport zu der Fra!

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Voilà!

Dann, wann ech dat emol festgehalen hunn, da wëll ech soen, wat ech ni verstanen hunn, dat ass, dass am Kader vun enger Scheedung, wa mer deele ginn - et gëtt jo ëmmer gedeelt, wann d'Scheedung net am Gudden arrangéiert ginn ass, da gëtt no der Scheedung gedeelt -, am Kader vum Partage, do gëtt alles gedeelt, an alles, wat während dem Mariage erwirtschaft ginn ass, ass am Regelfall gemeinsam. Et gëtt also zur Halschent gedeelt.

Dat Eenzegt - dat Eenzegt! -, wat net gedeelt gëtt, dat sinn déi Cotisatiounen, déi erakomm sinn a woumadder d'Pensiounsrechter opgebaut gi sinn! Jo, ee Revenu, een erwirtschafte Revenu, dat ass de Revenu brut. Net plus brut, an dovunner ginn d'Cotisatioune grad wéi d'Caisse de maladie ofgezunn. Jo, firwat ass dann déi Cotisatioun do? Firwat ass alles, wat während dem Mariage erwirtschaft gëtt, gemeinsam, just déi Cotisatioun, déi do erakomm ass, déi ass net gemeinsam? Déi erkennt och kee Geriicht un, well et keng Base légale dozou gëtt, an dofir ass déi net gemeinsam an dofir fält déi eben deem Ehepartner zou, dee se erwirtschaft huet.

Ech wëll d'ailleurs awer emol d'Fro stellen, ob déi, déi elo nach do räsonéieren: „Majo, deen hat jo geschafft, dat ass jo vun him erwirtschaft ginn"... Jo! Et sinn 8% vun him erwirtschaft ginn. An et sinn 8% vum Patron bezuelt ginn. An déi 8% dann, déi den Här Minister - wien ass de Moment Finanzminister? - Frieden...

(Hilarité générale et brouhaha)

...oder dee vun der Sécurité sociale, dee vun der Sécurité sociale...

D'Steiergelder, mat Steiergelder ginn 8% bezuelt.

(Brouhaha)

Une voix.- Hie misst emol méi oft hei schwätzen!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- An ech froe mech, firwat dass déi 8%, déi vu Steiergelder erwirtschaft gi sinn, herno eleng...

Une voix.- De Mann!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...de Mann - am Regelfall, net ëmmer, mä am Regelfall -, de Mann soll hunn.

Also, ech muss Iech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären an Dir Häre Ministeren, d'Chamber huet... D'Chamber! D'Chamberskommissioun huet sech extrem vill Méi hei ginn, fir eng Solutioun ze definéieren,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Et ass awer net grad esou einfach!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, Här Minister, ech weess.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, jo, jo,...

(Brouhaha)

...ech hunn héieren, wat Der gesot hutt.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Et ass awer net grad esou einfach!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Mä natierlech! Natierlech ass et net einfach! Ech weess jo, wéi eng Argumenter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Da kënne mer et jo maachen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Bodry huet et och net einfach fonnt, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mir hu kee Problem.

(Brouhaha)

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech wëll Iech soen, Här Minister, ech wëll Iech soen, d'Chamberskommissioun huet sech Méi ginn, fir eng Solutioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo. Mat eis zesummen!

Une voix.- Ooohhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mat eis zesummen!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Très bien! Majo dann, da si mer eis jo eens.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- C'est très bien! Et ass gradesou gutt och d'Meenung vun der Regierung?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

(Interruption)

M. Lucien Weiler *(CSV).*- De Conseil d'État huet gesot, et wär e bësse méi komplizéiert...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Voilà!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...wéi d'Chamberskommissioun. An de Conseil d'État proposéiert elo zwou Solutiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Elo läit eng Solutioun vun der Chamber do. An et leien zwou méi ausgedäitschte Solutioune vun eis a vum Conseil d'État vir. Wann Dir ons sot, well mir hunn Iech jo geschriwwen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...an Dir sollt ons soen, wéi dat dote machbar ass. Wann Dir elo zur Konklusioun kommt, mat deenen Argumenter, déi ech mer hei opgeschriwwen hunn, déi ech kéint widderhuelen, wou Dir ëmmer hei ons wëllt soen, dass et net machbar ass. Ech stelle fest, am Ausland gëtt et och där Argumenter, déi invoquéiert gi sinn à l'encontre vu Fonction publique, Fonctionnaires internationaux, déi e spezifesche Regime hunn, Carrièren, déi zum Deel am Ausland, zum Deel hei, an, an, an... Déi Froen an déi Problemer gëtt et och am Ausland! Or, si hu Léisunge fonnt.

Ech wëll Iech just soen, Dir Häre vun der Regierung, wann Dir mengt, dass déi Solutioun, déi mir proposéiert hunn, respektiv déi zwou méi ausgedäitschten Hypotheese vum Conseil d'État, dass déi net fonctionnéieren an net machbar sinn, dann ass d'Regierung um Zuch!

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Elo war d'Chamber um Zuch, de Conseil d'État war um Zuch. Dann ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt! Déi Propositioun, déi vun der Kommissioun gemaach ginn ass, war vun der Regierung gedroen! Punkt!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Voilà, da si mer eis jo elo eens. Da musst Der elo kucken, wann déi awer, trotz Ärem gudde Wëllen an trotz Ärem Droen, technesch net machbar ass,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ah! Dann ass et de Conseil d'État…

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...dann ass de Wonsch vun där gesamter Chamber hei, dass d'Regierung sech Gedanke mécht; wa mir als Chamber net à même sinn, eng wierklech technesch och machbar Solutioun ze fannen, dann ass et un der Regierung. Mir wëllen net, dass déi Fro hei nach eng Kéier opgeschuppt gëtt. Déi ass liéiert zu deem Projet hei vum Divorce, déi muss mat dem Projet vum Divorce tranchéiert ginn!

Dat ass op jidde Fall de Wonsch vu menger Fraktioun. Ech denken, net nëmme vu menger Fraktioun,...

Une voix.- Très bien, Här Weiler!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...och vun aneren heibannen. Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha général)

Une voix.- Mir ënnerstëtzen Iech, Här Weiler!

M. le Président.- Merci, Merci dem Här Weiler! Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert...

(Interruption)

Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Merci. Ech wollt d'Wuert froe fir eng reng prozedural Fro. Ech hat Iech virdrun eng Question parlementaire ginn un den Här Minister Wiseler. Dir hutt mer dorobber geäntwert, datt Dir déi awer net kéint akzeptéieren, well dat contraire zum Reglement wär. Ech erlabe mer also, mat allem Respekt fir Är Fonctioun, Här President, opmierksam ze maachen op den Artikel 80 (1) vun eisem Reglement: «Le député qui désire poser une question au Gouvernement, en remet le texte écrit au Président de la Chambre.»

Ech mengen dat gemaach ze hunn, quitte datt mer et gewéinlech schréftlech eraschécken. Dat hu mer an der Tëschenzäit och gemaach. Mä ech mengen, ech hu mech hei strikt un den Artikel 80 (1) gehalen. Ech wär Iech dankbar, wann Der déi Question parlementaire also och géift esou unerkennen, wéi ech Iech se haut ginn hunn.

Villmools Merci!

M. le Président.- Här Kartheiser, ech kann net ganz mat Iech d'accord sinn, well de Reglement gesäit keen Dépôt vun enger Question parlementaire vir. A mir sinn hei am Kontext vum Droit administratif. Als gudde Jurist misst Der wëssen, datt dee stricto sensu ze interpretéieren ass. Wann Dir allerdéngs elo der Meenung sidd, datt een an Zukunft soll d'Questionparlementaren hei déposéieren, da géif ech Iech bieden, eng schréftlech Demande un d'Conférence des Présidents ze maachen, a mir wäerten dann doriwwer schwätzen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass elo dat, wat ech wollt soen, Här Kartheiser.

(Hilarité)

M. le Président.- An elo kritt den Här…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir iwwerrascht mech, Här Bettel.

(Hilarité)

M. le Président.- An elo kritt den Här Justizminister d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Just eng Fro: Wéi vill Minutten huet d'Regierung?

M. le Président.- Ma Dir hutt der 20, Här Justizminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll zwou Virbemierkunge maachen.

Déi éischt ass déi: Elo hunn ech 28 Joer eppes mat der Chamber ze dinn, zwielef Joer als Fraktiounssekretär a fënnef als Deputéierten, zwielef als Minister. Fir mech war nach ëmmer eng Interpellatioun eppes, wou u sech en Deputéierten oder e puer Deputéiert d'Regierung opfuerderen, eppes ze maachen.

Hei huet d'Regierung hir Aufgab gemaach. Si huet net nëmmen de Projet vum Divorce schonn am Joer 2003 - mäi Virgänger, de Luc Frieden - deponéiert, mä nach eng ganz Rei aner Projeten och am Familljerecht. Well, wéi oft hei gesot ginn ass, et muss een och aner Punkte vum Familljerecht mat considéréieren. Deen eenzege Projet, dee mer Iech nach deemnächst ginn, dat ass de Filiationsprojet.

Ech wëll nach eng Kéier soen: Ech war e bëssen iwwerrascht, dass mer hei d'Form vun der Interpellatioun un d'Regierung gesicht hunn, an net eng aner Debatt. D'Regierung huet hir Aufgab gemaach. Ech wär elo frou, wa mer da géifen an der Chamber… Iwwregens, d'Madame Doerner - wëll ech awer soen -, d'Presidentin vun der Kommissioun, huet eis ee Kalenner, e Fahrplan gemaach, fir dass mer endlech ufänken, aus deem Projet eppes ze maachen an der gemeinsamer Diskussioun.

Déi zweet Remarque ass folgend. Ech wëll net op alles agoen, wat hei gesot ginn ass, ech mengen, dofir ass d'Diskussioun ze wichteg. Ech muss mech just hei als Justizminister géint een Ausdrock wieren, deen den Här Kartheiser gebraucht huet: Dat ass deen, dass mer an dësem Land e „Semblant de justice" hätten. Ech muss mech hei décidément a résolument hanner eis Riichter stellen.

Wa mer net zefridde si mat deem, wat erauskënnt, wat d'Riichter interpretéieren - d'Riichter interpretéieren d'Gesetzer -, da musse mer d'Gesetzer änneren. Ech kann net akzeptéieren, dass hei gesot gëtt, eis Riichter, wat gutt Riichter sinn, dass déi géifen hei e „Semblant de justice" maachen. Ech muss mech dogéint vehement verwieren!

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wa mer elo décidément an der Kommissioun drukommen, fir iwwert de Projet de loi Divorce ze diskutéieren, wëll ech emol virun allem eppes rappeléieren, an ech hunn et den Dënschdeg bei de Faillitë gesot: D'Gesetz kann net d'Divorcë verhënneren, d'Gesetz ka keng Failltë verhënneren an d'Gesetz kann och nëmmen de Regelfall regelen.

Ech weess - ech war jo och selwer Affekot -, dass mir Affekoten alleguer Fäll vun Divorcen am Kapp hunn, déi ganz komplizéiert waren, wou mer eigentlech rose waren, dass se ausgaange sinn, wéi se ausgaange sinn. Ech soen awer nach eng Kéier: All déi Extremfäll, mat deene mer ze dinn haten, kréie mer net duerch e Gesetz aus der Welt geschaf.

E Gesetz ass do fir de Regelfall, a mir solle kucken, dass d'Regelfäll manner Misär hunn an Zukunft wéi an der Vergaangenheet. Mä mir dierfen eis awer net der Illusioun higinn, mir kéinten elo e Gesetz maachen, wou mer alles géife léisen. Do, wou d'Leit wëlle streiden - an heiansdo geet et leider duer, dass nëmmen ee wëllt streiden, och wann deen aneren net wëllt streiden -, wou d'Leit bis zum Schluss wëlle streiden, dat kréie mer mat deem beschten Divorce-Gesetz net aus der Welt.

An där doter Fäll wäerte mer der och nach an Zukunft kréien, wou d'Divorcen ni fäerdeg sinn, well einfach een zum Beispill net wëllt, dass een zu engem gudde Schluss kënnt. Dat solle mer am Kapp hunn: Regelfall!

Da muss ee wëssen, dass een iwwert d'Gesetz ni de Mënsch kann änneren an d'Gesellschaft kann änneren. A mir mussen och wëssen, dass d'Gesellschaft ännert. Dofir musse mer och wëssen, wéi mer iwwerhaapt vum Mariage hier komm sinn. Dee Mariage, dee mir elo am Gesetz kennen, dat ass eigentlech deen an déi Form vu Mariage, wou d'Gesetz nach e bëssen dovunner ausgeet - an net nëmmen d'Mariage-Gesetz, mä alles ronderëm, d'Sécurité sociale notamment -, dat ass déi Famill, wou de Mann schafft an d'Fra doheem bleift a sech ëm d'Kanner bekëmmert an ëm de Stot bekëmmert.

Déi Form vu Mariage, déi gëtt et knapps honnert Joer. Et ass déi typesch Industriezäitalter-Form, wou et eng Errungenschaft war, dass d'Fra net méi huet misse schaffe goen. Dat war eng vun de groussen Errungenschafte vun der Gewerkschaft, vum Sozialrecht, dass d'Fra net méi huet misse schaffe goen.

Ech wëll drun erënneren: Während Jorhonnerten huet d'Fra geschafft, ob et am Handwierksbetrib war, am Bauerebetrib war, wou och ëmmer. D'Fra huet matgeschafft. Du war et eng grouss Errungenschaft, dass d'Fra net méi huet missen an d'Industriebetriber schaffe goen. An dofir huet - ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck - d'Sozialrecht deem och Rechnung gedroen.

D'Coassurance, déi mer hunn an der Assurance maladie, ass ebe just komm, well mer gesot hunn: „D'Fra bleift doheem, mä si ass iwwer hire Mann mat coassuréiert a si brauch net hir eenzel Cotisatiounen ze bezuelen." An d'Witwerent: Bis '89 hate mer nëmmen eng Witwerent, keng Witwerrent. Och eppes, wat mer eréischt relativ rezent agefouert hunn. D'Witwerent ass ebe komm. Do sote mer: „Du bleifs doheem, du schaffs doheem an herno kriss de eng Witwerent." Dat ass emol eng Evolutioun, déi mer haten.

Wat d'Divorcen ubelaangt, muss een och wëssen, dass d'Leit haut méi al ginn a méi laang zesummen al ginn. Obwuel mer ëmmer méi Divorcen hunn, hu mer och ëmmer méi gëllen Hochzäiten. Fréier si vill Leit iwwerhaapt net bis zur gëllener Hochzäit komm, well virdrun een, a ganz oft d'Fra, nämlech iwwert de Kannergebuerten, gestuerwe war.

E Véirel vun den Divorcen am Joer 2009 betreffe Koppelen, déi 20 Joer zesumme waren. Just, fir och dat ze soen. Fréier ass ee vläicht net esou al ginn a gescheet ginn. Haut ass et e Véirel, wou d'Leit iwwer 20 Joer zesumme bestuet waren.

Och do muss een da wëssen, dass mer och do net just dierfen d'Stocke kucken, wa mer Statistike maachen. Mir mussen a Kohorte rechnen. Den Här Kartheiser huet virdrun eppes gesot, wat awer jiddweree seet: „All zweet Bestietnis gëtt gescheet." Dat ass allgemeng gutt, wat jiddweree seet. Et ass awer falsch! Et ass manifestement falsch!

Wat ass richteg? Am Joer 2010 gouf et bal hallef esou vill Scheedunge wéi Divorcen. Dat wëllt awer net soen, dass all… Scheedunge wéi Mariagen, pardon.

(Interruption)

Mä nach ëmmer ass et net esou, dass all zweete Mariage gescheet gëtt. Den Taux de nuptialité ass nach ëmmer méi héich wéi den Taux de divorce. Dat ass an enger rezenter Statec-Publikatioun nach nozekucken; obwuel se méi no kommen.

Dofir muss een och wëssen, dass mer hei Evolutiounen hunn an dass et och ëmmer ganz schwiereg ass, haut Solutiounen ze fanne par rapport zu Situatiounen, déi sech gëschter am Mariage zesummefonnt hunn. An dorobber kommen ech herno um Schluss, éier ech mengem Kolleeg Mars Di Bartolomeo zu deemselwechte Sujet d'Wuert ginn, beim Splitting nach eng Kéier zréck.

Dat ass einfach e Problem, dass fréier aner Situatioune waren. Wéi d'Leit sech bestuet hunn, si se och mat anere Viraussetzungen an de Mariage gaangen, wéi déi, déi se eben herno am Laf vum Liewe fonnt hunn.

Den Divorce, do musse mer elo emol de Mariage kucken. Ech wëll do och just ee klengt Wuert soen. Madame Loschetter, Dir sot: Mariage - Contrat. De Mariage ass eng Institutioun, kee Contrat. Dat mécht et esou méi komplizéiert. De Pacs ass e Contrat. De Mariage ass eng Institutioun.

An ech ginn der Madame Err och Recht, fir ze soen: „Kommt, mir kucken och, fir déi zwou Saachen auserneenzehalen." De Mariage muss de Mariage bleiwen, de Pacs muss de Pacs bleiwen. An doduerch, dass mer jo deemnächst de Mariage fir gläichgeschlechtlech Koppele kréien, ass et och vläicht méi einfach, an der Diskussioun emol erëm eng Kéier ze kucken: Wat ass Mariage a wat ass Pacs?

A mir kucken déi zwee parallell souzesoen, mä jiddweree muss seng Finalitéit hunn. Mir dierfen net kucken, déi zwee mateneen ze vermëschen, dass eng Kéier de Mariage de Partenariat ass oder de Partenariat de Mariage ass.

Wéi wëlle mir elo vun der Regierung aus, vum Justizministère aus an déi Diskussiounen an der Chamberskommissioun eragoen? Ech soen emol: mat engem ganz

oppene Geescht, engem pragmatesche Geescht. Mir hunn e Projet de loi vun der Regierung do. Mir sinn absolut bereet, iwwer alles ze diskutéieren, wat an deem Projet ass.

Wat mer awer solle maachen, dat ass, ze kucken, dass mer pragmatesch Léisunge fir de Regelfall fannen, fir virun allem d'Effetperversë vun engem Divorce ze verhënneren, fir ze verhënneren, dass onnéideg muss gestridde ginn. Et gëtt nach ëmmer Leit, déi wëlle streiden. Esou ass dat! Mä kommt, mir kucken, d'Gesetz esou ze maachen, dass évitéiert gëtt, dass muss gestridde ginn.

Kommt, mir kucken och, dass déi materiell Froen esou geléist ginn, dass net herno haaptsächlech gestridde gëtt fir d'materiell Avantagen, mä dass mer dat och materiell kucken. Ee wesentleche Punkt gëtt déi ganz Logementsdiskussioun. Dat gëtt eng, wou mer musse kucken, dass dat net herno de wesentleche Punkt vum Gestreits gëtt, mä dass mer déi Logementsfro och uerdentlech léisen, ouni dass gesot gëtt: „Mir musse streiden, well mer do besser un d'Wunneng kommen." Dat ass ee wesentleche Punkt.

A virun allem, et ass oft genuch gesot ginn, de Xavier Bettel war vill drop agaangen: D'Kanner sollen nach ëmmer am Virdergrond stoen. Dofir ass et evident - an ech ënnersträichen dat -, dass mer wëllen de Mediatiounsprojet wierklech elo deemnächst hei brëngen. Et kann een net alles iwwert d'Mediatioun léisen, mä et kann ee villes iwwert d'Mediatioun léisen.

Och bei der Mediatioun ass ëmmer d'Viraussetzung, dass déi zwou Säite bereet sinn, an d'Mediatioun ze goen. Wann een net bereet ass, sech médiéieren ze loossen, da geet et och net. Mir sollen dat Angebot op alle Fall maachen. Mir mengen och, dass een zum Beispill iwwert d'Mediatioun och déi vill Froe vun de Grousselteren, déi ëmmer erëm méi opkommen, kéint méi einfach léisen, quitte dass indirekt och eppes am Gesetz virgesinn ass, mä dass mer déi do méi einfach kéinte léisen. Dofir ass fir eis d'Mediatioun e wesentleche Punkt.

Divorce pour faute: Kommt, mir ginn och emol do eng Kéier an d'Geschicht zréck. Fréier war den Divorce pour faute d'Regel! Et huet een en Divorce nëmme gemaach pour faute, well et eng Institutioun war a gesot ginn ass: Wien huet dann elo géint d'Institutioun verstouss? An dann hu mer déi ganz Divorces pour faute gemaach.

Wéi an der Mëtt vun de 70er Joren de Consentement mutuel koum, ma du war d'Opreegung ganz grouss, dass iwwerhaapt kéint e Consentement mutuel kommen. Haut hu mer, an de Lucien Weiler sot et, d'Ziffer ass net 75%, et ass zwee Drëttel - een Drëttel; zwee Drëttel ass Consentement mutuel, een Drëttel ass Divorce pour faute.

Wa mer dann elo géifen och emol pragmatesch erugoen, amplaz souzesoe fir oder géint den Divorce pour faute. Wa mer eis elo emol géifen eens ginn, dass soll de Consentement mutuel oder d'gemeinsam... - ech ginn elo net op déi verschidde Formen an -, mä dass mer soen, de Consentement mutuel soll d'Regel ginn an den Divorce pour faute solle mer op la Portion congrue zréckféieren. A wa mer e wëlle bäibehalen, dann nëmmen do e bäibehalen, wou e muss sinn.

Well zur Zäit forcéiert d'Gesetz een heiansdo, en Divorce pour faute ze maachen, amplaz en Divorce par consentement mutuel ze maachen, zum Beispill duerch d'Zwee-Joer-Klausel, wou ee muss bestuet sinn. Et gëtt Leit, ech hu Leit begéint, déi koume vun der Hochzäitsrees erëm an du ware se der Meenung, si misste gescheet ginn. A si waren och eens, fir gescheet ze ginn. Mä si konnten net eeneg gescheet ginn, well se keng zwee Joer bestuet waren!

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Obwuel se virdru fënnef Joer zesumme waren, mä si ware keng zwee Joer bestuet.

Dofir ass an eisem Divorce-Gesetz de Projet vum Luc Frieden emol awer eng wesentlech Saach, fir de Consentement mutuel méi no vir ze brëngen an d'Leit net ze forcéieren, op den Divorce pour faute ze goen, fir dat ze maachen.

Eng zweet Saach, déi mer och musse kucken: Ech war Rapporteur Mëtt der 90er Jore vun engem Divorce-Gesetz hei am Haus, wou mer d'Révisabilitéit agefouert hu vun de Pensions alimentaires am Consentement mutuel. Dat huet eng Partie Affekoten dozou gefouert, fir ze soen: „Ma ech maachen net méi e Consentement mutuel wéinst deem doten neie Gesetz. Ech schloen da léiwer de Leit vir, en Divorce pour faute ze maachen." Och do musse mer also kucken, dass een net den Divorce pour faute hëlt wéinst Niweneffeten.

Ech mengen, wa mer emol kucken, dass mer wierklech den Divorce par consentement mutuel d'Regel loossen, a wa mer kucken, wou muss dann eventuell awer nach den Divorce pour faute kommen, ouni dass vläicht op anere Pläng - liest emol alles no, wat am ursprüngleche Projet steet -, ouni dass vläicht op anere Pläng déiselwecht Saachen awer kënne geléist ginn. Kommt, mir kucken emol, esou wäit ze kommen!

Et bleiwen nach résiduel Fäll, wou ee muss en Divorce pour faute hunn. Dann diskutéiere mer emol doriwwer. Ech mengen, da si mer scho vill méi wäit komm. An dofir nach eng Kéier: Kommt, mir kucken emol, dass mer all déi Konditiounen eraushuelen, wou d'Leit gezwonge ginn, en Divorce pour faute ze maachen, obwuel se eigentlech net dee grousse Sträit mateneen hunn. Wa mer dat alles gemaach hunn, an de Regierungsprojet gëtt do schonn eng ganz Partie Ouverturen, dann hu mer och do scho vill gemaach.

Dann ass et jo ganz kloer, dass mer mussen ëmmer erëm op aner Gesetzesprojeten zréckkommen: Responsabilité conjointe, de Mariage, d'Mediatioun hunn ech scho gesot, an ech bestätegen nach eng Kéier, dass d'Regierung - mir hunn et an eiser Regierungserklärung geschriwwen - wëllt de Juge aux affaires familiales aféieren. Et wär eng wesentlech Erliichterung, wa mer de Juge aux affaires familiales hätten. A mir wäerten dat och maachen. Dat kréie mer elo net an dësem Projet, mä mir schaffe jo och un der Organisation judiciaire an esou weider. Mir wëllen dat maachen. Mir mussen dat maachen! An ech géif mengen, dass dat och eng ganz Partie Saache kéint mat sech brëngen.

Ech wollt nach ee Wuert soen zum Divorce pour faute. Mir hunn hei iwwer ganz vill Leit geschwat, déi betraff sinn duerch Divorce. Mir hunn eng Kategorie vergiess, déi ass bis elo nach net ernimmt ginn, dat sinn d'Zeien. Et ass beim Divorce pour faute, wann een do vun där enger oder vun där anerer Säit geruff gëtt, vun enger Koppel, déi een zéng, 20 Joer kannt huet, an da gëtt ee vum Riichter gefrot: „Wars du deen Owend do derbäi, wou de Mann oder d'Fra an d'Kréibänk geschloen huet?"

Dat ass och net einfach fir déi Leit, déi da schonn e bëssel che gehäit sinn, dass Frëndschaften, déi se haten, heiansdo vu Jugend un, an d'Bréch gaange sinn, dass se déi Leit net méi kënnen zesumme ruffen, mä dass se och nach mussen do ausso en. Dofir soen ech nach eng Kéier, kommt, mir kucke wierklech, den Divorce pour faute „à la Portion congrue" zréckzeféieren. A wa mer kéinten erausfannen, dass mer en net méi bräichten, da sollte mer zefridde sinn, wa mer en net méi brauchen. An dat dozou gesot.

Dann e lescht Wuert, well ech wollt awer fënnef Minutte mengem Kolleeg, dem Här Di Bartolomeo loossen, zu just deem dote Punkt: Splitting.

(Interruption)

Pardon? Zum Splitting, zum Rentesplitting. D'Regierung wëllt hei an deem Projet dat maachen. Et ass op eemol eng grouss Opreegung gewiescht, well iwwert de Radio komm ass, dat sollt net gemaach ginn. Also dat huet net d'Regierung dem Radio deklaréiert, just fir dat ze soen.

Och do si mer amgaangen, dat ze maachen, wat d'Chamberskommissioun eis opgefuerdert huet: nämlech eng Analys ze maachen iwwert déi Solutioun, déi de Statsrot virgeschloen huet. Da komme mer domadder an d'Chamberskommissioun selbstverständlech zréck am Laf vun den Debatten. Mir wëllen dat net ausklameren!

Ech wëll awer hei nach eng Kéier déi Iddi soen, déi ech schonn an der Chamberskommissioun gesot hunn an déi ech scho laang priedegen. Sollt een net den Ënnerscheed maachen tëschent den neie Mariagen an de Mariagë vu fréier, dass ee bei neie Mariagen och nei Konditioune vun der Stee mécht? Dann ass et och méi einfach, an d'Individualiséierung iwwerzegoen. An da fir d'Vergaangenheet kucken, dat ze maachen, wat ee ka maachen. Ideal Solutioune fir d'Vergaangenheet sinn net dran!

Ech soen dat nämlech virun allem als Minister vun der Fonction publique. D'Fonction publique huet en anere Sécurité-sociales-Regime wéi deen anere Regime. Dat heescht, dat wat ee sech ka virstelle bei dem Statut de droit privé, dat fonctionnéiert einfach net an der Fonction publique, réckwierkend gekuckt.

Dofir, mengen ech, sollt een och vläicht kucken, solle mer net ee Regime maachen, dee wierklech parfait ass fir d'Zukunft, a fir d'Vergaangenheet kucken, dass mer wierklech de Misär évitéieren? Dass mer do Solutioune ginn, wou een esou vill wéi méiglech de Misär évitéiert. Ech wëll déi Iddi dofir och nach eng Kéier hei op der Chamberstribün soen.

An dann, mengen ech, hätt ech e schéinen Iwwergank gemaach, fir dass de Kolleeg Minister de la Sécurité sociale ka weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. D'Suite hëlt elo de Gesondheetsminister a Sozialminister, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre n, ech kann direkt un dat uknäppen, wat de Kolleeg François Biltgen gesot huet. Wa mer viru 40 Joer - dat si bal 40 Joer hier, wou den éischte Splittingsprojet op den Dësch komm ass - de Splitting duerchgesat hätten, dann hätte mer manner Problemer gehat, wéi wa mer haut dee Projet wéilten ëmsetzen.

Well zënterhier huet sech enorm vill gemaach an der Zesummesetzung vum Marché du travail. Et sinn zousätzlech Komplikatioune bei engem Lëtzebuerger System derbäikomm, well quasi d'Halschent vun dem Salariat aus Grenzgänger besteet, déi net onbedéngt déiselwecht Situatioun hunn.

Ech deelen d'Meenung vun deene Kolleegen, dass ee muss eng Trennung maachen tëschent deem, wat mer vu Problemer aus deene leschte Jorzéngten opgebaut hunn, an deem, wat mer un neie Konditioune fir d'Zukunft kënne schafen. Duerfir hu mer eng pragmatesch Approche gehat, zesumme mat der Chamberskommissioun, fir déi al Situatioune kënnen op eng pragmatesch Aart a Weis ze regelen, well et déi perfekt Solutioun net gëtt.

An ech wëll der Madame Loschetter soen, dass dee Projet, deen 2004 op den Dësch komm ass vum Conseil national des femmes, eigentlech d'Résultante war vun deem Aarbechtsgrupp, dee sengerzäit aus dem Rentendësch erauskomm ass. A wéi d'Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp op den Dësch geluecht gi sinn, dat war de Méindeg, huet et bis dënschdes gedauert, bis dass ee vun de Partner, déi an deem Aarbechtsgrupp derbäi waren, seng Adhésioun zu deem Pabeier zréckgezunn huet!

Nichtsdestotrotz hu mer all déi Pisten analyséiert, mat Berechnunge gekuckt a sinn zur Konklusioun komm, dass zwar duerch eng Ëmsetzung vun de Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp eng Rei vu Problemer geléist kéinte ginn, mä nei Diskriminatioune géifen entstoen! An dat ass dee ganze Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn: dass, wa mer d'Situatioun vun enger Rei, vun honnert oder dausend Leit kënne léisen, dass mer op där anerer Säit d'Dier opmaache fir nei Diskriminatiounen.

An déiselwecht Situatioun hu mer elo an där Solutioun, déi um Dësch läit vun der zoustänneger Chamberskommissioun. Och do: Pragmatesch hu mer gemengt, dass mer eng Solutioun hätten, fir au cas par cas kënnen ze décidéieren iwwert d'Geriicht, wat et vun Differenzen tëschent deenen zwee Partner gëtt an op eng einfach Aart a Weis an der Scheedungsmass - kommt, mer soen: Konkursmass - alles mat anzebezéien an alles, wat do ass, ze deelen. Dat war eng ganz pragmatesch Approche. Mir hunn net erwaart, dass just vum Conseil d'État da gesot géif ginn: „Dat geet net, dat ass ze einfach."

Mir kréien awer elo zwou Propositioune vum Conseil d'État - a mir wäerten en Avis dozou ginn -, déi nei Diskriminatioune schafen an déi d'Saach net vereinfachen. Dofir mengen ech, mir mussen derduerch an déi pragmateschst, déi einfachst Solutioun, déi mer kënne fannen, mat allen Nodeeler, déi se kann hunn, déi solle mer zréckbehalen, well déi perfekt Solutioun am Rentesplitting gëtt et net, soss hätte mer se scho laang, a mir hätten net 40 Joer laang e Projet am Tirang gehat!

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Fir d'Zukunft gëtt et just eng Solutioun, déi op Basis vu Cotisatioune muss baséiert sinn. Mir hunn e Versécherungsprinzip, deen deem, dee 40 Joer laang regelméisseg op engem steigende Loun cotiséiert, eng ganz anstänneg Pensioun garantéiert. An eise Pensiounsregime ass net diskriminéierend vis-à-vis vun deem engen oder anere Geschlecht als solchem, mä d'Ënnerscheeder entstinn duerch Ënnerscheeder an de Cotisatiounen, déi duerch Liewenssituatioune bedéngt sinn.

Dat wëssend a wëssend, dass et zudeem Situatioune gëtt, déi mer kennen, duerch Trennung, duerch Scheedung, musse mer den Hiewel bei eis ëmleeën a soen: Entweder beim Bestietnis oder spéitstens bei der Ënnerbriechung - deelweiser oder ganzer Ënnerbriechung - vun der Beruffstätegkeet muss gemeinsam d'Fro vun de Cotisatioune geléist ginn a mussen déi zwee eng Deelung maachen, déi gerecht ass.

Well soss gëtt et keen anere Wee, deen net an d'Assistance sociale eraféiert. Well do si mer en fait, well 30% vun deene Fraen, déi mat 60 Joer a Pensioun gi mat 40 Cotisatiounsjoren, kréien dee Complément, deen noutwendeg ass ze bezuelen, fir un d'Minimalpensioun ze kommen, déi 90% vum Mindestloun ausmécht, well se op engem niddrege Stand cotiséiert hunn, well se mat Beruffsënnerbriechunge konfrontéiert waren.

Dat kritt een nëmme geléist, à supposer, dass mer an deene Kategorien denken, wou déi Cotisatiounen iwwerhaapt kënne bezuelt ginn an de Revenu duergeet, fir dat weider ze bezuelen. Da kréie mer dat geléist, soss lande mer automatesch ëmmer an ëmmer erëm an der Assistance.

Well ech soen och, dass et net esou ass, dass de Stat eesäiteg de Mann ënnerstëtzt. Well déi Complémenten, vu wiem ginn déi bezuelt? Déi Complémenten, déi ginn net vun de Pensiounskeese bezuelt, déi gi vum Stat bezuelt iwwert d'Solidarité nationale. Dat heescht also, de Stat ass net nëmmen deen, deen iwwer seng Participatioun an de Pensiounskeesen eppes bäidréit, mä en ass och deen, deen den Niveau erophieft op d'Pension minimale.

Dofir meng Konklusioun: Kommt, mer probéieren, net ëmmer nëmmen nei Schwieregkeeten ze fannen, fir eppes, wat onperfekt ass, schlechtzerieden. Kommt, mer maachen dat elo bei der Scheedungsreform, wat machbar ass, mat deene Schéinheetsfeeler, déi et huet, a mir huelen eis de Courage, fir ze soen, dass mer bei deenen nächsten Echéancen - et steet jo och ganz kloer am Regierungsprogramm, dass mer d'Individualiséierung promouvéieren an ënnerstëtzen - do dee Choix net méi loossen, dass deen een op Käschte vun deem aneren alles kritt, an deen aneren, deen am Intérêt vun der Famill ënnerbrécht, herno eidel ausgeet.

Mir mussen allerdéngs un eppes denken: Wa mer dat dote voll duerchzéien, dat ass d'Enn vun den Hinterbliebenenrenten. Dat ass ganz kloer, well deen dote System, dee mer maachen, dee gëtt souwisou och méi deier fir de Regime. Noutgedrongenerweis gëtt e méi deier fir de Regime, well dat, wat an de Regime erakënnt, net duergeet, fir dat auszebezuelen, wat bei der Pensioun bezuelt gëtt. Dat heescht, dat gëtt

eng zousätzlech Belaaschtung vum Regime.

Et kann een net op zwee Tableaue spillen. Et kann een net soen, dass jiddwereen individuell Rechter huet an derniewent nach, wann et engem an de Krom passt, Droits dérivés. Dat ass d'Konsequenz dovun, wa mer dat dote maachen. An ech hunn heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer net esou konsequent sinn, dass, wa mer dat eent soen, mer och dat anert hannendru soen.

Ech sinn der Meenung, mir sollen et upaken, mä mir sollen dann och jiddwerengem soen, wat d'Konsequenze vum neie Regime sinn. Do gëtt et der, déi dann ofgeséchert sinn, an et gëtt der och, déi vis-à-vis vun der jëtzeger Situatioun wesentlech méi schlecht do stinn. Dat soll ee soen!

Ech si bereet, dat ze soen. An ech sinn och bereet, wann hei… Dat hei ass keng politesch Fro, dat ass eng Affär, wou mer eis an d'Ae musse kucken a soen: Si mer bereet, dat ze maachen, oder si mer net bereet, et ze maachen? D'Regierung ass bereet, dat doten ze begleeden an och de Kapp mat duerzehalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zu der Question avec débat N°16 vum Här Jean Huss iwwert d'Affär Mediator, souwéi zu der schréftlecher Fro N°1227 vum Här Jean Colombera iwwert deeselwechte Sujet. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

4. Question avec débat n°16 de M. Jean Huss relative aux suites de l'affaire Mediator

Question parlementaire n°1227 de M. Jean Colombera relative aux suites de l'affaire Mediator

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Merci, Här President. De Skandal ëm e Medikament, dat Mediator heescht, a Frankräich, e Medikament war an e sougenannten „Coupe-faim", also e Schlankheetsmëttel, do kéint ee sech jo froen: Wat huet dat mat Lëtzebuerg ze dinn, eppes wat a Frankräich leeft?

De Problem ass, datt dee Mediator, dat Medikament och hei zu Lëtzebuerg um Marché war, quitte datt et glécklecherweis hei vill manner agesat ginn ass. Et ass nëmme relativ seelen hei zu Lëtzebuerg agesat ginn, mä et hat och hei zu Lëtzebuerg eng Autorisation de mise sur le marché, an et ass agesat ginn.

De Skandal do dervun a Frankräich, dee schléit am Moment ganz héich Wellen, an zwar well a Frankräich geschätzt gëtt, datt an de leschte Joren zwësche 500 an 2.000 Leit dorunner gestuerwe sinn, duerch dat Medikament. Also net nëmme schlëmm Niewewierkungen, neen, zwësche 500 an 2.000 Leit - dat sinn d'Schätzungen - sollen dorunner gestuerwe sinn!

Dofir ass et eppes, wat jiddwereen natierlech och ugeet, well mir si jo alleguerten drun interesséiert, wa mer Medikamenter géint Krankheete kréien, datt déi Medikamenter dann net schlëmm Niewewierkungen hunn, déi esou wäit kënne féieren, datt et zum Doud kënnt.

Mir wëssen awer aus Erfahrung, an déi Eeler vun Iech kënne sech drun erënneren, datt et och am vergaangene Jorhonnert, an de 70er Jore scho grouss Skandaler ginn ass, zum Beispill de Skandal vum Contergan mat Zéngdausende vu Kanner, déi mëssgebilt op d'Welt komm sinn; de Skandal vum Distilbène, en Hormonpräparat, wat d'Frae kritt hunn, wou duerno hir Meedercher Kriibs um Col de l'utérus kritt hunn, an esou virun.

Duerno, nach viru relativ kuerzer Zäit, no 2000 - ech mengen, et war 2004 -, de Skandal vum Vioxx, engem Anti-inflammatoire, dee geschätzt zwëschen 30.000 an 140.000 Doudeger weltwäit gefuerdert huet. Dat war 2004, dat si sechs Joer hier.

Wann een d'Lëscht vun alle Medikamenter kuckt, déi awer vun den offiziellen Agencen op dem Marché zougelooss gi sinn, op Demande hi vu pharmazeutesche Firmen, an déi dann esou Problemer gemaach hunn an heefeg - entweder schonn zwee, dräi Joer duerno oder heiansdo och eréischt zéng, 20 Joer duerno - erëm hu misse vum Marché geholl gi wéinst schwéieren Niewewierkungen, déi Lëscht ass praktesch onendlech.

An de Skandal hei, bei dësem Fall hei a Frankräich, beim Mediator, ass am Fong net, datt elo ee Medikament eben do ass vun engem Laboratoire, dee Servier heescht an deen dat gemaach huet, de Skandal ass, datt esou Medikamenter an engem Land wéi Frankräich op de Marché kënne kommen, zougelooss ginn an eng Autorisation de mise sur le marché hu vun der franséischer Pharmacovigilance.

Déi Firma, déi offiziell franséisch Agence, déi heescht Afssaps an déi huet dat Medikament zougelooss gehat. An dat Medikament wier haut nach um Marché a géif wahrscheinlech weider Doudeger maachen, wann net eng courageiert Doktesch, d'Madame Irène Frachon, no enger Recherche vun annerhallwem Joer déi dote Saachen opgedeckt hätt an e Buch driwwer publizéiert gi wier, wat an de ganze franséische Medien duerno kommentéiert ginn ass a wat elo derzou gefouert huet, datt de Mediator verbuede ginn ass. Dat ass also deen ee Skandal.

Deen zweete Skandal, dat ass einfach, datt esou eng Agence dann einfach esou eng Autorisation de mise sur le marché mécht. An och do muss ee soen, datt et net eleng d'Afssaps ass, déi do en cause ass.

Fir Iech just ze soen: D'Afssaps gëtt a Frankräich zu 80% vun de Privatlaboe vun der pharmazeutescher Industrie finanzéiert, wat schonn ee Problem ass. An den zweete Problem ass, datt bei Recherchen, déi elo a Frankräich gemaach gi sinn, erausfonnt ginn ass, datt bei deene Gremien, déi zoustänneg si fir d'Autorisations de mise sur le marché, datt do vun 1.200 Experten der 800 Conflits d'intérêts évidents hu mat deene verschiddene Laboen, andeem se hirem Service déi Pëllen, déi Medikamenter um Marché genehmegen.

800 vun 200 (veuillez lire: 1.200) hunn esou Conflit-d'intérêten: Dat ass e weidere Skandal an dësem Kontext, deen iwwer Frankräich an iwwert d'Medikament Mediator erausgeet, deen einfach weist, wéi hei an Europa, wéi a Frankräich, wéi an Europa, wéi weltwäit am Fong déi Agencë praktesch hautdësdags - leider muss een dat soen - infiltréiert si vun der pharmazeutescher Industrie.

Datselwecht gëllt an den USA beispillsweis fir d'Food and Drug Administration, déi an deene leschten zéng Joer all Joer Skandaler hat vu Medikamenter, déi se zougelooss huet, déi Problemer gemaach hunn, déi herno erëm hu misse vum Marché erofgeholl ginn. Firwat? Well déi Fuerscher, déi do souzen, oder déi Dokteren, déi an deene Kommissiounen do souzen, bezuelt waren, direkt oder indirekt, vun der pharmazeutescher Industrie, vun de Laboe selwer.

Bon, dat ass also d'Situatioun, wéi se sech duerstellt.

D'Afssaps huet dunn a Frankräich - well se esou kritiséiert ginn ass - eng Flucht nach vorne ergraff. An do hu se eng Lëscht elo erausgi vu 76 Medikamenter, déi sous haute surveillance wieren, déi se also nach missten ënnersichen, fir ze kucken, wat mat deene wier. Do gëtt et eng Rei vu Kritären. Ee vun de Kritären ass, datt do Effets indésirables notéiert gi wieren an datt se dofir géifen analyséiert ginn. 31 dovunner sinn och um Lëtzebuerger Marché vertrueden.

Dat heescht elo net, datt dat alleguerte gefëierlech Medikamenter automatesch sinn...

M. le Président.- Här Huss, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Ech kommen och elo zum Schluss.

Dat heescht, déi Medikamenter mussen awer elo ënnersicht ginn. Eng Partie sinn um Lëtzebuerger Marché, an déi Froen, déi ech un de Minister hunn, sinn am Fong Folgendes:

Éischtens: Vis-à-vis vun deene Révélatiounen a vis-à-vis vun deene vill méi grousse Révélatiounen iwwer all déi Zesummenhäng vun der Pharmaindustrie a vun de Laboen a vun den offiziellen Agencen - och zum Beispill der EMEA, der europäescher Agence -, ass d'Meenung vum Minister net, datt een do vill méi streng misst virgoen, fir d'Sécherheet vun de Medikamenter an doduerch och d'Sécherheet vun der Gesondheet vun de Leit ze assuréieren?

Ech hunn eng aner Fro gestallt, dat ass déi zweet Fro: Misst een déi Medikamenter net vum Marché zéien, ewechhuelen?

Ech hat déi Fro gestallt, ier ech d'Lëscht gesinn hat vun de Medikamenter, sou datt déi Fro sech am Fong haut eriwwregt. Eng Partie wäerte vum Marché gezu ginn, net vill, mä eng Partie wäerte vum Marché geholl ginn.

Et sinn och aner Medikamenter problematesch, déi net op der Afssaps-Lëscht drop sinn, déi awer missten a mengen Ae vum Marché geholl ginn. Mä virun allem: Misst net d'Pharmacovigilance, dat heescht do engersäits d'Autorisation de mise sur le marché, an op där anerer Säit de Contrôle herno vun den Effets indésirables, missten déi net vill méi effikass kontrolléiert ginn, engersäits duerch d'EMEA?

An, Här Minister, ech géif Iech direkt meng Zousazfro och derbäistellen: Kéint Dir eis beispillsweis Resultater vun enger Enquête ginn, wien an der EMEA sëtzt?

M. le Président.- Dir musst awer elo schnell a sécher zum Schluss kommen, Här....

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Ech sinn am leschte Saz, ech sinn am leschte Saz, Här President!

Kënnt Der eis d'Resultater gi vun enger Enquête, déi seet, wien an der EMEA sëtzt? Wat fir eng Expertë sëtzen do a wat fir eng Conflits d'intérêts éventuels hu se mat wat fir enge Laboratoiren a mat wat fir enge pharmazeutesche Firmen?

Well d'Afssaps ass ee Beispill, ee schlecht Beispill, mä et géif mech awer och nach interesséieren, wie bei der EMEA dann do vläicht ähnlech Conflits d'intérêts hätt.

M. le Président.- Merci dem Här Huss. An elo kritt d'Wuert den Här Jean Colombera.

Une voix.- Do ass net méi vill ze soen, Här President.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dat stëmmt!

Här President, Här Minister, déi ganz Problematik läit do, dass d'Medikamenter, déi haut op de Maart kommen, sech musse finanziell rentéieren an dass keng Experimentatioun oder keng genügend Experimentatioun méi gemaach gëtt.

Ech wëll Iech gär drun erënneren: Bei der Schwéngsgripp d'lescht Joer hat ech Iech ee Beipackziedel hei gewisen iwwert d'Niewewierkunge vun der normaler Gripp, an do hutt Der e bëssen do de Geck mat mir gemaach a gesot, dat wieren awer net déiselwecht Niewewierkunge wéi bei der Schwéngsgripp. An ee Mount duerno, wéi d'Impfung géint Schwéngsgripp erauskomm ass, do huet sech awer gewisen, dass et „copy/paste" wier; dat heescht, déiselwecht Niewewierkunge stoungen och dee Moment um Beipackziedel vun der Schwéngsgripp.

An dat ass ganz logesch, Här Minister, well d'Schwéngsgripp ass den éischten Dag komm, den zweeten Dag ass d'Impfung gemaach ginn an den drëtten Dag war se schonn ënnert de Leit.

Do gesitt Der, wéi do d'Experimentatioun gemaach gëtt. An déi Medikamenter, alleguer déi nei Medikamenter ginn op Basis vu finanzielle Considératioune bei de Leit ausprobéiert. Dofir däerf ee sech net wonneren...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, a wat fir enger Prozedur si mer, wann ech gelift?

(Interruption)

M. le Président.- Neen, mä Här Fayot, mir sinn hei an enger klassescher Prozedur. Wann en Deputéierten eng Question avec débat stellt, déi nach net beäntwert ass, an et ass och nach eng Question normale écrite vun engem aneren Deputéierten iwwert deeselwechte Sujet, da ginn déi zwou zesummen hei am Plenum behandelt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat steet awer net op onsem Ordre du jour!

M. le Président.- Dach, d'Question avec débat steet um Ordre du jour, Här Fayot!

Une voix.- Jo, awer de Rescht net.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Awer net d'Interventioun vum Här Colombera!

M. le Président.- Jo, den Här Colombera huet eng schréftlech Fro zum selwechte Sujet gestallt wéi den Här Huss, an da ginn déi zwou Froe laut enger Décisioun, déi scho viregt Conférence-des-Présidentsë geholl hunn, ëmmer zesummen hei am Plenum behandelt.

Une voix.- Dir sidd geschwënn eleng heibannen, Här President!

M. le Président.- Här Colombera, fuert Dir virun!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, elo hunn ech de Fuedem verluer, mä et ass jo egal...

(Hilarité et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bon, Här Fayot, dat war Är Absicht bestëmmt.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Minister, Dir wäert elo hei soen, dass Der dee Phenomeen am Gréff hutt, dass Är Agence hei a Lëtzebuerg, dass Äre Ministère dat alles novollzitt, dass e kuckt am Ausland, wéi dann déi verschidden Agencen dat do handhaben.

Mä ech wëll Iech soen, d'lescht Joer si Medikamenter hei vum Maart gezu ginn - dat war de Raptiva -, do hat d'EMEA gesot, dat Medikament ass geféierlech, an d'Afssaps huet just de Contraire behaapt. Do gesitt Der, dass et ganz schwéier ass, Här Minister, fir dann dee Moment ze décidéieren, wat richteg a wat net richteg ass.

Dofir meng Propos, déi ech Iech wëll maachen. Mir hunn hei am Lëtzebuerger Land vill ze vill Medikamenter. Vu dass an deenen 31 Medikamenter, déi vun der Afssaps do ugi sinn, dass se gefëierlech sinn, sechs Medikamenter sinn, déi kéinte potenziell Kriibs ausléisen, an ech mengen, vu dass mir och hei am Land iwwer 8.000 Medikamenter hunn, wier et kee Feeler, wa mer géife wéinstens déi 31 Medikamenter op Stand-by setzen an de Moment ofwaarden, wat a sechs Méint oder an aacht Méint geschitt. Wa sech dann erausstellt, dass déi Medikamenter gefëierlech sinn, mengen ech, hu mer dann de Leit dobaussen e ganz groussen Déngscht geleescht.

Anerefalls, wa mer déi Medikamenter weider erlaben, wann dann dee Moment dat Medikament vum Maart gezu gëtt, da si mer an där Situatioun, dass mer eis de Reproche musse maachen, dass mer net de Principe de précaution ugewannt hunn.

Dofir, Här Minister, meng konkret Fro ass déi heiten: Sidd Dir gär bereet, fir déi ganz Medikamenter, déi mir hei a Lëtzebuerg hunn, nach eng Kéier alleguerten duerchzekucken, wat fir eng dass mir iwwerhaapt hei gebrauchen, nach solle gebrauchen, vu alleguerten déi Contre-indicatiounen, déi do sinn?

A sidd Dir bereet, fir nom Principe de précaution déi 31 Medikamenter wéinstens op eng Lëscht ze setzen, wou ee ka soen, herno no sechs Méint: „Okay, mir hunn dat Bescht gemaach!"?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister Mars di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn effektiv an e bëssen enger spezieller Prozedur hei, emol net, well zwee Deputéierter opgrond vun der Ufro vum Jean Huss déiselwecht Fro stellen, mä well se mer, zumindest ee vun deenen zwee, eng komplett aner Fro hei stelle wéi déi, déi se mer schréftlech gestallt hunn, a well - an dat soen ech emol hei - déi Panikmaach, déi an der schréftlecher Fro vum Här Colombera erauskomm ass, gradesou ze hannerfroen ass wéi déi

Prozedur, déi d'Afssaps mat deene 77 Medikamenter hei gemaach huet.

An ech sinn duerfir dankbar, dass de Jean Huss bei sengem Sujet bliwwen ass, deen effektiv ee ganz wichtegen ass.

An ech kommen op dat. Vu dass et e ganz sensibelen Thema ass, wëll ech insistéieren, dass ee mat deem sensibelen Thema hei net Schaumschléierei däerf maachen.

Wat ass geschitt? A Frankräich kennt Der déi Problemer, déi mam Mediator entstane sinn. Et si ganz grave Problemer de Santé publique, an déi franséisch Autoritéite si ganz hefteg attackéiert ginn, a wann een attackéiert gëtt, da mécht een heiansdo d'Flucht no vir. An dat genee ass dat, wat déi franséisch Autoritéite mat deene 77 Medikamenter hei gemaach hunn; 77 Medikamenter, wou se soen, déi sinn ënner Surveillance rapprochée, fir de Patient, fir d'Leit am eegene Land ze rassuréieren.

Or, et muss ee wëssen, dass déi 77 Medikamenter, déi hei opgelëscht sinn, net vun haut op muer ënner Surveillance rapprochée komm sinn, mä zum Deel iwwer Joren ënner Surveillance sinn; eenzel Medikamenter eréischt gëschter zougelooss gi sinn an ënner Surveillance stinn, an net ënner Surveillance rapprochée vun der Afssaps, also der franséischer Autoritéit, eleng, mä ënner Surveillance rapprochée och vun der Agence européenne du médicament a selbstverständlech och vun deenen eenzelnen nationalen Autoritéiten.

Hei ass de Leit Sand an d'Ae gestreet ginn. An ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, fir dat kloer ze illustréieren.

Well, an dat muss ee sech emol virstellen, d'Afssaps seet jo implizit, dat hei si geféierlech Medikamenter - soll gemengt ginn. An d'Reaktioun vun der Afssaps gëtt duergestallt, wéi wa se proaktiv potenziell Risiken am A géif behalen. Se schreift awer an der Duerstellung vun der Lëscht Folgendes: «Ces médicaments bénéficient d'une autorisation de mise sur le marché: le bénéfice qu'ils apportent aux patients dans leurs indications thérapeutiques est donc jugé plus important que le risque lié à son utilisation, car c'est le critère essentiel permettant la délivrance et le maintien de l'autorisation de mise sur le marché.»

Dann: «Aussi, la présence d'un médicament sur cette liste est-elle une garantie pour les patients. Cela signifie qu'il existe une surveillance particulièrement proactive de ce médicament, et que les mesures adaptées seront prises si nécessaire. Cela ne doit en aucun cas conduire les patients à qui il a été prescrit un des médicaments à l'interrompre sans avoir préalablement pris conseil auprès de leur pharmacien et/ou consulté leur médecin.»

Wat heescht dat hei? Dat si Medikamenter, déi iwwerwaacht ginn op Niewewierkungen, op Effets indésirables. Net méi. An da ginn d'Patiente rassuréiert: „Maacht Iech keng Suergen, déi, déi op där Lëscht hei sinn, do ass de Risque, dass Zwëschefäll entstinn, méi kleng, wéi d'Wierkung vun de Medikamenter de Patienten u Positivem bréngt."

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren - a mir hunn dat x-mol gemaach: Insgesamt ass e Medikament keng Kamell. E Medikament gëtt entwéckelt, huet eng Proufzäit, gëtt op de Maart bruecht, kritt eng Autorisation de mise sur le marché, entweder europäesch oder an deenen eenzelne Länner, déi dann an deenen eenzelne Länner iwwerholl gëtt. An da gëtt et iwwerwaacht, well et en neit Medikament ass. A wann et al Medikamenter sinn, déi, wa se ze vill ageholl ginn oder falsch ageholl ginn, zu Komplikatioune féieren, da gi se och iwwerwaacht. Dat ass déi normaalste Prozedur, déi et gëtt.

A wann een déi Lëscht dann hei genee nokuckt… Et ass jo gesot gi vum Här Colombera, mir solle virsuerglech 31 Medikamenter vum Maart huelen - 31 Medikamenter vum Maart! -, wou der derbäi sinn, wou et keng Alternativ gëtt. Wa mer se vum Maart huelen, da musse mer deene soen, déi déi Medikamenter brauchen…

M. Jean Colombera *(ADR).*- Welch dann, Här Minister?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …oder verschriwwe kréien,…

Lauschtert mer no! Wann Der Iech e bësse méi Méi ginn hätt, fir dat doten ze kucken, dann hätt Der als Dokter net esou eng stupid Fro gestallt - wollt ech Iech just soen!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Oh, Här Di Bartolomeo, dat do ass awer staark, dat doten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Neen, neen, neen, neen, also, ech soen Iech…

M. Jean Colombera *(ADR).*- Sot mir, welch Medikamenter do net richteg sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech soen Iech, wat Dir hei gefrot hutt. Dir hutt gefrot, wat net eng Afssaps iwwerhaapt envisagéiert huet. Dir hutt mech gefrot, mir missten déi dote Medikamenter virsuerglech vum Maart zéien.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- A wann ech dat net géif maachen, da géif ech responsabel ginn, wann iergendeng Kéier Komplikatioune géifen optrieden, well ech se net vum Maart geholl hunn.

Mat wat fir engen Argumenter géif een e Medikament vum Maart huelen, dat eng Autorisation de mise sur le marché huet? Dat zënter Joren iwwerwaacht gëtt? An dat eenzegt Medikament, wëll ech Iech soen, wat d'Fransousen envisagéieren, fir den 1. Mäerz vum Maart ze huelen, dat ass e Medikament, dat hei zu Lëtzebuerg als Drog agestuuft ass an dat nëmme verschriwwe ka ginn op deene Fichen, déi noutwendeg sinn, fir där doter Substanzen ze verschreiwen.

Dofir bieden ech drëm, an ech mengen, et däerf een hei d'Patienten net veronsécheren. Et muss een hinne roden, d'Medikamenter esou ze huelen, wéi se verschriwwe ginn, wéi se indizéiert sinn, dass se sech op de Rot vun hirem Dokter solle verloossen, an dass se wann ech gelift net ierzeféiere sinn.

Ech wollt Iech just soen, dass Lëtzebuerg iwwregens net an där Situatioun ass, dass mer eng Agence hunn, déi iwwer Redevancë vun der Pharmaindustrie géif bezuelt ginn. Bei eis ass fir d'Pharmacovigilance a fir d'Zouloossung de Ministère zoustänneg, d'Division de la Pharmacie, an déi Suen, déi erakommen, déi ginn direkt an de Budget, an de Statsbudget eran. Dat heescht, do ass net d'Gefor, dass Leit domat sech seenen oder domat beaflosst ginn. Do ass d'Indépendance garantéiert.

Ech wëll och soen, dass déi Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg op de Maart kommen, vu bausse kommen - de Gros aus der Belsch, e klengen Deel aus Frankräich -, sou dass mer drop ugewise sinn, bei der Pharmacovigilance a bei der Iwwerwaachung mat deene Länner zesummenzeschaffen. A bei den Effets indésirables schaffe mer ganz enk mat der franséischer Agence, net mat der Afssaps, mä mat der franséischer Agence, déi dofir zoustänneg ass, zesummen.

Ech kommen zur Konklusioun, well ech net ze vill wëll iwwerdreiwen. Et sinn zwou Froe gewiescht. Den Här President war gentil genuch, dass ech och op zwou Froen däerf äntwerten.

Als Konklusioun wëll ech soen, dass mer, wann esou Problemer optauchen, déi selbstverständlech opmierksam suivéieren; dass mer, wann an iergendengem vun eise Partnerlänner eent vun de Medikamenter, déi sous surveillance rapprochée sinn, zréckgezu gëtt, dat da suivéieren. Mir suivéieren ëmmer déi Autoritéit, déi am strengsten ass. Dat heescht, net déi, déi am grousszügegsten ëmgeet. Mä wann an engem Land - huele mer u Frankräich - ee Medikament vum Maart gezu gëtt, da suivéiere mer a mir zéien et och vum Maart.

Dat heescht also, de Principe de précaution gëtt hei respektéiert. Et deet mir leed, dass, wann e Land, an dësem Fall Frankräich, duerch ee Medikament a Bedrängnis geroden ass, dann all Discernement verluer geet an dass hei awer eng onnéideg Panikmaach gemaach gëtt.

A wann een nogefrot hätt, wat et genee mat där Lëscht op sech hätt, dann hätt een esou nuancéiert Froe gestallt wéi den Här Huss, deem ech ka soen, dass mir selbstverständlech fir méi e strengen Ëmgank sinn, wat d'Intérêten oder Interessekonflikter an deenen héijen Autoritéiten ugeet, dass mir eent vun deene Länner sinn, déi sech am heftegsten dergéint gewiert hunn, dass d'Pharmaindustrie och dierft d'Informatioun vum Patient - iwwert dat, wat an den Noten dran ass - erausginn.

Do waren eng ganz Rei vu Länner, déi gesot hunn: „Majo, déi wëssen et, déi kennen et jo am beschten, also kënne se de Patient och am beschten informéieren." An dass mir och zu deene gehéieren, déi soen, dass d'Pharmaindustrie wann ech gelift an Zukunft méi Sue soll an d'Fuerschung, an d'Entwécklung, an d'Sécherheet vum Medikament investéieren, amplaz a Reesender, déi vun engem Dokteschcabinet an deen aneren Dokteschcabinet ginn, fir d'Prescripteuren ze iwwerzeegen, fir esou vill wéi méiglech vun hirem Medikament ze verschreiwen.

An - dat ass dee leschte Saz - mir wäerten an deenen nächste Wochen eng Rei vu Campagnë maachen, wou mer géint den iwwerméissege Konsum vu Schlofmëttelen zum Beispill wäerten informéieren. Stilnoct ass iwwregens och eent, dat ënner Surveillance rapprochée ass a wou ech nëmme kann dovir warnen, dass een dat wéi mat engem Bagger eragehäit.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. An domadder si mer um Enn vun deenen zwou Froen. Mir kommen elo zum Projet de loi 6219, engem Accord tëschent de Vereenegte State vun Amerika an der Europäescher Unioun iwwert de Fluchtransport.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Eugène Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. 6219 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 24 juin 2010 modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene spannenden Debatte komme mer dann elo erëm e bësse méi op terre à terre zréck. Dat Gesetz 6219 ass en Accord international, dee geholl gëtt. Dat ass den Accord, deen den 12. November 2010 vum Ausseminister ënnerschriwwe ginn ass. Et ass eng Fortsetzung vun engem Projet, wou mer schonn den 28. November 2009 heibannen déi éischte Kéier gestëmmt hunn. Et ass en Accord tëschent der Europäescher Kommissioun (veuillez lire: Unioun), hire Memberlänner an de Vereenegte State vun Amerika.

Fir Lëtzebuerg ass dodra wichteg ze soen, dass dat mat sech bréngt, dass vill nei Relatioune fir eis Fluchgesellschaften entstinn, déi mat Amerika Kontakt hunn, dass déi do vill méi Commerce kënne bedreiwen, an dass een awer och muss ënnersträichen, dass et an deem Ganzen och elo an Zukunft méiglech ass, dass an Amerika méi héicht Kapital wéi 25% vun engem Auslänner ka geholl ginn.

Deen eenzegen Artikel, firwat et e verfassungsméissege Vote ass: well mer Droit national un d'Europäesch Kommissioun oftrieden. Dofir musse mer och, wéi de Statsrot et soulignéiert huet, heibannen e verfassungsméissege Vote huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat war et. Et wier eng gutt Saach, wann Der dee géift ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Dat war äusserst komplett. Esou komplett, datt den Här Berger net méi brauch ze intervenéieren. Den zoustännege Minister brauch dat och net méi ze maachen. Duerfir géif ech proposéieren, datt mer direkt géifen iwwert de Projet ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Et gëtt keng Votes par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6219 ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, MM. Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler et Raymond Weydert;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Paul Helminger, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann hu mer elo als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour de Projet de loi 6195 iwwert de Stroosseverkéier. Hei ass och d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Hei huet sech och just als eenzege Riedner den Här Eugène Berger agedroen. An och hei huet d'Wuert elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6. 6195 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, do ass nach just virun de Wahlen 2009 e Gesetz gestëmmt ginn an do hate mer e Feeler mat dran, deen do vum deemolegen Transportminister… an am Transportministère ass dee Feeler eragerutscht. Den neien Transportminister proposéiert, dat erëm ze änneren. Et ass just eng Erreur matérielle.

(Hilarité)

Dofir géif ech Iech och bieden - et ass just eng Erreur matérielle, déi eis do geschitt war bei engem Gesetz -, dass mer dat och elo…

(Interruption)

Do war eng Erreur matérielle a mir missten déi riichtbéien, fir dass dat och erëm alles ka lafen, getrei dem Gesetz vun 1955. Dofir bieden ech ëm…

Une voix.- Verhaalt dat.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …d'Zoustëmmung vun der Chamber.

Merci.

M. le Président.- Den Här Spautz war méi wéi komplett. Mir kommen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6195 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6195 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Louis Schiltz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Lydie Polfer), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 8., 9. an 10. Mäerz. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

SÉANCE 25

MARDI, 8 MARS 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique»), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2010) 799) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote (résolution adoptée)*

3. Rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. Hommage à M. Jean-Louis Schiltz
- *M. le Président*

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Diane Adehm
- *M. le Président*
- *Interruption de la séance publique de 15.09 à 15.19 heures*
- *Mme Vera Spautz*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Christine Doerner*
- *Prestation de serment et discours de Mme Diane Adehm*

7. Composition du Bureau
- *M. le Président*

8. Composition de la Conférence des Présidents
- *M. le Président*

9. Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

10. Ordre du jour (suite)
- *M. Xavier Bettel, M. Lucien Thiel*

11. Question urgente n°1297 de M. Xavier Bettel relative aux sanctions à l'encontre du Colonel Kadhafi et de ses proches
- *M. Xavier Bettel - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

12. Heure de questions au Gouvernement

Question n°103 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux prix des taxis, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Marc Angel (interrompu par M. Xavier Bettel) - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (interrompu par M. François Bausch)*
- *M. François Bausch (parole pour fait personnel), M. Jeannot Krecké*

Question n°104 du 4 mars 2011 de M. André Bauler relative au futur site du Nordstad-Lycée, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. André Bauler - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°105 du 7 mars 2011 de M. Roger Negri relative aux mesures visant à inclure sur le marché de l'emploi les élèves ayant quitté l'école sans diplôme, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- *M. Roger Negri - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question n°106 du 8 mars 2011 de M. Claude Adam relative à la nomenclature des différents cycles de l'école fondamentale, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°107 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux dangers des pointeurs laser pour les différents modes de transport et les sanctions éventuelles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Marc Angel - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°108 du 8 mars 2011 de M. Gast Gibéryen relative aux prix élevés des carburants, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Gast Gibéryen - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Question n°109 du 8 mars 2011 de M. André Hoffmann relative à la législation nationale concernant les sanctions envers des pays tiers, notamment en ce qui concerne les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. André Hoffmann - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

13. Débat d'orientation sur la gouvernance économique au sein de l'UE et sur le pacte de convergence et de compétitivité projeté
- *Exposé: M. Lucien Lux*
- *Débat: M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch, M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motion 1: M. Jean-Claude Juncker, M. François Bausch (motion 1 renvoyée à la Commission des Finances et du Budget)*

14. 6182 - Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

15. 6194 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine, signée à Alcalá de Henares, le 13 mai 2010
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Et goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: den 9. Februar vum Innenminister de Projet de loi 6245 iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen; de Projet de loi 6246 iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Biermereng, Schengen a Wellenschten; de Projet de loi 6247 iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Konstem, Houschent an Housen an de Projet de loi 6248 iwwert d'Fusioun vun de Gemengen Niderkäerjeng a Kënzeg;…

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- …de 14. Februar vum Justizminister de Projet de loi 6250 iwwert de Principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve; deeselwechten Dag vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6251 iwwert déi néideg Ännerungen, fir d'Evaluatioun vu Kanner, déi spezifesch schoulesch Hëllefe brauchen, ze erméiglechen; och deeselwechten Dag vum Minister fir de Wunnengsbau de Projet de loi 6252 iwwert d'Wunnbäihëllefen; den 22.

Februar vum Justizminister de Projet de loi 6254 iwwert d'Organisation vun de Juridictions d'ordre administratif.

Communications du Président - séance publique du 8 mars 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6245** - Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

***6246** - Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

***6247** - Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

***6248** - Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

***6250** - Projet de loi 1) relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve et 2) portant modification du Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 14.02.2011

***6251** - Projet de loi portant sur les aménagements raisonnables permettant une évaluation et une certification adaptées aux élèves à besoins éducatifs particuliers de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique rendant possible l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 14.02.2011

***6252** - Projet de loi introduisant une allocation de logement et une allocation de loyer et portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 14.02.2011

***6254** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions d'ordre administratif*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.02.2011

***6255** - Projet de loi relatif à la Bibliothèque universitaire à Belval*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.02.2011

***6256** - Projet de loi relatif à la réalisation des aménagements urbains de la Cité des Sciences à Belval*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.02.2011

***6257** - Projet de loi portant*

1. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 25 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et/ou d'un certain autre impôt, signée à Luxembourg le 5 mars 1992;

2. approbation de l'Avenant et du Protocole additionnel, signés à Lisbonne, le 7 septembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles le 25 mai 1999;

3. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Hong Kong, le 11 novembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong le 2 novembre 2007;

4. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 septembre 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Stockholm le 14 octobre 1996;

5. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Rome, le 18 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 27 mars 2006;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Barbade tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, ainsi que l'échange de lettres y relatif, signés à Londres le 1er décembre 2009;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Panama tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 7 octobre 2010;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 02.03.2011

***6258** - Projet de loi portant approbation*

- de la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-onzième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close, le 19 juin 2003, et

- de la Convention du travail maritime, adoptée par la Conférence internationale du Travail (maritime) à sa quatre-vingt-quatorzième session, qui s'est tenue à Genève le 7 février 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.03.2011

3) Le 11 février 2011 s'est tenue à Budapest la réunion des Présidents des délégations de la COSAC. La Chambre y était représentée par M. Fernand Boden.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique»), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2010) 799) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum Méindeg, de 7. Mäerz 2011 huet d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrarkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Organisatioun vun den Agrarmäert. D'Agrarkommissioun ass zur Konklusioun komm, datt een Artikel vun deem geplangte Reglement a Kontradiktioun zum Subsidiaritéitsprinzip steet.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Agrarkommissioun läit Iech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique»), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2010) 799) et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté, lors de sa réunion du 7 mars 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée,

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural après avoir procédé à l'analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique») avec le principe de la subsidiarité, exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

Observations préliminaires

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural constate que le règlement (CE) 1234/2007 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique») doit être adapté suite à la mise en place du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment des articles 290 et 291 du TFUE.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que l'alignement de la législation européenne au traité de Lisbonne doit être basé sur l'assurance d'une stabilité législative suffisante et adéquate.

La Commission parlementaire souligne que le choix du recours aux actes délégués (article 290 du TFUE) doit se faire de façon prudente et doit être réservé à des cas précis et limités. Or, de manière générale, la proposition prévoit un nombre excessif d'actes délégués qui, de surcroît, ne sont pas suffisamment définis quant à leurs objectifs, leur contenu et leur portée.

La Commission parlementaire critique ainsi l'emploi de la formulation «...la Commission peut adopter, au moyen d'actes délégués...» comme pas assez précise, de sorte que des contradictions juridiques pourraient être générées.

Par ailleurs, une très large partie de ces actes sont d'ordre technique et visent une mise en œuvre uniforme de la législation sur le territoire de l'Union européenne.

En principe, une très grande partie des dispositions et mesures visées devraient donc pouvoir être décidées au moyen d'actes d'exécution, et non pas par actes délégués.

Il convient également de souligner que, pour assurer aux actes délégués la qualité et l'applicabilité nécessaires, les experts des États membres doivent être consultés en temps utile et leur avis devra être dûment pris en compte par la Commission européenne.

En effet, la mise en œuvre de l'OCM unique se base actuellement sur une collaboration étroite avec les États membres, qui sont représentés par des experts nationaux notamment au sein du comité de gestion «OCM unique».

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que l'adaptation proposée, déléguant un pouvoir aussi large à la Commission européenne, diminuera gravement la faculté des États membres de participer activement dans le processus décisionnel, de sorte que l'expertise différenciée, acquise dans les États membres au niveau régional et qui est essentielle pour application adéquate de toute législation dans le domaine de l'organisation commune des marchés, ne pourra plus être prise en compte.

Examen de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement avec le principe de subsidiarité

Dans la proposition de la Commission européenne, certains éléments de l'annexe V ont été supprimés, rendant la Commission seul compétente en la matière par la voie de l'adoption des mesures en questions par actes délégués.

Ainsi, l'actuelle annexe V.A.III du règlement 1234/2007 OCM unique dispose de manière générale et non conditionnelle que l'État membre puisse subdiviser les classes pour les carcasses de bovins en trois sous-classes. La proposition de la Commission européenne supprime cette disposition générale et prévoit dans l'article 35.3.a) de sa proposition de l'autoriser par actes délégués.

L'annexe V.A.IV du même règlement dispose de manière générale et non conditionnelle que l'État membre puisse permettre une présentation différente des carcasses de bovins pour le besoin de statistiques de prix. La proposition de la Commission supprime cette disposition générale et prévoit dans son article 35.3.b) de l'autoriser par actes délégués.

Dans le même ordre d'idée, l'annexe V.B.III du règlement 1234/2007 dispose de manière générale et non conditionnelle que l'État membre puisse permettre une présentation différente des carcasses de porcs selon certaines conditions. La proposition de la Commission supprime cette disposition générale et prévoit de l'autoriser par actes délégués dans l'article 35.3.d) i) de la proposition.

Pareillement, l'annexe V.C.IV dispose de manière générale et non conditionnelle que l'État membre puisse permettre une présentation différente des carcasses d'ovins selon certaines conditions. La proposition de la Commission supprime cette disposition générale et prévoit de l'autoriser par actes délégués dans l'article 35.3.d) ii) de la proposition.

Ces quatre dispositions ne respectent pas le statu quo politique, suppriment certaines compétences des États membres et enfreignent au principe de subsidiarité. Le cadre d'un simple alignement au TFUE est également largement dépassé.

Les articles 35.3.a), 35.3.b), 35.3.d) i) et 35.3.d) ii) doivent être supprimés et les annexes V.A.lll; V.A.IV; V.B.III; V.C.IV doivent être reformulées conformément au texte initial du règlement 1234/2007.

Conclusion

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique») tend à affaiblir la position des États membres dans le processus décisionnel. Elle attribue à la Commission européenne un trop large pouvoir d'adopter des actes délégués et comporte un certain nombre de dispositions qui sont incompatibles avec le principe de subsidiarité.»

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen, Carlo Wagner.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt esou de Fall ze sinn. Wien da mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl. Ech soen Iech Merci an ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

Une voix.- Très bien!

3. Rôle des affaires de la Chambre des Députés

M. le Président.- Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, den

4286 *- Projet de loi relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente*

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 1. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hëlt d'Chamber en neie Member op. Dann hu mer eng Froestonn un d'Regierung; dann eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Gouvernance économique an der EU an iwwert de Konvergenz- a Kompetitivitéitspakt nom Modell 1; dann de Projet de loi 6182 iwwert d'Ierfschaftsrecht nom Basismodell; dann de Projet de loi 6194, eng Konventioun mat Argentinien iwwert d'Sécurité sociale, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt eng Orientéierungsdebatt iwwert de Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie Europe 2020 nom Modell 2, an duerno eng Aktualitéitsstonn vun der DP iwwert d'Aide à l'enfance.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. Hommage à M. Jean-Louis Schiltz

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den 1. Mäerz huet den Här Jean-Louis Schiltz seng Demissioun als Deputéierten an deemno och als Fraktiounspresident eragereecht, wat mat sech bréngt, datt mer haut de Mëtteg d'Madame Diane Adehm vereedege wäerten, déi säi Mandat iwwerhëlt.

Ier mer dozou kommen, wéilt ech awer net mëssen, fir dem Här Jean-Louis Schiltz, deen d'Décisioun vu sengem Récktrëtt aus perséinleche Grënn geholl huet,…

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha général)

M. le Président.- …vun hei aus villmools Merci ze soe fir den Engagement, deen hien an dëser Legislaturperiod hei an der Chamber gewisen huet.

A senger Zäit hei um Krautmaart huet hien niewent sengen Aktivitéiten als Fraktiounspresident sech virun allem mat de juristeschen a reglementareschen Themeberäicher beschäftegt. Hie war awer och an der aussepolitescher Kommissioun besonnesch aktiv, wat de Volet Défense ugeet.

Et war dann och dem Matwierke vum Här Jean-Louis Schiltz ze verdanken, datt mir am Bureau an an der Conférence des Présidents Projete konnte realiséieren, déi zu méi Transparenz vun eiser Institutioun bäigedroen hunn. Ech denken hei notamment un d'Veröffentlechung vun de Procès-verbalen oder d'Deklaratioun vun den Deputéierten.

A senger neier Liewensplanung wëll ech him op jidde Fall vun hei aus nach vill Erfolleg a Satisfaktioun wënschen.

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Diane Adehm

Mir huelen haut en neie Member an der Chamber op. A sengem Bréif vum 28. Februar 2011 huet den Här Jean-Louis Schiltz matgedeelt, datt hie vum 1. Mäerz dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 1. Mäerz 2011 hunn ech mech also un d'Madame Diane Adehm vum Houwald gewannt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. An hirem Bréif vun deemselwechten Dag huet d'Madame Diane Adehm matgedeelt, datt si bereet ass, d'Mandat vum Här Jean-Louis Schiltz weiderzeféieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Am Artikel 3, Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

(Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification)

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Spautz,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …d'Madame Spautz,…

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha général)

M. le Président.- …d'Madame Doerner, den Här Clement, den Här Klein, den Här Huss…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …an den Här Eischen.

D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: d'Madame Christine Doerner, den Här Clement, den Här Klein, den Här Huss, den Här Spautz, d'Madame Spautz an den Här Eischen.

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat d'Madame Diane Adehm betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.09 à 15.19 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer grad konstituéiert hunn, déi honorabel Madame Vera Spautz.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Clement, d'Madame Doerner, den Här Eischen, den Här Huss, den Här Klein, den Här Spautz an d'Madame Spautz.

(Hilarité)

D'Madame Doerner gouf zur Rapportrice an ech selwer zur Presidentin vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden Iech deemno, elo der Rapportrice d'Wuert ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Presidentin. An d'Wuert kritt dann elo effektiv d'Madame Rapportrice, déi honorabel Madame Christine Doerner.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Mesdames, Messieurs, la commission ad hoc m'a chargée de faire le rapport suivant:

Par lettre du 28 février 2011, M. Jean-Louis Schiltz a informé le Président de la Chambre qu'il renonce à son mandat de député avec effet au 1er mars 2011.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 9 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès et pour toute autre cause. Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 1er mars 2011, M. le Président Laurent Mosar s'est donc adressé à Mme Diane Adehm, premier suppléant sur la liste du Parti chrétien-social pour la circonscription du Centre. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent. Les élections législatives du 7 juin 2009 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 8 juillet 2009. Des procès-verbaux des résultats des prédites élections, il résulte que Mme Diane Adehm, demeurant à Howald, est effectivement le prochain suppléant sur la liste du Parti chrétien-social dans la circonscription du Centre et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de M. Jean-Louis Schiltz.

Par lettre du 1er mars 2011, Mme Diane Adehm a fait savoir au Président de la Chambre qu'elle accepte de continuer le mandat de M. Jean-Louis Schiltz.

La commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Mme Diane Adehm et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la commission est déposé sur le bureau.

M. le Président.- De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Gesetzgebung an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann d'Madame Diane Adehm den Här Jean-Louis Schiltz ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech géif Iech da bieden, wann ech gelift, d'Madame Diane Adehm erakommen ze loossen.

Prestation de serment de Mme Diane Adehm

Madame Adehm, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, sou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot mer no: «Je le jure.»

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madame Diane Adehm. Madame Adehm, Dir sidd elo Member vun der Chamber. Meng Félicitatiounen! Ech ginn Iech direkt d'Wuert.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir mech eng grouss Éier, fir grad haut um internationale Fraendag, deen och nach säin honnertste Gebuertsdag feiert, als nei Deputéiert an dësem héijen Haus däerfen d'Wuert ze ergräifen.

Als dräizéngte weibleche Member vun der Chamber wënschen ech mir, dass an Zukunft nach méi Fraen de Courage hunn, fir an dësem Haus Verantwortung ze iwwerhuelen.

Erlaabt mer, och dem Jean-Louis Schiltz e puer Wuert vu Merci auszedrécken. Hien huet als Minister vill erreecht, sief et an der Kooperatioun oder am Beräich vun de Kommunikatiounen. Och seng Aarbecht als Fraktiounschef huet hie mat vill Engagement gemaach. Ech wënschen dem Jean-Louis bonne Chance op sengem neie Wee!

Als fréier Mataarbechterin vun der Cour des Comptes stinn natierlech d'öffentlech Finanze fir mech am Vierdergrond. Ech hu mech an de leschte Joren haaptsächlech mat de Recetten an den Dépensë vum Stat beschäftegt souwéi mat der bonne Gestion financière vun den öffentleche Gelder.

Mir sollen d'Gelder geziilt do ausginn, wou se am meeschte gebraucht ginn. D'Statskontabilitéit soll méi resultatgebonne ginn. Fir déi verschidden Ausgabe sollen Objektiver definéiert ginn, déi dës Ausgaben erreeche sollen. An et sollen Indicateuren erstallt ginn, fir ze moossen, ob d'Objektiver erreecht goufen. Duerch dës Mesurë kéint d'Effikassitéit vun den öffentlechen Ausgabe wesentlech gesteigert ginn.

Als nei Deputéiert wäert ech mech fir eng gesond Situatioun vun de Statsfinanzen asetzen, well d'Finanze sinn d'Basis vun all Politik. De Moment ass Lëtzebuerg eent vun de sechs Länner aus der Eurozon, déi nach en Triple A als Ranking hunn. Dëst ass ganz wichteg fir eis Kredibilitéit op de Finanzmarchéen, an dat soll och weiderhin de Fall sinn.

Enk verbonne mat den öffentleche Finanzen ass d'wirtschaftlech Entwécklung vu Lëtzebuerg. Mir mussen derfir suergen, dass eist Land op wirtschaftlechem Plang fit ass fir d'Zukunft. An enger globaler Ekonomie, déi ugedriwwe gëtt vun den asiatesche Länner, däerfe mir net an d'Hannerdreiwe kommen. Hei kommen enorm Erausfuerderungen op Lëtzebuerg - souwuel als Land wéi och als Memberstat vun der Europäescher Unioun - zou.

Eis Finanzplaz, vun där mir bis elo ëmmer ganz gutt gelieft hunn, muss sech ëmstellen an an engem internationalen Ëmfeld behaapten. Duerfir musse mir hir déi néideg legal Basis garantéieren, an dat a relativ kuerzer Zäit.

Mir mussen och eise kleng- a mëttelstännege Betriber d'Méiglechkeet ginn, fir hei am Land weider ze expandéieren. Et kann net sinn, dass grad dës Betriber iwwert d'Grenz ginn, well se do en Terrain kréien, dee grouss genuch ass, op deem se a relativ kuerzer Zäit kënne bauen an dee se och nach bezuele kënnen. Grad dës Betriber sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft, well si beschäftege Leit a si bezuele Steieren hei zu Lëtzebuerg. Dëse Betriber musse mir iwwert de Wee vun der Simplification administrative an engem raisonnabele Steiersaz an Niewekäschtentaux entgéintkommen an hëllefen, dass si weider kompetitiv kënnen hei am Land produzéieren.

Eis Wirtschaft muss och an nei Secteuren erakommen, fir dass mir eis als Land weiderentwéckelen. An dësem Zesummenhang ass d'Fuerschung wichteg. Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass mir d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg brauchen, well ouni Fuerschung gëtt et keng Innovatioun, an ouni Innovatioun kënnt eis Wirtschaft net virun. A wann eis Wirtschaft net virukënnt, gëtt et och iergendwann keng nei Aarbechtsplaze méi, respektiv bestehend Aarbechtsplaze ginn ofgebaut.

E wichtege Projet am soziale Beräich ass d'Pensiounsreform, déi nach soll während dëser Legislaturperiod ofgeschloss ginn. Hei musse mir et fäerdeg bréngen, deene

Leit, déi hiert Liewe laang geschafft an och cotiséiert hunn, eng Pensioun ze garantéieren, déi et hinnen erlaabt, korrekt ze liewen. Gläichzäiteg däerfe mir awer net d'Pensioune vun den nächste Generatiounen hypothéquéieren. Och déi Aktiv vun haut respektiv d'Jugend vun haut hätten nach gären eng Pensioun am Alter.

Ech géif gären ofschléisse mat engem grousse Merci un déi Leit, déi mir hiert Vertraue geschenkt hunn op mengem Wee an dëst héicht Haus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei an der Chamber ginn d'Gesetzer gestëmmt, déi d'Zesummeliewe vun eis alleguerte regléieren. Dobäi solle mir ni aus den Ae verléieren, dass d'Wuelergoe vun de Bierger vun dësem Land dat héchste Gesetz ass: Salus civium suprema lex.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm.

7. Composition du Bureau

Nom Départ vum Här Jean-Louis Schiltz ass d'Chamber opgeruff, en neie Member fir de Bureau ze designéieren. D'CSV-Fraktioun proposéiert, den Här Jean-Louis Schiltz duerch den Här Lucien Thiel ze ersetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. Composition de la Conférence des Présidents

An hirem Bréif vum 2. Mäerz 2011 huet d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt den Här Lucien Thiel d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Jean-Louis Schiltz iwwerhëlt.

9. Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mat där neier Zesummesetzung vun der CSV-Fraktioun gëtt et och eng Rei Ännerungen an de Kommissiounen an an den internationalen Delegatiounen. Et gëtt Folgendes proposéiert:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madame Adehm den Här Lucien Thiel.

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Lucien Thiel den Här Jean-Louis Schiltz.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ersetzt den Här Félix Eischen den Här Jean-Louis Schiltz fir de Volet Défense.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Adehm den Här Lucien Thiel.

An der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ersetzt d'Madame Adehm den Här Léon Gloden.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ersetzt d'Madame Adehm d'Madame Sylvie Andrich-Duval fir de Volet Media, Communications et Espace.

An der Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative ersetzt den Här Marc Spautz den Här Félix Eischen.

An der Commission juridique ersetzt den Här Léon Gloden den Här Jean-Louis Schiltz.

An der Commission du Travail et de l'Emploi gëtt d'Madame Mergen duerch d'Madame Adehm ersat.

A schliesslech, an der Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt den Här Norbert Haupert den Här Jean-Louis Schiltz als effektive Member, an den Här Félix Eischen ersetzt den Här Lucien Weiler als Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den Här Bettel hat nach virdrun d'Wuert zum Ordre du jour gefrot.

10. Ordre du jour (suite)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir hutt elo just en Exercice gemaach, dee wichteg ass: dass, wann een an der Chamber d'Décisioun hëlt fir d'Kommissiounen, dass déi och hei matgedeelt ginn. Dowéinster, Här President, wier ech frou, wa mer nach kéinten haut oder muer op jidde Fall eng Stellungnahm vun der CSV-Fraktioun oder vun Iech selwer kréien, fir ze kucken, ob dat geet.

Nämlech, de Moien um 11.38 Auer ass e Communiqué iwwert d'CSV-Fraktioun un d'Press erausgaangen, wou dropsteet: «Lors de la même réunion de ce 8 mars 2011 Monsieur Gilles Roth a été désigné comme rapporteur du budget 2012.» Ech hat ëmmer geduecht, Här President, dass eng Kommissioun géif e Rapporteur designéieren, an net eng Fraktiounssitzung. Ech weess, dass d'CSV vill Sëtz heibannen huet, mä si huet awer och nach d'Reglement ze respektéieren. Dofir wier ech frou, Här President,…

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …wann dat, wat elo an der Zeitung gesot gëtt, dass de Gilles Roth de Rapporteur ass, dass dat eng Propositioun vun der CSV ass. Well d'CSV huet hei nach ëmmer net an deem Land eleng d'Soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. An ier mer elo zur Froestonn… Den Här Thiel hëlt direkt Stellung.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Här President, ech bewonneren dem Här Bettel seng Perspicacitéit, wann et drëm geet, bei anere Leit e Feeler ze fannen. Domat hunn ech zouginn, datt e Feeler bei eis geschitt ass, deen ech och op meng Kap huelen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Aaahhh!

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Mä ech kann awer den Här Bettel berouegen: Et sollt esou sinn, datt mer wollten der Finanzkommissioun d'Propositioun maachen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Esou datt den Här Bettel nach zu Sengem kënnt an däerf mat entscheeden, wann en dann do ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Wat ganz rare ass.

M. le Président.- Ier mer elo zur Froestonn un d'Regierung kommen, hu mer nach eng Question urgente N°1297 vum Här Bettel iwwert d'Sanktioune vis-à-vis vum Colonel Gaddafi. Den Här Bettel huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

11. Question urgente n°1297 de M. Xavier Bettel relative aux sanctions à l'encontre du Colonel Kadhafi et de ses proches

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och, dass d'Urgence unerkannt ginn ass, well et gëtt een net méi richteg eens, wat an deem Dossier richteg lass ass. Virun e puer Deeg, also de 26. Februar, ass am Conseil de sécurité vun den Nations Unies jo eng Resolutioun ugeholl ginn, d'1970.

Den 28. Februar sinn och vun der Europäescher Unioun Sanktiounen à l'encontre vum Colonel Gaddafi geholl ginn. An dunn huet een direkt dat eent an dat anert an der Zeitung gelies: „Neen, mir hunn zu Lëtzebuerg keng Konten", dunn den Dag drop an der éisträichescher Press, dass hei vu Lëtzebuerg aus d'Konte géife géréiert ginn, oder op jidde Fall hei géif… Oh, ech zitéieren dat, wat an der Zeitung steet. Mä déi Press, et kann een och net ëmmer alles gleewen, wat do an der Zeitung steet. Mä op jidde Fall, den Numm „Lëtzebuerg" fënnt ee regelméisseg, wann een op Internet kucke geet, en lien mam Clan vum Här Gaddafi.

Den Här Minister sot och gëschter selwer, dass se virsiichtshalber Konte blockéiert hätten, déi net op der Lëscht waren, déi am Moment zréckgehale gi sinn. Ech mengen, den Devoir de précaution ass hei och ganz grouss. An ech mengen, et kann een hei nëmmen de Finanzminister an där Positioun ënnerstëtzen, déi e verteidegt. Well wa bis eng Kéier erauskënnt, dass et Konte sinn, da gëtt nees gesot: „Gesitt Der, zu Lëtzebuerg hu se hir Aarbecht net gemaach." Dowéinster ass et wichteg, dass et hei méi Précautioune gëtt, wéi net genuch!

Ech hunn haut nach eng Kéier d'Press gelies, Här President. Den Numm „Lëtzebuerg" fält nees regelméisseg en lien mat de Konte vum Här Gaddafi.

Dowéinster, Här President, wier et fir mech net oninteressant ze wëssen, wéi déi Adoptioun vun der Resolutioun am Conseil de sécurité vun den Nations Unies geholl ginn ass, an och d'Publikatioun vum Reglement. Wéi geet dat hei zu Lëtzebuerg weider? Gëtt do och direkt agéiert, wéi kann do direkt agéiert ginn? D'CSFF? De Parquet? D'Cellule financière vum Parquet? Wien huet sech elo an deem heite spezifesche Fall drëms gekëmmert?

Ass dann eppes fonnt gi vum Här Gaddafi selwer? Also gëschter Owend op jidde Fall huet ee gesot kritt: „Neen." Dat wier jo net de Fall, huet den Här Minister op der Televisioun gesot. Ass dat haut och net de Fall?

Bon, et muss ee soen, zu Lëtzebuerg ass et e bësse komplizéiert. Mat Gesellschaften huet ee jo net onbedéngt en Numm, deen direkt „Gaddafi" a sech huet, mä wou ee weess, dass vläicht hannendrun e Stréimann oder eng Persoun ka sinn, déi d'Intérête vum Här Gaddafi representéiert.

Dowéinster wollt ech och froen, ob déi éisträichesch Zeitung, ob dat, wat do dra gesot gëtt, Fantasie ass oder ob dat awer richteg ass. Fir mech geet et virun allem drëms ze wëssen, ob och eis Législatioun adaptéiert ass. Här Finanzminister, mengt Der net, dass mer missten d'Législatioun a verschiddene Punkten änneren, fir dass een da kéint vläicht méi séier agéieren? Dat heescht, ier souguer Décisioune geholl ginn op europäeschem Niveau.

Oder waarde mer ëmmer, bis op europäeschem Niveau Décisioune geholl ginn, fir kënnen esou Sanktiounen a Mesuren ze huelen?

Virun allem, wou mer esou frou waren, dass mer vun der GAFIs-Lëscht erofgeholl gi waren. An do wéilt ech och selbstverständlech… Bon, mir si selwer och mat responsabel, andeem mer déi Texter gestëmmt hunn, déi d'Regierung eis soumettéiert huet, fir dass mer vun där groer Lëscht…, oder net op déi gro Lëscht géife kommen, dass mer do och alles gemaach hunn, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen.

A selbstverständlech wier et net gutt, wann duerno gesot géif ginn, dass d'Diktaturen, déi am Moment falen, awer nach Konten zu Lëtzebuerg hunn. Dowéinster wierklech: déi gréisste Précautioun!

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. An d'Wuert kritt elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass Deel vun der internationaler Communautéit. An d'Lëtzebuerger Finanzplaz ass eng international Finanzplaz. Duerfir ass et normal, datt mir eis vläicht méi wéi anerer un déi international Spillregelen halen an datt mer och ganz genee, millimetergenee kucken, wat zu Lëtzebuerg geschitt a geschitt ass. Duerfir mengen ech, ass et gutt, datt déi Fro vum honorabelen Här Bettel mer erlaabt, nach eng Kéier de Point vun der Situatioun ze maachen.

Am Fall vu Libyen gradesou wéi am Fall vun Tunesien huet d'Europäesch Unioun eng Lëscht ugeholl mat enger Rei vu Leit, deenen hir Konten ze geléieren, also anzefréiere sinn. Op där Lëscht stinn am Fall vu Libyen de Colonel Gaddafi, seng Famill, mä och aner héich Responsabeler vun deem Regime. Par rapport zu deenen Nimm, déi op där Lëscht stinn, ass zu Lëtzebuerg bis haut kee Kont fonnt ginn oder gemellt ginn.

Zweetens, wat Tunesien ubelaangt, wëll ech och hei soen, datt par rapport zu dem President oder fréiere President vun deem Land, senger Fra, senge Kanner och kee Kont zu Lëtzebuerg bis elo gemellt ginn ass oder fonnt ginn ass.

Et sinn zwee, dräi kleng Konte vu Leit fonnt ginn, déi net am direkten Ëmfeld vum President sinn, déi awer op där Lëscht stinn. Wann ech soen zwee, dräi, dann ass dat: Bei deenen enge sinn et Konte vu Personnes physiques, bei deenen aneren ass et e Kont, wou et e Bénéficiaire économique vun enger Entreprise ass, déi hei e Kont huet. Dat sinn am Gesamtvolume vun deene Konte manner wéi zwou Milliounen Euro.

Drëttens, déi Affirmatioun, déi an enger éisträichescher Zeitung stoung an déi den Här Bettel ugeschwat huet, datt hei géifen d'Konte vum Gaddafi oder senger Famill géréiert ginn, dozou hu mir keng Informatiounen, och näischt fonnt. Och op Nofro hin un déi zoustänneg Autoritéiten hu mer dës Informatioun net kënne bestätegen. Déi schéngt also och net ze stëmmen.

Da freet den Här Bettel, an dat ass eng richteg Fro: Ass eis Gesetzgebung gutt? Geet se duer? Dozou géif ech soen: Jo, ech mengen, se ass gutt a se geet duer. Well mir waarden net bis deen Dag, wou e President ofgedankt huet a vun haut op muer dann op eemol da Sanktioune kommen, mä mir hunn en effikasse System am Kontext vum Kampf géint d'Geldwäsch an de Finanzement vum Terrorismus.

A Geldwäsch ass haut eng relativ breet definéiert Infractioun, wou also eng Bank muss ganz genee kucken: Wie sinn hir Clienten? A wann Informatiounen iwwer eng Persoun oder hir Operatioune kommen, déi suspekt sinn, da muss se déi direkt mellen. An dann ass et un der Cellule de renseignement financier oder Financial intelligence unit, déi beim Parquet ugesiedelt ass, fir ze décidéieren, ob déi Suen agefruer ginn oder net.

An dat ass geschitt - fir Iech d'Effikassitéit vum Dispositif ze weisen - am Fall vun zwee Konte vun Entitéiten, also net vu Persounen, mä vu Firmen, déi e Kont hunn an déi aus Libyen kommen. Dat eent ass e Kont vun enger Bank, déi der libescher Zentralbank gehéiert, an dat anert ass e Kont vum libesche Statsfong.

D'Cellule de renseignement financier huet no der Deklaratioun vun där Bank décidéiert, datt déi Konte sollen agefruer ginn. Agefruer heescht net beschlagnahmt. Dat heescht just, datt an enger Zäit vun Duercherneen net dee Falsche kann un d'Sue kommen. Ech mengen, datt dat e gudde System ass, an deen och an dësem Fall gespillt huet.

Am Prinzip sinn och d'Origines vun deene Suen, souwäit ech dat vun den Autoritéiten, déi dofir zoustänneg sinn, matgedeelt kritt hunn, net a Fro gestallt. D'Origines sinn zu engem groussen Deel Suen, déi aus dem Pëtrolsgeschäft erauskommen. D'Bank huet also vérifiéiert, wou déi Suen hierkommen, mä se sinn temporairement geléiert.

Da géif ech nach d'Fro beäntwerten, ob mer besser hätten, mir hätten national Lëschten oder europäesch Lëschten. Ech mengen, datt et besser ass, mir hunn europäesch Lëschten, well et ganz schwiereg ass fir e Land festzestellen, wien een dann op déi Lëscht géif setzen, ausser dem President, senger Fra a senge Kanner.

Mä ech muss Iech soen, wann ech gesinn, wéi schwiereg et ass, op europäeschem Niveau déi Nimm vun all deenen erauszefannen, déi am Ëmfeld vun deene Leit kënnen illegal Transaktioune gemaach hunn, da mengen ech, datt et schwiereg wär, national Lëschten ze maachen, déi géifen ofwäiche vun deene vun der Europäescher Unioun.

Mir sinn Deel vun der Europäescher Unioun. Eis Beamten huelen un deene Sitzungen deel, a soubal esou e Reglement geholl gëtt, ass dat zu Lëtzebuerg direkt applikabel, direkt rechtskräfteg. Dat heescht, soubal d'Reglement geholl ass, deen nämlechten Dag gëtt et un all Établissement-financierë geschéckt, an déi musse sech och vun deem Dag un un dat Afréieren halen, wat an deem Reglement décidéiert ginn ass.

Mä nach eng Kéier, ech mengen, niewent der Lëscht, déi directement applikabel ass duerch d'Reglement, ass et nach besser, et huet een e System, wou d'Banken hir Clientë gutt musse kennen, wou se besonnesch bei öffentleche Persoune mussen duebel oppassen, wat fir eng Transaktiounen doriwwer geschéien. A wa se eppes Suspektes feststellen, musse se dat mellen.

An ech mengen, et ass och méi effikass, et mellt een dat e puer Deeg, éier esou eng Persoun hir Muecht verléiert, wéi deen Dag duerno, well dann ass et oft schonn ze spéit. Duerfir gesinn ech fir de Moment keng Noutwendegkeet, eis Gesetzgebung op deem dote Punkt ze verbesseren.

Merci.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President?

M. le Président.- Jo, Här Bettel. Et ass zwar normalerweis…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, ech wollt just froen, mir hu jo zu Lëtzebuerg awer de System, mir hu jo zum Beispill Domiciliatiounen a Gesellschaften, wou ee jo kann…, wou net den Här Gaddafi kann elo e Kont opmaachen. E geet op d'Spuerkeess. Dat heescht,…

M. le Président.- Här Bettel…

M. Xavier Bettel *(DP).*- …et ass eng Gesellschaft…

M. le Président.- Här Bettel, neen, mir kënnen net ufänken elo! Mir sinn net am Kontext vun der Question avec débat. Dir hutt eng Question urgente gestallt. Mir hunn déi ugeholl. Den Här Finanzminister huet drop...

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Parole après ministre kritt een ëmmer accordéiert.

M. le Président.- Jo, mir sinn awer net an där…

(Interruption)

Den Här…

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Just, Här President, wann Der erlaabt, kann ech dem Här Bettel just äntwerten, datt mir selbstverständlech net nëmme kucken… Och am Kader vun deene Prozedure verlaangen d'CSFF an d'CRF net nëmmen, datt d'Banke kucken, ob den Titulaire vum Kont den Här Gaddafi ass, mä och de Bénéficiaire économique vun deene Gesellschaften, déi do sinn. Duerfir déi Referenz op déi tunesesch Lëscht, wou ech duerfir och gesot hunn: Selbstverständlech muss een dat Ganzt kucken, den Titulaire an de Bénéficiaire économique vun enger Gesellschaft.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister.

12. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer elo d'Fro N°103 vum Här Marc Angel un de Wirtschaftsminister iwwert de Präis vun den Taxien. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°103 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux prix des taxis, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, kuerz d'Thema Taxiswiesen unzeschwätzen an eisem Ekonomiesminister zwou konkret Froen ze stellen.

Ech sinn der Meenung, dass d'Taxien e wichtegt Element si vun enger moderner Mobilitéitspolitik. Dat gëllt besonnesch och am städtesche Raum. Firwat? D'Taxië si flexibel, si bidden e 24-Stonne-Service un a sti siwen Deeg op siwen zur Verfügung. Den Taxi huet also all Atout, fir kënnen en attraktivt Transportmëttel ze sinn, virausgesat d'Tariffer wären abordabel.

Gëschter am Stater Gemengerot - an och dat an der Froestonn - hate mer eng Diskussioun doriwwer. Do ass eng Etüd zitéiert ginn, laut där d'Taxispräisser hei zu Lëtzebuerg méi deier si wéi zu Bréissel, Paräis, London, Berlin et j'en passe, an dass just zwou Schwäizer Stied méi deier wäre wéi Lëtzebuerg.

Wat dann d'Präisser an d'Liberaliséiere vum Taxiswiesen ugeet, sot de Stater Schäfferot, dass d'Gemeng hei 0,0% Kompetenzen hätt an dass d'Liberaliséierung vum Taxiswiesen eng wichteg Moossnam wär, fir déi Präisser erofzedrécken.

Här Minister, Dir an Äre Ministère sinn du genannt ginn als déi, déi am Dossier Taxi d'Präisser an d'Liberaliséierung - alles - blockéiere géifen. Dofir erlaben ech mer, lech zwou Froen ze stellen.

Éischtens, ass dat wouer, dass Dir oder Äre Ministère dësen Dossier blockéiert?

An zweetens wollt ech froen…

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Da kläert dat do.

M. le Président.- Sou! Den Här Angel huet ganz eleng d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här Bettel, Dir sidd deen, deen all Kéiers, wa mer iwwert d'Taxië schwätzen…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech weisen Iech Äre Flyer, Här Angel, deen Der 2007 gemaach hutt.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Voilà! Dee kënnt Der mer weisen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da kënne mer dee kucken.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Da weisen ech Iech déi Motioun, déi et…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- …schonn dräi Joer…

M. le Président.- Här Angel, Dir stellt eng Fro un de Wirtschaftsminister. Dir hutt hei keen Dialog mam Här Bettel.

(Interruptions)

Une voix.- Merci, Här Helminger.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Neen. Mä merci. Här President, mä et ass, wann den Här Bettel ëmmer derzwëschequaakt, da muss een awer och heiansdo kënnen äntwerten.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd nervös.

M. Marc Angel *(LSAP).*- An de Kommissiounen an och am Plenum, entschëllegt!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Angel gëtt nervös.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här Minister, ech kommen dann erëm zu Iech. Meng zweet Fro ass: Sidd Dir der Meenung, dass eng Liberaliséierung, dat heescht d'konkret Opmaache vun de Präisser, als Haaptmesure d'Taxien hei zu Lëtzebuerg méi bëlleg géif maachen?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An elo kritt den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wann de Wirtschaftsminister deen Dossier do géif wëlle blockéieren, da kéint en et emol net maachen, well ganz einfach de facto d'Präisser liberaliséiert sinn. Manifestement ass dem zoustännege Schäffen eppes entgaangen, nämlech dass hei am Joer 2008…

(Interruption)

Ech weess jo net… Ech hunn Ären Numm dach net genannt!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Deen zoustännege Schäffe sinn ech, Här President.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, neen, also…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss awer soen, Här President…

M. le Président.- Hei, also wann ech gelift! Neen, Här Bausch…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wann hei Saache falsch zitéiert ginn, dann hätt ech gär herno wéinst Fait personnel hei d'Wuert, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Also, ech mengen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat do stëmmt nämlech net, wat hei gesot ginn ass!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech och!

M. le Président.- Mä mir sinn elo net am Stater Gemengerot. Mir sinn…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hei ass e Fait personnel, Här President. Ech konsultéieren d'Reglement herno.

M. le Président.- Neen, ech mengen, hei ass…

(Interruptions diverses)

Den Här Angel huet eng Fro gestallt an den Här Krecké beäntwert déi elo. An den Här Bausch kann dann herno d'Wuert „pour fait personnel" par rapport zum Minister huelen.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass Zäite ginn, wou de Fait personnel an der Chamber anescht behandelt ginn ass wéi dat doten, mä je ne m'en mêle pas!

Nu lauschtert, well nämlech d'Gesetz vum 11. Mäerz 2008 - dat ass nach net immens laang hier - huet u sech d'Taxien erausgeholl aus deene Produkter a Servicer, déi fixéiert sinn. Et ass also manifestement deem Personnage entgaangen, dass dat hei an der Chamber décidéiert ginn ass, dass d'Taxispräisser net méi fixéiert sinn.

(Interruption)

De Wirtschaftsminister ass nëmmen zoustänneg fir d'Präisser a fir soss guer näischt! De Wirtschaftsminister kann also iwwerhaapt net blockéieren, souguer wann e wëllt; wat ech net maachen. Dat just einfach zu der Pertinenz vun där Stellungnahm, déi da grouss a breet iwwert den Äther komm ass. Si ass grondfalsch a si ass einfach net nozevollzéien!

De Problem ass awer en eeschten.

Une voix.- Lauschtert no.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ufank 2009 war u sech e fäerdege Projet do, dee virgesäit, dass mer eng dräistufeg Aart a Weis hätten, un d'Taxisproblemer erunzegoen: Eng Kéier fräi Limousinen, dat heescht, déi duerch näischt limitéiert wieren, déi natierlech och keng Méiglechkeet hätten, an deem Moment favoriséiert ze sinn.

Dann hate mer virgesinn: öffentlech a privat Taxien. Déi privat Taxien, déi misste just kucken, dass se en Taximeter hätten an dass d'Prise en charge geregelt wier, während déi öffentlech Taxië fest Präisser hätten a sech dorunner géifen halen. Als Contrepartie hätten déi speziell Emplacementer, an déi privat Taxien hätten déi Emplacementer net a kéinten och net iwwert d'Busspure fueren.

Dat ass e fäerdege Projet, deen do läit säit Ufank 2009. Mir sinn awer net weiderkomm, well am Secteur selwer ganz grouss Bedenke waren. Dat ass iwwregens e ganz komesche Secteur, muss ech soen. Ech waarden haut nach drop, dass eng Äntwert op ee vu menge Bréiwer mer géif endlech soen, ob mer weiderfueren oder net.

Iwwregens huet de Stater Buergermeeschter sech net geiert. Deen huet nämlech och e Bréif geschéckt un d'Regierung. En huet en net u mech geschéckt, well e pertinemment wousst, dass de Wirtschaftsminister net dofir zoustänneg ass. Et wier awer gutt, wa mer eng Eenegung géife fannen, fir eng Ëmgestaltung ze maachen. An do spillen d'Gemengen eng grouss Roll dobäi, well d'Gemengen hu Reglementer.

Ech kann och hei der Stad Lëtzebuerg hir Reglementer virliesen, iwwert d'Zuel vun den Taxien. Dat ass e Reglement vun der Gemeng Lëtzebuerg, net nëmme vun deenen, mä notamment awer och iwwert den Accès op d'Couloiren, de Respect vun dem Système de la tête de file, an esou weider. Also d'Gemengen hunn och eppes doranner ze soen. An et wier gutt, wa mer eis géifen eenegen a keng topesch Polemik géife féieren a wa mer géife kucken, eis eens ze maachen…

(Interruption)

Ech weess net, wien…

M. le Président.- Neen, hei Här…

Une voix.- Jo, jo, jo!

M. le Président.- Neen, et ass ganz eleng den Här Minister, deen elo d'Wuert huet!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wa mer eis kéinten eenegen…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- E lauschtert och net gären no. E schwätzt léiwer!

M. le Président.- Här Braz, ech géif lech bieden nozelauschteren!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wier frou, wa mer eis kéinten eenegen drop, dass mer endlech déi Kompetenz vun de Gemengen ewechhuelen. Zweetens, dass mer déi Zuel vun de Lizenzen, déi limitéiert ass, opmaachen. Drëttens, dass mer derfir suergen, dass déi Zone-géographiquen ewechfalen. Well mir wonneren eis hei zu Lëtzebuerg, dass d'Präisser esou deier sinn, mä wann ee vun Ettelbréck een op de Flughafe féiert an en dierf awer kee vum Flughafe mat op Ettelbréck huelen, dann ass et evident, dass - bei eis, d'Taxië sinn ebe méi deier…

(Interruption)

Une voix.- Wie kann dann do eppes…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …et ass meng net; mä mir sinn amgaange jo ze diskutéieren. Dir sidd als Gemeng och gefuerdert! Dir hätt jo Äert Dénge scho kënnen ofschafen.

Une voix.- Wéi dann? Mir kënnen dach net eppes ofschafen...

M. le Président.- Neen, wann ech gelift, mir sinn hei net an engem Dialog. Den Här Krecké äntwert op eng Fro vum Här Angel.

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, mir hätten eng ganz Rei Saache scho kënnen huelen, mir sinn awer net weiderkomm. Ech stellen dat einfach fest,…

(Interruptions)

…dass mer net virukomm sinn, well déi Leit am Secteur net wollten.

Et muss een och soen: Ee wichtege Punkt war deen, dass mer de Privattaxien eng Faveur wollte maachen an e Callcenter hinnen zur Verfügung stelle wollten. Deemools huet eng privat Organisatioun sech ugebueden - den ACL, fir en net ze nennen -, déi géif dat iwwerhuelen. Wéi et awer driwwer hiergaangen ass, fir dat ëmzesetzen, hu se grouss finanziell Fuerderungen un d'Regierung gestallt. An doduerch ass ee Moment deen Dossier net virugaangen.

Et wier gutt, wa mer géife weiderkommen. Well ech si mer bewosst, dass d'Präisser hei zu Lëtzebuerg héich sinn. Mä ech hunn lech gesot, dat huet vill mat der Anengung vun der Offer ze dinn.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wësst Der, wéivillmol ech ënnerbrach gi sinn?

M. le Président.- Jo.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon! Also, ech soen nach eng Kéier, wa mer et net fäerdeg bréngen, déi Strukturen opzesprengen, an dass et och wierklech dann um Niveau vun der Reglementatioun eng Liberaliséierung gëtt, da brauche mer eis net ze wonneren, dass mer et net fäerdeg bréngen, anstänneg Präisser ze kréien.

Souwisou muss ech Iech allerdéngs soen, dass an enger Etüd, déi mer maache gelooss hunn zesummen, e Präis, deen haut, oder loosse mer soen 2004, op 2,04 fixéiert ginn ass, haut zwee Komma an déi 60 jugéiert gëtt vun där Firma, déi gesot huet: „Mir hunn d'Fraisën analyséiert, an dat wier noutwendeg." Sou dass dat net noutgedrongen erofgeet, wann een also net higeet an déi Strukture komplett sprengt an opmécht. Dat ass also eng Liberalisatioun, déi noutwendeg ass. Déi vun de Präisser - fir deen, deen et nach net wousst -, dat ass längst geschitt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. An den Här Bausch kritt elo d'Wuert „pour fait personnel".

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, wann eppes hei zitéiert gëtt, wat ech soll gesot hu gëschter op enger anerer Plaz, da muss ech dat kënne richtegstellen. Well dat, wat hei gesot ginn ass, hunn ech net gesot. Déi Eenzeg, déi vum Präis a vum Tarif schwätzen am Sënn vum ze deiere Präis, dat sinn d'Sozialisten. Well d'Sozialisten hu bis elo ëmmer nëmme Propositioune gemaach an där Hisiicht. Si hunn zum Beispill nach 2008 en Dépliant verdeelt, wou se gesot hunn, et misst ee kënnen aner - am Kontext vun Zonen - Tariffer aféieren.

Also dat, wat ech gëschter gesot hunn, dat ass genau dat, wat hei gëschter elo… Wat elo hei just de Minister erausgestrach huet, ass dee wichtegsten Hemmnis am Kontext vum Taxiswiesen zu Lëtzebuerg. A wann ech vu Liberaliséierung schwätzen, da schwätzen ech ënner anerem vun der Ophiewung vun de geographeschen Anengungen an de geographeschen Zonen, wéi mer se haut hunn. Dat ass nämlech dat, wat de Präis deier mécht!

Et ass effektiv: De Präis mécht deier, datt en Taxi, deen an der Stad eng Lizenz huet, nëmme ka Clienten an der Stad mathuelen. A wann en een op Bartreng féiert, dierf e vu Bartreng zum Beispill kee mat erëmbréngen. Dat sinn zum Beispill déi Saachen, déi de Präis mat Sécherheet verdeieren. An do hu mer eng gesetzlech Basis, Här Minister. Dir wësst jo awer selwer, datt d'Gemeng dat net kann änneren! An dat hunn ech och gëschter gesot. Dat kann nëmmen d'Regierung änneren. Dat läit an der Kompetenz vun der Regierung.

(Interruptions)

Ech souz an engem Aarbechtsgrupp fir de Syvicol - viru véier Joer war dat -, wou d'Gemengen däitlech drop higewisen hunn, datt se gären hätten, datt déi Kompetenzen do deementspriechend geännert ginn, datt déi geographesch Zonen do opgehuewe ginn. Deemools war et Äre Kolleeg Transportminister, deen do nach de Lead hat vun der Reform. Dunn hutt Dir de Lead kritt.

An Dir hutt dat souwisou och selwer confirméiert, well Dir hutt op eng Question parlementaire vum 15. Juli 2008 dat nämlech selwer zouginn. Eng Questioun, déi den Här Bettel Iech gestallt huet, wou Der gesot hutt, Dir wäert amgaangen - dat war wéi gesot 2008 - d'Gesetz ze reformëieren, fir eng Liberaliséierung ze kréien. Mä et ass elo 2011, dräi Joer duerno, mir sinn nach kee Meter weiderkomm!

Méi ass gëschter vu menger Säit aus net gesot ginn.

(Interruption)

Et ass vu mir aus gëschter just gesot ginn, éischtens, datt de Problem ass, datt den Taxiswiesen zu Lëtzebuerg net liberaliséiert ass - wéi gesot, net um Präis, mä an der Organisatioun. An zweetens, datt effektiv d'Gemengen als solch d'Gesetz net kënnen änneren, an datt nëmmen d'Regierung dat ka maachen. An drëttens, datt Dir de Lead an deem Beräich hutt, an dat hutt Der selwer an där Question parlementaire 2008 beäntwert. A véiertens, datt tëschent 2008 an haut näischt geschitt ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess zwar net, wou de Fait personnel ass! Mä enfin.

M. le Président.- Mir kommen zu der nächster Fro. An zwar ass dat d'Fro N°104 vum Här André Bauler un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert de Site vum Nordstadlycée. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°104 du 4 mars 2011 de M. André Bauler relative au futur site du Nordstad-Lycée, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert de Site vum Nordstad-Lycée. Ech sinn och frou, datt ech déi Fro iwwerhaapt stellen däerf. Well et huet esou ausgesinn, wéi wann den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister, deen och Nordstadminister ass, d'Fro net kéint oder net wéilt beäntwerten.

Mir ass effektiv zu Ouere komm, datt d'Froe ronderëm den definitive Site vum Nordstad-Lycée, deen zurzäit provisoresch zu Dikrech an der rue Merten a Pavillonen an an der fréierer Primärschoul Sauerwiss ënnerbruecht ass an zurzäit iwwer guer keng Sportsinfrastrukture verfügt, nach net all gekläert sinn. Et wier deemno nach ëmmer Bewegung an dësem Dossier an et kéint duerchaus sinn, datt de spéidere Standuert vum Nordstad-Lycée un der zentraler Verkéiersachs tëschent Dikrech an Ettelbréck kéint leien.

Vu datt sech eng rapid Léisung fir den Nordstad-Lycée opdrängt, wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Wou sinn d'Planungen, déi den Nordstad-Lycée concernéieren, fir de Moment drun? Stëmmt et, datt d'Regierung amgaang ass ze iwwerleeën, en alternative Site zu deem, deen an der Avenue Salentiny zréckbehale gouf, ze fannen? Gëtt driwwer nogeduecht, déi jëtzeg Raimlechkeete vun der Ackerbauschoul dem Technesche Lycée vun Ettelbréck zur Verfügung ze stellen?

An zu gudder Lescht wollt ech nach d'Fro stellen: Ass d'Regierung gewëllt, de Formatiounsprogramm, dee fir den Nordstad-Lycée a sengem Gesetz virgesinn ass a fir d'Entwécklung vun der Regioun wichteg wier, och an dësem Lycée ze offréieren?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. An elo kritt d'Wuert den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, ech äntwerte ganz gären op déi Fro vum honorabelen Deputéierten André Bauler. Quitte datt de Claude Wiseler an ech selwer, datt mir eis jo déi eenzel Ressorten opgedeelt hunn, näischtdestotrotz mengen ech, kann ech awer eng Äntwert hei formuléieren, déi Satisfaktioun gëtt.

Fir d'Éischt emol wollt ech soen, datt net un en Alternativstanduert geduecht gëtt, mä datt nach wie vor dee Site geplangt ass, och an de Planunge sech befënnt, do wou de Moment d'Ackerbauschoul fonctionnéiert.

Dir wësst, datt d'Ackerbauschoul geplangt ass, fir op Gilsdref implantéiert ze ginn. Ech wëll och direkt derbäisoen, datt de Claude Wiseler drop an drun ass, fir dee Projet de loi fir d'Ackerbauschoul, déi nei Ackerbauschoul, Kompetenzzentrum am Land fir d'Agrikultur, fir deen deemnächst ze déposéieren.

Wann ech dee Begréff „Kompetenzzentrum" och fir dee Site vun der Ackerbauschoul ka benotzen, mengen ech, datt dat fir den Nordstad-Lycée op där Plaz schwätzt, well een hei eng ganz Partie Synergië kann entwéckelen. Ech mengen, datt een hei e Kompetenzzentrum fir déi technesch Ausbildung op där Plaz kritt, mat enger ganzheetlecher Offer. Do profitéieren all d'Strukturen, all d'Schoulinfrastrukturen dovun.

Am Moment lafen ebe just d'Etüden - déi sollen awer deemnächst ofgeschloss ginn, huet och de Claude Wiseler mer gesot -, fir ze kucken, wat alles op dee Site passt, wat een alles op dee Site dropkritt, wat een do ka fäerdeg bréngen. En vue vun deem, datt déi verschidde Schoulinfrastrukture kënne vun enger Rei Strukture profitéieren: zum Beispill e gemeinsame Parking, zum Beispill eng gemeinsam Kantin, Bibliothéik, Sportsinfrastrukturen an esou weider. Vun dohier, mengen ech, schwätzt dat alles fir dee Site op där Plaz do.

À propos aner Strukturen: Och de Lycée fir Professions de santé soll jo direkt do niewendru kommen. Do kann ech och soen, datt d'Planungsaarbechten ofgeschloss sinn, sou datt dat och wäert virugoen deemnächst.

Da vläicht nach ee Wuert zum Verkéier, wat jo ugeschwat ginn ass, zumindest indirekt. Ech mengen net, datt de Problem Verkéier op deem Tronçon spillt vun der Avenue Salentiny Richtung dann technesch Lycéeën, mä de Problem Verkéier, dee muss um Niveau vun der Gare, um Aménagement vun den Alentourë vun der Gare mat deem Tunnel, mat deem Souterrain geléist ginn. De Claude Wiseler an ech hunn am Hierscht respektiv Wanter d'lescht Joer dee Projet och zu Ettelbréck presentéiert. An ech mengen, wa mer...

Déi Planungsaarbechte sinn och amgaang. Och do gëtt et e Planning prévisionnel, wéi dat soll ëmgebaut ginn. Ech mengen, datt een do de Problem vum Verkéier léist, an net op dem Site selwer. Quitte datt do vläicht, bis et esou wäit ass, deen een oder anere Bus weider nach muss zirkuléieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister Marco Schank. Mir kommen dann elo zu der Fro N°105 vum Här Roger Negri un den Aarbechtsminister iwwert d'Abannen an den Aarbechtsmaart vu Schouloffbriecher. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°105 du 7 mars 2011 de M. Roger Negri relative aux mesures visant à inclure sur le marché de l'emploi les élèves ayant quitté l'école sans diplôme, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1.690 Schülerinnen a Schüler hunn d'Schouljoer 2008/2009 ouni Diplom verlooss, wéi mer d'lescht Woch an der Press noliese konnten. Dës Zuele si manner schlecht wéi déi Jore virdrun. Dës Etüd ass elo fir d'fënneft Kéier opgestallt gi säit 2003. Lëtzebuerg zielt domat am internationale Vergläich zu den - entre guillemets - „beschte Schüler" a puncto Schouloffbriecher.

Trotzdeem ass d'Situatioun net roseg. Zielt een déi Schüler ewech, déi entre-temps d'Land verlooss hu respektiv sech an eng aner Schoul ageschriwwen hunn, sou sinn der nach ëmmerhi 611 Décrocheurs permanents an hunn definitiv d'Schoul verlooss. Dovunner hunn der nëmme 85 eng Aarbecht fonnt. 45 sinn der an enger Mesure d'emploi ageschriwwen. 216 hate sech an enger Schoul ageschriwwen an hunn awer entre-temps d'Schoul erëm verlooss. A virun allem sinn der 265 ouni Beschäftegung a schéngen definitiv mat der Schoul ofgeschloss ze hunn.

Et ass schlëmm, wa jonk Leit guer net an den Aarbechtsprozess erakommen. Mir mussen alleguer zesummen an der Gesellschaft mathëllefen, dass dës jonk Leit net d'Gefill kréien, an eiser Gesellschaft net gebraucht ze ginn an domat hiert Selbstwäertgefill verléieren.

Dofir wëll ech eisen Aarbechts- a Beschäftegungsminister Nicolas Schmit froen, wéi hie mat dësem Problem vu jonke Schouloffbriecher an ouni Aarbecht amgaangen ass ëmzegoen.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, ech mengen, den Här Negri huet déi Chiffere genannt, déi ons alleguerte beonrouegen. Effektiv ass dat e grousse Problem, dee sech, géif ech soen, nach méi vaste stellt wéi déi Chifferen, déi hie genannt huet.

De Problem vun der Jugendaarbechtslosegkeet ass virun allem emol e Problem vu Jugendlecher, déi eng ganz schwaach oder praktesch keng ofgeschlossen Ausbildung hunn. Wann een déi Chiffere kuckt, dann hu mer am Januar 1.164 Jonker gehat, déi just d'Scolarité obligatoire haten, a mir haten der 521, déi iergendwann een, zwee oder dräi Joer an dem Secondaire waren.

Dozou gehéieren natierlech och eng Rei vu Jonken, déi hir Scolaritéit ofgebrach hunn. Dat heescht, 63% vun de Jugendlechen ouni Aarbecht, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn - an ech kommen nach dodrop ze schwätzen -, ware Jugendlecher, déi u sech eng ganz schwaach oder iwwerhaapt keng Ausbildung haten. Dat weist ganz kloer: Keng Ausbildung hunn oder eng onofgeschlossen Ausbildung hunn, d'Ofbrieche vun der Schoul ass de Wee an d'Aarbechtslosegkeet, ass de Wee an d'Aarbechtslosegkeet fir déi Jonk, mä ass de Risque vun der Aarbechtslosegkeet iwwert d'ganzt Liewen nach verduebelt oder verschlëmmert.

Duerfir ass natierlech dat wichtegst Zil, alles ze ënnerhuelen, fir datt jonk Leit hir Schoul net ofbriechen. Ech mengen, dat ass eng Missioun, déi d'Schoul huet. Et muss alles gemaach ginn, fir jonk Leit, déi ee Moment an hirer schoulescher Evolutioun wëllen ofbriechen, dozou ze bréngen, d'Schoul net ofzebriechen. Well mir wëssen, et ass ëmmer schwéier, fir déi jonk Leit erëm zréckzebréngen.

Duerfir ass et natierlech wichteg ze wëssen: Firwat brécht e Jonken d'Schoul of? Sinn dat reng schoulesch Ursaachen oder sinn dat och perséinlech, familiär oder aner Ursaachen? An duerfir gëllt et natierlech, dee Jonken ze iwwerzeegen, wann en aus der Schoul eraus ass, erëm zréck an d'Schoul ze goen. Quitte datt een em hëlleft, iwwer eng Orientation professionnelle vläicht en anere Kurs, en anere Wee an der Schoul ze huelen.

Ech wëll och an deem Kontext soen, datt d'École de la deuxième chance - d'Madame Unterrechtsministerin ass jo hei -, déi am Mäerz elo ufänkt zu Péiteng mat dräi Klassen, an deem Kontext e ganz wichtege Rôle wäert hunn.

Nun ass en anere Problem do, datt ganz oft Jonker, déi d'Schoul ofbriechen, net als éischte Gank hunn deen, op d'ADEM ze goen a sech do anzeschreiwen. Mir hu ganz oft kee Kontakt méi mat deene Jonken, déi d'Schoul ofbriechen, well se sech net automatesch op der ADEM mellen. Duerfir ass et wichteg - a mir hunn och duerfir eng extra Cellule kreéiert mat dem Unterrechtsministère, mam Service national de la Jeunesse, mat der Action locale pour jeunes -, fir un déi Jugendlech erunzekommen, fir mat hinnen an en Dialog ze trieden, fir si ze beroden, fir si ze orientéieren, soit fir erëm an d'Schoul ze goen, soit eventuell fir op den Aarbechtsmaart ze kommen an do hir Chancen ze verbesseren.

Wichteg ass, datt déi Jonk net eleng gelooss ginn, op jidde Fall net laang eleng gelooss ginn. D'Orientatioun bei der ADEM ass elo maximum dräi bis véier Méint. An deenen dräi bis véier Méint muss dee Jonken eng Offer gemaach kréien. Dat heescht, e muss offréiert kréien, soit erëm zréck an d'Schoul oder eng aner Formatioun; ech denken zum Beispill un d'CNFPC oder aner Institutiounen. E muss e Stage an enger Entreprise kréien. Oder e muss natierlech en Emploi kréien. Dat ass déi beschten Optioun, mä dat ass awer oft déi Optioun, vun där dee Jonken oder déi Jonk am wäitsten ewech sinn.

Mir hunn e Programm opgeluecht, deen dat Zil wëllt respektéieren. Deen nenne

mer „Coup de pousse pour jeunes“, wou et drëm geet, déi Jonk ze orientéieren, se ze accompagnéieren an hinnen déi Weeër virzezeechnen. Bis elo sinn à peu près 150 Jonker an deem Programm. Do hu mer och eng Rei Jonker - Dir hutt elo an déi 40 CAEe mentionnéiert -, meng Chiffere sinn, datt mer eppes iwwer 50 CAEe sou Jonken ugebueden hunn. An et kommen der eng Rei no.

Dat ass also dee wichtegste Punkt. A wann een d'ailleurs d'CAEe kuckt, da mierkt een, datt iwwert d'Halschent vun den CAEe Jonker si mat enger ganz schwaacher Ausbildung. Duerfir ass et natierlech och wichteg, datt mer an den CAEen dee Volet Ausbildung emol iwwerhaapt développéieren. Deen ass eigentlech nach guer net richteg en place gesat gewiescht, obwuel mer d'CAEe jo schonn eng Rei Joren hunn. Mir wëllen also déi aacht Stonnen, wou dee Jonke jo eigentlech soll disponibel si fir Formatioun,...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- ...gi mer do op de Wee, fir hinnen déi Méiglechkeeten ze ginn.

Ee Wuert nach iwwer Jonker, déi keng Apprentissage-Plaz fonnt hunn. 380 am November hate keng Apprentissage-Plaz. Mir hu probéiert, déi Jonk ze kontaktéieren, well si sinn och vläicht géint hire Wëllen Ofbriecher, well se eben net an en Apprentissage erakomm sinn, obwuel mer eigentlech nach iwwer 200 Apprentissage-Plazen haten. Mä hei geet et ganz oft ëm Jonker, déi eng schwaach schoulesch Ausbildung - COIPs-Klassen oder Neuvième pratique - hunn. Och si sollen encadréiert ginn.

Mä ech muss do feststellen, datt vun deenen 380 manner wéi 100 eigentlech opgefaange konnte ginn, d'accord waren, fir opgefaangen ze ginn, fir eben an e System eranzekommen, wou se erëm op de Wee bruecht ginn, fir eng Formation professionnelle ze léieren, soit och an enger vläicht zweeter Phas iwwert den Apprentissage adulte.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°106 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Nomenclature vun de Cyclen an der École fondamentale. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°106 du 8 mars 2011 de M. Claude Adam relative à la nomenclature des différents cycles de l'école fondamentale, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madame Minister, ech mengen, d'Fro ass relativ kloer formuléiert. Ech wëll awer, fir ganz sécher ze sinn, nach eng Kéier soen, wat mer net wëllen. Mir stellen net a Fro, datt mer an eisem Enseignement fondamental a Cyclen denken. Mir stellen och net a Fro, dat mer probéieren, de Redoublement wierklech méi kleng ze kréien. Dat si Saachen, déi mer net froen.

Wat ech hei gefrot hu fir déi gréng, kënnt virun allem aus deem, wat een esou am Alldag erlieft. Do schwätzt ee mat engem Inspekter, da seet deen: „Ma dee Schüler do ass am véierte Schouljoer, oh pardon, en ass am Cycle 3.2.“ Oder et schwätzt ee mat Studente vu Walfer, déi soen: „Mir ginn an de Stage, mir ginn an d'Klass Cycle 2.1.“

Ech mengen, fir d'Elteren ass dat och net onbedéngt méi einfach, déi Bezeechnung, déi mer do agefouert hunn. Ech hunn och e bësse gekuckt, wéi et dann am Ausland ass mat der Bezeechnung vun de Klassen. An ausser vläicht a Frankräich, wou mer vu Cours préparatoire, Cours élémentaire un, Cours élémentaire deux, Cours moyen un an deux schwätzen, fannen ech iwwerall déi Bezeechnung vum éischten, zweeten, drëtten, véierten an esou weider Schouljoer erëm.

A wat eis nach am Fong geholl méi…, wou mer mengen, datt de Problem e bësse méi grave nach ass, dat ass mat der Spillschoul, datt mer d'Spillschoul net méi Spillschoul nennen, mä Cycle 1. Och dat ass eppes; ech hunn an Neuseeland am Fong geholl keng Spillschoul fonnt, an all deenen anere Länner schwätze mer vu Spillschoul.

Mir mengen, datt et wierklech en Exercice ass vun der Sprooch, deen d'Saach méi vereinfacht, wa mer déi Klassen erëm géifen esou nennen, wéi mer se awer laang Zäit genannt hunn, datt dat fir d'Elteren an och fir d'Enseignanten an och fir d'Kanner méi einfach wier.

Duerfir meng Fro, Madame Minister: Wéi sinn Är Erfahrungen op deem dote Plang? Musse mer bei där Bezeechnung Cycle bleiwen oder kéint Der Iech och virstellen, eng Kéier erëm op déi méi einfach Nominatioun ze kommen?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An d'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech wollt just richtegstellen, dass am Artikel 1 vum Grondschoulgesetz - wat mer „Grondschoul-“ nennen, well et de Préscolaire an de Primaire beinhalt - déi Wierder nach ëmmer am Gesetz do sinn, fir ze weisen, dass et e Ganzt ass. Do steet, dass den éischte Cycle ee Joer Éducation précoce huet - dat Wuert steet am Gesetz - an dann zwee Joer Éducation préscolaire. Also déi Wierder sinn net verluer gaangen. An dann hu mer de Primaire, a vu dass mer mat Cyclë fonctionnéieren an d'Objektiver ëmmer fir zwee Joer sinn, hat ech elo net wëlles, déi Dénominatioun do ze änneren an un d'Gesetz ze goen.

An ech muss Iech soen, wéi dat am Volleksmond genannt gëtt - do hunn ech erausfonnt, dass d'Lëtzebuerger immens kreativ sinn, an ech maachen hinnen do ganz grousst Vertrauen!

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Mir kommen elo un d'Fro N 107 vum Här Marc Angel un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'Gefor vun de Laserstrahlen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°107 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux dangers des pointeurs laser pour les différents modes de transport et les sanctions éventuelles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir kennen alleguer dat ongutt Gefill, wa mer nuets Auto fueren a mir gi vun engem entgéintkommenden Auto, dee seng Pharen unhuet, verblennt. Wann een déi Erfahrung gemaach huet, da wësse mer, dass mer ee Moment laang guer näischt méi gesinn. Eng ähnlech Situatioun erliewen an der Lescht vill Pilote vu Fligeren an Helikopteren duerch en neie Phenomeen: dee vun der Verblendung duerch Laserpointeren.

Besonnesch an Däitschland ass eng Debatt säit zwee Joer amgaangen, wou och d'Bundesregierung doriwwer nodenkt, fir esou Laserpointeren ze verbidden. Laut däitscher Fluchsécherung gouf et am Joer 2009 118 Virfäll vun esou Laserugrëff, an am Joer 2010 schonn 273.

Leider maachen esou geféierlech an oniwwerluechten Aktiounen net Halt virun de Grenzen. Am August 2010 hate mer och esou ee Virfall hei zu Lëtzebuerg, wou e Pilot vun der Air Rescue, deen e Schwéierverletzten transportéiert huet, och duerch esou e Laserpointer gestéiert a verblennt ginn ass. Zum Gléck ass am August 2010 awer do näischt geschitt.

Här Minister, erlaabt mer dofir, e puer kuerz Froen un Iech ze riichten:

Ass dee Phenomeen Iech bekannt? A war dat am August 2010 en Eenzelfall oder gouf et méi där Fäll hei zu Lëtzebuerg?

Zweetens, wat sinn hei zu Lëtzebuerg déi gesetzlech Sanktiounen, fir geféierlech Ugrëff oder Agrëff an de Fluchverkéier ze bestrofen? Sinn déi Strofen héich genuch?

An drëttens, iwwerleet Der Iech - ähnlech wéi an Däitschland -, fir Laserpointeren, déi eng gewësse Reichweite hunn, net déi Laserpointere fir eng Powerpoint-Presentatioun, mä déi, déi am Fong schrecklech wäit strahlen, fir déi ze verbidden?

An ech wollt als lescht Remarque derbäifügen: Ech hu mech e bëssen agelies an déi Thematik, do hunn ech gesinn, dass dat net nëmmen d'Pilote betrëfft, mä dass och aner Transportmëttele kënne betraff sinn, dass am Ausland och festgestallt gëtt, dass öfters Automobilisten, Camions- a Buschaufferen och duerch esou Laserstrahle kënne verblennt ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An d'Wuert kritt elo den delegéierten Nohaltegkeetsminister.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, dee Phenomeen vu sougenannte „Blendattacken“ ass selbstverständlech bekannt hei zu Lëtzebuerg, quitte datt vläicht hei nach keng Debatt war, mä datt déi éischter a verschiddenen europäesche Länner - notamment an Däitschland - de Moment gefouert gëtt.

Hei am Land hu mer - fir vläicht vun deene verschiddene Modes de transport ze schwätzen - keng Kenntnis, datt zum Beispill bis elo ee Problem gewiescht wier um Niveau vum Stroosseverkéier. Mir hunn och nach de Moien nogefrot bei der Eisebunn. Also, bis elo ass kee Fall bekannt hei zu Lëtzebuerg, datt um Niveau vun dem Zuchverkéier esou eng, ech nennen dat nach eng Kéier „Blendattack“ geschitt wier.

Mä déi Gefor vun de Laserpointeren ass awer eng, déi reell ass um Niveau vum Transport aérien - dat ass ganz richteg -, vum Fluchverkéier, an d'Direktioun vun der Aviation civile huet sech scho mat deem Phenomeen auserneegesat. A si ënnerscheet och zwee Type vu sougenannte Sources d'aveuglement.

Iwwregens huet och de Claude Wiseler an deem Kontext am November op eng Fro parlementaire - deemools, mengen ech, vum Marc Spautz - geäntwert.

Also, et gëtt déi Installations fixes - dat kennt Der -, déi „sky tracer“, wou mat engem Laser Strahlen an den Himmel eigentlech geriicht ginn no engem bestëmmte Schema, ee konzentréierte Liichtstrahl. An do ass et esou, datt ee Pilot emol kéint kuerz geblennt ginn. Dat ass awer eigentlech net dee grousse Problem. An et ass och esou, datt dës Installatiounen, déi sougenannte „sky tracer“, eigentlech eng Autorisatioun och mussen hunn. Déi allermeescht hunn och eng vun der DAC, also vun der Direktioun vun der Aviation civile, wou dann och de Fonctionnement op ee geographesche Site da limitéiert ass, datt also do keng Gefor kann entstoen.

Dat Zweet sinn dann d'Laserpointeren, déi een einfach an d'Hand kann huelen, wou een och méi laang ka blennen. Do sinn der derbäi, déi effektiv eng grouss Reichweit hunn, déi eventuell emol net méi grouss si wéi eng Täscheluucht, déi also vill méi staark sinn. Do kann effektiv duerch kuerz Liichtblëtzer e Problem entstoen. Et ass och esou, datt esou Incidenten an der Fligerei an Europa zouhuelen. Den Deputéierte Marc Angel huet dat virdru gesot.

An ëmmerhin hätte mer zu Lëtzebuerg, seet d'Direktioun vun der Aviation civile, 2010 eng 20 där Fäll gehat, dovunner 18 an der direkter Approche op de Findel. Normalerweis - Gott sei Dank, kann ee soen - ass et esou, datt een net esou laang op een Avion ka mat deene Laserpointeren liichten, datt et wierklech ee Problem kéint sinn. An dach bestinn déi Geforen awer, an et muss een déi och ganz seriö analyséieren. Duerfir ass et och esou, datt mir amgaange sinn ze kucken, wéi een elo prezis do kann intervenéieren.

Dann, zu de Sanktioune wollt ech awer och nach soen, datt d'Gesetz iwwert d'Reglementatioun vun der Navigation aérienne effektiv virgesäit Prisongsstrofe bis zu sechs Méint respektiv Geldstrofe bis 15.000 Euro, well ee jo e Fliger mat senge Passagéier a Gefor bréngt, wann ee wëssentlech, wëllentlech mat engem Laserpointer probéiert, do eng Blendattack ze maachen.

Duerfir wëll ech och soen als leschte Saz: Mir suivéieren dee Phenomeen vu ganz no, éischtens d'Diskussioun am Ausland, awer och, wat bei eis passéiert, datt ee, wéi gesot, deene Gefore ka begéinen, an ob een och muss esou wäit goen, datt een eventuell muss eng gewëssen Zort vu Laserpointeren verbidden.

Wéi gesot, dat ass net nëmmen een Débat, deen ee muss féieren, mä och ee Phenomeen, deem mer amgaange sinn, ze probéieren ze begéinen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°108 vum Här Gast Gibéryen un de Finanzminister iwwert de Präis vum Bensin. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°108 du 8 mars 2011 de M. Gast Gibéryen relative aux prix élevés des carburants, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Opgrond vun de bekannten Onrouen am Mëttleren Orient hu mer an deene leschte Méint Rekord-Augmentatioune festgestallt bei de Pëtrolspräisser. An et ass jo och nach keen Enn an Aussiicht, wéi wäit datt déi Präisser sech wäerten entwéckelen. Sou ass zum Beispill, op den 1. Januar 2010 hin zréckgekuckt, de Super 98 ëm 18,25% an d'Luucht gaangen, de Super 95 ëm 18,36%, den Diesel ëm 30,69% an den Heizungsmazout souguer ëm 48%.

Dem Stat säin Undeel un de Pëtrolspräisser ass beim Super 98 48,3% - dat sinn d'Akzisen an d'TVA zesummen, déi de Stat eranzitt -, um Super 95 49%, um Diesel 40% an um Mazout 12%.

D'Akzisen op de Pëtrolspräisser, dat si fix Akzisen, déi änneren net, wann d'Präisser an d'Luucht ginn. Par contre d'TVA, déi prozentual berechent gëtt, déi huet eng negativ Konsequenz op d'Pëtrolspräisser, well duerch d'TVA automatesch, wann de Basispräis an d'Luucht geet, iwwert d'TVA och de Gesamtpräis an d'Luucht geet.

Eis belsch Noperen hunn haut de Moien annoncéiert, datt si wahrscheinlech e Cliquet inversé géifen aféieren. Si wëllen dat den nächsten Donneschdeg an hirem Ministeschrot décidéieren, wou se am Fong déi Hausse, déi de Stat iwwert d'TVA weider erakritt duerch d'Augmentatioun vun de Pëtrolspräisser, déi Hausse, déi de Stat weider erakritt op der TVA, iwwert de Wee vun den Akzise géife kompenséieren.

A Frankräich war esou ee System an de Joren 2000 bis 2002 schonn eng Kéier agefouert ginn. An och elo sinn a Frankräich Stëmmen amgaangen, driwwer ze diskutéieren, fir och elo an dëser Situatioun erëm esou en „type flottant“, wéi se en deemools genannt hunn, anzeféieren.

Meng Fro un de Minister ass, ob d'Lëtzebuerger Regierung och eventuell bereet wier, an déi Richtung ze goen, fir dee Plus, deen de Stat iwwert de Wee vun der TVA erakritt, iwwert d'Akzisen ze kompenséieren.

Déi zweet Fro ass: Mir hunn um Gas an op der Elektrizitéit en TVA-Taux vu 6%, um Heizungsmazout hu mer en Taux vun 12%. Wéi gesot, den Heizungsmazout ass deen Deel vun de Pëtrolspräisser, dee mat 48% am héchsten ugeklommen ass. Wier d'Regierung eventuell bereet, op dem Heizungsmazout den TVA-Taux vun 12% op 6% ze reduzéieren?

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Finanzminister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, mir sinn eis bewosst, datt déi Präisser vum Pëtrol fir de Moment extrem héich sinn an datt dat fir all déi, déi mussen déi Produkter do kafen - d'Privatleit, d'Betriber -, eng zousätzlech onerwaarte Belaaschtung ass.

Ech mengen awer, ier een hei schnell handelt, muss ee fir d'Éischt emol kucken, ob dat eng temporär Situatioun ass oder eng Situatioun, déi iwwer eng länger Zäit un-

dauert. Well déi Situatioun elo duerch d'Evenementer, wéi Der zu Recht gesot hutt, bedéngt ass - plus eng Rei spekulativ Elementer -, mengen ech, muss ee fir d'Éischt emol kucken, ob dat unhält oder net.

Zweetens sinn ech relativ retizent, fir op déi vun Iech ugeschwate Weeër ze goen. Wat d'TVA ubelaangt, gëtt et europäesch Reglementatiounen, do kann een net einfach den Taux selwer erofsetzen, besonnesch well mer do ënnert deen normalen Taux ginn, deen an Europa virgesinn ass.

Et stéiere mech awer och bei deenen do virgeschloene Weeër zwou Saachen. Dat eent, dat ass, datt esou eng Moossnam net sozial selektiv wär. Well et ass ganz kloer, datt dee mat engem klengen Akommes méi ënner enger Pëtrolshausse leit wéi ee mat engem héijen Akommes.

An Dir wësst och, d'Debatten d'lescht Joer waren ëmmer - op d'mannst vu menger Siicht aus - esou, datt ee muss, wann ee Saache mécht, kucken, datt een deenen, déi et am meeschte brauchen, ënnert d'Äerm gräift. Duerfir ass d'sozial Selektivitéit och hei ee Kritär.

Deen anere Punkt awer, firwat ech och retizent sinn, fir op dee Wee ze goen, ass, datt mir zu Lëtzebuerg eng atypesch Situatioun hunn an deem Sënn, datt ganz vill konsuméiert gëtt, wat de Bensin ubelaangt an ähnlech Produkter, vu Leit, déi net hei am Land wunnen, mä déi just hei duerch d'Land fueren. An duerfir, wann een esou eng Moossnam géif maachen, géif een net onbedéngt deene Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, hëllefen, mä op substanziell Einnahme verzichten.

Duerfir, au vu och vum Statsdefizit, dee mer hunn, ass dat do fir mech wéinst der sozialer Gerechtegkeet, der sozialer Selektivitéit an der internationaler spezifescher Situatioun vun eisem Bensinsverkaf net dee richtege Wee.

Ech wëll och drop hiweisen - an dat schéngt mer éischter dee richtege Wee ze sinn -, datt mir zu Lëtzebuerg bei der leschter ganz héijer Hausse vun de Pëtrolspräisser déi sougenannten Heizungszoulag, déi haut Deirechtzoulag heescht, verduebelt haten. An dat hu mer gemaach, wéi de Pëtrolspräis méi héich war, wéi en haut ass. Wéi en dunn erofgaangen ass, si mer net mat där Moossnam erofgaangen, mä mir hu se bäibehalen, well mer gesot hunn, dat do kënnt bestëmmt erëm geschwënn. Mir woussten net, wéini et géif kommen. Et ass elo komm.

Sou datt déi Allocation de chauffage oder Allocation de vie chère eng besser Antwert op déi dote Situatioun ass. An da wéi gesot, mengen ech, muss ee sech déi Situatioun elo emol ukucken, emol nach zwee, dräi Méint waarden, fir ze kucken, ob déi Präisser net erëm op e raisonnabelen Niveau oder e méi normalen Niveau vun 80, 90 Dollar ginn, wéi en de Moment ass; an da muss ee kucken, le cas échéant, wou ee ka sozial hëllefen, wann dat dann noutwendeg ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mir kommen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°109 vum Här André Hoffmann un de Finanzminister iwwert d'Sanktiounen op d'Finanztransaktiounen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°109 du 8 mars 2011 de M. André Hoffmann relative à la législation nationale concernant les sanctions envers des pays tiers, notamment en ce qui concerne les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Fro un de Finanzminister bezitt sech op Finanztransaktioune fir ONGen, déi an der Entwécklungshëllef täteg sinn a Länner, déi ënner Ëmstänn vu Sanktioune betraff sinn. Ech muss dat awer iergendwéi konkretiséieren, fir dass ee versteet, ëm wat dass et geet.

E Lëtzebuerger Bierger mécht e Virement, also en Don oder eng Cotisatioun, un eng ONG, déi zënter Laangem vun der Regierung unerkannt ass an déi Entwécklungsprojete realiséiert a Kuba, déi matfinanzéiert gi vun der Regierung an iwwregens och vun der Stad Lëtzebuerg. Déi Bank refuséiert, dee Virement auszeféieren. Fir d'Éischt mëndlech, da schréftlech mat Beruffung op Sanktiounen, déi géife bestoe par rapport zu Kuba.

Et muss ee vläicht soen, dass bis elo déi doten ONG, déi zënter '95 vun der Regierung unerkannt ass, hei op der Finanzplaz ni e Problem hat mat esou Zorte vun Transaktiounen, also Virementen zu hire Gonschten oder wéi eng och ëmmer.

Meng Fro ass also fir d'Éischt emol, wéi den Här Finanzminister sech zu deem Comportement do stellt.

An déi zweet Fro, déi natierlech vläicht méi wichteg ass: Wéi ass eigentlech genau déi legal Situatioun an där dote Fro? A selbstverständlech och: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele par rapport zu esou Comportementer, déi eigentlech onverständlech sinn, inakzeptabel si menger Meenung no, an och eigentlech arbiträr?

Merci am Viraus.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An d'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Finanzminister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, a mengem viregte Liewen, ier ech an d'Regierung komm sinn, hunn ech juristesch Avisë ginn. Ech sinn net sécher, ob ech de Mëtteg all d'Elementer hunn, fir hei dem Här Hoffmann kënnen e prezise juristeschen Avis doriwwer ze ginn. Ech géif duerfir éischter versichen, eng generell Äntwert ze ginn.

Ech géif mengen, datt an där vun him beschriwwener Situatioun e Virement vun enger Lëtzebuerger Bank, wou deen, deen den Optrag gëtt, zu Lëtzebuerg oder an der Europäescher Unioun wunnt, un eng ONG, déi hei zu Lëtzebuerg ass, och an der Europäescher Unioun ass, datt esou e Virement misst kënnen an alle Situatiounen exekutéiert ginn, well Sanktiounen, wa se da bestinn, bezéie sech ëmmer op Transferten, déi an d'Ausland geschéien, also Transferten, déi enger Sanktioun, enger internationaler Sanktioun ënnerworf sinn.

Aus deem Sachverhalt, deen den Här Hoffmann hei beschriwwen huet, kann ech dat net erausliesen. Duerfir géif ech mengen, datt esou ee Virement - mat all deene Reserven, déi ëmmer bei engem Avis juridique ze maache sinn -, datt dee misst gemaach kënne ginn.

Zweetens, souwäit meng Erënnerung reecht - mä ech konnt dat awer leider elo net nokucken -, gëtt et fir de Moment keng Sanktioune betreffend d'Finanztransaktioune vu Lëtzebuerg u Kuba. Et gëtt eng Rei international Sanktioune betreffend verschidde Gidder, mä ech mengen net, datt d'Transferts financiers opgrond vun iergendengem Reglement, wat an deene leschte Jore geholl gi wär, ënnerbonne wären.

Eng lescht Remarque ass déi, datt eng Bank selbstverständlech ëmmer d'Recht huet, sech vun engem Client ze trennen. Eng Bank kann net vun engem Client gezwonge ginn, eppes ze maachen. Wann eng Bank fënnt, datt eppes net an der Rei ass, mat hire Prinzipien net am Aklang steet, da ka se dat héchstwahrscheinlech net maachen. Am beschten, an deem Fall, ka se d'Relation contractuelle mam Client ophalen. De Client, ëmgedréit, kann dat natierlech och maachen.

Mä generell schéngt et mer evident, datt eng Lëtzebuerger Bank enger Lëtzebuerger ONG muss en Transfert maachen, insofern déi ONG unerkannt ass, de gesetzleche Reglementatiounen entsprécht. An dat schéngt jo hei am Fall och de Fall ze sinn. Duerfir, déi Aussoe vun dem Här Hoffmann erstaune mech. Ech kucke se gären och am Detail no.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn.

Mir hunn um Ordre du jour vun haut de Mëtteg eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Gouvernance économique an der Europäescher Unioun an iwwert de Konvergenz- a Kompetitivitéitspakt. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Meisch, Bausch, Kartheiser an Hoffmann. An als Éischt héiere mir den honorabelen Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

13. Débat d'orientation sur la gouvernance économique au sein de l'UE et sur le pacte de convergence et de compétitivité projeté

Exposé

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt, déi am Moment an Europa iwwert de Pacte de convergence et de compétitivité gefouert gëtt, ass largement e Resultat vun der Krisen- an zum Deel Ausnahmesituatioun, déi mer an deene leschte Méint, an deene leschten zwee, dräi Joer an eenzelne Länner kannt hunn; largement dû der Finanz- a Wirtschaftskris 2008 an 2009 an der Scholden- an Defizitkris, déi sech an den öffentlechen Haushalter am Uschloss un déi Kris provozéiert hunn.

Fir engersäits d'Banken ze retten, fir anerersäits hir Konjunktur unzekurbelen, domadder Aarbechtsplazen ze erhalen a wa méiglech ze schafen, hunn d'Regierungen Honnerte Milliarde vun Euro an d'Hand geholl an domadder och héich Defiziter a Scholde gemaach. Dat huet eng Rei vu Länner iwwerfuerdert.

Gradesou muss een, mengen ech, éierlechkeetshalwer soen, wéi an eenzelne Länner och eng ganz Rei vun Altlasten dozou gefouert hunn, dass se iwwert déi Rettungsschiermer, déi Europa geschaf huet, hu missen ënnerstëtzt ginn, an dass och nach an deenen nächste Méint a Joren op déi Situatioune muss opgepasst ginn: Irland als éischte Bénéficiaire an natierlech virdrun och d'Hëllefen, déi Griichenland kritt huet.

Déi Debatt, déi mer haut an Europa iwwert de Pakt féieren, deen eng Initiativ vu Paräis a vu Berlin duerstellt, ass alles aneschters wéi eng neutral Debatt an alles aneschters wéi eng anodin Debatt. Et ass alles aneschters wéi eng reng technesch Ugeleeënheet, déi do gefouert gëtt, mä eng wesentlech politesch Richtungsentscheedung, déi an Europa an deenen nächsten Deeg a Wochen usteet.

An d'Fro, déi sech virun allem stellt, dat ass: Wouhi beweegt sech d'Europäesch Unioun an deene kommende Joren, net nëmme wirtschaftlech a wirtschaftspolitesch, mä virun allem och politesch selwer? Hält den Euro? Oder zerbrécht d'Währungsunioun a mat hir och déi politesch Unioun? Bleift et dann duerno just nach bei engem grousse fräie Bannemaart? A wéi wäert déi politesch Unioun ausgesinn? Wéi vill Solidaritéit ass innerhalb vun där erfuerdert a gefuerdert? A virun allem och: Wat fir ee soziale Modell wëllt Europa an deenen nächste Jore verdeedegen?

Dat „Hauen" an „Stechen", wat an deene leschte Méint an an de leschte Woche stattfënnt, ass u sech en duebele Muechtkampf. Engersäits geet et dorëm, wien an der Europäescher Unioun d'Soen huet. Sinn all EU-State gläichberechtegt Partner um Bréisseler Conseilsdësch? Bleift et bei der communautärer Method mat der Kommissioun als Hidderin vun de Verträg a mat dem Initiativrecht a mat engem gewielten EU-Parlament, deem säin Afloss méi grouss soll ginn?

Oder komme mer zréck zu enger intergouvernementaler Method, zu enger Renationaliséierung vun der Politik? Déi Grouss géint déi Kleng, oder wa méiglech souguer, wann een d'Evenementer vun deene leschten Deeg a Wochen hëlt, zu dem däitsch-franséischen Directoire?

De Guy Verhofstadt huet et an der „Financial Times" Däitschland den 3. Mäerz souguer nach ee Schrëtt weidergedriwwen, andeem e gesot huet - ech zitéieren: „Denn das ist das Problem der zwischenstaatlichen Methode: Jeder ist gleich aber Angela Merkel ist gleicher, sogar gleicher als Nikolas Sarkozy."

Op där anerer Säit - deen zweete Muechtkampf - ass et och eng Ausenanersetzung iwwert deen herrschende Wirtschafts- a Sozialmodell, ass et, fir et vereinfacht ze soen, eng Attitüd vun Neoliberalismus géint sozial Maartwirtschaft, de rheinesche géint de Manchester-Kapitalismus. Mä eenzelner vun de Virschléi, eenzelner vun den Denkustéiss loossen een och un esou eng Ausenanersetzung denken.

Wëlle mer an Europa de sozialen Ofbau, fir eng sozial Nivelléierung no ënnen ze maachen, oder besënne mer eis erëm op déi europäesch Dugenden a Stäerkte vun engem staarke Sozialstat? E Sozialmodell, dee sech net géint d'wirtschaftlech Entwécklung stellt, mä deen awer de Biergerinnen a Bierger an de Leit dobaussen, och den Entreprisen, Patronen, Responsabelen, der technescher Intelligenz an aneren nëtzt.

D'LSAP-Fraktioun ass der Iwwerzeegung, dass d'Mënschen en Europa wëllen, dat sozial gerecht gestalt gëtt. An dofir stellt sech an där Debatt, déi mer haut féieren, och eng grouss Vertrauenskris, eng Fro vu Kredibilitéit vun Europa par rapport zu de Bierger dobaussen, déi mer ganz eescht sollen huelen.

Wien awer vu makroekonomescher Koordinéierung schwätzt a sech op EU-Ebene - an do ass, mengen ech, keen heibannen dergéint - am Rahme vun engem neie Regelwierk och Ziler a Kritären an Indicateure stellt, deen däerf net op engem A blann sinn. Wann d'Resultater fir déi eenzel EU-Länner stëmmen, soll am Prinzip d'Method fir dohinner egal sinn.

Fir eis ass et dofir wesentlech: Jo zu gemeinsamen Ziler an der Wirtschafts-, Finanz- a Sozialpolitik. Jo zu enger Koordinéierung, déi noutwendeg ass, well mer jo och gemeinsam Initiativen huelen, fir Staten ze ënnerstëtzen. Awer gläichzäiteg och: Jo zu Eegestännegkeet a Flexibilitéit op deem Wee, deen all eenzelne Stat, all eenzelt Land dohinner selwer décidéiert.

Dat bedeit also, dass mer eng Obligation de résultat ënnerschreiwen an dass mer och eng Rei vu gemeinsamen europäeschen Ziler mat ënnerstëtze kënnen. Ech nennen zum Beispill:

keng Iwwerschëldung, keng oniwwerwannbar Scholdebierger, fir déi zukünfteg Generatiounen ze hypothéquéieren an deenen eenzelnen EU-Staten;

intakt Sozialsystemer garantéieren, besonnesch am Renteberäich, besonnesch am Beräich vun de Krankekeesen, der Aarbechtsloseversécherung, der Fleegeversécherung an esou virun.

Awer - an dofir soen ech „net op engem A blann sinn" - mir ënnerschreiwen och nach wie vor a méi wéi jee, dass Europa och muss déi Plaz sinn, wou iwwer sozial Mindeststandarden diskutéiert an agéiert muss ginn. Dat ass richteg bei de Mindestléin. Dat ass richteg beim Existenzminimum, bei den Aarbechtsbedéngungen, beim Aarbechtsrecht. A bei Mindestloun a Sozialhëllef huet och, muss ee soen - egal, wien dofir och responsabel war an deene leschte Joren -, dat Musterland Däitschland nach dréngenden Nachholbedarf. An de Virworf vun der Niddreglounpolitik, déi gemaach gëtt, fir Exportweltmeeschter ze ginn, ass jo net esou vun der Hand ze weisen.

Ech géif schlussendlech bei deene Standarden, déi noutwendeg sinn, och d'Ëmweltstandarden nennen, déi nach wie vor wichteg a wesentlech bleiwen, fir eng nohalteg Entwécklung ze garantéieren: Klimaschutz eescht ze huelen, Ressourcëverbrauch an esou virun.

De Wee zum Zil muss also fir déi eenzel Memberstaten awer individuell ënnerschiddlech kënne sinn. Griichenland huet aner Suerge wéi Irland, eng aner Situatioun, Portugal eng aner wéi Frankräich, Däitschland eng aner sécherlech och wéi Lëtzebuerg.

Net ze vergiessen a virun allem: D'Politik, d'Parlamenter, d'Sozialpartner däerfen an deem Regelwierk do net ausgeschalt ginn. Hei muss den nationale Situatiounen a Befindlechkeete Rechnung gedroe ginn, an och den nationalen Traditiounen, zum Beispill beim Fonctionnéiere vum Sozialdia-

log, wann ech zum Beispill u Lëtzebuerg denken, un dat, wat mir institutionell Dräierronn, Tripartite nennen, wat och fir eis wesentlech ass.

De Wettbewerb, de Concours vun den Iddië muss och an deem Europa do zougelooss ginn. Keng schematesch Gläichmaacherei, keng Pensée unique vun engem liberale Kurs, dee just géif doranner bestoen, Lounniveauen ze senken, den Aarbechtsmaart ze liberaliséieren an ze dereguléieren. Ech mengen, dat wär schlussendlech de richtege Wee.

Déi Hären Verhofstadt, Delors a Prodi hunn den 3. Mäerz an enger Kommunikatioun zu der aktueller Diskussioun geschriwwen: „Given the diversity among Europe's economies, we do not envisage a one-size-fits-all policy." Ech mengen, et ass genau dat, wat mer denken: dass do jiddweree seng Autonomie muss kënne behalen.

D'Kompetitivitéit schlussendlech an der Definitioun vun deem, wat mer an Europa diskutéieren, schonn an der Definitioun, awéiwäit ee Kompetitivitéit als Zilsetzung an als Begréff definéiert: Do ass schonn eng politesch Diskussioun noutwendeg.

Beschränkt ee sech do eleng an ausschliesslech op mikro- oder makroekonomesch oder monetär Facteuren, da mengen ech, ass et ze begréissen, dass de Wirtschafts- a Sozialrot bei eis viru Joren eng breetgefächert Definitioun vun der Kompetitivitéit ginn huet, wou niewent de Facteure vun Aarbechtskäschten an Aarbechtsproduktivitéit, déi vu Verschiddenen oft als déi eenzeg ausgemaach ginn, déi ervirgehuewe musse ginn, och aner Facteure mindestens genausou ausschlaggebend sinn, wéi: gutt Infrastrukturen an de Beräicher vun der Kommunikatioun, vun der Mobilitéit, vum Transport; sozial a politesch Stabilitéit; Verfügbarkeet vu gutt qualifizéiertem Personal; eng attraktiv Steierlandschaft; Ëmwelt- a Liewensqualitéit; effizient Verwaltungen a Verwaltungsprozeduren; kuerz Weeër an den Décisiounen an esou virun.

Den Observatoire vun der Kompetitivitéit hei, deen dem Wirtschaftsministère ugegliddert ass, souwéi eng Rei vun internationalen Organisatiounen an Instituter analyséieren d'Kompetitivitéit vun enger Ekonomie op breeder Basis. An ech weess, dass alles ëmmer erëm ze relativéieren ass, mä Lëtzebuerg schneit an deene bedeitendste Rankingen do ëmmer erëm gutt of. An deene meeschte Kategorië positionéiere mer eis am Spëtzepeloton.

Ech hunn zwee Beispiller aus deene leschten Deeg erausgeholl:

Dat vum Februar elo vun der „Heritage Foundation" iwwert den Index vum „economic freedom" - wéi e genannt gëtt -, wou Lëtzebuerg an der Fro: Wéi fräi sinn d'Marchéen? Wéi fräi kann een investéieren? Wéi vill kritt een do vu Stat a Verwaltungen a Gemenge gehollef? bei 183 Länner op der 13. Plaz ofschneit.

An en zweet Beispill, och aus deene leschten Deeg, vum „Conference Board" iwwert d'„labour productivity per hour", déi jo och am Zesummenhang mat eiser Indexdiskussioun an der Fro vun eiser Produktivitéit ganz wichteg ass, do läit Lëtzebuerg ënner 39 Industrienatiounen, déi analyséiert ginn, op der éischter Plaz virun Norwegen an Holland.

Zu der Fro vum Pakt eng Rei vu Kommentaren:

Deen éischten Entworf vum 4. Februar 2011, deen als Non-Paper proposéiert ginn ass, huet sechs Moossname virgeluecht. A virun e puer Deeg ass en neien Text vun den Häre Barroso a Van Rompuy virgeluecht ginn, deen eng ganz Rei vu Propositiounen entweder net méi virgesäit oder awer inhaltlech dach awer staark ofschwächt.

Ech wëll och hei am Numm vun eiser Fraktioun der Regierung an dem Premier Akt ginn, dass se an deenen eenzelnen Diskussiounen an eisen Aen direkt dee richtegen Toun an och inhaltlech déi richteg Kommentare gemaach hunn, déi fir eis an där Diskussioun an Ausenanersetzung do wichteg sinn.

Zwou Moossname si vum Dësch: d'Ofschafung vun de Lounindexéierungssystemer an och gläichzäiteg - ech weess net, aus welche Grënn se och verschwonnen ass - déi géigesäiteg Unerkennung vu Bildungs- a Beruffsofschlëss, déi an deem neie Pabeier net méi virgesinn ass.

Den Text Barroso/Van Rompuy enthält véier Schlësselobjektiver, woubäi d'Method och ze diskutéieren ass: eng Method, déi esou wäit wéi méiglech an deen normalen EU-Gesetzgebungsprozess soll aggliddert ginn, am Aklang och mat de Kommissiounsvirschléi zur Reform vun der wirtschaftspolitescher Koordinéierung an dem Stabilitéitspakt.

Gemeinsam Ziler, d'Mëttele si fräi. Dobäi fält allerdéngs op, dass de Spillraum bei der nationaler Ëmsetzung vun den Ziler relativ kleng ass, well dann awer och Bemiessungsgrondlagen definéiert ginn a besonnesch wichteg Reformen och expressis verbis opgelëscht ginn.

Zu deene véier Objektiver:

Deen éischten, d'Wettbewerbsfäegkeet, d'Kompetitivitéit also förderen. Ech denken, fir eis als Fraktioun ass dat eng permanent Ustrengung. A mir hunn net gewaart op eng Initiativ Merkel/Sarkozy, fir eis och hei zu Lëtzebuerg zum Beispill an de 65 Propositioune vum Wirtschaftsminister, déi vun der Regierung validéiert gi sinn a jo och schonn öfters hei diskutéiert gi sinn, där permanenter Ustrengung do och ze stellen.

Déi Empfehlungen, déi elo um Dësch leien, heesche bei den Indexsystemer nach: Verbesserung vun de Lounindexéierungssystemer; méi staark Berücksichtegung vun der Produktivitéitsentwécklung - där kënne mer a Rou entgéintkucken; dezentral Lounverhandlungen; Lounzréckhalung am öffentlechen Déngscht - och dat praktizéiere mer an engem gewëssene Konsens och an der politescher Ausenanersetzung zu Lëtzebuerg; eng Rei vu bis elo geschützte Secteure méi wäit nach opmaachen; dann - et freet ee sech, wéi wäit een dat nach kann dreiwen - och méi laang Öffnungszäite fir de Commerce. Ech mengen, och doriwwer kéint ee länger diskutéieren, ob dat onbedéngt dee richtege Wee ass.

Mir féieren de Mëtteg net onbedéngt eng Diskussioun iwwert den Index zu Lëtzebuerg. Ech mengen awer, dass et noutwendeg ass, e puer Remarquen ze maachen:

Lëtzebuerg positionéiert sech am Mëttelfeld vun der Loun- a Gehaltsentwécklung an der Europäescher Unioun mat enger Zounahm vun 9,3% tëschent 2000 an 2009. Mir hunn eng Inflatioun, déi traditionell méi héich läit wéi am EU-Duerchschnëtt.

Déi aktuell Präisentwécklung mécht eis allerdéngs Suerge bei 3,1%, 3,2% op e Joer gekuckt. Dovunner geet eleng ronn 1% op déi rasant Präissteigerung vun de Pëtrolsproduiten a vum Gas. D'Grënn dofir sinn zu engem gudden Deel heibanne bekannt.

Et muss een allerdéngs och gesinn, dass d'Prix administrés op ee Joer betruecht ëm 7,7% zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaange si par rapport zu engem Eurozonenduerchschnëtt vu plus 3,3%. Dat heescht, och do wësse mer - a mir kennen och d'Grënn dofir -, dass mer eng Entwécklung hunn, déi mer am A ze behalen hunn. An enger Gesamtinflatioun am Januar maachen d'administréiert Präisser 0,46% an där Hausse vun 3%, déi mer behalen, aus.

Eis Positioun beim Index, mengen ech, ass dofir nach wie vor kloer: dass mer fir d'Erhalung vun deem System zur Kompenséierung vun de Kafkraaftverloschter sinn, dass mer der Meenung sinn, dass d'sozial Ëmverdeelung zu engem gudden Deel iwwert de steierlechen, iwwert de fiskale Wee ze geschéien huet, an dass den Accord Bipartite vum September elo amgaangen ass ze weisen, dass dat net näischt war, wat deemools décidéiert ginn ass, wann ee gesäit, dass déi nächst Indextranche ëm den 1. Mee, 1. Juni kann erfalen an opgrond vun deem Accord vum 30. September d'lescht Joer op den 1. Oktober verluecht gëtt.

An da mengen ech, gëtt et eng Method, déi och zréckbehale ginn ass: Eng Method fir ze kucken, wa mer an engem Laps de temps vun zwielef Méint eng Indextranchëspiral géifen erliewen, da mengen ech, gëtt et eng Obligatioun, sech mat de Sozialpartner un den Dësch ze setzen - mä och heibannen - fir ze kucken, wéi mer et am beschten am Konsens fäerdeg brénge, fir dorobber Äntwerten ze fannen.

Och Äntwerten ze fannen am Zesummenhang mat de Pëtrolspräisser, och ze kucken, inwieweit weider Décalagen, wéi mer se elo décidéiert hunn, méiglech sinn. Mä ech mengen, dat ass eng Method, déi mer eis ginn hunn an déi mer souwuel am Zäitraffer wéi och an der Method solle respektéieren.

Deen zweete groussen Objektiv vun dem Pabeier Barroso/Van Rompuy ass deen, d'Beschäftegung ze förderen. D'Empfehlunge sinn hei, géif ee bal mengen, ëmmer erëm déiselwecht. Dat ass den Term vun der „flexicurity", der Hoffnung, déi an deene meeschte Länner net opgaangen ass, fir ze mengen, dass et géif duergoen, d'Aarbechtsrecht ze dereguléieren, zum Beispill de Kënnegungsschutz auszehielegen, méi op Contrats à durée déterminée ze setzen, dass dat den Auswee kéint sinn. Vill Länner, déi dee Wee gaange sinn, ech denken u Spuenien zum Beispill, hunn dobäi net onbedéngt den Auswee aus hire Problemer fonnt.

Datselwecht gëllt och fir déi Attitüd, déi genannt gëtt „make work pay", fir also hinzegoen an d'direkt Steieren ze senken an d'indirekt Steieren an d'Luucht ze setzen. Och do menge mer als LSAP-Fraktioun, dass deen niddregen TVA-Saz, dee mer haut hu fir Lëtzebuerg, schonn e Standuertvirdeel ass, dee ganz wesentlech ass. A mir mengen och, dass héich Konsumsteieren a gläichzäiteg méi niddreg Direktsteiere sozial net onbedéngt de gerechte Wee sinn, a mir hunn och do ganz grouss Zweifelen, dass dat de richtege Wee duerstellt.

Den drëtten Objektiv ass dee vun Nohaltegkeet an den öffentleche Finanzen. D'Reform vun de Rentesystemer, Här Sozialminister, ass jo elo ee vun den Défien, déi mer eis an dësem Joer virgeholl hunn. D'Upassung vun de Rentesystemer un d'demographesch Entwécklung, déi hei prônéiert gëtt: Ech mengen och do kënnen ze soen, dass Lëtzebuerg kee Wettbewerbspakt vu Berlin a vu Paräis gebraucht huet, fir ze wëssen, dass mer hei eng Aufgab an dëser Legislaturperiod virzehuelen hunn.

An ech mengen, nach dëse Mount wäert de Sozialminister an der zoustänneger Kommissioun fir d'éischte Kéier déi grouss Linne vun deene Reformvirschléi, déi d'Regierung am Moment amgaangen ass ofzeschléissen, virleeën, fir dann e Reformpaquet ze maachen, dee mer nach an dësem Joer an am Ufank vum nächste Joer wäerten hei diskutéieren, fir domadder eng laangfristeg finanziell Ofsécherung vun eise Rentesystemer am Ëmlageverfahren an no de Regele vun der Generatiounegerechtegkeet virzeleeën.

Déi zweet Propositioun ass déi vun der Scholdebrems, fir also d'national Regele fir d'Haushalts-, d'Budgetsdisziplin ze stäerken. Ech wëll direkt eis Oppositioun soen zu dem Virschlag, fir eng Scholdebrems an d'Verfassung, an d'Constitutioun anzeschreiwen. Mir bleiwen der Meenung, dass hei d'Primat vun der Politik soll spillen an dass ee sech kéint iwwerleeën, wann een dat géif maachen, ob net och vill aner Regelen aus der Budgetspolitik an d'Verfassung missten agedroe ginn. Mir hunn also eng politesch Skepsis par rapport zu esou enger Propositioun, mengen och, dass se a villen anere Länner ganz schwiereg ëmzesetze wär, ganz laangwiereg, ganz vill Zäit géif anhuelen.

Mir mengen och op där anerer Säit, dass d'Situatioun natierlech zu Lëtzebuerg, mat där niddregster Scholdelaascht, déi mer hunn - mat am Moment enger Schold, déi 19,2%, y inclus nach eis Participatioun bei BGL BNP Paribas, 19,2% vum PIB duerstellt -, dass dat fir Lëtzebuerg am Moment eng Suerg, eng permanent Suerg ass, mä awer elo net onbedéngt esou eng dramatesch Situatioun duerstellt.

Déi véiert Propositioun ass dann déi, de Finanzsecteur ze stabiliséieren, d'Aféierung vun nationale Krisebewältegungsregimer fir eis Banken. Et gëtt hei en Aarbechtspabeier vun der Lëtzebuerger Zentralbank, deen um Dësch läit, deen an der Finanzkommissioun och diskutéiert ginn ass. E beinhalt souwuel Virschléi fir d'Rettung vun ugeschloene Banke wéi och déi vun der Garantie vun de Sparguthabe vun de Leit. Ech mengen, mir mussen och do weider - ech denken, dass de Finanzminister jo do och un eege Virschléi geduecht huet - kucken, wat fir eng Propositioune schlussendlech hei zréckbehale ginn.

Och déi lescht Propositioun ass fir Lëtzebuerg problematesch, déi vun der gemeinsamer Assiette imposable fir d'Entreprisen. Ech mengen, dass hei jo d'Kommissioun amgaangen ass, eng scho méi laang geplangten EU-Richtlinien-Propositioun virzeleeën.

D'Konklusioun vun deem Débat, dee jo méi wéi aktuell ass, well e Freideg déi Diskussiounen zu Bréissel do weidergefouert ginn a viraussiichtlech en éischten Ofschloss fannen:

Koordinéierung um Niveau vun de Wirtschafts- a Finanzpolitiken, jo, awer och eng Ausweitung op Domänen, déi am Sozialen an am Nohaltegkeetsberäich och net nëmmen op engem A - déi Situatiounen - ze kucke sinn, mä op deenen zwee Aen ze kucke sinn.

Eng Obligation de résultat, jo, mä eng grouss Autonomie an dem Wee, wéi mer zu deene Propositiounen, zu deenen eenzelne Mesuren do solle kommen.

Koordinéierung, och jo, mä am Rahme vun dem institutionelle Kader vun der Europäescher Unioun, net ausserhalb vun der Kommissioun, net ausserhalb vum Europäesche Parlament an net ausserhalb och vun den nationale Parlamenter.

Eng Rei vu Froen, déi sech nach stellen un eise Premier an där Debatt, déi mer de Mëtteg ze féieren hunn: Wat fir eng legal Basis soll de Pakt kréien? Wéi gliddert e sech an an déi bestehend oder amgaangen ze entstoend Gouvernance-Regelen - Semestre européen, Reguléierungspak vun der Kommissioun an esou weider? Wat fir eng Sanktioune sinn hei virgesinn?

A schlussendlech, opgrond vun deem leschte Pabeier, deen elo virläit fir e Freideg, déi lescht Aschätzung vun der Positioun vun der Regierung fir d'Debatte vun e Freideg, fir hir eege Positioun dann och vläicht par rapport zu deene Positiounen, déi déi aner Capitalen amgaange sinn ze maachen, zu enger Rei vu Froen anzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lucien Lux. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Débat

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, e Parlament, dat sech eescht hëlt, kënnt net derlaanscht, sech am Virfeld vun esou engem wichtegen Evenement wéi dem Treffe vun de Stats- a Regierungschefen e Freideg zu Bréissel mat deene Sujeten ze befaassen, déi do op d'Tapéit komme wäerten. A mir huelen eis jo eescht an dësem Haus.

Dofir ass et gutt, datt mäi Kolleeg Lucien Lux dës Orientéierungsdebatt ugestouss huet, déi eis haut d'Geleeënheet gëtt, eis iwwert dat auszeschwätzen, mat deem sech d'Eurochefen e Freideg erëmklappe wäerten. Dat gëllt ëmsou méi, well do Froen op der Dagesuerdnung stinn, vun deenen déi eng oder déi aner eist Land nawell zimlech direkt uginn.

Mir hunn déi grouss Kris nach ëmmer net hannert eis bruecht, geschweig da se verdaut. Dat beweist d'Verschëldung, an déi souzesoen all westlech Länner méi oder wéineger déif ofgerutscht sinn an déi emol fir d'Éischt gemeeschtert muss ginn, ier mer där Kris definitiv Äddi soe kënnen.

Mä schonn haut steet fest, datt dës Kris op d'mannst dat Gutt u sech hat, datt si eis Gesellschaft gerëselt huet, mat dem Resultat, datt mir déi Onbesuergtheet an déi Gemittlechkeet, déi mir eis an den „gëllene

Joren“ ugëeegent haten, elo a Fro stellen. Net nëmme bei eis, mä a ganz Europa a souguer doriwwer eraus.

Um globale Plang huet d'Kris d'Politiker un hir Aufgaben an hir Verflichtungen erënnert, déi am Floribus vun de Boomjoren e bëssen ënnergaange waren. Domat, duerch déi Schwächung vun der Politik par rapport zur Wirtschaft, war d'Dier op fir deen ongehemmte Casino-Kapitalismus, dee mat sengen Excèsen déi westlech Wirtschafte schliesslech un de Rand vun der Faillite geféiert huet.

Méi no bei eis krute mir vun därselwechter Kris virun Ae geféiert, datt mir ouni en zolidd Europa am Réck net méi vill an der Welt vun haut, an nach manner an där vu muer, ze radetten hätten an datt d'Zäite vun den nationale Solotoure vu Kleng- a Mëttelstaten - an an Europa gëtt et näischt aneschters - an enger globaliséierter Welt definitiv eriwwer sinn. Wat a Griichenland an an Irland passéiert ass an an aneren EU-Länner nach ëmmer net ganz ausgeschloss ass, weist eis wuel méi wéi däitlech, wéi séier et goe kann.

Gewëss konnten déi eenzel Bränn, déi dorëmmer entstane waren, dank dem Pompjeesasaz vun deenen europäesche Partenairen einstweile geläscht ginn, mä et ass jiddweree sech bewosst, datt et domat nach laang net gedoen ass. De Fait, datt den Euro op eemol an d'Gette gaangen ass a sech nëmmen dank der gläichzäiteger Schwächt vum Dollar eenegermoossen hale konnt, huet esou deem Leschte gewisen, datt eng Währungsgemeinschaft och eng Solidargemeinschaft ass.

Aus där Asiicht eraus ass dunn dee Präbbeli gezammert ginn, deen elo am Noutfall iwwert déi Partnerlänner gehale ka ginn, déi a Schwulitéite gerode sinn - e Präbbeli, dee jo de Freideg vun de groussen Eurochefen nach verstäerkt soll ginn.

Här President, mä dee Präbbeli geet op d'laang Weil net duer, fir esou Entgleisungen ze évitéieren, wéi mir se an e puer Eurolänner erlieft hunn. Et ass net domat gedoen, wann een un de Symptomer erëmdoktert, et muss een de Problem un der Wuerzel upaken an et muss een derfir suergen, datt d'Ursaache vun deenen Entgleisungen eliminéiert ginn. Datt et dofir allerdéngs keng einfach Patentrezepter gëtt, hunn och déi zwou ablécklech Galiounsfigure vun Europa erfuere missen, déi ganz eleng am Tandem de Problem léise wollten, allerdéngs op hir ganz eegen Aart a Weis an ouni déi aner ze froen.

Wat deemools owes bei der romantescher Strandpromenad vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy zu Deauville erauskoum, war gewëss gutt gemengt an och an den Usätz net ganz falsch. Mä Europa besteet nun emol net nëmmen aus Däitschland a Frankräich; do gehéieren nach 25 aner Länner dozou, an déi kënnen an däerfen och nach laang net iwwert deeselwechte Leescht gezu ginn. Datt si bei esou wichtege Froe wéi deenen, déi eis am Moment ploen, och hiert Wuert matzeschwätzen hunn, dierft wuel op der Hand leien. Dat wäert hoffentlech entre-temps och vun der Koppel Merkel/Sarkozy bekäppt gi sinn.

Vun där hallwer Dose Pisten, déi d'Madame Merkel an den Här Sarkozy zu Deauville zréckbehalen haten, waren der eigentlech nëmmen zwou méi oder wéineger onëmstridden. Dat eent war déi, datt d'Ausbildungswiese queesch duerch Europa vereenheetlecht misst ginn, wat jo eigentlech mam Bologna-Prozess schonn hätt passéiert misse sinn. An dat anert war déi, datt een d'Finanzwelt, déi schliesslech dee ganze Krisemisär ausgeléist hat, besser an de Gréff misst kréien, fir an Zukunft esou Dérapagen ze évitéieren.

Déi aner véier Piste ware scho manner evident. Si haten en däitlech däitschen Aschlag, deen awer de franséische Partner schonn eleng dofir net iwwerméisseg gestéiert huet, well dat Ganzt sech iergendwéi dach mat der Etikett „Wirtschaftsregierung“ verkafe léisst, fir déi ee sech zu Paräis schonn ëmmer staark gemaach hat.

D'Pist Nummer eent befaasst sech mat dem Budgetsdefizit, mat deem de Misär jo ugaangen ass an dee ganz séier an den Däiwelskrees vun der Verschëldung an domat vun der Veraarmung vun deene betraffene Volleksekonomië féiere kann.

Pist Nummer zwee ass d'Lounentwécklung, déi bekanntlech an de Krisejore kräfteg bei eisen däitschen Noperen ofgebremst ginn ass, déi sech awer méi schwéier an deene Länner steiere léisst, déi, wéi mir hei zu Lëtzebuerg, eng automatesch Indexéierung praktizéieren.

Pist Nummer dräi ass d'Steierbelaaschtung, déi nach zimlech ënnerschiddlech an Europa ass, wat natierlech deenen op de Sou geet, déi d'Steierschrauf méi kräfteg ugezunn hu wéi anerer, an déi si dann elo als lästeg Konkurrenten ugesinn.

Pist Nummer véier schliesslech ass d'Finanzéierung vun der Altersversuergung - d'Pensiounen -, déi duerch d'demographesch Entwécklung e bëssen iwwerall an Europa zu enger Zäitbomm ginn ass; eng Zäitbomm, déi iergendwéi entschäerft muss ginn.

Här President, eisen däitsch-franséischen Duo hat och gläich d'Léisunge fir déi véier Froen aus dem Hutt gezaubert, woubäi déi däitsch Grëndlechkeet eendeiteg Pätter war. De Budgetsdefizit sollt einfach per Gesetz limitéiert, also vun enger gewësser Héicht u verbuede ginn, wéi dat an Däitschland de Fall ass. Mä do krut allerdéngs schonn den Här Sarkozy - et pour cause - e bësse kal Féiss.

Dann, d'automatesch Lounupassung, den Index, wéi mir soen, sollt einfach verbuede ginn, do wou et en nach gëtt, well e jo och an Däitschland verbueden ass. D'Vereenheetlechung vun den direkte Steiere sollt iwwert déi an der Zwëschenzäit ugeduechten Harmoniséierung vun der Assiette eraus duerch d'Aféierung vu Mindestsätz weidergedriwwe ginn, wéi dat jo bei der TVA scho méi laang de Fall ass. An de Pensiounsalter sollt queesch duerch de Gaart, wéi an Däitschland kierzlech geschitt, op 67 Joer eropgesat ginn.

Vun deene véier Punkten huet eis dee vun de Steieren nach am mannste gedréckt, well eis Betribsbesteierung läit iergendwou am Mëttelfeld, am europäesche Mëttelfeld. Mä eis iresch Frënn a Konkurrenten, déi hir Finanzplaz notamment op engem aussergewéinlech niddrege Kierperschaftssaz - haut sinn et 12,5% - opgebaut hunn, hu sech direkt gewiert a gemengt, si wiere schonn haart genuch mat hirer Bankekris gestrooft, fir net och nach elo mussen ee vun hire wichtegste Standuertvirdeeler opzeginn.

Och e gedeckelte Budgetsdefizit dierft eisem Finanzminister net allze vill Kappzerbrieches bereeden, well hien huet jo scho vu sech aus déi am Maastricht-Traité festgeschriwwe 60%-Grenz par rapport zum PIB ëm d'Halschent erofgesat, wéi hie säi Budgets-Rééquilibréierungsfahrplang bis 2014 un enger 30%-Grenz ausgeriicht huet.

Da bleiwen nach d'Pensiounen an den Index. Mir hunn zwar 65 Joer als offiziell Pensiounsgrenz, mä mir wëssen och, datt mir a Wierklechkeet e Stéck dovun ewech sinn. D'Moyenne läit elo ongeféier bei 61 Joer, wouduerch de Sprong op 67 natierlech gehéiereg géif ginn.

D'Regierung schéngt der Meenung ze sinn, datt et och ouni der Madame Merkel hire radikale Pensiouns-Cut geet an datt een zum Beispill mat engem intelligente Mix aus Pensiounsleeschtung, Bäitragsdauer a Cotisatiounsniveau datselwecht, wann net souguer méi an e bessert Resultat fäerdeg brénge kann.

Eise Sozialminister a säi Kolleeg vun de Finanze si jo am Moment amgaang - de Kolleeg Lux huet et elo grad gesot -, un enger Pensiounsreform ze schaffen. Ech wëll wetten, datt do eppes méi Feigestrécktes erauskënnt wéi deen däitsche Modell.

An dann den Index: Ech si mer natierlech bewosst, datt ech elo un e waarmt Eise kommen, well déi eng eisen Index geneesou verdäiwelen, wéi déi aner en ubieden. Datt ee bei deene meeschte vun eisen EU-Partner op Onversteesdemech mat eisem Index stéisst, well ee mat enger Indexéierung deen ekonomesche Stabilisateur ofschalt, deen eng flexibel Lounentwécklung jo duerstellt, ass gewosst. Mä dat ass nach keng Ursaach, fir den Index a Grond a Buedem ze verdamen.

Et wier der Diskussioun iwwert den Index schonn e gutt Stéck weidergehollef, wann ee mat där Schwaarz-Wäiss-Molerei ophale géif, an déi ëmmer nach verfall gëtt, wann et ëm den Index geet. Well a Wierklechkeet loosse mir den Index jo nëmmen esou laang gewäerden, wéi en net zum Problem fir eis Ekonomie gëtt. Eis Gesetzgebung gesäit nämlech vir, datt am Fall, wou d'Deirecht entgleist, an esou Entgleisunge si genee am Katalog vun de sougenannte Clignotanten definéiert, datt an deem Fall also den Index ouni Weideres moduléiert - anerer soen: manipuléiert - ka ginn, fir datt hien net zur Gefor fir eis Kompetitivitéit gëtt.

Och hei kënnt et, wéi esou dacks am Liewen, op d'Resultat un, net esou op de Wee, wéi een dohinner kënnt. Mä leider ginn esou Nuancë bei der Schwaarz-Wäiss-Molerei ënner, an da bleiwen nach just Schlagwierder. A mat deene léisst sech wuel Polemik, vill Polemik, awer keng seriö Politik maachen.

Här President, et schéngt, wéi wann et eisem Premier a sengem Finanzminister gelonge wier an deene leschten Deeg, hir europäesch Kolleegen a virun allem d'Madame Merkel zu enger méi nuancéierter Betruechtungsweis a Saachen Indexéierung ze bekéieren.

Well an deem Pabeier, iwwert deen Enn der Woch elo zu Bréissel diskutéiert gëtt, feelt d'Index-Guillotine geneesou wéi de Rente-Stretch bis 67 Joer oder den obligatoreschen Deckel fir d'Statsverschëldungen. Et schéngt, wéi wann den Här Van Rompuy an den Här Barroso de Merkel/Sarkozy-Plang ageweecht hätten, bis datt um Enn eng Versioun erauskoum, déi fir jiddwereen akzeptabel wäert ginn - woumat den Euro-Sommet vun de Freideg an och den Europäesche Rot dräi Wochen duerno wuel an dréchenen Dicher misste sinn.

Fir munch kritesche Geescht ass esou vill Verwässerung allerdéngs soss näischt wéi pure Minimalismus, Minimalismus, wéi en eben dobäi erauskënnt, wann een ze vill Rücksicht op d'Subsidiaritéitsempfindlechkeet vun deenen eenzelne Länner hélt.

Firwat soen ech dat? Ma vläicht kéinten elo och d'Finanzmäert, déi sech nawell gär vu staarke Signaler leeden an heiansdo souguer verblenne loossen, amplaz de Saachen op de Fong ze goen, esou en „downsizing“ vun den Ambitiounen op en Neits als europäesch Faiblesse ausleeën a sech encouragéiert fillen, fir erëm eng Kéier zur Attack op den Euro ze blosen.

Eigentlech misste se jo entre-temps geléiert hunn, déi 17 oder geschwënn 18 Eurolänner net an hirer Entschlossenheet ze ënnerschätzen, wann et drëm geet, déi gemeinsam Währung ze verdeedegen, mä et geet duer, datt d'Eurochefen och nëmmen dat geréngsten Unzeeche vun Oneenegkeet vu sech ginn, fir datt d'Mäert sech erëm wéi wëll op den Euro stierzen.

(M. Laurent Mosar reprend la Présidence.)

Déi Mäert sinn a bleiwen nun eemol trotz allem Gerësels an deene leschten zwee Joer eng onberechenbar Gréisst. Domat muss een och weiderhi liewen, op d'mannst esou laang, wéi d'Politik déi Mäert net méi am Gréff huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Lucien Thiel. An als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wirtschaftskris, d'Finanzkris aus de Joren 2008/2009, där hir Nowéie jo ablacklech nach ëmmer unhalen, huet nach emol méi wéi däitlech gemaach, datt et Faiblessë gëtt, notamment Faiblessen an der Gouvernance économique um europäesche Plang.

Déi Kris, déi huet ënner anerem dozou gefouert, datt eenzel Memberstate vun der Europäescher Unioun a ganz stramm Finanzéierungsenkpäss komm sinn, wat dann zur Konsequenz hat, datt jo d'Existenz vum Euro mat an d'Spill komm ass, a Fro gestallt ginn ass.

Et ass eis däitlech ginn, datt d'Europäesch Unioun an nach e Stéck méi staark d'Währungsgemeinschaft - den Euro - eng Schicksalsgemeinschaft duerstellt tëschent deene Länner, déi deelhuelen, tëschent deene Länner, déi eng gemeinsam Währung hunn, an datt dat op där enger Säit sech eben net nëmme kann op eng gemeinsam Währung limitéieren, mä datt dat op där anerer Säit och muss ënnerstëtzt ginn, flankéiert gi vu gemeinsame Politiken, virun allem an der Wirtschaftspolitik an an der Finanzpolitik.

Déi aktuell Regelen, déi haut nach gëllen, déi während der Finanzkris gegollt hunn, déi definéiert goufen dee Moment, wou den Euro aus der Wéi gehuewe ginn ass, jo, si sinn net duergaangen, fir déi néideg Garantien ze ginn. Si hunn net dozou gefouert, datt eenzel Länner an deene wirtschaftlech méi gudde Jore munches op d'Säit geluecht hunn, fir méi Polster ze hunn dee Moment, wa méi e raue wirtschaftlechen a finanzpolitesche Wand géif blosen.

Si hu vläicht ze vill staark och op d'Defiziter sech konzentréiert an d'Schold, d'Gesamtschold net staark genuch ënnert d'Lupp geholl. Si hunn och d'Kompetitivitéit vun deenen eenzelne Länner net staark genuch mat considéréiert, net staark genuch gewiicht, well natierlech och eng Schold ëmmer nees a Relatioun zur Wirtschaftskraaft an zur Kompetitivitéit vun där respektiver Ekonomie muss kënne gesi ginn.

An natierlech, et huet och u konkrete Sanktiounsmechanisme gefeelt. Et geet eben och net duer, nëmmen engem, dee Regelen net anhält, ze dreeën, an e weess, datt e wahrscheinlech ouni konkret Sanktioune wäert dovukommen.

Da ginn déi Indicateuren, déi ëmmer nees gekuckt gi sinn, wéi den Defizit, wéi d'Gesamtschold, wahrscheinlech och net dat komplett Bild iwwert d'Stäerkt vun enger Ekonomie, iwwert d'Stabilitéit vun enger Ekonomie a finalement dann och iwwert d'Stabilitéit vun där gemeinsamer Währung.

Et huet een hei e bëssen d'Impressioun, bei engem Patient gëtt Féiwer gemooss an doriwwer géif een dann de komplette Gesondheetszoustand vun deem Mënsch kënne feststellen. Dat, mengen ech, geet net duer. Et misst een dann eigentlech bei deem Patient - deen den Euro, déi Europäesch Unioun an dësem Fall ass - méi e ganzheetlechen, en allgemeng kierperlechen Test maachen, fir seng Gesamtverfaassung kënne festzestellen.

Reforme sinn also noutwendeg, dat ass onbestridden hei zu Lëtzebuerg an an anere Memberstaten an och innerhalb vun den europäeschen Institutiounen, an och, wat déi verschidden europäesch politesch Familljen ubelaangt.

Momentan gëtt et eng Hällewull vun Iddien, vun Iwwerleeungen, vun Initiativen, vu Proposen, déi am Ëmlaf sinn. Muncher dovunner kënne mir als Demokratesch Partei ënnerstëtzen. Muncher fanne mer gutt. Bei anere géife mer mengen, datt nach Diskussiounsbedarf besteet, vläicht e puer Punkte musse gekläert ginn, bis hin zu vläicht awer méi déif gräifend Analysen maachen. An anerer, mengen ech, misste mer awer oflehnen, op jidde Fall à ce stade vun der aktueller Debatt.

Ech wëll e puer Beispiller ginn. D'Madame Merkel, den Här Sarkozy, si hate proposéiert, fir konkret Sanktiounen anzeféiere fir Länner, déi sech net u virdefinéiert Stabilitéitskritären halen. Déi sinn, mengen ech, noutwendeg.

Mir kënnen eis awer net ufrënne mat politesche Sanktioune wéi deenen, déi do am Raum stoungen, datt ee quasi en Droit de vote géif verléieren dee Moment, wann ee sech da finanzpolitesch net esou verhalen huet, wéi dat noutwendeg wär. Eleng schonn aus deem Grond, well mer net mengen, datt dat momentan mat deem Traité, dee mer hunn, a mat de Majoritéitsverhältnisser an de Schwieregkeeten, fir en neien Traité an den eenzelne Länner dann och ratifizéiert ze kréien, iwwerhaapt machbar, politesch duerchsetzbar wär, wann et dann iwwerhaapt politesch sënnvoll a gewollt wär.

Finanziell Sanktiounen, jo, déi dann, wéi proposéiert ass, en „european monetary

fund“ géifen och speisen, Moyenen, déi op där anerer Säit kéinte genotzt ginn, fir déi gemeinsam europäesch Währung dann, wann et noutwendeg ass, hëllefen ze stäipen.

D'Demokratesch Partei schwätzt sech och hei nach eng Kéier ganz kloer fir d'Méthode communautaire aus, fir dee Prinzip, deen Europa grouss gemaach huet, dee jiddwerengem déiselwecht Stëmm an Europa ginn huet, dee virun allem dem Argument d'Haaptstëmm an Europa ginn huet iwwert déi lescht Jorzéngten, wou mer jo gemierkt hunn, datt dat nom Hiersct 2008 eigentlech net méi déi üblech europäesch Method war, mat där geschafft ginn ass.

Mir solle ganz schnell erëm zu där zréckfannen, well mer och gemierkt hunn, datt déi intergouvernemental Method hir Schwächten huet, datt ganz oft eben hei deen, deen Acteur war um Terrain, dee vläicht eppes falsch gemaach huet, an deen, deen op där anerer Säit hätt missen dann zréckpäifen, deen, deen ebe gläichzäiteg Spiller an Arbitter war, datt deen do vläicht och iwwerfuerdert war an där Situatioun, dat béides kënne korrekt ënner een Hutt ze kréien.

All Kéiers, wa mer iwwert d'europäesch Wirtschafts- a Finanzpolitik schwätzen, och schonn, wéi den Euro geschaf ginn ass, ass iwwert den Term vun enger europäescher Wirtschaftsregierung diskutéiert ginn. Mir soen dozou net generell neen. Mir mengen awer och, datt ee muss kucken, wou a wéi eng europäesch Wirtschaftsregierung géif geschaf ginn, wéi se sollt fonctionnéieren, wéi se sech areit an déi bestehend Institutiounen.

A mir gesi schonn, datt d'Noutwendegkeet besteet, um wirtschaftspolitesche Plang, um finanzpolitesche Plang méi staark ze koordinéieren: koordinéieren tëschent den EU-Memberstaten, koordinéieren tëschent den Eurostaten an awer och koordinéieren tëschent den EU-Institutiounen.

Eis Propos geet dann eigentlech och dohinner, fir ze soen: Mir hunn innerhalb vun der Europäescher Kommissioun eng ganz Rei vu Ressorten, vu Kommissären, déi sech mat Wirtschafts-, mat Finanzpolitik beschäftegen. Ma kommt, mer huelen déi, mer regruppéieren déi a mer maachen déi eigentlech zu enger Wirtschaftsregierung vun Europa. Do hu mer näischt Neies geschaf, mä mer hu bestehend Kompetenze vläicht nach eng Kéier méi staark gebündelt, fir da méi effikass kënnen ze schaffen.

D'Europaparlament beschäftegt sech jo intensiv mat dësem Sujet. Et sinn net manner wéi sechs Rapporten, déi nach bis Juni sollten diskutéiert ginn am Europaparlament. Do geet et dann och ëm all dat, wat hei de Mëtteg scho genannt ginn ass, ëm déi budgetär Disziplin, ëm d'Fro: Wéi kënne mer Scholden, och al Scholden an Zukunft reduzéieren? Wéi brénge mer et fäerdeg, makroekonomesch Déséquilibere dach esou wäit ze stäipen, datt se keng Gefor si fir d'Gesamtekonomie? Wéi brénge mer et och doduerjer fäerdeg, dann negativ Dominoeffekter ze verhënneren?

Och d'Europäesch Kommissioun ass aktiv. Si huet kierzlech nach eng Kéier zéng Piste proposéiert, déi sollte poursuivéiert ginn, fir déi makroekonomesch Stabilitéit vun den europäeschen Ekonomien ze stäipen. Och dozou gehéiert d'Budgetssanéierung. Och dozou gehéiert d'Kompetitivitéit vun der europäescher Ekonomie. Och dozou gehéiert d'Stabilitéit vun eisem Finanzsystem, dee jo à la base war vun deene Problemer, déi mer déi lescht zwee, dräi Joer begéint hunn a wou mer nach net alles iwwerwonnen hunn a wou nach munches ze maachen ass, fir d'Nowéie vun der Finanzkris aus der Welt ze schafen an da gläichzäiteg awer och nächst Krise kënnen esou gutt wéi méiglech ze évitéieren.

Et geet drëms, den Aarbechtsmaart ze dynamiséieren. Et geet och do drëms, ze aktivéieren, datt Aarbecht sech lount, datt eng Beschäftegung ze hu méi interessant ass, wéi beschäftegungslos ze bleiwen.

Ee vu menge Virriedner huet hei vun „flexicurity“ geschwat. Och dat ass nach eng Kéier en Term, deen hei optaucht. Mä och do musse mer kucken, datt et net nëmmen en Term, e Slogan bleift, mä datt mer konkret Politik kënnen domadder maachen.

An dat, wat eis hei zu Lëtzebuerg beschäftegt, beschäftegt jo och aner Länner, notamment Länner a Westeuropa, déi e gewëssenen Entwécklungsgrad déi lescht Jorzéngten dach erreecht hunn, nämlech d'Ofsécherung vun eise Sozialsystemer, notamment dem Pensiounssystem.

Et geet hei dann och drëms - laut der Kommissioun -, fir dat Potenzial vum Bannemaart vläicht nach eng Kéier méi staark kënnen duerch eenzel Mesuren ze développéieren: datt do, wou de Bannemaart nach hippt, do, wou nach Bremsen agebaut sinn, fir an deem groussen europäesche Bannemaart dann och wierklech kënne vun där Mass vu Konsumenten a Produzenten do ze profitéieren an duerfir och international iwwert d'Grenze vun Europa eraus nach eng Kéier méi dichteg opgestallt ze sinn, fir déi Bremse kënnen ofzebauen.

Et geet ënner anerem och drëms, fir Privatkapital mat an öffentlech Aufgaben eranzekréien. Et geet drëms, fir d'Energiekäschte souwuel fir Privatpersoune wéi fir Betriber kënnen ze reduzéieren.

Dat doten, dat sinn also Punkten, déi der Europäescher Kommissioun um Häerz leien. Dat doten - dat wësse mer alleguerten -, dat sinn alles och Punkten, déi eigentlech zu deenen ongeléiste Problemer hei zu Lëtzebuerg gehéieren.

De Guy Verhofstadt ass och schonn de Mëtteg zitéiert ginn. De President vun der Liberaler Fraktioun am Europaparlament huet sech dann och prinzipiell derfir ausgeschwat, fir jo e Mëttelwee, géif ech soen, ze beschreiden, fir bei deenen dote Punkten, déi ech elo opgelëscht hunn, net eng komplett europäesch Harmoniséierung unzestriewen - well dat, mengen ech och emol hei ze soen, net realistesch wär an dëser Situatioun a vläicht och net ganz dem europäesche Geescht géif entspriechen -, mä fir ze kucken, datt ee Minimalstandarde géif definéieren, déi da vu jiddwerengem misste matgedroe ginn, a gläichzäiteg awer nach jiddwerengem, all Memberstat d'Méiglechkeet ze loossen, dorobber seng eegen national Politik kënnen ze definéieren, seng ganz konkret national Äntwerten dann och ze definéieren op déi Problemer, wat keng reng national Problemer sinn, mä déi awer och national duerch déi national Politik musse geléist ginn.

Net all Virschlag, dee vun der Europäescher Kommissioun an deem dote Kontext gemaach ginn ass, huet d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei. Mir mengen, datt net alles, wéi et do zu Bréissel an der Kommissioun gesi gëtt, hei zu Lëtzebuerg esou kann ëmgesat ginn. Problemer: Wann ee se vläicht vu méi wäit ewech kuckt, da kann ee se heiansdo besser gesinn, an heiansdo iwwersäit een awer och munches. A munch Avantagë vun Instrumenter, déi mer hei zu Lëtzebuerg kennen, déi schéngen hei och iwwersi ginn ze sinn.

Fir eis kënnt eng Zerstéierung vum Aarbechtsrecht net a Fro. Fir eis steet och den Index net komplett zur Dispositioun a soll eiser Meenung no als soziaalt Instrument kënnen erhale bleiwen, wann een och sécherlech muss a gegebene Situatioune vernünfteg doriwwer schwätzen.

Och duerfir si mer frou, datt déi Propositiounen, déi vun Eenzelne gemaach gi sinn, net tel quel wäerten herno an déi final Konklusiounen eriwwergerett kënne ginn.

Lëtzebuerg muss och kucken, wéi et déi zéng Pisten do an national Politik wëllt ëmsetzen. D'Demokratesch Partei, Dir wësst et, huet eng Hällewull vu Propositiounen zu deenen dote Sujeten an zu anere gemaach.

Ech liesen an de Propositioune vun der Europäescher Kommissioun, datt mer d'Subventiounspolitik sollen iwwerdenken, fir och iwwert dee Wee kënnen zur Budgetssanéierung bäizedroen. Ech liesen an eise Propositiounen dann och, datt mer awer mussen den Indexmechanismus esou an déi heiteg Zäit nei eraniwwersetzen, datt mer den Afloss vun den Energiepräisser op den Index sollen ofbremsen.

Mir sinn der Meenung, datt, fir den Aarbechtsmaart méi dynamesch ze gestalten, nach méi Weiderbildung misst ugebuede ginn, nach méi fir d'Aktivéierung vun deene Leit, déi op der Sich no enger Schaff sinn, misst gemaach ginn.

Ech erënneren nach eng Kéier un eis Proposen zur Klimabank, wou mer fest dervun iwwerzeegt sinn, datt een doduerjer eleng am Volume vill méi kéint bewierken, wat Altbausanéierung ubelaangt, wat erneierbar Energien ubelaangt, wéi dat momentan mat der Subsidiëpolitik ka gemaach ginn, an datt et finalement fir de lëtzebuergesche Stat däitlech méi gënschteg géif ginn.

Ech erënneren u Propositiounen, déi a Richtung vu sozialer Selektivitéit ginn, fir deenen ze hëllefen, déi Hëllef néideg hunn, an ewechzekomme vu Prinzipië vun der Géisskan.

A mir deelen awer och déi Approche, déi ech a villen europäesche Propositiounen ëmmer erëm liesen, fir ze soen: Jo, eis nei Dépensen, déi mussen dann och wierklech nohalteg sinn, déi mussen a Secteuren eragoen, wou mer d'Zukunft preparéieren, wéi zum Beispill a wichteg Zukunftsinfrastrukturen, a Bildung an a Fuerschung.

Europa kann also och hei fir déi national Diskussioun eng ganz Rei vun nëtzlechen Impulser ginn. Mir mussen allerdéngs an der nationaler Politik dann och déi Impulser ophuelen an a konkret Nationalpolitik ëmsetzen. An do kann et awer net sinn, datt mer als Lëtzebuerg an Europa soen, mir misste méi op de Gas drécken, an déiselwecht Leit dann eigentlech hei zu Lëtzebuerg mat zwee Féiss op der Brems stinn, wann et ëm déi konkret Ëmsetzung geet.

Mat där doter Fuerweis fäerte mer, datt et awer mat Lëtzebuerg riskéiert, herno de Rampli erofzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zwee Schlagwierder hunn eiser Meenung no déi europäesch Bühn, virun allem duerch de Virstouss vu Merkel a Sarkozy, beherrscht a beherrsche se nach. Dat eent ass d'Wettbewerbsfäegkeet an dat Zweet ass de Scholdenofbau.

Also, ech mengen, et wär emol vläicht net schlecht, ier ee sech iwwerhaapt zu de Moossnamen äussert, déi do proposéiert gi sinn, datt een emol iwwert déi zwee Begréffer do e puer Wuert verléiert.

Wann ee seet, d'Wettbewerbsfäegkeet wär méi schlecht ginn an Europa an et setzt ee sech Ziler, fir déi ze verbesseren, da misst ee sech emol vläicht fir d'Éischt d'Fro stellen: Firwat ass d'Wettbewerbsfäegkeet iwwerhaapt wichteg? Respektiv: Wat sinn iwwerhaapt d'Ziler vun der Europäescher Unioun, déi mer eis wëlle setzen? Firwat wëlle mer d'Wettbewerbsfäegkeet verbesseren? A wat sinn och d'Ursaachen, firwat datt sech d'Wettbewerbsfäegkeet eventuell verschlechtert huet?

Do gëtt et vill Méiglechkeeten. Wëlle mer d'Wettbewerbsfäegkeet verbesseren zum Beispill, fir datt d'Bonië vun de Manager nach méi héich ginn? Wëlle mer d'Wettbewerbsfäegkeet verbesseren, fir datt deen ee Prozent Superräicher an Europa nach méi räich gëtt an Zukunft? Et kéint een déi Lëscht do an där dote Richtung nach weider esou ausdehnen.

Duerfir, ass d'Fro, déi ee sech misst stellen, net déi: Misste mer, wa mer iwwer Wettbewerbsfäegkeet schwätzen, dann net och emol erëm eng Kéier driwwer diskutéieren, datt d'ekonomescht Handele kee Selbstzweck ass an datt een - virun allem och als Lektioun aus der Kris - dat ekonomescht Handelen awer och erëm misst an dem Sënn vun der Allgemengheet zréckstellen?

Da muss ee sech natierlech, wann een et aus deem Bléckwénkel kuckt, och d'Fro stellen: Ass de Wettbewerb oder d'Wettbewerbsverbesserung iwwerhaapt dee richtege Wee, fir Ziler ze erreechen, déi zum Beispill sollen am Sënn vun der Allgemengheet sinn?

Ass zum Beispill d'Wettbewerbsfäegkeet wichteg, fir d'Aarmut ze bekämpfen? Ech mengen: „Neen.“ Ass d'Wettbewerbsfäegkeet wichteg, fir de Klimawandel ze bekämpfen? Ech soen: „Neen.“ Ass se wichteg, fir déi schlecht Verdeelung vum Räichtum, déi mer europa- a weltwäit hunn, verbessert ze kréien? Ech mengen: „Neen!“

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob d'Wettbewerbsfäegkeet oder Wettbewerb iwwerhaapt oder méi Wettbewerb dee richtege Wee ass, fir datt mer déi wirtschaftlech Déséquilibere, déi mer an Europa hunn, déi natierlech och zu ganz staarke sozialen Déséquilibere gefouert hunn, fir datt mer déi erëm verbessert kréien, fir datt mer méi Konvergenz an Europa kréien.

War dann net vläicht emol d'Grondiddi - zumindest hu mir se esou verstanen, wéi dee formidabele Projet vun der Grënnung vun enger Europäescher Unioun lancéiert ginn ass -, fir derfir ze suergen, datt an där gesamter Europäescher Unioun d'Konvergenz soll esou geschéien, datt déi Staark deene Schwaachen hëllefen? An net ëmgedréit, datt déi Staark deene Schwaachen diktéieren, wéi d'Regelen ze sinn hunn, fir datt et hinnen nach besser geet, an déi aner musse kucken, datt se mat hirem Misär eens ginn!

Waren dann net all déi Mechanismen, déi mer an den 90er Jore gegrënnt hunn - Solidaritéitsfongen, Konvergenzfongen -, zum Beispill éischter am Geescht an an der Iddi geduecht, fir datt innerhalb vun der Europäescher Unioun d'Kooperatioun an d'Solidaritéit soll gefördert ginn, an net d'Schaffe mat den Ielebéi, déi elo de Moment oft am Vierdergrond stinn?

Besonnesch problematesch ass fir mech awer, wann ech gesinn, wéi d'Wettbewerbsfäegkeet, wann een da wëllt driwwer diskutéieren, an Europa diskutéiert gëtt a wou d'Haaptproblemer gesi gi bei der Wettbewerbsfäegkeet.

Et gëtt natierlech do un alleréischter Stell un de präisleche Wettbewerb geduecht. Da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat bestëmmt dann iwwerhaapt de Präis an Europa? De Präis vu Gidder? De Präis vu Leeschtungen? De Präis vun Aarbecht? Wat bestëmmt de Präis insgesamt iwwerhaapt?

D'Käschte bestëmme jo de Präis. A wat sinn d'Käschten? Do gëtt et villfälteger: Do gëtt et Lounkäschten, et gëtt Kapitalkäschten, et gëtt Ressourcekäschten. Geschwat gëtt awer nëmmen iwwert d'Lounkäschten an där Diskussioun hei.

Wie schwätzt dann an dësem Kontext zum Beispill vun de Ressourcekäschten? Am Moment, wa mer kucken, wat amgaang ass ze passéieren, hätte mer jo all Intérêt drun, vill méi doriwwer ze diskutéieren. Wa mer gesinn, wat de Präis vun enger ressourcenoneffizienter Ekonomie ka bedeiten: Wann de Pëtrolspräis nach e bësselchen an deene Paragë bleift, wou en am Moment ass, da wäerte mer ganz séier gewuer ginn, wat d'Käschte vun der Ressourcenoneffizienz sinn a wat dat herno op de Präisser an an der Ekonomie insgesamt ausmécht.

Doriwwer gëtt net vill diskutéiert. Dat ass keen Thema. Et gëtt iwwer Lounkäschten diskutéiert!

Kapitalkäschte gëtt et och. Wa mer héich Managergehälter hunn, wa mer Bonien ausbezuelen, déi elo schonn erëm eng Kéier méi schwindelerreegend Héichten erreecht hu wéi virun der Finanzkris - dat ass e Käschtepunkt an eiser Ekonomie. Et gëtt och d'Kapitalkäschten. Wie schwätzt dann de Moment doriwwer? Keen! Op alle Fall net d'Madame Merkel an den Här Sarkozy.

Mir mussen duerfir, wa mer iwwert déi Indicateure vun der Wettbewerbsfäegkeet schwätzen, virun allem och iwwer Kapital- an iwwer Ressourcekäschte schwätzen, a vläicht e bësse manner iwwer Lounkäschten an deem heite Kontext. Respektiv, wa mer iwwer Lounkäschten diskutéieren, musse mer vläicht éischter driwwer disku-

téieren, firwat datt et esou krass Diskrepanzen an deenen eenzelnen europäesche Länner gëtt a wat virun allem an deem Land, wat sech hei am meeschten an d'Broscht gehäit, fir iwwer Wettbewerbsfäegkeet ze diskutéieren, wat d'Konsequenze si vun de Lounkäschten an deem Land. Ech kommen nach dorobber zréck.

Deen zweete Punkt, dat sinn dann d'Scholden. Natierlech ass et wichteg, datt een den nächste Generatioune keng Scholden iwwerliwwert. Natierlech ass et och wichteg, datt ee muss driwwer diskutéieren, datt e Stat soll méiglechst effizient fonctionnéieren an datt en net soll Sue verschwéngsen, net soll Suen onnëtz ausginn.

Mä nach eemol: Et muss een awer och fir d'Éischt emol d'Fro stellen, déi héich Verschëldung vun deenen eenzelnen europäesche Länner oder vu villen europäesche Länner oder vun deene meeschten europäesche Länner, wou déi Schold iwwerhaapt hierkënnt!

Ass et dann awer net vläicht esou, datt an deene meeschten europäesche Länner déi héich Verschëldung dohier kënnt, well mer op där enger Säit an deene leschten 20 Joer eng Politik gemaach hunn, fir méi Wettbewerbsfäegkeet ze kréien, an d'Steieren immens staark erofgesat hunn, dat heescht, d'Einnahmesäit erofgesat hunn, an op där anerer Säit an der Finanz- a Wirtschaftskris hu misse Konjunkturprogrammer a Milliardenhéicht lancéiere fir déijéineg, déi virdru verlaangt hunn, datt d'Steiere sollen esou erofgesat ginn an d'Finanzcapacitéit vum Stat soll esou verschlechtert ginn. An déi domadder eis wollten ëmmer wäissmaachen, datt dat dee richtege Wee wär, datt een d'Ekonomie soll gewäerde loossen, datt déi alles géif vum selwe regelen, datt, wéi mer um Bord vun der Faillite stoungen, mer duerfir hu missen déi Konjunkturprogrammer an déi Scholde maachen, fir erëm eng Kéier derfir ze suergen, datt mer net am definitiven Desaster géifen endegen.

Hutt Der d'Madame Merkel oder den Här Sarkozy schonn eng Kéier héieren am Detail doriwwer diskutéieren? Ech hunn dat nach net vill matkritt. An an hire Propositioune steet zum Beispill och net dran - oder ganz wéineg driwwer dran -, wéi een dann derfir soll suergen zum Beispill, datt mer vläicht dat, wat mer an deenen 30 leschte Joren am Steierberäich falsch gemaach hunn, revidéieren.

A scho guer net schwätze se doriwwer, wéi mer et solle maachen, fir datt déijéineg, déi eis och ekonomesch gesi mat an dee Misär bruecht hunn, och méi misste mat erugezu kënne ginn, fir zum Beispill elo derfir ze suergen, datt d'Scholde kéinten ofgebaut ginn. Stéchwuert: Finanztransaktiounssteier; wou iwwregens d'Europaparlament gëschter en Text ugeholl huet mat grousser Majoritéit, deen déi virgesäit.

Doriwwer gëtt wéineg oder net vill geschwat an deem Text, well dat ass och net dat, wat d'Zilsetzung ass, wat déi doten Herrschafte gären hätten!

Da kënnt nach derbäi, datt mer an där Diskussioun erliewen, datt e regelrechte Paradigmewiessel hei ugekënnegt gëtt. E Paradigmewiessel, dee virun allem dora besteet, datt elo iwwert den europäeschen Niveau, iwwert de Ministerrot, iwwert d'Sozialkonvergenz geschwat gëtt, obschonn d'Europäesch Unioun zum Beispill a Froe wéi de Renten iwwerhaapt keng Kompetenz huet. Déi gëtt sech emol einfach esou an der Diskussioun ugëeegent!

An dat, obschonn datt mer wëssen, datt an den eenzelnen europäesche Länner déi ënnerschiddlech Situatiounen an de Sozialsystemer méi oder wéineger awer vun deenen eenzelne Politiken esou erbäigefouert gi sinn an datt et der gi sinn, déi méi Wäert op d'Sozialkonvergenz geluecht hunn, an anerer, déi manner Wäert drop geluecht hunn.

Et misst ee vläicht och nach emol eng Kéier doriwwer diskutéieren, ier ee sech umoosst, vun uewen erof ze diktéieren, wéi an Europa soll an Zukunft an der Sozialpolitik gehandelt ginn.

An da muss ee soen, wann een iwwert d'Scholde schwätzt - an dat ass fir eis déi gréissten Erausfuerderung an deenen nächste Joren -, da muss een och bei de Scholden driwwer schwätzen a sech erëm méi bewosst ginn, datt d'Verschëldung entsteet, well Ausgabe getätegt gi sinn, wou keng Einnahmen dofir do waren.

Woubäi een awer dann net den ëmgedréiten oder de verkéierte Schluss draus muss zéien, datt déi Ausgaben, déi alleguerte getätegt gi sinn, zum Beispill am soziale Beräich, schlecht waren. Mä wat hu mer gemaach? Mir hunn am Fong d'Einnahmesäit esou wäit no ënne geschrauft, datt mer Ausgaben, déi mer an de 70er, an den 80er, an den 90er Joren décidéiert hunn, op eemol net méi kënne bezuele beim éischte Krisephenomeen an datt dann natierlech d'Verschëldung en dramateschen Ausmooss kritt.

Et misst een duerfir dann och emol erëm eng Kéier eng Diskussioun féieren - ier een driwwer schwätzt, d'Scholden ofzebauen an esou engem drakoneschen Ausmooss, wéi dat deelweis proposéiert gëtt: Wat sinn dann iwwerhaapt d'Aufgaben, déi de Stat soll an eiser Gesellschaft anhuelen? Wa mer iwwer Sozialausgabe schwätzen zum Beispill, wat sinn dann déi Sozialausgaben, wou de Stat muss eng Roll spillen?

Wa mer déi Diskussiounen net féieren, da leeft et op blann Austéritéit eraus. A wa mer déi Froen dann awer stellen, da musse mer och herno eng Definitioun erauskréien: Wéi héich muss d'Finanzcapacitéit vum Stat sinn? An da musse mer duerfir och, wéi gesot, e Bilan iwwert déi Steierreduktiounen zéien, déi an deene leschten 30 Joer gemaach gi sinn an déi eis dozou gefouert hunn, datt mer effektiv d'Finanzcapacitéit vun deenen eenzelne Staten esou erofgeschrauft hunn, datt natierlech beim éischte Problem, dee mer kréien, bei där éischter Kris, déi kënnt, d'Scholdelaascht héich gëtt an effektiv d'Sozialsystemer riskéieren, ënnert der Laascht dovunner zesummenzebriechen, well bei der Einnahmesäit net méi genuch do ass.

An dann, menge mir op alle Fall, misst och endlech zur Debatt stoen, datt mer an Europa gesamteuropäesch gesinn e besseren, e méi gerechte Steierkader krite wéi deen, deen déi lescht 30 Joer geschaf ginn ass. Da misst ee virun allem diskutéieren iwwer Minimalsätz fir d'Kierperschaftssteier, iwwert d'Bemiessungsgrondlag vun der Besteierung vun de Betriber an och iwwer esou Saache wéi d'Finanztransaktiounssteier.

Allgemeng muss ech soen, datt et mech extrem stéiert, datt sech hei zwee europäesch Regierungschefen un d'Front stellen, fir Saachen ze diskutéieren, déi besser hätten - wann een zemools an deem Haaptland, well déi meeschten Iddien, déi jo hei zréckbehale ginn, déi komme jo haaptsächlech vun der däitscher Säit, wann een also emol d'Situatioun an deem Land kuckt - déi besser hätten, sech emol mat hirer eegener Nues ze beschäftegen, ier se wëllen europäesch anere soen, wéi se et misste maachen!

Den Här Sarkozy, dat wësse mer, ass innenpolitesch um Nullpunkt ukomm a ka sech nëmmen nach - oder mengt, e kéint sech nëmmen nach - profiléieren, andeem en europäesch oder international iergendwéi op der Bühn erhofft, iergendeppes ze erreechen. An eigentlech ass den Här Sarkozy nëmme frou, wann en iwwerhaapt nach international op der Bühn ka stoen, well dat ass dat Eenzegt, wat em de Moment nach iwwerhaapt de Kapp rett, well innenpolitesch ass e scho quasi ofgeschriwwen.

D'Madame Merkel, déi versicht sech natierlech och innenpolitesch ze profiléieren, mä, wéi gesot, si hätt besser, si géif emol kucken, wéi et dann an Däitschland gestallt ass an ob dann dee sougenannten däitsche Wonnermodell, dee jo de Moment esou ugehimmelt gëtt, esou bewonnerenswäert ass. Wat ass dann an Däitschland iwwerhaapt geschitt an deene leschten zéng Joer? Ass d'Situatioun fir d'Leit an Däitschland dann esou vill besser ginn?

Neen, well d'Bannennofro ass an Däitschland an deene leschten zéng Joer zesummegebrach. Déi däitsch Ekonomie huet nëmme geboomt duerch den Export, an net emol gréisstendeels den Export innereuropäesch, mä nach méi souguer ausser-europäesch wéi innereuropäesch.

Misst dann awer net d'Zil sinn zum Beispill, amplaz datt ee sech un deem Modell orientéiert, deen net kann ausgedehnt op d'ganz Europäesch Unioun fonctionnéieren, datt ee misst kucken, wéi een dee Bannemaart vun iwwer 500 Millioune Consommateuren innerhalb vun der Europäescher Unioun stäerkt? Sinn dann awer net aner Weeër ze sichen?

Wann ech da kucken, wat der Madame Merkel hire Modell ass oder wéi d'Situatioun an Däitschland an der Realitéit ass, da stellen ech fest - an dat sinn Zuelen, déi hunn ech erausgeholl, dat si keng Fantasiezuelen, dat ass d'Realitéit -, datt ganz wéineg héichwäerteg Aarbechtsplazen an deene leschte Joren, Jorzéngte kann ee bal soen, an Däitschland geschaf gi sinn, datt d'Précaritéit par contre extrem zougeholl huet an datt dat och de Präis war fir déi besser Konkurrenzfäegkeet ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

An Däitschland sinn zum Beispill - wann ech vergläiche mat de fréiere 15 EU-Länner - déi mannsten Aarbechtsplaze geschaf gi vun deene 15 fréieren EU-Länner. 2005 huet Däitschland eréischt den Niveau erreecht, wou se schonn 1991 waren. An Däitschland ass an der Zwëschenzäit eng Aarbechtsplaz vun dräi keng Vollzäitbeschäftegung méi, et ass emol keng Mitemps-Beschäftegung méi. An Däitschland ass de Moment eng Aarbechtsplaz op zéng ee vun deene sougenanntenen „Minijobs", wou ee manner wéi 400 Euro verdéngt a wou emol keng Cotisatiounen, keng Sozialcotisatiounen da musse méi bezuelt ginn, wat natierlech och deementspriechend Konsequenzen huet fir d'Sozialversécherungssystemer.

Parallell dozou ass an Däitschland de Pourcentage vun de ganz niddrege Léin ëm 6% an d'Luucht gaangen an deene leschten zéng Joer. An an deem nämlechten Däitschland sinn 2,5 Millioune Leit de Moment, déi manner wéi fënnef Euro d'Stonn verdéngen! E SMIC, also e soziale Mindestloun hu se souwisou scho guer net. Mä wann een dat vergläicht - ech wëll et emol net vergläiche mat eisem Mindestloun, mä souguer mam franséische Mindestloun: Dat sinn 2,5 Millioune Leit, déi an Däitschland liicht iwwert der Halschent leie vun deem, wat de Stonnemindestloun a Frankräich ass, brutto, gutt verstanen!

Wann een déi Zuele kuckt a wann een dann den däitsche Modell emol aus deem Bléckwénkel beliicht, an och déi Fro vun der Wettbewerbsfäegkeet, déi vun do aus prônéiert gëtt, an deem Sënn beliicht, da soe mir ganz kloer: „Esou een Europa wëlle mir net!"

Mir sinn der Meenung, datt esou en Europa souwisou och net fonctiounsfäeg ass. A mir sinn der Meenung, wann Europa op deen dote Wee geet, da wäerten d'Marine Le Pen a wéi se nach alleguerten heeschen an Europa, déi wäerte Victoirë feieren, déi wäerten extrem héich Victoirë feieren, an et wäert en eenzegen Desaster gi fir Europa. Wann Europa sech op deen dote Wee begëtt, da geet de Projet Europa zu Grond, da geet e futti, well da wäerten d'Leit sech ofkéiere vun der Europäescher Unioun. An dat ass op alle Fall dat, wat mir net wëllen.

Duerfir, Här President - meng Zäit ass amgaangen, zu Enn ze kommen -, hu mer och eng Motioun gemaach als gréng Fraktioun, wou mir déi Saachen drageschriwwen hunn, wou mir fannen, datt et wichteg ass, fir déi ee soll antrieden am Kontext vun engem Europa, mat selbstverständlech enger besserer wirtschaftlecher Koordinatioun.

Déi Motioun, déi huet no de Considéranten dräi gréisser Voleten: Si huet e fiskale Volet, si huet e soziale Volet an e politesche Volet a si beinhalt eigentlech alles dat, wat ech elo grad hei opgezielt hunn. Mir wäre frou, wann dës Chamber sech géif bekennen zu engem Europa no deene Prämissen an der Regierung géif den Optrag ginn, fir datt se sech um europäeschen Niveau soll an déi Richtung asetzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'orientation antisociale du pacte de compétitivité lancé par la chancelière Merkel et le président Sarkozy;

- vu le renchérissement de ces pressions sur les acquis sociaux formulé notamment dans les documents préparés par les présidents respectifs de la Commission et du Conseil européen en vue du sommet européen de fin mars;

- vu les faiblesses évidentes de la gouvernance économique et financière de l'Union européenne et son incapacité de réagir de façon adéquate à la crise de l'euro;

- vu le risque d'une récession économique suite à des politiques d'austérité fiscale et sociale exagérée qui menace à présent les pays sous pression de spéculations financières;

- vu les conclusions du Conseil européen du 17 juin 2010 par lesquelles l'UE s'est fixé comme objectif de:

- «réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% voire 30% par rapport aux niveaux de 1990; faire passer à 20% la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie; et s'acheminer vers une augmentation de 20% de notre efficacité énergétique;

- améliorer les niveaux d'éducation, en particulier en s'attachant à réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10% et en portant à 40% au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent;

- favoriser l'inclusion sociale, en particulier en réduisant la pauvreté, en s'attachant à ce que 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion»;

invite le Gouvernement

à plaider au niveau européen pour un pacte de solidarité européen qui comporte notamment les mesures fiscales, sociales et politiques suivantes:

au niveau fiscal

- une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés;

- un taux d'impôt minimal à appliquer sur cette assiette consolidée;

- l'introduction d'impôts innovants afin de taxer davantage les flux spéculatifs de capitaux et la consommation de ressources naturelles et moins le facteur travail;

- l'introduction d'Euro-Bonds, non seulement pour faciliter le financement des dépenses publiques, mais plus particulièrement pour financer la transition vers une économie plus durable;

au niveau social

- l'abandon des programmes d'austérité sociale qui contribuent à renforcer la récession économique;

- la mise à contribution des créanciers à l'assainissement des dettes publiques;

- l'introduction d'un salaire minimum européen harmonisé, c'est-à-dire adapté au niveau de vie des différents pays de l'UE;

- la réintégration d'une fiscalité progressive plus prononcée afin de permettre une redistribution effective des revenus vers le bas;

au niveau politique

- un débat sur les déséquilibres macro-économiques entre les différents pays de la zone euro afin d'arriver à des politiques ne visant pas unilatéralement les pays à balance commerciale extérieure déficitaire;

- une meilleure régulation des marchés financiers européens et une lutte efficace contre les attaques spéculatives à l'encontre des dettes publiques;

- une politique monétaire qui vise à côté de l'inflation également un soutien aux activités économiques vertes et créatrices d'emplois.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här François Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter der Ratifizéierung vum Vertrag vu Lissabon huet e Prozess agesat, dee kee vun eis mat där Vitesse a mat där Brutalitéit virausgesinn hätt, wéi et elo ge-

schitt ass. A posteriori kréien d'Bierger a Frankräich an an Holland nach eemol Recht, déi sech majoritär géint de Verfassungsvertrag ausgeschwat haten.

D'Lëtzebuerger haten deen Traité nëmme mat enger knapper Majoritéit akzeptéiert. Hätte si gewosst, wat d'Konsequenze vum spéidere Lissabon-Vertrag wären a wat nach alles géif op si duerkommen, dann hätte si bestëmmt och majoritär mat Nee gestëmmt!

All Dag spiere mir e Stéck méi, wéi eis Souveränitéit vun deenen europäeschen Institutiounen an och vun deene grousse Memberlänner an der Unioun ënnergruewen oder souguer ganz op d'Säit gedréckt gëtt. All Dag hunn d'Europäesch Kommissioun, den Europäesche Geriichtshaff oder iergendeen aneren, wéi zum Beispill déi däitsch-franséisch Achs, nei Iddien, wéi si sech den Nationalstate wëllen imposéieren a ganz besonnesch deene klengen ënnert hinnen och dee leschte Rescht vun hirer Identitéit an hire politesche Rechter ewechhuelen.

Dat betrëfft och grouss Beräicher, déi am Traité vu Lissabon iwwerhaapt net virgesi sinn. Déi europäesch Wirtschaftsregierung steet net am Traité, an awer leeft haut villes ënnert deem Titel, wat eis Souveränitéit aschränkt. Zum Beispill dat sougenanntent „europäescht Semester" steet net am Traité. Duerch dat Semester verléiert d'Lëtzebuerger Parlament awer de facto - net de jure, awer vläicht geschwënn och de jure - e groussen Deel vu senger Budgetsautoritéit; an net nëmme mir hei am Parlament, mä och d'Forces vives de la nation!

Wann am Mäerz d'Eckwäerter festgesat gi vun engem Budget, wat hu mir dann nach fir e Rôle am Oktober ze spillen, fir de Budget nach ofzeseenen? Ech mengen, hei ginn einfach d'Rechter vum Parlament a vun eiser Natioun ewechgeholl!

An och eisen Index gëtt ewell zu Berlin diskutéiert an autoriséiert! Den Här Juncker huet zu Berlin erreecht, sou steet et e Samschdeg a senger Zeitung: „Luxemburg kann die automatische Lohnindexierung behalten." Abee jo! Villmools Merci, Madame Merkel!

Wat mir nach net wëssen, ass, ob mir elo e gedeckelten Index à la Här Juncker an der ABBL-Fraktioun vum Här Thiel hei an der Chamber kënne behalen, oder deen net manipuléierten éierlechen, deen déi aner Lëtzebuerger wëllen.

Tatsaach ass, eis Regierung vertrëtt net méi d'Interesse vun eisem Land an Europa, mä si mécht sech zum Instrument vun deenen, déi europäesch an auslännesch Interessen hei am Land wëllen duerchsetzen!

(Interruptions)

Konnt den Här Juncker net einfach zu der Madame Merkel soen, wat den Här Juncker als Lëtzebuerger Premier hätt misse soen? „Madame Merkel, amplaz Hartz IV op Lëtzebuerg wëllen ze exportéieren, sollt Dir léiwer an Däitschland en allgemenge Mindestloun importéieren. Amplaz datt Europa sozialen Ofbau mécht, sollt Dir de soziale Sockel an alle Memberstaten unhiewen!

(Interruption)

Amplaz datt Dir den Index..."

Här Juncker,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Kartheiser, waart Dir bei deem Gespréich derbäi?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn Är Pressekonferenz gehéiert, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä ënnerbriecht mech wann ech gelift net, well am CSV-Stat kritt ee wierklech d'Wuert ofgeschnidden, soubal et esou wäit ass! An déi Zäit, déi Dir schwätzt, Här Juncker, gëtt mir ugerechent!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Léiwer e bëssen CSV-Stat wéi ze vill Äres! Jo.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sou, also ech probéieren, dann nach eng Kéier do unzeknäppen, wou den Här Juncker mech ënnerbrach huet, obschonn en net gefrot huet, fir däerfen eng Fro ze stellen.

(Brouhaha)

Sou! „Amplaz datt Dir den Index, Madame Merkel, zu Lëtzebuerg kritiséiert, hätt Dir e sollen an Däitschland aféieren. Dann hätt Der och vläicht manner Streiker."

An, Här Juncker, mir Lëtzebuerger décidéiere selwer iwwert den Index. Mir décidéiere selwer iwwer eis Lounpolitik a wéi déi soll evoluéieren. Datt mir dobäi eise gesonde Mënscheverstand mat benotzen - mir an der ADR hunn en op jidde Fall! -, d'Evolutioun vun der Produktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie mat berücksichtegen, dat versteet sech vu ganz eleng. Dofir brauche mir net d'Erlaabnis vu Berlin an och net d'Erlaabnis vun der Europäescher Kommissioun!

Datselwecht géllt fir d'Entwécklung vun eisem Pensiounswiesen. Et läit eleng un eis Lëtzebuerger, fir dee System esou ze reforméieren an esou ze gestalten, datt e laangfristeg iwwerliewensfäeg ass. D'ADR huet als éischt Partei verantwortungsvoll, sozial gerecht a wierksam Propositiounen an deem Sënn gemaach. A mir waarden haut nach drop, datt d'Regierung endlech hir Propositiounen op den Dësch leet.

Här President, natierlech brauche mir an enger Währungsunioun eng konsensuell Disziplin an eng fräiwëlleg Koordinatioun. Awer mir setzen als ADR ganz enk Grenze vun deem, wat do ka gemaach ginn. Eng partnerschaftlech europäesch Kontroll am Respekt vun der Souveränitéit och vu Staten, déi grouss budgetär Problemer hunn, däerf et ginn, mä nëmmen esou wäit ginn, wéi e Land Hëllef brauch, an och nëmmen esou laang, wéi et Hëllef brauch. Europa ass keen Zentralstat, dee seng Memberlänner däerf gängelen. A mir als ADR wëllen net, datt Europa jeemools zu engem Zentralstat gëtt.

Nach manner wëlle mir den Directoire vun deene Groussen. A leider si mir um beschte Wee dohin! D'Regierung vum Här Juncker ass einfach net capabel, fir sech ze wieren! Si ass verbraucht! A vill ze grouss sinn déi perséinlech Interessen a Verstréckunge vun eisem Premier an Europa, als datt hie sech nach kéint mat ganzer Kraaft an a voller Onofhängegkeet fir d'Interesse vum Lëtzebuerger Land engagéieren!

Et muss ee scho Spezialist sinn, fir ze verstoen, wat den Eurogroup ass a wat fir eng Roll eise Premier do spillt. Den Eurogroup, dee jo vum Här Juncker presidéiert gëtt, schreift dem Här Juncker als Lëtzebuerger Premier e Bréif géint den Index zu Lëtzebuerg. Dat ass europäesch Schizophrenie! Den Dokter Jekyll an de Mister Hyde ginn hei zum Dokter Jean-Claude an dem Dokter Juncker. Mir brauche keng Bréiwer vum Eurogroup! Mir maachen eis Politik hei esou, wéi mir wëllen, esou, wéi eis Institutiounen et virgesinn, ënner eiser nationaler Verantwortung an Autoritéit!

Här President, mir bräichten endlech Leit an der Regierung, déi Europa Grenze weisen. D'europäesch Institutioune wëllen och nach ëmmer méi finanziell Eegemëttelen, fir vun de Memberstaten nach méi onofhängeg ze ginn. Dat heescht op Lëtzebuergesch, et sollen elo och nach nei Steiere fir Europa kommen. An eis Regierung, amplaz esou Iddien direkt zréckzeweisen, fënnt dat och nach gutt!

Niewent all deem, wat hei zu Lëtzebuerg vun der CSV an der LSAP schonn u Sozialofbau gemaach gouf, sollen d'Leit elo geschwënn och nach duerch méi europäesch Steiere belaascht ginn. Mir als ADR soen dozou kloer an däitlech: „Fir eis kënnt dat net a Fro!"

Mir erënneren drun, datt am Ableck virun allem déi musse fir d'Finanzkris bezuelen, déi se net verschëllt hunn. Am zyneschsten ass dobäi de Kampf vun eiser Regierung géint d'Mammerent. Sou als wär et d'Schold vun den Hausfraen a Mammen, datt eng Rei vu Banquiere mat eise Suen ouni iergendee Gefill fir Verantwortung ëmgaange sinn!

Här President, mir brauchen nees vill méi Rechter fir d'Memberlänner an dowéinst och manner Europa. D'ADR wëllt, datt mir eis souverän Rechter a vollem Ëmfang behalen. E staarkt Lëtzebuerg an Europa, an net eent, wat vu Berlin oder vu Bréissel aus diktéiert kritt, wat et ze maachen huet. Déi intolerabel europäesch Amëschung betrëfft ewell all Beräich vun eisem Liewen: Europa bestëmmt eis Asylpolitik, Europa bestëmmt eis Familljepolitik. Ënnert dem Virwand vun der Netdiskriminéierung gëtt eis ëmmer méi eng Gesellschaftsuerdnung opgezwongen, déi mir eigentlech net wëllen. Mir wëlle keng Politik vun der Gläichmaacherei.

Dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'Versécherungstariffer widdersprécht all statistescher Realitéit a gouf och, souwäit ech weess, vu kengem demokratesch gewielte Politiker gefuerdert. Europäesch Bürokraten hunn ewell méi ze soe wéi demokratesch gewielte Politiker.

Dofir muss och d'Fro kënne gestallt ginn, ob et wierklech richteg ass, datt europäescht Recht ëmmer virun nationalem Recht kënnt an datt dat muss méi gëllen. Ech perséinlech mengen dat net. Nationaalt Recht muss menger Meenung no nees virun dat europäescht kommen, an dat europäescht Recht ass héchstens eng interpretativ Hëllef.

Här President, en CSV-Europadeputéierten huet eréischt de leschte Freideg en Artikel publizéiert ënnert dem Titel: „Von der notwendigen Überwindung des Nationalstaats". Dat ass typesch fir d'CSV vun haut, fir eng Partei, déi mat eiser Lëtzebuerger Heemecht geneesou mann kann ufänke wéi mat Begréffer wéi „chrëschtlech" oder „sozial", mä just nach - et ass traureg! - europapoliteschen Dreem noleeft, notamment och Ären, Här Premier.

Mir als ADR betounen awer d'Roll vum Nationalstat. An dat an dësem Zesummenhang besonnesch och a steierlecher Hisiicht. D'Aféierung an d'Kollekt vu Steiere kann nëmmen eng Aufgab vum Nationalstat sinn.

Här President, Europa heescht ëmmer méi Ofbau vu soziale Rechter hei zu Lëtzebuerg. Amplaz datt eis Regierung derfir plädéiert, datt iwwerall an Europa sozial Norme gestäerkt ginn, kuckt si no, wéi d'Kommissioun, Däitschland a Frankräich hei zu Lëtzebuerg wëlle Sozialofbau bedreiwen.

Mir als ADR hunn eis iwwert d'Reaktioun vu verschiddene Gewerkschaften hei am Land gefreet, déi och elo esou lues gesinn, datt nach laang net alles, wat aus Europa kënnt, gutt fir eist Land ass. Mä mir kucken awer och, ob déi Leit, déi heibannen Deputéierten a gläichzäiteg Gewerkschaftler sinn, net nees hir Séil verkafen.

Op engem Punkt si mir awer mat Europa d'accord, dat ass, datt mir eis Scholden endlech mussen ofbauen. Wéi Däitschland solle mir eis eng gesetzlech oder vläicht souguer och eng konstitutionell Obligatioun operleeën, fir eis Scholden ze plafonnéieren a wa méiglech souguer ofzebauen. Dës Regierung bezilt jo nëmmen Zënsen op eis Scholdelaascht, kee Kapital. Si reduzéiert op déi Manéier eise finanzielle Spillraum a belaascht déi zukünfteg Generatiounen.

Et geet net duer, fir bei de Statsausgaben ze spueren. Mir mussen och endlech d'Kapital vun eiser Schold zréckbezuelen. Dat versti mir als ADR ënner enger seriöer Finanzpolitik. A mir gesinn, datt d'CSV dat net fäerdeg brëngt.

D'CSV ass eng Scholdepartei, an dat net nëmmen um nationalen, mä och um europäesche Plang. Är „Euro-Bonden", Här Juncker, maachen et ville Länner nach méi einfach, fir Scholden ze maachen, fir déi dann déi aner Länner an Europa musse riichtstoen. Dat ass awer eng falsch verstane Solidaritéit. D'Schold, déi e Land mécht, muss och vun deem Land bezuelt ginn, an net vun deenen aneren. Nëmmen esou kann ee garantéieren, datt d'Länner op hir Suen oppassen.

Kloer ass och fir eis, datt nei europäesch Stabilitéitskritären oder -moossnamen nëmmen däerfen am Kader vun deenen europäeschen Institutioune geholl ginn, déi schonn existéieren. Niewent alle berechtegte Kritiken un enger zwëschestaatlecher Approche am Beräich vun der Währungsunioun musse mir och drop oppassen, datt déi europäesch Architektur net nach méi komplizéiert gëtt an net nach méi schwéier ze verstoen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, Croissance et compétitivité, dat sinn déi zwee grouss Sloganen, ënnert deenen am Moment déi europäesch Politik leeft. An ech mengen, déi zwee Begréffer misste grondsätzlech hannerfrot ginn.

D'Croissance, wéi eng? Fir wien? Mat wéi enge Konsequenzen?

D'Kompetitivitéit, wéi eng? Wéi ass dat gemengt? Ass domadder gemengt, wéi dat awer an der Europäescher Unioun schéngt en Dogma ze sinn, Konkurrenz op Béien a Briechen als Grondprinzip vun der ekonomescher Entwécklung? Mir wëssen, dass d'Konkurrenz um Plang vun de Léin, vun der sozialer Protektioun, vun de Steieren zu enger Spiral no ënne féiert, déi net nëmme sozial inakzeptabel ass, mä och ekonomesch absurd.

Fräi an ongeregelt Konkurrenz, och dat wësse mer, ass um Ursprong vun der grousser Kris vun deene leschte Joren, déi nach net eriwwer ass. Ongeregelt Konkurrenz féiert zu engem Wuesstum als Selbstzweck mat enger Akkumulatioun vu Räichtum op där enger Säit a mat destruktive Wierkungen um sozialen an ekonomesche Plang op där anerer Säit.

Mä, wéi gesot, grad dee Prinzip vun der Konkurrenz bestëmmt wäitgehend déi europäesch Politik souwuel an der Theorie wéi an der Praxis. An dat ass de Problem vun der Europäescher Unioun! De Problem!

Kompetitivitéit kënnt jo vu Kompetitioun. Wäre mer beim Sport, kéim jo wuel kee Mënsch op d'Iddi, déi fräi an ongeregelt Konkurrenz zum Grondprinzip vun der sportlecher Kompetitioun ze maachen. Et pour cause! Well da misste mer fäerten, dass et zu Chaos oder am Extremfall zu Mord an Doutschlag géif kommen. Duerfir gëtt et am Sport äusserst streng Regelen, wéi ee sech däerf verhalen a wéi net.

Tëschent dem Sport an der Ekonomie gëtt et awer nach e fundamentalen Ënnerscheed. Beim Sport ouni Regele krite wuel nëmmen d'Sportler selwer Bëlzen. Bei enger Ekonomie ouni staark sozial Regelen awer kréien déi haaptsächlech Bëlzen, déi iwwerhaapt net um Spill bedeelegt sinn! Mir brauchen also an Europa en neit soziaalt Regelwierk. Dat ass den Enjeu an dovunner hänkt d'Legitimatioun vun der Europäescher Unioun of.

Wirtschaftlech Gouvernance? Jo, awer am Déngscht vun enger sozialer Gouvernance. Vun där si mer awer nach ëmmer an der Europäescher Unioun wäit ewech. Obwuel jo eigentlech sozial Gouvernance eng vun den Haaptkonklusiounen hätt misse sinn aus där Kris, aus där mer nach net eraus sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Europäesch Unioun, an d'Eurozon méi am Besonneschen, muss bis un d'Enn vum Mount Mäerz eng global Äntwert op d'Reschtbestänn vun der Finanz- a Wirtschaftskris formuléiert hunn. An un där Äntwert gëtt intensiv geschafft. Déi Äntwert setzt sech aus véier Deeler zesummen.

Et geet fir d'Éischt drëm, sechs Propositioune vun der Kommissioun an europäesch Législatioun ze verwandelen. Déi betreffen an der Haaptsaach Reformen, déi de Stabilitéitspakt betreffen an déi d'makroekonomesch Divergenzen an der Eurozon wëllen hëllefen ze aplanéieren.

Der Lëtzebuerger Regierung kënnt et dobäi drop un, dass mer déi Texter séier evakuéiert kréien am Mäerz an dass mer mam Europäesche Parlament am Verfahre vun der Colégislatioun - well déi meescht Texter musse colégiféréiert ginn - dee Pak bis an de Juni ofgeschloss hunn, woubäi ee

muss wëssen, dass vun deene sechs Propositiounen der zwou eenzeg an eleng d'Eurozon betreffen.

Wat d'Verstäerkung vum Stabilitéitspakt ubelaangt, trëtt d'Regierung fir méi automatesch Sanktiounen a wéi dat, wat sech de Moment ofzeechent, a se trëtt derfir an, dass iwwerall do, wou Strofmoossname préludenhaft agelaut ginn, de Conseil vun de Ministere mat ëmgedréitener qualifizéierter Majoritéit ofstëmmt, fir domat sécherzestellen, dass déi grouss Memberstate sech net automatesch op d'Käschte vun deene klenge kënne schadlos halen. Insofern ass dat ee wichtegen Deel an dem schwieregen Dialog, dee mer heiansdo hunn tëschent groussen a méi klenge Memberstaten.

Et geet drëm, fir déi Facilitéit, vun där Irland de Moment profitéiert, erëm zréckzeféieren op hiren initiale Kreditvolume vu 440 Milliarden, iwwer Weeër, iwwert déi mer nach diskutéieren. An et geet drëm, ze kucken, wéi ee quantitativ a qualitativ d'Instrumentekreesser vun där Facilitéit kann erweideren.

Et geet drëm, fir en definitiven europäesche Stabilitéitsmechanismus ze schafen, dee vu Mëtt 2013 u soll spillen. Dee gëtt mat 500 Milliarden Euro dotéiert. Doriwwer diskutéiere mer nach am Detail, fir ze kucken, wéi vill Kapital dass do muss abezuelt ginn, wéi vill Kapital dass do ofgeruff gëtt, ob dee Fong kann op de Marchés primaires an op de Marchés secondaires oder nëmmen op de Marchés primaires intervenéieren.

Et geet drëm, fir an deenen nächste Wochen an Deeg iwwert de Pricing vun de Finanzhëllefen, déi Griichenland an Irland kréien, ze schwätzen. An et geet drëm, iwwert d'Längt vun de Maturitéite vun deenen zwee Länner ze diskutéieren. Insgesamt - dofir hunn ech e puer Sitzunge méi vum Eurogroup missen aberuffe wéi geplangt - sinn der eng ronn 40 Froen, déi nach keng Léisung kennen, sou dass do wiesentlech Aarbecht ze leeschten ass.

An da kënnt een neit Element derbäi, vun deem ech verstanen hunn, dass et de Mëtteg hei géif am Mëttelpunkt vun den Debatte stoen, dat ass dat, wat ënnert dem Aarbechtstitel „Kompetitivitéitspakt" déi lescht Wochen - wéi ech och an dëser Debatt festgestallt hunn, vill Leit duerjerneebréngt - sech op de Wee duerch d'europäesch Presse- a Meenungslandschaft gemaach huet.

Bei deem Pakt fir den Euro a fir deem seng Konvergenz - dat Wuert „Kompetitivitéitspakt" wäert Der an deenen nächste Wochen net méi héieren - geet et eigentlech drëm, fir der Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik Been ze maachen.

Mir musse vun zwou Situatiounen ausgoen. Mir liewen an enger globaliséierter Welt. Dofir kann een Europa net méi lassgetrennt vun anere Kontinenter a vun deenen opstriewende Länner gesinn. Dat kann ee selbstverständlech maachen, wann een der Meenung ass, d'Europäer hätte méi Recht op eng Plaz un der Sonn wéi déi aner. Mä wann een awer der Meenung ass, mir géifen an enger multipolarer Welt liewen, wou jiddweree Recht op ee Stéck vun der Sonn huet, da muss een, wann ech gelift, sech an d'Logik, andeem ee se probéiert ze veränneren, do wou se schifgeet, vun där globaliséierter Welt aklénken.

A mir mussen eis domat offannen - ech fanne mech gären domat of -, dass mer an enger Währungsunioun liewen, dass mer eng einheitlech Währung hunn. An dofir si vill Gespréicher net zilführend. Mir sinn als Lëtzebuerg, wat d'Wirtschafts- a Währungspolitik ubelaangt, een Deel vun enger Währungszon a mir deelen eist Geld mat 16 anere Länner. An déi 16 Länner, déi aner an och mir, kënnen an där Währungsunioun net maachen, wat se wëllen. Déi hu Rücksicht ze huelen op allgemeng Regelen, déi zur Applikatioun kommen. Sou wéi och an all Nationalstat allgemeng Regelen esou breet wéi méiglech gedeelt mussen zur Applikatioun kommen.

Zënter 1990 plädéieren ech an anerer fir eng méi staark Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik, mindestens honnert Mol hei am Haus! Mindestens honnert Mol hei am Haus! Zënter gradesou laang, neen, zënter 1985 plädéieren ech heibanne wéi an Europa, an och an deene Gespréicher, wou Eenzelner heibannen net deelhuelen, mä déi nëmmen d'Pressekonferenz liesen, fir d'Aféierung vun engem Mindestsockel vun den Arbeitnehmerrechter an der Europäescher Unioun. Heibannen honnert Mol duergestallt! Zënter laange Jore plädéieren ech fir d'Aféierung vun engem europäesche Mindestloun. Net op därselwechter Héicht, mä vum Prinzip hier soll all Land ee Mindestloun hunn.

Dat si keng Erkenntnisser vun haut an net d'Erkenntnisser vun Neigebuerenen; dat si fest Bestanddeeler vun enger Politik, déi d'Lëtzebuerger Regierungen iwwer Joren an der Europäescher Unioun an och heiheem gefouert hunn.

D'Koordinatiounsflicht vun der Wirtschaftspolitik steet net am Lissabonner Vertrag. Et stoung och net an de Verfassungsverträg, mä et steet am Maastrichter Vertrag, wou gesot gëtt, dass d'Wirtschaftspolitik national bleift, mä dass se am allgemengen Interessi muss koordinéiert ginn. Deeler dovu stinn am Stabilitéitspakt vun 1997. Grouss Deeler iwwert de Renforcement vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik stinn an enger Resolutioun vum Europäesche Conseil vum Dezember 1997.

Een direkte Bezuch zu enger neier Vertragslag gëtt et net. Et gëtt ee Bezuch zu enger - Eenzelner nennen dat Gebuertsfeeler -, zu enger Propriétéit, enger Charakteristik vum Maastrichter Vertrag, nämlech dass Währungspolitik zentral, einheitlech an onofhängeg definéiert gëtt an d'Wirtschaftspolitik ebe muss mat Instrumenter,

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

déi de Maastrichter Vertrag virgeschriwwen huet, koordinéiert ginn.

Wann een eng aner Welt wëllt, wann een net d'Welt wëllt vun der einheitlecher Währung, wann een net d'Obligatioune vun der einheitlecher Währung wëllt huelen, mä just d'Avantagë vun därselwechter an d'Täsch stécht, ouni déi och emol nëmme sträifweis heibannen ze erwähnen, da soll ee sech zréckwenden an déi Realitéit, déi eis war.

Mir waren zënter 1921 an enger Währungsassociatioun mat der Belsch, an där mer strictement näischt ze soen haten. Déi huet opgewäert. Déi huet ofgewäert. A mir hu matgemaach an déck Kreesch gedoen. War dat besser? Wëllt Der wierklech de belsche Frang erëm? Hätt Der gären haut de belsche Frang? Hätt Der dee gär?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech stelle jo den Euro net a Fro!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, da muss een och... Wann Der den Euro net a Fro stellt, wat ech gären unhuelen..., obschonn, wann ech 1991 all Äre Riedner nogelauschtert hätt, mer en net agefouert hätten. Ech hunn eng prezis Erënnerung un déi Debatt. Frot emol den Här Henckes, dee gesot huet, eis Finanzplaz géif d'Baach erofgoen, wa mer den Euro hätten!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Neen, neen! Neen, neen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dach! Ech hunn den Androck, ech hätt déi Debatten...

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Neen, neen, do hutt Der Iech geiert!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn den Androck,...

Une voix.- Bréngt eis déi!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Juncker, alles, wat heibanne gesot gëtt, ass jo festgehalen. Bréngt eis et emol!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà! An dofir ass och alles festgehalen, wat hei vun Debatte stattfonnt huet, wéi den Euro agefouert ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien! Voilà!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dofir, well ech zoufällegerweis gëschter Owend déi Debatten nogelies hunn, weess ech ganz genau, wat elo hei...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass dach gutt. Sou huet een et séier zur Hand.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hu just gesot gehat, datt dat eenzegt Land, wou den Euro kéint agefouert ginn, dat wier Lëtzebuerg, well alleguerten déi aner géife sech un näischt halen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn eng manner selektiv Erënnerung un Är Ried wéi Dir, Här Henckes.

(Hilarité)

Dir kënnt se roueg noliesen.

Mä onofhängeg dovu solle mer frou sinn, dass mer aus där Babylonescher Gefaangenschaft vum belsche Frang eraus sinn, well mer wiesentlech besser fuere mat där Währung, déi haut eis ass a wou mer musse mat deenen anere Länner, déi an der Währungszon sinn, gemeinsam Politik gestalten.

Dee sougenannte Kompetitivitéitspakt, dee vun däitscher a vu franséischer Säit initiéiert ginn ass a wou et net een eenzegen Textvirschlag gëtt, wou et just Zeitungsartikelen driwwer gëtt - mä hei gëtt zitéiert, dass d'Fatze fueren, aus engem Pabeier, deen et net gëtt! -, deen huet en fait iwwerhaapt kee Mehrwert par rapport zu deem, wat mer haut hunn. Well mir hunn haut grouss Orientations de politique économique. Mir hunn déi aarbechtsmaartpolitesch Leitlinien. Mir hu Stabilitéitsprogrammer, mir hunn national Reformprogrammer, mir hu Recommandatioune vum Conseil un déi eenzel Memberstate vun der Europäescher Unioun an am méi Spezielle vun dem Eurogroup.

An déi Instrumenter, soe mir, sollen déi sinn, mat deenen déi al nei Iwwerleeungen iwwer Renforcement vun der Konvergenz an der Eurozon solle véhiculéiert ginn, ouni dass mer nei Instrumenter brauchen. Mir hunn eng nette Präferenz fir déi communautaire Instrumenter, déi mer an den Traitéë stoen hunn. An do, wou Punkte beréiert ginn, déi exklusiv an en nationale Rayon falen, brauch een aner Instrumenter, déi och de Vertrag indirekt virgesäit fir „pressure" an esou virun an esou fort. Sou wéi dat an de Resolutioune vum Conseil vun 1997 opgeschriwwe ginn ass, wou d'Memberstate vun der Eurozon opgefuerdert ginn, wéi den Eurogroup gegrënnt ginn ass, sech regelméisseg iwwer Pensiounsfroen an iwwer Lounfindungsfroen a Käschtefroen auszespriechen.

Mir hunn eng Rei vu Propositiounen, déi Däitschland a Frankräich gemaach hunn, ouni en Text virzeleeën, direkt ofgelehnt. Also, ech brauch awer keng Opfuerderung hei am Parlament, fir ze wëssen - obschonn dat hëllefräich ass -, wéi ee lëtzebuergesch Positiounen am Ausland vertrëtt; insofern wéi Europa Ausland ass an engem einheitleche Währungsgebitt, wat e bëssen eng étrange Formulatioun ass, well en Eurogebitt ass keen Ausland. Mir sinn an enger Solidar-, an enger Haftgemeinschaft, an enger Schicksalsgemeinschaft am Euro.

Mir hunn déi Fuerderunge fir den Index - esou war dat formuléiert an den Zeitungen an och an engem Non-Paper, dee mer haten, mä deen awer keen offizielle Pabeier ass -, mir hunn déi Iddi ofgelehnt, fir innerhalb vun zwielef Méint den Index ofzeschafen. A gesot, mir géifen en net nëmmen net an zwielef Méint ofschafen, mir géifen en iwwerhaapt net ofschafen! Dat ass aktenkundeg! Fir déi, déi sech just iwwer Pressekonferenzen informéieren, misst dat jo eigentlech ukomm sinn. Dat misst um Radar stoen, dass mer dat direkt zu Bréissel gesot hunn.

A mir hu gesot, et wier méi intelligent, mir géifen ee Mindestloun an Europa aféieren. Nozeliesen, dass dat d'Lëtzebuerger Positioun war! Dass mer gesot hunn, mir géife gären iwwer Aarbechtszäit schwätzen. Wann Indexéierung eng Kompetitivitéitsfro wier, da wier d'Aarbechtszäitorganisatioun, déi legal an déi wöchentlech, ouni all Zweifel jo och eng kompetitivitéitsbestëmmend Fro.

Vu dass dat nom Goût vu kengem war, ass et logesch an evident, dass déi Fro vun der Indexéierung eng aner Formuléierung elo fënnt, well elo gesot gëtt am Text, net fir d'Indexsystemer ze verbesseren, mä fir se ze adaptéieren do, wou et noutwendeg ass an där Situatioun, déi entsteet.

Mir soen, mir wäerten dat de Freideg soen, dass et eng grouss Lounzréckhalung muss ginn am Beräich vun der öffentlecher Fonctioun. Dat ass eng Décisioun, déi zréckgeet op eng Festleeung vun der Eurozon aus dem Oktober 2005. Dat ass also och näischt Neies. Mä an enger Währungsunioun ass et à terme geféierlech - well d'Kohäsioun vun därselwechter zersetzend -, wann een total divergéierend Inflatiounstauxe vun engem Land an dat anert huet.

Eis Dissonanze sinn net wiesentlech méi grouss wéi déi an der Dollarzon, wann ech d'USA als d'Haaptexpressioun vun der Dollarzon huelen, mä si fänken un, besuergniserreegend ze ginn, well kohäsiv Kräfte verluer ginn. An dofir muss een dozou kommen, dass een zu engem méi no der Mëtt, an am Lëtzebuerger Fall no ënnen orientéierten Inflatiounssaz kënnt.

Wéi mer dat maachen, dat musse mer selwer bestëmmen. Mir kënnen eis net vun iergendengem virschreiwe loossen - wann och heiansdo suggéréieren -, wéi mer dat maachen. Well ee vun den essenzielle Sätz, déi an déi Décisiounen den nächste Freideg wäerte kommen an déi ech mam Här Van Rompuy a mat aneren duerchdiskutéieren, ass, dass d'Memberstaten eleng zoustänneg sinn, fir déi Ziler, déi mer global fixéieren, individuell am Soloverfahren, mat hire Mëttelen a mat hire Moyenen, mat hiren Instrumenter duerchzesetzen.

Dass mer eis drop eenege mussen, dass een alleguer déi Secteuren an eisen Ekonomien, déi iwwerprotegéiert sinn, wou d'Konkurrenz net spillt, wou de Präisverglach net stattfënnt, well nëmmen ee Präisbilder do ass, dass een déi lues a lues muss am nationale Verfahren ophiewen, schéngt mer eng Evidenz ze sinn, gradesou wéi mer jo alleguer d'accord sinn, dass een d'Kreditmasse fir Recherche a fir Développement muss an d'Luucht setzen.

Woubäi mir gären hätten, dass zur Bemoossung vun der Fitness vun enger nationaler Ekonomie och d'Investissementer an déi öffentlech Infrastrukture considéréiert ginn, well d'Kompetitivitéit, déi muss sinn, a wann een an enger Währungsunioun ass, muss sech ugeglach ginn zum Gudde vum grousse Ganzen. Mir sinn net der Meenung, dass just d'Loun- an d'Käschte vu Produktiounsfacteuren zu Kompetitivitéits- an domat d'Standuertvirdeeler zielen, mä dass och Investissementer an d'Infrastruktur selbstverständlech dozou zielen.

Da leeë mir grousse Wäert drop als Lëtzebuerger Regierung, dass dat Soziaalt bei deem Gesamtpak do net verluer geet - Gesamtpak, dee souwisou méi breet ass wéi dat, wat ech hei gesot hunn -, mä dass och iwwer Formation continue geschwat gëtt, well mer der Meenung sinn, och an enger Ekonomie wéi eiser, dass et sënnvoll ass, an d'Weiderbildung ze investéieren, besonnesch vun deene Leit, déi op den Alter 54 bis an déi 60 zouginn, déi ganz liicht haut vun eisem profitorientéierte Wirtschaftsbetrib un de Rand vun der betriiblecher Existenz gedréckt ginn, ausgescheet ginn aus dem Betrib.

Mir hätte gären, ier een doriwwer schwätzt, dass een de Pensiounsalter, de Pensiounsantrëttsalter no uewen adaptéiert, dass een eng Politik entwéckelt, fir dass Leit, déi am beschäftegungsfäegen Alter sinn, déi Energien, Talenter, Erfahrung hunn, dass déi kënnen an der Beschäftegung bleiwen. Mir sinn amgaang, mat de Sozialpartner zu Lëtzebuerg doriwwer intensiv ze diskutéieren, grad wéi iwwert d'Augmentatioun vum Beschäftegungstaux, wat partiell datselwecht ass.

Ass et falsch, fir d'Eurozon drun ze hënneren, wa se sech gemeinsam virhëlt, d'Besteierung vun der Aarbecht erofzesetzen, domat méi séier Aarbecht méiglech ze maachen an déi fiskal Ponctioun vun der Aarbecht an aner Steierkategorien ze exportéieren, wéi zum Beispill an d'indirekt Besteierung? Et ass net d'Absicht vun eiser Regierung - well mir hunn eng niddreg Besteierung vun der Aarbecht a mir hunn niddreg Lounniewekäschten -, fir déi indirekt Steierbelaaschtung an d'Luucht ze setzen doduerch, dass mer d'Besteierung vun der Aarbecht géifen ofsenken. Mir brauchen déi net ofzesenken!

Mä wann awer Länner dat wëlle maachen, well d'Aarbecht ze deier ass an deene Länner, an dat trëfft virun allem déi manner Qualifizéiert, déi Klengst vun deene Klengen, dass déi eng Beschäftegungschance kréien, gesinn ech net an, firwat dass et soll eng falsch Europolitik sinn. Och wa se ënnert dem Arbeitstitel vun der Kompetitivitéitsverbesserung gefouert gëtt, gesinn ech net an, firwat dass d'Eurozon dat net soll maachen.

Iwwert d'Noutwendegkeet, déi et gëtt, fir öffentlech Finanzen an der Rei an an der Uerdnung ze halen, mengen ech, gëtt et heibannen eigentlech kee groussen Dissens. Obschonn ee muss wëssen, dass dat mat der Pensiouns- a Renteproblematik am direkten Zesummenhang steet, well zënter zéng Joer schonn an der Eurozon och regelméisseg gekuckt gëtt, wat dann déi intern Verflichtunge sinn, déi d'Staten an hir öffentlech Finanzen an hir zukünfteg Generatiounen op sech luede wéinst de Prestatiounen, déi Virgängergeneratiounen am Beräich vun de Renten a Pensioune festgeluecht hunn.

Dofir ass et logesch, dass ee seet, dass een d'Pensiounssystemer muss a Fonctioun vun den demographeschen Entwécklungen a vun den implizite Verbindlechkeeten, déi an de Pensiounssystematiken draleien, reforméieren. Genau dat maache mer zu Lëtzebuerg.

An dass mer dann eenzel europäesch Regelen an eis national Gesetzgebung aschreiwen, ouni dat an eis Constitutioun anzeschreiwen, schéngt mer och keen abwegege Gedanken ze sinn. Dat kann een ënner diverser Form maachen. Gesetzlech kann ee Reglementer verfaassen, déi och interinstitutionell on board geholl ginn. Dat musse mer kucken, wann et esou wäit ass, wéi mer dat kënne maachen.

Mä op jidde Fall geet et net, dass Eenzelner anere Länner wëlle virschreiwen, wéi se hir Constitutiounen ze änneren hunn! Dat ass einfach ee Feelgréff an der Këscht vun de politeschen Erwaardungen, déi ee par rapport zu anere Länner kann hunn, deen äusserst bedauerlech ass. Dofir, Här Bausch, Dir hutt hei haaptsächlech d'Madame Merkel an den Här Sarkozy interpelléiert. Ech kann net an hirem Numm äntwerten, well ech op ganz ville Positiounen hir Positiounen net deelen a mech mat villem kann averstanen erklären, wat Dir hei gesot hutt, wann och net mat allem.

Ech wëll just drop hiweisen, dass mer an der Europäescher Unioun, an der Eurozon eng Hällewull vu Finanzregularien elo nei gefaasst hunn, dass mer amgaang sinn, en Text iwwer Bonusencadrement ze maachen. Well wéi Dir sinn ech der Meenung, dass, wann déi eenzeg Konsequenz, déi d'Dirigente vun dem Secteur financier weltwäit aus der Finanzkris gezunn hunn - déi si verschëllt hunn a keen aneren! -, doranner besteet, dass si hir Bonussen op enger Héicht erëm aféieren, déi aller Beschreiwung Hohn spottet, dann deet et mer leed iwwert déi zukünfteg Ausriichtung vun der Finanzindustrie, well dann ass do ganz einfach dat Wiesentlecht net verstane ginn.

An déi Leit, déi leeën d'Aaxt un eise Modell vu sozialer Marktwirtschaft. Well wann d'Leit d'Gefill hunn, dass si musse bezuele fir d'Kris an dass déi, déi se verursaacht hunn, sech elo erëm d'Täsche voll mat Sue stoppen, dann explodéiert dee System ouni iergendeen Zweifel, well deen och de Bléck opmécht fir ganz vill aner méi kleng Ongerechtegkeeten, déi et selbstverständlech och nach gëtt an déi ze behiewe sinn.

Dass mer eis an der Eurozon virhuelen, driwwer nozedenken, eng gemeinsam Bemiessungsgrondlag bei der Kierperschaftssteier ze maachen, ma, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dach awer näischt Ongewéinleches! Dat hunn ech an x Regierungserklärungen am Numm vun e puer Regierungen, déi ënnerschiddlech zesummegestallt waren, hei virgedroen. Well mer einfach zur Konklusioun komm sinn, dass et fir eng Ekonomie wéi eis wichteg ass, dass et esou vill Ugläichunge wéi méiglech gëtt.

A well mer net wollten an eng Diskussioun vu Steierharmoniséierung brutaalster Natur eragedriwwe ginn, hu mer selwer virgeschloen, vun 1997 un, de 26. November, dass mer wëllen déi Harmoniséierung, déi Koordinéierung vun der Assiette erbäiféieren. Dass dat net u Lëtzebuerger Widderstand scheitert, well mir sinn am Prinzip do derfir, ënnert der Bedéngung, dass d'Konditioune stëmmen. Mä wou ganz vill aner Länner aner Problemer hunn!

D'Method, déi aus all deem resultéiert, wann ech Abstraktioun maache vum Sixpack, déi Propositiounen, déi d'Kommissioun gemaach huet, vun EFSF an ESM, wat déi zentral Froe sinn..., déi Fro, déi mer hei diskutéieren, ass en fait eng niewesächlech. Wichteg ass, wat mer déi nächst zwee, dräi Joer maachen, fir de System lieweg ze halen. Manner wichteg ass, wat mer eis elo virhuelen, fir déi nächst zéng Joer ze maachen. Dat ass dat, wat an dee Konvergenzpabeier stoe kënnt. Wichteg ass, wat elo an deenen zwee, dräi Joer, wann net souguer zwee, dräi Méint, wann net souguer véier Woche geschitt. Dat ass méi wichteg wéi dat, wat mer hei de Mëtteg prioritär diskutéiert hunn.

Mä d'Method vun deem Konvergenzpakt gëtt, dass mer eis op fënnef, sechs grouss Ziler an Europa eenegen, déi alleguer kompatibel si mat Lëtzebuerger nationaler, innenpolitesch duerchdiskutéierter Politik, dass mer dann als Memberstat vun der Eurozon ënnert deenen Objektiver, déi do fir deen Ensembel genannt ginn, fir den

Ensembel méi wettbewerbsfäeg par rapport zu aneren Deeler vun der Welt ze maachen, zwee, dräi Elementer erauspicke regelrecht, déi mer da wëllen an deenen nächste Méint a Joren ëmsetzen.

Mir wëllen eng Pensiounsreform maachen. Mir kréien hei gesot, et wier gutt, wa mer eng géife maachen. Mir wëlle jo eng maachen!

Mir hunn den Indexsystem adaptéiert. Well wa mer en net adaptéiert hätten, géif den 1. Mee eng Indextranche erfalen. Sou erfält se eréischt den 1. Oktober.

Mir wëlle jo d'Formation continue wiesentlech steigeren. Mir wëlle jo europäesch Regelen zum Deel an eis national Gesetzgebung aféieren, fir déi national Appropriatioun vun deene Regele méi däitlech ze maachen.

Dofir mengen ech net, dass déi Froen, wa se esou sanft an zäertlech formuléiert ginn, wéi ech Iech se elo virgedroen hunn - an ech hu gutt Hoffnung, dass dat esou geschitt, obschonn eis Leit amgaang sinn haut a muer, d'Endversioun ze schreiwen - da gesinn ech net, firwat dass mir eis net kéinten an deem gesamten Zesummenhang do erëmfannen.

An dofir, wa mer et fäerdeg bréngen, déi Mechanismen, déi mer hunn - EFSF, ESM, de Sixpack, déi global Gouvernance -, an de Kompetitivitéitselementer esou ze formuléieren an esou ze packen, dass dat och ëmgesat gëtt, wat mer hei diskutéieren, dann ass dat ee grousse Bäitrag zur nationaler Souveränitéit.

Well, wa mer national Souveränitéit begräifen als een Netbenotze vun deenen Aflossméiglechkeeten, déi d'Memberschaft an der Eurozon eis bitt, fir och Afloss ze huelen op aner Politiken, déi an anere Länner gemaach ginn, dann imposéieren d'Politike vun deenen anere Länner sech eis. Op eis eleng gestallt an där aler Welt, wou mer mat der Belsch hantéiert hunn, si mer ëmmer erëm ënnert d'Rieder komm vun den Décisiounsmechanismen an den effektiv getraffenen Décisioune vun deenen aneren. Elo si mer ee Copropriétaire vun der stäerkster Währung vun der Welt.

Ech ka mech nëmme wonneren, wann ee probéiert, mat engem Zongeschlag, deen ech mer gutt gemierkt hunn, d'Impressioun opkommen ze loossen, d'Memberschaft an der Eurozon, dat wier een Abandon, an déi nei Regelen, déi mer do hunn, een Abandon vun der nationaler Souveränitéit.

Wat hätte mer da mat eiser nationaler Souveränitéit gemaach am Moment vun der Finanzkris a vun der Wirtschaftskris? Ech hu léiwer eng Souveränitéit, déi mer an Europa no Vertragsregelen deelen - wat och mat sech brëngt, dass Europa seng Nues net däerf an alles stiechen; ech sinn deen Éischten, deen dat seet -, wéi dass mer op eis eleng gestallt wieren. Den Euro ass ee Bäitrag zur Steigerung vun der Lëtzebuerger Souveränitéit, an net de Géigendeel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo nach zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi vum Här Bausch déposéiert ginn ass.

Motion 1

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stëmme mer direkt iwwert déi Motioun of. D'Ofstëmme...

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mä ech wëll awer... Här President, et sinn awer Saachen an där Motioun vum Här Bausch, déi awer eng Diskussioun verdéngen. Global, esou wéi et zesummegesat ass, gefält dat mer och net, wéinst deenen heiansdo exzessive Stécker. Mä et sinn awer Elementer dran, wéi och an der Ried vum Här Bausch, déi awer eng Debatt verdéngen.

D'Chamber mécht, wat se wëllt. Mä ech wollt just dem Här Bausch an de Kolleege soen, wann d'Finanzkommissioun iwwert dës Motioun oder iwwert déi Elementer vun där Motioun hei eng Kéier wëllt mat der Regierung diskutéieren, sinn ech all Moment bereet, fir dat ze maachen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech sinn d'accord, Här President, se an d'Finanzkommissioun ze ginn. Mir kënne se jo nach eng Kéier duerno erëmbréngen.

M. le Président.- Gutt, et ass elo e Virschlag vum Här Statsminister, dee vum Auteur vun der Motioun gedeelt gëtt, fir déi Motioun an d'Finanzkommissioun ze verweisen. Ech mengen, domadder kënne mer averstane sinn. Da géif ech proposéieren, datt mer dat géife maachen. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6182 iwwert d'Ierfschaftsrecht. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: just den Här Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

14. 6182 - Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, näischt ass op dëser Welt méi sécher wéi den Doud an d'Steieren, sot de Benjamin Franklin, Coauteur vun der amerikanescher Onofhängegkeetserklärung.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Garantië vum Stat, fir geschëllten Ierfschaftssteier anzedreiwen. Stierwen ech hei zu Lëtzebuerg, dann huet de Stat um Dag vu mengem Doud eng Hypothéik op all mengen Immobilien, also Haiser, Terrainen a Bëscher, déi ech hannerloossen. Op dem mobile Verméigen, wat ech verierwen, zum Beispill Suen, Miwwelen, Bijouen oder aner Wäertgéigestänn, huet de Stat dann och nach e sougenannte gesetzleche Privileg.

1817, also viru ronn 200 Joer, goufen dës Hypothéik an de Privileg gesetzlech verankert, fir d'Bezuele vun der Ierfschaftssteier, déi ufält, sécherzestellen.

Fir eng Persoun, déi am Ausland wunnt - ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger -, mä hei zu Lëtzebuerg ee mobilt Verméigen ierft, muss, zousätzlech zu der gesetzlecher Hypothéik op Haiser an Terrainen an dem Privileg op de mobile Wäertgéigestänn, nach eng Kautioun gestallt ginn, fir d'Bezuele vun der Ierfschaftssteier, déi ufält, ze garantéieren. Dat geet esou wäit, dass eng Persoun, déi am Ausland wunnt an hei eng Ierfschaft untrëtt, eng Kautioun hannerloosse muss, ier se zum Beispill Saachen aus engem Safe vun enger Bank, déi déi verstuerwe Persoun do hat, kann iwwerreecht kréien.

Fir eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg lieft an ierft, geet an deem Fall eng einfach Informatioun vun der Bank un den Enregistrement duer, ier déi Wäertgéigestänn kënnen iwwerreecht ginn.

D'Héicht vun der Kautioun gëtt vum Friddensriichter festgesat, wann den Enregistrement an den Ierwen net eens ginn. Abee, dës zousätzlech Kautioun, déi eng Persoun, déi am Ausland wunnt an hei zu Lëtzebuerg ierft, muss stellen, gëtt elo ofgeschaaft.

Dat geschitt op Demande vun der Europäescher Kommissioun. Bréissel huet nämlech bemängelt, dass dëst géif géint déi fräi Zirkulatioun vum Kapital verstoussen. Déi zousätzlech Kautioun muss deemno net méi hannerluecht ginn, wann den Ierwen am sougenannten Espace économique européen wunnt, dat heescht an engem vun de 27 EU-Memberstaten oder an Island, Norwegen respektiv a Liechtenstein.

Wunnt den Ierwen, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, zum Beispill an den USA oder an der Schwäiz, da muss dës Kautioun weider gestallt ginn.

Här President, d'Fro stellt sech, firwat just bei der Ierfschaftssteier dës Kautioun besteet. Mä d'Erklärung ass déi, dass fir aner Steieraarten, zum Beispill direkt Steieren, TVA, Importsteier, Akzisen, et eng europäesch Direktiv gëtt, déi déi sougenannten Assistance mutuelle au recouvrement regelt. Mä de Moment ass d'Ierfschaftssteier vun dëser Assistance mutuelle ausgeschloss.

Wann ech zum Beispill dem Lëtzebuerger Stat Akommessteier schëlleg sinn an zum Beispill zu Arel wunnen, da freet d'Steierverwaltung eng Assistance au recouvrement un déi belsch Steierautoritéiten un, an déi zéien da fir d'Lëtzebuerger Steierverwaltung d'Suen an, wéi wann et sech ëm eng belsch Steier géif handelen.

Datselwecht zielt natierlech och op dem ëmgedréitene Wee, wann zum Beispill eng Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg wunnt, an der Belsch TVA schëlleg ass. Dat Ganzt ass bei eis duerch e Gesetz vum Joer 2002 geregelt. Dat Gesetz gëtt regelméisseg och applizéiert, well et zum Beispill a Sträitfäll am Ausland erlaabt, ob eng relativ onkomplizéiert Aart a Weis hei zu Lëtzebuerg Saisien op d'Bankkonten ze maachen.

Wéi gesot, d'Assistance mutuelle au recouvrement spillt nach net fir d'Ierfschaftssteier. Dëst soll awer ab 2012 mat der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv kënnen de Fall ginn.

Här President, d'Regierung, déi ass averstane mat der Kritik vun der Europäescher Kommissioun, dass et sech bei der Kautioun, fir d'Bezuele vun der Ierfschaftssteier ze garantéieren, ëm ee Verstouss géint de Prinzip vun der fräier Kapitalzirkulatioun handelt. Si huet och direkt no dem Avis motivé vu Bréissel gehandelt an dëse Gesetzesprojet deponéiert.

Déi gesetzlech Bestëmmungen, déi elo ëmgeännert ginn, stame vu laang virun der Schafung vun der Europäescher Gemeinschaft. De Statsrot ass mat dem Prinzip vun der Ännerung d'accord. Hien hat eng aner Formulatioun proposéiert. D'Finanzkommissioun huet déi awer net zréckbehalen.

Am Kloertext wollt de Statsrot de Begréff vun „domicile" aféieren, no deem misst gekuckt ginn, ob eng Persoun am Espace économique européen usässeg ass an deemno keng Kautioun muss stellen. D'Finanzkommissioun ass awer, opgrond vun deenen ënnerschiddlechen Interpretatiounen, déi de Begréff „domicile" an eiser Gesetzgebung huet, bei dem urspréngleche Regierungstext bliwwen, dee ganz einfach vun engem „habitant" vum Espace économique européen schwätzt.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Bericht, deen d'Finanzkommissioun eestëmmeg ugeholl huet an dee recommandéiert, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

An ech ginn och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, erëm ganz komplett ass, sou datt och kee Riedner sech méi ageschriwwen huet. Ech mengen och net, datt d'Regierung insistéiert, nach eppes doriwwer ze soen.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6182 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme géint eng Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6182 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen (par M. Eugène Berger), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, nämlech der Diskussioun iwwert de Projet de loi 6194, eng Konventioun mat Argentinien iwwert d'Sécurité sociale. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Carlo Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

15. 6194 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine, signée à Alcalá de Henares, le 13 mai 2010

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mir kéimen zum Projet de Convention an der Matière vun der Sécurité sociale mat der Republik Argentinien. De Projet gouf vum Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo déposéiert den 23. September vum leschte Joer. De Statsrot huet säin Avis de 26. Oktober, och d'lescht Joer, ginn. An der Réunioun vum 20. Januar dëst Joer huet d'Gesondheets- an d'Kommissioun vun der Sécurité sociale mech als Rapportrice fir dëse Projet bestëmmt. Mir hunn dunn den Avis vum Statsrot an därselwechter Réunioun gekuckt. An eiser Sitzung vum 10. Februar ass de Rapport dunn unanime ugeholl ginn.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi, dee wéi gesot eng Konventioun ass an der Matière vun der Sécurité sociale, déi Lëtzebuerg mat der Republik Argentinien ofschléisst?

Ma, dës Konventioun garantéiert all d'Rechter a Matière vun der sozialer Sécherheet fir all d'Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ engem oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ënnerleien. E suivéiert am Generellen eigentlech déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen, bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also.

D'Applikatioun dovu geet op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale an: Et sinn d'Assurance pension de vieillesse, d'invalidité et de survie. D'Prestations familiales si koordinéiert op Basis vum Critère de résidence. Ausgeschloss dovu sinn de Volet vun der Assistance sociale, awer och d'Prestatioune vun de Victimes de guerre. Betraff dovu sinn all Leit mat kenger Distinctioun vun hirer Nationalitéit, a si begräift sech op d'Persoune selwer souwéi och op hir Familljen an hir Survivanten.

E puer weider Infoe sinn, datt d'Gens de mer, d'Séileit also, där Législatioun ënnerleien, wou se wunnen. Dës Optioun hate mer iwwregens och schonn an der Konventioun ugeholl, déi mer mat Indien ofgeschloss haten. D'Fonctionnairen an assimiléiert Personal sinn där Législatioun ënnerworf, mat där se e Kontrakt hunn, dat heescht, aus deem Land, wou d'Administratioun hierkënnt, déi se och beschäftegt.

Wat den Détachement ubelaangt, sou gesäit d'Konventioun an hirem Artikel 9 vir, datt während zwielef Méint den Travailleur där Législatioun ënnerläit, wou en normalerweis drënnerfält, an datt dës Period nach eemol maximal fir zwielef Méint kéint verlängert ginn, wann en Accord do ass tëschent deenen zwee Länner. Eng aner Derogatioun betrëfft d'Salariéë vu Fluchgesellschaften: Déi bleiwen där Législatioun ënnerworf, wou d'Gesellschaft hire Siège huet.

Vläicht e puer Infoen zum Land, mat deem mer dës Konventioun ofschléissen, dat jo e gudde Krack méi grouss ass wéi eist. An zwar huet Argentinien méi wéi 40 Milliounen Awunner, et huet eng Längt vun 3.694 km an eng Breet vun 1.423 km. Et wor bis zu senger Onofhängegkeet 1816 Deel vum spuenesche Kolonialräich, an nach haut stamen 90% vun der Populatioun vun agewanderten Europäer of, 36% vun Italiener an 29% vu Spuenier.

Och nach haut hunn 28% vun den Ausländer, déi dohanne wunnen, en europäesche Pass, an zënter der Argentinienkris tëschent 1998 an 2002 sinn och erëm verstäerkt Argentinier an Europa ausgewandert, an natierlech dann och hei op Lëtzebuerg, an domat gesitt Der, datt dës Konventioun sënnvoll ass.

Da kommen ech och erëm direkt zréck zum eigentlechen Objet vum Projet de loi an dem Statsrot sengem Avis, deen en heizou ginn huet. E war och unanime domat d'accord, en hat weider keng Objektiounen ausser engem Datum, an zwar gouf d'Konventioun net den 19. Mee, mä schonn den 13. Mee 2010…

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- …a Spuenien ënnerschriwwen, an duerfir bemierkt dann de Statsrot och ganz richteg, datt mer dat am Intitulé…

(Interruption)

…vum Projet de loi genau wéi am Text och vun deemselwechte Projet de loi musse verbesseren,…

Une voix.- Très bien! Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- …an dat hu mer dann och gemaach. D'Kommissioun...

(Interruption)

Ech mengen, mir missten deene 40 Milliounen dat och matdeelen.

Une voix.- Voilà! Voilà!

(Interruption et hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Dat wier natierlech eng Iddi. Ech géif Iech, Här Bettel, dann och direkt mathuelen.

D'Kommissioun huet also den Avis vum Statsrot gekuckt, huet och iwwert de Rapport diskutéiert an huet natierlech dës Verbesserung, déi ech elo grad genannt hunn, berücksichtegt. D'Kommissioun huet du mäi schréftleche Rapport unanime akzeptéiert. An ech géif dann och elo d'Plénière bieden, dëse Projet de loi och unanime ze stëmmen.

Fir d'LSAP ginn ech op alle Fall elo meng Zoustëmmung an ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Dat war esou komplett, mengen ech, datt kee méi eppes nach derzou ze soen huet. Ech ginn dovun aus, de Minister huet och näischt méi derzou ze soen. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6194 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6194 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.36 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques nos 23, 24 et 25

6210 - Projet de loi portant exécution du règlement (CE) n°443/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers p. 290-293

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg (suite) p. 293

5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires
et
6240 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les enquêtes parlementaires p. 293-296

Interpellation de M. André Hoffmann sur l'évolution de la pauvreté et des inégalités sociales au Luxembourg ainsi que sur les politiques menées et à mener pour réduire cette pauvreté et ces inégalités p. 296-306

Motion de M. André Hoffmann sur le soutien des forces luttant pour la démocratie en Égypte p. 306-308

Motion de Mme Lydie Err sur le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo - Soutien de l'EULEX p. 308-309

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la situation des hommes divorcés et, en particulier, des pères divorcés au Luxembourg
et
Interpellation de Mme Lydie Err sur la situation des femmes divorcées au Luxembourg p. 309-321

Question avec débat n°16 de M. Jean Huss relative aux suites de l'affaire Mediator

et

Question parlementaire n°1227 de M. Jean Colombera relative aux suites de l'affaire Mediator p. 321-322

6219 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 24 juin 2010 modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007 p. 322

6195 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 322-323

Communications p. 323-324

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique»), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2010) 799) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre p. 324-325

Rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 325

Ordre du jour p. 325

Hommage à M. Jean-Louis Schiltz p. 325

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Diane Adehm p. 325-326

Composition du Bureau p. 326

Composition de la Conférence des Présidents p. 326

Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 326

Ordre du jour (suite) p. 326

Question urgente n°1297 de M. Xavier Bettel relative aux sanctions à l'encontre du Colonel Kadhafi et de ses proches p. 326-327

Heure de questions au Gouvernement

Question n°103 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux prix des taxis, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 327-328

Question n°104 du 4 mars 2011 de M. André Bauler relative au futur site du Nordstad-Lycée, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 328

Question n°105 du 7 mars 2011 de M. Roger Negri relative aux mesures visant à inclure sur le marché de l'emploi les élèves ayant quitté l'école sans diplôme, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 328-329

Question n°106 du 8 mars 2011 de M. Claude Adam relative à la nomenclature des différents cycles de l'école fondamentale, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 329

Question n°107 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux dangers des pointeurs laser pour les différents modes de transport et les sanctions éventuelles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 329

Question n°108 du 8 mars 2011 de M. Gast Gibéryen relative aux prix élevés des carburants, adressée à M. le Ministre des Finances p. 329-330

Question n°109 du 8 mars 2011 de M. André Hoffmann relative à la législation nationale concernant les sanctions envers des pays tiers, notamment en ce qui concerne les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances p. 330

Débat d'orientation sur la gouvernance économique au sein de l'UE et sur le pacte de convergence et de compétitivité projeté p. 330-338

6182 - Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession p. 338

6194 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine, signée à Alcalá de Henares, le 13 mai 2010 p. 338-339

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1040	Eugène Berger	Plateformes électroniques des communes
1052	Anne Brasseur et Félix Braz	Élaboration d'un nouvel ouvrage de référence en matière de droit constitutionnel et administratif luxembourgeois
1068	Fernand Etgen	Période du «service réduit» des médecins et effectif des équipes du SAMU
1070	Jean Colombera	Feu couvant dans la déchetterie du SIDEC
1078	Jean Colombera	Agressions et violences dans le Centre pénitentiaire de Schrassig
1080	Mill Majerus	Campagne du Conseil de l'Europe contre la violence sexuelle à l'égard des enfants «One in Five - Un sur Cinq»
1085	Marcel Oberweis	Résidus chimiques présents dans l'alimentation
1097	André Bauler	Simulation d'une course folle en milieu scolaire
1099	Claude Adam	Lettres de motivation demandées par des lycées
1107	Jean Colombera	Manque de personnel dans les maisons de retraite
1112	Fernand Kartheiser	Stock de liquide de dégivrage à l'Aéroport de Luxembourg
1113	André Bauler	Projet-pilote «PROCI»
1114	Félix Braz	Évaluation de la loi de 2006 relative au droit d'asile
1115	Félix Braz	Introduction d'une chambre au niveau du Tribunal administratif spécialement dédiée aux affaires du droit des étrangers
1116	Marc Spautz	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans la politique
1117	Eugène Berger	Chargés d'enseignement
1119	Claude Haagen	Battue sur et aux alentours des terrains du Nordstad-Lycée
1120	Claude Adam	Allocations familiales pour les élèves des classes IPDM
1121	Fernand Kartheiser	Fonds européen d'investissement pour la stabilité et la croissance
1122	François Bausch	Transports de matières radioactives via le Luxembourg
1125	Marc Spautz	Bulletins scolaires
1126	Marc Spautz	Instauration éventuelle d'un service minimum au niveau du transport scolaire avant le début des vacances scolaires
1127	André Bauler	Phénomène du «burn-out»
1137	Jean Colombera	Introduction d'une procédure spéciale permettant l'utilisation légale du cannabis et des cannabinoïdes

Question 1040 (24.11.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **plateformes électroniques des communes:**

Le taux de ménages connectés à Internet augmente à Luxembourg d'année en année et le world wide web est devenu pour un grand nombre des citoyens une source d'information essentielle.

Depuis octobre 2010 plusieurs communes offrent en collaboration avec le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) la plateforme macommune.lu à leurs habitants avec le but de faciliter les démarches administratives sans devoir se déplacer.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelle est la stratégie en matière de communication électronique que Monsieur le Ministre proposera aux communes pour adapter les services offerts par les administrations communales aux attentes de leurs habitants dans ce domaine?

- Qu'en est-il d'un usage plus conséquent des applications iPhone, Android ou autres?

- Est-ce que les communes ne devraient pas publier obligatoirement les avis officiels affichés dans le «Reider» sur leurs sites Internet et est-ce que Monsieur le Ministre envisage-t-il de créer une base légale pour garantir la validité des publications et des avis officiels des communes sur leurs sites Internet?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'à l'instar des entreprises privées, les communes devraient miser davantage sur un développement renforcé de leurs plateformes électroniques pour faciliter ainsi les démarches administratives des citoyens?

- Ne serait-il pas opportun d'informer les responsables politiques communaux des nouvelles opportunités et d'encourager les élus locaux à reconsidérer leur manière de communiquer avec les administrés?

Réponse (7.2.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député vise la communication électronique par les communes.

À cet égard il y a lieu de relever tout d'abord que la communication électronique n'est pas considérée par les textes légaux en vigueur comme une mission obligatoire des communes, ni comme un moyen obligatoire à utiliser dans le contexte de leurs missions obligatoires.

Par conséquent, l'utilisation de moyens de communication électronique, que ce soient la mise en ligne d'informations, la possibilité de téléchargement de documents ou formulaires, des applications iPhone, Android ou autres relèvent du domaine de l'autonomie communale. Il n'appartient pas à l'autorité de tutelle d'imposer aux communes des services qui ne sont pas prévus par la loi.

Il y a lieu d'observer que les communes recherchent de plus en plus à user des moyens de communication électroniques pour rendre attractifs les services publics locaux. Pour une grande partie d'entre elles, le syndicat de communes SIGI qui regroupe 103 des 116 communes luxembourgeoises représentant une population de plus de 340.000 habitants fournit ce type de services.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la mise en place de systèmes de communication électronique est souvent onéreuse et que bon nombre de communes de petite taille ne sont vraisemblablement pas en mesure de se doter de tous les équipements que nécessiteraient les applications ou services cités par l'honorable Député de sorte que là encore la question de l'adaptation de notre paysage communal aux défis du 21e siècle est posée.

Toujours est-il que le regroupement des communes au sein du syndicat de communes SIGI permet même aux communes de petite taille d'accéder à des moyens de communication électroniques de base.

L'État pour sa part communique avec les communes par voie du système CIRCALUX.

Question 1052 (30.11.2010) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* et de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**élaboration d'un nouvel ouvrage de référence en matière de droit constitutionnel et administratif luxembourgeois:**

Le manuel de droit «L'État luxembourgeois. Manuel de droit constitutionnel et de droit administratif» de Pierre Majerus - dont la première version date déjà de 1948 et qui fut réédité plus tard par Marcel Majerus - servait de longues années comme ouvrage de référence pour l'étude des institutions luxembourgeoises. Ce manuel fut édité pour la dernière fois dans les années 90 et n'est plus en vente aujourd'hui. Pourtant, il n'existe pas, à ce jour, d'ouvrage de référence comparable et à jour en matière de droit constitutionnel et administratif luxembourgeois. Dans sa réponse à notre question parlementaire n°0907 du 21 septembre 2010 *(cf. compte rendu n°4/2010-2011)*, le Ministre de la Justice s'était interrogé «s'il ne serait préférable de laisser cette initiative (la réédition) soit à un juriste ou un groupe de juristes soit à l'Université du Luxembourg».

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Vu l'utilité d'un tel manuel, est-ce que Monsieur le Ministre entend proposer l'élaboration d'un nouvel ouvrage de référence en matière de droit constitutionnel et administratif luxembourgeois à l'Université du Luxembourg, éventuellement en coopération avec les ayants droit en matière de droit d'auteur de Monsieur Majerus?

Réponse (2.2.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ainsi que je l'avais indiqué dans ma réponse à la question parlementaire n°0907, question posée par les honorables Députés Anne Brasseur et Félix Braz, je suis d'avis qu'il «serait préférable de laisser cette initiative soit à un juriste ou un groupe de juristes, soit à l'Université du Luxembourg».

Dans le respect de l'autonomie de l'Université du Luxembourg, il n'incombe pas au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de proposer l'élaboration d'un ouvrage quel qu'il soit à l'Université du Luxembourg.

Question 1068 (6.12.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **période du «service réduit» des médecins et l'effectif des équipes du SAMU:**

Pendant la période du «service réduit» des médecins, l'effectif des équipes du SAMU a été presque doublé. En effet, à côté des trois équipes permanentes, deux groupes supplémentaires ont été mis en place de huit à vingt heures pour desservir la région du Centre et du Sud.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quel est le bilan de cette mesure? Quel a été son surcoût? Combien d'interventions ont été couvertes par les deux équipes supplémentaires?

- Monsieur le Ministre serait-il, le cas échéant, disposé à maintenir les deux nouvelles équipes afin de garantir une meilleure couverture du pays par le service du SAMU?

Réponse (7.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La moyenne journalière de sorties du SAMU au courant de l'année 2009 a été de 9,9 sorties dans la région Centre et de 7,7 sorties dans la région Sud.

Durant la période du mouvement syndical des médecins, à savoir entre le 22 octobre et le 24 novembre 2010, le deuxième SAMU est intervenu:

- 42 fois dans la région Centre, soit 1,35 sorties par jour, ce qui correspond à une augmentation de 13,64%;

- 14 fois dans la région Sud, soit 0,45 sorties par jour, ce qui correspond à une augmentation de 5,84%.

Les coûts supplémentaires sont toutefois difficiles à chiffrer, étant donné que d'une part les médecins du SAMU ont effectué ces gardes sans rétribution pour leur disponibilité, et que d'autre part le personnel infirmier a été recruté parmi le personnel en chômage technique.

Un dédoublement du SAMU dans l'une ou l'autre région ne peut se faire sur base des statistiques d'une période aussi limitée, mais devrait pouvoir s'appuyer sur l'évolution des sorties sur une période plus représentative et des statistiques fiables.

Question 1070 (7.12.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **feu couvant dans la déchetterie du SIDEC:**

Mengen Informatiounen no soll um SIDEC e Schwelbrand virleien! Dat kënnt vir, wann Offall ënnert der Uewerfläch ouni Sauerstoff vu bausse verbrennt.

Dobäi entstinn och héich Temperaturen an esou ee Brand muss ee fachmännesch läschen.

Bei der SIDEC ass esou ee Brand grad am Beräich vun der Tëschenofdichtung, dee jo bekanntlech aus Bitume besteet, ee grousse Risiko. D'Dichtung riskéiert, hir Wierkung ze verléieren.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un d'Häre Ministere riichten:

1. Wéi vill där Schwelbränn gouf et op der SIDEC an de leschten zéng Joer?

2. Ass no all Schwelbrand eng Kontroll vun der Tëschenofdichtung gemaach ginn? Wa jo, wéi sinn hei d'Resultater? Wann neen, wat fir Garantië gëtt et, respektiv wat fir Kontrolle ginn da gemaach, fir dem Gesetz respektiv dem Schutz vun eiser Natur gerecht ze ginn?

Réponse commune (17.2.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Vum Joer 2001 bis haut gouf et op der Deponie vum SIDEC um Fridhaff insgesamt néng Bränn. Heibäi huet et sech an alle Fäll ëm kleng Bränn gehandelt, déi relativ schnell konnte geläscht ginn. Den Tableau hei ënnendrënner zielt déi jeeweileg Bränn op a renseignéiert och iwwert déi jeeweileg Mesuren, déi geholl goufen.

Datum	Beschreiwung vum Brand	Mesuren, déi geholl goufen
24/06/2001	Brand op der Deponie	D'Pompjeeë goufe geruff, d'Feier gouf ausgemaach.
15/06/2002	Ufank vun engem Feier op der Uewerfläch vun der Fläch IV während dem Kompaktéieren.	Direkt Ausmaache vum Feier mat dem Feierläscher vum Kompakter. D'Brandplaz gouf mat Buedem zougedeckt, fir datt d'Feier net erëm konnt ugoen.
27/09/2003	Ufank vun engem Feier op derUewerfläch vu der FächI.	Alarméiere vun de Pompjeeën. Ausmaache vum Feier. Ofdecke vun der Brandplaz mat Buedem.
09/12/2003	Ufank vun engem Feier (ca. 2 m²) op der Uewerfläch vun der Fläch IV.	Direkt Ausmaache mat dem Feierläscher. Ofdecke vun der Brandplaz mat Buedem.
15/06/2004	Ufank vun engem Feier op der Uewerfläch vun der Fläch IV.	Direkt Ausmaache mat dem Feierläscher. Ofdecke vun der Brandplatz mat Buedem.
30/06/2004	Ufank vun engem Feier op der Uewerfläch vun der Fläch IV.	Direkt Ausmaache mat dem Feierläscher. Ofdecke vun der Brandplaz mat Buedem
22/11/2005	Ufank vun engem Feier op der Uewerfläch vun der Deponie	Ofdecke vun der betraffener Fläch mat Buedem.
09/12/2005	Ufank vun engem Feier op der Uewerfläch vun der Deponie.	Ofdecke vun der betraffener Fläch mat Buedem.
Dezember 2010	Brand am neien Deponieberäich	Ausbaggeren an Evakuatioun vun den Offäll, déi Feier gefaang haten.

Et kann ee feststellen, datt d'Majoritéit vun de Bränn am Zäitraum vun 2001 bis 2005 waren. Duerch d'Virbehandlung vun den Offäll virun der Deponéierung konnt an der Folleg d'Situatioun vun den Deponiebränn esou stabiliséiert ginn, dass et nach just am Dezember 2010 zu engem Virfall koum.

2. Bei den éischte siwe Bränn huet et sech jeeweils ëm e Feier mat enger Flam op der Uewerfläch gehandelt. Dat huet derzou bäigedroen, datt de Brand méiglechst schnell erkannt a geläscht konnt ginn.

All dës Bränn hu sech weder am Beräich vun der Deponieofdichtung nach soss an der Géigend vun enger Infrastruktur entwéckelt, déi hätt kënne Schued huelen. Och waren dës Bränn op eenzel kleng Beräicher beschränkt.

Wat de Brand vum leschten Dezember ugeet, esou huet et sech hei ëm e Schwelbrand an enger Déift vun dräi bis véier Meter ënnert der Deponieuewerfläch gehandelt. Am Géigesaz zu deenen anere Bränn, déi direkt optesch ze erkenne waren, hat sech an dësem Fall weder eng Flam nach Damp entwéckelt. Leedeglech e liichte Brandgeroch war onmëttelbar am aktuellen Deponieubauberäich festzestellen.

Nodeems de Schwelbrandberäich lokaliséiert war, gouf hei den Offall erausgeholl an zwar bis op d'Asphaltofdichtung, déi nach zirka zwee Meter méi déif läit wéi de Brandberäich. Esou konnt sech dovun iwwerzeegt ginn, datt d'Ofdichtung kee Schued geholl huet.

Et sief och drop higewisen, datt zanter 2004 d'Personal all Joer a verschidde Formatiounen iwwer Feiervermeidung geschéckt gouf.

Question 1078 (9.12.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **agressions et les violences dans le Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Regelmäßige Berichte über teilweise brutale, gewalttätige Übergriffe unter Gefangenen der Haftanstalt Schrassig erfordern eine Auseinandersetzung mit diesem Thema. Gefordert wird ein solches Verhalten auch durch die Tatsache, dass Schwerverbrecher gemeinsam mit anderen Gefangenen in einem Block untergebracht sind. Auch die Zahlung von Schutzgeldern als Schutz vor weiteren Übergriffen scheint an der Tagesordnung zu sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie viele Fälle von gewalttätigen Übergriffen unter den Gefangenen wurden in den letzten drei Jahren gezählt?

2) Wie ist das Prozedere nach einer Aggression? Was geschieht mit dem Angreifer und was geschieht mit dem Opfer?

3) Wie ist die juristische Lage, falls ein Häftling einen anderen Häftling anklagt?

4) Gibt es einen Opferschutz im Fall einer Klage?

5) Was wird unternommen um Wiederholungen zu verhindern?

6) Wie steht es mit den präventiven Maßnahmen?

Réponse (22.2.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Die Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten enthält pauschale und nicht belegte Behauptungen, die ich dementsprechend also nur genauso pauschal zurückweisen kann, wie sie formuliert wurden.

Frage 1) lässt sich wie folgt beantworten: Im Jahr 2008 gab es 117 Zwischenfälle unter Insassen, 2009 wurden 167 Zwischenfälle gezählt und im Jahr 2010 waren es deren 137.

Zur Frage 2) lässt sich ausführen, dass nach einem Zwischenfall das Opfer und der Täter, soweit es in einer geschlossenen Anstalt möglich ist, getrennt untergebracht werden und auch sonst jegliche Maßnahmen getroffen werden, um weitere Zwischenfälle oder eine Eskalation zu verhindern. Bei jedem Zwischenfall werden die rechtlich vorgesehenen Maßnahmen getroffen, sowohl in disziplinarischer wie auch in strafrechtlicher Hinsicht. Es wird diesbezüglich auf die Artikel 127, 128 sowie 195 bis 207 der großherzoglichen Verordnung vom 24. März 1989 über die Ausführung von Gefängnisstrafen und die Verwaltung der Gefängnisse hingewiesen.

Zur Frage 3) lässt sich nur erläutern, dass es in Hinsicht von Zivilklagen unter Insassen keinen Unterschied gibt zu den normalen Verfahren, die jedem Bürger zustehen, der Opfer einer Gewalttat wurde.

In Bezug auf Frage 4) stellt sich die Frage, was der ehrenwerte Abgeordnete in diesem Zusammenhang mit „Opferschutz" meint. In Hinblick auf den konkreten Schutz des Opfers im Gefängnis wird auf die Antwort zu Frage 2) verwiesen. Sollte der ehrenwerte Abgeordnete bei dieser Frage das Gesetz vom 6. Oktober 2009 über die Stärkung der Rechte der Opfer von Straftaten im Sinn gehabt haben, so wird darauf hingewiesen, dass dieses Gesetz auch Anwendung auf Gefängnisinsassen findet, die dementsprechend die gleichen Rechte geniessen wie jeder andere Bürger auch. Generell steht es daneben natürlich jedem Insassen ebenfalls frei, die Dienste der zentralen Sozialdienststelle („Service central d'assistance sociale, SCAS") in Anspruch zu nehmen sowie von privaten Vereinigungen („Wäisse Rank", etc.)

Zu Frage 5) kann ausgeführt werden, dass im Sinne einer effizienten Primärprävention seit diesem Jahr Gruppenkurse zum Thema Anti-Gewalt-Training nach der Weidner-Methode durch einen graduierten Erzieher angeboten werden. Generell gesehen ist Frühprävention und Deeskalation ein fester Bestandteil der Gefängnisführung. Besonders bei Zuteilung der Insassen zu den einzelnen Abteilungen wird soweit wie möglich darauf geachtet, mögliches Konfliktpotenzial zu entschärfen. Zwei Abteilungen sind in diesem Sinne speziell vorgesehen für Insassen, die einen Schutz innerhalb des Gefängnisses beantragen. Es ist natürlich zu bemerken, dass die Überbevölkerung des Gefängnisses dem Erfolg dieser Anstrengungen nicht zuträglich ist.

Abschließend sei zu bemerken. dass eine absolute Vermeidung von solchen Zwischenfällen nur durch eine Isolation aller Insassen zu erreichen wäre, was jedoch nicht mit den Menschenrechten zu vereinbaren ist und ebenfalls kontraproduktiv im Sinne der Resozialisierungsmaßnahmen wäre.

Da ein Unterschied zwischen den Fragen 5) und 6) nicht ersichtlich ist, wird letztere Frage somit auch als beantwortet angesehen.

Question 1080 (13.12.2010) de **M. Mill Majerus** *(CSV)* concernant la **campagne du Conseil de l'Europe contre la violence sexuelle à l'égard des enfants «One in Five - Un sur Cinq»:**

Les 29 et 30 novembre 2010, le Conseil de l'Europe, par un événement de lancement de haut niveau à Rome, a présenté une campagne «One in Five - Un sur Cinq» contre la violence sexuelle à l'égard des enfants. Les pays membres sont invités à participer activement à la campagne, et les Gouvernements représentés à Rome ont confirmé leur engagement ferme à y participer, par exemple en diffusant largement les outils d'information et de sensibilisation que le Conseil de l'Europe a fait élaborer.

Dans son discours, lors de la cérémonie d'ouverture, Madame Maud de Boer-Buquicchio, secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe, a précisé que, en Europe, près d'un enfant sur cinq était au moins une fois victime de transgressions sexuelles. Près de 70% des auteurs sont des personnes que l'enfant connaît bien et auxquelles il fait confiance: membres de la famille, voisins, amis, enseignants, éducateurs, animateurs, enfants et adolescents de son entourage.

Selon les experts intervenant dans le cadre des cérémonies de lancement de la campagne, les transgressions sexuelles à l'égard des enfants ont lieu notamment dans les familles, les centres d'accueil, les écoles, les services d'animation sportive et de loisir. Les enfants vulnérables - menacés d'exclusion sociale, immigrés, réfugiés, handicapés - constitueraient des groupes menacés particulièrement par le fléau de la violence sexuelle.

Les mêmes experts ont souligné les conséquences néfastes des transgressions sexuelles en ce qui concerne l'identité, l'estime de soi, les chances d'insertion sociale. Ils ont été unanimes pour relever au chef des victimes des émotions fortes d'angoisse, de honte et de culpabilité. À part les pressions exercées par les auteurs et de l'indifférence honteuse de l'entourage, ces émotions expliquent le respect de la loi infecte du silence par les victimes.

Au vu de ces déclarations alarmantes et du taux choquant d'enfants victimes - un enfant sur cinq -, je pose les questions suivantes à Mesdames et Messieurs les Ministres:

1) Le Gouvernement luxembourgeois entend-il participer à la campagne du Conseil de l'Europe contre la violence sexuelle à l'égard des enfants? Si oui, quelles initiatives a-t-il programmées au niveau des familles, des écoles, des maisons relais, des associations accueillant des enfants, des institutions de placement d'enfants, des services accueillant des enfants fragilisés?

2) Où en est le Luxembourg dans les procédures de ratification de la Convention de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Lanzarote, 25 octobre 2007)?

3) Le Gouvernement entend-il donner suite, et si oui, dans quels délais, à la recommandation du Comité des droits de l'enfant d'instituer une centre national de diagnostic et de thérapie au bénéfice d'abord des enfants et des jeunes victimes de transgressions physiques et sexuelles graves?

4) Quelles sont les initiatives du Gouvernement au vu d'une collecte de données fiables et ventilées notamment selon l'âge, le sexe et la nationalité, sur les victimes et les auteurs de violence et d'exploitation sexuelles?

5) Étant donné la difficulté psychique de la victime de parler ouvertement des transgressions subies, le Gouvernement peut-il envisager, à l'instar de la France, d'étendre le délai de prescription de dix à 20 ans?

6) Le Gouvernement envisage-t-il l'introduction de mesures législatives contraignantes visant à bloquer l'accès à des sites dans les médias électroniques propageant des transgressions sexuelles à l'égard d'enfants et d'adolescents?

7) Le Gouvernement peut-il envisager l'institution d'un observatoire composé de chercheurs, de collaborateurs de services de prévention, d'accueil et de thérapie ainsi que de représentants de la société civile chargés d'évaluer la situation au Luxembourg et d'élaborer des propositions d'action?

Réponse commune (7.2.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) La violence sexuelle à l'égard des enfants est un phénomène dont l'ampleur était pendant longtemps méconnue. Alors que pendant longtemps les autorités publiques ont essayé de sensibiliser les enfants à rester sur leur garde envers des personnes qu'ils ne connaissaient pas, nous savons aujourd'hui que les agresseurs se trouvent le plus souvent dans le cercle des personnes ayant un accès privilégié à l'enfant sans éveiller des soupçons, tels un des parents, un frère, une sœur, un oncle, une tante, un grand-parent, un membre du personnel enseignant, le moniteur de sport, le prêtre, le dirigeant de chorale.

Dès lors la prévention et les messages qu'il s'agit de faire passer auprès des enfants doivent être repensés. Ainsi la campagne du Conseil de l'Europe ne se concentre plus sur les personnes potentiellement dangereuses pour l'enfant, mais vers les zones de son corps qui ne doivent être touchées par personne. Cette règle est facile à gérer et ne vise pas un type de personne à éviter, mais un type de zone du corps qui doit être tabou pour autrui.

Il est évident que le Gouvernement va prendre recours aux outils développés par le Conseil de l'Europe qu'il s'agira d'adapter à la situation luxembourgeoise.

Ainsi, les mesures instaurées par le CPOS et les SPOS se situent sur les plans suivants:

Dans les lycées les membres des SPOS participent à l'organisation d'ateliers de prévention, de sensibilisation et d'information sur la violence et l'abus sexuel en collaboration avec les responsables du Meederchershaus (Bureau d'information Oxygène). Les ateliers s'adressent dans une première phase aux classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique. L'offre pourra également être élargie à l'enseignement secondaire. Une séance d'information animée par un membre du service Oxygène est basée sur des exercices en groupe, des citations d'exemples, de la théorie et des vidéos.

La problématique des transgressions sexuelles à l'égard des jeunes est abordée indirectement dans des projets de prévention globale et de promotion d'une vie saine:

- Action de prévention et d'éducation sexuelle et sentimentale

- Visites du Planning familial

- Ateliers antiviolence

Le CPOS et les SPOS accueillent souvent des jeunes fragilisés qui peuvent être ou avoir été victimes d'abus sexuels. Le travail psychologique consiste dès lors à prendre en charge la souffrance de ces jeunes et à mettre en œuvre des actions appropriées pour faire face à leur vécu.

En cas de besoin, les jeunes sont dirigés vers des services spécialisés externes pour une prise en charge stationnaire et dès lors leurs parents et leur famille sont soutenus dans toutes leurs démarches.

Afin d'être prêt à accueillir des jeunes victimes d'abus physiques et sexuels, les personnels du CPOS et des SPOS organisent et participent régulièrement à des formations qui ont comme sujet la prise en charge de jeunes victimes de transgressions physiques et sexuelles graves et qui présentent des troubles de stress posttraumatique.

Le CPOS a organisé plusieurs formations et supervisions pour préparer le personnel psychosocio-éducatif des SPOS à la prise en charge de ces jeunes.

Cette année-ci, le CPOS organise une formation intitulée: Sensibilisation à la problématique de l'abus sexuel sur mineurs - Comment intervenir en cas de suspicion d'abus ou de dévoilement?

Le MENFP a également prévu d'élaborer une série de fiches «Que faire en cas de …» à l'attention des enseignants. La fiche «Que faire en cas de suspicion de maltraitance ou d'abus sexuel sur un enfant ou un jeune?» vient d'être finalisée.

2) Le projet de loi n°6046 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, ainsi que les avis du Conseil d'État, de l'ORK et de la Commission consultative des droits de l'Homme sur ce projet de loi ont été examinés par la Commission juridique pendant plusieurs réunions au courant de l'année 2010.

En date du 20 octobre 2010, la Commission juridique a adopté une série d'amendements qui ont été transmis au Conseil d'État. Le processus législatif sera continué prochainement après l'avis complémentaire du Conseil d'État du 18 janvier 2011.

3) Dans son rapport d'activités 2009, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand a recommandé au Ministre de la Santé de prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour mettre en place un Centre national de diagnostic de la maltraitance au sein du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Pour l'exercice budgétaire 2011, l'Association luxembourgeoise pour la prévention des sévices à enfants, dont les services Alupse-dialogue et Alupse-bébé/soutien à la parentalité sont conventionnés par le Ministère de la Santé, a mis l'accent plutôt sur le renforcement en personnel de leurs services et s'est vu accorder un poste d'universitaire de 20 heures par semaine supplémentaire.

4) Ces données sont déjà actuellement enregistrées au niveau des parquets dans les limites de leur disponibilité.

Il faut noter que le Ministère de la Justice a lancé récemment un projet de modernisation de l'outil statistique des autorités judiciaires qui permettra des recherches plus ciblées et des modules statistiques plus performants.

Par ailleurs, une étude sur la santé et les modes de vie des élèves de onze à 17 ans a été menée au Luxembourg en 2006 et en 2009-2010: «Health Behaviour of School-aged Children (HBSC)». Le harcèlement sexuel sur et entre mineurs figure parmi les thèmes du questionnaire distribué aux élèves du cycle 4.1. de l'école fondamentale et aux élèves des classes de 6e/8e, 4e/10e et 2e/12e des lycées et lycées techniques.

5) Le délai de prescription vient d'être adapté par la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification de différentes dispositions légales. Ainsi, le paragraphe 2 de l'article 637 du Code d'instruction criminelle prévoit que le délai de prescription de l'action publique des crimes visés aux articles 372 à 377 et aux articles 382-1 et 382-2 du Code pénal commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité des victimes.

Il paraît problématique d'augmenter une nouvelle fois les délais de prescription qui peuvent de toute façon être interrompus par des actes d'instruction.

La prescription pénale n'est par ailleurs pas à confondre avec la responsabilité civile, qui ne se prescrit qu'après trente ans.

Il y a lieu de rappeler que les seuls crimes imprescriptibles sont ceux contre l'humanité.

Toutes les autres infractions se prescrivent (les crimes par dix ans, les délits par cinq ans) et ceci pour une triple raison:

- il faut garder à l'esprit que plus le temps est éloigné depuis qu'une infraction a été commise, plus il est difficile de rapporter la preuve de la commission de celle-ci;

- très souvent les poursuites se montrent impossibles du fait du décès des auteurs;

- le rétablissement d'une certaine paix sociale est un élément important du droit pénal.

S'il est vrai que le récent rapport de la Cellule d'accueil des victimes d'abus sexuels ou physiques sur mineurs dans le cadre de l'Église a montré qu'un certain nombre de victimes n'ont très longtemps pas osé se manifester, il n'en reste pas moins que pour les raisons exposées ci-avant mieux vaut, dans l'intérêt de la poursuite pénale et dans celui d'éviter les récidives, inciter les victimes à se manifester au plus vite.

6) En date du 29 mars 2010, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, Madame Cecilia Malmström, a exprimé, lors d'une conférence de presse, le souhait que les États membres acceptent de bloquer l'accès aux sites pédopornographiques et durcissent les sanctions contre les pédophiles et les bandes pratiquant la traite d'êtres humains.

La Commission propose un ensemble de mesures pour renforcer la lutte contre la pédopornographie, notamment en harmonisant les poursuites pour pédophilie et trafic d'êtres humains et en durcissant les sanctions aussi bien pour les primo-délinquants que pour les récidivistes.

Les Ministres et les Députés européens débattront de ces propositions avant leur adoption, éventuellement avec des amendements, par les 27 Gouvernements membres.

Il faudra dans ce contexte clarifier d'abord sur quelle base et avec quelle procédure les listes de sites à bloquer seront arrêtées dans le respect des libertés démocratiques et par quelle instance ces listes seront arrêtées. Il faudra également prévoir des procédures de déblocage et créer le droit au versement de dommages et intérêts pour les propriétaires de sites lésés en cas de blocages inutiles.

Il est important de ne pas oublier dans ce contexte que, d'un point de vue technique, les blocages de sites ne semblent pas constituer une mesure qui permettrait, à elle seule, d'interdire de façon durable l'accès aux contenus des sites incriminés.

Le Gouvernement luxembourgeois continuera donc à suivre ce dossier soigneusement et examinera les propositions de la Commission européenne avant de se prononcer sur l'introduction de mesures visant à bloquer l'accès à de tels sites dans des médias électroniques.

7) Le Gouvernement envisage la mise en place d'un groupe de travail chargé d'analyser la situation actuelle et de proposer des solutions concrètes tant au niveau de l'aide à apporter aux enfants victimes et à leur entourage qu'au niveau de la détection des cas de violence et de la coordination des interventions des professionnels impliqués (assistants sociaux, pédiatres, gynécologues, radiologues, psychologues, policiers, magistrats).

Question 1085 (15.12.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **résidus chimiques présents dans l'alimentation:**

Une étude menée en France et dont les résultats ont été présents récemment, révèle qu'un enfant de dix ans est susceptible d'être exposé en une journée par son alimentation à 128 résidus chimiques provenant de 81 substances différentes. Parmi ces substances, 42 sont considérées comme «cancérigènes possibles ou probables», cinq comme «cancérigènes certaines» et 37 comme perturbateurs endocriniens. À noter que les menus choisis étaient non biologiques, mais respectaient l'équilibre nutritionnel.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de l'étude susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer, notamment en ce qui concerne les produits servis dans les cantines scolaires?

Réponse (3.2.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député se réfère à une étude publiée par l'association Générations futures et le réseau européen Health & Environment Alliance, sous le titre «Menus toxiques: enquête sur les substances chimiques présentes dans notre alimentation».

Cette étude poursuit le but d'évaluer la contamination globale des aliments par les mélanges à «faibles doses» de substances chimiques diverses, classifiées par des instances officielles comme cancérigènes ou perturbatrices potentielles de l'organisme.

L'enquête a pour but de sensibiliser sur la problématique des mélanges à faible dose de substances chimiques et de souligner les effets de synergie possibles induits par ces mélanges.

Actuellement, les limites maximales autorisées dans les denrées alimentaires pour les contaminants mentionnés dans l'étude sont fixées principalement au niveau communautaire sur base d'avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA). Cette agence évalue systématiquement l'innocuité de la substance pour la limite maximale proposée en se basant sur la dose journalière admissible (quantité de la substance qui peut être ingérée quotidiennement sans risque pour la santé, en tenant compte du poids corporel) et des données de consommation européenne pour les denrées alimentaires pour lesquelles les limites sont d'application.

L'étude mentionne elle-même que dans la quasi-totalité des cas les seuils légaux sont respectés pour chaque substance prise individuellement.

L'enquête cible ainsi la limite du système actuel d'évaluation des risques qui étudie l'innocuité d'une substance prise individuellement sans tenir compte des possibles synergies entre substances et les conséquences de la présence d'un mélange à faible dose de substances chimiques dans un même produit.

Actuellement, l'ensemble des substances mentionnées dans l'étude sont étudiées par des groupes de travail composés d'experts au niveau de la Commission européenne.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler à Monsieur le Député que, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national «Gesond iessen, méi beweegen», la collaboration entre les Ministères de l'Éducation nationale, de la Famille et de la Santé s'est intensifiée depuis 2005, notamment pour améliorer la qualité de la restauration collective pour enfants. Cette politique comprend, outre l'analyse de l'état des lieux avec l'identification des problèmes du terrain, l'élaboration de solutions communes et de processus d'amélioration, ceci en collaboration avec tous les partenaires impliqués: responsables politiques, experts scientifiques et nutritionnels, ainsi que personnel technique de mise en œuvre.

Question 1097 (15.12.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **simulation d'une course folle en milieu scolaire:**

Par le biais de la presse, je viens d'apprendre que la police a organisé en date du mardi 14 décembre la simulation d'un scénario de course folle en milieu scolaire dans l'enceinte du Lycée classique et technique d'Echternach.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir des précisions sur le déroulement de cette simulation, le nombre de participants et le rôle respectif des différents intervenants?

- Qui procédera à l'analyse des résultats de cette opération? Des experts étrangers interviendront-ils dans cette analyse? Les conclusions établies suite à l'analyse permettront-elles de mettre en place des formations continues spécifiques pour les directions et les enseignants?

- Est-ce que le Gouvernement prévoit d'effectuer de pareilles simulations dans d'autres établissements scolaires? Dans l'affirmative, quels seront les lycées concernés?

- Les expériences recueillies déboucheront-elles sur une campagne d'information et des plans de prévention en la matière? Qui sera chargé de l'élaboration et de la coordination de ce travail?

- Des actions similaires seront-elles également mises en œuvre au niveau des écoles fondamentales?

Réponse commune (7.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Sur initiative de la Police grand-ducale et avec l'accord de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, l'exercice a été organisé au début des vacances scolaires. La date a été choisie afin de ne pas perturber le fonctionnement normal du lycée, éviter que des élèves ne soient impliqués et ne faire participer que des enseignants qui se sont portés volontaires au préalable.

Le 12 novembre 2010, les responsables de la Police grand-ducale ont tenu une conférence sur le sujet «Amok in der Schule». L'exercice a débuté le 14 décembre 2010 à 14.00 heures après que tous les élèves avaient quitté l'enceinte scolaire.

L'organisation de l'exercice s'avérant fort complexe, 45 personnes de la police ont été impliquées dans l'organisation de l'exercice, l'installation de périmètres ainsi que le contrôle des mesures de sécurité. Une soixantaine de policiers, 110 candidats de l'École de Police (qui ont joué le rôle des élèves) ainsi que 90 enseignants ont participé à l'exercice.

Au cours de l'exercice, les enseignants, les élèves de l'École de Police et le personnel du lycée ont agi et réagi comme s'ils étaient confrontés à une situation réelle.

L'exercice a été clôturé par un debriefing auquel ont participé les enseignants, le personnel du lycée ainsi que le personnel policier. Un questionnaire établi par la police a été mis à disposition de tous les participants. Sur base de ces données, une analyse détaillée sera effectuée par les autorités policières afin d'évaluer et le cas échéant d'adapter les concepts opérationnels de la Police grand-ducale.

En matière de formation, la police a lancé un programme de formation et de sensibilisation destiné au Collège commun des directeurs en février 2009. Sur demande des directeurs et en étroite collaboration avec le service psychologique de la Police grand-ducale, des formations particulières portant sur l'«Amok» ont été organisées et de nouvelles formations pour le SPOS et d'autres établissements sont programmées.

Question 1099 (17.12.2010) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **lettres de motivation demandées par des lycées:**

En principe, chaque élève est inscrit prioritairement à son lycée de proximité qui offre le type d'enseignement indiqué sur l'avis d'orientation. L'inscription se fait à l'aide d'un formulaire d'inscription spécialement prévu, disponible auprès de l'instituteur. Sur base d'une demande motivée, l'élève peut néanmoins solliciter une inscription dans un autre lycée en dehors de sa zone de proximité.

Certaines directions de lycée semblent toutefois exiger une lettre de motivation également de la part d'élèves souhaitant s'inscrire dans leur lycée de proximité. Selon mes informations, de telles lettres furent par exemple demandées à un élève désirant s'inscrire dans une classe professionnelle et ayant déjà trouvé un poste d'apprentissage par un lycée dédié à cette profession, de même que pour une inscription en classe de 7e dans un lycée technique de l'Est du pays.

La demande d'une lettre de motivation peut se révéler utile dans la mesure où elle invite la personne concernée à réfléchir à sa motivation scolaire. Or, cette pratique risque aussi de défavoriser encore davantage les élèves les plus faibles en langues, surtout dans les classes professionnelles et d'autant plus en cas d'absence de parents ou d'amis capables de les aider à la rédaction d'une telle lettre.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Existe-t-il une base légale ou un texte ministériel qui autorise la direction d'un lycée à exiger une lettre de motivation, en supplément de la fiche d'inscription officielle?

- Est-il garanti que le personnel des SPOS aide les élèves concernés, respectivement leurs familles à rédiger ces lettres de motivation en cas de besoin?

- Quel est le nombre de lettres de motivation demandées par des lycées techniques et classiques pour les inscriptions de l'année scolaire en cours ainsi que pour 2009/2010?

Réponse (3.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question de l'honorable Député porte sur les lettres de motivation que des lycées peuvent être amenés à demander aux élèves qui veulent s'y inscrire.

La loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées stipule à l'article 24 que le directeur dirige les activités visant à assurer la prise en charge éducative des élèves.

Celle-ci est définie au chapitre 4 de la loi et notamment à l'article 12 relatif à l'orientation des élèves:

«L'orientation consiste à:

- aider les élèves à prendre conscience de leurs capacités et de leurs aspirations;

- informer les élèves et leurs parents et les conseiller sur les possibilités de continuation des études et les possibilités de formation professionnelle, les guider dans leur choix et les aider à élaborer un projet d'études personnel;

- (…)

Le Service de psychologie et d'orientation scolaires et tous les enseignants de la classe, notamment le régent, concourent à l'orientation des élèves.»

Demander à l'élève de prendre conscience de ses aspirations, et de les formuler, est un élément essentiel de l'orientation sur lequel on ne saurait trop insister.

Formuler les aspirations par écrit est un exercice précieux qui donne à l'élève à la fois un support à ses réflexions et l'occasion de revoir ou de réajuster l'exposé de ses motifs. S'il est vrai que l'élève faible en langues éprouve plus de difficultés à exprimer fidèlement sa pensée, il est vrai aussi que la rédaction d'une lettre de motivation contribue à lui faire prendre conscience de ses capacités et à documenter cet état de choses, de façon à fournir aux personnes qui le conseillent une image indéformée de sa personnalité. Elle contribue ainsi à une orientation pertinente de l'élève.

Les personnes qui ont le contact le plus intense avec l'élève, à savoir ses enseignants et son régent, ainsi que les membres du service de psychologie et d'orientation scolaires sont, de par la loi, les personnes chargées d'aider l'élève à s'orienter. Aucun cas de refus d'aide à l'orientation d'un élève, et notamment au sujet de lettres de motivation, ne m'a été signalé à ce jour. Ceci montre l'engagement avec lequel les responsables de l'orientation s'acquittent de leur tâche.

Le nombre de lettres de motivation demandées par les lycées est très différencié.

Deux tiers des lycées n'en demandent pas du tout.

Cinq lycées demandent une lettre de motivation pour appuyer une demande de changement de formation ou de lycée, une demande de redoublement volontaire ou une admission conditionnelle. Un lycée demande une lettre de motivation pour l'admission à l'internat.

Une lettre de motivation est demandée pour les nouvelles inscriptions en classe de 10e de la division agricole, sections environnement naturel et horticole du régime de la formation de technicien. Une centaine de lettres sont reçues annuellement.

Une lettre de motivation est exigée pour l'admission à certaines formations.

- L'admission à la section arts plastiques de l'enseignement secondaire est réglementée par instruction ministérielle. Entre 110 et 150 lettres de motivation sont reçues tous les ans.

- L'admission à la division artistique du régime de la formation de technicien ou du régime secondaire technique est règlementée par l'arrêté ministériel du 8 octobre 2010. 60 lettres de motivation furent reçues pour la rentrée 2009/2010 et 110 pour la rentrée 2010/2011.

- L'admission à la formation de l'aide-soignant requiert une lettre de motivation conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 23 juillet 1999. Environ 220 lettres furent reçues pour chacune des rentrées 2009/2010 et 2010/2011.

Question 1107 (22.12.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **manque de personnel dans les maisons de retraite:**

Wegen der zu knapp bemessenen Zeit, welche für die Patienten aufgebracht werden kann, kommt es immer öfters zu Klagen in den Altersheimen. Hier ist die Nachfrage nach mehr Hilfskräften groß, da sonst die anfallenden Aufgaben nicht mehr richtig geleistet werden können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Warum gibt es so wenig Personal in Altersheimen und anderen Einrichtungen? Wie ist die Ratio Pflegepersonal versus Patienten?

2) Wie ist der Vergleich mit dem Ausland?

3) Wie ist diese unhaltbare Situation zu lösen, um die Pflege weiter auf ordentliche Art und Weise zu gewähren?

4) Ist der finanzielle Beitrag, den die Patienten leisten müssen, nicht überproportional hoch im Vergleich zu den geleisteten Diensten?

Réponse commune (7.2.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale*

Grundlegend werden Personalschlüssel für Alten- und Pflegeheime über zwei Gesetzgebungen definiert:

1. Die Asft-Gesetzgebung von 1998 sowie das „Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées".

Das genannte Reglement präzisiert die Strukturen für ältere Menschen, welche über eine ministerielle Zulassung verfügen müssen, und hält konkrete Mindestanforderungen unter anderem auch in Bezug auf Personalschlüssel vor.

Hier ist grundsätzlich auf das 4. Kapitel des Reglements zu verweisen, insbesondere auf die Artikel 10, 12(1), 12(2) und 13.

2. Das modifizierte Gesetz vom 19. Juni 1998 zur Einführung einer Pflegeversicherung sowie das „Règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance". Letzteres hält Definitionen, Mindestqualifikationen und Standardzeiten für Pflege- und Hilfsleistungen fest.

Jeder Betreiber eines Alten- oder Pflegeheims muss folglich sowohl den allgemeinen Personalnormen der Asft-Gesetzgebung als auch den spezifischen Personalschlüsseln, die sich aus den einzelnen Pflegeplänen der Bewohner ergeben, gerecht werden.

Gemäß den dem Familienministerium zur Verfügung stehenden Daten verfügten am Stichdatum des 1. Januar 2010 die luxemburgischen Alten- und Pflegeheime im Durchschnitt über einen Pflegepersonalschlüssel von 1:1,88. Die Daten zum Pflegepersonal wurden laut den Definitionen des „Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées" erhoben. Zieht man das gesamte Personal in Betracht, so kann man von einem Durchschnittswert von 1:1,23 ausgehen, oder anders formuliert von 0,81 Vollzeitstelle auf einen Bewohner[1].

En direkter Vergleich mit dem Ausland ist immer schwierig, da die jeweiligen Sozialsysteme und Betreuungskonzepte verschieden gestaltet sind und demzufolge auch unterschiedlich zusammenspielen.

Am einfachsten ist der Vergleich mit der deutschen Pflegeversicherung. Aber auch hier sei vermerkt, dass die Personalschlüssel Länderkompetenz sind.

Exemplarisch wurden die saarländischen Vorgaben zurückbehalten:

Pflegestufe 0: 1:8

Pflegestufe 1: 1:3,92

Pflegestufe 2: 1:2,81

Pflegestufe 3: 1:2,07

Beschränkt man sich auf einen Vergleich mit dem luxemburgischen Durchschnittswert von 1:1,88, so kann man nicht von einer Benachteiligung der Bewohner in den nationalen Pflegeeinrichtungen ausgehen.

Die Leistungen der Kranken- und der Pflegeversicherung werden direkt von der Gesundheitskasse getragen.

Der von den Bewohnern zu zahlende Pensionspreis deckt die Unterbringungskosten sowie alle nicht von der Gesundheitskasse getragenen Kosten ab.

Das Gesetz vom 30. April 2004 zur Beteiligung des „Fonds national de la solidarité" an den Kosten für eine Unterbringung in einer Pflegeeinrichtung sowie das ausführende großherzogliche Reglement vom 27. September 2004 geben die Leistungen, die im monatlichen Grundpreis enthalten sein müssen, vor. Es sind dies Leistungen für Verpflegung und Unterbringung, Sicherheit und Gesundheit, Unterstützung bei den Aktivitäten des täglichen Lebens und der Freizeitgestaltung.

Die Preise sind nicht einheitlich und sind trägerspezifisch. Darüber hinaus variieren sie je nach Größe und Ausstattung der Zimmer und/oder der Betreuungsqualität.

[1] cf. Statistiques Copas 2009

Question 1112 (20.12.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **stock de liquide de dégivrage à l'Aéroport de Luxembourg:**

Les médias belges signalent que l'Aéroport Bruxelles National est bloqué suite à l'absence de liquide de dégivrage pour les avions.

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. L'Aéroport de Luxembourg dispose-t-il d'un stock de liquide de dégivrage suffisant pour rester opérationnel y compris durant des épisodes hivernaux de longue durée?

2. Qui est responsable pour l'approvisionnement respectivement la gestion des stocks de liquide de dégivrage à l'Aéroport de Luxembourg (lux-Airport, les compagnies aériennes, une autre société…)?

3. Quelles sont les obligations imposées par les autorités aéroportuaires en matière de gestion des stocks de liquide de dégivrage, par exemple à travers le cahier des charges?

4. Existe-t-il un plan d'urgence pour maintenir le cas échéant une réserve opérationnelle de liquide de dégivrage afin de maintenir certains services d'urgence, comme par exemple les opérations de Luxembourg Air Rescue ou les vols gouvernementaux?

Réponse (7.1.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet des stocks de liquides de dégivrage pour les aéronefs à l'Aéroport de Luxembourg.

Tout d'abord il y a lieu de distinguer entre le dégivrage des aéronefs et le déverglaçage de l'aire de manœuvre de l'aéroport, les deux opérations étant fondamentales en période de gel et de neige, mais nécessitant des produits et des équipements d'application différents.

En sa qualité d'assistant en escale la société Luxair est en charge de la gestion des stocks de liquide de dégivrage des aéronefs à l'aéroport. Au sein du groupe Luxair, le département LuxairCARGO gère ceux-ci et procède aux opérations de dégivrage des avions.

En mai 2010, la société Luxair a agrandi pour plus de 100.000 € la capacité de stockage de 100.000 litres à 175.000 litres. Sachant que le liquide de dégivrage doit être dilué avec de l'eau lors de son application sur les aéronefs, ce stock de 175.000 litres équivaut à quelque 350.000 litres effectifs permettant d'assurer les opérations de dégivrage pendant plus d'une semaine dans des conditions extrêmes. La société Luxair dispose de huit camions hautement spécialisés de dégivrage pour garantir le dégivrage des avions passagers et cargo.

Le cahier des charges, qui était à la base de l'agrément de l'assistant en escale, ne fait pas état de

quantités précises de stock de liquide de déverglaçage que doit maintenir ce dernier.

Or, le stock minimal nécessaire pour éviter une situation telle qu'elle s'est présentée à l'aéroport de Bruxelles, où le trafic fut arrêté plus d'une journée en raison de l'absence de liquide de dégivrage des aéronefs, est fonction de nombreux éléments, dont le procédé de dégivrage (une ou deux étapes), le nombre et la taille des avions, les capacités et la durée de ravitaillement des stocks etc. Dans ce contexte, le Luxembourg suivra de près l'examen de la situation qu'entend organiser la Commission européenne afin d'évaluer la nécessité d'imposer des obligations à respecter par les aéroports ou ses entités prestataires.

En cas d'urgence ou de rupture de stocks - ce qui n'a encore jamais été le cas - il est prévu que les différents opérateurs (autorités aéroportuaires, compagnies aériennes,…) se réunissent pour définir les priorités d'utilisation sachant que l'aéroport maintiendra toujours une réserve opérationnelle d'au moins 20.000 litres. Par ailleurs, la société Luxair a négocié contractuellement avec son fournisseur une clause permettant la mise à disposition en un très court laps de temps de camions citernes remplis de liquide de dégivrage venant en flux continu du lieu de production à l'aéroport.

Pour ce qui est du déverglaçage de l'aire de manœuvre (piste, voies de circulation et aires de trafic), l'Aéroport de Luxembourg dispose de deux réservoirs d'un volume total de 113.000 litres de produit de déverglaçage garantissant une autonomie de minimum quatre jours dans les conditions météorologiques les plus défavorables.

Alors que l'Administration de la Navigation aérienne est responsable pour l'acquisition et la gestion des stocks de produits de déverglaçage des surfaces de l'aéroport, les agents du Service de l'Aéroport de l'Administration des Ponts et Chaussées ont pour mission d'appliquer ces produits. Dès que le produit est appliqué sur l'aire de mouvement, une nouvelle commande est lancée. Le cahier des charges pour la fourniture de ces produits prévoit un délai de livraison maximal de 24 heures à partir de la commande, sauf dans le cas de force majeure. En cas de neige ou de gel, les produits de déverglaçage sont appliqués selon les besoins pour garder l'aéroport de Luxembourg opérationnel pendant un maximum de temps possible.

Il convient finalement de mentionner qu'il était d'ores et déjà prévu de remplacer pour la saison hivernale 2011-2012 les réservoirs actuels par deux nouveaux réservoirs disposant d'une capacité accrue de 200.000 litres augmentant l'autonomie afférente à sept jours.

Question 1113 (21.12.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **projet-pilote «PROCI»:**

Le projet-pilote «cycle inférieur», appelé couramment «PROCI», avait été lancé à partir de l'année scolaire 2003/2004. Au départ, ce projet était louable en soi puisqu'il avait pour objet de permettre une meilleure orientation de l'élève en classe de 9e et de le diriger vers une formation correspondant à ses capacités et à ses aspirations.

Or, à l'heure actuelle, un nombre non négligeable d'enseignants sont convaincus que ce projet, tel qu'il a été mis en pratique et évolué ces dernières années, a fini par entraîner les élèves vers un appauvrissement de leurs capacités et savoirs linguistiques, notamment dans la langue française. En mettant l'accent essentiellement sur l'apprentissage du français par l'oral et en limitant le choix du matériel didactique à des manuels par trop élémentaires et ludiques, la maîtrise de l'orthographe et de la grammaire se verrait nettement mise en question.

De plus, vu que le projet «PROCI» permet un avancement automatique entre la classe de 7e et les années subséquentes et qu'il n'y a presque plus de risque immédiat d'échouer, de nombreux élèves se sentiraient incités au laisser-aller. À en croire les critiques, le projet du cycle inférieur pourrait être associé au tronc commun et désavantagerait, voire démotiverait, les élèves zélés et doués qui ne connaîtraient plus les défis et satisfactions liés au travail bien fait. En créant des classes très hétérogènes, les élèves faibles ne paraissent guère profiter des connaissances des plus forts et se sentiraient dégradés par rapport à leurs collègues plus forts. À noter également que bon nombre de parents sont d'avis que leur enfant s'ennuie et qu'il s'enlise dans un train-train de démotivation et d'indifférence.

Il en découle que maints enseignants devraient affronter des situations parfois ingérables. En effet, la démotivation des uns et le désintérêt des autres seraient souvent à l'origine d'un climat perturbateur, bien loin d'une atmosphère propice au travail.

Enfin, la plupart des enseignants des différentes branches de promotion des classes de 10e se verraient contraints d'alléger les programmes officiels prévus par le Ministère, car de nombreux élèves seraient dépassés par les exigences du programme. Même les élèves les plus doués seraient pénalisés par les lacunes accumulées en cours de route.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Au lieu de recourir à des manuels étrangers, ne serait-il pas plus judicieux de charger un groupe de travail, constitué d'enseignants de l'enseignement secondaire technique, d'élaborer des manuels répondant aux exigences ainsi qu'aux spécificités des élèves de cet ordre d'enseignement?

- Le Ministère envisage-t-il de réaliser une enquête auprès des parents d'élèves et des enseignants concernés afin de connaître leurs avis, attentes et réactions par rapport à ce projet?

- Pourquoi le nombre d'élèves par classe se situe-t-il souvent autour de 25 élèves, alors que le Ministère avait promis de composer des classes à effectifs réduits pour répondre ainsi aux défis didactiques de classes à populations très hétérogènes?

Réponse (18.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je ne partage pas les considérations préliminaires exposées dans la question sous rubrique:

Le constat d'appauvrissement des capacités linguistiques en langue française ne repose sur aucune donnée concrète; il me revient bien au contraire qu'au moins les compétences communicatives des élèves se sont améliorées.

Toutes les études au niveau international démontrent que le redoublement est néfaste à la réussite scolaire. Pour combattre la démotivation des uns et le désintérêt des autres, il convient que l'enseignant gère sa classe de façon à motiver et à intéresser tous ses élèves en tenant compte de leur situation et de leur parcours scolaire individuels. C'est l'essence même du métier d'enseignant que de savoir tirer profit de l'hétérogénéité de la population scolaire; la formation initiale comme la formation continue appuient l'enseignant dans cette démarche.

Pour ce qui est de l'appréciation du projet-pilote «cycle inférieur», appelé PROCI, je renvoie à ma réponse à la question n°1015 de Monsieur le Député André Bauler qui m'avait permis d'affirmer sur le vu des différentes études et analyses que: «Il serait insensé de conclure autrement que par une généralisation au niveau national des caractéristiques du PROCI.» *(cf. compte rendu n°7/2010-2011)*

Une analyse approfondie du projet comprenant les réactions des directions, des enseignants, des élèves et des parents concernés a été publiée en 2007: «Projet-pilote cycle inférieur PROCI. 2003-2007. Rapport d'évaluation mars 2007. MENFP 2007.»

Ce rapport est disponible sur le site Internet du Ministère, à la rubrique: Publications - postprimaire. Je ne vois pas l'intérêt à multiplier à l'envi ces évaluations pour en arriver toujours aux mêmes conclusions.

Pour ce qui est de manuels scolaires à élaborer, il faudrait que je sache avec plus de précision de quelles branches et de quelles classes il s'agit. Vu que la question semble se rapporter plus précisément aux classes de 10e de l'enseignement secondaire technique, il semble utile de préciser qu'il y a en classe de 10e pas moins de 800 branches-classes; je joins la liste en annexe et je saurais gré si l'auteur de la question pourrait préciser sa demande.

À cause de l'accroissement rapide de la population scolaire de nos lycées auquel les nouvelles infrastructures ne répondent qu'avec un certain retard, un certain nombre de classes comportent un effectif supérieur à ce qui est prévu selon mes instructions.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1114 (21.12.2010) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**évaluation de la loi de 2006 relative au droit d'asile:**

L'application de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a été discutée à plusieurs reprises au sein de la Commission des Affaires étrangères et européennes. Notamment, lors de la réunion du 29 novembre 2010, nous avons pu avoir un échange sur base d'un rapport écrit, soumis par le «Lëtzebuerger Flüchtlingsrot». À cette occasion, le Ministre en charge de l'Immigration a présenté oralement des éléments d'évaluation de l'impact de la loi du 5 mai 2006, sans pour autant soumettre à la Chambre des Députés une évaluation écrite et en bonne et due forme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que vous allez réaliser une évaluation écrite de l'application de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile conformément à la motion votée par la Chambre des Députés lors de l'adoption de la loi?

- Est-ce que les organisations non gouvernementales qui exercent leurs activités dans le cadre du champ d'application de cette loi seront associées à cette évaluation?

Réponse (18.1.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Par sa motion adoptée en séance publique du 5 avril 2006, la Chambre des Députés invitait le Gouvernement à procéder à une évaluation de la nouvelle loi sur l'asile adoptée le même jour, et ce «au bout de deux années suivant sa mise en vigueur, tenant compte des évolutions européennes en matière d'harmonisation des politiques d'asile et d'immigration tout comme des enseignements tirés de la mise en œuvre de la loi».

Le Gouvernement a rendu compte de la mise en œuvre de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection à deux reprises à la commission parlementaire compétente. Le Gouvernement estime ainsi avoir donné suite à la motion précitée, laquelle n'avait d'ailleurs pas invité le Gouvernement à procéder à une évaluation écrite, contrairement à ce que suggère l'honorable Député.

D'ailleurs, les travaux parlementaires relatifs à la troisième modification de la loi du 5 mai 2006, qui auront lieu sous peu dans le cadre de la discussion du projet de loi n°6218, permettront une nouvelle fois aux députés d'avoir un échange de vues avec le Ministre ayant l'asile dans ses attributions sur l'exécution des dispositions légales et sur l'opportunité de procéder à des modifications supplémentaires. Par ailleurs, des rapports rédigés par des organisations non gouvernementales ont également fait l'objet d'échanges de vues à la fois avec celles-ci ainsi qu'au sein de la commission parlementaire.

Au vu de ce qui précède, une nouvelle évaluation n'apporte aucune valeur ajoutée.

Question 1115 (21.12.2010) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**introduction d'une chambre au niveau du Tribunal administratif spécialement dédiée aux affaires du droit des étrangers:**

Actuellement la juridiction administrative est organisée au niveau du Tribunal administratif en trois chambres qui siègent au nombre de trois magistrats. Aucune de ces chambres n'est spécialisée en droit des étrangers, qui est pourtant un domaine fort spécifique du droit administratif et pour lequel une spécialisation plus poussée pourrait apporter un certain nombre d'avantages, notamment celui d'une plus grande sécurité juridique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Ministre de la Justice est d'avis qu'il serait opportun d'instaurer au niveau du Tribunal administratif une chambre spécialement dédiée aux affaires du droit des étrangers?

- Au cas où le Ministre ne serait pas de cet avis, quelles sont les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour améliorer la sécurité juridique dans le domaine du droit des étrangers?

Réponse (25.1.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Il ne serait certainement pas dans l'intérêt des juges du Tribunal administratif de siéger durant une période prolongée dans une chambre exclusivement chargée de l'examen des affaires concernant le droit des étrangers.

Le système tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle où chacune des trois chambres du Tribunal administratif examine les recours introduits en matière d'immigration et d'asile a fait ses preuves et donne pleine satisfaction aux plaideurs et aux juges.

Dans la mesure où il existe à la Cour administrative, composée de cinq conseillers, uniquement deux chambres qui, elles aussi, répartissent entre elles les affaires sans réserver l'examen de certaines matières exclusivement à une seule chambre, il est indispensable que les juges du Tribunal administratif puissent se familiariser avec toutes les matières du contentieux administratif.

D'ailleurs, contrairement à ce que semble admettre l'honorable Parlementaire, il n'existe pas d'insécurité juridique dans le domaine du droit des étrangers, la Cour administrative, en tant que juridiction administrative suprême étant appelée à formuler une jurisprudence uniforme, si au niveau de la première instance des interprétations divergentes d'un texte législatif ou réglementaire devaient exister.

Question 1116 (22.12.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans la politique:**

Am Laf vun deene leschte Joren huet sech d'lëtzebuergesch Sprooch zu der Integratiounssprooch hei am Land entwéckelt. Dobäi kënnt, datt nach ni esou vill Leit Lëtzebuergesch geschwat hunn an nach ni esou vill op Lëtzebuergesch geschriwwe gouf, ewéi dat momentan de Fall ass. Dat weisen eng sëlleche wëssenschaftlech Studien, an och déi aktuell Regierung huet an hirem Koalitiounsprogramm festgehalen, datt d'Lëtzebuergescht soll op allen Niveauen ënnerstëtzt ginn. Doriwwer eraus fonctionnéiert um Niveau vun der geschwatener Sprooch dat ganzt politescht Liewen hei am Land op Lëtzebuergesch. Esou gëtt an der Chamber an an deene verschiddene Gemengeréit Lëtzebuergesch geschwat.

An deem Kader well ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

- Här Minister, sidd Dir net der Meenung, datt Lëtzebuergesch déi Haaptsprooch an de Gemengeréit ass, an datt deejeenegen,

deen an de Gemengerot wëllt gewielt ginn, muss Lëtzebuergesch schwätze kënnen?

- Här Minister, sidd Dir net der Meenung, datt d'Gesetzgebung der Tatsaach muss Rechnung droen, datt d'Lëtzebuergescht um politeschen Niveau déi haapt geschwate Sprooch ass?

Réponse (14.1.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

D'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte bezitt sech op de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch am politeschen Débat am Allgemengen an am Gemengerot am Besonneschen. Dozou kann ech folgend Äntwerte ginn:

De Gesetzgeber huet fir de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch am Gemengegesetz folgende Kader gesat (ech zitéieren de franséischen Originaltext): «La langue usuelle parlée au conseil communal est le luxembourgeois. Les conseillers peuvent s'exprimer également dans l'une des autres langues visées à l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Nul ne saurait toutefois demander une interprétation de la langue parlée ou une traduction des documents écrits présentés en une des langues visées par la loi précitée ou en toute autre langue» (article 14 alinéa 2).

Dorausser ergëtt sech, datt weder e Kandidat, nach e gewielte Member vum Gemengerot genéidegt ass, sech op Lëtzebuergesch ze expriméieren, mä datt en awer keng Iwwersetzung vum Lëtzebuergesche ka fuerderen. D'ratio legis kann deemno sou interpretéiert ginn, datt de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch d'Regel ass, an datt all Member vum Gemengerot Lëtzebuergesch muss verstoen. Et bedeit awer och, datt e Gemengeconseiller d'Méiglechkeet huet, sech am Gemengerot an enger vun deenen zwou aneren offizielle Sprooche vun eisem Stat ze artikuléieren.

Onofhängeg vu senger perséinlecher Meenung huet den Innenminister fir eng korrekt Uwendung vun der kommunaler Gesetzgebung ze suergen, sprécht an dem Kader ze agéieren, deen de Législateur fixéiert huet.

Ablacklech gëllt deemno dee gesetzleche Kader, deen 1984 zur Sproocheregelung an eisem Land gesat gouf. Am Artikel 3 vum Gesetz vum 24 Februar 1984 heescht et: «En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

Dës Dispositioun ass bis op Weideres och am Fonctionnement vun de politeschen Institutiounen applicabel.

Weider heescht et am Artikel 4: «Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant.»

Dofir schéngt et mer an der Praxis net virstellbar, datt eng Persoun ee politescht Mandat ausübe kann, ouni datt si capabel ass all offiziell Sprooche vun eisem Land ze beherrschen.

Ech deelen dem honorabelen Deputéierte seng Meenung, datt d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch de Schlëssel zur Integratioun an zur Kohäsioun vun der Lëtzebuerger Gesellschaft ass, grad sou wéi ech et als essentiell fir d'Positionéierung vun eisem Land an der Groussregioun an an Europa ugesinn, datt Lëtzebuerg u senger Dräisproochegkeet festhält.

Question 1117 (22.12.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **chargés d'enseignement:**

En date du 8 juin 2010, la Chambre des Députés a voté le projet de loi portant entre autres création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

En complément à ma question parlementaire du 18 novembre 2010 concernant l'engagement de chargés d'éducation dans l'enseignement secondaire et secondaire technique *(cf. compte rendu n°7/2010-2011 - question parlementaire n°1022)*, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de chargés d'enseignement ont été nouvellement engagés lors de la dernière rentrée scolaire dans l'enseignement secondaire et secondaire technique?

- Quelles sont les branches dans lesquelles ces personnes donnent des cours?

- Combien de ces enseignants se sont inscrits aux épreuves de l'examen-concours dans leur discipline respective? Madame la Ministre peut-elle fournir ces chiffres séparément pour chaque branche? Combien de ces enseignants ont déjà participé à l'examen-concours organisé dans leur discipline respective sans y réussir?

Réponse (7.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

De prime abord, je signale que je pars de l'hypothèse que l'honorable Député vise dans ses questions les «chargés d'éducation à durée déterminée».

D'après les dispositions de la loi modifiée du 29 juin 2010 portant:

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

un chargé d'éducation peut être repris dans la réserve nationale des chargés d'enseignement s'il remplit outre les conditions pour accéder à un poste de chargé d'éducation les conditions suivantes:

- être détenteur d'un certificat de qualification attestant qu'il a suivi avec succès une formation pédagogique et de législation scolaire d'un total de 60 heures;

- pouvoir se prévaloir d'une note d'évaluation positive de sa direction.

Les candidats sont admis à la réserve nationale de chargés d'enseignement dans l'ordre de classement résultant du total de la note d'évaluation et de la note du certificat de qualification en fonction du nombre de postes budgétaires disponibles. Au cours de l'année scolaire 2010/2011, aucun chargé d'enseignement à durée indéterminée n'a été nouvellement admis à la réserve des suppléants.

Au 1er décembre 2010, 146 chargés d'éducation avaient été nouvellement engagés depuis le 15 septembre 2010 dans les spécialités suivantes:

Spécialité	Chargés recrutés à la rentrée 2010/2011	Tâche/leç./hebdos	Chargés recrutés à la rentrée 2010/2011 inscrits au concours 2010.1	Chargés recrutés à la rentrée 2010/2011 qui ont réussi le concours 2010.1
Allemand	16	263,8	15	5
Anglais	13	215,5	11	5
Biologie	14	226,9	14	4
Bois	1	24	0	0
Chimie	9	152,35	5	1
Cuisine	1	24	0	0
Éducation artistique	5	80,5	4	2
Éducation musicale	1	10	0	0
Éducation physique et sportive	4	55	4	1
Électrotechnique	2	44	0	0
Environnement	1	24	0	0
Formation morale et sociale	1	19	0	0
Français	21	337,45	11	6
Géographie	1	11	0	0
Histoire	5	84,15	4	2
Horticulture	1	10,9	0	0
Informatique	2	40	1	0
Instruction religieuse et morale	1	18	0	0
Italien	1	15	0	0
Mathématiques	15	233,85	11	5
Mécanique	4	65,55	1	0
Métal	1	24	0	0
Pédagogie	1	24	1	0
Peinture	1	21	0	0
Philosophie	1	24	0	0
Préparatoire	7	154,45	s.c.	s.c.
Professions de santé	5	74	4	2
Sciences de la vie	1	24	s.c.	s.c.
Sciences économiques et sociales	7	108,33	7	4
Sciences humaines et sociales	1	13,5	s.c.	s.c.
Sciences naturelles	1	44,5	s.c.	s.c.
Tourisme, Secrétariat	1	24	0	0
Total	146	2.490,73	93	37

93 de ces chargés d'éducation se sont inscrits aux épreuves de la session 2010/2011-1 de l'examen-concours de recrutement pour enseignants des lycées et lycées techniques. 37 se sont classés en rang utile.

Question 1119 (22.12.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **battue sur et aux alentours des terrains du Nordstad-Lycée:**

Selon mes informations, une battue a eu lieu sur et aux alentours des terrains du Nordstad-Lycée NOSL et du Lycée technique Hôtelier LTHAH situés à Diekirch en date du 12 décembre 2010. Lors de cette battue, des rabatteurs et des chasseurs se seraient rendus dans les différentes cours des enceintes scolaires, ainsi que sur des terrains privés adjacents à des maisons privées. Or, l'article 2 de la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier dispose que «les terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication du gibier à poil avec les héritages voisins, ainsi que les parcs, jardins et potagers attenant aux immeubles occupés d'une façon permanente» sont exclus du district de la chasse.

Étant donné que par définition, le district de chasse est constitué par des propriétés non bâties, j'en déduis que la chasse est également interdite aux alentours d'une école et à plus forte raison dans la cour de celle-ci. Donc, si mes renseignements sur la battue du 12 décembre 2010 prémentionnée sont exacts, les rabatteurs et chasseurs n'ont pas respecté la loi.

Pourtant, il semble que les responsables des lycées aient contacté la Police grand-ducale, afin de mettre fin à un comportement potentiellement dangereux des rabatteurs et chasseurs. La police les aurait informés qu'elle ne dispose pas d'un moyen légal qui lui permettrait d'intervenir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Qui est responsable de l'organisation d'une battue et du respect des mesures de sécurité? Qui exerce le contrôle et veille au respect de la loi en cas de dérive?

2) Comment Monsieur le Ministre de l'Intérieur explique-t-il la réaction de la Police grand-ducale?

3) Concernant la situation concrète décrite ci-dessus, une enquête a-t-elle été ouverte? Dans l'affirmative, quelles seraient les conséquences pour les responsables, s'il s'avérait que la loi n'a pas été respectée?

4) Monsieur le Ministre du Développement durable est-il d'avis que les restrictions de la chasse aux alentours de propriétés bâties et à proximité de la voie publique sont suffisantes? Estime-t-il que des mesures de sécurité obligatoires supplémentaires devraient être prises lors d'une battue afin de prévenir des accidents?

Réponse commune (25.1. 2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Ad question 1):

Il appartient au locataire de la chasse, en tant qu'organisateur d'une battue, de prendre les mesures de sécurité appropriées.

Les agents de la Police grand-ducale et les préposés de l'Administration de la Nature et des Forêts procèdent à la constatation des délits en matière de chasse et en rédigent des procès-verbaux.

Ad questions 2) et 3):

La battue dont il est question s'est déroulée dans la matinée du 12/12/2010. Cette date était un dimanche, de sorte que la présence de public dans les alentours des lycées n'était pas donnée.

Derrière les lycées se trouve une parcelle boisée portant des essences feuillues et résineuses. Cette parcelle se trouve en très forte pente et elle est traversée par un sentier qui est emprunté par le trajet d'une manifestation sportive dite «EuroCross». Cette parcelle peut être qualifiée de forêt de protection au vu de sa très forte pente. La parcelle boisée est une parcelle non bâtie.

Conformément à l'article 1er de la loi du 25 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier «Toutes les propriétés non bâties, rurales et forestières comprises dans le territoire d'une section électorale de commune, formeront un district de chasse (…)». A priori, l'exercice de la chasse est donc possible et/ou légal sur toutes les propriétés de ce type.

Le matin du dimanche 12 décembre 2010 quelques rabatteurs ont longé la lisière inférieure de ladite parcelle boisée, alors que les chasseurs étaient postés à une distance de 800 m en direction de la localité de Gilsdorf. Aucun chasseur ne se trouvait derrière les bâtiments des lycées.

Après avoir entendu un coup de fusil, le portier du Lycée technique Hôtelier a traversé la cour de récréation de son lycée pour demander aux rabatteurs la raison de leur présence en bordure de la forêt et de la cour de récréation. Les rabatteurs n'ont pas fourni d'explications à cette personne qui était bien en droit de leur demander des explications.

La sécurité du public n'était pas engagée par cette action de chasse, ce dossier peut plutôt être qualifié de problème de dialogue et de communication. Cette question soulève cependant un problème plus fondamental, à savoir celui de l'exécution du droit de chasse aux abords des agglomérations et des infrastructures techniques. Dans des paysages à caractère urbain, la chasse devrait évidemment être exercée d'une autre façon qu'en milieu purement rural.

La Police grand-ducale n'a pas fait d'intervention, étant donné que lors de son appel au numéro d'urgence 113, le portier du lycée a informé la police qu'entretemps les batteurs s'étaient éloignés de l'école et qu'une intervention ne serait donc plus nécessaire. Il s'ensuit qu'aucune enquête n'a été ouverte.

Ad question 4):

L'article 6b) du projet de loi relative à la chasse (document parlementaire n°5888), dont les amendements sont prochainement à l'ordre du jour de la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés, interdit l'exercice du droit de chasse «dans les parcs, jardins et potagers attenant aux immeubles habités de façon permanente, ainsi que dans les infrastructures de sport».

Par ailleurs, et conformément à la motion sur la chasse de la Chambre des Députés du 21 juin 2007, le projet de loi entend réglementer la signalisation des battues et renforcer les aspects sécuritaires de la chasse. Ainsi, l'article 8 du projet de loi dispose qu'«un règlement grand-ducal fixe pour une période déterminée, pour l'ensemble ou une partie du territoire, les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse selon l'espèce, le type ou le sexe du gibier chassable et selon chaque mode et procédé de chasse, de même que les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers». L'avant-projet de ce règlement grand-ducal prévoit notamment que «les organisateurs d'une chasse en battue mettent en garde le public moyennant des panneaux et signaux apostés le jour de la battue».

Question 1120 (23.12.2010) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **allocations familiales pour les élèves des classes IPDM:**

Selon mes informations, les élèves des classes IPDM (Initiation Professionnelle Divers Métiers) de l'Enseignement technique qui ont ou qui auront 18 ans, se voient refuser depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 juillet 2010 le paiement des allocations familiales et doivent le cas échéant rembourser leur allocation de rentrée scolaire perçue en septembre. Ils ont 40 jours à partir de la notification de la décision pour l'attaquer par une opposition écrite au comité directeur de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF).

L'IPDM fait partie du cycle inférieur du Lycée technique et se compose, en principe, de 30 heures de cours hebdomadaires et de quelques heures de stage au cours de l'année. Elle constitue prioritairement une année de remise à niveau des élèves les moins forts ayant terminé le modulaire pour leur permettre encore l'accès à une formation professionnelle menant à un Certificat de capacité professionnelle (CCP).

Or, la CNPF considère l'IPDM comme «une formation continue qui ne remplit aucune des conditions précitées». Les «conditions précitées» se réfèrent au texte du règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves dépassant l'âge de 18 ans, qui définit dans son article 1er entre autres la condition suivante:

«1) qui suivent effectivement, sur place, au Grand-Duché ou à l'étranger, dans un établissement public ou privé d'enseignement secondaire ou d'enseignement secondaire technique, des cours d'enseignement général ou professionnel pendant au moins seize heures par semaine, préparant au diplôme de fin d'études secondaires, de fin d'études secondaires techniques, de technicien, ou à un diplôme non luxembourgeois équivalent;»

L'article 271 du Code de la sécurité sociale, modifié par la loi du 26 juillet 2010 et à la base du règlement grand-ducal, stipule quant à lui que: «Le droit aux allocations familiales est maintenu jusqu'à l'âge de 27 ans accomplis au plus pour les élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique s'adonnant à titre principal à leurs études.»

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce que l'interprétation de la CNPF que l'IPDM est une formation continue plutôt qu'un enseignement à titre principal est correcte, et que l'inscription en IPDM d'élèves de 18 ans accomplis ne donne plus droit aux allocations familiales?

- Dans l'affirmative, pourquoi l'IPDM n'est pas considéré comme faisant partie de l'enseignement secondaire technique, condition fixée par la loi susmentionnée?

- Dans la négative, est-ce que les refus des demandes d'allocations familiales pour ce motif seront automatiquement redressés par la CNPF sans nouvelle demande de la part des parents concernés?

Réponse commune (9.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les cours d'orientation et d'initiation professionnelles sont organisés dans le cadre de classes appelées IPDM dans les lycées et le Centre national de formation professionnelle continue.

Il s'agit de classes régulières de l'enseignement secondaire technique pour lesquelles la grille horaire de 30 leçons hebdomadaires est déterminée par le règlement grand-ducal du 3 août 2010 fixant les grilles horaires, les coefficients des branches et des branches combinées ainsi que les branches fondamentales de l'enseignement secondaire technique.

Le fonctionnement de ces classes est déterminé par le règlement grand-ducal du 24 août 2007 portant organisation:

1. de cours d'orientation et d'initiation professionnelles au Centre national de formation professionnelle continue et aux lycées;

2. des mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active par l'Action locale pour jeunes.

L'article 1er précise notamment que:

«Les cours fonctionnent au centre et aux lycées comme classes d'orientation et d'initiation professionnelles et font partie de l'organisation pédagogique de l'enseignement secondaire technique. Les élèves sont placés sous l'égide d'un régent et d'un conseil de classe dont les attributions et le fonctionnement sont ceux en vigueur pour l'enseignement secondaire technique.

Un jeune adulte âgé de 18 ans ou plus au 1er septembre de l'année en cours n'a plus le droit de s'inscrire dans les cours.»

Nous n'avons pas connaissance d'un cas où un élève atteignant l'âge de 18 ans pendant l'année scolaire de son inscription à une classe IPDM se soit vu refuser le bénéfice des allocations familiales.

Question 1121 (23.12.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **fonds européen d'investissement pour la stabilité et la croissance:**

D'après les informations de la presse internationale, à l'initiative de l'Allemagne, plusieurs pays membres de l'Union européenne envisagent la création d'un «fonds européen d'investissement pour la stabilité et la croissance». Ce fonds, nouvelle institution européenne qui viendrait s'ajouter notamment à la Banque centrale européenne, devrait permettre de venir en aide aux pays membres de la zone euro en difficultés économiques. Il pourrait également conditionner son aide à des règles strictes de gestion des finances publiques, à l'instar des pratiques du Fonds Monétaire International. Outre l'Allemagne, l'Irlande, la Finlande et les Pays-Bas ont contribué à l'élaboration de ce plan.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Premier Ministre, en sa qualité de président de l'Eurogroupe, a-t-il participé à l'élaboration du «papier de position» mentionné par la presse, ou était-il pour le moins au courant de telles négociations?

2. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la création d'un tel fonds européen?

3. Le Gouvernement est-il prêt à présenter et à débattre de cette position à la Chambre, pour le moins avec les commissions parlementaires concernées, avant la réunion des Ministres européens des Finances prévue à Bruxelles pour la mi-janvier?

4. Quelles interférences ce projet initié par l'Allemagne aura-t-il sur le projet du Premier Ministre et président de l'Eurogroupe des obligations européennes («eurobonds»)?

5. La création d'un tel fonds européen nécessitera-t-elle une modification du Traité de Lisbonne?

Réponse commune (31.1. 2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire n°1121 du 23 décembre 2010, Monsieur le Député Fernand Kartheiser fait référence à des articles parus dans la presse internationale et dans lesquels il est question d'une initiative allemande envisageant la création d'un «fonds européen d'investissement pour la stabilité et la croissance».

L'article en question a été publié dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung» en date du 23 décembre 2010.

Le jour de la publication de l'article, le Ministère des Finances allemand a déclaré que le contenu de cet article ne reflète pas la position politique du Gouvernement allemand, mais qu'il s'agit d'un document de travail interne qui n'a pas été approuvé par l'hiérarchie politique.

Dans ce contexte, on peut rappeler que le Conseil européen des 16 et 17 décembre a mandaté les Ministres des Finances de la zone euro, en concertation avec les Ministres des Finances des États membres dont la monnaie n'est pas l'euro, d'élaborer les modalités du futur mécanisme européen de stabilité qui deviendra opérationnel en 2013. Conformément aux conclusions du Conseil européen, des travaux seront présidés par le Président de l'Eurogroupe et devront être achevés pour le Conseil européen de mars 2011. En parallèle, le Conseil européen des 16 et 17 décembre a initié le processus pour une modification du Traité de Lisbonne afin de créer un ancrage légal pour le futur mécanisme européen de stabilité.

Question 1122 (23.12.2010) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant les **transports de matières radioactives via le Luxembourg:**

Selon des informations du quotidien allemand «Trierischer Volksfreund», chaque année un certain nombre de poids lourds chargés de substances radioactives - de l'hexafluorure d'uranium dans ce cas - passent régulièrement par les autoroutes de la Grande Région et du Luxembourg. Le journal cite notamment 40 transports par route et 20 transports par chemin de fer par an.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les transports routiers en question via le Luxembourg? Quelle est leur fréquence? Qu'en est-il des transports de matières radioactives par chemin de fer?

- Est-ce que le Gouvernement est informé en avance de tels transports routiers ou ferroviaires qui touchent directement le territoire national?

- Est-ce que le Luxembourg a la possibilité d'empêcher ce genre de transports?

- Est-ce que le Gouvernement dispose des moyens humains et techniques adaptés à la gestion des risques environnementaux et sanitaires provoqués par d'éventuels accidents?

Réponse (27.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les opérations de transport et de transit de matières radioactives, que ce soit par route, par chemin de fer ou par avion, ne peuvent être réalisées qu'à condition que le transporteur soit autorisé préalablement à cet effet par le Ministre de la Santé. De telles autorisations de transport sont en règle générale délivrées pour une durée de cinq années et se limitent essentiellement au transport de produits radioactifs avec indication d'une limite d'activité prédéfinie. Il s'agit en l'occurrence principalement de substances radioactives utilisées en médecine et de sources radioactives scellées qui servent à réaliser différentes mesures en industrie. Il y a lieu de préciser que ces produits radioactifs ne sont pas transportés par chemin de fer au Luxembourg.

Toujours est-il que les autorisations délivrées excluent de façon systématique le transport de matières fissiles, et donc l'hexafluorure d'uranium auquel fait allusion l'honorable Député.

Force est de souligner que les risques liés au transport de matières radioactives, tel qu'il se pratique au Luxembourg, ainsi que les conséquences d'un éventuel accident pouvant impliquer une dégradation de l'emballage avec relâchement de radio-isotopes sont relativement faibles. Malgré ce faible risque, les agents de la division de la radioprotection relevant de la direction de la Santé sont engagés dans la formation spécifique des membres de la Force publique et des membres de la Protection civile, dont notamment ceux du groupe de protection radiologique; ceci pour faire face à tout accident éventuel. Les coopérations étroites avec les unités de secours permettent effectivement à la division de la radioprotection d'avoir la confiance dans les moyens nationaux de gérer au mieux un accident avec des produits radioactifs.

Question 1125 (30.12.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **bulletins scolaires:**

Chaque année, les bulletins de notes relatifs au premier trimestre de l'année scolaire sont envoyés avant les fêtes de fin d'année aux élèves fréquentant un établissement de l'enseignement secondaire ou bien de l'enseignement secondaire technique. Cependant, un certain nombre de ces bulletins n'arrivent pas à destination.

Dans ce cas de figure, les élèves concernés reçoivent une copie de leur bulletin scolaire, puisque en général il n'existe qu'un seul exemplaire de l'original du relevé des notes. Or, lors d'une demande d'emploi ou d'inscription p. ex., la plupart des employeurs et administrations exigent la présentation d'une copie des diplômes et des bulletins originaux et non pas un double d'une copie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre, n'estime-t-elle pas qu'il serait opportun de reproduire un bulletin original dans le cas où l'exemplaire initial n'arrive pas à sa destination?

- Madame la Ministre, ne faudrait-il pas songer à envoyer les bulletins scolaires par courrier électronique sécurisé au lieu de continuer à les expédier uniquement par voie postale?

Réponse (31.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les bulletins scolaires sont ou bien remis en mains propres aux parents ou bien envoyés par voie postale. Un lycée (le Neie Lycée) remet tous les bulletins scolaires en mains propres aux parents. Onze lycées ont opté pour un modèle mixte: dans le cas où un entretien avec les parents s'impose ou en cas de demande du régent de la classe, les bulletins sont remis en mains propres, tandis que les autres bulletins sont envoyés par voie postale. Les autres lycées envoient tous les bulletins scolaires par voie postale.

En tout, quelque 29.000 bulletins scolaires ont été envoyés par voie postale au terme du premier trimestre de l'année scolaire 2010/2011. Parmi eux, 96 - soit quelque 0,33% - ne sont pas parvenus au destinataire.

Les lycées ne réagissent pas tous de la même manière dans le cas où un bulletin a été égaré. Étant donné qu'un bulletin scolaire n'est en principe établi qu'en un seul original, certains lycées optent pour la solution de produire une copie (certifiée conforme en cas de demande). D'autres lycées établissent un nouvel original. Ainsi, parmi les 96 bulletins scolaires égarés au terme du premier trimestre 2010/2011, 47 ont été remplacés par un nouvel original tandis que 49 copies conformes ont été établies.

Après examen, j'ai donné l'instruction aux directeurs des lycées de produire un nouveau bulletin original dans le cas où il est établi que le bulletin envoyé par voie postale n'est pas parvenu au destinataire.

Les bulletins scolaires étant imprimés sur papier sécurisé pour prévenir la production de faux, un envoi par voie électronique - même sécurisé - ne remplirait pas les mêmes fonctions. Je n'envisage donc pas d'introduire un envoi par courrier électronique sécurisé des bulletins scolaires.

Question 1126 (3.1.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**instauration éventuelle d'un service minimum au niveau du transport scolaire avant le début des vacances scolaires:**

Étant donné que l'année scolaire des classes de première et de treizième de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique est désormais subdivisée en semestres au lieu de trimestres, les vacances de Noël de l'année 2010 débutaient pour les élèves concernés seulement en date du vendredi 17 décembre au lieu du mardi 14 décembre 2010. Cependant, le transport scolaire a, quant à lui, cessé de fonctionner à partir du 14 décembre 2010 de manière à ce que les élèves de première et de treizième ont été obligés à se déplacer par leurs propres moyens à l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'il soit opportun d'assurer avant les périodes des congés scolaires un service minimum au niveau du transport scolaire pour les élèves de première et de treizième?

Réponse commune (18.2.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les vacances et congés scolaires de 2008 à 2013 sont fixés par règlement grand-ducal et sont publiés au Mémorial A n°84 du 16 juin 2008. Ils sont valables pour tous les établissements scolaires du Grand-Duché. Les fins de cours trimestriels des lycées secondaires et secondaires techniques sont en outre réglées par une circulaire fixant les derniers jours de classe avant les vacances scolaires.

Or, les classes terminales de première et de treizième sont organisées en régime semestriel et se trouvent par conséquence en déphasage par rapport aux autres classes.

Tandis que les cours sont bien terminés au moment du dernier jour de classe avant les vacances scolaires, la période des conseils de classe est utilisée pour faire rédiger des devoirs-bilans aux élèves des classes terminales. L'organisation de ces devoirs en classe peut varier d'une classe à l'autre.

Il est de ce fait quasiment impossible de prévoir un transport scolaire pour les élèves qui utilisent majoritairement les lignes de transport public existantes pendant ces jours-là.

Question 1127 (3.1.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **phénomène du «burn-out»:**

Dans notre société le phénomène du «burn-out» touche bon nombre de personnes, notamment les travailleurs salariés. Le stress quotidien croissant, la multiplication des responsabilités et le problème du harcèlement moral constituent quelques raisons explicatives se trouvant à l'origine d'épuisements de nature psychique et physique.

Il va sans dire que le coût économique et social de ce phénomène n'est pas négligeable et que beaucoup de décideurs en sont parfaitement conscients.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles études spécifiques réalisées ces derniers temps par le Gouvernement en la matière et concernant tout particulièrement la situation au Luxembourg?

2. Au cas où le Gouvernement aurait fait analyser le problème du «burn-out» dans les secteurs public et privé, quelles en sont les observations et conclusions essentielles?

3. Est-il prévu d'organiser un programme d'information et de sensibilisation à ce sujet?

4. Une coopération avec le Ministère de la Santé est-elle envisagée?

Réponse (14.2.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Tout en étant conscient du problème soulevé par l'honorable Député, le Gouvernement n'a jusqu'à présent pas fait réaliser d'études particulières sur le phénomène du «burn-out».

Néanmoins, en 2009, la Chambre des Salariés a procédé, avec TNS ILRES, à une étude générale sur le bien-être au travail.

Il ressort du document publié en juin 2010 que 20% des interviewés disent être confrontés à des sensations de «burn-out». Parmi ce pourcentage 38% proviennent de l'enseignement, 24% du secteur social et de la santé et 24% du secteur du nettoyage et du gardiennage.

Dans ce contexte, il convient de préciser que ces résultats sont par ailleurs corroborés par la toute récente cinquième enquête européenne sur les conditions de travail réalisée par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de Dublin.

Alors que dans le domaine du «burn-out» au sens strict les programmes d'information et de sensibilisation sont plutôt rares, il y a lieu de souligner que dans le domaine tant du stress que du harcèlement moral et du bien être au travail, qui sont tous des sujets intimement liés au phénomène du «burn-out», il existe de nombreuses initiatives, notamment au niveau des chambres professionnelles, qui tentent entre autre de contribuer à expliquer les différents sujets liés au bien-être au travail.

Il est évident que toute action future éventuelle du Gouvernement serait, le cas échéant, organisée en collaboration avec le Ministère de la Santé.

Question 1137 (5.1.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**introduction d'une procédure spéciale permettant l'utilisation légale du cannabis et des cannabinoïdes:**

In vielen Ländern wird zur Zeit die Cannabis-Anwendung für medizinische Zwecke diskutiert. In Frankreich (an dem sich Luxemburg orientiert) ist trotz Cannabisverbot die Verschreibung von Cannabis und Cannabinoïden durch die AFSSAPS (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) in dem Sinn geregelt, dass eine ATU (autorisation temporaire d'utilisation) für Patienten, die austherapiert sind, ausgestellt werden kann.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage stellen:

- Wäre es nicht sinnvoll, dass Luxemburg, nach französischem Vorbild, eine Spezialprozedur einführt, um diesen Patienten zu erlauben sich in aller Legalität mit Cannabis und Cannabis-Medikamenten behandeln zu lassen?

Réponse (27.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'utilisation thérapeutique du cannabis a fait l'objet de la question avec débat n°14 de l'honorable Député, débattue en séance plénière du 19 octobre 2010 *(cf. compte rendu n°2/2010-2011)*. Le statut juridique du cannabis et des cannabinoïdes a de surcroît fait l'objet d'un échange de courrier intensif avec l'honorable Député.

Si au Grand-Duché de Luxembourg le cannabis et les cannabinoïdes relèvent des dispositions de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, je voudrais toutefois rappeler à l'honorable Député que:

- le classement de la substance active au sens de la loi précitée n'empêche pas, le cas échéant, la mise sur le marché d'un médicament;

- les dispositions de la loi relative à la mise sur le marché des médicaments peuvent, le cas échéant, autoriser l'importation sur ordonnance médicale individuelle régulière d'un médicament disposant d'une autorisation de mise sur le marché étrangère régulière.

Des médicaments tels que le «Sativex» ou le «Marinol» peuvent ainsi être utilisés et prescrits au Luxembourg conformément à leur notice. La prescription doit être faite par le médecin sur base du carnet à souche spécial rose.

Des patients bénéficient d'ailleurs actuellement déjà au Luxembourg de traitements d'appoint à l'aide de «Sativex» et aucun patient ne s'est vu refuser un traitement initié sur base d'une ordonnance en bonne et due forme, répondant aux critères légaux.

En ce qui concerne la France, l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) délivre à titre exceptionnel des autorisations temporaires d'utilisation (ATU) pour des spécialités pharmaceutiques ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché en France[1]. Il s'agit de spécialités autorisées à l'étranger ou encore en cours de développement.

Pour que ces autorisations temporaires d'utilisation (ATU) soient délivrées, les spécialités en question doivent être destinées à traiter, prévenir ou diagnostiquer des maladies graves ou rares pour lesquelles il ne doit pas exister de traitement approprié. Leur efficacité et leur sécurité d'emploi sont présumées en l'état des connaissances scientifiques.

Il est à noter que le système des ATU ne concerne que des spécialités pharmaceutiques et non les matières premières (poudre, herbes...).

D'après les renseignements fournis par l'AFSSAPS sur la pratique française, des ATU ont été accordées en nombre très limité pour du «Marinol» et aucune ATU n'a été accordée pour du «Sativex».

Au regard de ce qui précède, j'estime qu'à l'heure actuelle les patients luxembourgeois bénéficient d'un accès équivalent aux patients français aux traitements à l'aide de médicaments cannabinoïdes.

[1] Plus de renseignements sont disponibles en ligne sur le site de l'Afssaps: http://www.afssaps.fr/Activites/Autorisations-temporaires-d-utilisation/Autorisations-temporaires-d'utilisation/